

Vormittagssitzung vom 21. September 1932.
Séance du matin du 21 septembre 1932.

Vorsitz — Présidence: Hr. Abt.

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Botschaft und Gesetzentwurf vom 20. Juni 1932 (Bundesblatt II, 101). — Message et projet de loi du 20 juin 1932 (Feuille fédérale II, 81).

Anträge der Kommission.

Mehrheit:

Eintreten.

Minderheit:

(Bratschi, Graf, Hauser, Ilg, Marbach, Meyer-Luzern, Muheim, Perret, Perrin.)

Nichteintreten.

Propositions de la commission.

Majorité:

Passer à la discussion des articles.

Minorité:

(Bratschi, Graf, Hauser, Ilg, Marbach, Meyer-Lucerne, Muheim, Perret, Perrin.)

Ne pas passer à la discussion des articles.

Berichterstattung. — Rapports généraux.

M. Clottu, rapporteur de la majorité: Le gros problème dont nous entreprenons à cette heure la discussion a été soumis aux Chambres fédérales par le message du Conseil fédéral du 20 juin 1932 à l'appui d'un projet de loi sur l'adaptation temporaire aux conditions nouvelles des traitements et salaires des personnes au service de la Confédération. La priorité ayant été attribuée au Conseil national, le bureau chargé de l'examen du projet une commission de 21 membres qui y consacra six longues séances. Cinq eurent lieu à Zermatt en date des 30 et 31 août et 1^{er} septembre et la sixième à Berne vendredi dernier 16 septembre.

Le vote sur l'entrée en matière accusa une majorité affirmative de 12 voix contre une minorité négative de 9 voix.

Nous avons l'honneur de vous exposer le point de vue de la majorité de la commission.

Deux considérations fondamentales ont engagé le Conseil fédéral à prendre l'initiative de son projet de loi: d'une part, la gravité exceptionnelle des répercussions de la crise sur la situation budgétaire de la Confédération et des Chemins de fer fédéraux et

d'autre part la diminution du prix de la vie survenue depuis la fixation en 1927 des traitements et salaires du personnel fédéral. S'il est possible de diverger d'opinion sur l'importance de la réduction du coût de l'existence et sur l'opportunité d'en tirer argument en faveur de la diminution temporaire des traitements, personne en revanche ne peut nier l'évidence du bouleversement profond de la situation financière des pouvoirs publics. L'ère des déficits s'est ouverte en 1930 déjà dans les cantons et les communes atteints par le chômage. La Confédération a pu résister jusqu'à la fin de l'année dernière aux effets de la crise et réussi encore à enregistrer pour 1931 un excédent de recettes de 2¼ millions environ. Mais dès le début de 1932 se produisit à la fois la régression des recettes et l'aggravation des charges. Il résulte de calculs établis par le Département fédéral des finances que les comptes de la Confédération pour l'exercice en cours se solderont par un déficit de 40 à 50 millions. Aux C. F. F., où un déficit de 10 millions est apparu en 1931, on suppose le déficit de 1932 à 50 millions approximativement. Comme les comptes des cantons, d'une part, et ceux des communes dans leur ensemble, d'autre part, subiront probablement un même déficit d'une cinquantaine de millions, on se trouve en présence d'un déficit global de 200 millions en chiffre rond pour les administrations publiques suisses, fédérales, cantonales et communales. Et les perspectives pour 1933 sont pour le moins aussi mauvaises que pour 1932. On n'entrevoit malheureusement pas de redressements quelque peu sensibles de la situation économique dans un avenir rapproché. La crise, dont on espère avoir touché le point culminant, se poursuit et risque de se prolonger assez longtemps encore. Elle ne sera pas surmontée miraculeusement d'un jour à l'autre et selon toutes apparences le retour à un état de choses normal — ou stabilisé — sera le résultat d'une évolution lente. Dans ces conditions, une politique de diminution des dépenses s'impose d'une manière inéluctable si l'on veut éviter la catastrophe que serait la perte de la confiance et du crédit dont la Suisse jouit dans le monde.

Or, quelles sont les réductions possibles?

Les dépenses de la Confédération peuvent être réparties dans quatre groupes principaux: 1° Le service de la dette; 2° les subventions; 3° la défense nationale; 4° le personnel et les frais généraux.

Envisageons-les successivement:

Le service des intérêts des emprunts fédéraux, qui exigeait il y a quelques années 115 millions par an représente maintenant, ensuite des conversions opérées, une dépense annuelle de 95 millions. Mais cette différence n'a pas amélioré le budget, l'économie réalisée sur les intérêts ayant été affectée aux amortissements. Par de nouvelles conversions, on pourrait arriver à réduire encore de 3 à 4 millions la charge des intérêts. C'est bien modeste en comparaison du total des dépenses, mais c'est le maximum de compression possible.

Les subventions ont absorbé, en 1931, 156 millions, y compris le versement au fonds de l'assurance-vieillesse et survivants et la subvention à la culture du blé. Parmi les subventions, les unes résultent de l'application de la Constitution ou de la législation et atteignent environ 106 millions, tandis que les autres sont fixées par les Chambres et par voie budgétaire. Leur montant s'élève à près de 50 millions.

Le Conseil fédéral se propose de faire sur ce dernier poste dès 1933 des retranchements pour un montant de 6 à 7 millions. Il sera difficile, nous a déclaré M. Musy, d'aller au delà d'une dizaine de millions, parce que la réduction de diverses subventions allouées aux cantons et aux communes aggraverait encore dans bien des cas leur situation déjà si lourde et parce que la création de certaines institutions et de certaines œuvres subventionnées a été le résultat d'engagements d'appui financier de la part de la Confédération. Toutefois, nous tenons à réserver expressément la question de l'affectation temporaire à d'autres buts d'ordre social d'une partie des recettes destinées aujourd'hui à l'alimentation du fonds pour l'assurance-vieillesse et survivants. Dans la période de crise intense où nous nous trouvons, il serait de sage politique financière de ne pas accumuler des réserves considérables en vue d'une œuvre dont la réalisation ne peut être envisagée maintenant. A notre avis, il serait indiqué d'utiliser dans le plus bref délai possible une partie des recettes en question à l'action de secours en faveur des collectivités et des particuliers victimes du chômage et à l'aide aux vieillards ne disposant pas de ressources suffisantes pour assurer leur existence. Nous ne doutons pas que le Conseil fédéral, après étude du problème déjà agité de divers côtés et que nous soulevons en passant, voudra saisir prochainement l'Assemblée fédérale d'un rapport et de propositions y relatives.

Quant au budget militaire, le 30 % de son montant est affecté à des traitements et salaires. Les autres dépenses représentent 61 à 62 millions sur lesquels il pourra être économisé l'année prochaine environ 3 millions. Le Conseil fédéral a institué, pour l'examen des économies réalisables dans le domaine militaire, une commission d'experts dont le rapport n'a pas encore été déposé. Il convient d'en attendre les conclusions avant d'accentuer la compression des dépenses. Notre pays ne peut ni ne veut se passer d'une organisation de défense nationale capable de remplir son rôle d'une manière efficace. Au surplus, il ne faut pas perdre de vue que l'argent dépensé pour l'armée profite dans la proportion de 95 % à l'économie nationale et contribue à assurer l'existence de nombreux artisans, industriels et ouvriers.

Nous arrivons ainsi, sur les trois groupes de dépenses dont nous venons de parler (service de la dette, subventions et dépenses militaires), à prévoir 12 à 13 millions d'économies à peu près immédiates. Reste le groupe important des frais du personnel et des frais généraux. Le message du Conseil fédéral contient à page 10 un tableau récapitulatif dont nous extrayons les chiffres suivants qui concernent l'année 1931. Pour la Confédération proprement dite, y compris l'administration des postes, télégraphes et téléphones, les traitements et salaires, indemnités de résidence et allocations pour enfants représentent pour un effectif de 32,052 personnes une dépense de 175,115,000 francs. Si on y ajoute les versements de l'Etat aux caisses d'assurance du personnel, soit 21,107,000 fr. et les dépenses accessoires par 13,242,000 fr. on arrive à un total de 209,400,000, soit à peu près la moitié de la totalité des dépenses budgétaires.

Pour les C. F. F., les traitements et salaires, les indemnités de résidence et les allocations pour enfants, atteignent, pour un effectif de 34,000 personnes, 177,647,000 fr. à quoi s'ajoutent 28,450,000 fr. de

versements à la caisse d'assurance et 17,814,000 fr. de frais accessoires (uniformes, frais de déplacements, etc.). Total 223,911,000 fr., ce qui comporte plus des trois quarts des dépenses d'exploitation de notre réseau national.

Comment serait-il possible de pratiquer la politique d'économie qui s'impose aux autorités, sans recourir à une réduction des dépenses du personnel qui se totalisent par 433,000,000 fr. annuellement? Dans les conjonctures actuelles, la diminution temporaire des traitements et salaires est une nécessité d'Etat. Certes, c'est avec regret que le Conseil fédéral et le Parlement se voient contraints par les circonstances de prévoir une diminution de la rétribution des serveurs de la chose publique. Et la mesure à prendre est d'autant plus désagréable à décréter que, dans leur généralité, les fonctionnaires et employés fédéraux remplissent leurs fonctions avec fidélité et conscience, à la satisfaction du public avec qui ils sont en relations officielles.

Mais le sacrifice qui leur est demandé n'est ni excessif, ni intolérable. Il est sensiblement inférieur aux sacrifices imposés au personnel administratif des nombreux pays qui ont été obligés d'abaisser les traitements et les salaires.

L'acceptation du sacrifice est en outre facilitée chez nous par la réduction du prix de la vie qui s'est produite au cours des dernières années. Le message du Conseil fédéral renferme à cet égard des indications fondées sur des statistiques officielles prenant en considération les principaux éléments de dépenses nécessaires. Il s'en dégage la constatation d'un recul marqué des prix de l'alimentation, des combustibles et des vêtements, compensé partiellement, il est vrai, par un regrettable relèvement des loyers. On a fait valoir dans certains milieux — et c'est exact — que l'indice des prix fait abstraction d'un certain nombre de frais accessoires (soins médicaux, voyages, etc.). Mais leur importance n'est pas telle que leur mise en ligne de compte puisse infirmer le phénomène général d'une réduction appréciable du coût total de la vie. Il faut réserver sans doute quelques cas exceptionnels de personnes appelées à supporter des dépenses spéciales, pour cause de maladie grave et prolongée notamment. Il n'est pas possible toutefois de renoncer à une mesure indispensable, au point de vue de l'intérêt de la Confédération, parce qu'elle pourrait frapper un peu durement une infime minorité d'intéressés.

Au surplus, l'abaissement des traitements et salaires ne peut pas toujours être subordonné à un abaissement correspondant du prix de la vie. Un Etat, comme un employeur privé, peut se trouver acculé à diminuer la rémunération de ses employés sans que ceux-ci puissent profiter d'une compensation dans la réduction des prix des marchandises qui leur sont indispensables. En Suisse, nombre de salariés et nombre de personnes travaillant pour leur propre compte ont subi des diminutions de gain bien supérieures à la réduction de leurs frais d'achats. Les fonctionnaires fédéraux, même avec une diminution de salaires de 10 %, ne verront pas leur puissance réelle d'achat diminuée comparativement à l'époque d'entrée en vigueur des traitements légaux actuels. Ils seront toutefois amenés, nous le reconnaissons, à restreindre quelque peu des dépenses que l'amélioration de leur situation depuis 1928 leur avait

permis d'effectuer. Bien rares sont aujourd'hui les privilégiés qui n'ont pas été forcés de restreindre leur train de vie.

Du côté socialiste, on soutient l'opinion que la réduction des salaires aggravera la crise économique par la réduction des achats. Ce point de vue est contestable dès l'instant où la courbe des prix descend en même temps et même plus bas que celle des salaires. D'ailleurs, ce qui importe le plus, dans l'intérêt du personnel fédéral lui-même, c'est la conservation de la solvabilité de l'Etat, de son crédit et de la valeur du franc suisse.

Nous ne méconnaissions pas que la mesure que nous recommandons d'adopter aura certaines conséquences défavorables. Pour les titulaires de fonctions des classes inférieures ayant des charges de famille et pour qui le loyer représente une partie théoriquement trop importante de leur gain, la réduction des salaires ne trouvera pas toujours sa compensation dans la baisse des prix des marchandises. La diminution de la rémunération affaiblira dans une certaine mesure le pouvoir d'épargne. Et surtout elle entraînera pour les cantons et pour les communes une moins-value de rendement des impôts directs sur le produit du travail. 30 millions de matière imposable de moins peut représenter sur le total du produit des impôts directs cantonaux et communaux une perte moyenne annuelle de 2 millions environ. Elle sera compensée souvent, il est vrai, par d'inévitables abaissements de salaires du personnel cantonal ou communal.

Mais les répercussions défavorables que nous venons de mentionner ne peuvent ébranler l'argumentation en faveur des réductions proposées parce que nous devons avoir le courage de constater que la population suisse dans son ensemble s'est accoutumée à un genre de vie confortable qui se révèle, en temps de crise, au-dessus de ses moyens. Notre besoin général de bien-être nous met sur le terrain de la rivalité économique, en état d'infériorité vis-à-vis des pays où les exigences de l'existence sont moins développées que chez nous.

Revenant maintenant au projet de loi en discussion, nous devons nous arrêter un instant aux suggestions faites par quelques-uns de ses détracteurs qui voudraient chercher le rétablissement de l'équilibre budgétaire, non pas dans la diminution des dépenses et spécialement pas des dépenses pour le personnel, mais dans l'augmentation des recettes. Les commissaires socialistes ont réclamé la mise à contribution du capital et l'institution d'un impôt fédéral de crise. Dans un autre groupe de la commission on a soulevé l'idée de l'introduction d'impôts de consommation, par exemple par le relèvement des droits d'entrée sur le sucre, le thé, le café ou le vin.

La majorité de la commission estime qu'il faut en premier lieu et essentiellement réaliser des économies. C'est dans cette voie qu'il convient de s'engager lorsque le déséquilibre du budget provient surtout de la diminution des recettes. D'ailleurs il ne faut pas se faire d'illusions sur les chances d'acceptation par le peuple de contributions publiques nouvelles avant l'épuisement des mesures possibles de réduction des dépenses.

Le chef du Département fédéral des finances a déclaré qu'il ne pourrait se résoudre à mettre sur pied un projet d'impôt de crise que si, une fois les

économies nécessaires adoptées, les circonstances le contraignaient d'avoir recours à cet impôt. Le prélèvement d'un impôt fédéral de crise soulève de très graves objections de principe et d'opportunité. Il frapperait la matière imposable sur laquelle les cantons et les communes basent leur principal élément de ressources. Les possibilités très limitées de relever les tarifs en vigueur ne doivent pas être enlevées aux cantons et aux communes au moment où leurs charges se trouvent accrues presque partout par la lutte contre la crise. Un canton a déjà introduit un impôt de crise et d'autres cantons songent à suivre cet exemple. Le cumul d'un impôt de crise fédéral avec des impôts de crise cantonaux doit, semblé-t-il, être exclu. Si la Confédération devait s'assurer des ressources complémentaires, elle pourrait les chercher dans une autre direction et elle serait bien inspirée alors d'assurer du même coup aux cantons une compensation à la disparition de leur part à l'impôt fédéral de guerre. Pour beaucoup de cantons qui ont utilisé cette part à la couverture de leurs dépenses périodiques, la perte de ce revenu à partir de 1933 sera fort malencontreuse.

On affirme dans certains milieux que le capital est insuffisamment imposé dans notre pays. En réalité, à part l'Angleterre où existent de très grosses fortunes que l'on ne peut comparer à celles d'ici, le capital paie en Suisse des impôts plus élevés qu'ailleurs. En revanche, la plupart des pays étrangers et notamment ceux qui sont nos voisins retirent des impôts indirects ou impôts de consommation des sommes énormes. Sans introduire des taxes exagérées, il serait possible d'obtenir en Suisse des recettes de ce genre bien supérieures à celles que produirait une surimposition de la fortune. N'oublions pas au surplus que la fortune mobilière a été fortement ébranlée par les chutes des changes et des cours et que le revenu moyen de cette fortune a baissé de 1 % au moins dans l'espace des deux dernières années. Nous ne parvenons pas à comprendre l'aversion, souvent irraisonnée, que marquent beaucoup de citoyens suisses à l'égard des impôts indirects dont le prélèvement s'opère dans la plupart des Etats sans nuire à l'économie générale ni aux conditions de vie. Personnellement, nous verrions avec satisfaction la Confédération diriger ses investigations fiscales dans la voie des impôts indirects perçus fructueusement dans les pays qui nous entourent et où le prix de la vie reste néanmoins inférieur au nôtre.

Monsieur le président et Messieurs, bien que le débat qui vient de s'ouvrir soit pour le moment limité à la question d'entrée en matière, il nous paraît utile, en vue de l'orientation des membres de cette assemblée, d'indiquer sommairement dans notre rapport introductif les décisions prises par la majorité de la commission et d'exposer les propositions qu'elle vous présente.

Le projet du Conseil fédéral, tel qu'il figure à la fin du message du 20 juin, écoulé, comporte, pour une période de cinq ans à partir de 1933, une délégation de pouvoirs à l'Assemblée fédérale en vue d'adapter les traitements et salaires fixés par la loi de 1927 et entrés en vigueur le 1^{er} avril 1928, aux nouvelles conditions de la vie économique. Les Chambres, à teneur de ce projet, seraient autorisées à abaisser ou à relever les traitements et salaires jusqu'à concurrence de 15 % au maximum, de ma-

nière à les proportionner aux prix moyens des choses indispensables à l'existence. Pour 1933 et 1934, le Conseil fédéral propose d'appliquer à tous les traitements et salaires, indistinctement et sans exception, une réduction de 10 % et de laisser le soin à l'Assemblée fédérale d'arrêter souverainement les taux de réduction ou d'augmentation applicables pendant les années 1935, 1936 et 1937. Votre commission a été unanime à s'opposer à une délégation de pouvoirs et à l'introduction d'une échelle mobile. Elle considère qu'il y a lieu, d'une part, de ne prendre des décisions concernant la modification de la rétribution du personnel que par le moyen de lois soumises au referendum et d'autre part d'arrêter, pour une durée limitée et déterminée, des normes fixes pour le montant des traitements et salaires. Il convient, en effet, de ne pas mettre le personnel dans un état d'incertitude au sujet de la valeur de son gain et d'éviter si possible de fréquents changements dans le montant des salaires. Partant de cette idée, la majorité de la commission a décidé de vous soumettre un texte de loi instituant pour une période de trois ans et demi allant du 1^{er} juillet 1933 au 31 décembre 1936, une réduction de base fixe de 10 %. Mais le projet adopté par la commission comporte deux formules d'adoucissement ou d'atténuation de la réduction de base. L'une, en faveur de tout le personnel, stipule que la réduction ne sera pas appliquée pour le mois de décembre, ce qui a pour conséquence de limiter au maximum de 9,2 % la réduction effective. L'autre, en faveur des pères de famille ayant à leur charge plus de deux enfants en dessous de 18 ans et à qui serait alloué pour chacun d'eux un supplément d'allocation pour enfant de 30 fr. par année.

La commission a adhéré aux propositions du Conseil fédéral concernant l'affranchissement de toute diminution des indemnités de résidence et des allocations pour enfants et la répercussion des réductions des traitements et salaires sur les conditions d'affiliation aux caisses d'assurance.

La portée financière du projet du Conseil fédéral était de l'ordre de grandeur de 33½ millions, le montant des sommes sujettes à réduction s'élevant à 335 millions en chiffre rond.

Les propositions de la majorité de la commission ramènent le chiffre total de l'économie pour la Confédération et les Chemins de fer fédéraux à 29½ millions, l'exonération de la retenue pour le mois de décembre représentant une diminution de 2,8 millions et les suppléments d'allocations pour enfants pour les pères de plus de deux enfants, faisant un total approximatif de 1,2 million. Le montant total des réductions profiterait aux C. F. F. pour près de 15 millions et à la Confédération pour environ 14½ millions.

Les décisions définitives de la commission ont été prises par 11 voix contre 9. Un commissaire avait quitté la séance avant la votation.

Parmi les membres de la minorité, le plus grand nombre était en principe opposé à toute réduction. D'autres auraient voulu abaisser le taux de la réduction à 7 % ou même à 5 %. Les différents points de vue exposés par la minorité au cours des séances de Zermatt ou de Berne seront sans doute développés dans cette salle par leurs partisans.

Monsieur le président et Messieurs, avant de terminer et de conclure, il nous reste à émettre quelques considérations finales.

Dans les milieux hostiles au projet de loi en discussion, on a prétendu que le Conseil fédéral voulait faire supporter tout le poids de la politique de réduction des dépenses par les fonctionnaires et que les seules économies réelles qui soient envisagées consistent dans la diminution des traitements. Le Conseil fédéral s'est élevé avec raison, dans son message, contre cet allégué inexact et a affirmé que les réductions de salaires ne formeraient qu'une partie des mesures nécessaires de déflation budgétaire. La majorité de la commission se place sur le même terrain que le Conseil fédéral. Elle tient à déclarer expressément qu'elle aussi entend que la compression des dépenses s'étende à tous les chapitres compressibles du budget. Nous venons d'établir que nos propositions comportent pour le budget de la Confédération une économie de 14½ millions par année pendant trois ans et demi. Et nous avons signalé que le chef du Département fédéral des finances avait annoncé que, dès 1933, des réductions de dépenses d'un montant total de 12 à 13 millions seraient apportées dans les trois groupes de dépenses: Service de la dette, subventions et défense nationale. Et d'autres amputations suivront sans retard et déploieront leurs effets au cours de la période d'abaissement des salaires. Il en résulte que, selon toutes probabilités, le sacrifice imposé au personnel représentera dans l'ensemble des économies un pour cent inférieur à celui que les dépenses pour le personnel représentent dans le total du budget fédéral.

Cette constatation doit démontrer aux fonctionnaires et aux employés qu'ils ne sont pas victimes d'une injustice et que les autorités de la Confédération ont le souci de se montrer équitables envers eux. Nous ne doutons pas d'ailleurs que le personnel comprendra les raisons majeures de la mesure temporaire prise à son égard. Nul ne songera à lui contester le droit, s'il juge à propos d'en faire usage, de demander que le peuple soit appelé à se prononcer. Mais nous avons assez de confiance dans le bon sens du personnel pour être convaincus qu'en cas de sanction populaire de la loi que nous élaborons, ils s'inclineront, en bons démocrates, devant la décision de la majorité. Ils ne sauraient oublier en effet que si leurs fonctions leur confèrent une responsabilité qui n'incombe pas à d'autres catégories de la population, ils jouissent et ils jouiront, après comme avant l'entrée en vigueur des réductions de salaires, d'une situation convenable, meilleure et plus sûre que celle de très nombreux habitants de notre pays. Nous faisons allusion en particulier à la sécurité que leur donne l'assurance d'occuper un poste stable et de pouvoir bénéficier eux-mêmes ou leur famille à la fin de leur activité officielle des prestations de la caisse d'assurance.

Il n'est pas inutile de rappeler ici que les deniers de la Confédération et des C. F. F. alimentent largement les caisses d'assurance du personnel. Cela représente l'énorme somme de 50 millions par année. Et aucune diminution de ce montant n'interviendra en cas d'acceptation du projet de loi que nous défendons.

Nous avons cherché à faire la démonstration que ce projet est pleinement justifié en regard de l'état des recettes et des dépenses de l'exercice 1932 et des

perspectives déficitaires de la Confédération proprement dite. Il nous faut insister tout particulièrement sur l'absolue nécessité de ce projet par rapport à la situation financière des C. F. F. La gravité de cette situation a été mise en relief à Zermatt par M. le conseiller fédéral Pilet-Golaz dans un exposé aussi objectif qu'impressionnant. L'acquisition, l'amélioration et le développement de notre réseau national ont nécessité un investissement de capitaux de 3 milliards dont le service des intérêts exige 126 millions par année. Pour y faire face, il faut que l'excédent des recettes sur les dépenses d'exploitation atteigne une somme égale. Or, on assiste depuis trois ou quatre ans à un recul très sensible des recettes d'exploitation. Elles se sont élevées en 1929 à 400,9 millions, en 1930 à 391 millions, en 1931 à 373,5 millions pour tomber probablement en 1932 à 330 millions environ. Les dépenses n'ont pas suivi la même courbe descendante, ce qui s'explique par la part considérable qu'y occupent les salaires (79 %). D'autre part, l'amortissement de la dette marche à l'allure de 1 ½ ‰ seulement. C'est absolument insuffisant en raison de l'allure des dépenses indispensables au maintien de conditions techniques adaptées aux progrès continuels survenant dans l'exploitation ferroviaire.

Et, à côté et en plus des effets de la crise qui touchent spécialement une entreprise travaillant non seulement pour l'intérieur du pays, mais aussi avec l'étranger, les C. F. F. subissent la répercussion de l'extension progressive du trafic par véhicules à moteur. On a calculé que la concurrence des automobiles fait perdre aux C. F. F. une somme annuelle de 30 à 40 millions. Il ne faut pas se bercer de l'illusion que cette concurrence pourra jamais être vaincue. La direction générale s'efforce de trouver une solution de répartition équitable du trafic. Mais il ne faut pas se dissimuler que le monopole des transports est à jamais perdu pour les chemins de fer. Quel aurait été le verdict du peuple suisse, en février 1898, sur la question de la nationalisation, s'il avait eu alors le pressentiment de ce qui devait arriver 20 ou 30 ans plus tard ? Il se dégage de l'expérience à laquelle nous assistons, la leçon que l'Etat ne doit se lancer qu'avec la plus grande circonspection dans l'exploitation d'entreprises de nature industrielle ou commerciale exposées à la concurrence de l'initiative privée.

MM. les conseillers fédéraux Musy et Pilet-Golaz ont déclaré à Zermatt que les C. F. F. se trouveraient désormais dans l'impossibilité d'assurer par leurs propres moyens l'amortissement convenable de leur dette. Ils ont laissé entrevoir l'obligation pour la Confédération de prendre à sa charge une part de 7 à 800,000,000 de cette dette, ce qui augmenterait les dépenses du budget fédéral de 30 à 40 millions par année. En présence de cette situation, quelqu'un pourrait-il contester — je ne dirai pas l'opportunité — mais l'impérieuse nécessité de diminuer les dépenses des C. F. F. ? Et comment cette réduction pourrait-elle avoir lieu si elle ne portait pas en bonne partie sur l'élément essentiel de ces dépenses, les traitements et salaires ? Une réduction de 10 %, disons plus exactement de 9,2 % sur les traitements et salaires, apparaît donc comme un minimum dans les circonstances actuelles.

Et comme personne ne voudrait faire une discrimination entre le personnel de la Confédération et le personnel des C. F. F. et qu'il ne peut être question

d'opérer une diminution plus élevée sur les salaires des cheminots que sur les salaires de leurs collègues des autres administrations fédérales, on arrive à la conclusion que les propositions que vous présente la majorité de votre commission sont conformes aux nécessités financières d'aujourd'hui.

Le problème que nous avons à résoudre est d'ordre budgétaire. Une politique sage et prévoyante réclame les plus grands efforts en vue du prompt rétablissement de l'équilibre des dépenses et des recettes aujourd'hui rompu par la crise. C'est la politique que la Suisse doit pratiquer si elle veut conserver la confiance de l'étranger dans sa solidité financière. Si le Parlement se montrait incapable de prendre les résolutions énergiques qu'exige la sauvegarde de notre crédit, la parité or du franc suisse serait gravement menacée. On a dit avec raison que notre franc est la colonne maîtresse sur laquelle repose notre édifice politique national. Ne l'ébranlons pas.

Au nom de la majorité de la commission, je conclus, Monsieur le président et Messieurs, en vous recommandant de vous prononcer en faveur de l'entrée en matière sur l'objet à l'ordre du jour.

Reichling, Berichterstatter der Mehrheit: Ich habe die Aufgabe, als deutschsprechender Referent Ihnen die Gründe darzulegen, die die Kommissionsmehrheit zum Eintreten auf die Vorlage des Bundesrates veranlaßt haben. Nach dem umfassenden Referat unseres verehrten Herrn Kommissionspräsidenten werden Sie mir gestatten, daß ich mich bei meinen Ausführungen möglicher Kürze befehle.

Die wirtschaftliche Krisis hat in jüngster Zeit nicht nur auf der ganzen Welt, sondern vor allem auch in der Schweiz verschärfte Formen angenommen. Neue Wirtschaftszweige sind in die Wirtschaftskrisis eingetreten, andere sind von ihr in intensiverer Weise erfaßt worden. Das führt zu vermehrter Arbeitslosigkeit, zu weiterer Verdienstlosigkeit. Von dieser Entwicklung sind auch die öffentlichen Gemeinwesen erfaßt worden, vor allem deshalb, weil bei den öffentlichen Gemeinwesen und den öffentlichen Betrieben sowohl auf Seite der Einnahmen als der Ausgaben eine ungünstige Entwicklung eingetreten ist. Ungünstig auf Seite der Einnahmen, weil einerseits die Steuererträge, andererseits die Einnahmen der Betriebe in ständigem Rückgang begriffen sind, weil die Krisis in diesem Sinne auf die genannten Institutionen ihre Auswirkung finden muß. Aber diese ungünstige Entwicklung muß auch zufolge vermehrter Ausgaben vor allem in den öffentlichen Gemeinwesen eintreten, vermehrte Ausgaben, verursacht durch die Krisis, vor allem durch die Maßnahmen gegen die Arbeitslosigkeit, durch die Stützungsaktionen vielfacher Art, die bereits in Kraft getreten sind und weiter gefordert werden müssen.

Hier an diesem Ort interessiert uns vor allem die Einwirkung der Krisis und ihrer Folgen auf den Bundeshaushalt und auf den Haushalt der Bundesbetriebe. Sie werden mir gestatten, ein wenig dabei zu verharren, um mich bei der Entwicklung der Finanzlage des Bundes und der Bundesbahnen aufzuhalten. Wenn Sie die Statistik zur Hand nehmen und sich über die Bundesrechnung Auskunft geben lassen, dann werden Sie den Aufstellungen entnehmen, daß nach einer kurzen Zeit der Prosperität eine stark rückläufige Bewegung der Ueberschüsse eingetreten

ist, während wir für die Jahre 1928 und 1929 Ueberschüsse von über 23 Millionen Franken ersehen, sind die Ueberschüsse für das Jahr 1930 auf 6,7 Millionen, für 1931 auf 2,2 Millionen Franken zurückgegangen, und für das Jahr 1932 ist ein Ausfall von nahezu 9 Millionen Franken veranschlagt. Diese ungünstige Entwicklung ist in erster Linie auf einen Rückgang der Einnahmen zurückzuführen, vor allem auf den Rückgang der Zölle. Man rechnet für das laufende Jahr mit einem Ausfall der Zolleinnahmen von rund 30 Millionen Franken. In den jüngsten Monaten betrug dieser Ausfall auf den Monat gerechnet durchschnittlich zwei bis drei Millionen Franken. Der Ausfall an Stempelsteuereinnahmen wird sich für das Jahr 1932 um 15 bis 20 Millionen Franken bewegen. Auch die Post- und Telegraphenbetriebe werden einen Einnahmefall erbringen, sodaß wir für das Jahr 1932 gegenüber 1931 mit einem Einnahmefall von rund 50 Millionen Franken zu rechnen haben werden.

Diesem Einnahmefall steht aber auch eine vermehrte Ausgabe gegenüber, vor allem zufolge der Beschlüsse, die in Ihrem Rat bereits ergangen sind und noch bevorstehen, für die Bekämpfung der Krisis und der Notstände allerorts, in der Industrie, in der Hotelindustrie und in der Landwirtschaft und auch für die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit im allgemeinen. Verminderte Einnahmen und vermehrte Ausgaben müssen die eidgenössische Staatsrechnung folgerichtig und zwangsläufig aus dem Gleichgewicht bringen. Aehnlich liegen die Dinge bei den Bundesbahnen. Man rechnet dort für das Jahr 1932 mit einem Ausfall von 40 Millionen Franken. Das jüngste Bulletin, das uns über die Entwicklung der finanziellen Verhältnisse bei den Bundesbahnen orientiert hat und das die Monate Januar bis August in sich einschließt, zeigt bereits einen Ausfall von 33 ½ Millionen Franken, auf jeden Fall einen größeren Ausfall, als man ihn noch vor kurzem geschätzt hat.

Dieser Entwicklung muß Einhalt geboten werden. Wir dürfen weder beim Bund noch bei den Bundesbahnen in eine neue Schuldenwirtschaft hineingeraten. Die Wiederherstellung des Gleichgewichts zwischen Einnahmen und Ausgaben ist heute unabwendbare Pflicht der verantwortlichen Bundesbehörden, schon deshalb, weil unser Staatskredit Gefahr läuft, unterhöhlt zu werden. Die Einleitung einer Defizitwirtschaft gefährdet den Wert unseres Schweizerfrankens; geschmälerter Landeskredit bedeutet hohe Zinssätze, die Vorteile der günstigen Schuldkonvertierung hören auf, wirksam zu sein und die daherigen Vorteile billiger Schuldzinsen können sich rasch ins Gegenteil umkehren.

Um einer solchen Entwicklung vorzubeugen und die Nachteile, ja die Katastrophe einer Inflation von unserem Lande fernzuhalten, müssen wir das Finanzgleichgewicht des Bundes und der Bundesbetriebe mit allen Mitteln zu halten suchen.

Welches sind die Mittel und Wege, um diese Aufgabe rasch und durchgreifend zu lösen? Zur Beantwortung dieser Frage ist eine Prüfung der Struktur der beidseitigen Betriebsrechnungen unerlässlich. Wir wollen das zunächst bei den Bundesbahnen versuchen, bei jenem Betrieb, der sich zufolge seines rein gewerblichen Charakters selbst erhalten soll. Das Defizit der schweizerischen Bun-

desbahnen war im Jahre 1931 rund 10 Millionen Franken. Wenn Sie die Statistik über die Bewegung der Erträge der Bundesbahn zur Hand nehmen, dann werden Sie auch dort nach einer kurzen Zeit der Prosperität, deren Maximum ins Jahr 1929 fällt, eine rasch abfallende Kurve feststellen. Schon im Jahre 1930 war der Ueberschuß nurmehr 1 ½ Millionen Franken und im Jahre 1931 ist, wie gesagt, bereits ein Defizit von 10 Millionen Franken festzustellen. Ich habe bereits darauf verwiesen, daß für das Jahr 1932 ein Einnahmefall von 40 Millionen Franken in Aussicht steht.

Wie soll der Finanzhaushalt der Bundesbahnen ins Gleichgewicht gebracht werden? Ist es möglich, die Einnahmenseite derart günstig zu verändern, daß dieser Ausfall ausgeglichen wird? Wenn wir die Einnahmenpositionen durchgehen und zunächst auf die Taxen hinweisen, dann können wir wohl kaum daran denken, auf dem Wege erhöhter Taxen diesen Ausfall einzubringen. Wir wissen, daß im Gegenteil aus allen interessierten Kreisen der Ruf nach Abbau der Taxen erfolgt und erschallt. Da kann wohl kaum ernstlich von einem Aufbau der Taxen und einer daherigen Verbesserung der Finanzlage der Bundesbahnen gesprochen werden. Aber auch eine allfällige erhöhte Frequenz wird in nächster Zeit kaum eintreten. Gerade der Rückgang in dieser Hinsicht hat ja zur Verschlimmerung der finanziellen Verhältnisse dieser Betriebe geführt. Heute sind die Aussichten nicht derart, daß man mit einer erhöhten Beanspruchung der Bundesbahnen für die nächste Zukunft rechnen können. Das wird weder beim Personenverkehr noch beim Güterverkehr eintreten. Also auch dort steht kaum ein Ersatz oder ein Ausgleich für die gestörte Finanzlage bei den Bundesbahnen in Aussicht. Die einzig mögliche Maßnahme zur Deckung dieses Defizites besteht in der Form von Zuschüssen aus andern Titeln, die der Betriebsrechnung der Bundesbahnen zu gewähren wären. Ich möchte mich über dieses Kapitel hier nicht weiter verbreiten, ich glaube aber kaum, daß es sich darum handeln kann, durch direkte oder vielleicht auch indirekte Steuern das Loch zu stopfen.

Wie steht es mit dem Abbau der Ausgaben bei den Bundesbahnen? Da ist als erster großer Titel zu nennen der Amortisations- und Zinsendienst. Jene Ausgabe hat sich vermindert, vor allem zufolge des Rückganges des Zinssatzes. Vielleicht wird dieser Rückgang weiter anhalten, aber nur dann, wenn unser Landeskredit erhalten bleibt und damit die Möglichkeit günstiger Konvertierungen auch für die Zukunft gegeben und gesichert ist. Eine große Ausgabensparnis auf diesem Titel steht für die Zukunft kaum in Aussicht.

Ein weiterer großer Titel beschlägt die Ausgaben für den Unterhalt der baulichen Anlagen, für den Unterhalt des Rollmaterials. Ich glaube kaum, daß dort in großem Umfange wird eingespart werden können, und zwar halte ich aus zwei Gründen dafür, daß hier eine Einsparung von wesentlichem Umfange nicht in Frage kommen kann. Einmal deshalb nicht, weil wir wohl kaum dazu übergehen können, am Unterhalt des Rollmaterials und der Anlagen zu sparen. Das könnte ja nur auf Kosten der Betriebssicherheit unserer Bahnen gehen. In dieser Richtung sind wir aber nicht gewillt, irgendwelche Konzessionen zu machen.

Aber noch eine andere Seite ist hier zu beleuchten. Wenn wir an diesem Orte sparen, scheint es mir, daß wir dann am falschen Orte sparen würden, und zwar deshalb, weil gerade da die Bundesbahnen als bedeutende Arbeitgeberin an die inländische Industrie und an das inländische Gewerbe auftreten. Es ist uns aus Ausführungen in der Kommission bekannt geworden, welche Bedeutung dieser Posten des Bundesbahnbudgets für die Volkswirtschaft unseres Landes hat. Ich glaube deshalb, es wäre in der Tat am falschen Ort gespart und tatsächlich nicht der Krisis entgegen gearbeitet, wenn wir uns darauf verlegen wollten, da zu sparen, diese Posten abzubauen. Das soll natürlich nicht bedeuten, daß nicht etwa in kleinerem Umfange am einen oder andern Ort auch in dieser Beziehung etwas einzubringen wäre, aber jedenfalls nicht in einem Betrage, der hier wesentlich ins Gewicht fallen würde.

Den größten Posten auf der Ausgabenseite der Bundesbahnen beschlagen die Personalausgaben mit über 220 Millionen Franken. Das ist wohl auch der einzige Posten, bei dem man ernsthaft in allernächster Zeit auf wesentliche Einsparungen wird rechnen können. Es ist vor allem jener Posten, der durch die Botschaft des Bundesrats, durch die Vorlage Ihrer Kommissionsmehrheit und durch deren Anträge eine gewisse Verringerung erfahren würde. Wenn wir somit die Bundesbahnrechnung auf der Einnahmen- und Ausgabenseite prüfen, dann kommen wir zum Schlusse, daß dieser Betrieb und sein Finanzhaushalt das finanzielle Gleichgewicht suchen muß vor allem in einer Reduktion der Personalausgaben. Dabei soll nicht gesagt werden, daß nicht auch nach anderer Richtung hin das Möglichste getan werden soll, um dieses dringend notwendige Gleichgewicht der Bundesbahnen wieder zu erlangen.

Nun die Bundesrechnung. Hier will ich mich möglicher Kürze befleißigen. Ich habe bereits dargelegt, aus welchen hauptsächlichsten Gründen die Bundesrechnung bereits ins Stadium der Defizite eingetreten ist. Es ließe sich prüfen, auf welchem Wege hier ein Ausgleich gefunden werden könnte. Der Herr Kommissionspräsident hat sich hierüber ziemlich eingehend ausgesprochen. Er hat Sie vor allem darüber orientiert, was allfälligerweise an vermehrten Einnahmen hier in Aussicht zu nehmen sein werde. Ich möchte mich hierüber nicht weiter verbreiten und nur auch an meinem Orte darauf hinweisen, daß in der Kommission einestheils von der Krisensteuer, andererseits von der Belastung gewisser Konsumgüter durch erhöhte Zölle oder anderweitige Abgaben gesprochen wurde. Aber auch bei der Bundesrechnung mit ihrem großen Anteil an Personalausgaben ist für die nächste Zeit und in nützlicher Frist wohl vor allem nur aus Einsparungen an den Personalausgaben eine namhafte Reduktion der Ausgaben zu erwarten.

Angesichts dieser Verhältnisse ist ein Abbau der Ausgaben in unseren öffentlichen Verwaltungen und Betrieben unabwendbar. Anders als durch Einsparungen kann das Gleichgewicht in den Rechnungen des Bundes und seiner Unternehmungen nicht wieder hergestellt werden. Diese Einsparungen haben überall einzutreten. Diesen Begehren gibt das von der Kommission einstimmig angenommene Postulat in klarer Weise Ausdruck.

Ich möchte an diesem Orte darauf hinweisen, daß die Kommission folgendes postuliert:

«Der Bundesrat wird eingeladen, den eidgenössischen Räten beförderlichst ein Programm für die Erhaltung des finanziellen Gleichgewichts beim Bund und bei den Bundesbahnen vorzulegen. Neben den Einsparungen auf den Besoldungen, Gehältern und Löhnen des Bundespersonals sind dabei auch solche auf andern Ausgabeposten und nötigenfalls neue Einnahmen ins Auge zu fassen.»

Wir wollten damit mit aller Deutlichkeit zum Ausdruck bringen, daß es sich nicht darum handeln kann, die Einsparungen lediglich beim Personal zu suchen, sondern daß solche auch andernorts erreicht werden müssen, wenn das Finanzgleichgewicht wieder hergestellt werden soll. Wir laden deshalb den Bundesrat ein, uns hierüber beförderlichst seine Richtlinien, sein Programm bekanntzugeben. Wir haben Aussicht, daß ein solches Programm, wenigstens in großen Linien, uns mit dem Budget pro 1933 vorgelegt werden wird.

Die Einsparungen können aber auch vor den Personalausgaben nicht Halt machen. Sie kommen hier in erster Linie zur Sprache, weil aus technischen Gründen die Regelung dieser Verhältnisse den Abbaumaßnahmen auf andern Gebieten vorangehen mußte. Die Besoldungen der Bundesbeamten sind gesetzlich geordnet. Es braucht zu ihrer auch nur vorübergehenden Schmälerung eine Aenderung des einschlägigen Gesetzes vom 30. Juni 1927. Zudem hat der Bundesrat schon früher offiziell erklärt, daß eine allfällig notwendig werdende Aenderung der Besoldungsansätze der Volksbefragung nicht entzogen werden soll. Das macht es mit weitem Gründen notwendig, mit der Behandlung dieser Frage nicht mehr weiter zuzuwarten.

Die Mehrheit der Kommission beantragt Ihnen mit 12 gegen 9 Stimmen, heute auf die Beratung der Vorlage einzutreten, und zwar auf der Basis eines zehnprozentigen Abbaues der Besoldungen. Demgegenüber beantragt Ihnen die Minderheit der Kommission, entweder noch nicht einzutreten, bzw. den Abbau in engeren Schranken zu halten. Ueber die Notwendigkeit des heutigen Eintretens habe ich Sie in meinen bisherigen Ausführungen orientiert. Ueber das Quantitative möchte ich mir noch einige Bemerkungen erlauben.

Die Vorlage des Bundesrates sieht eine Ermächtigung der Bundesversammlung für die Anpassung der Besoldungen, Löhne und Gehälter des Bundespersonals vor. Er hat die Grenze für diese Anpassung auf maximal 15 % festgesetzt, allerdings mit der Einschränkung, daß für die Jahre 1933 und 1934 nur ein Abbau von 10 % in Frage kommen soll. Dieser Regelung hat die Kommission eine etwas abweichende gegenübergestellt. Sie hat das getan durch Annahme eines Antrages von Herrn Keller-Aarau, der dahin geht, daß diese Ermächtigung nicht erteilt werden soll, sondern daß die Anpassung der Löhne durch eine Abänderung des Gesetzes innert fester Grenzen und für eine bestimmte Zeit von 3½ Jahren erfolgen soll. Sie finden diesen unsern Vorschlag in Art. 1 des Ihnen zugestellten Beschlusentwurfes. Also ein Abbau von 10 % an den bestehenden Gehältern, Besoldungen und Löhnen für die Dauer von 3½ Jahren. Diese 10 % sollen aber nicht in vollem Umfange zur Auswirkung kommen, sondern die Kom-

mission hat Milderungen in Aussicht genommen, Milderungen zwiefacher Art, einmal in der Form der Annahme eines Schonmonats, in dem Sinne, daß der Monat Dezember von dieser Kürzung von 10 % ausgenommen sein soll. Das Dezembergehalt soll noch wie vor in vollem Umfange zur Auszahlung kommen. Das bringt gegenüber der Lösung mit uneingeschränktem Abzuge von 10 % einen Ausfall im Betrage von 2,8 Millionen Franken. Wenn also bei einem Abzug von 10 % Einsparungen von 33½ Millionen Franken in Aussicht stehen, so würde sich dieser Betrag nun um 2,8 Millionen Franken vermindern.

Die Kommission hat aber eine weitere Milderung in ihren Entwurf aufgenommen, und zwar eine Milderung für Familien mit zahlreichen Kindern. In allen jenen Fällen, wo in einer Familie drei und mehr Kinder oder aber, anders ausgedrückt, mehr als zwei Kinder bis zum 18. Altersjahre vorhanden sind, sollen die Kinderzulagen, die im Beamtengesetz auf 120 Fr. festgesetzt sind, um 30 Fr. pro Kind erhöht werden. Das bringt nach den Berechnungen des Finanzdepartementes einen weitem Ausfall von 1,2 Millionen Franken. Wir haben also durch die beantragten Milderungen einen Ausfall an Einsparungen im Betrage von total 4 Millionen Franken. Damit erhalten wir nach der Kommissionsmehrheit als in Aussicht stehende Einsparungen einen Nettobetrag von 29,5 Millionen Franken.

Darf dieser Abzug, wie ihn die Kommissionsmehrheit vorschlägt, den Beteiligten zugemutet werden?

Das Besoldungsgesetz basiert auf den Verhältnissen vom Jahre 1927. Es trägt das Datum vom 30. Juni 1927 und ist am 1. Januar 1928 in Kraft getreten. Dazumal hatten wir einen Lebenskostenindex von 160 Punkten. Seither sind die Lebenshaltungskosten ständig zurückgegangen und damit ist der Reallohn in entsprechendem Maße gestiegen. Im April 1932 stand der Gesamtindex auf 140, also bereits 20 Punkte unter dem Index von 1927. Seither, also seit Abfassung der Botschaft des Bundesrates, ist dieser Lebenskostenindex noch weiter zurückgegangen. Er steht heute noch auf 137 Punkten, d. h. 23 Punkte unter dem Ansatz von 1927. Das ergibt einen prozentualen Rückgang von über 14 %. Eine einfache Rechnung ergibt die Tatsache, daß der von der Kommission beantragte Abbau von 10 % nicht dem entspricht, um was die Lebenshaltungskosten seit 1927 zurückgegangen sind. Das besagt weiter, daß der Reallohn gegenüber 1927 nicht nur erhalten bleibt, sondern auch nach dem beantragten Abbau noch über demjenigen von 1927 steht. Unsere Vorschläge nehmen also keinen Abbau des Reallohnes in Aussicht. Der Reallohn bleibt intakt, er bleibt sogar höher, als er im Jahre 1927 bei Anlaß der Annahme des neuen Beamtengesetzes stand.

Wir halten nun dafür, daß man auf Grund dieser Ueberlegungen, ohne dadurch eine Härte gegenüber dem beteiligten Personal zu zeigen, zum Schlusse kommen muß, daß der beantragte Abbau gerechtfertigt und tragbar ist, daß er in keinem Falle zu Notstand führen kann.

Auch von andern Gesichtspunkten aus scheint dieser beantragte Abbau gerechtfertigt zu sein, auch vom Standpunkte des Vergleichs mit dem Abbau, wie er in der Privatwirtschaft bereits seit

längerer Zeit und vor allem in jüngster Zeit zur Tatsache geworden ist. Ich will hierüber vorläufig in diesem Momente nicht mit Zahlen aufwarten. Aber Sie wissen so gut wie ich, daß in den wesentlichen Industrien des Landes, in der Maschinenindustrie, in der Textilindustrie und auch in andern Industrien der Lohnabbau weit über das hinausgeht, was wir dem Bundespersonal mit unserer Vorlage zumuten. Sie wissen aber auch, daß der Lohnabbau bei der Landwirtschaft das, was hier zugemutet wird, weit übertrifft. Also auch von diesem Gesichtspunkte aus ist diese Vorlage durchaus gerechtfertigt und vertretbar.

Ich komme zum Schlusse. Die Kommissionsmehrheit ist der Auffassung, daß ein Abbau der Ausgaben unumgänglich sei, sie ist weiter der Auffassung, daß in diesen Abbau die Personalkosten mitbezogen werden müssen. Sie hält dafür, daß das von ihr beantragte Maß tragbar ist und in den Verhältnissen begründet sei. Die Kommission hofft aber auch, daß die beteiligten Kreise für die Notwendigkeit dieses Abbaues Verständnis aufbringen werden, und sie hat Anhaltspunkte dafür, daß das der Fall sein wird. Aus diesen wesentlichen Gründen und Erwägungen, die ich Ihnen dargelegt habe, beantrage ich Ihnen im Namen der Kommissionsmehrheit, auf die Vorlage einzutreten.

Bratschi, Berichterstatter der Minderheit: Ich stelle mit der Minderheit der Kommission den Antrag, auf die Vorlage nicht einzutreten, und gestatte mir, Ihnen einige der wichtigsten Argumente vorzutragen. Ich spreche in bezug auf diese Argumente im Namen der sozialdemokratischen Fraktion.

Der Föderativverband, die Spitzenorganisation des öffentlichen Personals in Bund, Kantonen und Gemeinden und der Privatbahnen, hat sich gestattet, Ihnen seinen Standpunkt zu unterbreiten. Er hat das in einer Eingabe, mit Rücksicht auf die ungewöhnlich große Tragweite des ganzen Problems, sehr eingehend getan.

Die Vorlage ist wichtig vom Standpunkte der Bundesfinanzen aus; das geben wir ohne weiteres zu. Das wird nachhaltig unterstrichen vom Bundesrat und von den Kommissionsreferenten. Sie ist wichtig vom Standpunkte der Bundesbahnen und der übrigen Regiebetriebe aus. Sie ist nicht weniger wichtig vom Standpunkt der sozialen Stellung des Bundespersonals, des übrigen öffentlichen Personals und der gesamten lohnarbeitenden Bevölkerung unseres Landes aus. Denn diesen Klassen mutet man durch die Vorschläge des Bundesrates größte Opfer zu.

Die Vorlage ist aber auch von größter Wichtigkeit vom allgemeinen wirtschaftlichen und politischen Standpunkte aus.

Der Bundesrat ist bestrebt, in seinen Darlegungen hauptsächlich die finanzielle Seite herauszustrichen und sucht, das ganze Problem auf eine Budgetfrage zu reduzieren. Nur das Budgetgleichgewicht und die Sorge um die Bundesfinanzen ist dem Bundesrate wichtig oder steht ganz besonders im Vordergrund. Er ist bestrebt, alles andere in den Hintergrund zu drängen. Das geschieht in der Botschaft, das geschah in den beiden Sessionen der Kommission und das kommt auch zum Ausdruck in den Aus-

führungen der Kommissionsreferenten. Wir sind der Ansicht, daß die Frage: Wie bringen wir die Bundesfinanzen in Ordnung? nicht richtig, jedenfalls zu eng gestellt sei. Die Frage muß lauten: Wie bekämpfen wir die Krise am besten; welche Mittel sind anzuwenden, und wer soll die Lasten tragen, die sich aus der Krisenbekämpfung ergeben? Die ganze Sache geht also nicht nur den Bund und sein Personal, sondern die ganze schweizerische Wirtschaft, die politischen Parteien und alle Kreise des Volkes an.

Herr Bundesrat Musy weiß das sehr genau. Er hat das in der Botschaft allerdings nicht deutlich zum Ausdruck gebracht, aber in einer Broschüre, betitelt: «Inflation oder Deflation?», worin ein Vortrag des Herrn Bundesrates Musy wiedergegeben wird. Darin fordert der Verfasser nicht einen Lohnabbau des Bundespersonals allein, sondern dieser Lohnabbau erscheint nur als ein Teil der ganzen Abbaupolitik. Er will mit dem Abbau beim Bundespersonal die bereits eingesetzte Abbaupolitik der Industrie rechtfertigen. Er will diese Politik zur offiziellen stempeln und damit der Industrie die Möglichkeit geben, den bei ihr bereits begonnenen Abbau fortzusetzen. Wenn er von der Einfachheit spricht, zu der das Volk zurückkehren solle, so scheint er offensichtlich auch nicht nur das Bundespersonal, sondern die ganze lohnarbeitende Bevölkerung unseres Landes zu meinen. Sie soll sich einfacher einrichten und zurückkehren zur Einfachheit der Altvordern, und auf dieser Grundlage glaubt er die Krise überwinden zu können.

Tatsächlich ist die Trennung zwischen den Budgetfragen und den wirtschaftlichen Verhältnissen ganz unmöglich. Die schlechte Lage der Bundesfinanzen ist die Folge der Krise. Jedes Mittel, das die Krise verschärft, muß daher auch die Bundesfinanzen verschlechtern. Unsere Aufgabe muß darin bestehen, Mittel und Wege zu suchen, die die Krise mildern oder beseitigen können. Nur auf diese Weise können wir den Bundesfinanzen auf weite Sicht einen Dienst erweisen und eine Sanierung herbeiführen. Hier gehen aber die Meinungen sehr weit auseinander. Wir können nicht der Auffassung beipflichten, wonach man mit Lohnabbau und der ganzen Abbaupolitik der Krise auf den Leib rücken könnte. Wir sind der Meinung, daß diese Politik zwangsläufig zum Gegenteil führen müsse. Wir können hinweisen auf die Erfahrungen, die man in andern Ländern mit der gleichen Politik gemacht hat. Wir können nicht annehmen, daß die gleiche Abbaupolitik in unserem Lande eine ganz andere Wirkung haben werde, als sie in andern Ländern bereits gezeitigt hat. Wir haben das klassische Beispiel Deutschlands vor uns. Deutschland hat versucht, mit seiner Abbaupolitik zunächst seiner Kapitalarmut zu steuern und Kapital zu bilden. Es hat versucht, seinen Export zu steigern. Beides ist mißglückt. Deutsche Volkswirtschaftler stellen heute fest, daß in bezug auf die Kapitalbildung ein vollständiges Fiasko zu verzeichnen sei, daß in keinem Zeitabschnitt Deutschland mehr Kapitalverluste erlitten habe als in den Jahren der Deflationspolitik, die ja von der Regierung systematisch betrieben worden ist. Ich stelle gleichzeitig fest, daß diese Politik in bezug auf den Export vollständig versagt hat. Der deutsche Export ist nach deutschen Angaben in keinem Zeitabschnitt katastrophaler zu-

rückgegangen als gerade in den Jahren der Abbaupolitik. Gleichzeitig ist der deutsche Innenmarkt vollständig vernichtet worden.

Wir haben erste Ergebnisse der Abbaupolitik in der Schweiz. Man hat diese Politik befürwortet mit der Begründung, daß die Preise gesenkt werden müßten, daß man das schweizerische Preisniveau dem internationalen annähern müsse und daß auf diese Weise der Export gesteigert werden könne. Im letzten Jahre sind die Löhne in der Exportindustrie gesenkt worden. Mit welchem Ergebnis? Wir stellen fest, daß der Export der Textilindustrie im Juli 1930 betragen hat 41 Millionen Franken, 1931 33 Millionen und 1932 13 Millionen Franken. Bei der Maschinenindustrie haben wir folgende Zahlen für den Juli: 1930 27 Millionen, 1931 26 Millionen und 1932 16 Millionen Franken. Uhren: 1930 16 Millionen, 1931 11 Millionen, 1932 6 Millionen Franken. Der Gesamtwert des Exportes überhaupt betrug 1930 137 Millionen, 1931 109 Millionen, 1932 58 Millionen Franken.

Diese Zahlen sagen jedenfalls das eine, daß der Lohnabbau in unserem Lande in der Exportindustrie zu nichts geführt hat, daß der Export deshalb nicht gestiegen ist, sondern trotz dem Lohnabbau weiter stark zurückgegangen ist.

Damit finden wir bestätigt einmal, daß der Einfluß der Löhne auf die Preise nicht so groß ist, wie die Industrie uns hat weismachen wollen, zweitens, daß die Preise nicht die Rolle spielen, die man ihnen zumutet und die man im Laufe der Wirtschaftsdiskussion im Zusammenhang mit den Maßnahmen des Bundes, den Export zu steigern, behauptet hat.

Wir leben im Zeitalter des Kompensationsverkehrs. Wenn die Schweiz ausserstande ist, etwas zu importieren, fällt damit zwangsläufig auch der Export dahin. Die Kompensation beruht auf der Grundlage des Importes, nur für das, was wir importieren, können wir auch exportieren. Je stärker Sie die schweizerische Wirtschaft schwächen durch den Lohnabbau, der den breiten Massen die Kauf- und Konsumkraft nimmt, desto sicherer ist die Aussicht, daß wir auch den Export nicht fördern können.

Die Unternehmer betrachten den Lohn immer noch fast ausschließlich als Kostenfaktor; jedenfalls, wenn es sich um den Lohn des eigenen Arbeiters handelt. Sie erblicken darin nichts anderes als einen Preisbildungsfaktor für das Produkt, das der Arbeiter herstellt. Die Situation wird ganz anders dann, wenn es sich um den Lohn eines andern Unternehmens handelt, dessen Arbeiter für ihn Konsument ist. Dann muß der erste Unternehmer wünschen, daß der Lohn dieses Arbeiters hoch sei, damit der Unternehmer sein Produkt verkaufen kann. Ob der Konsument im Inlande oder im Auslande wohne, spielt dabei absolut keine Rolle.

Man hat uns zwar von bürgerlichen Volkswirtschaftlern vorgehalten, daß wir die ganze Kaufkrafttheorie falsch verstehen. Ich weiß nicht, ob das zutrifft. Ich glaube immerhin, daß wir für unsern Standpunkt gute Gründe ins Feld führen können. Ich möchte aber einmal fragen: Was verstehen eigentlich die bürgerlichen Volkswirtschaftler? Sie haben ja die Möglichkeit, ihre Theorien und Ansichten in Wirklichkeit umzusetzen. Sie haben die Mehrheit in unserem Lande und anderwärts, sie können also die Theorien und Ansichten ihrer Ge-

lehrten und Volkswirtschaftler durchführen. Warum wird das nicht gemacht? Wenn man auf jener Seite auch nichts weiß, um die Krise zu überwinden, dann finde ich es nicht am Platze, daß man uns Vorwürfe macht und erklärt, unsere Theorien seien wertlos. Wenn man aber etwas weiß und es nicht sagt, dann ist es ein Verbrechen an der Wirtschaft, insbesondere an der kapitalistischen Wirtschaft, die von diesen Volkswirtschaftlern verteidigt wird.

Der Bundesrat sucht die ganze Frage zu einem finanziellen Problem zu stempeln und stellt das Problem einfach so: Wie bringe ich meine Finanzen in Ordnung? Das ist aber nur eine scheinbare Problemstellung; denn seinen besten Stützen in der Lohnbaupolitik spielt die Sanierung gar keine Rolle. Die Industrie steht auf dem Boden, daß die Gelder, die durch den Lohnabbau eingespart werden, für einen Taxabbau verwendet werden sollen. Das geht hervor aus zwei gedruckten Kundgebungen der Industrie, der einen vom März 1932, unterschrieben vom Zentralverband schweiz. Arbeitgeberorganisationen, der anderen vom Mai 1932, unterschrieben von der gleichen Organisation und dazu vom Vorort des Schweiz. Handels- und Industrievereins. Diese beiden großen Organisationen fordern, daß die Einsparungen, die durch den Lohnabbau erzielt werden, zur Herabsetzung der Steuern und nicht dafür verwendet werden, das finanzielle Gleichgewicht herbeizuführen.

Wenn man diese beiden Druckschriften durchgeht, erhält man die Ueberzeugung, daß diesen Kreisen gar nicht soviel daran gelegen ist, die Bundesfinanzen in Ordnung zu bringen. Sie fordern einen Taxabbau, obschon sie wissen müssen, daß er volkswirtschaftlich nicht begründet ist. Es ist doch so, daß die Steuern der Bundesbahnen unter dem Index der Lebenskosten stehen. Wir haben das schon dargelegt und uns dabei ausschließlich auf die offiziellen Zahlen gestützt. Die Industrie muß doch wissen, daß die Steuern für die wichtigsten Transporte unter den Selbstkosten liegen, z. B. die Steuern für den Zeitungstransport; zu erwähnen ist auch die Portofreiheit, von der Sie alle Gebrauch machen usw. Das alles hat die Post auf sich zu nehmen. Es ist doch klar, daß sie dann irgendwo einen Ausgleich finden muß und daß infolgedessen einzelne andere Steuern etwas höher sein müssen.

Die Industrie wünscht aber weiter zu erreichen, daß ihr Lohnabbau nachträglich gewissermaßen moralisch sanktioniert wird und daß er zur allgemeinen, offiziell anerkannten Politik erhoben werde. Das Interessante ist, daß Herr Bundesrat Musy, der Finanzminister, von dem man doch glauben sollte, er habe in allererster Linie die Finanzen im Auge, mit dieser Politik einverstanden ist, nicht nach der Botschaft, aber nach seiner Broschüre. Ich glaube, diese Broschüre bringt die Ansichten des Herrn Bundesrats Musy wenigstens ungeschminkt zum Ausdruck im Gegensatz zu der vom Bundesrat gekämmten Botschaft. Da ist nämlich folgendes zu lesen: «Möglicherweise, ja sogar wahrscheinlich, werden die damit erzielten Ersparnisse bei den Regiebetrieben nur zu einem geringen Teil der Bundeskasse zugute kommen. Sie dürften voraussichtlich die Herabsetzung gewisser Steuern ermöglichen, die vom Publikum schon lange gefordert wird.» Hier haben wir also schon das bundesrätliche Versprechen,

daß der beabsichtigte Lohnabbau gar nicht für das Verwendung finden soll, was uns hier gesagt wird, für die finanzielle Sanierung des Bundes, sondern um der Industrie die Gewinnmarge zu vergrößern.

Aber auch wenn diese Gefahr nicht bestände, glauben wir nicht daran, daß die Bundesfinanzen auf diese Weise saniert werden können. Wir sind überzeugt, daß die Abbaupolitik dazu führt, die Einnahmen der großen Regiebetriebe viel stärker zu senken als die Ausgaben gesenkt werden können.

Herr Bundesrat Pilet-Golaz hat, wie die Presse meldet, im Bundesrat Bericht erstattet über das Augustergebnis der Bundesbahnen. Er scheint nicht sehr glücklich zu sein, wie wir übrigens alle, daß dieses Ergebnis nicht besser aussieht. Er hat darauf aufmerksam gemacht, daß trotz dem günstigen Wetter die Zahl der Reisenden um eine Million zurückgegangen sei. Natürlich; führen Sie Ihre Abbaupolitik nur fort, treiben Sie weiter Lohnabbau, so werden Sie im nächsten August einen weiteren Rückgang von einer Million feststellen können. Der Ausfall ist viel größer als die Beträge, die mit dem Lohnabbau eingespart werden können. Man darf doch nicht vergessen, daß die Kunden im Personenverkehr der Bundesbahnen immer mehr die breiten Volksmassen sind. Es ist das lohnarbeitende Volk. Die Herren, die vom Lohnabbau nicht berührt werden, fahren längst im Automobil. Die spielen für die Bundesbahnfinanzen keine große Rolle mehr. Die Bundesbahnen sind das klassische Verkehrsinstrument der breiten Massen. Je mehr man diesen Massen durch den Lohnabbau die Möglichkeit nimmt, zu reisen, desto selbstverständlicher ist, daß sich die Ergebnisse der Bundesbahnen verschlechtern müssen.

Herr Bundesrat Musy kommt in seinem Vortrage zum Schluß, die Inflation sei abzulehnen, aus Ueberlegungen theoretischer Natur. Er stützt sich auf Erfahrungen im Auslande, insbesondere in Deutschland. Ich stimme Herrn Bundesrat Musy in diesem Punkte durchaus zu. Ich bin auch der Meinung, daß es für unser Land ein Unglück wäre, wenn wir eine ausgesprochene Inflation durchführen wollten. Immerhin ist zu sagen, daß sich Deutschland von der Inflation einigermaßen erholt hat. Es hat sogar das Vertrauen der Kapitalisten in weitestem Maße wieder erwerben können. Wiederum nach deutschen Autoren sind seit der Inflation 24 Milliarden Reichsmark nach Deutschland geflossen in Form von Anleihen, und die Schweiz ist dabei sehr stark beteiligt. Ob und wie rasch sich Deutschland aber von der Deflation erholen wird, ist noch sehr unsicher. Wir sehen nur, daß heute von einer solchen Erholung gar keine Rede ist. Herr Bundesrat Musy fordert die Deflation, Preisabbau, insbesondere den Lohnabbau. Das sei allerdings schwer; aber bei dieser Politik bleibe man Herr der Lage. Mir scheint, die Erfahrungen in Deutschland beweisen nicht gerade, daß man Herr der Lage geblieben sei. Man weiß noch gar nicht, wie sich Deutschland von der Deflationskatastrophe erholen wird. Es ist alles vorhanden, nur kein Beherrscher der Lage. Und ich glaube nicht, daß die deutschen Wirtschaftler und Staatsmänner den schweizerischen soviel nachstehen, daß etwa die heutige Lage aus dieser Differenz zu erklären wäre. Ich glaube vielmehr, in Deutschland habe man die unrichtigen Mittel angewendet, die gleichen Mittel, die man auch uns mundgerecht machen will.

Wenn man also schon von Erfahrungen spricht und erklärt, daß sie gegen die Inflation sprechen, so ist zu sagen, daß diese Erfahrungen mindestens ebenso sehr gegen die Deflation sprechen und daß wir deshalb vom Standpunkte der praktischen Erfahrungen aus unmöglich dem zweiten Experiment, das Deutschland gemacht hat, zustimmen können. Es ist für die großen Volksmassen nicht besser als dasjenige der Inflation. Wer soll denn die Lasten tragen? Mit der Politik der Deflation ist die Frage bereits beantwortet. Sie ist nichts anderes als ein Versuch, das Kapital zu schonen und die Lasten der Krise ausschließlich auf die breiten Massen des Volkes abzuwälzen. Das ist die Absicht des Bundesrats. Auch die Bauern scheinen der Ansicht zu sein, daß diese Politik gemacht werden müsse. Es werden indessen nicht die Großbauern sein, die die Lasten tragen, sondern die kleinen Schuldenbauern.

Wir haben in unserer Eingabe eine Kurve erstellt über das, was über die Gewinne der Hochkonjunktur veröffentlicht worden ist. Man hat in der Kommission diese Kurve angezweifelt. Sie finden sie auf Seite 3 unserer Eingabe. Ich möchte ausdrücklich feststellen, daß die Kurven über die Dividenden und den Nominallohn sich ausschließlich auf die offiziellen Zahlen des Bundes stützen, wie alle andern Angaben. Ich glaube nicht, daß diese Zahlen dem Kapital so ungünstig sind, daß man sagen könnte, sie seien zugunsten der Lohnbezüger berechnet worden. Wenn man von Gerechtigkeit sprechen wollte, so müßte man sich auf den Boden stellen, diejenigen, die die Gewinner der Hochkonjunktur gewesen sind, sollten in erster Linie bei den Opfern der Krise zum Handkuß kommen. Das Gegenteil aber soll gemacht werden. Sie verstehen es, sich mit Hilfe der Regierung um die Opfer zu drücken und diese den breiten Volksmassen aufzubürden.

Um dem Bundespersonal den Lohnabbau mündgerechter zu machen, sagt man, es sei an allen, Opfer zu bringen. Alle Ausgaben des Bundes müßten eingeschränkt werden. Es ist zu sagen, daß es für den kleinen Mann, dessen bescheidenes Budget um 10 % reduziert werden soll, ein schlechter Trost wäre, wenn auch in andern Abteilungen der Bundesverwaltung, z. B. beim Militär oder anderswo gespart würde. Wir stellen aber vorläufig das Gegenteil fest, nämlich, daß andere Volksgruppen — wenigstens habe ich es gestern und vorgestern so verstanden — nicht fragen: Wie steht es mit den Bundesfinanzen? wenn sie Unterstützungen fordern. Die Bauern fragen nicht darnach, die Industrie fragt nicht darnach, die Hotellerie ebenfalls nicht, die Banken haben auch nicht darnach gefragt. Sie sagen einfach: Soviel haben wir nötig, damit unsere Interessen gewahrt werden. Niemand nimmt dabei Rücksicht auf die Bundesfinanzen, um die der Bundesrat jetzt so sehr besorgt ist.

Was sagt die Botschaft über die Möglichkeit der Einsparungen auf andern Positionen? Sie ist, wie die Kommissionsberatungen in Zermatt und in Bern, vollständig negativ. Wir haben gehört, daß wir beim Kapital angewiesen sind auf Zufälligkeiten, nämlich auf den Zufall, ob irgendeine Konversion von Bedeutung in eine Zeit fällt, wo der Zinsfuß für uns günstig ist. Ist das der Fall, dann kann dort etwas eingespart werden, sonst nicht. Also, daß der Bundesrat die Führung in der Hand hätte, davon ist gar

keine Rede. Er ist ausschließlich auf den Zufall angewiesen.

Wie steht es beim Militär? In der Botschaft hat man — ich weiß nicht, ob das ironisch gemeint war, jedenfalls wäre es für das Personal eine blutige Ironie — bloß von der Einsparung durch den Lohnabbau gesprochen. Wenn es sich um 30 Millionen Lohn handelt, sind das also 3 Millionen Einsparungen. Von andern Einsparungen irgendwelcher Bedeutung ist gar keine Rede. Die Sparkommission des Militärdepartements hat bis heute geschwiegen, und wir wissen nicht, ob der Bundesrat überhaupt die Absicht hat, beim Militärdepartement irgendetwas zu tun. Wir sind nur der Ueberzeugung, daß auf diesen Posten keine Einsparungen von irgendwelcher Bedeutung durchgeführt werden.

Dann die Subventionen. Der Bundesrat hat in der Kommission auseinandergesetzt, mit welchen Schwierigkeiten ein Versuch verbunden sei, bei den Subventionen Aenderungen herbeizuführen. Die Kommissionsberatungen haben gezeigt, daß überhaupt keine Aenderungen zu erwarten sind. Unsere ganze Tätigkeit in der letzten Zeit beweist, daß die wirtschaftliche Lage nicht dazu führt, die Subventionen herabzusetzen. Sie führt dazu, daß die Ausgaben für die Subventionen steigen. Also auch von daher ist nichts zu erwarten. Die Kommissionsmehrheit ist sicherlich auch dieser Ansicht. Wenn sie wirklich überzeugt wäre, daß Einsparungen in naher Zukunft erzielt werden könnten, warum dann ihr Postulat, das doch offensichtlich den Zweck erfüllt, die ganze Geschichte auf die lange Bank zu schieben. Wenn von einem Abbau der Subventionen die Rede ist, wehrt sich jede Gruppe zum voraus. Wir haben gesehen, was in der landwirtschaftlichen Presse gesagt wurde, als von einer solchen Maßnahme die Rede war. Ich will der Landwirtschaft gar keine Vorwürfe deswegen machen; nur soll sie uns keine Vorwürfe machen, wenn wir uns wehren für unsere Interessen wie bei der Lohnabbauvorlage.

Wenn die Kommissionsmehrheit wirklich daran glaubte, daß bei andern Posten ein Abbau möglich wäre, hätte sie ruhig einem Antrag zustimmen können, der ihr unterbreitet war, nämlich die Lohnabbauvorlage solange zu verschieben, bis das ganze Programm vorhanden wäre. Dieser Antrag ist abgelehnt worden. Ich nehme an, daß er von der freisinnigen Fraktion hier im Saale wieder aufgenommen werde; denn wie die Presse berichtet hat, ist das der Standpunkt der freisinnigen Partei, und die freisinnige Fraktion wird diesen doch auch hier im Saale zur Geltung bringen wollen.

Herr Bundesrat Musy sucht Eindruck zu machen mit zwei Zahlen, mit den Personalausgaben des Jahres 1913 und des Jahres 1931. Ich muß darauf aufmerksam machen, daß man mit diesen Zahlen nichts anfangen kann, weil es zwei ganz verschiedene Dinge sind. Der Bund hat seit dem Jahre 1913 eine Reihe von neuen Aufgaben übernommen. Der Vergleich des Herrn Bundesrats Musy kann also nicht schlüssig sein; er ist überhaupt nicht zulässig. Dazu kommt, und es ist notorisch, daß die Gehälter des Bundes- und Bundesbahnpersonals in der Vorkriegszeit absolut ungenügend waren und ein Anwachsen in den 20 Jahren ohne besondere Vorkommnisse ganz sicher auch gekommen wäre. Der notwendige soziale Fortschritt allein hätte dazu gezwungen. Wir wehren

uns dagegen, daß der Fortschritt, den wir durch lange Kämpfe, die zwei Jahrzehnte ausgefüllt haben, erzielten, wieder dahinfällt. Wir werden diesen Fortschritt nicht einfach kampflos aus der Hand geben.

Die Zunahme der Leistungen wird vom Bundesrat auch nicht in Betracht gezogen, trotzdem er wissen muß, daß die Kosten für die Einzelleistung des Bundes heute niedriger zu stehen kommen als im Jahre 1913, wenn Sie die Geldwertänderung mit in Betracht ziehen.

Wichtig ist sodann, bei Betrachtung dieser Zahlen festzustellen, ob die Personalausgaben stärker gestiegen seien als die andern Ausgaben, ob sich die Proportion verändert habe. Die Sache ist so: Die Zunahme der Personalausgaben zeigt das günstigste Bild. Bei der Kapitallast des Bundes und der Bundesbahnen zusammen haben wir seit 1913 eine Vervielfachung, bei den Subventionen eine Versechsfachung der Ausgaben, beim Militär- und bei den Personalausgaben dagegen haben wir im gleichen Zeitabschnitt eine zweieinviertelmal größere Ausgabe als 1913. Dabei ist zu beachten, daß das Personal nicht nur in der Vorkriegszeit ungenügende Löhne hatte, sondern daß es auch eine sehr schwere Kriegszeit durchmachen mußte, im Gegensatz zu andern Bevölkerungsgruppen, die heute so gar kein Verständnis für die Stellung des Personals an den Tag legen, wie z. B. die Bauernschaft. Ich stelle fest, daß im Jahre 1918, als der Lohnindex um viele Prozente unter dem Lebenskostenindex stand, die Kartoffeln das Fünffache des Preises von 1913 kosteten, der Weizen auch das Fünffache, Ochsen- und Rindfleisch das Dreifache, Mostobst das Vierfache, Lagerobst das Dreibis Vierfache. Ich mache auf diese Dinge nur aufmerksam im Hinblick auf die uns unbegreifliche Haltung der Landwirtschaft zur Lohnfrage.

Der Bundesrat hat in seiner Botschaft Lohnvergleiche angestellt. Diese Lohnvergleiche sind aber sehr einseitig; sie sind zum Teil auch unrichtig und geben daher ein ganz irreführendes Bild. Es wird zunächst verglichen mit den Metallarbeitern in der Schweiz. Der Bundesrat muß wissen, daß als Vergleich mit den Löhnen in der Metallindustrie nur die Löhne der Hauptwerkstätten der Bundesbahnen und der Militärwerkstätten hätten herangezogen werden dürfen. Er zieht aber diese Löhne nicht herbei zu diesen Vergleichen, sondern ganz andere, von denen er auch ganz gut wissen muß, daß sie mit den Löhnen in der Metallindustrie nicht vergleichbar sind. Er zieht nämlich die Löhne in den Depots und in den Betriebswerkstätten heran, die in ihrer ganzen Arbeitsweise, in ihrem Arbeitsgang und in ihren Aufgaben und Pflichten gar nicht mit den Verhältnissen in der Metallindustrie vergleichbar sind. Er zieht diese Beispiele heran, um einen möglichst großen Unterschied zwischen den Löhnen des Bundes und der Privatindustrie zu erhalten und sagt dann: Wenn wir die Reparaturwerkstätten, also die großen Werkstätten, zum Vergleiche heranziehen wollten, dann ergäbe sich allerdings ein geringerer Unterschied. Er müßte also sagen: Wenn wir richtig vergleichen wollten, dann ergäbe sich nicht der hier ausgewiesene Unterschied, sondern ein ganz anderer. Ich will nur dieses eine Beispiel herausgreifen, wobei ich hervorhebe, daß natürlich verglichen wird mit den Löhnen nach dem Lohnabbau in der Metall-

industrie. Wenn nun die Bundesversammlung dieses Gesetz durchsetzt, wird die Metallindustrie darnach trachten, nachher ihren zweiten Lohnabbau durchzuführen, und der Bundesrat wird wieder kommen und vergleichen und sagen: Wir bezahlen besser als die Metallindustrie, ergo müssen wir die Löhne senken.

Nicht besser ist es mit den Vergleichen mit dem Personal im Auslande. Der Bundesrat hat sich die Sache wirklich sehr leicht gemacht. Er rechnete einfach die Löhne des Auslandes auf Goldwert um und verglich dann mit der Schweiz. Er erhielt dann Unterschiede von 1500 bis 2000 Fr. Irgendwo sagt er allerdings: Die Lebenskosten in Frankreich und Deutschland sind um 15—20 % niedriger als in der Schweiz. Es muß also jeder, der diese Lohnvergleiche betrachtet, an diesen Satz denken, daran, daß die Vergleiche tatsächlich nicht stimmen, daß sie umgerechnet sein sollten auf diese andere Kaufkraft. Wir haben den Versuch gemacht, eine solche Umrechnung durchzuführen. Ueberall, wo der Bundesrat Beispiele brachte, haben wir durch Fachleute Erhebungen über die Kosten der Lebenshaltung durchführen lassen. Das Ergebnis ist in der Eingabe niedergelegt. Es ergibt sich nun daraus, daß wir, sobald wir die Kaufkraft berücksichtigen, nach dem durchgeführten 10 %igen Lohnabbau zahlreiche Kategorien des Bundespersonals haben, die schlechter gestellt sein werden als manche gleiche Kategorien in Deutschland und Frankreich. Herr Bundesrat Musy hat in seinem Vortrag erklärt, daß es sich nicht darum handeln könne, Jammergehälter zu bezahlen wie im Ausland. «Die Solidarität», sagt er, «die unsere grundlegende nationale Eigenschaft bleiben muß, der Initiativgeist, der Mut zum Risiko, und besonders der gemeinsame Wille zum Sieg über alle Schwierigkeiten werden unser Volk vor Jammergehältern bewahren, wie sie anderswo bezahlt werden.» Herr Bundesrat Musy ist auf dem besten Wege, diese Jammergehälter beim eidgenössischen Personal herbeizuführen, indem er diesen 10 %igen Lohnabbau durchsetzen will. Wir haben nachgewiesen, daß der schweizerische Beamte das zweifache und dreifache an Arbeitszeit aufwenden muß, um wohnen zu können, gegenüber dem deutschen und französischen Beamten. Das ist schließlich die für uns maßgebende Frage: Wie lange muß ich arbeiten, um einen bestimmten Realwert zu erhalten?

Wenn der Bundesrat schon Vergleiche mit dem Ausland anstellen wollte, warum hat er nicht verglichen mit der Zahl der Beamten und Angestellten? Warum hat er nicht darauf hingewiesen, daß wir in unsern Betrieben pro Arbeitseinheit viel weniger Personal brauchen als alle andern ausländischen Betriebe, die hier zum Vergleiche herangezogen worden sind? Ich glaube, wenn Sie wirkliche Lohnvergleiche anstellen wollen, dann müssen Sie diese Tatsache auch berücksichtigen. Früher ist ja immer der Satz aufgestellt worden, und zwar vom Bundesratstische aus: «Wenig, aber gut bezahltes Personal!» Dieser Satz ist längst zum schlimmen Schlagwort degradiert worden. Sie haben das Personal abgebaut und kommen nun heute und vergleichen mit den Jammergehältern — um mit Herrn Bundesrat Musy zu sprechen — die im Ausland bezahlt werden, um in der Schweiz sich möglichst diesem Zustand anpassen zu können.

Man begründet den Abbau mit dem Rückgang der Lebenshaltungskosten. Wir bestreiten nicht, daß ein Rückgang zu verzeichnen ist. Die Frage stellt sich aber: wie groß dieser Rückgang sei. Auch beim Index ist ja Vorsicht am Platze. Das haben wir vom Bundesrat gelernt. Er hat uns bei der Beratung des Beamtengesetzes und auch während des Zeitabschnittes, als die Teuerungszulagen in Frage standen, als der Index stieg, wiederholt erklärt, daß der Index mit Vorsicht zu betrachten sei. Wir müssen das heute auch tun. Der Bundesrat hatte damals tatsächlich in mancher Hinsicht recht. Der Bundesrat hatte vor allem darin recht, als er sagte, der Index bringe nicht die wirklichen Lebenshaltungskosten zum Ausdruck, sondern einen angenommenen, einmal vorhanden gewesenen Lebensstandard, nämlich denjenigen vom Jahre 1913. Die ganze Situation hat sich aber geändert. Die junge Generation, die jetzt heranwächst und das Jahr 1913 gar nicht kannte, oder doch nur während der Kinderjahre durchlebte, wird sich dafür bedanken, daß man darnach trachtet, uns dauernd auf jenen Lebensstandard zurückbinden zu wollen.

Weiter ist zu erwähnen, daß der Index nur 70 % der Lebenskosten umfaßt. Wie groß ist die Senkung, wenn auch die restlichen 30 % in Betracht gezogen werden? Herr Reichling hat soeben von 15 % gesprochen; der Bundesrat war noch etwas bescheidener und sprach von 12—13 %. Unter Berücksichtigung aller Kosten kommt man zu ganz andern Schlüssen, nämlich zu einer Preissenkung im Vergleich zu 1927 von nur 8—9, vielleicht 9½ %. Wir wollen ja um die halben Prozente nicht markten und streiten, nur darauf hinweisen, daß die Darstellung, wonach die Kosten der Lebenshaltung um 13 % gesunken seien, irreführend ist.

Frage: «Werden die Kosten weiter sinken?»

Der Bundesrat hat Kommissionen eingesetzt, denen die Aufgabe gestellt wurde, diese Kosten zu kontrollieren. Er hat allerdings vergessen, ihnen die Kompetenzen zu erteilen, die sie unbedingt nötig hätten, um irgendetwas zu erreichen. Ich gebe mich über den Erfolg dieser Arbeiten keinen Illusionen hin. Ich glaube, daß es vorsichtig ist, in dieser Hinsicht Zurückhaltung zu üben. Gegenwärtig ist ja die Situation so, daß die Rohstoffe eher steigen als sinken. Die Preise sind allerdings noch schwankend, aber die Tendenz ist eher eine steigende. Vor mir habe ich eine Einladung einer der größten Bernerfirmen an eine Reihe von Kunden, in der diese Firma mitteilt, daß es jetzt besonders günstig sei, Textilwaren einzukaufen. Es heißt da wörtlich: «Jetzt ist der günstige Moment da für den Einkauf von Textilwaren, da das Rohmaterial während der letzten Wochen zum Teil um 80—100 % im Preise gestiegen ist usw.» Die Fabrikanten haben bereits große Preiserhebungen angekündigt. Ich weiß nicht, ob diese Firma ihren Kunden etwas mitteilt, das mit den Tatsachen nicht übereinstimmt; aber alle Erscheinungen sprechen nicht sehr dafür, daß ein weiterer Preisabbau zu erwarten wäre, sondern eher dafür, daß die Meldungen, wonach eine Preisstabilisierung oder gar eine gewisse Steigerung der Preise zu erwarten sei, richtig sind.

Man erklärt uns, daß man den Reallohn halten wolle. Auch Herr Reichling hat vorhin vom Reallohn gesprochen: es sei keine Rede davon, daß er gesenkt werden solle.

Auch die Sicherung des Reallohnes ist zu einem schlimmen Schlagwort ausgeartet. Sie können doch einen Lohnabbau nicht durchführen, ohne daß der Reallohn gesenkt wird gegenüber dem Zustande unmittelbar vor der Lohnsenkung. Jeder Abbau ist ein Reallohnabbau. Sie können nur fiktiv vergleichen mit einem früher bestandenen oder angenommenen Zustand. Aber niemand gibt die Gewähr, daß eine Fixierung der Löhne möglich ist. In der Wirtschaft gibt es hierfür nicht die geringsten Anhaltspunkte. Auch hier reden die Erfahrungen in Deutschland eine sehr deutliche Sprache. Hat nicht die deutsche Regierung, als sie vor zwei Jahren den ersten Lohnabbau durchführte, feierlich erklärt, die Tariflöhne von 1927 seien zu halten, später die Tariflöhne von 1923, und dann kamen die 3-, 4- oder 5mal Lohnabbaumaßnahmen. Kein Mensch hat mehr von einem Reallohn gesprochen. Die Löhne sind nur noch so heruntergesaut, ohne eine Möglichkeit, sie auf irgendeiner Plattform zu stabilisieren. Bei uns wird das nicht anders gehen. Wir sind auf dem besten Wege, eine gleiche Entwicklung zu erleben. Die Industrie wird den zweiten Lohnabbau versuchen; der Staat wird sich auf den zweiten Lohnabbau der Industrie stützen wollen und darnach trachten, den Lohnabbau weiterzuführen. Die Industrie weiß auch ganz genau, daß es nachher keine Möglichkeit gibt, die Löhne festzuhalten. Die Herren Industriellen sagen das auch ganz klar, wenn sie unter sich sind. In einer Broschüre «Preis- und Lohnabbau», vom Oktober 1931, die einige Referate von Unternehmersekretären wiedergibt, ist folgender Satz zu lesen: «Vorerst können wohl die Reallöhne von 1914 oder gar höhere aufrecht erhalten werden. Das wird aber nur ein Uebergangsstadium sein. Wenn sich uns das Ausland nicht anpaßt, sondern wir uns nach ihm richten müssen, dann sinkt die Lebenshaltung weiter Kreise vorübergehend wohl unter den Vorkriegsstand.» Das sage nicht ich, sondern das sagt Herr Dr. Meyer, Delegierter des Ausschusses des Schweiz. Maschinenindustriellenverbandes in Zürich. Man weiß also in der Industrie ganz genau, daß von der Haltung eines bestimmten Reallohnes auf einer irgendwo angenommenen Stufe nicht die Rede sein kann, daß die Möglichkeit dazu fehlt. Wir glauben also nicht daran, daß der Reallohn, den Sie uns hier versprechen, gehalten werden könnte.

Aber auch wenn das möglich wäre, könnten wir nicht zustimmen. Ich will Ihnen das in aller Offenheit erklären. Wir sind der Ansicht, daß die Löhne von 1927 für einen sehr großen Teil des Personals so bescheiden waren, daß eine Verbesserung des Reallohnes dringend notwendig ist. Wir können diese Reallohngrundlage nicht als Ausgangspunkt für eine gleitende Lohnskala, wie sie vom Bundesrat vorgeschlagen worden ist, anerkennen. Dieses Belohnungssystem, das wir als ausgesprochen reaktionärstes ansehen, weil es in schroffem Gegensatz zur Wirtschaft steht, müssen wir verwerfen. In Zermatt ist allerdings dieser Vorschlag des Bundesrats fallen gelassen worden. Ich glaube, es war die Bauernfraktion, die den Antrag wieder aufgenommen hatte. Das Belohnungssystem ist deshalb reaktionär, weil es versucht, eine bestimmte Volksgruppe, hier das öffentliche Personal, später die übrigen Lohnempfänger, auf einem bestimmten sozialen Niveau festzuhalten und nicht mehr weiter aufsteigen zu lassen.

Es setzt sich damit in Widerspruch mit der ganzen Wirtschaft, die darauf angewiesen ist, die Produktion zu steigern, und auf einen wachsenden Konsum angewiesen ist. Am meisten trifft das zu bei der Landwirtschaft. Sie wird sich nur dann erholen können, wenn die breiten Volksmassen ihren Lebensstandard, ihre soziale Stellung zu verbessern in der Lage sind, wenn sie mehr verbrauchen können. Und nun ist es ausgerechnet die Landwirtschaft, die uns hier am meisten Schwierigkeiten bereiten und dem größtmöglichen Lohnabbau zustimmen will.

Man appelliert an die Solidarität des Personals. Wir anerkennen die Solidarität. Die Organisationen, in denen wir tätig sind, stützen sich ja auf die Solidarität. Aber das, was man hier verlangt, das ist die Umkehrung des Prinzips der Solidarität, nämlich die Solidarität des Kleinen mit dem Großen, des Schwachen mit dem Starken. Da können wir nicht zustimmen. Es ist doch grotesk, wenn man in den Berichten der Großbanken liest, man appelliere an die Solidarität des Bahnpersonals, des Bahnarbeiters. Eine schlimmere Umkehrung eines erhabenen Prinzips ins Gegenteil ist gar nicht möglich.

Man ist darüber erstaunt, daß wir uns gegen den Abbau wehren. Ich frage: Machen wir denn nicht ganz genau das Gleiche, was jede andere Volksgruppe tut? Ist es denn nicht so, daß sich jede Volksgruppe gegen Verschlechterungen wehrt? Je höher sie sozial steht, je leichter sie die Opfer tragen könnte, desto weniger ist sie geneigt, sie wirklich auf sich zu nehmen, mit desto größerer Energie bekämpft sie alles, was ihr eine Verschlechterung bringen könnte.

Ich möchte zum Schluß noch erklären, daß es nicht so ist, daß wir den Kampf etwa gesucht haben, wie man fast glauben könnte, wenn man heute eine gewisse Presse liest. Man sucht jetzt die Sache so darzustellen, daß wir jede Verständigung von der Hand gewiesen hätten. Ich möchte feststellen, daß der Lohnabbau vom Bundesrat aus verkündet worden ist, bevor irgend jemand vom Bundeshaus mit irgend einem Vertreter des Personals über die Sache gesprochen hat. Ich möchte weiter feststellen, daß die Botschaft des Bundesrates über den Lohnabbau gedruckt war, bevor die Personalverbände zu einer Besprechung eingeladen waren. Ich möchte feststellen, daß die wichtigsten Beschlüsse über den Abbau der Löhne in der Presse publiziert worden sind, bevor man mit dem Bundesrat über die Sache sprechen konnte. Deshalb war jede Verständigung unmöglich. Ich behaupte gar nicht, daß wir hätten zustimmen wollen, ich will nur feststellen, daß es in erster Linie am Bundesrat gefehlt hat, daß er jeden Versuch, zu einer Verständigung zu kommen, zum vornherein unterlassen hat und erst mit uns gesprochen hat, als er sich selbst und vor der ganzen Öffentlichkeit mit seinen Anträgen festgelegt hatte. Ich möchte noch beifügen, daß sich der Bundesrat gegenüber einer andern Volksgruppe kaum so verhalten würde, gegenüber den Bauern, der Hotellerie, der Industrie oder irgend einer andern Erwerbsgruppe. Ferner möchte ich beifügen, daß auch das Verhalten der Vertreter des Bundesrates in der bisherigen Beratung in keiner Weise etwa nach Verständigung ausgesehen hat. 10 % und nichts anderes, das war die Parole. Ich sage das nur, um festzustellen, daß der Bundesrat

nichts unternommen hat, um eine Verständigung mit dem Personal herbeizuführen.

Man hält sich auf, wenn vom Referendum gesprochen wird. Man hat uns beim Beamtengesetz gewerkschaftliche Rechte weggenommen; man hat damals nachdrücklich darauf hingewiesen, daß wir ja das Referendum hätten, daß die Situation beim öffentlichen Personal ganz anders sei als bei andern Arbeitnehmern, daß wir ja das Volk anrufen können. Wenn wir nun erklären, daß wir das tun, machen wir dann nicht das, was man uns angeraten hat? Sind es nicht die elementaren demokratischen Rechte, von denen wir Gebrauch machen wollen? Sie mögen unsern Anträgen nicht zustimmen, Sie mögen auf die Vorlage eintreten, mögen den Lohnabbau beschließen: ich bin überzeugt, daß das Volk das letzte Wort haben wird. Es mag von Ihrer Seite appelliert werden, wie das angetönt wurde, an verschiedene schöne Eigenschaften des Menschen: Neid, Mißgunst, Egoismus, es mag versucht werden, auf dieser Grundlage den Sieg über das Personal davonzutragen; wir werden in der Volksabstimmung an die Solidarität appellieren, an die wahre Solidarität der Werkstätigen. Daß sie lebt, hat der 11. September 1932 gezeigt. Die Solidarität unter den Werkstätigen ist vorhanden, sie ist stark genug, daß sie sich auch in dieser Frage auswirken wird. Auf welcher Seite dann die Mehrheit steht, das wird die Abstimmung zeigen.

Allgemeine Beratung. — *Discussion générale.*

Präsident: Die beiden Mehrheitsreferenten haben sich streng an die 30 Minuten gehalten, Herrn Bratschi habe ich eine kleine Verlängerung zugebilligt, die er allerdings stark ausgenutzt, um nicht zu sagen mißbraucht hat. Er hat ungefähr 15 Minuten länger gesprochen. Ich muß von jetzt an streng an den 30 Minuten festhalten, denn es sind bis jetzt schon 22 Redner eingeschrieben.

Hg: Die Befürworter der Vorlage des Bundesrates begründen ihre Stellungnahme mit der schlechten Finanzlage des Bundes und besonders der Bundesbahnen und der Regiebetriebe. Sie wollen also aus der Lohnabbaufrage eine reine Budgetfrage machen. Wir haben bereits in der Kommission darauf verwiesen, daß es sich nicht um eine Budgetfrage, auch nicht um eine Sanierungsfrage handeln kann, sondern um eine soziale und um eine sehr wichtige volkswirtschaftliche Frage, sowie für unsern Finanzminister auch um eine politische Frage. Letzteres mag sich vielleicht nicht auf unsere Partei beziehen, sondern auf eine andere Partei, was deren Mitglieder wahrscheinlich bereits gemerkt haben werden, oder, wenn dies nicht der Fall sein sollte, so werden dieselben durch Erfahrung zu dieser Erkenntnis gelangen.

Nun zunächst die soziale Frage. Es sind im Bunde über 60,000 Beamte, Angestellte und Arbeiter beschäftigt. Die Besoldungen variieren von 2500 bis 15,000 oder beim Bundesrat bis über 30,000 Fr. Dabei spricht man natürlich im Volke gern nur von Gehältern von 10,000, 12,000 oder 15,000 Fr. und vergißt vollständig oder will dies vergessen, daß zwei Drittel der Bundesangestellten und Arbeiter einen Lohn von 2500 bis 5000 Fr. erhalten. Es gibt noch sehr viele unter 2500, die Großzahl wird aber zwischen 3000 und 4000 Fr. zu finden sein, also ein Lohn, der

gerade ausreicht, um das Leben zu fristen, aber weiter zu nichts. Wenn Sie nun all diesen Leuten 10 % oder auch nur 7 % abbauen wollen, so bedeutet das für dieselben eine Einschränkung in ihrem Bedarf, oder besser gesagt, es bedeutet für sie ein kleineres Stück Brot. Etwas anderes ist nicht möglich, sie müssen sich diese Abzüge direkt am Munde absparen. Uebrigens ist die Berechnung sehr leicht. Ein Abzug von 10 % macht bei einem Gehalt von 2800 oder 3000 Fr. eben 280 oder 300 Fr. aus, ein solcher von 7 % macht bei 2500 Fr. Gehalt 175 Fr. aus, bei 3000 eben 210 Fr. Wo sollen diese Summen eingespart werden? Doch nirgends anders als bei der Nahrung, Kleidung oder Wohnung. Kein Mensch wird etwas anderes behaupten können. Also ist dieser Lohnabbau in erster Linie eine schwerwiegende soziale Frage, aber auch eine volkswirtschaftliche Frage von ebensogroßer Bedeutung. Herr Bundesrat Musy hat erklärt, mindestens 33 Millionen Franken müssen abgebaut werden, billiger mache er es auf keinen Fall. Bleiben wir nun dabei: 33 Millionen werden an Gehältern und Löhnen abgebaut. Was bedeutet das volkswirtschaftlich? Daß diese 33 Millionen für Nahrungsmittel und Bedarfsartikel nicht mehr ausgegeben werden können. Sie werden der Volkswirtschaft vollständig entzogen. Darum hat es uns sehr überrascht, daß gerade bei der Bauernschaft in dieser Frage keine Einsicht besteht, obwohl sie davon sehr stark betroffen wird, und obwohl von einem bürgerlichen Kommissionsmitglied ein Beispiel aus der Innerschweiz angeführt wurde. Der betreffende Herr hat erklärt, bei ihnen seien es gerade die Bundesangestellten, wahrscheinlich meistens die Eisenbahner, die infolge ihres Bargeldes, das sie dort ausgeben, die ganze Gegend etwas beleben. Nicht daß diese Leute fürstlich leben, von dem kann keine Rede sein. Aber durch ihren Konsum wird die ganze Gegend belebt. Wird nun abgebaut, 33 Millionen oder 38 Millionen, so bedeutet das einen glatten Entzug dieser großen Summen aus der Volkswirtschaft. Es müssen irgendwo andere Lücken entstehen; von einem Vorteil für den Bund kann gar keine Rede sein.

Dabei ist aber die Handlung so unsozial wie nur möglich, und wir müssen das ganz besonders Herrn Bundesrat Musy ins Gewissen rufen, weil er ja für sich in Anspruch nimmt, er fühle mit den unteren Schichten des Volkes. Wir wissen, daß die Sanierung bei den Bundesbahnen oder beim Bund niemals dadurch geschehen kann, daß die Löhne oder Gehälter abgebaut werden, sondern daß da ganz andere Sanierungsmaßnahmen getroffen werden müssen. Wir wissen auch, daß die Zinslast der Bundesbahnen über 100 Millionen ausmacht. Hier spricht kein Mensch von Abbau, hier muß es scheitern bleiben, wie es ist. Die Kapitalisten müssen geschont werden, nur der arbeitenden Bevölkerung, und darunter Leuten, bei denen es recht armselig zugeht, muß die Last aufgebürdet werden, und zwar in vollem Ausmaß. Nirgends liegt ein Programm vor, das dahin deuten würde, daß das Kapital ebenfalls zur Sanierung herangezogen werden müsse. Herr Bundesrat Musy hat, wie er in der Kommission ausführte, alle Taschen voll Steuerprojekte, aber diese Steuerprojekte betreffen alle nur die breiten Massen, nicht das Kapital. Das ist eigentlich die Politik, die wir in der Eidgenossenschaft von jeher hatten. Der Bund hat seine ganze

Finanzgestaltung so eingestellt, daß er seine Einnahmen aus den breiten Volksmassen schöpfte. Diese Politik wird wie länger wie mehr die ganze arbeitende Bevölkerung zum scharfen Protest und zur Ablehnung des hier verlangten Lohnabbaues zwingen.

Der Herr Kommissionsreferent Reichling redet von einer Anpassung. Es war sehr klug, daß man im Bundeshaus doch wenigstens einen schönen Titel gefunden hat, Anpassung der Löhne und Gehälter an den heutigen Indexstand. Wir wissen, daß in bezug auf den Index nicht alle Behauptungen zutreffen. Die Theorie der Anpassung, bis zu Ende durchgedacht, müßte logischerweise dazu führen, daß diejenigen, die sich in sozialer Not befinden und die schlecht entlohnt sind, immer in dieser sozialen Lage bleiben, wenn der Index zurückgegangen, die Gehälter und Löhne wieder abgebaut werden müßten. Es handelt sich aber gar nicht um eine Anpassung, sondern um einen Abbau, um eine große Gehalts- und Lohnreduktion. Wir kennen ja diejenigen Kreise, die den Lohnabbau schon seit langem verlangt haben. Es ist in erster Linie die Privatindustrie, respektive das Großunternehmertum. Seit Jahr und Tag bemühen sich «hochgeschätzte» Volkswirtschaftler in den bürgerlichen Zeitungen ganz planmäßig, die nötige Stimmung für den Lohnabbau vorzubereiten. In der Privatindustrie wurde durch die Krise der Lohnabbau erzwungen. Er wurde den Arbeitern aufgezungen. Nicht, daß sie damit einverstanden gewesen wären. In der Privatindustrie herrscht vollständig das Spiel der freien Kräfte und zwar ebenfalls vollständig zu ungunsten der Arbeiterschaft. Die Privatarbeiterschaft hat vom Bunde keinen Schutz. Sie hat nicht etwa Schutz, wie ihn z. B. die Landwirtschaft hat, wo der Bund immerhin zu gewissen Preisen, man kann sagen, zu einem gewissen Minimallohn verhilft. Auch die andern Volkskreise haben Schutz in bezug auf ihre Existenz. Nur bei der Privatarbeiterschaft ist dies nicht der Fall. Wenn es der Industrie gut geht, dann wird sich ja der Arbeiter durch seine eigene Kraft und die Kraft seiner Organisation wehren können; allerdings wird auch dies von dem Bürgertum schwer bekämpft. Es ist kaum möglich, einen wirtschaftlichen Kampf durchzuführen, ohne daß die Öffentlichkeit durch die bürgerliche Presse nicht schamlos aufgehetzt wird. In der sog. Privatindustrie ist es in Krisenzeiten, wo die Werkstätten halb oder zu drei Viertel leer stehen, besonders schwer, gewerkschaftliche Kämpfe zu führen und damit Forderungen durchzusetzen. Beim Bundesangestellten verhält es sich in dieser Beziehung allerdings besser, insofern, als diese in ihrem Kampf nicht allein dastehen. Ich zweifle auch nicht daran, daß die ganze Privatarbeiterschaft, die sich mit Ingrim dem Lohndiktat beugen mußte, eintreten wird für die Ablehnung des Lohnabbaues beim Bunde; denn sie weiß ganz genau: dieser Lohnabbau, der nun vom Schweizervolk sanktioniert werden soll, bedeutet nichts anderes als einen Auftakt. Ich möchte sagen: ein Auftakt ohne Ende für weiteren Lohnabbau. Darüber sind wir uns durchaus im klaren. Wenn man die Unternehmerpresse und die Stellungnahme der Unternehmer verfolgt hat, so weiß man genau, daß der Bund gezwungen werden soll, den Lohnabbau durchzuführen, um in der Industrie einen weiteren Abbau erzwingen zu können.

Es mag sein, daß Herr Finanzminister Musy, der es liebt, initiativ vorzugehen, der erste war, der nach Abbau rief. Dabei hatte er sicher im Einverständnis der Unternehmer gehandelt.

Und wohin soll nun der Lohnabbau bei der Privatindustrie führen? Die Unternehmer begründen ihn, auch die bürgerliche Presse, folgendermaßen: Nur durch den Lohnabbau ist es möglich, mit dem Ausland konkurrenzfähig zu bleiben. Das ist vollständig falsch. Die Lohnfrage spielt bei der ausländischen Konkurrenz heute fast gar keine Rolle. Infolge des Zusammenbruches der Kaufkraft im Auslande, und vor allem aus diesem Grunde, kann das Ausland nicht mehr kaufen. Das ist der springende Punkt, und nicht die Lohnhöhe. Ich wiederhole, die Lohnhöhe spielt momentan fast gar keine Rolle. Und nun wollen Sie in der Schweiz genau dasselbe tun, was man andernorts getan hat? Die Privatindustrie hat abgebaut, der Staat soll ebenfalls abbauen. Die Arbeiter sollen der Verarmung ausgesetzt werden, so daß sie schließlich fast gar nichts mehr konsumieren können. Wenn wir bei kleinen Löhnen von 2500, 2600, 2700 Fr. usw. abbauen, wird der Arbeiter von der Verarmung nicht mehr weit weg sein. Diese Herren sollen sich doch selber einmal da hinein versetzen, selber einmal mit solch kleinen Einnahmen auszukommen suchen. Sie sollten es einmal probieren, dann würden sie zu einer andern Einstellung gelangen. Jeder weitere Lohnabbau muß bei vielen Kategorien zur Verarmung führen. Bei der Privatindustrie sind, wie man ja weiß, sieben, zehn, vielleicht noch mehr Prozente abgebaut worden. Dazu kommt die Teilarbeitslosigkeit in großem Ausmaße hinzu. Trotz dem abgebauten Lohn haben sehr viele nur noch 30—36 Stunden Arbeit pro Woche. Wie soll der Arbeiter so noch leben können? Aber das genügt scheint immer noch nicht! Es soll noch mehr getan werden; und das, was hier versucht wird, das ist der Auftakt dazu. International gesehen, ist die Lage ja eine durchaus einleuchtende. Es gibt jetzt schon ganze Länder, die nicht mehr kaufkräftig sind. Infolgedessen sind sie auch nicht mehr aufnahmefähig für ausländische Produkte. Wenn nun die Schweiz ihre innere Kaufkraft verliert, nicht mehr imstande ist, genügend zu konsumieren, dann ist sie, international gesehen, nicht mehr von Interesse; dann wird das Ausland ihr keine Bedeutung mehr zumessen; dann werden die Herren Kapitalisten, die ja heute schon Dutzende, vielleicht Hunderte von Millionen bei internationalen Geldanlagen verloren haben, riskieren, daß sie noch mehr Verluste erleiden. Ich habe schon darauf hingewiesen und will das hier nur noch einmal beifügen, daß es sehr unsozial ist, den Arbeitern und Angestellten die Löhne abzubauen, das Kapital aber unangetastet einfach frei ausgehen zu lassen, wobei vielleicht darauf verwiesen werden darf, daß auch die schweizerischen Kapitalisten im Drange ihrer Spekulationen sehr viele Gelder im Ausland angelegt haben, die ernsthaft bedroht sind und die, wenn dieselben verloren gehen, zum volkswirtschaftlichen Ruin führen müßten. Der Gehalts- und Lohnabbau vermöchte daran nichts zu ändern. Daß die Krise mit Lohnabbau nicht überwunden werden kann, sollte doch jedermann einsehen, auch die Bauern. Von den Industriellen haben wir allerdings nicht viel Einsicht zu erwarten. Es scheint ja, sie seien von allen guten

Geistern verlassen. Für sie gilt von A—Z Lohnabbau, Lohnabbau und noch einmal Lohnabbau und weiter nichts. Dabei wollen sie allerdings immer die genialen Industriekapitäne sein, die allein wissen, wie die Wirtschaft geleitet werden muß. Nein, nicht der Lohn ist ausschlaggebend, sondern der Niedergang der Kaufkraft im In- und Ausland.

Die Privatarbeiterschaft wird jedenfalls mit aller Macht diesen Lohnabbau beim Bundespersonal ablehnen. Sie wird das tun aus Solidarität zu den Arbeitern, Angestellten und Beamten, aber auch im eigenen Interesse. Wenn hier der Bund wirklich etwas hätte tun wollen im Sinne der Solidarität, dann hätte er ganz anders vorgehen müssen. Es wäre ja ganz gut auf andere Weise möglich, den Beamten mit höheren Löhnen Gelegenheit zu geben, für die Krise Unterstützungen zu leisten. Das wäre wohl möglich und auch einfacher gewesen als der Lohnabbau. Ich glaube aber nicht, daß man das wollte. Man wünschte vielmehr absichtlich den Lohnabbau, weil es sich hier um eine grundsätzliche Frage handelt, weil der Lohnabbau von der Grossindustrie und man kann wohl auch sagen, von allen reaktionären Kreisen nachdrücklich verlangt wurde. Das Schweizervolk kann ja wohl kaum annehmen, daß sein Nationalrat etwas anderes beschließen wird. Es wird keinen Sinn haben, an Sie einen Apell zu richten. Aber wir wollen hoffen, daß das Schweizervolk die Einsicht haben wird, den Lohnabbau abzulehnen, daß es nicht die Krisenlasten auf die Arbeiter abwälzen und das Kapital frei ausgehen lassen wird. Es ist zu hoffen, daß das Schweizervolk dieser Tendenz ein energisches « Halt » entgegenhält. Darüber soll entschieden werden, ob die Tendenz, die eingeschlagen worden ist, fortgeführt, oder ob nach einem andern Prinzip, nämlich nach dem Prinzip, das Kapital für die Krisenfolgen zu belasten, verfahren werden soll, wie recht und billig. Ich glaube, die letztere Lösung wäre viel volkswirtschaftlicher und würde auch eher dem Prinzip der Solidarität entsprechen. Wenn der Nationalrat und der Ständerat diese Lösung nicht annehmen, dann hoffen wir, daß es das Schweizervolk tun wird. Ich habe die Ueberzeugung, daß die ganze Arbeiterschaft der Schweiz gegen Eintreten auf die Vorlage ist.

Nietlisbach: Wir empfehlen Ihnen Eintreten auf die Vorlage, nicht aus Freude, wohl aber aus der festen Ueberzeugung heraus, daß sie notwendig und daß sie gerecht sei. Wir erinnern uns noch zu gut der Zeiten, da wir während Jahren hier im Ratssaale über die Teuerungszulagen zu diskutieren hatten und förmlich aufatmeten, als endlich im Jahre 1927 diese halbjährlichen Marktereien hier im Saale in einem eidgenössischen Besoldungsgesetze den Abschluß fanden, als daß wir nicht hätten wünschen müssen, daß die Besoldungsfrage ein für alle Mal außer Abschied und Traktanden der eidgenössischen Räte gekommen wäre. Seit dem Jahre 1927 haben sich nun aber die Verhältnisse in der Weise geändert, und ich sage leider in dieser Weise, daß die Vorlage heute als eine unumgängliche Notwendigkeit und auch als eine gerechte zu bezeichnen ist. Wenn ich diese Vorlage als eine notwendige bezeichne, dann lasse ich mich nicht von großen volkswirtschaftlichen Theorien leiten. Wir hatten in der Kommission von gegnerischer Seite, von Herrn Prof. Marbach, ein sehr

interessantes nationalökonomisches collegium logicum zu hören bekommen über Kaufkraft, Deflation und Inflation, Vermehrung der produktiven Kräfte und dergleichen. Seine Ausführungen, die er in der Kommission machte, waren, wie ja dies hier bei seinen Voten im Ratssaale immer der Fall ist, sehr interessante zu nennen. Ich muß aber sofort bemerken, daß ich solchen nationalökonomischen Theorien gegenüber immer sehr skeptisch, sehr mißtrauisch bin. Ich weiß, wie es um diese Lehre steht. Die Nationalökonomie zählt bekanntlich nicht zu den exakten, sondern zu den problematischen und zwar sehr problematischen Wissenschaften. Ich erinnere mich noch wohl der Zeiten, da ich in meinen Studienjahren nebenbei selbst an den Universitäten nationalökonomische Vorlesungen hörte. Ich hörte seinerzeit in Berlin die Vorlesungen der beiden berühmten Nationalökonomien Adolf Wagner und Gustav Schmoller. Jeder hat die Sache naturgemäß anders wie sein Kollega dargestellt. Es wäre dies auch kaum anders zu denken gewesen. Aber dessen entsinne ich mich heute auch noch, daß von all dem, was die beiden an Theorien entwickelten, sehr wenig, von den meisten jedoch ziemlich genau das Gegenteil eingetreten ist. Man hat von Kaufkraft gesprochen und den Namen des Herrn Dr. Laur genannt und darauf hingewiesen, daß er in Rücksicht auf diese Kaufkrafttheorie im Verwaltungsrate der Bundesbahnen bei der Abstimmung über die Besoldungsreduktionen sich der Stimme enthalten hatte. Wenn mich meine Geschichtskennntnisse nicht vollständig trügen, ist diese Kaufkrafttheorie keine neue, sondern verbunden mit dem Namen eines französischen Nationalökonomien, des Begründers der sog. Physiokratischen Schule, Quesnay, der in jungen Jahren Arzt war und dann Nationalökonomie wurde und statt die leidende Menschheit mit Medikamenten, die damals todkrank Volkswirtschaft mit Theorien und insbesondere auch mit der Kaufkrafttheorie zu doktern begann. Quesnay hat unter König Ludwig XV. gelebt. Die folgende Entwicklung hat gezeigt, daß seine Theorien von der Kaufkraft die Verelendung des damaligen Bauernstandes und des gesamten französischen Mittelstandes nicht nur nicht zu verhindern vermochten, sondern sogar beschleunigten und die bekannte Assignatenwirtschaft des damaligen französischen Staates herbeiführte. Nein, wenn ich die Vorlage als eine Notwendigkeit betrachte, dann geschieht dies aus andern Gründen als aus volkswirtschaftlichen Theorien heraus. Ich glaube auch nicht, daß mit dieser Vorlage eine Aktion zur Behebung der Weltkrise unternommen werde. Eine solche Auffassung wäre ja direkt kindlich zu heißen. Die Weltkrise nimmt ihren Gang und wird unbehindert ihren natürlichen Verlauf nehmen, und uns kommt nur die Aufgabe zu, unser Staatswesen mit seinen sämtlichen Staatsbetrieben der Krise so anzupassen, daß sie von derselben nicht erdrückt werden. Die Ueberlegung, die sich jeder private Geschäftsmann und jeder Familienvater machen muß, daß man in Zeiten verminderter Einnahmen nicht Defizite auf Defizite häufen, sondern die Ausgaben reduzieren müsse, die wird sich notgedrungen auch eine Bundesverwaltung zu eigen machen müssen.

Ueber die finanziellen Verhältnisse des Bundes haben Sie heute die beiden Referenten schon in ein-

läßlicher Weise angehört. Ich glaube der Kürze halber, hier Gesagtes nicht mehr wiederholen zu müssen. Es ist diesen Ausführungen des Bundesrats entgegengehalten worden, es gebe andere Mittel, um die Finanzen des Bundes und der Bundesbahnen zu sanieren, als das heute zu behandelnde der Anpassung der Beamtergehälter. Herr Prof. Marbach hat uns in der Kommission erklärt, daß er einen positiven Sanierungsvorschlag in seiner Mappe habe. Wir haben aber konstatieren müssen, daß er leider diesen Plan nie aus seiner Mappe herausgenommen hatte. Er stand ursprünglich für die heutige Eintretensdebatte vor mir auf der Rednerliste eingetragen. Ich habe dann in kollegialer Weise auf sein Gesuch hin eingewilligt, daß unsere Namen vertauscht und ich zuerst zum Reden kommen solle. Ich tat dies nur ungerne, da ich erwartete, daß er nun seit der Sitzung in Zermatt seinen Sanierungsplan aus der Mappe herausgenommen habe und uns nun heute bekanntgeben werde. Es hat schon in der Kommission in Zermatt droben Herr Dr. Meyer in Luzern uns einige Sanierungsmaßnahmen genannt. Er hat sich nicht darauf beschränkt, nur Sparmaßnahmen anzuregen, sondern auch Vorschläge für eine Vermehrung der Bundeseinnahmen gemacht. Er hat genannt als neue Steuerobjekte den Zucker, den Tee und den Kaffee. Ich weiß nicht, ob er letzteres tat als captatio benevolentiae seiner Luzerner Wählerschaft, die vielleicht der Auffassung ist, daß der Bund aus Gründen der Symmetrie nicht nur den Schnaps, sondern auch noch den schwarzen Kaffee besteuern solle (Heiterkeit). Er hat dann auch, und das war für uns besonders interessant, das Bier als weiteres Steuerobjekt genannt. Nach seiner Auffassung sollte das Bier inskünftig noch mehr belastet werden. Der Finanzchef, Bundesrat Musy, hat diese Anregung aus dem Munde des Herrn Dr. Meyer, der ja einer Firma nahe steht, die auf dem Gebiete der Biersteuer schon einige Erfahrungen hat, mit Schmunzeln entgegengenommen. Ich muß Ihnen aber erklären, daß ich all diesen Steuervorschlägen gegenüber außerordentlich skeptisch bin. Ich zweifle daran, ob das Schweizervolk heute neue Steuern, seien es direkte oder indirekte, und Zucker-, Kaffee- oder Biersteuern akzeptieren würde, speziell zu dem Zwecke, um den Bundesbeamten einen Abbau zu ersparen, den doch alle andern Volksklassen in viel weitergehendem Maße sich gefallen lassen mußten. Ich bin der Auffassung, daß die Belastung der Privatwirtschaft durch den Staat, durch direkte und indirekte Steuern, ein Höchstmaß erreicht hat, das nicht mehr überschritten werden darf. Es ist ja schwer, die Meinung des Schweizervolkes prognostizieren zu wollen, aber das darf gesagt werden, daß das Volk in seiner großen Mehrheit bezüglich Steuern und Abgaben nun einmal sagt: Bis hieher und nicht weiter, wir wollen inskünftig nur noch von einem Abbau und in keinem Falle mehr von einem Aufbau der öffentlichen Lasten hören. Uebersehen wir doch die Tatsache nicht, daß die Schweiz von allen Ländern Europas, — das einzige England ausgenommen — dasjenige Land ist, das pro Kopf der Bevölkerung die höchsten Steuern bezahlt. Nicht Deutschland, das den Krieg verloren, nicht Frankreich, das keine Reparationen mehr bekommt, hat pro Kopf der Bevölkerung die höchsten öffentlichen Lasten. Diese

Ehre ist vorbehalten dem Volke der Hirten, der freien Schweiz.

Soll etwa eine Erhöhung der Bahntaxen, des Güter- oder Personentarifes der Bundesbahnen, neue Einnahmequellen schaffen? Da bin ich nun wirklich gegenteiliger Ansicht und der Auffassung, daß in Bälde schon ein Taxabbau der schweizerischen Bundesbahnen kommen muß und zwar sowohl für den Personen- als für den Güterverkehr. Auf die Dauer können die Bundesbahnen den Ruhm, von allen Bahnen des Erdenrundes weitaus die teuersten zu sein, nicht beibehalten. Auf die Dauer wird es nicht möglich sein, daß die Taxen für den Personen- und Güterverkehr das Doppelte dessen ausmachen, was sie für die gleiche Strecke des benachbarten Auslandes betragen. Die Entwicklung ist doch die, daß wenn anderswo und überall die Preise sinken, auch die Gebühren der Bundesbahnen dieser Bewegung naturnotwendig folgen müssen. Es wird doch nicht möglich sein, daß alles andere, was für die Lebenskosten eine Rolle spielt, sinkt, und nur die Gebühren der Bundesbahnen auf der gleichen Höhe bleiben.

Ich sage in zweiter Linie: Die Vorlage ist eine gerechte, und ich wage es sogar zu behaupten, daß der Vorschlag des Bundesrats mit Rücksicht auf die Verhältnisse und die Entwicklung seit dem Jahre 1927 als ein sehr loyaler und ein gerechter zu bezeichnen ist. Die Tatsache läßt sich nun einmal nicht wegdiskutieren, daß selbst dann, wenn wir die bundesrätliche Vorlage tel quel annehmen wollten, die Beamten einen größern Reallohn bekämen als im Jahre 1927 beim Inkrafttreten des Besoldungsgesetzes. Der Lebenskostenindex ist seit dem Jahre 1927 um 12 bis 13% gesunken. Diese Tatsache läßt sich nun einmal mit den längsten Reden und Zeitungsartikeln einfach nicht wegdiskutieren und aus ihr geht hervor, daß man mit Recht die Vorlage als Anpassung der Beamtenbesoldungen an die veränderten Lebensverhältnisse bezeichnet hat und daß nicht von einer Verminderung des Reallohnes gesprochen werden kann, sondern daß effektiv, wenn wir nun einmal das Wort Kaufkraft gebrauchen wollen, mit den neuen Besoldungen, die ja nur vorübergehend festgesetzt werden, und bei welcher Festsetzung wir Befürworter der Vorlage nur den innigsten Wunsch hegen können, daß bald wieder bessere Zeiten kommen und wir wiederum das Besoldungsgesetz vom Jahre 1927 in Kraft erklären können, die gleiche Kaufkraft gewährleistet wird.

Die Vorlage ist auch gerecht und eine Notwendigkeit in Rücksicht auf die übrigen Volksklassen. Das muß hier mit allem Nachdruck betont werden. Es ist nicht nur eine geschmacklose und ungeheure Uebertreibung, sondern geradezu eine Beleidigung anderen Volksschichten gegenüber, wenn hier im Ratssaale Redensarten fallen, man beabsichtige mit der Reduktion der Beamtenbesoldungen die Verelendung des Personals und wolle die Bundesbeamten an die Armenbehörden ausliefern. Wo ist heute die Volksklasse, die gegenüber dem Jahre 1927 nur eine Verminderung des Jahreseinkommens um 10% zu verzeichnen hat? Was sagen die Bauern dazu, bei denen die Produktenpreise auf den Vorkriegsstand zurücksanken und teilweise einen Tiefstand erreichen, wie die letzten 30 Jahre ihn nie zu verzeichnen hatten? Wenn der Staat es in seiner Macht hätte, die Krise

verschwinden zu machen und Konjunkturen zu rufen, wenn er die Macht hätte, Preise festzusetzen, um mit bundesrätlichen Beschlüssen für alle Zukunft Preise zu garantieren, und ich heute die Bauern fragen würde, ob sie damit einverstanden seien, daß für die Zukunft ihre Produktenpreise um 10% tiefer gesetzt werden als der Preisstand im Jahre 1927 war, ich glaube, sie würden alle sofort zusagen, ohne nur vorher telephonisch die Meinung ihres Sekretärs in Brugg einzuholen.

Und der Gewerbestand und der Arbeiterstand der Privatwirtschaft? Es ist direkt sinnlos, wenn gesagt wird, es wolle der Bund im Lohnabbau der Privatindustrie vorgehen. Nein, leider ist der Abbau dort in vermehrtem Maße, vielfach auch in übertriebenem Ausmaß schon längst eingetreten, und zwar in ganz andern Verhältnissen, als es hier dem Bundespersonal zugemutet worden ist, ein Abbau an Löhnen und Besoldungen, die viel tiefer waren als diejenigen, welche im Besoldungsgesetz vom Jahre 1927 festgelegt wurden. Wenn man die Sache ruhig und objektiv betrachtet, wenn man sie nur sachlich beurteilt, und sich nicht von Stimmungen und Rücksichten auf Parteieninteressen und der Angstpsychose leiten läßt, es könnte vielleicht der eine oder der andere Bundesbeamte in eine andere der vier Parteien hinüberwechseln, dann wird man sagen müssen, daß die Vorlage eine gerechte und loyale zu nennen ist. Keine andere Volksklasse hat eine so sichere Garantie für ihre Existenz wie gerade das Bundespersonal. Sehen Sie sich einmal um in der Privatwirtschaft und bei der kantonalen Beamtschaft, die durchs Band weg und selbst von den reichsten Kantonen viel niedriger besoldet werden. Der Bundesbeamte kann und muß sich sagen: Reich werde ich nicht, aber ich habe eine gesicherte Existenz, sofern ich mich einigermaßen in meinen Lebensansprüchen, wie das jeder andere Schweizerbürger auch tun muß, nach meinem Einkommen einrichte. Wo besteht in diesem Maße die Möglichkeit der Pensionierung wie gerade beim Bundespersonal? Ist es nicht Tatsache und hat es nicht schon manchmal in Kreisen der selbständig Erwerbenden großem Unwillen gerufen, daß Leute in einem Alter pensioniert werden, wo unter Umständen selbständig Erwerbende, die geschäftlich Mißgeschick hatten, erst wieder von vorne anfangen müssen? Diese Tatsache werden wir gerechterweise, wenn wir uns nicht von Stimmungen und andern Einflüssen leiten lassen wollen, unbedingt auch berücksichtigen müssen. Wir werden auch nicht vergessen dürfen, daß das Bundespersonal über die Besoldungen hinaus auch noch ganz erhebliche Beträge vom Bunde bekommt: Einzahlungen auf die Pensionskasse, bezahlte Ferien und bezahlter Militärdienst, Unfallversicherung und dgl., Beträge, die nahezu 10% der Besoldung ausmachen. Ist denn dies alles nichts? Fragen Sie einmal die selbständig Erwerbenden, fragen sie die Arbeiterschaft der Industrie, denen man von niedrigeren Löhnen als sie im Besoldungsgesetz vom Jahre 1927 festgesetzt sind, 10 und 15% und noch mehr abgebaut hat, und die mit ihrem Lohne zufrieden wären, wenn sie nur die Sicherheit hätten, daß sie arbeiten können und daß ihnen nicht gekündigt würde. Fragen Sie diese Arbeiterschaft, ob das alles, was nach der Vorlage die Bundesbeamtschaft erhält, denn wirklich nichts sei und ob man mit den Phrasen von der Verarmung und der Ver-

elendung des Bundespersonals eine solche Frage, wie sie heute zur Diskussion steht, werde abtun können. Ich will mich nicht immer nur auf den Lebensindex berufen, denn ich weiß auch, wie es bisweilen nicht nur um die nationalökonomischen Theorien, sondern auch um die Statistik bestellt ist. Und ich weiß auch nur zu gut, daß sich das Leben nicht restlos in die Schablone einer Statistik einführen läßt. Wer aber gerecht urteilen will, wird auch ohne Statistik bekennen müssen, daß im allgemeinen seit dem Jahre 1927 eine Verbilligung der Lebenshaltung eingetreten ist. Ich gebe dabei zu, daß bis heute die Verbilligung noch lange nicht in dem Maße eintrat, wie sie gemäß den Produzentenpreisen hätte eintreten sollen. So sehr ich sonst gegen derlei Gebilde mißtrauisch bin, verspreche ich mir etwas von der eidg. Preiskontrollkommission, die kürzlich ins Leben gerufen wurde und bezüglich der ich dem Bundesrat nur den einen Vorwurf machen kann, daß er sie nicht schon früher ins Leben rief. Dieser Preiskontrollkommission messe ich eine Bedeutung bei, nicht etwa nach der Richtung eines Preisdiktates, sondern nur in informatorischem Sinne, in dem Sinne nämlich, daß sie das Publikum durch Preisauskündigungen auf große Differenzen zwischen Detailhandel und Produzentenpreisen aufmerksam macht. Es muß gesagt werden, daß es in dieser Beziehung auf einzelnen Gebieten noch nahezu skandalöse Zustände gibt, und ich kann das Fahrpersonal der Bundesbahnen, das die Mahlzeit auswärts einnehmen muß, schon etwas verstehen, wenn es sich darüber beklagt, daß man in den Gasthöfen und Restaurants bisher noch sehr wenig vom Preisabbau habe verspüren können, und daß man vielerorts heute noch für die Mittagessen die gleichen Preise bezahlen könne wie im Jahre 1927, eine Tatsache, die wir hier in der Stadt Bern, die bekanntlich ein teures Pflaster ist, täglich beobachten können. Ich habe mir schon oft gesagt: Ich verstehe es nicht, daß beispielsweise die Weinbauern der Waadt und des Wallis nicht schon längst Krach geschlagen haben darob, zu welchen Preisen vielerorts die Wirtschaften in der deutschen Schweiz ihre Produkte absetzen (Zwischenruf: sehr richtig). Ich habe nur ein Beispiel genannt, und möchte Sie bitten, daraus nicht etwa den Schluß ziehen zu wollen, daß in meinem Haushaltbudget der Wein eine Hauptrolle spielt. Aber ich fand dieses Beispiel von den Weinpreisen geradezu typisch für die ganz unverhältnismäßige Differenz zwischen Produzenten- und Detailpreis. Die Preiskontrollkommission ist nun dazu da, durch Publikationen das Volk aufzuklären, das Publikum, das bisweilen in dieser Beziehung verdammt naiv ist, und einfach einkauft, ohne sich viel um den momentanen Produzentenpreis zu kümmern, dafür dann aber über den Bundesrat schimpft, von dem es meint, daß er all dies ändern und regulieren könnte, vom Bundesrat und vom Staate, dem man die Allmacht zutraut, das wirtschaftliche Leben nach Wunsch wie in einem bequemen Schlaraffenlande regulieren und dirigieren zu können.

Ich stimme zur Vorlage aus der festen Ueberzeugung heraus, daß sie notwendig und gerecht sei. Wir werden bei der Detailberatung noch Anträge stellen im Sinne der Milderung hauptsächlich gegenüber kinderreichen Familien. Ich habe persönlich die Auffassung, daß dieser Abbau gewisse Härten

haben könne in den untern Besoldungsklassen gegenüber kinderreichen Familien. Daß ein Junggeselle den Abbau, der ihm zugemutet wird, nicht tragen könne, und daß da bei Inkrafttreten dieser Vorlage eine allgemeine Not im Bundespersonal eintreten würde, das vermag ich mit dem besten Willen nicht einzusehen, denn sonst müßten ja alle andern Volksklassen, die sich gegenüber dem Jahre 1927 noch viel größere Abstriche gefallen lassen mußten, überhaupt nicht mehr existieren können. Ich wiederhole es am Schlusse, wir treten auf diese Vorlage ein, nicht etwa aus Schadenfreude gegenüber dem Personal, sondern aus der Ueberzeugung heraus, daß sie gerecht sei und aus dem Verantwortlichkeits- und dem Pflichtgefühl, den übrigen Volksklassen und dem ganzen Lande gegenüber.

Marbach: Ich habe mit Herrn Dr. Nietlispach Platz getauscht, wie er erklärte. Ich wäre auf diese Tatsache nicht zu sprechen gekommen, wenn er nicht zu sagen vergessen hätte, daß in diesem Gentlemen agreement ein anderer Umstand inbegriffen war, nämlich der, daß wir uns persönlich nicht in die Haare geraten. Ich werde konsequent sein und auf keine persönlichen Argumente eingehen, sondern mich ganz sachlich an die Vorlage halten.

Wir müssen uns fragen, von welchem Gesichtspunkte Herr Bundesrat Musy ausgegangen ist, als er seine Deflationspolitik inaugurierte. Ich halte es für durchaus notwendig, auf einige spezielle theoretische Fragen einzutreten, da eine umfassende Behandlung der Frage nicht möglich ist aus Zeitgründen. Ich würde es für falsch halten, auf einzelne Dinge nicht näher einzugehen, weil es einer Unterschätzung des Herrn Finanzchefs gleichkäme.

Herr Bundesrat Musy ist von einem sehr interessanten Gedanken ausgegangen. Dieser Gedanke, ich habe das in seiner Broschüre konstatieren können, geht dahin, daß man die Wirtschaft zur Prosperität führen könnte, wenn es gelänge, das Preisniveau und das Lohnniveau auf einmal, d. h. simultan zu senken. Dieser Gedanke ist sehr interessant deshalb, weil es in gewissen ausländischen Staaten den Anschein hatte, daß man dieses Procedere mit Erfolg anwenden könne. Diese Auffassung ist jedoch gar nicht eidgenössisch, sie ist auf deutschem Boden entsprungen, d. h. auf einem Boden mit ganz anderen Verhältnissen. Deutschland hat versucht, durch ein Hinunterdrücken der Preisebene den sehr knapp gehaltenen Disponibilitäten der Notenbank die Kraft zur Zirkulation der gewöhnlichen Gütermenge zu verleihen. Das heißt: Deutschland verfügt über sehr wenig Gold, und wenig Devisen. Um trotzdem der Notenbank die nötige Ellbogenfreiheit zu geben, hat es versucht, das Preisniveau zu senken, um mit dem verminderten Volumen des Geldumlaufes die Waren, die vorher zirkuliert hatten, noch in Zirkulation zu halten. Ich glaube, daß hier seitens des Bundesrates von vornherein ein Irrtum in der Bewertung der Grundlagen in den verschiedenen Ländern unterlaufen ist. Gesetzt den Fall, man könnte, wie skizziert, vorgehen, um die Prosperität zu fördern, dann müßte immer noch der zweite Gedanke richtig sein, d. h. es müßte die Möglichkeit gegeben sein, daß man simultan die Preise mit den Löhnen senken kann. Davon ist aber keine Rede, denn eine Senkung der Löhne kann man dekretieren. Das bringt Mussolini zustande und das

könnte auch Herr Bundesrat Musy, wenn er Diktator wäre. Aber die Preise zu senken, liegt nicht in der Macht eines Diktators, namentlich heute nicht, wo die Preise sich nicht in freier Wirtschaft bilden, sondern wo sie gebunden sind durch Trusts, Kartelle usw. Die bundesrätliche Theorie würde übrigens verlangen, daß wir nicht nur die Preise etwa der Kolonialwaren senken und die Preise, die wir immer zuerst nennen, die Preise für Milch, Fleisch usw., sondern daß wirklich alle Preise, alle Taxen, alle Gebühren, alle Zinsen usw. usw. sinken würden. Dazu würde auch gehören, um im Beispiel zu reden, daß mein Freund Grimm uns billiger als zu 20 Rappen, sagen wir für 18 Rappen, auf der Trambahn fahren ließe. Das wird er kaum tun können und auch Herr Pilet-Golaz wird mit den Eisenbahntaxen nicht hinuntergehen. Wenn wir die Dinge so betrachten, dann sehen wir, daß der Lohnabbau einen Ausfall an Reallohn bringen wird, einen Ausfall an Kaufkraft.

Sie werden sagen, das stimme nicht, man müsse das Fallen des Index in Berechnung ziehen. Man muß den Index beachten, das ist richtig. Aber Herr Bratschi hat sehr gut bemerkt, daß es ökonomisch nicht richtig ist, die Kaufkraft dieses Moments in Beziehung zu setzen zu irgend einem früheren Zustand. Wir müssen vielmehr die Höhe der Kaufkraft unmittelbar vor dem Lohnabbau in Beziehung setzen zu dem Zustand wie er sich ergibt nach erfolgter Senkung der Saläre und Löhne. So gemessen, wird durch den Lohnabbau ein Kaufkraftausfall entstehen. Wenn aber ein Kaufkraftausfall entsteht, dann werden wir meines Erachtens auch der Exportindustrie nicht helfen können. Ich will nicht auf die Argumente zurückkommen, die bereits Herr Ilg in vorzüglicher Weise angebracht hat als er erklärte, warum es nicht möglich sei, im Gefolge der Lohnsenkung wesentlich mehr zu exportieren. Wir haben diese Fragen im März auch schon behandelt. Ich möchte Sie nur auf ein Argument aufmerksam machen, von dem ich glaube, daß es ein neues ist. Ich frage Sie, ob es möglich ist, wenn wir die Kaufkraft senken — und ich glaube bewiesen zu haben, daß der Lohnabbau sie senkt — daß wir dann mehr exportieren können. Mir scheint die Bejahung dieser Frage, theoretisch gesehen, ein Irrtum zu sein. Wir müssen berücksichtigen, daß das Kaufen und Verkaufen über die Grenze letzten Endes nichts anderes bedeutet, als daß gegenseitig Güter umgetauscht werden. Waren werden getauscht gegen Geld, Geld wieder gegen Waren, aber so, daß letzten Endes alles ein Warenaustausch ist. Wenn in der Schweiz die Kaufkraft sinkt, dann werden unsere Frauen und unsere Männer weniger Schweizerwaren kaufen, und weniger Auslandswaren zugleich. Wenn wir aber, um Deutschland als Beispiel zu nehmen, Deutschland etwas verkaufen wollen, dann nehmen wir für uns in Anspruch, daß wir für die verkauften Waren auch bezahlt werden. Die Eidgenossen machen seit alters her keine Geschenke. Wie kann aber Deutschland, das ein Land der Krise par excellence ist, uns unsere Waren bezahlen? Es kann es nur auf drei Arten tun, es kann uns in Gold bezahlen. Gold hat es nicht, das brauche ich nicht zu beweisen. Das Gold liegt drüben in den Kellern der Nationalbank, in Frankreich und in Amerika. Deutschland kann uns Devisen geben. Devisen aber hat es nicht, das ist auch nicht zu beweisen. Es kann

uns also nur Waren abkaufen, wenn es durch einen Warenexport von Deutschland in die Schweiz hinein ein Devisenguthaben schaffen kann, um damit unsere Ausfuhr zu begleichen. Ich sehe nicht ein, wie es möglich sein sollte, unsern Export dadurch zu fördern, daß wir dem Ausland im Gefolge der durch Lohnabbau gesenkten Konsumkraft weniger abnehmen. Mir scheinen diese Fragen nicht nur wichtig zu sein in Beziehung zur Lohnabbaufrage, sie sind auch wichtig mit Rücksicht auf die Autarkie-Mentalität, die in der Kommission in Zermatt zum Ausdruck gekommen ist. Man hat uns gesagt, daß wir eben ein Gebilde für uns sein müßten, daß man in erster Linie Inlandsprodukte zu berücksichtigen habe, dann werde der Lohnabbau nicht sehr schaden. Herr Kollege Weber hat erklärt, es sei eine beobachtete Tatsache, daß die Beamtenfrauen auf dem Markte in erster Linie ausländisches Gemüse kaufen. Ich bin über die anthropologisch-psychologischen Künste des Herrn Weber nicht orientiert, d. h. ich weiß nicht, wie er es zustande bringt, auf dem Markte zwischen Beamtenfrauen und andern Käuferinnen zu unterscheiden. Aber wenn wir auch annehmen, daß die Beamtenfrauen wirklich ausländisches Gemüse und andere ausländische Waren kaufen, liegt darin wirklich ein Unglück? Dürfen wir verlangen, daß man unsere Waren auf dem Weltmarkt mehr beachtet und zugleich die Importe diffamieren? Wir können unserem Export nur helfen, wenn wir, vielleicht im Verein mit anderen Ländern, alles daran setzen, um die Internationalität des Handels wieder zur Geltung zu bringen.

Man hat in Zermatt und hier von der Kaufkrafttheorie gesprochen und erklärt, diese werde wohl nicht richtig sein, da sie soundso viele Oekonomen nicht akzeptieren. Ich habe den Eindruck, daß der Gültigkeitsbereich dieser Theorie in der letzten Zeit außerordentlich gewachsen ist. Allerdings, das muß ich anführen, rührt sie nicht, wie Herr Kollege Nietlisbach gesagt hat, von Quesnay her. Der erste, der sie vertreten hat, war Rodbertus. Quesnay hat uns eine andere Lehre gebracht, die Lehre des *laissez faire*, *laissez aller*, derentwegen wir hier in so intensiver Beratung uns befinden, derentwegen wir Hilfsaktionen machen müssen, für die Bauern und die Hotellerie, Hilfsaktionen für Krethi und Plethi. Die Kaufkraftidee stammt also nicht von Quesnay, aber darin liegt kein Vorwurf an Herrn Kollega Nietlisbach, es ist nur ein kleiner Irrtum seinerseits. Die Kaufkrafttheorie stammt also von Rodbertus, er hat sie in die Wirtschaftswissenschaft eingeführt mit einem Gedanken, der heute noch außerordentlich wichtig ist und der mir den Kernpunkt der Frage, derentwegen wir hier sind, zu treffen scheint. Rodbertus sagte nämlich, daß es das Cachet der kapitalistischen Welt sei, daß sie bei steigender Produktivität verminderte Kaufkraft aufweise, und daß diese steigende Produktivität bei verminderter Kaufkraft zu einer Diskrepanz zwischen Produktion und Absatz führen müsse, die früher oder später die Katastrophe bringen werde. Die Katastrophe ist lange, lange nicht gekommen, obwohl Rodbertus sicher klar gesehen hat. Warum ging es so lange? Als Rodbertus seine sehr klare Theorie aufstellte, stand es in mancher Beziehung anders um die Welt als heute. Der Kapitalismus konnte sich in früheren Zeiten der Krise relativ leicht entwinden, weil es ihm immer gelungen ist, irgendwo

wieder ein Absatzgebiet zu finden. Wir lesen Tausende von Büchern über die Krise, aber wir überlegen uns nicht, was sie eigentlich ist. Sie ist im Grunde zwar etwas Furchtbares, aber auch etwas begrifflich ganz Einfaches. Krise heißt nichts anderes, als daß wir in kapitalistischer Wirtschaft hergestellte Produkte nicht verkaufen können. Wenn Sie irgend einen Industriellen hier im Saale fragen würden, was für ihn die Krise sei, so würde er sicher sagen, daß er so und so viele Waren auf Lager habe, die er nicht abzusetzen vermöge. In früheren Zeiten fanden sich immer wieder Verkaufsmöglichkeiten, weil kolonialer Absatzraum vorhanden war, nach dem man exportieren konnte. Der Krieg hat uns so weit gebracht, daß wir nicht nur diesen kolonialen Absatzraum verloren haben, wir haben darüber hinaus die Kolonialländer gezwungen, selber zu produzieren und uns zu konkurrenzieren. Infolgedessen ist es heute so, daß der Kapitalismus die Krise durch den Kolonialabsatz nicht wird lösen können. Das scheint wohl klar zu sein.

Aber dazu kommt etwas anderes, was mir auch wesentlich erscheint. In der Kapitalzusammensetzung hat sich eine vollständige Wandlung vollzogen. Wo früher ein Kapital von sagen wir Hundert aus 20 Einheiten Maschinen- und Anlagekapital und aus 80 Einheiten Lohnkapital zusammengesetzt war, hat sich das Verhältnis heute vielleicht umgekehrt. Heute haben sich die Betriebe entwickelt von der Lohnintensität zur Kapitalintensität, d. h. daß sie sich maschinisiert haben, daß sie rationalisiert haben. Wenn Betriebe rationalisieren, heißt das, daß sie Typen schaffen und normieren. Das andere Cachet der kapitalistischen Welt ist also heute das, daß sie der Massenproduktion huldigt, daß sie Waren produziert, die sie erstens massenhaft herstellt und die zweitens bestimmt sind für den Absatz bei der Masse. Wie es diesem Kapitalismus gelingen sollte, sich aus der Schlinge zu ziehen, wenn er den kolonialen Markt nicht zu ersetzen vermag durch Schaffung zusätzlicher Kaufkraft auf seinen innern Märkten, das ist für mich die große Frage.

Ich habe hier in der letzten Session und in der Presse erklärt, daß ich in bezug auf das konjunkturelle Werden weniger Pessimist sei als einige meiner Freunde, und ich bin heute noch derselben Ansicht; aber ich habe immer den wichtigen Vorbehalt gemacht, daß der Kapitalismus wirklich begreife, daß er die kolonialen Absatzräume ersetzen müsse durch interne Absatzräume, daß er die Arbeiterschaft, daß er alle Lohnnerwerbenden, alle Unselbständigerwerbenden partizipieren lassen müsse an dem Steigen der Produktivität und der Produktion. Denn das ist für mich klar, wie es überhaupt für den Großteil der Nationalökonomien klar ist, daß die Krise, unter der wir heute leiden, nicht eine Krise der Armut ist. Ich war erschüttert, wie Herr Bundesrat Pilet in Zermatt das Märchen von der Armutskrise wieder aufgewärmt hat. Sind wir denn arm, wenn wir in der illustrierten Zeitung Woche für Woche Bilder finden, die uns zeigen, wie man mit Kaffeebohnen Briketts macht und Straßen pflästert? Sind wir denn arm, wenn wir lesen, daß man im Hudson nicht mehr fischen kann, weil so viel Milch in den Fluß geschüttet worden ist, daß dort jetzt Milch fließt statt Wasser? Ist es Armut, wenn unsere Bauern das Getreide und Gemüse nicht absetzen können? Ist es Armut, wenn die Fa-

briken in aller Welt zu 20 % der Kapazitäten laufen? Nein, die Dinge liegen ganz anders. Der Kapitalismus ist ein System, das uns zu ungeahnten Produktionsmöglichkeiten geführt hat. Das ist seine große Tat historischen Ausmasses. Aber er hat es nicht verstanden, die Verteilungsmöglichkeiten der Produktion anzupassen, und das muß er noch nachholen, wenn er nur irgendwie weiter Existenzberechtigung haben will. Und wenn er es nicht tut, wie Sie es nicht tun wollen, dann schaufelt er sich selbst das Grab. Mir persönlich kann das gemäß meiner sozialistischen Konzeption gleichgültig sein; aber ich glaubte gegenüber der schwer geprüften gegenwärtigen Generation die Pflicht zu haben, das eben Gesagte zu erwähnen und Sie auf die Bedeutung des Kaufkraftproblems aufmerksam zu machen.

Ich möchte jetzt noch auf einige wenige spezielle Argumente eingehen, weil ich nicht soviel Zeit zur Verfügung habe, um in die eigentlichen Tiefen der Kaufkrafttheorie einzudringen. Ein spezielles Argument, das von Bedeutung ist, ist dasjenige des Indexes. Ich hätte Ihnen aus meiner Mappe einen amtlichen Bericht vom Jahre 1926/27 zeigen können, wo uns das Volkswirtschaftsdepartement haarscharf beweist, daß es nicht angehe, die Indexpunkte irgendwie zu verwenden, um damit Lohnbewegungen zu füttern oder zu finanzieren oder wie Sie dem sagen wollen, da der Index ein rein wissenschaftlicher Maßstab der Preisbewegung eines bestimmten Warenbündels sei. Heute stellen Sie auf den Index ab. Wir bestreiten nicht, daß der Lebenskostenindex sich gesenkt hat, daß in gewissem Maße das Leben sich verbilligt hat. Aber ich darf doch auf etwas aufmerksam machen, was der Bundesrat in seiner Argumentation geflissentlich vernachlässigt.

Nehmen wir vorläufig einen zehnzehnten Lohnabbau an; es wird ja nicht weit daneben gehen. Wenn wir 10% abbauen, dann erkläre ich: das ist ein Abbau, der weit über die 10 % hinausgeht. Wenn wir dem Volke sagen, wir bauen 10 % am Lohn ab, würden wir ihm die Wahrheit nicht sagen, weil wir vergessen, daß jeder Familienvater, der unter die Abbauvorlage fällt, auch Zwangsauslagen hat. Denken Sie an einen Beamten oder Angestellten in der Stadt Bern mit 5000 Fr. Einkommen. Man wird nicht bestreiten, daß er eine Reihe von Zwangsauslagen hat; einmal die Wohnung, für die er, wenn er zwei bis drei Kinder hat, 1500 Fr. berechnen muß; dann Steuern 300 Fr.; er hat einen Versicherungsbeitrag von 250 Fr. zu bezahlen, er hat Krankenkassenbeiträge von 100 Fr. und hat dann Beiträge für Zeitungen, Versicherungen, Verbände usw. für zusammen noch 150 Fr. zu rechnen. Das gibt eine Zwangsauslage von 2300 Fr. Auf diesen 2300 Fr. hat sich der Lebenskostenindex gar nicht ausgewirkt. Im Gegenteil, wenn wir an die Miete denken. Diese 2300 Fr. müssen wir von den 5000 Fr. abziehen; dann bleiben nur noch 2700 Fr. elastisches Einkommen, auf dem der Mann eine Einbusse von 500 Fr. erleidet. Das ist aber wesentlich mehr wie 10 %, das geht an die 20 % heran. Diese Quote von annähernd 20 % wirkt sich kaufkraftmäßig in der Wirtschaft aus, wie es übrigens heute auch in der Nationalzeitung in außerordentlich lehrreicher Weise zu lesen ist. Auch der Gerechtigkeitsstandpunkt, wie er hier aufgetischt worden ist, wirkt nicht recht überzeugend, wenn wir die Rechnung richtig machen.

Wenn ich den großen Ausfall in Betracht ziehe, dann frage ich mich, ob ich doch nicht vielleicht in Zermatt recht gehabt habe, als ich der Landwirtschaft erklärte, daß sie sich mit der Zustimmung zur Vorlage ins eigene Fleisch schneide. Ich kann mir gut vorstellen, wie schwer es ist, sich von lang gehegten und lang gepflegten politisch-ökonomischen Anschauungen loszulösen, wenn man, wie viele Bauernführer, aus dem liberalistischen Lager herausgewachsen ist. Aber die Landwirtschaft wird doch einmal dazu kommen müssen, die Dinge so zu sehen, wie sie sind, und die Kaufkraft der breiten Massen der Bevölkerung nicht zu unterschätzen. Man hat mir in Zermatt nicht geantwortet auf Zahlenmaterial, das dort vorgelegt worden ist. Es handelt sich dabei um amtliche Zahlen. In Deutschland hat man auf Veranlassung landwirtschaftlicher Organisationen untersucht, wie sich eine Steigerung der Gehälter unterer Einkommensstufen auf die Struktur des Konsums auswirkt. Das Resultat liegt hier in einer schweizerischen Bauernzeitung vor mir. Da kann man erfahren, daß, wenn eine sogenannte Vollperson von einer Einkommensstufe von 800 Mk. auf 1500 Mk. pro Jahr gehoben wird, der Jahreskonsum sich wie folgt ändert: Fleisch und Fleischwaren von 33 kg pro Jahr auf 60 kg, Milch von 109,4 auf 169 kg, Butter von 2,7 auf 10,1 kg, Käse von 3,6 auf 6,2 kg. Es wäre also für die Landwirte viel lukrativer zu sagen: Bundesrat, baue die Löhne nicht ab, als zu sagen: Schweizer, iß unseren Käse — im Augenblick, da man dir den Lohn abbaut. Ich glaube, ganz objektiv betrachtet, daß dies eine bessere Käsepolitik wäre. Die erwähnte Zusammenstellung zeigt weiter folgende Konsumverschiebungen: Eier von 78 auf 227 Stück, Weissbrot von 14,8 kg auf 26,5 kg, Gemüse von 30,8 auf 48,6 kg, Obst von 15,8 auf 51,6 kg — das wäre etwas für Thurgauer. Kaffee, Tee und Kakao dagegen, von denen man immer angenommen hat, daß ihr Konsum mit dem Einkommen rasch steigt, bleiben fast stabil. Sie steigen bloß von 4,4 auf 5,9 kg. Stabil geblieben sind die Kartoffeln, rapid gesunken ist der Konsum von Margarine. Nochmals: Das ist amtliches deutsches Material, zusammengestellt unter der Assistenz deutscher landwirtschaftlicher Organisationen. Wenn daraus nicht klar hervorgeht, daß durch Kaufkraftzertrümmerung der Landwirtschaft nicht geholfen ist, dann verstehe ich von diesen Dingen nichts mehr.

Es hat mich sehr interessiert, daß Herr Dr. Nietlispach auf die Preisreduktionen hingewiesen hat, die noch kommen sollen. Herr Nietlispach hat von seinem Wein gesprochen. Die Preisbildungskommission hat das Weinproblem seit langem behandelt; die Publikation ist seit mehr als einem Jahre da; aber ich habe noch nie gehört, daß der Bundesrat oder sonst eine amtliche Instanz irgendwelche Konsequenzen daraus gezogen hätte. Ich bin deshalb eher skeptisch in bezug auf die Konsequenzen, die amtlicherseits aus einem eventuellen theoretischen Erfolg der Preis kontrollkommissionen gezogen werden. Aber nicht deshalb allein hat mich Ihr Argument sehr interessiert, sondern auch deswegen, weil ich der Ansicht bin, daß es absolut unrichtig und verkehrt ist, die Formel aufzustellen: « Preisabbau und Lohnabbau ». Nach forciertem Lohnabbau ist der Preisabbau im Detailhandel höchst erschwert, weil die verminderte Konsumfähigkeit zu einem Rückgang des Umsatzes

bei den Kleinhandelsstellen und beim Gewerbe führt und damit die Verkaufseinheit mit den Fixkosten stärker als bisher belastet. Wie man in diesem Moment von dem Gewerbsmann oder vom Spezierer mit Erfolg verlangen könnte, daß er seine Preise weiter senkt, ist mir unerfindlich.

Ich muß noch auf ein Argument zu sprechen kommen. Wie ich vermute, wird Herr Bundesrat Musy dieses Argument als eines der Lohnabbau-Hauptargumente erwähnen. Er hat in Zermatt erklärt: Die Dinge liegen ganz böse in der Wirtschaft: ... Schwache Hoffungen... düstere Wolken...! So mochte die Stimmung gewesen sein, als die Eidgenossenschaft gegründet wurde; es kam mir auch vor, als müßten wir in dieser Session eine neue machen, so schwarz hat der Herr Finanzchef gemalt. Sehen Sie, erklärte er, es ist so, wie einer Ihrer Genossen geschrieben hat: alles ist jetzt schon geborsten, nur eine Säule steht noch, das ist die Säule des Schweizerfrankens. Nicht wahr Herr Bundesrat, so haben Sie gesagt? Das ist das einzige, was noch steht? (Bundesrat Musy: Das hat Herr Grimm gesagt.) Richtig, Herr Bundesrat Musy hat sich auf Herrn Grimm bezogen, aber er ist dann weit über das hinausgegangen, was Herr Grimm feststellte. Er hat uns erklärt, daß man im Ausland den Eindruck gewinne, daß wir zu den Staatsfinanzen nicht Sorge tragen. Was wird unter diesen Umständen kommen? Können wir dann den Franken ohne Lohnabbau noch halten? Das werde, meinte Herr Bundesrat Musy, dann die große Frage sein, umsomehr als schon unser anormales Handelsbilanzpassivum darauf hinweise, daß wir die Löhne und Preise abbauen müssen, um rasch exportieren zu können. Ohne Lohnabbau müßten wir in Währungskalamitäten geraten. So verstand ich Herrn Bundesrat Musy. Ich habe dann erklärt: Hier irrt der Herr Finanzchef offensichtlich. Ich glaube auch, daß es sehr gefährlich ist, den Teufel des Währungserfalles an die Wand zu malen, denn es gibt auf ökonomischem Gebiet einige Satane, die haben den ganz merkwürdigen Charakter, daß, wenn man sie an die Wand malt, sie dann auch wirklich herkommen. Psychologisch halte ich die Argumentation mit dem Währungserfall für verfehlt. Glücklicherweise brauchen wir die Frage auch materiell nicht zu tragisch zu nehmen; Herr Bundesrat Musy hat in dieser Frage kaum recht. Dieses Handelsbilanzpassivum, das bei uns vorübergehend bis auf nahezu eine Milliarde gestiegen ist — das sage ich nun meiner theoretischen Auffassung gemäß — ist durchaus nichts gefährliches für uns. Ein Handelsbilanzpassivum war schon früher im allgemeinen der Ausdruck des Reichtums eines Landes, nicht der Armut. Herr Bundesrat Musy hat gesagt, wir müßten dieses Passivum « decken ». Es ist jetzt wirklich besonders groß, ich gebe es zu. Aber Handelsbilanzpassiva muß man nicht « decken », diese sind von vornherein gedeckt; wir importieren ja nicht auf Pump, also nicht so, daß wir nachher etwas « decken » müßten, wir importieren, weil wir aus diesen und jenen Gründen es vermögen, diese Importe zu zahlen. Mit andern Worten: Primär ist nicht das Handelsbilanzdefizit, primär ist ein Import, den zu bezahlen wir ohne Warenexportleistung in der Lage waren. Ich kann dies vielleicht an einem Beispiel erklären; ich will mich da noch mit Herrn Bundesrat Musy unterhalten; wir verstehen uns ja in

theoretischen Dingen recht gut. Ich will ein Beispiel wählen, das uns nahe liegt.

Nehmen wir einmal an, der Herr Bundesrat würde 100,000 Fr. in marokkanischen Eisenbahnobligationen besitzen, die 7 % rentieren. Und nehmen wir an, daß die Frau Bundesrat oder die Fräulein Tochter den Wunsch hätte, ein eigenes Auto zu besitzen. Dann würde Herr Bundesrat Musy in Frankreich z. B. bei den Renault-Werken für 7000 Fr. ein Automobil kaufen können und es aus einem Jahreszins jener Marokkaner bezahlen; eine Transaktion in Geld mit der Schweiz würde nicht zustande kommen. Es könnte mit den Coupons der marokkanischen Gesellschaft die Forderungen der Renault-Werke direkt beglichen werden. Der Wagen wird in die Schweiz geliefert und er figuriert jetzt in der Zollstatistik als eine Einfuhr, der keine Ausfuhr in Waren gegenübersteht. Und nun kommen die Theoretiker alten Schlages und sagen uns: Jetzt haben wir wieder 7000 Fr. mehr Handelsbilanzdefizit, höchste Zeit, daß wir dieses decken. Meine Herren, diese 7000 Fr. sind schon gedeckt, weil Herr Bundesrat Musy das Automobil ja bar bezahlt hat mit seinen 7000 Fr. Jahreszins aus dem Marokkoanleihen.

Ich wollte an diesem Beispiel nur zeigen, wie gefährlich es ist, wenn man Teufel an die Wand malt, die, wenn man sie aus der Nähe betrachtet, beinahe Engel sind. Unser Handelsbilanzdefizit ist keine Gefahr für uns.

Ich möchte zum Schluß noch bemerken, daß wir uns einmal ernsthaft fragen sollten, warum wir uns in der Schweiz in relativer, ich betone relativer, Prosperität befinden? Warum wir relativ besser daran sind als die meisten uns umgebenden Länder? Ist es nicht vielleicht doch denkbar, daß unser bis dahin höherer Lebensstandard auch dazu beigetragen hat, daß wir nicht so sehr heruntergekommen sind wie andere? Man müßte das einmal untersuchen. Und ist nicht das Fehlen sozialer Spannungen größten Ausmasses, wie sie im Auslande gegenwärtig herrschen, mit ein wesentlicher Grund für unsere relative Prosperität? Wir sind doch in bezug auf die sozialen Spannungen trotz schwachen Interessendifferenzen noch etwas anders gebettet als Deutschland und viele andere Länder. Diese Spannungen mit einem Vorschlag, wie man ihn uns unterbreitet, zu erhöhen, halte ich für verfehlt. Es war gestern ein Deutscher hier, der erklärte: Ich habe mir Ihre Sitzung eine halbe Stunde lang angesehen. Wie wunderbar kam mir das vor: Es ist ja keine Prügelei oder dergleichen vorgekommen! Sollen wir wirklich durch die Vorlage große soziale Errungenschaften aufs Spiel setzen und neue Spannungen schaffen? Ich glaube, das ist verfehlt. Neue Spannungen werden weder der Industrie noch dem Lande dienen. Sie werden die volkswirtschaftlichen Unkosten vermehren zum Schaden der Prosperität. Das wird der ganze Erfolg der berühmten Deflationspolitik sein.

Wie immer ich die Dinge betrachte, vom Standpunkt der Wirtschaft, der Moralität, der Politik, der Ethik und der Gerechtigkeit, immer komme ich aus voller Ueberzeugung zur Negation der Vorlage, und ich empfehle Ihnen deshalb, dem Antrag Bratschi zuzustimmen.

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici le débat est interrompu.)

Nachmittagssitzung vom 21. September 1932. *Séance de relevée du 21 septembre 1932.*

Vorsitz — Présidence: Hr. Abt.

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Fortsetzung. — Suite.

Siehe Seite 567 hievor. — Voir page 567 ci-devant.

Schmid-Zürich: Die Privatangestelltenschaft hat in der Frage des Lohnabbaues verschiedenes erlebt und interessiert sich deshalb ebenfalls für diese Frage, die das Bundespersonal betrifft. Sie hat in den letzten Monaten einen starken Gehaltsabbau über sich ergehen lassen müssen. Ich will präzisieren: Es sind hauptsächlich die Angestellten der Industrie und des Großhandels. Bei einem Teil der Angestellten ist allerdings noch kein Lohnabbau durchgeführt worden. Wir haben aber gesehen, wie einschneidend diese Maßnahmen für die Einzelnen sind, und wir haben leider feststellen müssen, daß auch einzelne vorgenommen wurden, die über Recht und Gesetz hinweggegangen sind. Der Abbau wurde vielfach so durchgeführt, daß eine Erklärung der Leitung des Unternehmens an die Mitarbeiter erfolgte, ohne daß die gesetzliche Kündigungsfrist eingehalten worden wäre. Wir haben auch feststellen müssen, daß Unternehmer den Lohnabbau durchgeführt haben, die nicht durch die Notwendigkeit dazu gezwungen waren. Man hat vielfach erklärt, und ich glaube, das wird auch für das Bundespersonal von Bedeutung sein, die Reduktion werde deshalb durchgeführt, weil man Entlassungen vermeiden wolle. Die Reduktion der Gehälter wurde durchgeführt, und nach ein paar Monaten folgten Entlassungen und nach weiteren paar Monaten weitere Reduktionen. So ist auch die private Arbeitnehmerschaft mißtrauisch geworden und steht auf dem Standpunkte, der heute von verschiedenen Rednern vertreten worden ist, daß in dem Momente, wo das eidgenössische Personal einen Lohnabbau über sich ergehen lassen muß, auch die Privatindustrie von neuem an Lohnabbau denken werde, und daß auf alle Fälle diejenigen Unternehmungen, die bisher den Abbau nicht durchgeführt haben, sagen: «Jetzt ist der Zeitpunkt da, wo allgemein eine Senkung der Löhne erfolgen muß!» Dieses Mißtrauen wurde besonders gesteigert durch den unerhörten Druck, der von den Prinzipalorganisationen, vom Zentralverband Schweizerischer Arbeitgeberorganisationen auf Bundesrat, Behörden und Öffentlichkeit ausgeübt wurde. Darum stehen wir als organisierte private Angestelltenschaft Schulter an Schulter mit dem öffentlichen Personal. Wir wissen,

Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1932
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2833
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	21.09.1932
Date	
Data	
Seite	567-589
Page	
Pagina	
Ref. No	20 031 272

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

theoretischen Dingen recht gut. Ich will ein Beispiel wählen, das uns nahe liegt.

Nehmen wir einmal an, der Herr Bundesrat würde 100,000 Fr. in marokkanischen Eisenbahnobligationen besitzen, die 7 % rentieren. Und nehmen wir an, daß die Frau Bundesrat oder die Fräulein Tochter den Wunsch hätte, ein eigenes Auto zu besitzen. Dann würde Herr Bundesrat Musy in Frankreich z. B. bei den Renault-Werken für 7000 Fr. ein Automobil kaufen können und es aus einem Jahreszins jener Marokkaner bezahlen; eine Transaktion in Geld mit der Schweiz würde nicht zustande kommen. Es könnte mit den Coupons der marokkanischen Gesellschaft die Forderungen der Renault-Werke direkt beglichen werden. Der Wagen wird in die Schweiz geliefert und er figuriert jetzt in der Zollstatistik als eine Einfuhr, der keine Ausfuhr in Waren gegenübersteht. Und nun kommen die Theoretiker alten Schlages und sagen uns: Jetzt haben wir wieder 7000 Fr. mehr Handelsbilanzdefizit, höchste Zeit, daß wir dieses decken. Meine Herren, diese 7000 Fr. sind schon gedeckt, weil Herr Bundesrat Musy das Automobil ja bar bezahlt hat mit seinen 7000 Fr. Jahreszins aus dem Marokkoanleihen.

Ich wollte an diesem Beispiel nur zeigen, wie gefährlich es ist, wenn man Teufel an die Wand malt, die, wenn man sie aus der Nähe betrachtet, beinahe Engel sind. Unser Handelsbilanzdefizit ist keine Gefahr für uns.

Ich möchte zum Schluß noch bemerken, daß wir uns einmal ernsthaft fragen sollten, warum wir uns in der Schweiz in relativer, ich betone relativer, Prosperität befinden? Warum wir relativ besser daran sind als die meisten uns umgebenden Länder? Ist es nicht vielleicht doch denkbar, daß unser bis dahin höherer Lebensstandard auch dazu beigetragen hat, daß wir nicht so sehr heruntergekommen sind wie andere? Man müßte das einmal untersuchen. Und ist nicht das Fehlen sozialer Spannungen größten Ausmasses, wie sie im Auslande gegenwärtig herrschen, mit ein wesentlicher Grund für unsere relative Prosperität? Wir sind doch in bezug auf die sozialen Spannungen trotz schwachen Interessendifferenzen noch etwas anders gebettet als Deutschland und viele andere Länder. Diese Spannungen mit einem Vorschlag, wie man ihn uns unterbreitet, zu erhöhen, halte ich für verfehlt. Es war gestern ein Deutscher hier, der erklärte: Ich habe mir Ihre Sitzung eine halbe Stunde lang angesehen. Wie wunderbar kam mir das vor: Es ist ja keine Prügelei oder dergleichen vorgekommen! Sollen wir wirklich durch die Vorlage große soziale Errungenschaften aufs Spiel setzen und neue Spannungen schaffen? Ich glaube, das ist verfehlt. Neue Spannungen werden weder der Industrie noch dem Lande dienen. Sie werden die volkswirtschaftlichen Unkosten vermehren zum Schaden der Prosperität. Das wird der ganze Erfolg der berühmten Deflationspolitik sein.

Wie immer ich die Dinge betrachte, vom Standpunkt der Wirtschaft, der Moralität, der Politik, der Ethik und der Gerechtigkeit, immer komme ich aus voller Ueberzeugung zur Negation der Vorlage, und ich empfehle Ihnen deshalb, dem Antrag Bratschi zuzustimmen.

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici le débat est interrompu.)

Nachmittagssitzung vom 21. September 1932. *Séance de relevée du 21 septembre 1932.*

Vorsitz — Présidence: Hr. Abt.

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Fortsetzung. — Suite.

Siehe Seite 567 hievor. — Voir page 567 ci-devant.

Schmid-Zürich: Die Privatangestelltenschaft hat in der Frage des Lohnabbaues verschiedenes erlebt und interessiert sich deshalb ebenfalls für diese Frage, die das Bundespersonal betrifft. Sie hat in den letzten Monaten einen starken Gehaltsabbau über sich ergehen lassen müssen. Ich will präzisieren: Es sind hauptsächlich die Angestellten der Industrie und des Großhandels. Bei einem Teil der Angestellten ist allerdings noch kein Lohnabbau durchgeführt worden. Wir haben aber gesehen, wie einschneidend diese Maßnahmen für die Einzelnen sind, und wir haben leider feststellen müssen, daß auch einzelne vorgenommen wurden, die über Recht und Gesetz hinweggegangen sind. Der Abbau wurde vielfach so durchgeführt, daß eine Erklärung der Leitung des Unternehmens an die Mitarbeiter erfolgte, ohne daß die gesetzliche Kündigungsfrist eingehalten worden wäre. Wir haben auch feststellen müssen, daß Unternehmer den Lohnabbau durchgeführt haben, die nicht durch die Notwendigkeit dazu gezwungen waren. Man hat vielfach erklärt, und ich glaube, das wird auch für das Bundespersonal von Bedeutung sein, die Reduktion werde deshalb durchgeführt, weil man Entlassungen vermeiden wolle. Die Reduktion der Gehälter wurde durchgeführt, und nach ein paar Monaten folgten Entlassungen und nach weiteren paar Monaten weitere Reduktionen. So ist auch die private Arbeitnehmerschaft mißtrauisch geworden und steht auf dem Standpunkte, der heute von verschiedenen Rednern vertreten worden ist, daß in dem Momente, wo das eidgenössische Personal einen Lohnabbau über sich ergehen lassen muß, auch die Privatindustrie von neuem an Lohnabbau denken werde, und daß auf alle Fälle diejenigen Unternehmungen, die bisher den Abbau nicht durchgeführt haben, sagen: «Jetzt ist der Zeitpunkt da, wo allgemein eine Senkung der Löhne erfolgen muß!» Dieses Mißtrauen wurde besonders gesteigert durch den unerhörten Druck, der von den Prinzipalorganisationen, vom Zentralverband Schweizerischer Arbeitgeberorganisationen auf Bundesrat, Behörden und Öffentlichkeit ausgeübt wurde. Darum stehen wir als organisierte private Angestelltenschaft Schulter an Schulter mit dem öffentlichen Personal. Wir wissen,

daß es sich nicht nur darum handelt, zu entscheiden: Soll das eidgenössische Personal in einen Lohnabbau einwilligen, sondern es handelt sich noch darum, ob dann die kantonalen Angestellten, die kommunalen Angestellten und die Angestellten halbamtlicher Betriebe den Gehaltsabbau ebenfalls erleiden werden.

Wir haben in dieser Beziehung gehört — ich glaube, Herr Kollega Nietlisbach hat es heute gesagt — alle Gruppen hätten Opfer gebracht; es sei nicht recht, wenn der eidgenössische Angestellte kein Opfer bringe. Ich möchte doch festhalten, daß die Opfer, die gebracht worden sind und die nicht bestritten werden können, nicht dem Staate gebracht worden sind, sondern der Krisis, nicht willig, sondern gezwungenermaßen. Da kann man doch nicht sagen, die übrigen Kreise hätten der Allgemeinheit Opfer gebracht, und jetzt müsse sie der Staatsangestellte bringen. Das wäre erst dann angebracht, wenn man in Form von Steuern dem Staat etwas auf den Tisch gelegt hätte. Wir sagen mit der organisierten Arbeiterschaft, indem wir das in einer Eingabe im März ausgeführt haben, daß ein umfassendes Finanzprogramm auf den Tisch gelegt werden soll, damit man sieht, ob nun der Bund gewillt ist, in einer umfassenden Aktion die Sanierung der Finanzen vorzunehmen, und daß vorher nicht daran gedacht werden dürfe, das Personal zu verpflichten, Opfer zu bringen. Die Eingabe hat auf verschiedene Momente hingewiesen; ich will sie nicht wiederholen. Ich begreife nicht, daß man heute einen Horror vor einer Krisensteuer oder Solidaritätssteuer oder Aufwandsteuer hat. Es ist doch ganz gegeben, daß in einer Notzeit Opfer in Form von Steuern gebracht werden müssen. Ich bin außerordentlich angenehm überrascht von einer Kundgebung der liberalen Jugend, der Jugend, die ja unsere Zukunft ist; in der es u. a. heißt:

1. Man ist heute zweifellos populärer, wenn man sich für die Lohnabbauvorlage einsetzt, als wenn man dagegen ist. «Die Bähnler und Pöstler sollen nur auch dran glauben, nachdem wir Bauern, Gewerbler, Privatangestellte usw. schon schwer haben bluten müssen.» Das ist indessen kein Standpunkt. Auch die Bundesbeamten werden nicht gegen einen Lohnabbau sein, wenn man ihnen anhand eines Gesamtplanes beweisen kann, daß es nicht ohne Lohnabbau geht. Aber sie wehren sich mit Recht solange dagegen, als man im Bundesrat und Parlament glaubt, systemlos alle paar Wochen auf der einen Seite ein paar Millionen ausschütten. (Uhren, Hotellerie, Gasmasken, Darlehenskasse usw.), und auf der andern Seite einen Lohnabbau verlangen zu können, bevor die Tragweite aller dieser Beschlüsse erkannt und im Rahmen eines Gesamtfinanzplanes des Bundes überblickt werden kann.

2. Der Arbeitsausschuß der liberalen Jugend ist der Ansicht, daß die Neuordnung der Bundesfinanzen einen wesentlichen Abbau auch der gesetzlich festgelegten Subventionen und eine stärkere Reduktion der Militärausgaben bringen muß, als sie in der Botschaft des Bundesrates vom 20. Juni 1932 angetönt ist. Sodann beharrt die L. J. S. darauf, daß es gegenüber neuen direkten oder indirekten Bundessteuern (Alkohol) so wenig ein «Niemals» geben darf, als die Bundesbeamten gegenüber jedem Lohnabbau «Niemals» sagen werden. Wer neuen direkten oder indirekten Bundessteuern von vorneherein «Niemals»

entgegenruft, verstößt gegen ein grundlegendes freisinniges Prinzip, die Solidarität aller Volksschichten.

Wir haben in der Debatte gehört, auch in einem groß angelegten Referat eines Bundesrats, daß es sich beim Lohnkonto um den größten Posten handelt, und daß man da am leichtesten und wirkungsvollsten etwas wegnehmen könne. Aber man vergißt immer wieder, daß von den 30,000 oder 40,000 Arbeitern oder Angestellten der größte Teil Einkommen hat von 3000, 4000 und 5000 Fr. Wenn man dies vor Augen hat, wird man begreifen, daß sich diese Staatsbeamten zur Wehre setzen, wenn man ihnen diesen schmalen Lohn noch kürzen will. Heute hat Herr Professor Marbach ein interessantes Kolleg gehalten und speziell auf die Kaufkrafttheorie hingewiesen, die in den letzten Monaten von einer gewissen Presse mit Hohn überschüttet worden ist. Prof. Marbach hat an Beispielen gezeigt, daß diese Kaufkrafttheorie richtig ist und daß, was man dem kleinen Beamten und Angestellten wegnimmt, man auch dem Bauer und Gewerbetreibenden wegnimmt, denn es kommt immer wieder diesen zu. Die kleinen Leute, auch die kleinen Angestellten des Bundes, werden das Geld nicht in den Strumpf legen, sondern sie müssen es ausgeben. Ich habe immer das Gefühl, daß der Lohn des arbeitenden Angestellten gewissermaßen das Benzin des Motors der Innenwirtschaft ist. Wenn dieses Benzin abnimmt und ausgeht, dann wird auch die Innenwirtschaft zugrunde gehen. Ich begreife nicht, wieso unsere Freunde, die der Bauernschaft angehören, nicht verstehen können, daß sie sich in ihr eigenes Fleisch schneiden, wenn sie sagen: Wir haben schlechte Zeiten gehabt; ergo soll der Bundesangestellte ebenfalls ein kleineres Einkommen erhalten. Dadurch wird wieder der Bauer und der Gewerbetreibende und der kleine Spezierer getroffen werden.

Ich möchte schließen, indem ich mich denjenigen anschließe, die nicht auf die Vorlage eintreten wollen, solange nicht ein gesamtes Finanzprogramm vorgelegt wird.

Ordnungsantrag Widmer

vom 21. September 1932.

Die Vorlage wird an den Bundesrat zurückgewiesen mit dem Auftrag, den eidgenössischen Räten ein allgemeines Finanzprogramm vorzulegen, in welchem die notwendigen Sparmaßnahmen sowie die Finanzierung der übrigen unerläßlichen Krisenmaßnahmen einbezogen sind.

Motion d'ordre Widmer

du 21 septembre 1932.

Renvoyer le projet au Conseil fédéral avec invitation de déposer un programme financier général comprenant, outre les économies nécessaires, les mesures propres à financer les oeuvres de secours indispensables.

Widmer: Die Tatsache, daß sich in der zur Behandlung stehenden Frage bereits 25 Redner zum Wort gemeldet haben, sagt wohl zur Genüge, daß wir es mit einer ernsten, eminent wichtigen Vorlage zu tun haben, die nicht nur das Interesse des Parlamentes, sondern des ganzen Schweizervolkes zu wecken vermag. Ich hoffe, beim Rat Verständnis dafür zu finden, wenn ich sage, daß jedoch diejenigen

Kreise, die dem öffentlichen Personal näherstehen, der ganzen Vorlage mit besonderer Sorge nähergetreten sind und diese durch eine etwas andere Brille ansehen, als die übrigen Teile des Parlaments und des Volkes.

Zu denjenigen, die dem Personal näherstehen, zählen wir auch die christlich-soziale Gruppe der katholisch-konservativen Fraktion der Bundesversammlung. Sie hat die Vorlage ernstlich geprüft und ist nach sehr reiflicher Ueberlegung zur Ueberzeugung gekommen, daß sich die ganze Situation gegenwärtig noch so unabgeklärt präsentiert, daß sie zur weiteren notwendigen Abklärung nochmals an den Bundesrat zurückgewiesen werden sollte.

Die christlich-soziale Gruppe hat mich aus diesen Erwägungen beauftragt, in ihrem Namen folgenden Ordnungsantrag zu stellen: «Die Vorlage wird an den Bundesrat zurückgewiesen mit dem Auftrage, den eidgenössischen Räten ein allgemeines Finanzprogramm vorzulegen, in welchem die notwendigen Sparmaßnahmen sowie die Finanzierung der übrigen unerläßlichen Krisenmaßnahmen einbezogen sind.»

Zur Begründung dieses Antrages möchte ich in aller Kürze folgende Bemerkungen machen: Die christlich-soziale Gruppe verschließt sich keineswegs der Tatsache, daß rasche Maßnahmen notwendig sind, um die schweren Folgen der wirtschaftlichen und finanziellen Krise, von der Staat und Volk betroffen sind, zu bekämpfen. Sie verschließt sich auch ebenso wenig der Einsicht, daß alle Volkskreise in der Krisenzeit Opfer bringen müssen, auch das im Dienste der Bundesverwaltung und der Bundesbahnen tätige Personal. Das sei ausdrücklich bemerkt. Aber wir sind der Auffassung, daß dem Personal nur dann das Opfer des Lohnabbaues zugemutet werden darf, wenn einmal greifbare Beschlüsse der Bundesverwaltung vorliegen, die bezeugen, daß auch noch auf andern Wegen ein Abbau der Ausgaben angestrebt wird. Das, was die Arbeiterschaft in der Privatwirtschaft oft sehr erbittert, ist die Tatsache, daß sie allzu oft sehen muß, daß immer nur zum einfachsten und bequemsten Mittel des Unkostenabbaues gegriffen wird, nämlich zur Reduktion des Lohnes, ohne daß man sich vorher bemüht, der Arbeiterschaft zu beweisen, daß alle möglichen sonstigen Einsparungsmaßnahmen bereits durchgeführt worden sind. Es gehört zu einer klugen Sparpolitik eines Privatunternehmens, zunächst alle Sparmöglichkeiten und Krisenmaßnahmen zu studieren und vorzunehmen, bevor man zur letzten, schwersten Maßnahme des Lohnabbaues schreitet. Diese Politik muß aber im besondern maßgebend sein bei den Krisenmaßnahmen des Bundes und seiner Verwaltungszweige. Das Bundespersonal ist — wir sind dessen überzeugt — zu Opfern bereit, aber nur unter der Bedingung, daß zuerst oder mindestens gleichzeitig vom Bundesrat ein allgemeines Finanzprogramm vorgelegt wird, in welchem die notwendigen Sparmaßnahmen, sowie die Finanzierung der übrigen unerläßlichen Krisenmaßnahmen einbezogen sind. Die christlich-soziale Gruppe muß sich gerade bezüglich der allgemeinen Krisenmaßnahmen alle Wege offen halten, die zu einer wirkungsvollen Finanzierung der Krisenmaßnahmen führen, und verlangt daher vom Bundesrat, daß die Frage des Lohnabbaues beim Bundespersonal nur im Rahmen eines solchen generellen Finanzprogrammes behandelt werde. Ohne

ein solches Programm, das ernstlich alle Krisenmaßnahmen und alle öffentlichen Sparmaßnahmen in sich einschließt, kann die christlich-soziale Gruppe auf die heutige Vorlage nicht eintreten.

Wir sind auch nicht davon überzeugt, daß man seitens der Bundesverwaltung immer alles tue, um dem Bundespersonal das nötige Verständnis für die Nöte des Bundes beizubringen und dasselbe für die Durchführung der Krisenmaßnahmen zu gewinnen. So wurde eigentlich auch die heutige Vorlage des Bundesrats so ziemlich isoliert von allen andern Spar- und Krisenmaßnahmen dem Rate vorgelegt und damit der Weg psychologisch verbaut, auf dem eine Einigung mit dem Personal möglich gewesen wäre.

Die heutige Lohnabbauvorlage bedeutet nichts anderes als eine Art Krisenopfer, das dem Personal auferlegt wird. Es ist aber psychologisch unerträglich, zuerst mit dem Lohnabbau beim Personal voranzugehen, bevor z. B. alle notwendigen und möglichen Einsparungen beim Militärwesen vorgenommen worden sind. Die christlich-soziale Gruppe behält sich vor, auch in dieser Frage zu den Anträgen zurückzukehren, die die katholisch-konservative Fraktion im Jahre 1925 eingebracht hat, als sie eine Maximalhöhe des Militärbudgets festsetzte.

Im allgemeinen wissen wir wohl, wie schwer die übrigen Stände und Klassen und einzelne Berufsschichten unter der Krise zu leiden haben, und die christlich-soziale Gruppe hat sich bei ihrer Stellungnahme zu den Krisenmaßnahmen des Bundesrats immer von dem Gedanken der Hilfe für diese bedrängten Miteidgenossen tragen lassen und diesen Krisenmaßnahmen ihre Zustimmung gegeben. Sie ist auch bereit, wenn das die Not erfordern sollte, nach dem Erlöschen der Kriegssteuer Hand zu bieten zur Einführung einer eidgenössischen Krisensteuer. Die christlich-soziale Gruppe verlangt nun aber, daß gerade auch in der Frage des Lohnabbaues, wenn dieser im Rahmen eines allgemeinen Finanzprogramms vorgelegt wird, gebührend auf die soziale Lage und Schichtung des Personals Rücksicht genommen wird. Aus diesem Grunde wird die christlich-soziale Gruppe wohl auf einer bestimmten Basis einem gewissen erträglichen Lohnabbau unter Umständen zustimmen, aber nur unter der Bedingung, daß das Existenzminimum gesichert und die Familienlage des Personals noch besonders berücksichtigt werde. Sollte der Rat heute gegen unsern Antrag auf die Vorlage eintreten, dann müßten wir uns vorbehalten, auch heute schon in der Detailberatung Anträge zu stellen, die in dieser Richtung laufen. Dieser Sicherung eines Existenzminimums und die Rücksichtnahme auf die Familienlage bei der Belastung des Personals liegt eine grundsätzliche Haltung zugrunde, von der aus die christlich-soziale Gruppe ihre Stellungnahme zu den Lohnfragen überhaupt bezieht.

Wir empfehlen Ihnen, die Vorlage unserm Ordnungsantrag gemäß an den Bundesrat zurückzuweisen mit der Einladung, dem Rate ein generelles Finanz- und Sparprogramm vorzulegen, in dem dann in Verbindung mit allen andern Sparmaßnahmen auch die Besoldungsfrage des Personals behandelt werden kann.

Surbeck: Der Volkswirtschaftskörper hat seit längerer Zeit einen verzweifelt unruhigen Pulsschlag,

der manchmal fieberhaft hämmert, oft aber auch erschreckend still wird. Dafür hält der Mensch aufgeregt den Atem an und sinnt stieren Blickes über die Wechselwirkungen derart verworrener Zustände und Zeiten nach. Die Pfleger und Pflegerinnen der siechen Volkswirtschaft eilen von Arzt zu Arzt, von Allopath zu Homöopath. Ein ratloses Hin- und Herhuschen der leitenden Wirtschaftspolitiker kann man tagtäglich beobachten. In der Annahme, daß sie dort keine Pfücher finden, eilen sie sogar hilfeschend zu unsern höchsten Magistraten, den Bundesräten. Weder ein Nachschlagen in alten Heilbüchern, noch ein Hervorholen vergilbter Rezepte, viel weniger ein Zurückgreifen auf alte Erfahrungen und Erfolge, führte bisher zur Genesung. Röchelnd nur noch lag zuweilen der Volkswirtschaftskörper auf dem Krankenbett. Die große leidende und tiefgebeugte Menschheit versammelte sich am Krankenlager und mancher sprach und schrieb davon, daß in wenigen Stunden der schwach Pulsierende seinen Geist aufgeben werde. Wie in allen Krankentagen, so werden auch hier die Mittel knapper, die zur Durchhaltung nötig und wirksam sind. Verwirrung und Kopfflosigkeit tritt ein. Alle möglichen Fragen werden angeschnitten. Den unglaublichsten Ursachen schiebt man die Schuld an diesem Debakel zu. Eines der häufigsten Themen bei solchen Wirtschaftskrisen ist die Lohnfrage im Zusammenhang mit den Produktionskosten und der Produktionsmöglichkeit. In dieser vermutet man wenigstens einen Teil der ketzerhaften Ursache der Wirtschaftskrise. Fast jeden Tag hört und liest man mehr oder weniger theoretische Abhandlungen über das Lohnproblem. Der eine will es von der wissenschaftlichen, der andere von der praktischen Seite lösen. Der eine sagt, der Lohn sei Entgelt für eine Leistung. Der Entlöhnende nennt den Lohn « Unkosten ». Der Lohnempfänger, dem sein Lohn meistens das einzige Einkommen bedeutet, muß seinen Lohn zur Fristung seines Lebens verwenden. Wenn der Arbeitslohn zu niedrig ist und in einem Mißverhältnis steht zu dem, was der Lohnempfänger daraus kaufen und bezahlen sollte, so leidet er Not. So, wie der Arbeitgeber neben den ordentlichen Auslagen auch noch eine Risikoprämie etc. einkalkulieren muß und ein Geschäft Reserven anlegt, so sollte auch der unselbständig Erwerbende Reserven zu äufnen, einen Sparpfennig auf die Seite zu legen in der Lage sein. Bei einem Teil der unselbständig Erwerbenden mag diese Möglichkeit bestanden haben und z. T. heute noch bestehen, bei andern und wohl auch bei der Mehrzahl konnte davon nie die Rede sein. Sie leben, wie man zu sagen pflegt, « von der Hand in den Mund ». Sie können infolge der prekären Einkommens- und Lohnverhältnisse überhaupt nichts anderes tun, als von einem Tag zum andern reinen Tisch zu machen; oft gehen nicht einmal alle Familienmitglieder gesättigt vom Tisch. Die hungerrigen Mäuler, die gesättigt sein wollen, verzehren namentlich in kinderreichen Familien den Lohn oder Gehalt des Ernährers vollends. Die Hausfrau muß oft kunstgerecht einteilen, wenn sie mit ihrem Haushaltsgelde auskommen will. Für Milch ist soundso viel bestimmt; die Mutter hofft mit soundso viel Brot, nebst einer Zugabe von Kraftnahrung ihren Mann, der strenger Arbeit nachgehen muß, zu sättigen. Sie muß auch für Wohnung und Kleidung noch das Notwendigste erübrigen. Bei der

Unterschicht des Volkes ist sicherlich derjenige Familienvorstand zu bedauern, der nicht einteilen kann. Wie mancher Vater und manche Mutter erscheinen uns als wahre Künstler, wenn wir bedenken, mit wie wenig Geld sie ihren Haushalt dirigieren! Glaubt ihr etwa, geehrte Herren Kollegen, es gäbe keine Mutter, die namentlich in Krisenzeiten selber hungrig vom Tische geht, nur damit die Kinder nicht, nach noch mehr Nahrung rufend, hungrig vom Tisch müssen und mit der Zeit unterernährt werden. Viele unter Ihnen kennen diese bedauerlichen Verhältnisse zu Stadt und Land. Beispiele, die Behauptungen zu belegen, dürften sich erübrigen, angesichts der Dutzende von faktischen Beweisen, die nicht nur in Industriorten, sondern selbst in Landgemeinden zur Kenntnis der Oeffentlichkeit gelangt sind.

Als ich gestern Herrn Kollege Meili aus Mostindien von der Diskrepanz der Einkommen erzählen hörte und mit dabei war, wie er ein Bild von der Lage seiner Berufs- und Klassengenossen entwarf, da dachte ich mir, daß Herr Meili wohl die landwirtschaftlichen Verhältnisse kenne, nicht aber die oft noch viel düstreren der Arbeiterschaft. Er sprach vom langsamen Zerfall des landwirtschaftlichen Besitzes, schilderte uns in chronologisch aneinandergereihter Folge, wie der Zahn der Zeit Stück um Stück vom landwirtschaftlichen Besitze wegnage.

Darf man nicht gerade in diesem Zusammenhange darauf hinweisen, daß weite Kreise der untersten Volksschichten überhaupt nie etwas besessen haben und nie etwas besitzen, also auch nichts verlieren können. Ich habe schon oft eine Arbeiterfamilie in eine Bauerngemeinde oder Städte einziehen sehen, die hatten weder ein richtiges Bett, noch einen anständigen Tisch, geschweige denn einen Kasten. Dies nur ausnahmsweise aus eigener Schuld; in allen andern Fällen ist dies eine Folge des Klassenschicksals. Von offenen oder geheimen Reserven, von denen sie in Zeiten der Not zehren könnten, keine Spur. Das ist ja gerade das Verhängnisvolle der jetzigen Zustände, daß man den von den privaten Unternehmern Abhängigen nur soviel gibt, daß sie ihren momentanen Bedarf decken können oder auch nicht einmal das. Diese Leute können in Krisenzeiten nicht an den Ausgaben für die Wohnung einsparen, wie das Herr Meili von den Bauern sagte, indem sie einfach nichts reparieren lassen. Der Landwirt kann wenigstens in guten Zeiten, wenn die Produktpreise hoch stehen, etwas profitieren, wenigstens stille, vielleicht sogar offene Reserven anlegen. Anders der Arbeiter und untere Angestellte! Wie soll das mit 2000 bis 4000 Fr. möglich sein, wenn dieser Gehalt oder Lohn das einzige Einkommen ist? Der Hauseigentümer, bei dem der Arbeiter in Miete ist, hat die Reparaturen in dem vom Arbeiter zu zahlenden Mietzins einkalkuliert. Kann er diesen nicht zahlen, so wird ihm in guten oder schlechten Zeiten einfach gekündigt oder es folgt sogar die Mietausweisung. Wenn aber der Hausmeister noch rücksichtsvoll auf diese momentanen Verhältnisse des Mieters Bedacht nehmen möchte, so wird das für ihn unter Umständen schwer sein, weil er ganz genau weiß, daß auch in normalen Zeiten der Arbeitslohn so gering sein wird, daß der Arbeiter den Rückstand an Miete nicht zahlen kann. Denn der Arbeiter profitiert wenig oder nichts von der Hochkonjunktur, von den fetten Geschäftsjahren. Ganz klar ist bei

solchen Verhältnissen, daß bei Arbeitslosigkeit auch das auszubehende Volkseinkommen sofort zurückgeht. Bei Lohnabbau wird die Volkskaufkraft untergraben und beide zusammen: Arbeitslosigkeit und Lohnabbau bilden eine direkte Gefahr für alle Volkskreise, für die ganze Volkswirtschaft! — Eine lohnabgebaute Erwerbsschicht und eine mit Arbeitslosigkeit gepeinigte Bevölkerung liegen der Volkswirtschaft schwer auf dem Magen. — Das äußert sich in den verschiedensten Aufrufen diverser Verbände und Wirtschaftskorporationen. Appelle an die Volkssolidarität mit dem Ziele, bestmöglich über die schweren Zeiten hinwegzukommen, werden jede Woche irgendwo und von irgendjemand erlassen. Es wäre doch wohl viel besser, wenn die Initiative zu planmäßiger Erhaltung einer ungeschwächten Kaufkraft von einer zentralen eidgenössischen Stelle aus ergriffen würde. Wohl kräftigte man auf der einen Seite die Produzenten in Landwirtschaft, in der Uhrenindustrie, und griff auch der Hotellerie unter die Arme. Alles dies bedeutet nur Flickwerk. Was nützen der Hotellerie die Bundessubventionen, wenn ihre Hotels in der Folge nicht genügend befremdet sind, oder der Uhrenindustrie die Hilfsaktion, wenn sie nachher ihre Produkte nicht verkaufen kann, weil die breite Volksschicht der notwendigen Subsistenzmittel bar ist? Das statuierte Exempel beweist dies. Reden Sie nur einmal mit Leuten in Uhrmachergegenden. Besitzt der unselbständig Erwerbende — drei Viertel des Schweizervolkes sind unselbständig Erwerbende und nur ein Viertel ist sein eigener Herr und Meister — ein gutes Einkommen, so ist die Absatzmöglichkeit für landwirtschaftliche Produkte, Nahrungsmittel und Bedarfsartikel eine flotte. Für den Verbrauch, den Konsum von Milch, Brot, Fleisch etc. ist die Lage der unselbständig Erwerbenden viel wichtiger als die Gewinne der Fabrikanten und die Erhaltung der Tantiemen. Und doch sieht ein heute angesehener, als «tüchtig» bezeichneter Geschäftsmann oder Fabrikherr viel eher auf die letzteren, als auf richtigen, ausreichenden Lohn seiner Arbeiter. Der Schutz, den der Staat der Landwirtschaft und andern Erwerbsgruppen angedeihen läßt und der die Preise erhöht, ist für die Konsumenten nur tragbar, wenn ihre Löhne und Gehälter so hoch sind, daß die erhöhten Preise damit bezahlt werden können. Daraus ist zu schließen, daß gute Gehälter und Löhne im Interesse aller Produzenten, im Interesse der landwirtschaftlichen, industriellen und gewerblichen Produktionsförderung liegen. Jeder Abbau der Löhne bildet eine Gefahr weiterer Verschlechterung des Absatzmarktes und damit wieder eine Verschlimmerung der Lage der Absatzsuchenden.

Wie steht es nun mit dem gerade von einem Vertreter der Produzenten so sehr empfohlenen Abbau der Gehälter der Bundesangestellten? Der Lohn der Bundesangestellten hinkte lange hinten nach, als es den Bauern, der Industrie, dem Handel und Gewerbe gut ging. Die Ausfuhr blühte, die Absatzmöglichkeit war flüssig und so brauchte man weniger auf eine kaufkräftige Angestellten- und Beamenschaft zu sehen. Ihre Löhne blieben lange, allzu lange klein. Erst Anno 1927 wurden sie stabilisiert. Heute und seit jener Zeit sind die Bezüge der Bundesangestellten im Beamtengesetz in 26 Lohnklassen umschrieben. In der 26. bis 23. Besoldungsklasse, wo rund 20,000 Angestellte eingereiht sind, beträgt

das Jahreseinkommen 2700 bis 4800 Fr. Dieses letztere Maximum wird in 15 Dienstjahren erreicht. Wir dürfen also feststellen, daß ein sehr bescheidenes Minimum, ein ganz mäßiges Ansteigen und ein gesetztes Maximum der Gehälter auch bei den Bundesangestellten vorhanden ist. Ich habe jüngst einen Bundesangestellten gebeten, er möge mir eine Aufstellung seiner Ausgaben geben. Er war keiner der schlechter Entlohnten. Aus dem mir eingehändigten Budget geht mit aller Deutlichkeit dessen Sparzwang hervor. Ich will Ihnen die interessanten Zahlen nicht vorenthalten. Sie lauten: Lebensunterhalt pro Tag für 4 Personen 6 Fr. = 2190 Fr.; Hauszins 1200 Fr.; Steuern 120 Fr.; Kleider für vier Personen, Wäsche etc. 600 Fr.; Krankenkasse 60 Fr.; Licht 60 Fr.; Gas und Holz 100 Fr.; Arbeitslosen- und Gewerkschaftsbeiträge 100 Fr.; diverse Auslagen 200 Fr.; total somit 4630 Fr.

»Werden die zwei Kinder etwas größer«, sagte er mir, «so reicht dieses Budget nicht mehr aus.» Nicht Index, nicht der Trost, daß es andern auch schlecht gehe, sind ausschlaggebend, sondern nur die reale Frage, wie kann ich die notwendigsten Ausgaben bestreiten, ist der gebotene Lohn ausreichend? Vielleicht ist einer der Herren Befürworter des Lohnabbaues in der Lage, mir zuhanden des Arbeiters zu sagen, wo er sich einzuschränken habe. Es wird kaum möglich sein, ohne den notwendigen Bedarf zu beschneiden, hier Einsparungen vorzunehmen. Wie soll ein Familienvater z. B. seine vierköpfige Familie durchbringen, wenn er keine Reserven hat und schon für den Hauszins bis zu 4 Fr. zwangsläufig ausgeben muß, wenn er, wie Herr Meili von den Landwirten behauptet, nur 5 Fr. Taglohn hat (Wochenlohn nach Herrn Meili somit $6 \times 5 = 30$ Fr. und Hauszins in einer Woche $4 \times 7 = 28$ Fr.). Wird die Einsparung erzwungen, zwingt man die Betroffenen sich zu fügen, so muß es zum Nachteil der Gesundheit der Familie und der einheimischen Volkswirtschaft geschehen. Es werden also von einem eventuellen Lohnabbau sofort wieder andere Bevölkerungszweige betroffen. Wenn von den oben aufgeführten «diversen Auslagen» im Betrag von 200 Fr. das Ganze gestrichen wird, ist ein Abbau nur noch beim Lebensunterhalt möglich, also zum Nachteil der Konsumkraft, denn alle andern Sachen, wie Hauszins, Steuern, Krankenkasse, Licht, Arbeitslosenkasse stehen zum vornherein fest. Nun liegt es sicherlich nicht im Interesse der Landwirtschaft, wenn bei der Konsumkraft abgebaut wird. Wie müssen aber diejenigen Bundesangestellten leben, die weniger verdienen, als der in vorstehendem Beispiel genannte? Und deren gibt es viele! Selbst in uns fern stehenden Kreisen ist die Erkenntnis vorhanden, daß unteretzte Löhne die Kaufkraft verheerend untergraben. Die beste wirtschaftliche Landesverteidigung ist neben Förderung des Exportes, die heute nur bedingt möglich ist, die Kräftigung des Inlandmarktes durch Stützung der Löhne. Statt dessen schlägt der Bundesrat noch eine Verkleinerung vor. Dies scheint mir eine verkehrte Wirtschaftspolitik zu sein. Der Bundesrat spricht in seiner Botschaft von einer ausgleichenden Gerechtigkeit, die mit diesem Lohnabbau zu Ehren komme. Macht man in den höchsten Einkommen einen Abstrich, mag man den Regeln der ausgleichenden Gerechtigkeit nachkommen. Dies trifft aber keinesfalls zu, wenn man

denjenigen, welche mit ihrem bescheidenen oder sogar klein zu nennenden Einkommen kaum ihr Auskommen zu finden in der Lage sind, noch abstreicht.

Wie mancher Staatsangestellte mit einem mittleren oder höheren Einkommen wird aber von diesem Abbau ebenfalls in eine schwierige Situation hineinversetzt? Anlässlich der Beratung des Besoldungsgesetzes forderte man von den Personalverbänden Einsicht und Entgegenkommen mit der Begründung, an diesem Gesetz werde dann auf lange Zeit hinaus nicht mehr gerüttelt. Die Verbände boten unter Verzicht auf wichtige Bestimmungen und Positionen zur Einigung die Hand. Als das Gesetz angenommen war, glaubten nun die unter diesem Gesetz Stehenden mit den Ansätzen desselben rechnen zu können. Sie richteten sich ihrer Position gemäß wirtschaftlich ein, kauften vielleicht sogar ein kleines Häuschen, öffneten ihren Kindern die Tür zur besseren Bildung, schickten sie in höhere Schulen. Der ganze Haushalt und die Kindererziehung wurden in entsprechende Bahnen gelenkt. Welch großen Schlag müssen sich diese Leute durch den ungeahnten Lohnabbau gefallen lassen? Ist es da verwunderlich, wenn bisher noch gesicherte Existenzen aus lauter Angst vor dem angedrohten Lohnabbau am Haushaltsbudget sparten und auf alles nicht absolut Notwendige verzichteten? Uns allen fällt demzufolge eine große Kulturaufgabe zu. Sie alle geben doch vor, der Förderung der Kultur zu dienen, vom Jungbauern bis zum Katholisch-Konservativen, vom Linksfreisinnigen bis zum Liberalkonservativen, stellen sich alle mindestens theoretisch in den Dienst der Kulturförderung. In der Praxis vergessen allerdings viele unter Ihnen dann gerne, daß die Kultur die Sicherung der Existenz und die Forderung um das tägliche Brot und gleichzeitig das Ringen um die Veredelung der geistig-moralischen Werte der Menschheit ist. Dies ist fürwahr ein hehres Ziel. Also als vorweg zu nehmende Kulturaufgabe die Sicherung der Existenz jedes Einzelnen und die Pflicht, bei Ungleichheiten in der sozialen Stellung eine ausgleichende Wirkung auszuüben. Ich bitte Sie deshalb, zuerst dort wegzunehmen, wo Ueberfluß herrscht, und damit einen gerechten Ausgleich herbeizuführen. Dies kann aber nicht bei den dem Besoldungsgesetz Unterstellten sein. Bereits haben Kollegen von bürgerlicher Seite zum ersten Spatenstich angehoben, als sie den übersetzten Tantiemen zuleibe rücken wollten. Warum wird dort nicht vorwärts gemacht, in diesen Zeiten allgemeiner Krise? Auch für den eidgenössischen Finanzminister wäre das rühmlicher, als die kleinen Leute an ihren Löhnen Schaden nehmen zu lassen. Ich würde es aufrichtig bedauern, wenn sich die breite Masse der unselbständig Erwerbenden im guten Willen auch der Bundesversammlung getäuscht hätte. Allgemein hat man erwartet, daß der Bundesrat jenes Mäuerlein wohldurchdachter Erwägungen und Prüfungen, das zu vernünftiger Einsicht und klarer Erkenntnis des verfehlten Verlangens nach Kürzung der Gehälter der Bundesangestellten führt, übersteigen würde. Er tat das nicht. Möge ihm deshalb der Nationalrat die notwendige Stiege zimmern, die ihn vor dem verhängnisvollen Schritt bewahrt, den er in entgegengesetzter Richtung zu tun im Begriffe ist. Die ganze große Einwohnerschicht sich unselbständig Betätigender wird ihn

jenseits dieser Mauer mit offenen Armen empfangen.

Für den Nationalrat mögen speziell folgende Argumente wegleitend sein:

1. In Zeiten wirtschaftlicher Blüte ließ man die Gehälter der Bundesangestellten lange Zeit unter dem erforderlichen Existenzminimum.

2. Auch heute noch reicht die Entlohnung namentlich in den untersten Gehaltsklassen kaum zum Notwendigsten aus.

3. Die Rückwirkung eines Gehaltsabbaues beim Bundespersonal auf die übrigen Volksteile sind zu groß und würden nur eine Verschärfung der Krise bedeuten.

4. Dem Beispiel des Bundes würden gegebenenfalls auch die Kantone, die Gemeinden und die privaten Unternehmungen folgen und damit der gesamten unselbständig erwerbenden Klasse zum Verhängnis werden.

5. Gehaltsabbaumaßnahmen dezimieren das Volk und werden namentlich bei einem Referendums-kampfe die ganze Bevölkerung aufwühlen.

6. Der Einnahmenausfall, der im Lohnabbau fürs Bundespersonal liegt, wird für Gemeinden und Kantone von nicht zu unterschätzender Bedeutung sein. Diese Körperschaften können denselben nicht durch andere Einnahmen wettmachen.

7. Es bestehen andere Sparmöglichkeiten, durch die die Allgemeinheit unberührt bleibt. Zudem können weitere Finanzquellen bei gutem Willen beim Besitzenden erschlossen werden.

Mangels notwendiger Einsicht und Verständnis beim Bundesrat möge wenigstens das Parlament den Beweis dafür erbringen, daß es begriffen hat, wie schwer das Schicksal der untersten Volksklasse ist. Ich empfehle Ihnen deshalb, auf die Lohnabbauvorlage des Bundesrats nicht einzutreten.

Gadient: Ich bin nicht Personalvertreter, sondern komme aus bäuerlichen Verhältnissen und bin daher nicht der Gefahr ausgesetzt, bestimmte Interessen hier verteidigen zu müssen, kann aber auch nicht drohen, glücklicherweise. Ich möchte denn auch die Frage des Lohnabbaues nicht mit Rücksicht auf die eine oder andere Gruppe unseres Volkes behandeln, sondern mir von einem allgemeinen volkswirtschaftlichen Gesichtspunkte aus einige Bemerkungen erlauben.

Der Augenblick des Gehaltsabbaues ist meiner Ueberzeugung nach unglücklich gewählt. Es besteht heute kein Zweifel darüber, daß es sich bei der Weltkrise nicht bloß um eine Wirtschaftskrise, sondern ebenso sehr um eine politische und vor allem um eine geistige Krise handelt, um eine Krise des Vertrauens. Und nun keimt seit einigen Wochen in den Herzen der Völker eine leise Hoffnung, und am Horizont zeichnet sich so etwas wie eine Besserung, wie eine Umkehr ab, und ausgerechnet in diesem Moment kommt der Bundesrat, kommt die verantwortliche Behörde unseres Staates und verkündigt laut und eindringlich: Die Krise ist noch nicht zu Ende, sie darf noch nicht zu Ende sein, sie wird in unserem Lande erst beginnen. Denn das ist naturnotwendig die Folge einer solchen Abbauaktion.

Ich gebe Herrn Dr. Nietlisbach zwar durchaus recht, wenn er gegenüber den Nationalökonomien und ihren Theorien etwas Skepsis an den Tag legt. Ich

muß ihm zwar schon sagen: Noch größere Skepsis empfinde ich gegen jene Spezies, wo sich der Nationalökonom und der Advokat in der gleichen Person vereinigen. Vor allem aber darf Herr Dr. Nietlispach, wenn er nun einmal den Nationalökonom ablehnt, nicht im gleichen Atemzug zur Untermauerung seiner Auffassungen ausgerechnet einen Nationalökonom als Zeugen aufrufen, wie er das getan hat. Allein, mag die Nationalökonomie selbst in grundlegenden Fragen nur zu häufig zu sich widersprechenden Resultaten und Theorien gelangen; in einem Punkte ist sie heute einig; eine Erkenntnis ist in der Nationalökonomie heute unbestritten. Und diese besteht darin, daß Zeiten sinkender Preise noch von jeher und immer auch Zeiten wirtschaftlichen Niedergangs und Zeiten der Krise gewesen sind. Sie mögen Deflation definieren, wie immer Sie wollen. Ob es sich um eine Deflation im engeren Sinn des Wortes handelt, um eine Verknappung des Geldes, oder ob die Preissenkung durch andere Mittel erreicht worden ist: der Effekt ist immer derselbe, die Krise.

Und noch eine zweite Tatsache ist in der Nationalökonomie ebenso unbestritten, und diese sollte uns Bauern etwas mehr zu denken geben, die unumstößliche Tatsache nämlich, daß durch jede Deflation, durch jede Preissenkung eine automatische Aufwertung sämtlicher Schuldverpflichtungen eintritt. Was das für uns in der Schweiz bedeutet, können Sie an der Höhe der Verschuldung ermessen. Man berechnet die Grundverschuldung der Schweiz auf 12 Milliarden, von denen allein auf unserer Landwirtschaft fünf Milliarden lasten. Wen trifft eine solche Aufwertung der Schulden? Doch den Schwächsten, den am stärksten Verschuldeten.

Den Gewinn einer solchen Schuldenerhöhung aber hat der Gläubiger, hat das Kapital, und die ganze Aktion kommt schlußendlich auf eine Erhöhung der Kapitalrente hinaus. Herr Kollege Schmid-Zürich hatte durchaus recht, als er schrieb, es sei eine Unehrllichkeit, zu behaupten, daß durch einen solchen Preisabbau alle Kreise Opfer bringen müssen. Oder hat vielleicht der Appell des Bundesrates zur Senkung der Hypothekarzinsfüße einen so durchschlagenden Erfolg gezeigt! Ist es nun recht und ist es klug, daß der Staat seine Hilfe den Starken leihe, ausgerechnet, um den Schwachen noch mehr herabzudrücken? Ist es vor allem nicht ein Widersinn, wenn wir mit unserer Bundespolitik mit der einen Hand versuchen, die Preise zu halten durch Kontingentierung, Einfuhrbeschränkungen, durch Clearingabkommen, Subventionen und Stützungsaktionen, während man mit der andern Hand mit aller Gewalt dieses Preisgebäude zusammenschlagen und unseren Inlandsmarkt ruinieren will.

Sie wollen mit einem solchen Preisabbau die Wirtschaft ankurbeln? Ich glaube, man könnte vielleicht eher von einem Dolchstoß reden, den man in diesem Augenblick der Wirtschaft versetzt.

Nicht bloß das Ziel der Aktion ist nach meiner Ueberzeugung gefährdet, sondern auch ihre Durchführung ist verfuhrerwerk. Schon im Jahre 1931 sprach man davon; im Jahre 1932 kommt die Vorlage für eine Maßnahme, die dann endlich in der zweiten Hälfte 1933 in Wirklichkeit treten soll. Und bis dahin schwebt nun dieses Verhängnis über unserer gesamten Wirtschaft. Bis dahin wartet nun alles auf die Auswirkung dieses Abbaues, bis dahin

zeichnet sich das Gespenst dieses Abbaues in Ueberlebensgröße im Hintergrund unserer Wirtschaft ab. Man schränkt sich ein auf der ganzen Linie, man hält zurück im Kaufen, im Bestellen, im Reparieren auch dort, wo Mittel vorhanden wären; mit einem Wort: Die Krise verschärft sich naturnotwendig.

Es geht denn auch gar nicht um die 10, oder 15 % des Abbaues, nicht um die Frage, ob angeblich 20 oder 25 Millionen oder 30 Millionen eingespart werden können, es geht um eine viel wichtigere Entscheidung, nämlich um die prinzipielle Frage, in welcher Richtung unsere Wirtschaft beeinflußt und dirigiert werden soll. Es ist ganz selbstverständlich, daß der Abbau beim Bundespersonal nichts weiter als das Signal bedeutet, um auf der ganzen Linie einen Abbau und damit eine Verschärfung der Krise herbeizuführen.

Nun hält man uns aber entgegen: Ja kennt ihr denn die Lage der Bundesfinanzen nicht? Da dürfen wir doch daran erinnern, daß man letztes Jahr noch den Abbau motivierte mit dem Hinweis, man müsse die Taxen bei Bahn und Post herabsetzen. Auch heute wird wieder davon gesprochen. Allein dadurch werden ja für den Finanzhaushalt des Bundes die Maßnahmen ohnehin illusorisch. Zudem habe ich die Ueberzeugung, daß wir vielleicht schon bis Ende des nächsten Jahres uns einer Krisenschuld gegenüber befinden, daß nur 20 oder 30 Millionen den Bundeskredit weder im guten noch im bösen Sinne zu beeinflussen imstande sind. Vor allem aber glaube ich, werden wir bis dahin nicht nur einen solchen Betrag, sondern ein Mehrfaches davon in Form verschiedenster Unterstützungen an die Opfer solcher Abbaupolitik ausgerichtet haben.

Wie steht es nun mit dem Hauptargument für den Abbau, mit der Konkurrenzfähigkeit, die wir gegenüber dem Ausland durch den Abbau wieder erreichen wollen? Ich glaube, man begeht hier einen großen und folgenschweren Irrtum, wenn man glaubt, wir hätten es heute bloß mit einer jener vorübergehenden Krisen zu tun, wenn man glaubt, bloß der Krieg und der Diktatfrieden und die Reparationen seien schuld; es genüge, diese Störungen wegzuräumen, und die Zeiten vor 1914 seien wieder da. Nein, wir stehen in einer Strukturwandlung, wie unsere Generation ganz sicher noch keine erlebt hat, und nicht nur in der Geschichte, sondern auch in der Wirtschaft kehren Epochen nicht wieder, und wir müssen uns damit abfinden, daß die Zeit vor 1914 auch wirtschaftlich für uns endgültig vorüber ist. Sie können in der Industrie die Löhne um 10 oder um 50 % herabsetzen, und Sie werden doch die Exportindustrie nicht zur Höhe der Vorkriegszeit hinaufbringen. Das gleiche gilt aber auch für unsere Landwirtschaft. Es kommt heute Butter zu 1 Fr. 60 an unsere Grenze. Das entspricht einem Milchpreis von sieben bis acht Rappen. Glaubt jemand im Ernste, wir könnten so weit hinabgehen, um die Konkurrenz aufzunehmen?

Was bleibt uns also vernünftigerweise, und vorläufig wenigstens, anders übrig, als uns auf uns selber zu besinnen, den Inlandsmarkt auszubauen? Das heißt aber mit andern Worten, die Kaufkraft erhalten; denn man mag gegen die Kaufkrafttheorie einwenden, was man will, Herr Prof. Marbach hat durchaus mit Recht festgestellt, daß die Kaufkrafttheorie im Laufe der letzten Jahre ganz gewaltig an Boden gewonnen hat. Und was ist begreiflicher, als

daß die moderne Wirtschaft mit ihrer Massenproduktion sich eben bewußt werden mußte, welche entscheidende Bedeutung dem Massenkonsum, d. h. eben der Kaufkraft der Massen zukommt.

Die Situation, in der wir uns heute befinden, kommt mir vor wie etwa in einem Lande, das von einem mächtigen Strom durchflossen wird. In jahrzehntelanger Arbeit hat man diesen Strom eingedämmt, und zu beiden Seiten breiten sich nun die blühenden Fluren aus. Durch ein Unwetter wird der Damm eingerissen. Jetzt gibt es zwei Möglichkeiten: Daß alle zusammenstehen und versuchen, so gut es geht, die Bresche wieder zu verschließen; man kann aber den Damm auf der andern Seite auch noch einreißen, damit alles gleichmäßig wieder in den Sumpf gerät.

Ein Votant hat heute an dem Wiederaufbauwollen unseres Volkes gezweifelt. Ich weiß aus eigener Erfahrung, wie schwer es ist, gerade unsern Bauern gegenüber diese Ueberlegungen begreiflich zu machen angesichts der katastrophalen Lage, der wir in der Landwirtschaft entgegengehen. Aber ich glaube, der Führer hat nichtsdestoweniger die Pflicht, den Weg zu gehen, den er als richtig erachtet. Da muß ich nun schon den Vertretern der sozialdemokratischen Fraktion sagen, daß sie uns diese Stellungnahme unendlich erschwert haben durch ihr Verhalten gestern und vorgestern in der Frage der Schuldenbauernhilfe, bei der Vorlage, wo es sich darum handelte, den Aermsten und Bedrängtesten zu helfen. Mit dieser gegenseitigen Vergeltungstheorie kommen wir nicht weiter.

Ich sage das nicht, um zu polemisieren; aber ich konnte diese Stellung nicht verstehen und habe sie unendlich bedauert.

Ich komme zum Schluß. Ich habe die Ueberzeugung, daß man sich durch diese Abbauaktion eine ungeheure Verantwortung gegenüber unserer Wirtschaft auflädt. Es hätte ganz sicher andere Wege gegeben, um die gleichen Mittel zu beschaffen. Eine Krisensteuer z. B., die die Einkommen unter 4000 oder 5000 Fr. freiläßt, und die meinethalben schon bei 10,000 Fr. 10 % hoch sein kann als eigentliches Krisenopfer, hätte nicht nur gleich viel, sondern noch mehr hereingebracht. Die Luxussteuern sind noch unausgeschöpft. Die Nationalzeitung hat heute in einem Artikel darauf hingewiesen, daß einzig eine 10 %ige Alkoholsteuer die Kleinigkeit von 60 Millionen Franken hereinbrächte. Man will nichts davon wissen. Von einem allgemeinen Finanzprogramm will man ebenfalls nichts wissen. Statt dessen schmettert man nun von allerhöchster Stelle diesen Hornstoß hinaus, der aufs Neue das Signal zu einer allgemeinen Schrumpfung unserer Wirtschaft geben muß. Ich halte die vorliegende Aktion sowohl in ihrem Ziel, als auch in der bisherigen Durchführung für einen der unglücklichsten Vorstöße, den der Staat seit langem unternommen hat. Das ist leider nicht bloß Theorie, sondern wenn sich eine Mehrheit für diese Vorschläge findet, wird eben die Probe aufs Exempel nicht ausbleiben.

Aus vollster Ueberzeugung stimme ich daher gegen Eintreten auf die Vorlage.

Arnold: Wenn man sich fragt, um was es bei der Vorlage des Bundesrates geht, kann man in dürren Worten sagen, es gehe darum, daß 66,000 Bedien-

steten die Löhne in ganz empfindlicher und rücksichtsloser Weise abgebaut werden sollen und daß der Staat über 33 Millionen Franken weniger für diese Löhne ausgeben will. Es geht darum, daß der Lebensstandard einer der wichtigsten und bedeutendsten Arbeiterschichten wirksam und brutal verschlechtert und gesenkt wird. Es geht darum, nach Erklärungen von offizieller Seite, daß der Standard gesenkt wird, bis auf eine Tiefe, auf der sich die Arbeiterschaft von 1914 befand. Es geht sicherlich auch darum, daß Eisenbahner wieder zu jenem Kulidasein gezwungen werden, wie in früheren Jahrzehnten, wo untere Schichten des Eisenbahnpersonals sehr häufige Gäste in den Sekretariaten der Armenbehörden und anderer derartiger Instanzen waren. Darum geht es bei diesem ganzen Lohnabbau. Das Ganze ist nicht eine Frage des Sparens, des Budgets, des Ausgleiches im Staatshaushalt und wie solche Erklärungen lauten mögen. Es geht darum, daß der Bundesrat der Verwaltungsausschuß, und zwar ein klassenbewußter, energisch zugreifender Verwaltungsausschuß der besitzenden Klasse, einen seiner schärfsten Angriffe auf die werktätige Bevölkerung ausüben will.

Wir haben heute die Rede des Herrn Prof. Marbach gehört. Mit den innigsten Worten beschwor er nicht nur Herrn Bundesrat Musy, sondern seine sechs andern Kollegen, doch ja Abstand zu nehmen von ihrem verderblichen Abbauunterfangen. Die Rede des Herrn Prof. Marbach läßt sich darauf reduzieren, daß die Herren Bundesräte, und die Bürger überhaupt, eine ganz falsche Theorie über Wirtschaft und Krise haben und daß die Sozialdemokraten nur eine andere Theorie haben. Das Ganze resultiere aus dem Verhängnis, daß man über zweierlei Theorien verfüge: Der eine hat die Kaufkraft- und Distributions- theorie und andere Herren haben entgegengesetzte Theorien. Mir scheint, daß Herr Prof. Marbach zu der ganz üblen Politik der reformistischen Führer die nötige Theorie machen muß, und diese Theorie ist dann auch immer eine recht üble: zu der schlechten Praxis eine schlechte Theorie. Herr Prof. Marbach sprach und argumentierte und erklärte heute vormittag, daß eben die Kapitalisten nicht begreifen, daß das Ganze nur eine Frage der Distribution, der Verteilung sei, und wenn sie das nicht begreifen, dann sei eine Lösung unmöglich. Also vollständig nur eine Frage des gegenseitigen Begreifens, des Erfassens verschiedener Wirtschaftstheorien. Herr Marbach kommt mir in seinen Beschwörungen, die er an die bürgerlichen Kollegen richtet, vor wie ein Gesundheitsbeter. Er will gesundbeten und will den Gegner beschwören, mit Argumenten und Theorien ihn eines besseren belehren. Fragen des Lohnabbaues sind aber nicht Fragen der Theorie. Das ist nicht die Frage des gegenseitigen Verständnisses und Ausgleiches, sondern das sind große, entscheidende, soziale Fragen, Fragen des Verhältnisses der Klassen und ihrer Beziehungen. Sie werden entschieden im Kampfe, sie werden nicht entschieden und ausgesprochen durch die bessere Argumentation, die einer vor dem andern vorbringen kann. Deshalb hat es absolut keinen Wert, hier Argument gegen Argument zu stellen, sondern hier entscheiden, brutal gesprochen, ökonomische Interessen. In unserer Zeit konzentriert sich in der Frage des Lohnabbaues überhaupt die ganze Spannung der gesellschaftlichen Klassen, in

dieser Frage konzentriert sich der gesamte Klassenkampf, hier kann nur das Einsetzen der direkten Klassenkräfte, hier kann nur das Einsetzen der Klassenmacht helfen.

Wir sehen auf der einen Seite das Bürgertum, seiner Ziele vollbewußt und von aller Energie erfüllt, klar und scharf eine entschiedene Klassenpolitik betreiben. Auf der andern Seite sehen wir, wie die Herren Reformisten in der Luft fuchtelten mit ihren Theorien und all ihren stumpfen Spießern, die zu kurz sind, die zu nichts führen und den Arbeitern keinen Erfolg sichern. Wir hoffen, und haben eine immer stärker wachsende Hoffnung, daß die eidgenössischen Arbeiter, wie die Arbeiter allgemein vom Klassengeist, vom energischen Klassengeist und Klassenwillen des Bürgertums lernen werden und daß sie lernen werden, Gleiches mit Gleichem zu vergelten, und auf diese Münze mit der gleichen Münze zurückzahlen. Das hoffen wir nicht nur, sondern wir wissen aus den Vorgängen aus der Arbeiterschaft selbst, daß sich die Absicht zu kämpfen immer mehr und mehr in allen Teilen der Arbeiterschaft durchsetzt, dies auch in denjenigen Teilen der Arbeiterschaft, die formell noch gezwungen sind, die Disziplin der reformistischen Organisationen zu halten.

Wenn man sich die Bedeutung des Kampfes um den Lohn vor Augen halten will, erinnere man sich nur, daß die reaktionärste Presse heute schon antönt: Wenn Ihr Arbeiter Euch nicht fügt, so sagten die «Basler Nachrichten» vor einigen Tagen, dann dürft Ihr Euch nicht wundern, «wenn sie die Dinge auf die Spitze getrieben haben, wenn sie als die wirkungsvollsten Wegbereiter der politischen, geistigen Strömung bezeichnet werden, welche den politischen Aufbau verschiedener unserer Nachbarländer verändert haben». Klar und deutlich wird gesagt: Entweder ihr schluckt den Lohnabbau, oder das Bürgertum ist entschlossen und gewillt zu antworten wie in Italien und Deutschland — mit der Formierung und der Durchführung des offenen Faschismus gegen die werktätige Klasse. Das steht hinter dieser Lohnabbaufrage. Das Bürgertum ist vom entschiedenen Willen beseelt, durchzugreifen und die Lösung der Krise auf jener Ebene zu versuchen, auf der allein es sie erhoffen kann, die kapitalistische Entwicklung kennt nicht nur eine gewisse, sondern eine totale Zwangsläufigkeit, Interessen stehen gegen Interessen, Ausgleich kann es keinen geben, die Lösung kann nur im Kampfe erfolgen und nur in der scharfen Gegenüberstellung: kapitalistische Wirtschaft gegen sozialistische Planwirtschaft. Wir sagen das jetzt, da es sich darum handelt, durchzugreifen. Dieser Lohnabbau beim eidgenössischen Personal soll ja dazu führen, daß sofort in allen Kantonen, in allen Gemeinden die Löhne abgebaut werden. 70 % der privaten Arbeiterschaft in Industrie, Gewerbe, Handel usw. wurde der Lohn bereits abgebaut und der Vorstoß auf dem Gebiete des Bundes soll die Möglichkeit schaffen, eine neue große Welle des Lohnabbaues über die Privatarbeiterschaft hinweggehen zu lassen. Das steht hinter dem Willen zum Lohnabbau beim eidgenössischen Personal. Wir sagen: jetzt in der Systemskrise bleibt dem Kapitalisten keine andere Möglichkeit übrig, als die scharfe Attacke auf die sowieso schon kärglichen Löhne der Arbeiter und Angestellten. Die Krise, die sich jetzt abspielt, ist eine Krise des ganzen kapitalistischen Systems, in

welcher die Höhe des Mehrwertes bedroht ist. In dieser Krise des Systems greifen die besitzenden Klassen zum letzten Mittel, das ihnen bleibt; sie sind gewillt, die Werkstätigen auf ein Lebensniveau hinabzudrücken, wie es die Kulis in den Kolonien, in China usw. haben. Letzten Endes ist es ja das Ideal der großen Herren in der Industrie: jener Kuli in China, der sich mit einer Hand voll Reis begnügt und trotzdem noch werkt und schuftet.

Die Kapitalisten haben keine andere Lösungsmöglichkeit. Sie haben, da sie ihr System vor dem endgültigen Niedergang bewahren wollen, den breiten allgemeinen Angriff auf die Werkstätigen auszuüben. In voller Erkenntnis dieser Absicht nehmen wir zum Lohnabbau Stellung und lehnen ihn vollständig ab. Für uns gelten nicht derartige Phrasen wie «Volksgeossen, allgemeine Solidarität, Interessen der Gemeinwirtschaft» usw., das ist Schleim, den man von sich gibt, um jenen, die man betrügen will, die Augen zu verkleben, damit sie die Tatsachen nicht mehr erkennen können. Wir wissen ganz genau, daß dieses verfluchte Gift der nationalen Interessengemeinschaft in die Arbeiterklasse hineingetragen wurde von den reformistischen Arbeiterführern, die immer entschiedener den Arbeitern erklärten: es gibt nationale gemeinsame Interessen, und es gilt, diese gemeinsamen Interessen wahrzunehmen. Hier wurde uns die Eingabe des Föderativverbandes unterbreitet, worin erklärt wird, daß die Wiederkehr des Vertrauens die wichtigste Voraussetzung zur Gesundung der Wirtschaft sei, daß die Auslösung von Lohnkämpfen das Gegenteil bewirke; soziale Kämpfe würden vertrauensstörend wirken. Und wie vor fünf Jahren wird an die Einsicht der Unternehmer appelliert, sie sollten wirtschaftspolitische Kämpfe vermeiden. Das klang früher anders. Es sollte selbstverständlich für einen sozialistischen Führer sein, daß er Freude daran empfindet, wenn der Kampf tobt, daß er jeden Schritt begrüßt, der uns näher zu scharfen und verschiedenen Kämpfen führt. Und hier heißt es bei Bratschi: Wir wollen keine Zerstörung des Vertrauens! Welchen Vertrauens? Des Vertrauens in die kapitalistische Ordnung, in ihre Unerschütterlichkeit. Ihr wollt Systemsfestigkeit. Man will die sozialen Kämpfe nicht und beschwört das Bürgertum, alles zu tun, um in der Mitte sich zu finden, damit diese Kämpfe vermieden werden können. Das ist nicht die Position, auf der die Arbeiterschaft stehen kann und steht. Würde sie stehen zu dieser Losung und Empfehlung, dann bedeutete dies Versklavung, vollständige Unterordnung unter die Führung des Kapitals, und letzten Endes Niedergang der gesamten werktätigen Bevölkerung.

Man kann jetzt nicht von Lohnabbau sprechen, ohne auf vergangene Dinge hinzuweisen. Das Gesetz, das jetzt revidiert werden soll, wurde vor 5 Jahren geschaffen und wir erinnern uns sehr wohl an jene Zeit. Seinerzeit hat man erklärt, dieses Gesetz bringe ganz bedeutende Erfolge für die Arbeiter in materieller Beziehung. Herr Bratschi erklärte damals, «das Gesetz bringt keinen Lohnabbau». Heute nach 5 Jahren erklärt der gleiche Herr Bratschi in der Zermatter Kommission, «die Minima der heutigen Besoldungsansätze sind niedriger als die früheren, der Aufstieg zu den Maxima langsamer, die Aufbesserung infolgedessen kleiner». Vor 5 Jahren hieß es bei den reformistischen Einpeitschern, das Gesetz

bringe für den Arbeiter nur Vorteile, und jetzt muß man zugeben, daß die untern Schichten des Personals schlechter gestellt sind als vorher. 1927 gab es ja Spannungen selbst innerhalb der Sozialdemokratie in bezug auf die Zustimmung zu dieser Lex. Der jetzt noch amtierende Fraktionspräsident, Arthur Schmid, weigerte sich, die Zustimmungserklärung seiner Fraktion hier zu verlesen, und es mußte rasch gepeitscht werden, um die Zustimmung der Arbeiterschaft zu erpressen. 48 Stunden, nachdem hier der Entscheid gefallen war, tagte in einem andern Lokal in Bern der Kongreß des Eisenbahnverbandes, anderthalb Tage darauf der Föderativverband. Die Herren Ilg und Bratschi, die vorher noch erklärt hatten, kein aufrechter Arbeiterführer werde sich diesem Gaunergesetz — den Ausdruck brauchte Herr Schneider — beugen, und der Gewerkschaftsbund erklärten wenige Stunden nachher, mit Begeisterung müsse man das Referendum gegen das Besoldungsgesetz bekämpfen. Im Anschluß an dieses Gesetz haben sich in der Arbeiterschaft viele Kämpfe entwickelt. Noch niemals wurde ein Referendum mit einer derartigen Brutalität bekämpft und zu hintertreiben versucht wie vor 5 Jahren. Wir und unsere Genossen wurden mit Mitteln bekämpft, wie wir sie kennen aus der politischen Praxis des Fascismus im Ausland: Bürgerwehren und Bauernwehren gingen mit Knütteln gegen uns vor. Und wer stand hinter jenen Verteidigern des kapitalistischen Besoldungsgesetzes? Die Sekretäre der reformistischen Gewerkschaften, die mit Begeisterung sich für das Gesetz in die Schanzen warfen. Man sagte dort, die zwei politischen Artikel, Streikrecht und Koalitionsfreiheit, seien wichtige Dinge, aber das wurde unter den Tisch gewischt mit der falschen Behauptung, das Gesetz bringe der Arbeiterschaft ungeheure materielle Vorteile. Unser Kampf vermittelt des Referendums führte dazu, daß der Reformismus die Gewerkschaften « säuberte » und daß Hunderte guter treuer, proletarischer Kämpfer aus den Gewerkschaften hinausgeworfen wurden und eine große Spaltung eintrat. Alles das, um am Schlusse festzustellen, wie es die reaktionäre Presse tat: Das Besoldungsgesetz ist ein großer und historischer Sieg des Herrn Bundesrat Musy. Und die Herren, die das schrieben, haben seinerzeit ohne Zweifel recht gehabt, und mit jedem Tag bis heute noch mehr Recht erhalten.

Wir müssen uns an diese Dinge erinnern, da heute morgen Herr Bratschi vom Referendum sprach und erklärte: Das Bürgertum hat uns seinerzeit auf das Referendum verwiesen. Ja, aber damals haben Sie eben keinen Gebrauch davon gemacht, sondern die Referendumsanhänger brutal und mit faszistischen Methoden bekämpft. Für uns steht deshalb noch nicht fest, daß die Führer des Reformismus jetzt das Referendum auch nur gegen den Lohnabbau einschlagen werden. Man benützt derartige Worte, um eine Pression in bezug auf die Höhe des Abbaues auszuüben. Aber letzten Endes hat man dann wieder Argumente genug zur Verfügung, um auch hier wieder vom Referendum abzustehen. Wir erinnern von hier aus die Arbeiter an ihre Erfahrungen mit dem Besoldungsgesetz und sagen ihnen: Ihr Eidgenössischen, ihr Eisenbahner, Pöstler und alle andern Bediensteten des Bundes, es ist falsch, wenn ihr hier auf das Parlament blickt und glaubt, mit dem Schacher, der hinten

herum in der Kommission und jetzt im Plenum betrieben wird, werde für euch etwas heraus schauen. Wir sagen ihnen, daß die Sicherung ihrer Existenz nur durch die Kraft gesichert werden kann, die bereit und entschlossen ist, sich selbst im Kampfe gegen die bürgerliche Staatsexekutive und gegen die kapitalistischen Methoden einzusetzen. Wir sagen dem eidgenössischen Personal: Man hat Fesseln für euch geschmiedet im Besoldungsgesetz von 1927 mit den beiden politischen Paragraphen; und nur wenn ihr gewillt seid, euch über diese beiden Paragraphen mit Geschlossenheit hinwegzusetzen, ist es möglich, eure Ansprüche durchzusetzen und euren Lohn vor dem Zugriff der kapitalistischen Ausbeuter zu sichern. « Streik ist verboten » — wir sagen ihnen: Ihr müßt euch rüsten, es ist nicht so, wie die Reformisten behaupten: daß der Streik nur im Beginne der Arbeiterbewegung stand, nein, der Streik steht in der Periode des Niedergangs des Systems im Mittelpunkt des ganzen proletarischen Lebens, und der Kampf der Arbeiterschaft ist das Mittel, mit dem allein es möglich ist, den Gegner auf die Knie zu zwingen und eure Interessen zu sichern. Wir fordern in voller Bewußtheit des Ernstes unserer Forderung: Vorbereitung, Auslösung und entschlossene Durchführung des Streikes! Das ist die Waffe, mit deren Einsatz es allein möglich ist, Lohnräubern auf die Finger zu schlagen und sie zurückzutreiben in jene Winkel, wohin sie gehören. Wir sagen dem eidgenössischen Personal: Du müßt dich frei machen von dem Gift, das reformistische Führer dir immer und immer wieder einzuimpfen versuchen. Was hat man nicht den Arbeitern erzählt? Vor zwei Jahren begrüßte man nicht nur Herrn Bundesrat Schultheß am Luzerner Gewerkschaftskongreß, Herr Bratschi hielt dort eine Rede und sagte: Was wir vor uns sehen in Eisenbahn, Post, Telegraph, Gemeindebetrieben, das ist nicht Staatskapitalismus, das ist beinahe schon Sozialismus. Nach ihm sind das schon 95 und mehr Prozent Sozialismus. Aus dieser Behauptung, die auf nichts basierte, sondern eine grobe Täuschung des Personals und der Arbeiterschaft bedeutet, heraus will man die Arbeiter veranlassen, gegenüber den staatskapitalistischen Betrieben eine andere Haltung einzunehmen als den Betrieben des privaten Unternehmertums gegenüber. Wir sagen den Arbeitern in den eidgenössischen Betrieben: Es gibt für euch kein besonderes Treueverhältnis, als Angestellte des Bundes zum Staate; ihr müßt lernen und wieder lernen, eurem Arbeitgeber Staat so gegenüberzutreten wie die Arbeiter in der Privatindustrie, im Gewerbe usw. gezwungen sind, das zu tun. Kein besonderes Treueverhältnis, kein Sicheinfügen in kapitalistische Rationalisierung und dergleichen, sondern scharfe Stellungnahme als Lohnarbeiter und scharfes Entgentreten, wie das dem privaten Kapitalisten gegenüber auch notwendig ist. Wir zerfetzen den Nebel rücksichtslos, den der Reformismus in die Arbeiterbewegung hineintrug, den Nebel von nationaler Arbeitsgemeinschaft usw., wie die Dinge, wo man erklärte, es sei möglich, mit den Großbauern zusammen Kompensationspolitik zu treiben, die berühmte rosagrüne Allianz des Herrn Reinhard und was dergleichen Fata Morgana-Bilder sonst noch sind. Mit den Kleinbauern zusammen muß gekämpft werden, aber es ist eine verderbliche Politik der Sozialdemokratie, auf parlamentarischem Boden mit dem Mittel des Kuhhandels den Großbauern alles

zuzugestehen, zuzustimmen den hohen Getreidepreisen, den Zöllen, der Alkoholgesetzrevision usw., und bei den Arbeitern die Hoffnung zu nähren, die Großbauern würden sich revanchieren und ihre Löhne sichern. Wie entsetzlich betrogen die Arbeiter dabei werden, das zeigt sich in diesen Tagen, wo die Großbauernvertreter ganz entschieden in der Front derjenigen stehen, die den Lohnabbau durchsetzen und durchpeitschen wollen. Wir erklären den eidgenössischen Arbeitern: Ihr habt euch mißleiten lassen, als ihr die Losung eurer Bratschi usw. befolgtet und euch einverstanden erklärtet mit der Rationalisierung in den eidgenössischen Betrieben, die dazu führten, daß im schweizerischen Bahnnetz mit weniger Personal Höchstleistungen auf europäischem Gebiete erreicht wurden. Aber die Herren Dr. Weber vom Gewerkschaftsbund und andere haben diese mit kapitalistischem Geld durchgeführte Rationalisierung gutgeheißen, haben sie begrüßt und erklärt, am Schlusse dieser Rationalisierung stehe der Wohlstand für alle und mit dergleichen Dingen wurden die reformistisch gesinnten Arbeiter auf Irrwege geführt. Wir sagen allen Klassengenossen, die in reformistischen Organisationen sind, daß die Kommunisten diejenigen sein werden, die bereit sind und es durch die Tat zeigen werden, daß sie entschlossen an ihrer Seite und in ihrer Mitte stehen, wenn es gilt, aktiv, praktisch, mit den Mitteln der Verweigerung der Arbeitskraft, der Einsetzung des Streiks gegen die Lohnräuber zu kämpfen. Heute geht es um das Stück Brot bei den Eidgenössischen. Wir sagen ihnen: Euern Kampf müßt ihr machen zum Kampf der gesamten Arbeiterklasse und euer Streikkampf um das Stück Brot, das wird nicht nur ein ökonomischer Kampf und ein ökonomischer Streik sein, dieser Kampf und dieser Streik muß zum politischen Streik werden. Aus dem Kampf um das Stück Brot muß der Kampf herauswachsen gegen dieses fluchbeladene System des Kapitalismus, das die Werk tätigen zu Kulis erniedrigen will.

Präsident: Es ist außerordentlich bedauerlich, daß unser Reglement keine Handhabe bietet, um gewisse Ausfälle solcher Redner zu unterbinden.

Scherer-Basel: Es ist mir ein Bedürfnis und ich empfinde es als meine Pflicht, Ihnen die schweren Bedenken zum Ausdruck zu bringen, die ich gegenüber der Vorlage des Bundesrats hege und die von einer Reihe meiner Parteifreunde geteilt werden. Ich will mich nicht zur wirtschaftlichen Seite der Frage des Lohnabbaues äußern; wir haben das bei der Diskussion des Lohnabbaues in der Industrie, namentlich der Exportindustrie, in diesem Rate zu wiederholten Malen getan, zum letztenmal in der Frühjahrs-session. Daß es wirtschaftlich nicht von Vorteil sein kann, wenn der Konsum im Volk um 33 Millionen herabgesetzt wird, ist selbstverständlich. Dazu brauchen wir keine nationalökonomischen Theorien und keine nationalökonomischen Bücher.

Aber es handelt sich heute nicht nur um die wirtschaftliche Auswirkung einer Herabsetzung der Löhne, sondern das Problem, das im Zentrum unserer Erörterungen steht, das uns heute beschäftigt, ist das Problem der Finanzlage des Bundes. Mit dieser haben wir uns in erster Linie zu befassen, und sie war ja auch der Ausgangspunkt der Vorlage, die der

Bundesrat uns im Juni dieses Jahres unterbreitet hat. In seiner Botschaft teilt uns der Bundesrat recht summarisch mit, daß der Einnahmeausfall im Jahre 1932 ca. 50 Millionen betragen werde, nämlich 30 Millionen Rückgang in den Zöllen, 15—20 Millionen Ausfall auf der Stempelsteuer. Von den Ausgaben spricht der Bericht des Bundesrats nicht. Es ist zu erwarten, daß sie erheblich größer sein werden, als sie budgetiert worden sind. Wir wissen ja, wie viele Millionen wir in den letzten Sessionen für alle möglichen Zwecke haben bewilligen müssen, die im Budget nicht vorgesehen waren. Und wie wird es im Jahre 1933 werden? Ueber alles das spricht sich der Bundesrat in seiner Vorlage nur sehr oberflächlich, zum Teil gar nicht aus. Wir stehen pro 1932 vor einem Defizit, das sicher 50 Millionen übersteigen wird; pro 1933 vielleicht vor einem Defizit von 70—80 Millionen, ohne die Beiträge, die voraussichtlich die eidgenössische Verwaltung an die Bundesbahnen leisten müssen, damit diese finanziell aufrecht bleiben. In einem solchen Moment hat der Bundesrat meines Erachtens mit einer umfassenden Botschaft vor die Räte zu treten; es ist Pflicht des Bundesrats, wenn er diese finanzielle Situation des Landes gewahr wird, den Räten in einem ausführlichen Berichte mitzuteilen, wie es steht; er hat uns die Situation eingehend darzustellen, er hat uns zu zeigen, in welchen Punkten die Einnahmen zurückgegangen sind und aus welchen Gründen; er hat zu sagen, ob es sich um einen dauernden Rückgang der Einnahmen handelt, oder um einen bloß vorübergehenden. Der Bundesrat hat dann in einem solchen Berichte die Vorschläge zu machen zur Ausgleichung des Defizits, Vorschläge zur Einsparung von Ausgaben, aber auch zur Einnahmevermehrung, soweit die Einsparungen auf den Ausgaben nicht ausreichen.

Diese Botschaft, die uns der Bundesrat hätte unterbreiten sollen, haben wir nicht erhalten, sondern nur die Vorlage vom 20. Juni 1932, die sich darauf beschränkt, mit einer kurzen Motivierung, mit einem kurzen Hinweis auf die schlechte Lage der eidgenössischen Finanzen einen Lohnabbau von 10 % vorzuschlagen, ein Gelegenheitsgesetzlein, das uns 16 Millionen in der eidgenössischen Verwaltung sparen soll und den gleichen Betrag bei den Bundesbahnen. Der Bundesrat, der uns in dieser Botschaft mitteilt, daß der Einnahmefall im Jahre 1932 50 Millionen überschreiten werde, begnügt sich damit, auf diese Weise 16 Millionen zu decken, spricht sich aber mit keinem Wort darüber aus, wie die übrigen 35 Millionen, die bereits im Jahre 1932 sicher als Defizit eintreten, gedeckt werden sollen; er spricht nicht vom Jahre 1933, er zeichnet die Entwicklung nicht, die er doch an seiner Stelle wahrnehmen kann, er zeigt uns nicht, wie der Abschluß pro 1933 voraussichtlich aussehen wird, und macht uns keine Vorschläge, wie man im Jahre 1933 dem Defizit entgegenzutreten soll. Das ist bedenklich. Und diese Vorlage, die uns unterbreitet worden ist, dieser Einzelvorschlag auf Einsparung von 16 Millionen am Personal der Bundesverwaltung enthält eine große Gefahr, die Gefahr, daß man es bei dieser Teilmaßnahme bewenden läßt und dann die Dinge wieder gehen läßt, wie sie gehen. Man denkt daran, aus dem Ertragnis des Tabaks und des Alkohols etwas in die Bundeskasse zu nehmen. Bestimmtes hat man darüber nicht gehört. Aber dann hört die Weisheit des

Bundesrats auf, und man schlittert wieder in das Schuldenmachen hinein, in das System, unter dem wir seit 20 Jahren in der Eidgenossenschaft leiden. Ich habe die größten Zweifel, ob der Bundesrat wirklich die weitem Vorlagen uns unterbreiten wird, die notwendig sind, um das Defizit pro 1932 und die Defizite der kommenden Jahre zu überwinden.

In seiner Botschaft sagt er auf Seite 2: « Die Frage, ob und in welcher Form neue Einnahmequellen erschlossen werden können, läßt sich erst prüfen und praktisch lösen, wenn alle unsere öffentlichen Verwaltungen in der Einschränkung der Ausgaben das Aeüßerste getan haben. » Man konstatiert das kommende Defizit, beschränkt sich auf einen Teilvorschlag, der einen Drittel deckt, und sagt dann: ob wir weitere Vorschläge machen können, hängt davon ab, was wir in der nächsten Zeit einsparen können. Das Problem ist meines Erachtens derart dringend, daß wir nicht mit solchen Redewendungen über die heutige Lage hinweggehen dürfen. Und auf Seite 6 führt der Bundesrat aus: « Wenn die Verhältnisse es erfordern, wird der Bundesrat die Revision einzelner Subventionsgesetze beantragen, um weitere Ersparnisse zu verwirklichen ». Da stehen wir mitten drin in einem Jahre, von dem wir wissen, daß es mit einem großen Defizit abschließen wird, wir wissen, daß die Maßnahmen, die der Bundesrat jetzt vorschlägt, auf keinen Fall ausreichen werden, daß man zu durchgreifenden Maßnahmen greifen muß — und da schreibt der Bundesrat: « Wenn die Verhältnisse es erfordern », werden wir das und das tun. Das ist nicht das, was wir vom Bundesrat in diesem Moment verlangen müssen. Ein verantwortungsbewußter Bundesrat hat in einer solchen Situation vor die Räte zu treten mit einem Exposé über die gesamte Situation der eidgenössischen Finanzen und mit einer Vorlage, die geeignet ist, die Schwierigkeiten, in die wir geraten sind, ganz zu überwinden, die nicht nur ein Flickwerk ist statt des großen Werkes, das geschaffen werden muß.

Die Ordnung der Staatsfinanzen ist eine Aufgabe des ganzen Volkes. Es ist Pflicht aller, zu dieser Ordnung unserer Finanzen beizutragen; sie ist eine Aufgabe der eidgenössischen Solidarität und Opferwilligkeit, sie haben solidarisch und opferwillig alles zu tun, was nötig ist, um unsern eidgenössischen Haushalt in Ordnung zu bringen und in Ordnung zu halten. Da möchte ich schon Herrn Arnold sagen, daß seine Bezeichnung dieser eidgenössischen Solidarität als Gift eine Mentalität zum Ausdruck bringt, die in diesem Saale jeder ablehnt. Denn das, was unsere Institutionen gesund erhält, was uns den Fortschritt gewährleistet, was unsere wirtschaftliche Stabilität und unsere politische Stabilität schafft, das ist die Tatsache, daß alles Große, was bei uns geschaffen wird, ein Werk unserer eidgenössischen Solidarität ist. Auf dieser eidgenössischen Solidarität muß aber auch die Ordnung unserer Finanzen beruhen, die wir vornehmen wollen. Und ich hoffe, daß der Appell an die Opferwilligkeit der Bürger nicht nur zu den Opfern reicht, die den Bundesfunktionären aufgeladen werden sollen, daß unser Sinn für Solidarität nicht nur soweit geht, den andern, nicht aber sich selber Opfer zuzumuten.

So ist dieses Herausgreifen der Bundesfunktionäre, das Herabsetzen der Bezüge der Bundesfunktionäre als alleinige, finanzielle Maßnahme — irgendeine

andere Maßnahme ist nicht zu sehen — unrichtig und muß als Unrecht empfunden werden. Es werden in dieser Vorlage Vorschläge gemacht, die doch eigentlich erst gemacht werden dürften, wenn alle andern Möglichkeiten, die Bundesfinanzen in Ordnung zu bringen, von denen gesprochen worden ist, bereits erschöpft worden wären. Ich helfe mit in der Leitung eines kleinen Verbandes von Angestellten des Bundes, es handelt sich um die eidgenössischen Zöllner, die ihren bescheidenen Verband besitzen und da ihre Geschäfte besorgen. Da haben wir eine große Gruppe von Angestellten, die Hauptgruppe, nämlich die Grenzwächter. Ein Grenzwächter steht in der 23. Besoldungsklasse und beginnt mit einer Besoldung von 3000 Fr. jährlich, d. h. 250 Fr. im Monat; und es geht da nur recht langsam aufwärts. Selten sind die Grenzwächter in den Städten, sie wohnen auf dem Lande draußen, wo eben die Grenze durchgeht, sie haben also oft keine Ortszulagen, sondern müssen meist mit diesen kleinen Bezügen auskommen. Wie kann man es verantworten, einem Grenzwächter, der mit seiner Frau an der Grenze wohnt und dort seinen Dienst tut, das kleine Gehalt um 10 % herabzusetzen? Ich weiß nicht, wo man den Mut zu solchen Maßnahmen hernimmt. Solche Dinge sollte man nicht vorschlagen, bevor alle andern Möglichkeiten, die eidgenössischen Finanzen in Ordnung zu bringen, erschöpft worden sind. Man muß an diese kleinen Leute denken. Es gibt nicht nur die hablichen Bundesbeamten mit 8000 und 9000 Fr. Gehalt, sondern auch diese ganz kleinen, bei denen man sich wirklich fragen muß: wie sind sie bisher durchgekommen und wie werden sie weiter durchkommen, wenn das geringe Gehalt noch um 10 % gekürzt werden soll?

Ich sage, es müssen die andern Möglichkeiten erschöpft werden. Diese andern Möglichkeiten der Ordnung unserer Finanzen hätte der Bundesrat zu prüfen und über diese andern Möglichkeiten hätte er uns Vorschläge zu unterbreiten. Was hält der Bundesrat von der Reduktion der Subventionen? Er hat uns hier geschrieben: Wenn es anders nicht geht, muß man überlegen, ob man nicht auch die Subventionen reduzieren kann. Es ist bald ein Jahr her, seit die Frage der Ordnung der eidgenössischen Finanzen zum erstenmal in die Diskussion geworfen worden ist. Herr Bundesrat Musy war es, der Alarm geblasen hat. In diesem Jahre hat man Zeit gehabt, sich zu überlegen, wo man Bundessubventionen herabsetzen kann, und es hätte möglich sein sollen, uns mit der heutigen Vorlage, deren Ausarbeitung sicherlich nicht leicht war, uns gleichzeitig eine Vorlage zu unterbreiten, in der die Bundesgesetze und Bundesbeschlüsse zur Aenderung vorgeschlagen werden, die geändert werden müssen, damit die Subventionen herabgesetzt werden können. Warum hat der Bundesrat uns diesen Bericht über die Herabsetzung der Subventionen bis zur Stunde nicht vorgelegt?

Man spricht von der Reduktion der Militärausgaben. Ich geniere mich beinahe, diesen alten Ladenhüter hervorzuholen. Aber es geschieht in dieser Sache nichts. Es ist gesagt worden: auch die Militärausgaben werden ja reduziert, die Ausgaben für das Militärpersonal, für die Arbeiter der Militärwerkstätten werden ja auch um 10 % reduziert, also sparen wir am Militär. Das klingt in meinen Ohren wie Hohn, das ist nicht ein Argument. Hat sich der Bundesrat in seinen Beratungen über unsere Finanzlage nie

überlegt, ob es nicht möglich wäre, an unserem Militärwesen vielleicht in der Weise Einsparungen zu machen, daß wir die Anzahl der Einheiten reduzieren? Steht es denn in den Sternen geschrieben, daß wir sechs Divisionen haben müssen? Geht's nicht eventuell auch mit vier? Das sind Ueberlegungen, die sich der Bundesrat machen muß, wenn er seine Pflicht tut.

Dann die Frage einer temporären Steuer, die erhoben würde, bis wir durch die Krise hindurch sind, wie wir mit der eidgenössischen Kriegssteuer die Kriegsfolgen überwunden haben. Es ist beinahe ketzerisch, wenn man diese Frage aufwirft, und wenn an meinem heutigen Votum in der Presse etwas angefochten werden wird, dann ganz sicher dies, daß man es überhaupt wagt, von einer Krisensteuer zu sprechen. Und doch muß man daran denken, wenn die andern Mittel nicht reichen, um das Ziel, unsere Finanzen zu ordnen, zu erreichen. Geht es nicht ohne Krisensteuer, dann muß es eben mit der Krisensteuer gehen. Da erfährt man nun etwas Sonderbares. Spricht man mit vernünftigen Leuten und sagt man ihnen, die Krisensteuer sei notwendig, dann bekommt man oft die Antwort: Ich bin ein prinzipieller Gegner einer eidgenössischen Krisensteuer! Das ist ein allzu einfacher Standpunkt. Man ist gegen etwas und erklärt: das ist nicht nur eine Ueberlegung, das ist ein Prinzip! Was würden sie sagen, wenn auch das Bundespersonal erklären würde: Wir sind prinzipielle Gegner des Lohnabbaues? Das würden Sie ablehnen. Aber das hindert sie nicht, trotzdem zu sagen: Wir sind prinzipielle Gegner einer Krisensteuer.

Etwas ist hier noch nicht angezogen worden. Wir haben gehört, wie schwer die Rechnung der Bundesbahnen, des Bundes, auch die Rechnungen der Kantone, durch den Zinsendienst belastet sind. Die Bundesbahnen bezahlen über 100 Millionen Franken jährlich an Zinsen. Auch der Bund hat sehr große Zinsenlasten, die Kantone desgleichen. Darf ich darauf hinweisen, daß andere Staaten verstanden haben, sich hier zu helfen? Ich spreche nicht von Deutschland; ich spreche von England; ich spreche von dem, was am letzten Freitag in der französischen Kammer und im französischen Senat durchgeführt worden ist und was am Samstag morgen früh beendet war. Ich meine das französische Konversionsgesetz. Frankreich erklärt all seinen Gläubigern: Ich bin bereit, dir den Betrag, den ich dir schuldig bin, zurückzubezahlen; aber den jetzigen Zins kann ich dir nicht weiter bezahlen, ich setze den Zinsfuß auf $4\frac{1}{2}\%$ herab. Verläßt man den Boden der bürgerlichen Ordnung, wenn man den Gedanken aufwirft, ob nicht auch im Bund eine solche Konversion auf der Basis von 4 oder $3\frac{3}{4}\%$ möglich wäre, die darauf beruht, daß man denen, die nicht einverstanden sind, ihr Kapital zurückgibt und den andern ihre bisherige Forderung in einen neuen Titel von 4 oder $3\frac{3}{4}\%$ umwandelt? Frankreich besitzt eine solide bürgerliche Mehrheit in Kammer und Senat, Kammer und Senat haben das Konversionsgesetz sozusagen einstimmig angenommen. Hat der Bundesrat sich das auch einmal überlegt? Ich möchte ihn bitten, das zu tun und uns zu berichten, was dabei herausgekommen ist.

Ich will weitere Beispiele nicht anführen und Ihre Zeit nicht zu lange in Anspruch nehmen. Herr

Widmer hat uns einen Antrag unterbreitet, in dem er Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat verlangt mit dem Auftrag, den eidgenössischen Räten ein allgemeines Finanzprogramm vorzulegen. Ich habe kein Bedürfnis nach einem Finanzprogramm. Finanzprogramme haben wir in diesem Saale und drüben im Ständerat schon zahlreiche gehört. Herr Musy hat immer ein Finanzprogramm, wenn man ihn fragt, was er für Absichten habe; aber es ist immer wieder ein anderes. Diese Programme interessieren uns nicht. Was wir wollen, ist eine Finanzvorlage, sind positive Vorschläge des Bundesrats, nicht Reden, man wolle dies und jenes in Aussicht nehmen, sondern konkrete Vorlagen: wir schlagen den eidgenössischen Räten das und jenes und ein drittes vor. Ich verspreche mir gar nichts von einem Finanzprogramm, sondern was ich verlange, ist eine konkrete Finanzvorlage.

Auf Seite 9 der Botschaft des Bundesrats finden wir folgenden Passus: «Die Anpassung aller Besoldungen wird eine fühlbare Verminderung der Ausgaben herbeiführen. Bedeutungsvoller aber ist die moralische Wirkung einzuwerten, die die Maßnahme im ganzen Lande hervorrufen wird. Dieser Ausdruck der Solidarität bildet eine ausgezeichnete moralische Vorbereitung . . .» Wo liegt denn da der Ausdruck der moralischen Solidarität, wenn wir einem Dritten, dem eidgenössischen Personal ein Opfer auferlegen? Wo steckt da die moralische Solidarität? Aber es geht weiter: «. . . eine Anpassung der öffentlichen Ordnung an die durch die Krise geschaffenen Verhältnisse, über deren Schwere man sich noch nicht überall genügend Rechenschaft gibt. Wir müssen den Mut aufbringen, rechtzeitig die nötigen Anordnungen zu treffen.» Ich konstatiere, daß der Bundesrat bis zur Stunde den Mut nicht aufgebracht hat, rechtzeitig die nötigen Maßnahmen vorzuschlagen. Das tadeln wir. Die Vorlage des Bundesrats entspricht nicht der Größe und Schwere des zu lösenden Problems. Sie läßt den Appell an die allgemeine Opferwilligkeit vermissen. Es fehlt ihr daher die starke moralische Grundlage, ohne die das Werk der Ordnung unserer Finanzen nicht aufgebaut werden kann.

Müller-Großhöchstetten: Ich stimme der Vorlage des Bundesrats nicht zu und fühle mich deshalb verpflichtet, Ihnen ganz kurz die Gründe auseinanderzusetzen, die mich als Vertreter bäuerlicher Interessen diesen wohl einsamen und sicher nicht leichten Weg gehen heißen. Ich verzichte auf eine längere Ausführung und Argumentation, um nicht zu wiederholen. Ich will ganz kurz versuchen, meine Gründe zusammenzufassen: 1. Die vorgesehene Aktion der Lohnkürzung ist die zwangsläufige Folge einer Geldpolitik unseres Landes, die durch Preiszerfall, Aufwertung der Schulden und Lohnabbau als Begleiterscheinungen die ganze Schwere der Last auf die Schultern des werktätigen Volkes überwälzt. Ich habe diese Politik von allem Anfang an als verhängnisvoll für unser Land und Volk bekämpft. Ich lehne sie auch in diesem nun in Diskussion stehenden Teilgebiet ab. Den Gegnern des Lohnabbaues möchte ich zu bedenken geben, daß dieser nicht erst begonnen hat, als man von ihm zu reden begann, sondern daß man, immer mit Hilfe der heutigen Gegner des Lohnabbaues, dem Bauern seinen Lohn in seinen

Preisen systematisch zu kürzen und zu schmälern begann. Das Lohnabbauproblem ist eben keine Klassen- oder Standesfrage, sondern eine wirtschaftliche, allgemeinpolitische, ethische Angelegenheit Aller.

Das Zweite: Angesichts der Lage unseres Landes, der vollkommenen Unübersehbarkeit auch der nächsten Zukunft ist die vorgesehene Maßnahme etwas absolut Ungenügendes und geht an den Grundursachen des Übels vollkommen vorüber. Erst wenn sie als Teilstück eines umfassenden Gesundungs- und Sicherungsprogrammes erschiene, wäre sie für mich diskutierbar. Ganz abgesehen davon, daß ein Uebermaß eines direkten Lohnabbaues in der Bilanz eines Landes in vermehrten Ausgaben für Arbeitslose und andere Leistungen paralyisiert wird. Ich denke hier an die Zusammenhänge, die Sie nirgends deutlicher als in Deutschland beobachten konnten zwischen Lohnabbau mit Mietpreissenkung und Drosselung der Bautätigkeit.

Das Dritte: Gerecht ist die vorgesehene Maßnahme wohl im Blick auf die zerstörten Preispositionen des Bauern. Eine solche Art der Beurteilung der Frage aber hilft niemandem, zuletzt uns Bauern.

Ich kann keiner Lohnabbauvorlage zustimmen, wenn nicht gleichzeitig eine Vorlage Wege zeichnet, die den großen Besitz und die großen Einkommen zum Mittragen herbeizieht, auch wenn ich dabei durchaus der Auffassung bin, daß das durch den Staat gesicherte Personal zur Linderung der Not anderer Volkskreise — ich denke z. B. an die arbeitslosen Arbeitnehmer — sein Teil in Form eines vorübergehenden Notopfers beitragen soll. Das Kapital aber müßte in seinem ureigensten Interesse hier zur Hilfe bereit sein, wenn es nicht durch sein Verhalten ein Hinübergleiten aus einer verhängnisvollen Politik der Deflation in eine leichtere oder schärfere Inflation befördern will.

Das Letzte: Als Bauer bin ich gegen die Vorlage, weil ich der festen Ueberzeugung bin, daß jeder Lohnabbau in einem verstärkten Druck auf die Preise unserer Erzeugnisse sich für uns verhängnisvoll geltend machen wird. Diese sind aber heute schon auf einer Tiefe angelangt, bei der ein großer Teil unseres Standes der Verarmung entgegengeht. Soll bei uns der drohende Zusammenbruch verhütet werden, dann müßten die Preise unserer wichtigsten Erzeugnisse nicht nur stabilisiert, sondern erhöht werden. Dies wird durch die vorgesehene Maßnahme in hohem Maße erschwert, wenn nicht auf lange Zeit verunmöglicht werden. Es hilft uns dabei absolut nichts, wenn die Not über uns zusammenbricht, daß dann auch der andere es nicht viel besser hat. Durch den Abbau, den er erleidet, ist für uns keine nennenswerte Herabsetzung der Produktionskosten überhaupt zu erwarten.

Das sind ganz kurz zusammengefaßt die Hauptgründe, warum ich nicht im Hinblick auf die Wohlfahrt des Bauern, sondern im Blick auf das Ganze, der Vorlage des Bundesrats nicht zustimmen kann. Ich glaube, wir gehen damit allgemeinpolitisch und wirtschaftlich einen ersten Weg.

Bringolf: Der Bundesrat hat in seiner Botschaft vom 20. Juli, u. a. in einem Abschnitt auf Seite 3, mit außerordentlichem Nachdruck auf den Rückgang der Zolleinnahmen im Zusammenhang mit der Verminderung der Einnahmen des Bundes hingewiesen.

Er benützt also hier die Tatsache, daß ein Teil der Finanzpolitik des bürgerlichen Staates durch die Krise absackt, den Erwartungen, Versprechungen und Hoffnungen, die bei ihrer jeweiligen Inkraftsetzung oder Steigerung zum Besten gegeben wurden, nicht entspricht, um für den Lohnabbau Voraussetzung und Stimmung zu schaffen.

Hätte der Bund, bezw. der Bundesrat, hätte insbesondere Herr Bundesrat Musy Weitsicht besessen in der von ihm dirigierte Finanzpolitik, die Weitsicht, welche ihm von seinen Fraktionskollegen in und außerhalb des Parlamentes seit zehn Jahren andauernd und bei jeder Gelegenheit attestiert wird, Weitsicht, die ihm auch die Bankiers attestieren, dann wäre er doch verpflichtet gewesen, schon vor Jahren dafür zu sorgen, daß die schweizerischen Finanzen gegen bestimmte Gefahren, wie sie durch Wirtschaftskrisen entstehen, gesichert werden. Er hätte also die Frage der direkten Bundessteuer nicht ablehnen dürfen. Aber man sieht eben, wenn man diese Feststellung macht, wie weit es mit der Argumentation bezüglich des Rückgangs der Einnahmen aus den indirekten Steuern her ist, ungefähr gleich weit ist es her mit einem andern Teil der bundesrätlichen Botschaft. Auf Seite 18 wird unter Abschnitt: «Lohnvergleich zwischen Privatindustrie und Bund» darauf hingewiesen, wie die Löhne, immerhin nach der Statistik des Arbeitgeberverbandes in der Maschinen- und Metallindustrie, aussehen. Da erfährt man, daß im zweiten Halbjahr 1931 der Wochenlohn eines Berufsarbeiters in der Metallindustrie rund 74.50 Fr. gewesen sei, und daß der Wochenlohn eines ungelernen Arbeiters in der Metallindustrie ungefähr 59.50 Fr. betragen habe. Ich muß sagen, daß der Bundesrat hier sehr stark übertreibt. Die Verfasser der bundesrätlichen Botschaft müßten doch wissen, daß heute angelernte Metallarbeiter in der Privatindustrie oft in 14 Tagen nicht mehr als 70 bis 80 Fr. verdienen, daß sie schon heute teilweise der Armengeßigkeit überliefert sind, daß sie nicht auskommen können mit dem Lohn, den der Vater einer Familie verdient, daß sie gezwungen sind, mit allen Mitteln darnach zu trachten, noch von anderer Seite das Familieneinkommen etwas zu verbessern, oder dann von Zeit zu Zeit bei der Armenbehörde vorstellig zu werden, damit wenigstens die hohen Mietzinse bezahlt werden können. Dieser Zustand ist erreicht worden durch die Politik der schweizerischen Unternehmer, die Politik, die heute der Bundesrat fortsetzt. Im Frühjahr 1930 hat der offizielle Angriff des Maschinen- und Metallindustrieverbandes auf die Löhne in der Metallindustrie eingesetzt. Ich erinnere mich wahrscheinlich so gut wie Sie an die damalige Publikation des berühmten und berüchtigten Geheimzirkulars des Maschinen- und Metallindustriellenverbandes in der «Schweizerischen Metallarbeiter-Zeitung». Wenn ich nicht irre, war der Kommentar dazu von Herrn Konrad Ilg verfaßt. Damals hat man also den allgemeinen Angriff auf die Löhne vorausgesehen. Er ist gekommen und hat zu den Löhnen, wie ich sie erwähnt habe, geführt. Hat dieser Lohnabbau, — das ist die eine Seite dieser Frage — in der Metallindustrie die von den Unternehmern und der gesamten bürgerlichen Presse darein gesetzten Behauptungen und Erwartungen erfüllt? Ist durch diesen Lohnraub die schweizerische Exportindustrie konkurrenzfähiger geworden? Sind Entlassungen in

der Metallindustrie verhindert worden? Ist die Kurzarbeit nicht trotzdem durchgeführt worden? Hat dieser Angriff auf die Löhne der Metallarbeiter in der Schweiz die Verschärfung der wirtschaftlichen Krise in der Metallindustrie verhindert? Kein Mensch wird das behaupten. Man hat aber mit diesen betrügerischen Versprechungen Verwirrung und Zersetzung in die Reihen der Arbeiter getragen, man hat ihnen, wenn man ihnen den Lohnabbau dekretierte, versprochen, daß dadurch weitere Entlassungen, weitere Rationalisierungsmaßnahmen und was damit zusammenhängt, unterbleiben werden. Nachher ist kein einziges dieser Versprechen eingehalten worden. Ich denke, daß die Vertreter des Metall- und Maschinenindustriellenverbandes, die Herren Wetter und Sulzer, über diesen Punkt einwandfreien und eindeutigen Aufschluß erteilen könnten.

Das ist die eine Seite. Die andere, die in diesem Zusammenhange mit dem Lohnabbau bei den Eidgenössischen beachtet werden muß, ist, daß damals, als der Generalangriff auf die Löhne in der Metallindustrie erfolgte, der Metallarbeiterverband zwar die Abwehr des Angriffs ankündigte, aber auf die wirklich organisierte und planmäßige Durchführung dieser Abwehr verzichtet hat. Im Gegenteil. In einzelnen Gebieten der schweizerischen Metallindustrie, in Großbetrieben, wurde sogar systematisch jeder Versuch auch nur des Widerstandes der Arbeiter gegen den Lohnraub verhindert und unterdrückt. Wohin hat diese Haltung geführt? Zu dem Ergebnis, daß heute in der schweizerischen Metallindustrie Hungerlöhne bezahlt werden. Man muß das hier in diesem Saale, wo gelegentlich bestimmte Parlamentarier auftreten, um von der hohen Lebenshaltung des schweizerischen Arbeiters zu sprechen, klar feststellen. Wir haben aus diesen jüngsten Erfahrungen zwei typische Schlußfolgerungen zu ziehen: Einmal, daß der Lohnabbau Verschärfung der Krise mit sich bringt, daß er alles das, was von anderer Seite als gegenteiliger Standpunkt zum Ausdruck gebracht wird, tatsächlich widerlegt, und in zweiter Linie, daß der Verzicht auf Widerstand gegen den Lohnabbau diese Verschärfung in ihrer Wirkung auf die Arbeiterklasse noch verschlimmert und zur Folge hat, daß es heute dem Bundesrat und allen denen, die hinter ihm stehen, leichter fällt, den Angriff auf das eidgenössische Personal zu richten, als es ihm gefallen wäre, wenn in der Metallindustrie die gewerkschaftliche Organisation ihre Pflicht erfüllt hätte und nicht zurückgewichen wäre und die Position der Arbeiter preisgegeben hätte. Wir brauchen uns hier nichts vorzumachen. Jeder im Saale weiß, daß die Entscheidungen des Parlamentes nicht von sehr wesentlicher Bedeutung sind. Insbesondere muß das festgehalten werden, wenn man die Haltung der einzelnen Parteien ansieht. Ich erinnere mich auch noch an die Debatten über das Besoldungsgesetz. Damals erklärte man, das Gesetz sei notwendig, um ein für allemal den parlamentarischen Diskussionen über die Löhne des eidgenössischen Personals auszuweichen. Ich erinnere mich ganz besonders, daß bei jener Debatte zwischen den bürgerlichen Parteien sich ein ähnlicher Wettlauf abgespielt hat, wie er sich heute abspielt: Ein Wettlauf um Prozente. Bei den Freisinnigen war es prinzipiell damals genau so wie heute. Es gab damals einen reaktionären Flügel und ein Zentrum, das etwas mehr als der reaktionäre

Flügel von Angst vor den Wählern beseelt war. Aus Angst vor den Wählern hat man auch damals in Kompromissen gemacht, wochenlange Bauchschmerzen herumgetragen, hier, in Fraktionszimmern und anderswo. Schließlich ist in der freisinnigen Fraktion auch damals wie gestern ein fauler Kompromiß zustande gekommen. Für die Arbeiterschaft als Ganzes, und für das Bundespersonal im besonderen, ist aber maßgebend, daß auch jene Mitglieder der freisinnigen Fraktion, die noch vor einem Jahr behaupteten, gegen jeden Lohnabbau Stellung zu nehmen, gestern, wenn man der freisinnigen Presse Glauben schenken darf, sich auf den Lohnabbau festgelegt haben. Ob er nun 7% oder 10% beträgt, ist vorerst gar nicht von Belang. Von Belang ist, daß die Freisinnigen offiziell und grundsätzlich für einen Lohnabbau beim eidgenössischen Personal eintreten, obschon sie wissen, daß dieser Lohnabbau jene mit 2700 bis 3900 Fr. Jahreseinkommen am schwersten trifft, daß er Arbeiter der Bundesbetriebe trifft, die zu ihrem kleinen Lohn mit einer schweren Verantwortung beladen sind.

Ein ähnliches Spiel treibt die Bauernfraktion. Wie wir gesehen haben, gibt es dort auch verschiedene Auffassungen. Die Fraktion selbst hat sich mehrheitlich, wie man das bei ihr gewohnt ist, hinter den Bundesrat gestellt. Wer weiß, die parlamentarischen Möglichkeiten im Couloir sind noch groß. Vielleicht wird bis in einigen Tagen derjenige, der sich heute noch tapfer gewehrt hat, seinen Stand doch noch wackelig finden, und in der Abstimmung werden wir eine Einmütigkeit gegen das Personal sehen. Der Bundesrat und die gewiegten Couloir-Manövrierer werden es verstehen, ihre Leute zu bearbeiten.

Eine besondere Rolle spielt die katholisch-konservative Fraktion. Sie spielt in ihrer offiziellen Publikation die schlaue Fraktion. Sie hat sich weder für 3% noch 10% noch 7% festgelegt. Das behält sie sich für die Abstimmung vor. Ich denke, Bundesrat Musy wird schon wissen, was am Ende bei der katholisch-konservativen Fraktion herauskommt. Sollte er es nicht wissen, so wissen wir es ja, denn heute kommt die christlich-soziale Gruppe dieser Fraktion und präsentiert einen Ordnungsantrag, der, wenn man objektiv urteilt, nur ein Manöver bedeutet. Es ist ein Ordnungsantrag, der sich nicht gegen den Lohnabbau ausspricht, der nur den Modus des Abbaus etwas verklusulieren möchte. Es kommt aber darauf an, für oder gegen den Lohnabbau Stellung zu nehmen? Nach dem Ordnungsantrag nimmt die christlich-soziale Gruppe für den Lohnabbau Stellung. Da Herr Zraggen prominentes Mitglied dieser Gruppe ist, übrigens überhaupt ein prominenter Parlamentarier ist, und sich in Zermatt und in Bern bereits auf 10% festgelegt hat, ist anzunehmen, daß seine Gruppe, deren Kopf er sozusagen darstellt, sicherlich auch an diesen 10% festhalten wird.

Es war notwendig, dieses Spiel der Fraktionen hier etwas zu charakterisieren; denn am Ende — darüber braucht sich das Personal keine Zweifel zu machen — werden die bürgerlichen Fraktionen hinter dem Bundesrat und seinem Berichte stehen. Deshalb muß man die Stellungnahme der sozialdemokratischen Fraktion zum mindesten sonderbar finden. Es scheint, daß sie in den letzten 5 Jahren nichts gelernt hat. Wenn man die Argumentationen des Herrn Bratschi und des Herrn Ilg heute gehört hat, so

unterscheidet sie sich in ihren wesentlichen Gedanken nicht von dem, was schon 1927 bei der Behandlung des Gesetzes vertreten wurde. Es ist manchmal, als ob die Wirtschaftskrise an diesen Leuten spurlos vorübergegangen wäre. Denn es geht ja sicherlich nicht darum, ob die Kaufkrafttheorie richtig ist oder nicht. Natürlich ist sie zum größten Teil richtig. Nur diejenigen, die den Lohnabbau wollen, können sie nicht anerkennen. Würden Sie beispielsweise heute dem Bundesrat seinen Lohn um die Hälfte abbauen, so würde er mit der Kaufkrafttheorie aufwarten und nachweisen, daß ein Bundesrat und seine Familie mit 15,000 Franken nicht mehr standesgemäß leben können. Da es sich heute gegen die Arbeiterschaft richtet, sind alle Argumente gut genug.

Wir haben uns darüber auseinanderzusetzen, ob die Arbeiterschaft in der Lage ist, den Lohnabbau abzuwehren, ob dieses Signal für einen allgemeinen Lohnabbau, den der Angriff auf die Löhne des eidgenössischen Personals bedeutet, nicht nur das eidgenössische Personal, sondern die gesamte Arbeiterklasse zum Widerstand mobilisiert. Es stellt die Frage, ob die reformistischen Führer der Organisationen der Arbeiterklasse entschlossen sind, dem Lohnraub entschiedenen Widerstand entgegenzusetzen. Das ist sogar die Kernfrage. Wird der Widerstand nicht organisiert, beschränkt er sich auf parlamentarischen Geplänkel, auf einen Wettlauf um Prozente, dann wird der Plan auch natürlich gelingen. Er wird dann vom eidgenössischen Personal, wie heute mit Recht gesagt wurde, auf die Kantone und die Gemeinden und auf die übrige Arbeiterschaft überspringen, die heute schon unter dem Lohnabbau leidet.

Man hat mit Deutschland argumentiert. Deutschland ist ein Beispiel. Ich bin erstaunt, daß sich Herr Bratschi, der sich sehr stark auf die Erfahrungen mit der Deflationspolitik in Deutschland stützte, nur eine Seite schildert. Warum hat er nicht auch die Erfahrungen der reformistischen Gewerkschaftsführer nicht nur hier, sondern auch auf dem Gewerkschaftskongresse aufgezeigt? Warum hat er nicht den Gewerkschaftern, dem eidgenössischen Personal auseinandergesetzt, daß in Deutschland die Führer der Gewerkschaften, auch der Personalverbände, genau dieselbe Stellung gegenüber dem Lohnabbau eingenommen haben, wie die Gewerkschaftsführer in der Schweiz? Und das Ergebnis ist, daß heute sogar Grimm vor der sozialdemokratischen Partei der Stadt Bern mehr oder weniger deutlich erklärt, daß diese Politik der deutschen Sozialdemokratie vollkommen Bankrott gemacht habe und im Ergebnis den Fascismus in den Sattel hob. Das ist die Kehrseite dieser Frage. Wenn man die Arbeiterklasse, also auch das eidgenössische Personal, systematisch zur Widerstandslosigkeit erzieht, wenn man die proletarischen Klassenkräfte nicht löst, wenn man das Vertrauen in diese Kräfte nicht stützt, wenn man nicht den Mut hat, die Klassenkraft anzuwenden in dieser Stunde, wo es um das Stückchen Brot geht, wo es darum geht, den Hunger zu bekämpfen, dann wird man auf lange Zeit hinaus nicht mehr in der Lage sein, diese Kräfte einzusetzen. Das ist die Lehre von Deutschland. Sie braucht nicht Anwendung zu finden in der Schweiz. Jetzt ist die Stunde gekommen, nicht hier im Parlament mehr oder weniger angenehm

oder unangenehm sich zu verständigen, sich mehr oder weniger Komplimente zu machen über die schönen oder weniger schönen Reden — darauf kommt es gar nicht an —, sondern es gilt von hier aus von jenen, die wirklich entschlossen sind, die Interessen der Arbeiterklasse, also auch des Personals, zu wahren, einen Appell ins Land hinausgehen zu lassen, zum Kampf, zum offenen Kampf gegen den Lohnraub.

Zum Schluß nur noch eine Bemerkung. Es gibt hier verschiedene sog. Arbeitervertreter, die es sich manchmal erlauben, zu lächeln, wenn wir unsere sozialistischen Grundanschauungen in wirtschaftlichen und politischen Fragen entwickeln. Es wäre an der Zeit, daß diese Herren einmal einen Blick zurückwerfen würden auf die Wirkung ihrer theoretischen Konzeption der Wirtschaft und der Politik auf die Arbeiterklasse. Dann wäre es an der Zeit, daß sie sich einmal selbst betrachteten in ihrer Hoffnungslosigkeit, in ihrer vollkommenen Unfähigkeit, die Grundfragen der wirtschaftlichen Entwicklung zu erfassen oder zu lösen. Sie würden dann vielleicht erkennen, daß ihre Staatsauffassung, ihre Auffassung von der Gesellschaftsordnung und von der Wirtschaft bankerott ist, daß sie nicht mehr zu retten ist, und daß neue Kräfte eingesetzt werden müssen. Lohnabbaufragen sind Klassenfragen, sind heute mehr als Fragen, die in ihrer Konsequenz im Zusammenhang mit dem Kampf um die Umwälzung der kapitalistischen Gesellschaftsordnung stehen. In diesem Zusammenhang müssen sie behandelt und gesehen werden. Aber die Umwälzung der kapitalistischen Gesellschaftsordnung fällt nicht vom Himmel, sie kommt nicht von Seite der « Generäle », auch nicht von Seite der Parlamentarier, sie ist das Werk der Arbeiterklasse, das ihrer revolutionären Führung, ihrer revolutionären Entschlossenheit. Das ist der Ausweg, der aus dieser Krise führt, das ist der Ausweg, der verhindert, daß Zehntausende, Hunderttausende schweizerischer Arbeiter, Angestellte und armer Bauern in den nächsten Jahren in Hunger und Not versinken.

Präsident: Hr. Bringolf, Sie vergessen immer, daß wir eine Lautsprecheranlage haben.

Bringolf: Ich habe den Lautsprecher selbst mit mir; ich hätte auf die Anlage verzichten können.

Stampfli: Es ist in dieser Debatte wiederholt von volkswirtschaftlichen Theorien die Rede gewesen, und es ist auch die Auffassung geäußert worden, daß diesen Theorien keine große praktische Bedeutung beizumessen sei und daß sie zum mindesten örtlich und zeitlich nur eine sehr beschränkte Gültigkeit beanspruchen können. Sei dem, wie ihm wolle, eines wird man unwidersprochen sagen dürfen, eine Theorie wird wohl kaum widerlegt werden können, das ist der alte Satz, daß weder im privaten noch im öffentlichen Haushalt auf die Dauer mehr ausgegeben werden kann, als eingenommen wird. Darum handelt es sich im Kern bei der Frage, die wir hier diskutieren. Es ist festgestellt, daß wir schon auf den heutigen Tag gerechnet, ohne Einbeziehung der Ausgaben, welche die außerordentlichen Hilfsaktionen des Bundes noch nach sich ziehen werden, mit einem Defizit des Bundes von 50 Millionen zu rechnen haben. Es steht auch fest, daß wir schon auf Ende August

bei den Bundesbahnen ein Defizit von 24 Millionen haben, daß somit bis Ende 1932 mit einem Ausgabenüberschuß von 35 bis 40 Millionen, eventuell noch mehr, zu rechnen ist.

Es erhebt sich die Frage: Wie soll sowohl für den Bund wie für die Bundesbahnen das Gleichgewicht zwischen Ausgaben und Einnahmen hergestellt werden. Man könnte ja einwenden, das sei vielleicht nur eine vorübergehende Erscheinung, wir hätten mit diesen Defiziten nur für 1932 zu rechnen, im nächsten Jahr werde sich die Situation verbessern. Diesen Glauben bringe ich nicht auf. Es ist vom Herrn Kollege Gadiant darauf hingewiesen worden, daß Anzeichen für eine wirtschaftliche Besserung in der letzten Zeit konstatiert werden konnten. Diese Anzeichen stützen sich auf eine kürzliche Hausse auf dem Rohstoffmarkt. Diese Hausse war künstlich, sie war gemacht durch Kreditaktionen zugunsten der amerikanischen Rohstoffproduzenten; sagen wir es offen: um gute Wahlen vorzubereiten. Diese Hausse ist sehr rasch wieder in sich zusammengebrochen, weil sie ihre Existenz einer rein künstlichen Entstehung verdankt. In ganz kurzer Zeit sind sämtliche Preise der Metalle, der Textilien wieder fast auf den Stand zurückgefallen, von dem die Hausse ausgegangen ist. Es ist deshalb unrichtig, wenn von Herrn Kollege Gadiant gesagt worden ist, der Bundesrat habe für seine Vorlage den denkbar unglücklichsten Moment gewählt. Ausgerechnet im Moment, wo sich am Firmament ein Silberstreifen gezeigt habe, habe er eine Vorlage gebracht, die wieder eine Krisenstimmung erzeugen müsse. Nein, die Krisenstimmung muß nicht erzeugt werden, die ist immer noch da, daran hat die Vorlage gar nichts geändert.

Wenn man in einem Budget das gestörte Gleichgewicht zwischen Ausgaben und Einnahmen herstellen will, wenn man sanieren will, stehen zwei Wege offen: Man kann die Ausgaben senken, man kann versuchen, Ersparnisse zu machen; man kann aber auch versuchen, die Einnahmen zu erhöhen. Besteht heute für den Bund eine Möglichkeit, die Einnahmen zu erhöhen? Besteht diese Möglichkeit in einem Moment, wo das ganze Volkseinkommen aus Arbeit und aus Kapitalertrag zusammengeschrumpft ist? Um das zu glauben, braucht es einen Glauben, der noch mehr als Berge versetzen kann. Es kann nicht bestritten werden, daß die Einkünfte der Landwirtschaft um 20, 25 und mehr Prozent zurückgegangen sind; es ist unbestreitbar, daß die Einkommen der Gewerbetreibenden sich vermindert haben, und es unterliegt auch gar keinem Zweifel, daß die Einkünfte aller in der Industrie Tätigen und mit ihr Verbundenen seit dem Jahre 1930 sich in ganz erheblichem Ausmaß vermindert haben. Herr Kollege Bratschi hat heute darauf hingewiesen, daß noch 1931 ganz ansehnliche Dividendenerträge der Aktiengesellschaften ausgewiesen worden sind. Dabei handelt es sich um die Geschäftsergebnisse des Jahres 1930, das noch kein Krisenjahr war. Ganz anders werden sich aber die Ergebnisse präsentieren, die für das Jahr 1931 in diesem Jahr zur Auszahlung gelangen, und noch schlimmer wird es sein mit den Ergebnissen, die im Jahre 1933 in die Dividendenstatistik gelangen werden. Glauben Sie, daß in einer Zeit, wo das gesamte Volkseinkommen zusammengeschrumpft ist, der Bund die Möglichkeit hat, sich durch neue Steuern vermehrte Einnahmen zu verschaffen, ohne daß man

vorher den ersten Versuch unternimmt, Ersparnisse zu erzielen? Volkpsychologisch halte ich das für ausgeschlossen. Es wird sich keine Mehrheit des Volkes finden, die neue Steuern bewilligt, bevor das Parlament den Beweis erbracht hat, daß es ihm mit den Einsparungen ernst ist. Deshalb glaube ich nicht an die Realisierbarkeit von Vorschlägen, wie sie Herr Kollege Gadiant gebracht hat (Krisensteuer, Aufwandsteuer); ich glaube nicht daran, so lange nicht vom Parlament und vom Bundesrat dem Volk der Beweis geleistet wurde, daß es ihnen mit dem Willen, Ersparnisse zu erzielen, ernst ist.

Wie liegt die Situation bei den Bundesbahnen? Können Sie den Bundesbahnen mit einer Krisensteuer helfen? Sie können den Bundesbahnen, die zur Zeit 2800 Millionen oder noch mehr Schulden haben, einen Teil dieser Schulden abnehmen, sie auf den Bund überwälzen, 300, 400 oder 500 Millionen, und Sie können dann sehen, ob Sie mit der Krisensteuer und andern Steuern diese Mehrschuld des Bundes, die er zur Entlastung der Bundesbahnen übernommen hat, tilgen können. Haben Sie aber damit den Bundesbahnen dauernd geholfen? Bleiben dann nicht immer noch mehr als 2 Milliarden zu verzinsen? Bleibt nicht weiter ein großes Betriebsdefizit? Können Sie vielleicht die Taxen erhöhen? Man hat uns heute gesagt, es sei der Industrie mit der Forderung gar nicht ernst, daß das finanzielle Gleichgewicht der Bundesbahnen hergestellt werden solle, sonst könnte man nicht im gleichen Moment, wo man die Abbauvorlage begrüße und befürworte, verlangen, daß nun die Taxen herabgesetzt werden. Herr Nationalrat Bratschi hat uns erklärt, die Forderung, die Taxen herunterzusetzen, sei volkswirtschaftlich nicht gerechtfertigt, weil schon heute der Index der Gütertaxen nur noch 128 % betrage, laut Feststellung im amtlichen Geschäftsbericht der Bundesbahnen. Es ist richtig, daß im Geschäftsbericht diese Feststellung gemacht wird. Allein ohne Kommentar ist die Wiedergabe dieser Feststellung eine Irreführung. Wie setzen sich diese 128 % zusammen? Dieser Index kommt nur dadurch zustande, daß darin der gesamte Transitverkehr enthalten ist. Wir wissen, daß die Bundesbahnen, um zu verhindern, daß sie abgefahren werden, daß Verkehr über ausländische Linien geleitet werde, Transite unter den Vorkriegstaxen ausführen müssen, daß sie in andern Fällen Taxen gewähren müssen, die vielleicht 10—20 % über dem Vorkriegsindex stehen, und wir wissen auch, daß die Bundesbahnen gezwungen sind, um zu verhindern, daß Güter, die in die welsche Schweiz über Basel eingeführt werden, über französische Linien geleitet werden, Taxen gewähren müssen, die wenig über dem Vorkriegsindex stehen.

Ganz anders gestaltet sich die Sache für die normalen Taxen der Zentralschweiz, wo keine solchen Taxermäßigungen in Frage kommen. Die billigsten Taxen sind diejenigen für die hochwertigen Güter, die nach den Frachtsätzen der allgemeinen Wagenladungsklassen gefahren werden. Die stehen aber nicht auf einem Index von 128 %, sondern auf 160 %. Nun kommen aber die andern für den inländischen Güterverkehr in erster Linie in Betracht fallenden Spezialtarife, und da haben wir einen Index, nicht von 128 % und nicht von 138 %, wie er dem allgemeinen Lebenskostenindex entsprechen würde, sondern von 203 %, 217 %, 283 % für eine

Transportstrecke von 100 km. Wir haben aber auch noch Ueberhöhungen von mehr als 100 % gegenüber dem Vorkriegsstand für Rohstoffe, die für die Industrie von allergrößter Bedeutung, von Lebenswichtigkeit sind. Für Kohlen muß bei einer Distanz von 100 km heute noch eine Fracht bezahlt werden, die um 160 % über dem Vorkriegspreis steht, für Zement ebensoviel, für Bausteine eine solche, die um 152 %, für Roheisen um 120 bis 130 % höher ist als die Vorkriegsfracht. Vergleichen wir einmal diese Taxen mit dem Wert dieser Waren. Wir können heute franko Basel die Kohle zu 22 Fr. 50 per Tonne kaufen. Die Fracht Basel—Gerlafingen z. B. macht 11 Fr., also nahezu 50 % des Einfuhrwertes aus. Für Winterthur wird sie sogar mehr als 50 % ausmachen. Ja, kann man da sagen, die Forderung nach Herabsetzung der Gütertaxen sei volkswirtschaftlich nicht gerechtfertigt, wenn die Taxe für einen volkswirtschaftlich so wichtigen Rohstoff, wie es die Kohle ist? Wir wissen sehr wohl, daß heute angesichts der finanziellen Lage der Bundesbahnen nicht an einen allgemeinen Taxabbau gedacht werden kann. Sicher ist aber doch, daß die Bundesbahnen gezwungen sind, von sich aus individuelle Taxvergünstigungen zu gewähren, um die Abwanderung des Güterverkehrs auf die Straße an das Auto aufzuhalten. Ich habe in meiner Stellung Gelegenheit, festzustellen, wie von Monat zu Monat mehr Transporte an das Auto übergehen, wie heute, wo vom Handel wieder mehr um die Preise gekämpft werden muß, die Beförderung von Gütern auf Motorlastwagen zunimmt. An dieser Tatsache kann die Leitung der Bundesbahnen nicht vorbeigehen. Sie wird durch Taxerleichterungen, durch Ermäßigungen von Fall zu Fall, versuchen müssen, zu verhindern, daß ein noch größerer Teil des Güterverkehrs auf die Straße übergeht. Bei dieser Situation kann man jedenfalls nicht behaupten, es bestünden keine Gründe dafür, bei den Bundesbahnen nach Ersparnissen zu suchen. Ich sehe keine Möglichkeit, daß die Bundesbahnen ihre Einnahmen auf irgend eine Weise erhöhen könnten. Im Gegenteil; sie werden durch weitere Taxermäßigungen gezwungen sein, ihre Einnahmen vielleicht vorübergehend zu reduzieren, um nicht infolge Zunahme der Autokonkurrenz einen weit größeren dauernden Ausfall zu erleiden. Da meine ich, daß auch das Personal ein Interesse daran hat, daß den Bundesbahnen soviel Verkehr als möglich erhalten werden kann. Die Existenz des Personals ist in so hohem Maß mit der Lebensfähigkeit der Bundesbahnen verbunden, daß es, wenn es Einblick in diese bedrohliche Lage der Bundesbahnen hat, bereit sein wird, auch seinerseits ein Opfer zu bringen. Ganz das Gleiche ist der Fall in bezug auf das Personal des Bundes. Es ist rein unmöglich, daß, nachdem das gesamte Volkseinkommen zusammengeschrumpft ist, aus diesem Volkseinkommen gleichviel für die öffentlichen Gehälter aufgewendet werden kann wie vorher. Das ist wirtschaftlich nicht tragbar. Nun hat man hier erklärt, mit dieser Vorlage werde die Abbaupolitik, die bereits eingesetzt habe, fortgesetzt, verschärft, und das müsse notwendigerweise zu einer Verschärfung und Verlängerung der Krise führen. Man hat erklärt, der Lohnabbau in der Privatindustrie habe bewiesen, daß diese Maßnahme nichts taue, daß dabei eine Vermehrung des Exportes nicht erreicht worden sei.

Trotz des Lohnabbaues sei der Export ständig zurückgegangen.

Solange man mir nicht beweist, daß ohne Lohnabbau der Export gleich geblieben wäre, ist für mich diese Beweisführung nicht stichhaltig. Wir können vielmehr anhand von Einzelfällen den Nachweis erbringen, daß durch Lohnreduktionen Exportgeschäfte von Fall zu Fall ermöglicht wurden. Daß der Lohnabbau eine Panacée für die Förderung des Exportes bildet, das zu behaupten, fällt uns nicht ein.

Man glaubt, damit sei die Frage, ob der Lohnabbau etwas genützt habe, für die Industriebetriebe beantwortet, wenn darauf hingewiesen wird, daß trotz Lohnabbau der Export zurückgegangen sei. Es handelt sich nicht nur um das. Die Löhne eines Betriebes machen einen der wichtigsten Bestandteile seiner Ausgaben aus. Für viele Betriebe war es ganz einfach nicht mehr möglich, die bisherigen Löhne zu bezahlen, wenn sie sich durchhalten wollen. Diese Betriebe, die mit Verlust arbeiten, waren, um sich durchhalten zu können, gezwungen, diese Löhne zu reduzieren. Es ist deshalb eine Verständnislosigkeit ohnegleichen, wenn Herr Bringolf vorhin erklärt hat, die Metallindustrie zahle Hungerlöhne. Gezwungenermaßen mußte die Maschinen- und Metallindustrie die Löhne reduzieren. Aber es sind deshalb noch lange keine Hungerlöhne entstanden. Wir haben Statistiken aus Deutschland und andern Ländern, die den Beweis erbringen, daß auch diese reduzierten Löhne immer noch wesentlich über den Löhnen im Ausland stehen. Sicher ist jedenfalls eines: man kann bei diesen Hungerlöhnen immer noch weit besser und auskömmlicher leben als mit dem, was in Sowjetrußland für den Unterhalt der Arbeiter zur Verfügung steht.

Nun ist gesagt worden, die Vorlage des Bundesrats sei nichts anderes, als das Signal zu einem allgemeinen Lohnabbau ohne Ende. Da ist daran zu erinnern, daß heute mindestens 70 % aller Arbeiter der Privatbetriebe einen Lohnabbau hinter sich haben. Es wird vielleicht Betriebe geben, die bis jetzt ohne Lohnabbau durchgekommen sind. Es kann sein, daß diese, gezwungen durch die Verhältnisse, auch noch zu einem Lohnabbau die Zuflucht nehmen müssen. Aber daran glaube ich nicht, daß diese Vorlage zur Folge haben wird, daß nachher auf der ganzen Linie ein erneuter Lohnabbau einsetzt. Auch bis jetzt ist der Lohnabbau in der Privatindustrie nicht ohne Widerstand durchgeführt worden. Es ist da und dort der Konflikt, der sich darauf zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer entwickelte, vor das Einigungsamt gekommen. Das Einigungsamt, auf das bei uns immerhin die öffentliche Meinung einigen Einfluß hat, ist in den meisten Fällen zu einer Milderung der Vorschläge des Arbeitgebers gekommen. Daß es nun nur eines Diktates seitens des Arbeitgebers bedurfte, um den Lohnabbau durchzusetzen, das war in den wenigsten Fällen der Fall.

Schließlich muß dann auch noch auf eine andere Institution aufmerksam gemacht werden, die heute Herr Ilg total vergessen hat. Herr Ilg hat erklärt, die Bauern hätten vom Bund für ihre Preise eine gewisse Garantie; die Arbeiterschaft aber habe nichts Aehnliches. Hat dabei Herr Ilg nicht vergessen, daß die Arbeiterschaft die Arbeitslosenversicherung, daß sie die Krisenunterstützung hat? Glauben Sie nicht, daß diese Einrichtungen Auffangsinstitutionen sind für einen allzu rigorosen Lohnabbau? Glauben

Sie, daß man die Löhne unter die Arbeitslosenunterstützung, unter die Krisenunterstützung ohne weiteres abbauen kann? Darüber sind sich auch sozialistische Führer einig, daß, wenn die Arbeitslosenversicherung nicht bestehen würde und wir die Krisenhilfe nicht hätten, die Löhne jedenfalls noch auf einem tiefern Niveau angelangt wären. Wir wissen ja, daß Sie es nötig haben, hier nun der Privatarbeiterschaft Gespenster an die Wand zu malen, um so eine Einheitsfront aller unselbständig Erwerbenden zustande zu bringen. Allein, das hindert nicht, hier festzustellen, daß es nicht möglich und nicht wahrscheinlich ist, daß mit dem Lohnabbau beim Bund und bei den Bundesbahnen auf der ganzen Linie der Lohnabbau ad infinitum fortgesetzt werden kann.

Man hat hier auch erklärt, es sei ganz selbstverständlich, daß, wenn man dem eidgenössischen Personal 33 Millionen Franken wegnehmen wolle, damit diese Summe für den Konsum verloren sei. Das müsse eine schwere Schädigung für die Landwirtschaft, für den Handel, für die Industrie zur Folge haben. Es ist hier viel über die Kaufkrafttheorie gesprochen worden. Ich glaube aber nicht, daß man dieser Theorie auf den Grund gekommen ist. Sonst hätte man kaum übersehen können, daß eine Lohnsenkung nicht ohne weiteres eine Verminderung der Kaufkraft bedeutet. Die Lohnsenkung mag vielleicht an einem bestimmten Ort eine Verminderung der Kaufkraft zur Folge haben, etwa hier in der Bundesstadt und andern Städten, wo viel eidgenössisches Personal niedergelassen ist. Dafür entsteht aber an andern Orten wieder Kaufkraft. Es handelt sich demnach in Tat und Wahrheit nicht um eine Kaufkraftverminderung, sondern um eine Kaufkraftverschiebung. Ich bin in der glücklichen Lage, Ihnen hier aus der Schrift eines sozialistischen Theoretikers, von Herrn Dr. Massar, folgende Stelle zu zitieren, die diese Ansicht vollauf bestätigt. Massar schreibt: «Die Debatten über das Kaufkraftargument, die anfänglich mit einer übermäßigen Betonung der volkswirtschaftlich positiven Wirkungen einsetzten, haben in der Gegenwart schon zu bemerkenswerten Präzisierungen geführt. Es besteht heute in weiten Kreisen Uebereinstimmung darüber, daß Kaufkraftsteigerungen kein Universalmittel zur steten Inganghaltung und Aufwärtsführung der Wirtschaft darstellen, sondern daß jenseits bestimmter Grenzen und in bestimmten Situationen die positiven Wirkungen in negative umschlagen. Ferner besteht weitgehende Uebereinstimmung darüber, daß es sich bei Kaufkraftsteigerungen durch Lohnerrhöhung primär stets um Kaufkraftverlagerungen, nicht aber um Schaffung neuer Kaufkraft handelt.» Dasselbe gilt natürlich für Lohnsenkungen, indem dann die Kaufkraft nicht ohne weiteres vermindert wird.

Man hat meines Erachtens mit Unrecht auch auf Deutschland hingewiesen. Die Verhältnisse liegen in Deutschland wesentlich anders als bei uns. Wir haben keine Inflation mitgemacht. Uebrigens hat Deutschland noch letztes Jahr den größten Export aller großen Industrieländer gehabt. Der Export von Deutschland war im Jahre 1931 um 20 % größer als derjenige von Nordamerika, 56 % größer als derjenige von Großbritannien und der Exportüberschuß dreimal so groß wie in Großbritannien. Wenn auch zuzugeben ist, daß der Export von Deutschland in diesem Jahre weiter zurückgegangen ist, so ist

er doch nicht stärker zurückgegangen als der aller andern Exportländer, im Gegenteil weniger als der gesamte Welthandel, der sich um 40 % verminderte. Noch in den ersten sechs Monaten dieses Jahres hat Deutschland über 600 Millionen Mark Exportüberschuß erzielt. Es wäre vielleicht viel passender, wir würden einen Vergleich mit England anstellen, das im Jahre 1925 seine havarierte Währung wieder auf den Goldstandard gebracht, gleichzeitig aber unterlassen hat, die Lebensmittelpreise, die Löhne usw. im Inlande entsprechend zu senken. Damit ist die Disparität zwischen der Ausland- und Inlandkaufkraft des Pfundes entstanden, die nach dem Urteil eines bekannten französischen Nationalökonomens, André Siegfried, schließlich die Ursache des Zusammenbruches des englischen Pfundes geworden ist. Darum habe ich nicht ohne Bedenken heute die Ausführungen von Herrn Prof. Marbach gehört, der erklärte, das Passivum unserer Handelsbilanz von einer Milliarde erschrecke ihn nicht, das sei nichts. Wenn wir genügend marokkanische Renten und andere ausländische Kapitalerträge hätten, so wären wir in der Lage, dieses Passivum immer mit Leichtigkeit zu decken. (Marbach: Habe ich nicht so gesagt.) Solange das Passivum 200 bis 300 Millionen Franken beträgt, und wir in der Lage sind, es mit unseren Einnahmen aus dem Fremdenverkehr und den Erträgen aus unseren ausländischen Kapitalanlagen zu decken, ist dieses Passivum unbedenklich. Aber wenn es eine Milliarde erreicht und auf der andern Seite unser Fremdenverkehr ständig zurückgeht, wenn wir im Ausland nicht nur an Substanz verloren haben, sondern auch der Ertrag der ausländischen Kapitalanlagen dauernd zurückgegangen ist, dann ist das Kunststück, ein Defizit von einer Milliarde zu decken, schon etwas größer, als mit marokkanischen Renten ein Automobil von 7000 Fr. in Frankreich zu kaufen. Damit Sie sehen, daß ich da nicht allein stehe auf weiter Flur, will ich auch noch einen Professor zitieren, Herbert von Berkerath, der in seiner Schrift «Autarkie oder internationale Zusammenarbeit» gesagt hat: «Eine stabile Handelsbilanzlage hängt auch von innerpolitischen Voraussetzungen ab, nämlich von der Elastizität der nationalen Kostenfaktoren, besonders der Lohn- und Preisbildung, der Steuern usw., die es gestattet, bei dauernder Passivität der Zahlungsbilanz, welche zu Goldverlusten und Bedrohung der Währungsstabilität führt, durch Senkung der Selbstkosten und Erhöhung der Ausfuhrkraft die Handels- und damit die Zahlungsbilanz zu verbessern und dadurch ins Gleichgewicht zu bringen. Das Verständnis für diese Notwendigkeiten war nach dem Kriege weithin verloren gegangen, fehlorientierte politische Einflüsse hatten die Elastizität in den Kostengrundlagen der heimischen Produktion zerstört. Hier hat nun der Druck der Not bessere Einsicht angebahnt. Doch ist die Einmischung wirtschaftsfremder innerpolitischer Machtfaktoren immer noch eine Gefahr.» Walter Rathenau, als gedankenreicher Philosoph gleichbedeutend wie als Leiter einer der größten deutschen Konzerne, hat den Satz geprägt: «Die Wirtschaft ist unser Schicksal.» Wer und was bestimmt die Wirtschaft? Ist es nicht die Politik, sind es nicht vielfach vorwiegend politische Einflüsse? Wenn sich die politischen Einflüsse in dieser Frage in der Richtung bewegen, die Herr Gadiant angedeutet hat, der sagte, besinnen wir

uns auf uns selbst, ziehen wir uns auf unsern einheimischen Markt zurück, mit andern Worten, huldigen wir einer Autarkie, dann, meine Herren, wird die Politik und die Wirtschaft nicht nur unser Schicksal, sondern unser Verhängnis sein.

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 22. September 1932.
Séance du matin du 22 septembre 1932.

Vorsitz: — Présidence: Hr. Abt.

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Fortsetzung. — Suite.

Siehe Seite 589 hievor. — Voir page 589 ci-devant.

Schmutz: Die Haltung der Delegation unserer Fraktion in der Besoldungskommission begegnete besonderem Interesse wohl deshalb, weil bekannt war, daß auch in unsern Kreisen die Ansichten über die Zweckmäßigkeit eines Besoldungsabbaues durchaus nicht einheitliche sind, wie das auch schon aus der Diskussion hervorgegangen ist. Vor allem aus möchte ich bemerken, daß wir uns in unserer Stellungnahme nicht von politischen Erwägungen leiten ließen, wie es vielleicht auch uns hätte naheliegen können. Wegleitend waren die Bedürfnisse unseres Staatshaushaltes und unserer Regiebetriebe. Uns leitete keine Animosität gegen unsere Beamten und Angestellten oder das Bestreben, wenn es uns schlecht gehe, müßten auch andere Kreise zu uns heruntergerissen werden. Wir erkennen gerne an, daß wir ein zuverlässiges, pflichtgetreues Beamten- und Angestelltenpersonal sowohl im Bund wie in den Kantonen haben, daß wir in unsern schwierigen topographischen Verhältnissen relativ wenige Unfälle bei Eisenbahn und Post verzeichnen — wir denken dabei auch an die Alpenposten — was neben der Güte der Anlage auch der Pflichttreue und Tüchtigkeit des Personales zuzuschreiben ist. Wir wollen infolgedessen gerne mit-helfen, dem Personal die Entschädigungen auszurichten, die bis an die Grenze der Leistungs- und Tragfähigkeit der betreffenden Regiebetriebe oder des Bundes selbst, d. h. unserer Gesamtwirtschaft heranreichen.

Man hat uns in der Kommission und in der Öffentlichkeit auf gewisse Rückwirkungen, die ein Besoldungsabbau auf die Kaufkraft und infolge einer Schwächung derselben auf den sonst schon unge-

nügenden Absatz landwirtschaftlicher Produkte haben könnte, aufmerksam gemacht. Wir haben Äußerungen anhören müssen, dahingehend, daß lauter und bestimmter noch als bisher freie Einfuhr landwirtschaftlicher Konkurrenzprodukte aus dem Ausland verlangt und auf dem Wege von Einkaufsorganisationen möglichst billige Zufuhr derselben erreicht werden müsse, von Drohung von Boykott unserer inländischen landwirtschaftlichen Produktion, wenn wir bei den Besoldungsbestrebungen uns in vordere Linie stellen oder den gestellten Anträgen auf Nichteintreten oder weitgehende Milderung der Vorlage des Bundesrates nicht zustimmen werden. Wir haben es ablehnen müssen und tun es auch noch heute, in dieser Frage dem Grundsatz nachzuleben: Gibst du mir die Wurst, so lösche ich dir den Durst, oder umgekehrt: Gibst du mir die Wurst nicht, so lösche ich dir den Durst nicht. Das wäre ein gefährliches System, einerseits geeignet, die Gesamtwirtschaft, nicht nur die Landwirtschaft und deren Tragfähigkeit auf das empfindlichste zu stören und andererseits auch die Grundlagen unseres Staatswesens, die auf einer gesunden Finanzwirtschaft ruhen, unheilbar zu schädigen. Wenn die Bestrebungen nach vermehrter Oeffnung der Grenzen Erfolg haben sollten, dann wäre es nichts als logisch, sie auch zu öffnen für die billigen Arbeitskräfte, die von allen Seiten in unser Land hereinzuströmen bereit sind, was eine völlige Deroute in unsern Arbeits- und Lohnverhältnissen herbeiführen müßte. Herr Ilg hat bemerkt, daß niemand einen gleichen Schutz genieße wie die Landwirtschaft und ihre Produktion, daß die Arbeiterschaft im Verfolg ihrer Interessen rein auf die Tätigkeit der Gewerkschaften abstellen müsse. Demgegenüber kann festgestellt werden, daß die Einreise ausländischer Arbeitskräfte gehindert ist, daß Arbeitsannahme derselben zum Teil verunmöglicht wird und daß durch eine freie Oeffnung der Grenze für das Hereinströmen fremder Arbeitskräfte die heutigen Lohn- und Besoldungsverhältnisse schon durch dieses eine Moment unhaltbar würden. Es ist deshalb nicht richtig, was Herr Ilg in dieser Beziehung gesagt hat.

Es wird sich fragen, wer unter diesen Umständen heute am meisten zu verlieren hätte. Wir kennen die Zukunft nicht, Anzeichen von Erholung der internationalen Wirtschaft haben sich als trügerisch erwiesen. Ein Beamter hat mir erklärt, lieber heute einen Abbau von zehn Prozent und die Sicherheit, daß die heute zugesicherten Besoldungen auch in den nächsten Jahren ausgerichtet werden, als vielleicht in naher Zeit unter dem Zwang noch schwererer Verhältnisse einen solchen von vielleicht 15—20% erleben zu müssen. Je eher wir an die Regelung auch dieser Verhältnisse gehen, desto besser wird es möglich sein, sie in einer Weise zu ordnen, die für beide Teile erträglich sein wird. Was wir heute erleben, ist nicht mehr nur Krise, sondern Neuorientierung im gesamten internationalen, und nationalen ökonomischen Leben. So müssen auch wir eine andere mittlere Linie suchen und finden, nach der sich unsere Wirtschaft und Einkommensverhältnisse zu richten haben. Dieser absoluten Notwendigkeit werden sich auch unsere Beamten nicht entziehen können.

Wir begreifen es ja, wenn sich Besoldungs- und Lohnbezüger für eine einmal erkämpfte Position wehren; niemand, auch wir nicht, sind von der Not-

Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1932
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2833
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	21.09.1932
Date	
Data	
Seite	589-608
Page	
Pagina	
Ref. No	20 031 273

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

uns auf uns selbst, ziehen wir uns auf unsern einheimischen Markt zurück, mit andern Worten, huldigen wir einer Autarkie, dann, meine Herren, wird die Politik und die Wirtschaft nicht nur unser Schicksal, sondern unser Verhängnis sein.

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 22. September 1932.
Séance du matin du 22 septembre 1932.

Vorsitz: — Présidence: Hr. Abt.

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Fortsetzung. — Suite.

Siehe Seite 589 hievor. — Voir page 589 ci-devant.

Schmutz: Die Haltung der Delegation unserer Fraktion in der Besoldungskommission begegnete besonderem Interesse wohl deshalb, weil bekannt war, daß auch in unsern Kreisen die Ansichten über die Zweckmäßigkeit eines Besoldungsabbaues durchaus nicht einheitliche sind, wie das auch schon aus der Diskussion hervorgegangen ist. Vor allem aus möchte ich bemerken, daß wir uns in unserer Stellungnahme nicht von politischen Erwägungen leiten ließen, wie es vielleicht auch uns hätte naheliegen können. Wegleitend waren die Bedürfnisse unseres Staatshaushaltes und unserer Regiebetriebe. Uns leitete keine Animosität gegen unsere Beamten und Angestellten oder das Bestreben, wenn es uns schlecht gehe, müßten auch andere Kreise zu uns heruntergerissen werden. Wir erkennen gerne an, daß wir ein zuverlässiges, pflichtgetreues Beamten- und Angestelltenpersonal sowohl im Bund wie in den Kantonen haben, daß wir in unsern schwierigen topographischen Verhältnissen relativ wenige Unfälle bei Eisenbahn und Post verzeichnen — wir denken dabei auch an die Alpenposten — was neben der Güte der Anlage auch der Pflichttreue und Tüchtigkeit des Personales zuzuschreiben ist. Wir wollen infolgedessen gerne mit-helfen, dem Personal die Entschädigungen auszu-richten, die bis an die Grenze der Leistungs- und Tragfähigkeit der betreffenden Regiebetriebe oder des Bundes selbst, d. h. unserer Gesamtwirtschaft heranreichen.

Man hat uns in der Kommission und in der Öffentlichkeit auf gewisse Rückwirkungen, die ein Besoldungsabbau auf die Kaufkraft und infolge einer Schwächung derselben auf den sonst schon unge-

nügenden Absatz landwirtschaftlicher Produkte haben könnte, aufmerksam gemacht. Wir haben Äußerungen anhören müssen, dahingehend, daß lauter und bestimmter noch als bisher freie Einfuhr landwirtschaftlicher Konkurrenzprodukte aus dem Ausland verlangt und auf dem Wege von Einkaufsorganisationen möglichst billige Zufuhr derselben erreicht werden müsse, von Drohung von Boykott unserer inländischen landwirtschaftlichen Produktion, wenn wir bei den Besoldungsbestrebungen uns in vordere Linie stellen oder den gestellten Anträgen auf Nichteintreten oder weitgehende Milderung der Vorlage des Bundesrates nicht zustimmen werden. Wir haben es ablehnen müssen und tun es auch noch heute, in dieser Frage dem Grundsatz nachzu-leben: Gibst du mir die Wurst, so lösche ich dir den Durst, oder umgekehrt: Gibst du mir die Wurst nicht, so lösche ich dir den Durst nicht. Das wäre ein gefährliches System, einerseits geeignet, die Gesamtwirtschaft, nicht nur die Landwirtschaft und deren Tragfähigkeit auf das empfindlichste zu stören und andererseits auch die Grundlagen unseres Staatswesens, die auf einer gesunden Finanzwirtschaft ruhen, unheilbar zu schädigen. Wenn die Bestrebungen nach vermehrter Oeffnung der Grenzen Erfolg haben sollten, dann wäre es nichts als logisch, sie auch zu öffnen für die billigen Arbeitskräfte, die von allen Seiten in unser Land hereinzuströmen bereit sind, was eine völlige Deroute in unsern Arbeits- und Lohnverhältnissen herbeiführen müßte. Herr Ilg hat bemerkt, daß niemand einen gleichen Schutz genieße wie die Landwirtschaft und ihre Produktion, daß die Arbeiterschaft im Verfolg ihrer Interessen rein auf die Tätigkeit der Gewerkschaften abstellen müsse. Demgegenüber kann festgestellt werden, daß die Einreise ausländischer Arbeitskräfte gehindert ist, daß Arbeitsannahme derselben zum Teil verunmöglicht wird und daß durch eine freie Oeffnung der Grenze für das Hereinströmen fremder Arbeitskräfte die heutigen Lohn- und Besoldungsverhältnisse schon durch dieses eine Moment unhaltbar würden. Es ist deshalb nicht richtig, was Herr Ilg in dieser Beziehung gesagt hat.

Es wird sich fragen, wer unter diesen Umständen heute am meisten zu verlieren hätte. Wir kennen die Zukunft nicht, Anzeichen von Erholung der internationalen Wirtschaft haben sich als trügerisch erwiesen. Ein Beamter hat mir erklärt, lieber heute einen Abbau von zehn Prozent und die Sicherheit, daß die heute zugesicherten Besoldungen auch in den nächsten Jahren ausgerichtet werden, als vielleicht in naher Zeit unter dem Zwang noch schwererer Verhältnisse einen solchen von vielleicht 15—20% erleben zu müssen. Je eher wir an die Regelung auch dieser Verhältnisse gehen, desto besser wird es möglich sein, sie in einer Weise zu ordnen, die für beide Teile erträglich sein wird. Was wir heute erleben, ist nicht mehr nur Krise, sondern Neuorientierung im gesamten internationalen, und nationalen ökonomischen Leben. So müssen auch wir eine andere mittlere Linie suchen und finden, nach der sich unsere Wirtschaft und Einkommensverhältnisse zu richten haben. Dieser absoluten Notwendigkeit werden sich auch unsere Beamten nicht entziehen können.

Wir begreifen es ja, wenn sich Besoldungs- und Lohnbezüger für eine einmal erkämpfte Position wehren; niemand, auch wir nicht, sind von der Not-

wendigkeit eines Lohn- und Besoldungsabbaues erbaut. Wir machen denen keinen Vorwurf, die sich mit ehrlichen Gründen für Beibehaltung des bisherigen Lohn- und Besoldungsniveaus wehren und alle Gründe hervorsuchen, die diesen Standpunkt begründen können.

Eines der Hauptargumente gegen einen Lohn- und Besoldungsabbau ist die Kaufkrafttheorie. Man kann sie an und für sich nicht als unrichtig erklären. Sie ist aber nur dann richtig, wenn es gelingt, die Kaufkraft möglichst gleichmäßig auf alle Volksteile zu verteilen. Einem Irrtum dürfen wir nicht erliegen. Gute Löhne und Besoldungen sind nicht die Ursache, sondern die Wirkung einer gut gehenden Wirtschaft. Wenn das Umgekehrte der Fall wäre, müßte man ja in solchen Zeiten Löhne und Besoldungen erhöhen, damit die Wirtschaft durch die erhöhte Kaufkraft zu recht gekurbelt würde. Es liegt auf der Hand, daß das nicht möglich ist. Die Einzelwirtschaft wie die Gesamtwirtschaft, letztere auf dem Umwege über den Staat, zahlt normaler Weise diejenigen Besoldungen und Löhne, die der Möglichkeit ihrer Produktivität und Tragfähigkeit entsprechen. Die Tragfähigkeit unserer Gesamtwirtschaft ist infolge internationaler Einwirkungen geschwächt. Beweis: Rückgang der direkten und besonders indirekten Abgaben und Steuern, Notwendigkeit der Anpassung, soweit als möglich, der Ausgaben an die veränderten Verhältnisse. Das sind nicht Theorien, das sind Gesetze, die man nicht ungestraft auf die Dauer in einem Staatswesen mißachtet. Ausrichtung von Besoldungen und Löhnen, die über die Tragfähigkeit einer einzelnen oder einer Gesamtwirtschaft hinausgehen, können diese ruinieren. 433 Millionen Lohn- und Besoldungsausgaben im Bunde und in den Regiebetrieben überschreiten unter den heutigen Verhältnissen die Tragfähigkeit unserer Wirtschaft. Beweis: die entstehenden großen Defizite. Die gute Kaufkraft, wenn sie nur einseitig geschützt und gefördert wird, hat in Zeiten billiger Preise bei den Einzelnen nicht eine Vermehrung des Bedarfes, sondern dessen Verfeinerung zur Folge. Beweis: Heute können gewisse Erzeugnisse unserer Schlachtviehproduktion, trotzdem sie zum Teil sogar unter Vorkriegspreisen abgegeben werden, kaum abgesetzt werden; Nachfrage nach den feinen Qualitäten, große Einfuhr von ausländischem Geflügel, Wildpret usw.; fremde Produkte, Orangen, Bananen werden sehr oft unserem einheimischen Obst, auch wenn es billiger ist, vorgezogen. Diese Beispiele könnten vermehrt werden. Sehr oft verleitet also eine gute Kaufkraft zu falschen Umlagen, die vor allem nicht der einheimischen Produktion zugute kommen. Deshalb, gestützt auf die in der Vergangenheit gemachten Erfahrungen, lassen wir uns auch von den Ausführungen, wie sie z. B. Herr Bratschi und Herr Ilg in bezug auf die Auswirkungen des Lohnabbaues und den Absatz der landwirtschaftlichen Produkte machten, nicht wesentlich beeinflussen. Ein deutscher Wissenschaftler, der der Sozialdemokratie nahesteht, macht auch seine Vorbehalte zur Kaufkrafttheorie. Er leitet sogar ab, daß Löhne und Besoldungen, die über die Tragfähigkeit eines Betriebes hinausgehen, zu zwangsläufigen Entlassungen und zu vermehrter Arbeitslosigkeit führen müssen. Das möge man sich besonders bei den Bundesbahnen, bei dem heutigen großen Verkehrs-

rückgang, merken. Löhne und Besoldungen bilden bei den Bundesbahnen den wichtigsten Ausgabenposten, im Jahre 1931 z. B. 168,744,000 Fr.

Aus solchen Ueberlegungen heraus resultiert unsere Stellungnahme. Abbau von Löhnen und Besoldungen schwächt unsere gesamte Kaufkraft gegenüber dem Ausland nicht. Es ist nur eine etwas abgeänderte Umlage. Diese Gelder, die hier erspart werden, finden anderweitig ihre Verwendung. Es ist ein kleines Mittel, einen Ausgleich in der Kaufkraft herbeizuführen. Herr Dr. Gadiant hat gesagt, wir müssen uns auf uns selbst besinnen und die Kaufkraft erhalten. Das wollen wir auch durch diese Maßnahme. Wir wollen dadurch, daß wir die gesamte Wirtschaft entlasten, auch die Kaufkraft der übrigen Kreise etwas schonen. Man hat uns starres Festhalten an der Vorlage des Bundesrates, mangelndes Verständnis und Entgegenkommen vorgeworfen. Wir haben auf Festhalten der sog. gleitenden Lohnskala verzichtet, die, nach Vorschlag des Bundesrates, bis zu 15 % Abbau gehen wollte, die Wirkung der Vorlage vorläufig auf 3½ Jahre beschränkt, weiteren Kinderzulagen zugestimmt, ebenso dem Dezemberabzug. Der Abbau beträgt ja schließlich nur noch 9,2 %, ausgenommen Kinder- und Ortszulagen, die nicht berührt werden. Die Ersparnisse für die Gesamtverwaltung betragen, berechnet an den Gesamtausgaben von 433 Millionen, gegenübergestellt den Ersparnissen von zirka 30 Millionen, nicht einmal sieben Prozent. Ein Abbau des Reallohnes findet bei einem Ansatz von zehn Prozent nicht statt. Ein Gleichbleiben oder ein Abzug von sieben oder weniger Prozent bedeutet gegenüber 1928 eine Besserstellung des eidgenössischen Personals. Frage: Ist das gerecht in einer Zeit, wo die Einkommensverhältnisse weiter Berufskreise geradezu ruinös sind? Wir müssen Ihnen deshalb den Antrag der Kommissionmehrheit in all seinen Details empfehlen.

Hauser: Ich möchte nach der Richtung der politischen Bedeutung einige Worte sagen. Ich tue das nicht deswegen, weil ich das Gefühl habe, daß über das hinaus, was die Vertreter unserer Fraktionen über die wirtschaftliche Seite gesagt haben, noch Wesentliches zu ergänzen sei, sondern ich möchte aus einem tiefen Gewissenszwang heraus in der gegenwärtigen Situation mit aller Offenheit das sagen, was jeden schmerzlich berührt, wenn er den bisherigen Verhandlungen sowohl in den Kommissionen wie auch im Rate gefolgt ist. Es ist, ich gebe das zu, in der Diskussion zum Teil in durchaus sachlicher Weise darauf hingewiesen worden, daß es sich bei der gegenwärtigen Vorlage — Herr Schmutz hat das mit besonderem Nachdruck betont — keineswegs um schlechten Willen handelt oder um die Absicht, dem Bundespersonal das Einkommen leichtsinnig zu schmälern, sondern um eine zwingende wirtschaftliche Notwendigkeit; ich möchte sagen, um das letzte Mittel, um ein Unternehmen wieder in Schwung zu bringen und überhaupt noch lebensfähig zu erhalten. Wenn es wirklich so wäre, wenn diese Ueberzeugung sich uns aufdrängen müßte, dann wäre nicht mehr zu diskutieren. Aber ich bestreite die Voraussetzung dazu. Mich mahnt diese Argumentation ein bischen daran, wie wenn in einem Privathaushalt, wenn es vielleicht anfängt, etwas knapper zu werden, der Herr und die Frau zwar sich keinerlei Beschränkungen aufer-

legen wollen, dafür aber an den Bediensteten anfangen zu sparen mit der Argumentation, daß nun einmal gespart werden müsse. Es wäre lächerlich zu leugnen daß wir heute in einer Krise stehen. Ich gebe auch ohne weiteres zu, daß zunächst nicht abzusehen ist, wann und wie die Krise sich entwickelt, wann wieder Zeiten kommen, wo wir uns trauen, über derartige Sparmaßnahmen hinweggehen zu können, aber ich bestreite die Tatsache, daß heute eine Situation vorliegt, die uns zwingt, daß an einem Besoldungsgesetze, das nach unendlichen Mühen und nach jahrelanger Unruhe im Personal zustande gekommen ist, auf derart leichte Weise verschlechtert und geändert werden soll. Es ist richtig — die Herren Bundesräte Musy und Pilet werden es noch im einzelnen auseinandersetzen, wie das schon in Zermatt geschehen ist — daß wir mit Defiziten zu rechnen haben. Es wird dies auch nächstes Jahr der Fall sein. Ist das denn im öffentlichen Leben eine derartige Katastrophe, daß man nun leichten Herzens dazu übergeht, dem Personal sein Weniges wegzunehmen? Ich bestreite das vom Standpunkt eines Beamten aus, der selbst in einer Verwaltung tätig ist. Ich bestreite es auch für unsere öffentliche Verwaltung. Ich bestreite, daß die Situation heute schon so geworden ist, daß wir an wohlverworbenen Rechten des Personals rütteln müssen. Ich kenne den Satz des Herrn Stampfli, der gesagt hat, das Volk — unter Volk versteht ja jedermann etwas anderes — würde es nicht verstehen, eine weitere Belastung auf sich nehmen zu müssen, wenn man nicht alles versucht hätte und nicht vor allem dem Personal gewisse Opfer auferlegte. Ich weiß nicht, wer in diesem Falle recht hat, aber ich glaube nicht an diese Unbilligkeit der Auffassung. Ich glaube, es ist umgekehrt. Der größte Vorwurf, den man dem Bundesrat machen muß, ist der, daß er nicht zunächst ernsthafte Anstrengungen machte, wie auf andere Weise die Fehlschläge und Ausfälle der Bundesrechnung gedeckt werden konnten, bevor er zu diesem billigen Mittel des Opfers beim Personal gegriffen hat.

Es ist sehr viel gesprochen worden von der sog. Belastung des Volkes. Ich will nur ein paar Worte darüber sagen. Herr Nietlispach hat sich zu dem Satze verstiegen, daß in ganz Europa, mit Ausnahme von England, nirgends eine derartige Steuerbelastung sei, wie in der Schweiz. Es würde Herrn Nietlispach schwer fallen, das zu beweisen. Nein, umgekehrt ist es, Herr Nietlispach! Es gibt kaum ein Land in Europa, wo, nicht der kleine und mittlere, sondern der große Besitz und das hohe Einkommen in derartiger Weise geschont wird wie in der Schweiz. Die Frage der Abwanderung des Kapitals und der großen Einkommen ist illusorisch, weil ja die Leute nicht wüßten, wohin sie damit gehen sollten — natürlich in England in allererster Linie. Es ist vielleicht nicht so ganz unrichtig, wenn einmal ein bedeutender Volkswirtschaftler gesagt hat, die Frage der Erträglichkeit der Steuerbelastung sei in letzter Linie eine Erziehungsfrage. So eigentümlich das klingt, so ist vielleicht darin doch ein wahrer Kern, weil in vielen Fällen die Frage der Tragbarkeit der Belastung vielleicht eine Frage der Gewohnheit ist. Es ist doch z. B. so, daß in England von den großen Einkommen Prozentsätze bis zu 40 und 50 und sogar 60 % weggesteuert werden. Es ist Tatsache, daß auch in Deutschland heute — reden Sie einmal mit den Leuten, wie ich

Gelegenheit hatte, auf dem Wege von Verhandlungen mit Universitätsangestellten usw., so hören Sie das — Belastungen bis zu 30 und 40 % des Einkommens an der Tagesordnung sind. Man soll also nicht behaupten, daß die Steuerbelastung bei uns so ist, daß sie nicht mehr weiter getrieben werden könnte. Das ist einfach nicht so, ebensowenig wie in England. Deswegen ist die Frage, ob wir bei uns über eine Kriegssteuer überhaupt noch reden dürfen, an sich wirklich ein bischen leichtsinnig verneint worden, gemessen an den Tatsachen. Und wenn man davon gesprochen hat, daß schon das ganze Volk Opfer gebracht hat, so will ich nicht darüber rechten; aber diese Opfer sind nicht im gleichen Verhältnis gebracht worden. Es ist aber nicht gleich, ob der kleine Mann mit 2000—3000 Fr. Einkommen allein das Opfer bringen soll oder ob vielleicht auch der Reiche einen Teil seines Kapitals hergeben muß, an dem er ja zunächst nur eine fiktive Einbuße erleidet, weil ja, wie gesagt, noch gar nicht feststeht, wie und wann die Wirtschaft sich wieder erholen wird. Das ist es, was dem Mann im Volke nicht in den Kopf will und was Sie ihm mit all Ihren Argumentationen nicht beibringen werden.

Ich habe keinen Anlaß, mit den Herren Bauernvertretern zu zanken und will es auch nicht tun. Ich will glauben, daß es bei ihnen rein wirtschaftliche, vom Blick aufs Volksganze bedingte Ueberlegungen sind. Aber diese Ueberlegungen sind meiner Auffassung nach dennoch durchaus falsch. Ich verstehe einfach jene doppelte Politik nicht, die die Herren vom Bauernverband betreiben. Ich verstehe es nicht, daß man auf der einen Seite den Bundesrat durch unerhörten Druck — heute hat Herr Schmutz von Drohungen gesprochen; was darunter zu verstehen ist, mögen seine Herren Fraktionsgenossen wissen — darauf hindrängt, daß die Grenzen geschlossen, die Preise hochgehalten werden, wo wir doch in der Landwirtschaft noch Preise haben, wie sie nirgends in der Welt bestehen, wenn man darauf hindrängt, daß wir uns keine Orange und keine Banane mehr gönnen, sondern unser schweizerisches Obst konsumieren, auch wenn es nicht gerade erste Qualität ist — eine Politik, die ich vom Standpunkt der Erhaltung der nationalen Produktion aus noch verstehe — und auf der andern Seite dann verlangt, daß an den Löhnen abgebaut wird. Ich verstehe nicht, wie das miteinander sich vereinbaren läßt. Man mag zur Kaufkrafttheorie stehen, wie man will, so bleibt doch die einfache Tatsache bestehen, daß der, der einige hundert Franken weniger verdient, entsprechend weniger kaufen kann. Das ist es, was uns an ihrer Haltung unfaßlich scheint, und deswegen vielleicht bei einzelnen von uns auch der Gedanke einer etwas unsachlichen Behandlung von Seiten der Bauernvertreter mit einem gewissen Recht aufsteigt. Ich appelliere nicht an die Autorität ihrer eigenen Beamten, aber es ist doch so, daß Herr Dr. Laur, der ja im Grunde genommen als einer der klügsten Köpfe diese Zusammenhänge durchaus erfaßt hat, mit seinen Ueberlegungen nicht Unrecht haben kann.

Wir machen nicht in Vergeltungsmaßnahmen. Ich möchte ausdrücklich feststellen, daß wir auch nicht damit gedroht haben. Aber Sie müssen doch in erster Linie mit uns empfinden, daß es nicht unmöglich erscheint, daß eine gewisse Bitterkeit leicht bei denen aufsteigen könnte, denen man täglich im Sinne patrio-

tischer Einstellung zur eigenen Produktion Opfer auferlegen will. Wenn man diese Leute mit derartigen Opfern belegt, so ist das nichts anderes, als eine natürliche Reaktion, zu der wir die Leute nicht auffordern, die wir auch nicht organisieren, sondern die wir im Gegenteil hie und da noch zu besänftigen suchen müssen.

Ich habe gesagt: Mir macht die Finanzlage des Bundes insofern keine Sorgen, als die heutige Situation nicht so ist, daß man zu diesem letzten Mittel greifen müßte. Und die Art und Weise, wie die Dinge behandelt wurden, legt uns die Ueberzeugung nahe, daß es sich in erster Linie nicht um eine wirtschaftliche, sondern um eine politische Aktion handelt, um Prestigefragen. Das ist es offenbar für den Bundesrat, sonst hätte nicht Herr Bundesrat Musy im Augenblick, wo es sich darum handelt, sich allen Ernstes den tatsächlichen Verhältnissen anzupassen, gesagt: Dann will ich überhaupt nichts mehr davon wissen; ich lasse die ganze Sache fallen, wenn nicht die 33 Millionen herauskommen. Als ob nicht 20 oder 25 Millionen zuletzt auch etwas wären! Auch das drängt einem das Gefühl auf, daß da nicht ganz mit sachlichen Argumenten gekämpft wird.

Wenn ich von einer Prestigefrage gesprochen habe, so deswegen, weil wir das Gefühl haben, daß damit einfach die moralische Basis für den privaten Lohnabbau geschaffen werden soll, und daß man sein eigenes schlechtes Gewissen damit für alle Zeiten beruhigen will, daß man darauf hinweist: der Bund ist vorangegangen, der Bund hat auch abbauen müssen, warum sollen wir es nicht tun, ein erstes Mal, oder, wenn das bereits geschehen ist, ein zweites und ein drittes Mal? Das ist die tiefe Ueberzeugung, die uns alle diese Beratungen aufgedrängt haben und die mich persönlich schmerzlich berührt hat, weil ich das Gefühl habe, daß man mit dem Schicksal unseres Personals nicht auf diese Weise spielen darf. Da können Sie erzählen, was Sie wollen, ich glaube nicht, daß im Schweizervolk viele Leute es billig finden, daß einem Manne, der 2000 oder 3000 oder 4000 Fr. verdient, davon 10 % wieder weggenommen werden.

Daß das Beamten- und Besoldungsgesetz — darauf möchte ich noch einen Augenblick zu sprechen kommen — unter nicht sehr günstigen Verhältnissen geboren worden ist, wissen wir. Herr Arnold, der hier im Nationalrat seinen ersten Probegalopp absolviert hat, um damit zu beweisen, daß er ein noch würdigerer Nachfolger seines Vorgängers ist und daß er in bezug auf revolutionäre Gesinnung alles übertrifft, was hier gesprochen wird, hat höhrend auf die Tatsache der Verteidigung des Beamten- und Besoldungsgesetzes hingewiesen und darauf, daß damals mit allen Mitteln versucht worden ist, das Gesetz zur Annahme zu bringen, und in welchen Verhältnissen wir jetzt damit stehen. Ich möchte das Eine sagen, ich gehöre nicht zu denen, die am damaligen Beamtenengesetz ungetrübte Freude gehabt haben; ich will gestehen, daß es mich persönlich schwere innere Ueberwindung gekostet hat, ihm zuzustimmen —: Herr Arnold aber sollte sich einmal einen Augenblick überlegen, wie die Situation wäre, wenn wir kein Beamtenengesetz hätten. Das hat er vielleicht doch vergessen. Dann müßten wir hier nicht so lange debattieren, dann wäre die Frage, ob Referendum mit Hilfe oder ohne Hilfe der Kommunisten, eine

erledigte Angelegenheit; es würde wie vorher mit Zulagen und Abzügen und dringlichen Bundesbeschlüssen von Halbjahr zu Halbjahr die Besoldung geregelt und kein Mensch draußen hätte etwas dazu zu sagen, wenn man nicht etwa deswegen die Revolution beginnen wollte. Das sind natürlich Dinge, die Herr Arnold sehr leicht übersieht, die er aber billigerweise auch in Rechnung setzen sollte.

Herr Stampfli hat davon gesprochen, daß es eine maßlose Uebertreibung sei, wenn man jetzt von Hungerlöhnen spreche. Ich weiß nicht, was er unter Hungerlöhnen versteht, und gebe zu, daß man darüber verschiedener Meinung sein kann. Aber wir sind der Meinung, daß die Löhne, die heute zum Teil — ich will nicht darüber rechten, ob zwangsläufig oder nicht, — in der schweizerischen Industrie bezahlt werden, tatsächlich diesen Namen verdienen, und bin, der Ueberzeugung, daß auch die Löhne, die der Staatsangestellte teilweise in den untersten Kategorien bekommt, diesen Namen verdienen, wenn davon noch zehn Prozent abgebaut werden; viele Leute werden dadurch beinahe armengemüßig werden. Ich weiß eben, daß die Lasten der Städte und Kantone sehr stark steigen. Das ist eine Reihe von Tatsachen, die nur bestreiten kann, wer die Verhältnisse nicht kennt, und das Beispiel des Abbaues beim Bunde wird von den Kantonen übernommen werden, wie es sonst bei den Einsparungen geschehen wird, wie sie von Herrn Bundesrat Musy angeregt worden sind. Ich will nur darauf hinweisen, daß nach Herrn Musy nicht etwa der Besitz belastet wird, sondern daß ausgerechnet die Subventionen gekürzt werden sollen, die gerade in der Krisenzeit doppelt nötig sind. Ich erinnere an das Tuberkulosegesetz, wo jetzt schon ein Kreisschreiben des Bundesrates den Kantonen nahelegt, mit den Ausgaben zu sparen — wie wenn die Leute mit ihrer Tuberkulose der Krise wegen warten könnten. Eine zweite Maßnahme des Bundes ist, die Subventionen an die Berufsschulen zu kürzen, ausgerechnet in einer Zeit, wo man doppelt froh ist, die Leute von der Straße wegzunehmen und in den Gewerbeschulen an ihrer Weiterbildung arbeiten zu lassen. Das heißt aber einfach, daß die Kantone die Kosten tragen sollen. Das sind keine wirklichen Sparmaßnahmen. Es gibt Krisenausgaben, — solche nach der Richtung der sozialen Fürsorge —, die gerade in einer derartigen Zeit nicht abgebaut werden dürfen. Wenn das übrige Programm des Bundesrates ungefähr nach dieser Richtung angelegt ist, dann ist es damit ein bisschen übel bestellt. Wir werden diese Vorschläge mit absoluter Sachlichkeit prüfen. Wir sind selbstverständlich dann bereit zuzustimmen, wenn wir sie innerlich rechtfertigen können. Aber es ist im Grunde genommen — das hat Herr Dr. Scherer mit Recht gesagt — ein billiges Unterfangen, daß der Bundesrat sich nicht einmal die Mühe genommen hat, auch nur darauf aufmerksam zu machen, was sonst, mit Ausnahme der Besoldungen, gespart werden könnte. Es macht wirklich den Eindruck, als ob das das einzige wäre. Aber da können wir einfach nicht mit.

Es ist von den Herren Kommissionsreferenten — ich will mich nicht mehr lange aufhalten — der Appell ans Personal gerichtet worden, man sollte sich doch gegenseitig verständigen und sollte es nicht zum Kampfe kommen lassen. Wir haben es an praktischen Versuchen nicht fehlen lassen — im

Gegensatz zu den Herren Arnold und Bringolf, die schon zum voraus darauf hingewiesen haben, daß es ihnen mit der ganzen Debatte nicht ernst ist. Dazu möchte ich ganz einfach mit aller Schlichtheit erklären, daß wir uns auf eine Diskussion mit ihnen nicht einlassen. Es ist ganz selbstverständlich, daß wir im Interesse des Personals für das stimmen, was ihm am meisten Entlastung bringt. Aber an unserer grundsätzlichen Einstellung wird sich nichts ändern. Ob es allerdings von Herrn Arnold klug war, im Augenblicke, wo er zum gemeinsamen Kampfe aufruft, uns zu beschimpfen, steht auf einem andern Blatt. Das gemahnt mich ganz daran, wie wenn vor einer Schlacht die Herren Generäle zusammenkommen und sich gegenseitig Vorwürfe machen, wie man es hätte besser machen sollen. Es ist ein recht billiges Benehmen und zeugt davon, daß es diesen Leuten gar nicht ernst ist mit diesem Abwehrkampf. Denn wem es ernst ist, der kann in einer solchen Stunde, wenn ihm wirklich das Schicksal der Arbeiter am Herzen liegt, und wenn es ihm nicht um eine einfältige Demonstration zu tun ist, nicht so handeln. Selbstverständlich ist eine Partei, die eine gewisse Verantwortung trägt, nicht frei von Fehlern. Wir sind gegen diese Tatsache nicht blind. Aber in einem Augenblick, wo es sich darum handelt, zusammenzutreten und wirklich Ernst zu machen mit einem Kampf, der eventuell unser ganzes Volk erschüttert, in einem solchen Augenblick kann man nicht so auftreten, wenn man es wirklich mit dem sog. Proletariat, wie Herr Arnold es auffaßt, gut meint. Ich habe gesagt: Es ist uns ernst mit diesem Kampfe. Ich weiß nicht, wie der Ausgang sein wird. Ich bin aber überzeugt davon, daß es ein Kampf werden wird, der immerhin alle diejenigen auf unsere Seite bringt, die billig denken, und ich habe trotz mancherlei politischer Enttäuschungen die persönliche Ueberzeugung, daß es im Schweizervolk vielleicht doch noch mehr sind, die der Meinung sind, daß man heute nicht mehr mit einer Handbewegung das Personal um seine wohl erworbenen Rechte bringen kann, als die andern. Es wird soviel gesprochen vom sog. Reallohn, davon, daß das Personal nachher gerade noch soviel habe wie vorher, wie 1927.

Es gibt, ich möchte sagen, im Rahmen des Aufstieges der Arbeiterschaft im allgemeinen und des Bundespersonals im besondern ja noch eine andere Seite. Es handelt sich nicht nur um die Frage, ob man vielleicht vielleicht auch mit dem künftigen Lohn noch soviel Brot kaufen könne wie im Jahre 1915, 1916, 1917 oder 1918. Haben wir denn all die Jahre des sozialen Aufstieges beim Personal, haben wir all die Kraft und Begeisterung, haben wir alle die Opfer, die das Personal gebracht hat, umsonst gebracht, soll das umsonst gewesen sein? Gibt es nicht auch ein Recht auf ein etwas höheres Lebensniveau, nicht auch ein Recht darauf, daß nicht nur der Mittlere und Obere, daß nicht nur der Gut-situierte, sondern auch der arme Teufel ein bischen an den Errungenschaften der Kultur teilnehmen kann? Ist das so etwas Abwegiges, etwas, was man einfach mit dem Begriff des Reallohnes abtun kann? Nein, wenn es schon so ist, daß vielleicht das Schweizervolk etwas besser lebt, als die Völker rings um uns herum, so ist das doch gerade ein Stück unseres Glückes. Wenn es Ihnen darauf

ankommt, draußen auf den internationalen Kongressen zu prahlen, dann bilden Sie sich doch auch etwas darauf ein. An dem wollen wir festhalten. Wir lassen uns nicht damit trösten, daß man zur Not das Leben auch noch mit einem Lohn fristen könnte, der um zehn Prozent tiefer ist als der bisherige. Wir wollen vielmehr mit aller Leidenschaft und mit dem Einsatz unserer ganzen Kraft festhalten daran, daß das soziale Niveau unseres Bundespersonals gewahrt bleibe.

Oeri: Im Namen der liberal-demokratischen Fraktion habe ich Ihnen Eintreten zu beantragen und zwar Eintreten auf den Entwurf der Kommissionsmehrheit und Ablehnung der weitergehenden Anträge. Unser Standpunkt ist durch die Attacken, die wir nun anderthalb Tage lang gehört haben, nicht erschüttert worden, auch nicht durch die Erörterungen über die Kaufkraft und den innern Markt.

Ich nehme diesen Einwand betreffend die Kaufkraft persönlich durchaus nicht leicht. Ich glaube, es handelt sich da um eine Instinktsache und glaube nicht, daß es wissenschaftlich und aus den Erfahrungen der Praxis heraus sicher nachweisbar ist, ob diese Kaufkrafttheorie, wie sie von der Opposition geltend gemacht wird, richtig sei oder nicht. Auch die sehr interessanten Erörterungen von Hrn. Prof. Marbach haben mir nicht gezeigt, daß es auf diesem Gebiete wirklich wissenschaftliche Kriterien gibt. Die Schwierigkeit dieses Kaufkraftproblems können wir uns durch eine Antithese klar machen. Wir wissen alle, dass es falsch wäre zu behaupten: « Je glänzender das Personal besoldet ist, desto mehr blüht der Staat ». Wir wissen aber ebenfalls, dass es falsch wäre, das Gegenteil zu behaupten: » Je schlechter das Personal besoldet ist, desto besser geht es dem Staat ». Beides ist Unsinn. Also, dass die Extreme Unsinn sind, das wissen wir; das ist leicht zu sagen. Wo liegt aber die goldene Mitte? Irgendwo müssen sich die Gedeihenskurve des Staates und die Gedeihenskurve des Personals schneiden. Wo aber liegt dieser Schnittpunkt? Ich glaube nicht, dass es dafür irgendein wissenschaftliches Kriterium gibt. Aber etwas könnten wir uns zur Wegleitung nehmen, nämlich den Vorsatz, nicht allzu sehr zu übertreiben, so wie es z. B. die Herren Bratschi und Ilg getan haben.

Hr. Bratschi hat behauptet, dem Bundespersonal werde nun zugemutet, zur Einfachheit der Altvordern zurückkehren. Wann haben diese Altvordern, zu deren Einfachheit das Bundespersonal zurückkehren soll, gelebt? Vor 4—5 Jahren, nämlich im Jahre 1927! Man mutet dem Bundespersonal zu, zur Einfachheit, zum Niveau des Reallohnes von 1927 zurückzukehren, wobei der jetzt zugemutete Reallohn immer noch ein bischen höher steht als jener Reallohn von 1927. Ob denn diese Redensarten von Jammergehältern, von der Verarmung und jetzt neuerdings — von Hrn. Nat.-Rat Hauser — auch der Ausdruck Hungerlöhne ganz angebracht seien, möchte ich mich doch fragen. Wenn das alles wahr wäre, was da gesagt wird von Jammergehältern, Hungerlöhnen usw., dann hatten ja die Kommunisten ganz recht, die den Sozialdemokraten vorwarfen, sie seien als sie vor 5 Jahren dieses Gesetz, das diese Real-löhne gewährte, haben durchsetzen helfen — gegen den damaligen Referendumsansturm der Kommunisten — Arbeitverräter gewesen, Sie, die Sie damals

geholfen hätten, diese Hungerlöhne usw. durchzusetzen! Denn was den Reallohn anbelangt, so bleibt dieser ja ganz gleich hoch, womöglich noch ein bißchen höher, wie der damalige Reallohn im Besoldungsgesetz von 1927.

Eine ähnliche Uebertreibung ist diejenige betreffend die direkten innern Marktfolgen. Auch Hr. Prof. Marbach ist da sicherlich etwas weit gegangen, wenn er behauptet hat, die Absatzverminderung werde sich durch eine Preisverteuerung im Detailhandel auswirken; wenn also weniger gekauft werde in den Läden, dann müßten die Kaufleute den Preis erhöhen; dann sei eine Erhöhung statt eine Senkung der Preise zu erwarten; das sei die Folge des Lohnabbaues.

Ich glaube, dieser Einwand ist reichlich theoretisch. Ich hätte mir gerade gedacht, daß von dieser Seite, — wo man ja auf das Genossenschaftswesen vertraut — in dieser Richtung keine Befürchtungen gerechtfertigt wären.

Hr. Ilg hat die Behauptung gewagt, die 33 Mill. Fr., die durch diese Vorlage eingespart werden, würden der Volkswirtschaft entzogen. Geht es denn da wie im Kriege, wo man mit Kanonen Sachwerte zerstört? Verschwinden diese 33 Millionen Franken aus dem Kreislauf der Volkswirtschaft denn wirklich? Tatsächlich wird es sich da nicht um ein Verschwinden, sondern um ein Auftauchen an anderer Stelle handeln, natürlich nur soweit, als diese 33 Millionen wirklich vorhanden sind, also soweit sie nicht schon jetzt nur imaginäre Werte sind, die man gerne hätte, aber nicht hat. Soweit es sich aber um wirkliche Werte handelt, verschwinden sie nicht aus dem Kreislauf der Volkswirtschaft. Sie werden auch weiterhin umgesetzt werden, nur nicht mehr von den gleichen Leuten. Wenn sie nicht mehr vom Bundespersonal ausgegeben werden, von wem werden sie dann ausgegeben? Von den reichen Leuten, etwa für Luxusautomobile usw.? Ich glaube, zum allerkleinsten Teil. In der großen Hauptsache werden diese 33 Millionen Franken nachher von Arbeitern und Angestellten ausgegeben, aber nicht von denen des Bundes, sondern von jenen der Privatindustrie. Die Situation der Privatindustrie wird durch den Lohnabbau erleichtert, wird nicht mehr zu den Zollexzessen und den Eisenbahntarifexzessen gezwungen sein, unter denen die Privatindustrie leidet. Wenn es dann der Privatindustrie besser geht, so können die Privatangestellten besser gestellt werden, und es können mehr Leute vor dem Schicksal der Arbeitslosigkeit bewahrt werden. Was bedeutet das? Das bedeutet, daß so und soviel Leute, die arbeitslos waren oder denen die Arbeitslosigkeit drohte, oder die schon jetzt kurz arbeiteten; vielleicht nur 4 Tage pro Woche usw., daß es all denen wieder besser geht, daß diese dann mehr kaufen können. Wenn man also immer vom innern Markt spricht, dann muß man auch an die andern denken, denen der Verkehr auf dem innern Markt leichter gemacht wurde durch die Maßnahmen, die da vorgeschlagen werden.

Ich gehe nun weg von dieser Theorie des innern Marktes und der Kaufkraft. Auch wer überzeugt ist, daß man aus diesem theoretischen Dschungel nicht heraus kommt, der hat doch, um mit gutem Gewissen einen Entscheid fällen zu können, ein ganz einfaches Kriterium, und das ist: hat der Bund überhaupt die Mittel, um diese 33 Millionen Franken auszuge-

ben? Und haben namentlich die Bundesbahnen heute noch diese Mittel? Nein, sie haben sie nicht mehr. Dem Bund und hauptsächlich den Bundesbahnen geht das Wasser heute bis an den Hals. Man soll kein Geld ausgeben, das man gar nicht hat.

Das schwierigere ist nun, festzustellen, wo sich die Limite der Sparnotwendigkeit befindet. Ich glaube, sie liegt sicher näher bei den Anträgen der Mehrheit als bei denjenigen der radikalen Fraktion, welche auf 7% heruntergehen will. Denken wir bei all diesen gestellten Anträgen überdies an die dunkle Möglichkeit, daß man nicht zwischen diesen verschiedenen Abschwächungen, die da vorgeschlagen sind, wählt, sondern daß man gar alle zusammen annimmt, daß man sie koordiniert, indem man zustimmt erstens einmal zu einem Abbau von 7% und dann erst noch zu dem, was die Mehrheit vorschlägt, nämlich im Monat Dezember keinen Abzug zu machen und Familienzulagen vorzusehen, ferner womöglich auch noch zu den Anträgen, wonach die untern Klassen ausgenommen werden sollen, wie es die Sozialdemokraten in ihren Eventualanträgen vorschlagen. Ja, alles das zusammen hält die Vorlage nicht aus, und ich bin heilig davon überzeugt, daß, wenn es so geht, wenn das alles zusammen angenommen wird, was da an Abschwächungen beantragt ist, daß dann die Gegner der Vorlage die ersten sein werden, die sagen: « Jetzt ist es doch eine reine Lumperei geworden; um dieser Lappalie willen rüttelt man doch nicht am Besoldungsgesetz; deswegen ändert man nicht den Status von 1927 ». Das werden gerade diejenigen, die die Abschwächungen beantragt haben, sagen; das wird man dem Volke vor Augen führen. Man wird sagen: « Es sind ja kaum mehr 5%; darum führt man doch keinen solchen Krieg. Verwerft das mesquine Gesetzlein. » Kollege Schmutz hat vorhin von einer Wurst gesprochen; er hat den Spruch zitiert: « Gibst du mir die Wurst, dann lösche ich dir den Durst. » Ich möchte auch noch von der Wurst sprechen. Man kann eine Wurst von einer Seite anbeißen; dann bleibt immer noch ein Stück davon übrig. Aber wenn wir so handeln, daß wir sie von der einen Seite gemäß Kommissionsmehrheit anbeißen, von der andern Seite durch die radikale Fraktion anbeißen lassen und von der Mitte aus durch die Sozialdemokraten mit ihren Eventualanträgen, dann bleibt allerdings von dieser Wurst, die wir dem Bundesrat geben sollten, die er von uns verlangt, auch gar zu wenig übrig.

Ich möchte auch warnen vor dem Eindruck beim Volk, den wir in einem solchen Falle hervorrufen würden. Ich möchte warnen im Interesse des Parlamentes. Was wird man nachher vom Parlament denken, das sich in dieser Weise um die Gunst des Bundespersonals bemüht? Ich möchte aber auch warnen im Interesse des Bundespersonales selbst. Denn wenn das Bundespersonal bei diesen Abschwächungen allzu sehr siegt, so könnte im großen Publikum leicht ein Eindruck entstehen, den das Bundespersonal nachher selbst sehr bedauern würde.

Nun habe ich Ihnen zum Schluß noch einen Zusatzantrag unserer Fraktion zu dieser Vorlage anzukündigen. Wir haben gestern beschlossen, die Motion Meili in Sachen Taggelder an die Finanzkommission zu überweisen. Meine Fraktion möchte Ihnen beantragen, diese Taggelderangelegenheit gerade in das vorliegende Gesetz hineinzunehmen. Ich glaube nicht,

daß die Finanzkommission unglücklich sein wird, wenn sie von dieser unangenehmen Aufgabe entlastet wird. Sie haben ja gestern sehen können, wie peinlich es wirkt, wenn man am Nervus rerum tupft, als es zu diesen aufgeregten Auseinandersetzungen zwischen Kollege Hauser und Kollege Dr. Hoppeler kam. Ich glaube, wir sollten diese Auseinandersetzungen nicht unnötig verlängern, indem wir da eine Extravorlage lancieren. Hr. Dr. Hauser hat gesagt, die ganze Sache, dieses ganze Bemühen um den Taggeldabbau sei lächerlich. Ich finde, in dieser Abbaufrage — sowohl für das Bundespersonal als auch für die Parlamentarier — ist doch nichts lächerliches. Aber peinlich ist diese ganze Frage. Wollen wir es noch ein paarmal erleben, mit dem parlamentarischen Hin und Her von und zu der Finanzkommission, daß wir über diese Sache sprechen müssen? Ich sage, diejenigen, die aus dieser Sache einen großen Kampf machen wollen, die sie breittreten möchten, die wedeln da auch ein wenig mit dem Fuchsschwanz; denn sie sagen sich: « Je mehr sich das Parlament mit dieser Sache blamiert und je peinlicher das gegen außen wirkt, desto mehr schadet es der Hauptvorlage des Besoldungsabbaues ». Ich bin deshalb für das alte, gute Rezept, daß man bittere Pillen rasch herunterzuschlucken soll: « Maul auf, Augen zu, ein Druck, ein Schluck! » So können wir es machen, wenn wir einfach einen Paragraphen in das vorliegende Gesetz aufnehmen, der unsere Taggelder — sagen wir von 40 auf 35 Fr. reduziert. Wir wollen nicht weiter gehen, wie es Hr. Meili tat, der gestern vorgeschlagen hat, auf 30 Fr. herunterzugehen. Wir glücklichen Fixbesoldeten bekämen vielleicht auch mit 30 Fr. genug; wir könnten es gut aushalten so. Aber es gibt viele Kollegen, die nicht in dieser Lage sind und wirklich einen Einnahmefall erleiden. Ich glaube, 35 Fr. wäre recht und billig. Es ist das ja noch mehr als eine Reduktion um 10%, nämlich eine solche um 12 ½ %. Es wäre das ungefähr adäquat dem Lohnabbau des Bundespersonals, weil unsere Reiseentschädigungen nicht reduziert werden. Es entsteht so eine vernünftige Schicksalsgemeinschaft zwischen Personal und Parlament. Wenn im Referendumsturm der Gehaltsabbau des Personals verworfen wird, so fällt auch derjenige des Parlaments. (Heiterkeit.) Das ist doch ganz vernünftig. Das entspricht dem guten alten Schweizerpruch: « Die Herren sollen bei den Bauern liegen ».

Schneider: Schon jetzt zeichnen sich die Linien ab, die sich beim Kampf um die Vorlage betreffend Lohnabbau herausbilden. Man sieht jetzt schon, daß das arbeitende Volk im weitesten Sinn des Wortes im Kampfe gegen den Lohnabbau des eidgenössischen Personals allein dastehen wird. Es kann in diesem Abstimmungskampfe zweifellos nur dann ein Erfolg davongetragen werden, wenn es einig und geschlossen diesen Kampf führt. Ausgerechnet in diesem Moment kommt Herr Arnold mit seiner Philippika gegen die sozialdemokratische Partei, die ja letzten Endes — und das kann auch er nicht bestreiten — die Kerntruppe im Abwehrkampf gegen den Lohnabbau stellen muß. Er hat hier sehr starke Worte gebraucht. Mein Parteigenosse Hauser hat bereits darauf hingewiesen, daß wir Herrn Arnold kennen. Aber ich glaube, es ist auch gut, daß Sie ihn kennen lernen, damit Sie die starken Worte, die er hier ge-

braucht hat, nicht allzu tragisch nehmen. Ich fasse ihn, bildlich gesprochen, an seinem weißen Haarschopf und setze ihn behutsam auf das Pult des Herrn Präsidenten. Dann sehen Sie den tapfern Revolutionär, der im Jahre 1919, als in den Straßen Basels die Maschinengewehrketten pfiffen, sich in Weiberkleidern rettete, um sich den Nachstellungen der Polizei zu entziehen, mit der Ausrede, er habe sich der Revolution erhalten müssen, weil auch nachher Führer notwendig seien. (Heiterkeit.) Herr Arnold, Sie werden das im Ernste nicht bestreiten können. Ich bin bereit, vor jeder neutralen Instanz in Basel den Zeugenbeweis für meine Behauptung zu erbringen. Ich glaube, Sie werden mit mir einverstanden sein, daß man mit einem solchen Mann, der so wenig persönlichen Mut aufbringt, hier sachlich nicht diskutieren kann, genau so, wie wir es in Basel gewohnt sind, sich mit ihm in keine Diskussion einzulassen. Mag er sprechen, was er will, mag er uns angreifen, wie er will, — in den Volksmassen, in den Arbeitermassen wird das keinen Widerhall finden.

Der rosarote Kommunist Bringolf suchte in Konkurrenz mit Herrn Arnold von der « Roten Arbeiterzeitung » in Schaffhausen den Angriff auf die sozialdemokratische Partei zu überbieten. Ich begreife das durchaus, aber in seinem Eifer ging sein Denkvermögen und die Logik seiner Ausführungen in die Brüche. Er hat dabei ebenfalls auf das Besoldungsgesetz und die Haltung der Sozialdemokratie hingewiesen. Mein Freund Hauser hat bereits die Frage an die Herren gestellt: Wo ständen wir heute, wenn damals durch das Referendum der Kommunisten das Besoldungsgesetz zu Fall gekommen wäre? Es ist durchaus richtig, und ich unterstreiche es ausdrücklich, daß wir dann den Lohnabbau nicht mit dem demokratischen Recht der schweizerischen Bevölkerung bekämpfen könnten. Wir könnten nicht sagen: Wir wollen das Volk aufrufen, um den Herren zu zeigen, daß sie auf dem falschen Wege marschieren. Dann hätten wir das alte Besoldungsgesetz, Herr Bringolf, mit seinen geringen Ansätzen, und der Nationalrat und der Ständerat hätten es in der Hand, mit dringlichen Bundesbeschlüssen die Teuerungszulagen so festzusetzen, daß das, was heute schließlich im schlimmsten Falle herauskommt, noch sehr stark überboten würde. Ich glaube, daß wir damals — es war für mich und auch für andere eine bittere Pille — trotzdem recht getan haben, das kommunistische Referendum mit aller Schärfe zu bekämpfen, damit wenigstens einmal die Besoldungen des Bundespersonals auf einer festen Basis stabilisiert worden sind. Wenn behauptet wird, daß der heute beantragte Lohnabbau eine Folge unserer damaligen Haltung gewesen sei, so ist das eine einfältige demagogische Phrase, die nur jener glaubt, der nicht gewohnt ist, die Dinge etwas zu überdenken. (Zwischenruf: Sehr richtig!)

Herr Bringolf hat, als er gestern hier sprach, auch die Zustimmung von sozialdemokratischen Mitgliedern des Rats erhalten. Ich möchte meinen Parteigenossen, die « sehr richtig » gerufen haben, sagen, daß Herr Bringolf der Mann ist, der nicht nur in Schaffhausen die Arbeiterbewegung gespalten hat, sondern daß Herr Bringolf auch die Spaltung aufrecht erhält, sie verschärft und so tut, was letzten Endes allein das ermöglicht, was unser politischer und wirtschaftlicher Gegner heute beabsichtigt. Er ist derje-

nige, der die Arbeiterbewegung in Schaffhausen so geschwächt hat, daß sie nicht in der Lage ist, (Zwischenruf Bringolf: Nicht die Arbeiterbewegung) gegen die Angriffe der Bourgeoisie aufzutreten, und ich glaube, Genossen der Sozialdemokratischen Fraktion, es ist falsch, diesem Mann Beifall zu spenden.

Präsident: Ich wollte Ihnen nicht vorenthalten, auch persönliche Bemerkungen zu machen; aber ich muß Sie zur Ordnung mahnen.

Schneider: Sie werden das schon mir überlassen müssen, sofern ich die Redezeit nicht überschreite.

Präsident: Ich habe die Aufgabe, Sie zur Sache zu mahnen.

Schneider: Ich denke, daß das, was ich hier gesagt habe, durchaus am Platze war, nach dem, was gesprochen worden ist. Solange ich meine Redezeit nicht überschreite, hat der Präsident kein Recht, mir gegenüber als Schulmeister aufzutreten. (Zwischenruf: Sehr richtig!)

Präsident: Ich habe mich an das Reglement zu halten. Es wurden in der letzten Zeit viele Zwischenrufe gemacht, sowohl von Herrn Bringolf als auch von andern. Das ist eine parlamentarische Unsitte. Wenn die Zwischenrufe nur wenigstens witzig, kurz und verständlich wären! Bei den Zwischenrufen, die in der letzten Zeit gemacht wurden, war das nicht der Fall. Ich möchte die Herren bitten, Zwischenrufe wenigstens auf die Gelegenheiten zu beschränken, bei denen die angeführten Bedingungen erfüllt sind.

Schneider: Als der Präsident noch nicht dort oben auf dem Stuhle saß, sondern von hier aus sprach, haben wir mit Vergnügen zugehört, wenn er die Ratsmitglieder am Seil heruntergelassen hat. Er sollte das auf dem Präsidentenstuhl nicht verleugnen, was er als Ratsmitglied getan hat und soll uns erlauben, das zu sagen, was wir im Interesse der ganzen Sache zu sagen als notwendig erachten. Im übrigen bitte ich den Präsidenten, mir die Unterbrechungen, die er selbst gemacht hat, an der Redezeit in Abzug zu bringen.

Die finanzielle und wirtschaftliche Seite der ganzen Angelegenheit ist hier erörtert worden und die Auswirkungen wurden dargelegt. Ich kann mich deswegen in dieser Richtung ganz kurz fassen. Ich stimme ausnahmsweise Herrn Dr. Stampfli zu, der den Silberstreifen des Herrn Dr. Gadiant wieder vom Horizont weggewischt hat. Ich glaube auch, daß es besser ist, wenn wir uns mit der Tatsache der scharfen wirtschaftlichen Krise, die noch länger andauert, vertraut machen. Es ist von Dr. Scherer darauf aufmerksam gemacht worden, daß es sich um ein Finanzproblem handle, über das wir zu diskutieren hätten. Er hat versucht, die Angelegenheit nur als Finanzproblem zu sehen. Für den ersten Moment erscheint das so. Aber wenn man etwas hinter den Schleier blickt, dann sieht man dort den großen Gegensatz zwischen der besitzenden und der besitzlosen Klasse verborgen. Ich möchte mich mit dieser klassenpolitischen Seite der ganzen Frage kurz befassen. Die Vorlage, die uns heute beschäftigt, ist nach meiner Ueberzeugung nur die Fortsetzung und Ver-

schärfung des Angriffes auf die Lebenshaltung des arbeitenden Volkes. Wir wissen es, wir brauchen die Darlegungen von Herrn Dr. Stampfli gar nicht, daß dieser Vorlage bereits der Lohnabbau in der Privatindustrie vorangegangen ist. Wir wissen, daß der Arbeiterschaft ziemlich weitgehend ihr Einkommen beschnitten wurde. Wir wissen ebenfalls, daß große Kreise des arbeitenden Volkes, außer denjenigen, die arbeitslos sind, sich bereits infolge dieser Maßnahme in einer Notlage befinden. Dagegen stimmen wir nicht zu, wenn Herr Dr. Stampfli sagt, es handle sich beim Abbau der Löhne in der Industrie um eine bittere Notwendigkeit. Man kann selbstverständlich in dieser großen wirtschaftlichen Frage nicht auf den einzelnen Betrieb abstellen, weil da unter Umständen Faktoren eine Rolle spielen, die wir nicht zu beurteilen in der Lage sind. Aber jedenfalls ist es Tatsache, daß die Löhne auch in Betrieben abgebaut worden sind, die rentieren, die noch vor kurzem große Dividenden und Tantiemen an ihre Verwaltungsratsmitglieder ausgeschüttet haben. Wenn man mich nicht verhindern würde, meine Interpellation über den Lohnabbau in den privaten Betrieben zu begründen, dann wäre ich in der Lage, hier mit Daten aufzuwarten, die Ihnen zeigen, daß es un- wahr ist, wenn erklärt wird, der Lohnabbau sei eine bittere Notwendigkeit. Industrie und Bankkapital haben in den letzten Jahren enorme Gewinne erzielt, die über das normale Maß hinausgingen. Sie könnten in der gegenwärtigen Zeit nun wohl Opfer bringen; aber das tun sie nicht. Sie bauen die Löhne ab und verlangen vom Bund, daß man sie darin durch Maßnahmen gegen das eidgenössische Personal unterstütze. Herr Dr. Oeri hat vorhin bestritten, daß es beim eidgenössischen Personal Hungerlöhne gebe und er hat uns in seiner gerissenen Art, um nicht mehr zu sagen, gewissermaßen die Verantwortung dafür überbinden wollen, weil wir für das Beamtengesetz eingetreten sind. Ich möchte Herrn Dr. Oeri gegenüber doch bemerken, daß Hungerlöhne, wenn sie vorhanden sind, auch noch mehr abgebaut werden können. Wenn wir in die Textilindustrie blicken und dort wahrnehmen, zu welchen Hungerlöhnen erwachsene Menschen arbeitend existieren müssen und wie jene, die wirtschaftlich und politisch in diesem Land die Verantwortung tragen, zusehen, daß ganze Volksschichten zugrundegehen, dann ist mindestens die Möglichkeit vorhanden, daß auch die Löhne von 2700 oder 2800 Fr. besonders beim Bundespersonal noch tiefer gesenkt werden können. Und gerade diese Furcht hat uns seinerzeit veranlaßt, dem Beamtengesetz zuzustimmen, weil wir Ihnen zutrauen, daß Sie bei günstiger Konjunktur die Löhne noch tiefer ansetzen. Deswegen ist das, was Herr Dr. Oeri gegen unsere Fraktion gesagt hat, ein Lufthieb, der nicht treffen kann. Im übrigen sehen wir aus der allgemeinen Ablehnung der Krisensteuer — soweit die bürgerliche Presse in Frage kommt — daß tatsächlich der Besitz sich von dem Tragen jeder Last, die infolge der Krise entsteht, drücken will. Als gestern Herr Dr. Scherer auf das französische Konversionsgesetz hinwies, hat Herr Bundesrat Musy gelächelt, und zwar war es ein Lächeln, aus dem klar und deutlich hervorging, daß der Bundesrat diesen von der französischen Regierung vorgezeichneten Weg nicht gehen wird, sondern daß der Bundesrat — und er kann sich dabei wahrscheinlich auf die Mehrheit

dieses Rates stützen — nicht will, daß die Zinsbelastung durch gewisse Abstriche erleichtert wird, daß der Bundesrat nicht will, daß dem Besitze irgendwelche Lasten aufgebürdet werden. Wir erfahren auch, daß man sich stets weigert, an den Militärausgaben zu sparen, daß sogar unsere famose Sparkommission den Bund zu Mehrausgaben verleitet, wie wir das in der Gasmaskenfrage gesehen haben. Alle diese Anzeichen deuten daraufhin, daß das, was ich eingangs sagte, den Tatsachen entspricht: daß der Besitz geschont werden soll, und daß man die Lasten der Krise auf die arbeitende Bevölkerung abzuwälzen bereit ist.

Sie machen nun ein großes Wesen von der Finanzlage des Bundes. Ich möchte Sie aber daran erinnern, wie es im Kriege war, damals als auch das Eigentum in gewissem Maße gefährdet war. Da haben Sie nicht lange gefragt, wie die Finanzlage des Bundes beschaffen sei, sondern haben Schulden auf Schulden gehäuft, haben über 1200 Millionen Mobilisationskosten aufgehäuft, um dieses Eigentum zu schützen, die dann durch die Kriegssteuer abgetragen wurden. Ist unsere heutige wirtschaftliche Krisis nicht auch ein derartiges Verhängnis? Ist es nicht auch notwendig, ohne die untersten Schichten des Volkes zu belasten, dafür zu sorgen, daß die Kosten zur Fernhaltung dieses Verhängnisses oder zur Linderung seiner Folgen aufgebracht werden können? Ich glaube, jeder unbefangene Mensch wird mir Recht geben, wenn ich verlange, daß in dieser Richtung vorgegangen wird.

Noch einige Worte zur Haltung der Parteien gegenüber der Vorlage. Das geistige Unwohlsein des Herrn Z'graggen hat ihn dazu veranlaßt, Anträgen zuzustimmen, die in ihrer Wirkung als Verrat an den Interessen des Personals bewertet werden müssen. Wie weit seine Kollegen von der christlich-sozialen Gruppe von ihm abrücken, weiß ich nicht, aber jedenfalls ist die Mehrheit der katholisch-konservativen Gruppe bereit, den Anträgen des Bundesrats zuzustimmen. Trotzdem werden die Propagandisten dieser Partei draußen im Volk sich nach wie vor als Verfechter der Interessen der untern Volksschichten und ebenfalls des eidgenössischen Personals aufspielen. Wie reimt sich das zusammen? Ich glaube, es sei nur das eine oder das andere möglich. Denn in diesem Falle ist es absolut notwendig, daß wer die Interessen der untern Volksschichten wahren will, sich mit aller Energie gegen diese Vorlage wenden muß. Da gibt es kein Wenn und Aber, sondern es ist notwendig, mit aller Entschiedenheit den Kampf dagegen zu führen.

Die Haltung der freisinnigen Fraktion ist noch interessanter. Schließlich nach außerordentlich langen Geburtswehen ist nun der Antrag geboren worden, der auf unserem Tische liegt, nämlich, daß der Abbau 7 % betragen soll. Auch diese Partei verkündet stets, daß in ihr alle Volksschichten ihren Anwalt besäßen. Aber auch hier erweist sich von neuem, daß in ernstesten Momenten sich die freisinnig-demokratische Partei unseres Landes sich stets zum Anwalt des Besitzes macht und die Interessen des arbeitenden Volkes, der untersten Schichten unserer Bevölkerung, im Stiche läßt. Ich habe Herrn Schmid, als er gestern sprach, sehr bedauert; man fühlte den starken Druck, der auf ihm lastete und merkte, daß dieser Mann nicht frisch und froh den Kampf gegen den Lohnabbau

zu führen in der Lage ist und daß ihm seine Kollegen von der Rechten seiner Fraktion offenbar stark zugesetzt hatten.

Es erweist sich demnach wieder, daß letzten Endes nur die sozialdemokratische Fraktion und Partei offen und klar Stellung gegen diese Vorlage nehmen kann und will. Ich habe persönlich die Ueberzeugung, daß es auch in dieser Frage geht wie schon bei einigen andern, die wir behandelt haben. Sie werden hier eine Mehrheit bekommen, und wir werden dafür sorgen, daß die Mehrheit des Schweizervolkes auf unserer Seite steht. Wie haben Sie uns gehöhnt als die Lex Häberlin beraten wurde! Aber wie haben Sie erst gehöhnt als wir über die Lex Schultheß verhandelten! Da haben Sie geglaubt, daß die Solidarität im arbeitenden Volk nicht so stark sei, um diese Gesetze zu Falle zu bringen; da haben Sie geglaubt, ebenso wie jetzt einen Keil in die Front des arbeitenden Volkes hineintreiben zu können, und haben es dann erleben müssen, daß die Lex Schultheß in tausend Fetzen zerrissen Ihrer Mehrheit vor die Füße geworfen wurde. Sie mögen beschließen was Sie wollen, wir werden ins Volk hinausgehen und versuchen, diese Vorlage genau so bachab zu schicken wie die Lex Schultheß.

Präsident: Ich konstatiere mit Freuden, daß Sie die Redezeit eingehalten haben, trotz dem Kolleg, das Sie uns zu halten versprochen hatten.

Schneider: Sehen Sie nur Herr Präsident!

Interpellation Walter-Olten,
vom 7. Juli 1932. — du 7 juillet 1932.

In seiner Botschaft über die vorübergehende Anpassung der Besoldungen, Gehälter und Löhne der im Dienste des Bundes stehenden Personen an die veränderten Verhältnisse erklärt der Bundesrat, er habe gleichzeitig beschlossen, einen Abbau der Subventionen sowie eine Einschränkung der Militärausgaben vorzuschlagen.

Ist der Bundesrat in der Lage, entsprechende Vorschläge so rasch an die Bundesversammlung zu leiten, daß sie bereits für das nächste Rechnungsjahr in Kraft treten und auf alle Fälle einer eventuellen allgemeinen Lohnreduktion beim Bundespersonal vorausgehen?

Ist der Bundesrat bereit, unverzüglich die erforderlichen Gesetzesrevisionen vorzubereiten, die innert der genannten Frist eine Senkung der Bundessubventionen und der Militärausgaben von wenigstens je 10 % herbeizuführen vermögen?

Dans son message sur l'adaptation temporaire des traitements et salaires des personnes au service de la Confédération, le Conseil fédéral déclare qu'il a décidé également de réduire les subventions, ainsi que les dépenses militaires.

Est-il en mesure de déposer des propositions dans ce sens à l'Assemblée fédérale assez tôt pour qu'il puisse y être donné suite déjà dans le prochain exercice et en tous cas avant l'entrée en vigueur d'une réduction générale des traitements du personnel fédéral?

Est-il disposé à préparer sans retard les révisions de lois qui sont nécessaires pour réduire dans le délai

indiqué de 10 % au moins les subventions fédérales et les dépenses militaires ?

Die Interpellation wird unterstützt von den Herren:

La demande d'interpellation est appuyée par MM. :

Aeby, Benninger, Boschung, Ceppi, Duft, Germanier, Gottret, Meyer-Pratteln, Scherer-Bâle, Scherrer-St-Gall, Wick, Z'graggen. (12)

Walter-Olten: Ich habe am 7. Juni 1932 eine Interpellation eingereicht, die von 12 Ratskollegen unterzeichnet worden ist. Der Text liegt Ihnen vor. Sie verlangt vom Bundesrat die Aufstellung eines allgemeinen Spar- und Finanzprogramms, eine Reduktion der Militärausgaben und der Subventionsausgaben um je 10% und die Bereitstellung und Schaffung der bezüglichen Revisionsgesetze derart rasch, daß sie bereits mit oder vor einem eventuellen Lohnabbau in Kraft treten können. Ich habe zur Begründung dieser Interpellation eine eingehende und wohl auch schöne Rede vorbereitet. Ich möchte aber diese Rede heute nicht halten. Es widerstrebt mir, zum 17. oder 18. Male zu sagen, was gestern hier in so vielen Variationen vorgetragen wurde.

Ich möchte nur zwei Punkte noch kurz unterstreichen.

Der erste Punkt: Wir stehen heute vor einem Staatsdefizit von annähernd 90 oder 100 Millionen Franken. Einem Staatsdefizit von 90 Millionen Franken begegnet man nicht mit Einzelmaßnahmen, nicht etwa mit dem Abbau der Militärausgaben allein, der Subventionsausgaben allein oder gar mit dem Abbau der Besoldungsansätze allein. Einem Staatsdefizit von 100 Millionen kann man nur begegnen mit einem allgemeinen, generellen Spar- und Finanzprogramm.

Dieses Spar- und Finanzprogramm hätte zu umfassen den ganzen Ausgabenetat, alle Ausgabenposten. Insbesondere müßte es vorsichtig prüfen die vier großen Ausgabenpositionen: Verzinsung unserer Anleihen, Militärausgaben, Subventionen und Besoldungsansätze. Und es müßte ganz bestimmte konkrete Vorschläge für die Reduktion aller dieser vier Positionen vorbringen. Herr Kollega Dr. Dollfus hat in der « Schweizer Rundschau » eine ausgezeichnete kleine Studie veröffentlicht über die « Finanzlage des Bundes ». Er hat dort dieses Finanz- und Sparprogramm gefordert und umschrieben und in feiner psychologischer Weise die Forderung des Besoldungsabbaues an den Schluß seines Programms gesetzt. Ein solches Sparprogramm würde auch allein den Ernst der ganzen Situation dokumentieren: die Notwendigkeit darlegen, daß überall gespart werden muß, die Einsicht wecken, daß alle Opfer bringen müssen, und die Beruhigung verschaffen, daß keinem Unrecht geschieht und daß nicht irgend ein finanzpolitisches Attentat auf eine Bevölkerungsklasse oder Institution irgendwelcher Art geplant ist. —

Die bundesrätliche Abbaubotschaft ist nun leider andere Wege gegangen und hat bereits auch zu einem kleineren oder größeren Abwehrkampf geführt. Wir möchten zwar nicht untersuchen, ob der Sozialdemokratie in der politischen Sauregurken-Zeit diese fette Ente nicht sehr zu recht geschwommen und gelegen gekommen ist. Auf jeden Fall sind auch wir mit der Abbaubotschaft nicht ganz einverstanden. Wir an-

erkennen das Gute und Wertvolle der Botschaft: die Andeutung auf ein allgemeines Spar- und Finanzprogramm, wenn wir auch diese Melodie zu oft gehört haben, als daß wir ihr ohne weiteres noch vertrauen könnten! Den Hinweis auf die verschiedenen Kreisschreiben des Bundesrats an die Kantonsregierungen mit der Anforderung und der Mitteilung, daß die Subventionen beschnitten werden müssen! Aber es scheint uns unrichtig zu sein, aus dem ganzen großen Ausgabenkomplex ausgerechnet nur die Besoldungen herauszugreifen; den Besoldungsabbau zur pièce de résistance, zum Zentralthema der Sanierung der Bundesfinanzen zu machen.

Personalerlasse haben nicht nur eine finanzpolitische, sondern stets auch eine psychologische Seite. Lohnabbau ist immer mit der Vorstellung der Härte, vielleicht auch sogar mit der des Brutalen verbunden. Der Bund scheint dabei die Rolle des schlechten Arbeitgebers zu übernehmen, der, sobald Not an Mann kommt, das macht, was am einfachsten ist: die Besoldungen zu kürzen, und dagegen die Rolle des guten Arbeitgebers zu vernachlässigen, der zunächst hingehet und alle andern Ausgaben drosselt, um erst am Schlusse auf das Schwierigste, Feinste und Subtilste zurückzugreifen: auf den Lohnabbau! So muß das Personal den Eindruck bekommen, daß auf seinem Rücken allein die Sanierung der Bundesfinanzen durchgeführt werden soll. Es muß diesen Eindruck um so mehr bekommen, als einem ausgesprochenen Defizit von 90 Millionen nur eine Einsparung von 33 Millionen gegenüber gestellt wird; der Rest von 50—60 Millionen — woher die kommen sollen, sagt niemand!

Dann dürfen wir nicht vergessen, daß die heutige Besoldungsgesetzgebung in langen Kämpfen geschaffen worden ist und daß sie das Personal als glückliches Ereignis, gewissermaßen als eine Magna Charta angesehen hat. Darum muß man begreifen, daß es für das Personal stoßend ist, jetzt, nach ein paar Jährchen schon, diese Magna Charta sich streitig machen zu lassen.

Wir fordern deswegen in unserer Interpellation ein allgemeines Sparprogramm, in das ein vernünftiger Besoldungsabbau sich ohne weiteres hineinügen ließe.

Und wir stehen damit nicht allein. Mit uns ist die ganze Jungkonservative Bewegung der Schweiz, die Christlichsoziale Bewegung der Schweiz, die Liberale Jugend, angeführt von Dr. König in Zürich. Mit uns ist auch ein großer Teil der Presse, angeführt vom « Bund ». Und mit uns sind die Parlamentarier aller Richtungen. Wir befinden uns also zweifellos in einer gemischten, aber ebenso zweifellos in einer guten und vorzüglichen Gesellschaft!

Das zweite! Es ist dem Sprechenden unmöglich, für Eintreten auf die Vorlage zu stimmen, wenn wir nicht vom Bundesratstische aus ganz bestimmte Zusicherungen über einen entschiedenen Abbau bei den Militär- und Subventionsausgaben erhalten! Auch wir verstehen einen gerechten Lohnabbau. Wenn ein ganzes Volk so unten durch muß, wie wir das heute müssen, wenn ein Unternehmer derart notleidend wird, wie das die Schweizerischen Bundesbahnen zur Zeit sind, wenn erwiesenermaßen eine Preissenkung eingetreten ist von 160 Indexpunkten im Jahre 1928 auf 140 im Jahre 1932 und wenn der Lohnabbau vernünftig ist, dann sind auch wir dafür

und dann ist das Personal auch dafür zu haben, falls es sieht, daß die Sanierung der Bundesfinanzen nicht ausschließlich auf seinem Rücken durchgeführt werden soll, wenn es sieht, daß einmal allgemein gespart wird!

Ich bin der Ansicht, daß neben den Lohnausgaben auch die Militärausgaben daran kommen müssen.

Ich weiß genau, daß es eine sehr heikle Sache ist, vom bürgerlichen Standpunkt aus das Militärbudget zu kritisieren. Ich habe das schon erfahren. Ich weiß auch, daß die Armee da ist für die Landesverteidigung und daß ihr jene Mittel bewilligt werden müssen, die die Landesverteidigung in vollem Umfange ermöglicht. Ich weiß aber auch, daß man über diese Frage, über die Mittel, die für das Militär zur Verfügung zu stellen sind, mit den sog. Sachverständigen oder mit dem Generalstab kaum reden kann. Diese Herren sehen nie Millionen genug! Ich weiß auch, daß unsere ganze Truppenordnung auf Gesetz beruht und daß wir diese Gesetze ändern müßten, falls wir entschiedene Reduktionen verwirklichen wollen. Ich weiß auch, daß wir eine eidgenössische Ersparniskommission haben. Herr Dr. Nietlispach, der in dieser Kommission sitzt, hat mir gestern erklärt, daß diese Ersparniskommission arbeite, sehr gut arbeite. Ich habe davon bis heute nicht sehr viel gesehen. Ich muß nur konstatieren, daß trotz dieser Ersparniskommission die Ausgaben für das Militär von Jahr zu Jahr gewachsen sind bis auf die exorbitante Höhe von 102,000,000 Franken, nicht 87 Millionen Franken, wie es in der Botschaft steht; denn der Rest ist in den Budgets der übrigen Departemente versteckt! Eine derartige Summe zu dieser Krisenzeit für das Militär auszugeben, das können wir nach meiner Ansicht nicht mehr verantworten! Ich glaube, wir sollten unbedingt auf den alten Antrag unserer Fraktion zurückkommen und auch heute sagen: das Maximum dessen, was für das Militär ausgegeben werden darf, sind 85 Millionen Franken! Wenn man sagt: «Wir kommen damit nicht aus», dann denke man an jene vielen Familien, wo die Hausfrau auch sagt: «Ich komme nicht aus mit dem Haushaltsgeld, das nun reduziert worden ist.» Was erwidert man dann? «Es muß einfach gehen, arrangez-vous!»

Ich glaube, wir müssen unseren Herren vom Militär auch einmal zurufen: «Es muß einfach gehen mit 85 Millionen Franken, arrangez-vous!» Wenn das Schweizervolk — nicht bloß die Sozialdemokraten, sondern das ganze bürgerliche Schweizervolk — darüber entscheiden müßte, ob wir 85 Millionen Franken oder ob wir mehr für das Militär ausgeben dürfen, so bin ich überzeugt, daß wir die allergrößten Schwierigkeiten hätten, nur diese 85,000,000 für das Militär zu retten. Wenn man sagt: «Es sind Gesetze da,» so antworte ich: «Gut, aber bei der Besoldungsvorlage ist es gleich, es sind dafür auch Gesetze da.» Man ändert diese Besoldungsgesetze. Dann können wir aber auch die Militärgesetze ändern. Diese sind nicht sakrosankter als die ändern.

Und weiter! Mit dem Lohnabbau müssen nach unserer Auffassung auch die Subventionen an die Reihe kommen! Ich weiß, daß es ein außerordentlich heikles Kapitel ist, an den Subventionen zu rütteln. Ich habe auch das mehr als einmal erfahren. Ich weiß ferner, daß der Subventionsgedanke niedergelegt ist in der Bundesverfassung und daß der Gedanke der

gegenseitigen Unterstützung herausgewachsen ist aus dem Geiste der Konföderation. Ich weiß, daß die heutigen Subventionen zum Teil ein Entgelt an die Kantone darstellen für finanzielle Hilfsquellen, die ihnen seinerzeit genommen worden sind. Ich weiß ferner, wie notwendig vielerorts diese Subventionen sind, wie schön sie sind, wie viel Großes mit diesen Subventionen im ganzen Schweizerland schon geleistet worden ist. Und ich weiß endlich, daß Zweidrittel davon durch Gesetze gebunden sind und daß nur ein Drittel der Subventionen frei ist. Aber wenn ich bedenke, daß unsere Subventionsausgaben im Jahre 1913 20 Millionen betrug, im Jahre 1920 60 Millionen ausmachten, und heute auf die riesige Summe von 157 Millionen Franken gestiegen sind, dann geht es mir wie bei den Militärausgaben: es scheint mir, in dieser Zeit sind solche Ausgaben für unser Land nicht mehr tragbar! Stimmen, die heute für den Abbau der Subventionen eintreten, hören wir heute in allen Kreisen. Es sind vor allem Ständerat Wettstein, Herr Dr. Hoppeler, Nationalrat Dr. Nietlispach, welche noch vor kurzem entschieden gegen die übertriebene Subventionswirtschaft Stellung bezogen haben. Die Finanzkommission des Ständerats und die Finanzdelegationen der beiden Räte haben im vergangenen Dezember ganz energisch darauf gedrungen, daß bei den Subventionen ein bedeutender und fühlbarer Abbau einsetzen müsse. Auch Herr Bundesrat Musy bemüht sich seit Jahren mit der gleichen Entschlossenheit wie Ergebnislosigkeit darum, die Subventionen auf einen tragbaren Betrag herabzudrücken.

Unsere erste Forderung bezüglich der Subventionen lautet: Abschaffung der Mißbräuche beim Subventionswesen!

Es fehlt mir die Zeit, hier eine ganze Reihe von Beispielen anzuführen, die zeigen würden, in welcher mißbräuchlicher Weise oft das gute Bundesgeld verbraucht wird. Es ist dann vielleicht bei einer andern Gelegenheit möglich, darauf zurückzukommen!

Ferner sollen die Subventionen nur dorthin fließen, wo sie wirklich notwendig sind, und sollen in erster Linie den finanzschwachen und nicht den reichen Kantonen zugute kommen!

Endlich sollte ganz allgemein ein eidgenössisches Spargesetz, ein Verfassungsartikel, angenommen werden, der die Subventionen im Interesse der Sanierung unserer Staatsfinanzen entweder generell oder stufenmäßig einfach heruntersetzt!

Ich habe vor ein paar Tagen gelesen, daß seinerzeit Ludwig XVI. an Turgot geschrieben hat, er möge für einen entschiedenen Abbau der Ausgaben im französischen Etat besorgt sein. Nach ein paar Tagen hat Turgot Ludwig XVI. geantwortet: «Majestät, alle Minister erklären einmütig, gerade in ihrem Departement sei jegliche Einsparung ausgeschlossen, alle Ausgaben seien unbedingt notwendig!» Ich stelle mir vor, daß, wenn es bei uns einmal auf das Gleiche gehen soll, wir ungefähr ähnliche Antworten von überallher hören werden. Mögen wir dann den Mut haben, uns selber zu überwinden!

Und vor ein paar Tagen habe ich gelesen, daß in Holland eine allgemeine staatliche Sparkommission eingesetzt worden ist, die mit ihrem Programm nun vor die holländische Kammer treten soll. Und die Sparkommission in Holland schlägt folgendes vor: Abbau in der allgemeinen Staatsverwaltung 50 Millionen

Schweizerfranken; Abbau bei den Ausgaben für den Unterricht 30 Millionen Schweizerfranken; Abbau bei den Ausgaben für den Staatsbetrieb 20 Millionen; Verschiebung der Trockenlegung der Zuidersee 40 Millionen Schweizerfranken; Subventionen und Material 30 Millionen Franken; Armee 25 Millionen Schweizerfranken; Total 204 Millionen Schweizerfranken!

Im Bericht heißt es: « Diese schmerzlichen Maßnahmen sind unerlässlich für die wirtschaftliche Gesundung des Königreiches der Niederlande! »

Ich halte dafür: was man in Holland kann, das sollte auch guter, aufrechter, sparsamer Schweizer-sinn zustandebringen!

Kägi: Am Sonntag vor 14 Tagen wurde in Luzern die Zentnarfeier begangen. Am Montag haben alle luzernischen Blätter erklärt, daß sich der Zu- und Abtransport aller Leute vollständig reibungslos vollzogen habe dank der Gewissenhaftigkeit der Eisenbahner. Am Schluß stand der Satz: « Das haben unsere Eisenbahner gut geschafft. » Ich möchte Herrn Dr. Nietlispach daran erinnern, der wahrscheinlich an dieser Feier auch teilgenommen hat und der wohl unter den 50,000 bis 60,000 war, die ohne jeglichen Unfall abtransportiert worden sind. Das war doch nur möglich infolge des Pflichteifers und der Dienstfreudigkeit des Bundespersonals. Dagegen möchte ich halten die Mitteilung der Neuen Zürcher Zeitung über 7 tödliche Automobilunfälle am Pfingstsonntag und Pfingstmontag dieses Jahres. Man hat an diese Mitteilung keinen Kommentar geknüpft, sondern einfach registriert, daß diese tödlichen Unfälle vorgekommen seien. Damit ist die Geschichte in Ordnung, nicht wahr? Wenn man aber konstatieren muß, daß an einem Tage mit höchster Frequenz bei den Eisenbahnern nichts passiert ist, so stellt es eine große Ungerechtigkeit dar, wenn Herr Dr. Nietlispach erklärt, das Personal solle mit seinen Privilegien, mit den Ferien und mit der Pensionskasse zufrieden sein. Es gibt auch noch andere Leute, die Ferien haben. Die Pensionskasse ist ja nicht in allererster Linie für das Personal geschaffen worden. Die Privatbahnen, die ihre Angestellten schlecht bezahlten, haben damals die Pensionskassen geschaffen, damit ihr Personal nicht in die Privatindustrie mit ihren besseren Chancen abwandere. Es gab eben eine Zeit, wo in der Privatindustrie noch bessere Löhne bezahlt wurden.

Gerade in der Kriegszeit waren die Bundesbahnen froh darüber, daß sie Pensionskassen hatten, damit ihnen nicht die Leute in andere, besser bezahlte Stellen davon liefen. Deshalb ist es unangebracht, daß Herr Dr. Nietlispach dem Personal gestern die Vorteile vorgehalten hat. Man braucht nur daran zu denken, daß der Eisenbahndienst ein unregelmäßiger Dienst ist. Die Leute haben Nachtdienst; sie beginnen ihn um 3 oder 4 Uhr früh und kommen oft erst um 1 oder 2 Uhr nachts nach Hause. Wenn Herr Dr. Nietlispach glaubt, das sei so etwas Schönes, möchte ich ihn bitten, sich einmal als Bremser auf das Depot Erstfeld zu begeben. Er soll dann im Winter bei großer Kälte täglich im Nachtdienst mit den Güterzügen über den Gotthard fahren. Dann wird er sicherlich vom Beruf der Eisenbahner und ihrer Privilegien anders denken.

Der Lohnabbau, wie ihn Herr Bundesrat Musy plant, ist ein Schlag ins Gesicht des Bundespersonals. Gestern hat Herr Arnold das Personal aufgerufen, nicht mehr pflichttreu und pflichteifrig zu sein, sondern die Rationalisierung zu bekämpfen und in allem das Gegenteil dessen zu tun, was es bisher getan hat. Darauf möchte ich sagen, daß die Bundesbahnen immerhin ein Staatsbetrieb sind, wenigstens in der Form, wenn auch nicht in ihrem inneren Gebahren. Der Staatsbetrieb ist zum Teil, nicht vollständig, unser Ziel. Deshalb müssen wir ihn auch so erhalten, wie wir es verantworten können. Ich bin überzeugt, daß das auch in Rußland so geschieht.

Herrn Musy möchte ich fragen: ist nun der Lohnabbau der Dank dafür, daß das Bundespersonal im Jahr 1930 gegenüber dem Jahre 1913 einen um 30 % größeren Verkehr zu bewältigen hatte, obschon das Personal in der gleichen Zeit um 11 % reduziert wurde? Ist es der Dank dafür, daß das Personal alles getan hat, um den Betrieb so rationell als möglich zu gestalten, wobei ich Herrn Arnold sagen möchte, daß, solange das Personal durch eine Rationalisierung des Betriebes eine gewisse Besserung seiner Stellung erreicht, man wohl auch in Rußland den rationalisierten Betrieb einführt. Hat sich das Personal nicht für die Werbung des Personenverkehrs zur Verfügung gestellt? Wenn heute überall geworben wird für Reisen mit der Bundesbahn, so ist das in erster Linie das Werk der Beamten. Man glaubt dadurch im Personenverkehr die Konkurrenz stark ausschalten zu können. Wenn der Personenverkehr zurückgegangen ist, so liegt das eben am Lohnabbau bei der privaten Arbeiterschaft; denn die Privatarbeiterschaft ist der beste Kunde der Bundesbahnen. Die Generaldirektion hat sich leider noch oft über die Interessen der privaten Arbeiterschaft hinweg gesetzt. Ich verweise z. B. darauf, daß die Fahrten zu den Arbeiterfesten anders berechnet werden als zu den bürgerlichen Sänger-, Schützen- und Turnfesten. Ist der Lohnabbau der Dank dafür, daß sich das Bundespersonal immer wieder dafür eingesetzt hat, um der Autokonkurrenz zu begegnen? Das Eisenbahnerpersonal und seine Vertreter hier im Saale sind, ich darf das wohl sagen, die einzigen gewesen, die gegen die Automobilkonkurrenz aufgetreten sind. Die Generaldirektion hat es bis heute leider nur zu einer Broschüre gebracht, ohne darin konkrete Vorschläge zu machen. Das möchte ich auch gegenüber Herrn Dr. Stampfli erklären. Wir hoffen, daß durch die neue Situation die Bundesbahnen in der nächsten Zeit gezwungen werden, mit dem Bundesrat zusammen andere Wege einzuschlagen.

Die Botschaft betont, der Lohnabbau sei in erster Linie eine Folge der Finanzlage der Bundesbahnen. Es freut mich, daß Herr Bundesrat Musy anwesend ist, weil ich speziell an ihn über diese Verhältnisse einige Fragen richten möchte. Wie gestern Herr Dr. Stampfli gesagt hat, ist der Index des Güterverkehrs 125. Herr Stampfli hat dann weiter gesagt, daß es im Güterverkehr noch weitere Indices bis über 200 % gebe. Darauf kann ich antworten, daß wir eben bei den Bundesbahnen doch Transporte haben, deren Frachten weit unter den Vorkriegstaxen stehen. 70 % aller Transporte der Bundesbahnen werden zu Ausnahmetarifen befördert. Wenn heute der Index des Personenverkehrs noch auf 142 %

steht, so hält er sich in gleicher Höhe wie der Lebenshaltungsindex. Wenn man aber immer so über die Bundesbahnen klagt, so möchte ich fragen: Wer hat denn die Bundesbahnen bis heute geleitet? Waren es etwa Sozialdemokraten? Nein, man hat dafür gesorgt, daß auf der Generaldirektion und an den ersten Beamtenstellen immer sehr gut bürgerliche Herren saßen. Dort sind keine Sozialdemokraten hineingekommen. Die Verstaatlichung im Jahre 1902 war ja gar nichts anderes als ein Geschenk an die schweizerischen Kapitalisten in der Beziehung, daß die früheren Aktien der Privatbahnen in Obligationen mit staatlicher Zinsengarantie umgewandelt wurden.

Das Eine darf sicherlich den Herren der Generaldirektion zum Vorwurf gemacht werden, daß sie stets den Betrieb der Staatsbahnen zu sehr vom privatwirtschaftlichen Standpunkte aus betrachtet haben und zuwenig vom gemeinwirtschaftlichen Standpunkte aus. Das will ich an einem Beispiel zeigen. Es tut mir leid, daß ich dabei Dinge wiederholen muß, die ich von dieser Stelle aus auch schon gesagt habe: Der Bundesrat hat seinerzeit mit der Generaldirektion zusammen an die Bundesbahnkommission einen Bericht gegeben über die Lasten, die eigentlich nicht die Bundesbahnen hätten übernehmen sollen, sondern die Bundeskasse. Sie wissen, daß es sich um die 459 Millionen handelt, die die Bundeskasse hätte tragen sollen. Herr Bundesrat Haab hat in der Bundesbahnkommission zuerst von 200 Millionen gesprochen. Nachher hat er gefunden, wohl unter dem Einflusse des Herrn Bundesrats Musy, daß es 100 Millionen sein sollten, später hat er gesprochen von 50 Millionen, und geendet hat die Geschichte bei 35 Millionen. Die 459 Millionen Franken waren Ausgaben, die man im Interesse des Bundes und der Versorgung des Inlandes gemacht hat. Ich erinnere an den Ankauf der teuren amerikanischen Kohle, an die Notstandsarbeiten der Bundesbahnen in der Nachkriegszeit, an die Ankäufe der Wagen für die Lebensmitteltransporte, an die verbilligten Militärtransporte usw. Man hat gesehen, daß die 35 Millionen Franken sicherlich nur unter dem Einfluß des Finanzdepartements festgesetzt worden sind und daß sich die größere Zahl gegenüber Herrn Bundesrat Musy nicht durchsetzen konnte.

An Herrn Stampfli möchte ich die Frage richten: Wenn Sie in jenem Moment in der Generaldirektion der Bundesbahnen gesessen hätten, wo die Bundesbahnen alle diese Ausgaben übernehmen mußten, würden Sie dann nicht erklärt haben: «Bitte, ihr Herren im Bundesrate, diese Lasten gehen uns nichts an. Sie gehen nur die Bundeskasse an und sind von dieser zu übernehmen.» Man darf der Generaldirektion einen kleinen Vorwurf nicht ersparen, daß sie zum Schaden der Bundesbahnen und ihrer Finanzen dieses Begehren eigentlich zuwenig ostentativ gestellt und erwogen hat. Es ist zu sagen, daß das allerdings später geschehen ist, aber in einer Form, die auch nicht gerade nach Begehren aussah. Man überließ der Bundesbahnkommission von damals, die ganze Geschichte zu jenem Abschluß zu bringen. Die 424 Millionen, die die Bundesbahnen heute noch tragen müssen, verursachen eine Zinsenlast von 18 bis 20 Millionen. Wenn diese heute der Bund übernehme, würde das Defizit der Bundesbahnen bis zu einem gewissen Grade fast vollständig verschwinden.

Wegen des Referendums, das im Jahre 1927 verhindert wurde durch die Tätigkeit — wir gestehen das gerne zu — des Föderativverbandes und der Eisenbahnerverbände, ein Wort an die Adresse des Herrn Arnold. Herr Arnold beherrscht das Beamtengesetz sicherlich zuwenig. Wenn er sich hier als politischer Erstkläßler gegeben hat, so möchte ich ihm daraus keinen Vorwurf machen. Aber das eine ist zu betonen, daß am 1. Januar 1928 beim Uebergang zum Beamtengesetz die bisherigen Bezüge des Jahres 1927 und 1926 dem Personal garantiert waren und garantiert geblieben sind. Was Herr Arnold aus der Eingabe des Föderativverbandes zitiert hat, ist die Erklärung, daß man heute weniger bekomme als früher. Das, Herr Arnold, ist der Aufstieg der Beamtenschaft, die neu gestaltet wurde, vom Minimum zum Maximum, der sich heute leider weniger rasch, als das früher geschehen ist, vollzieht. Aber die Bezüge, die das Personal am 1. Januar 1928 hatte, die sind garantiert gewesen und die hat es damals weiter bezogen. Meine Herren Kommunisten! Ich habe unter dem Personal und in der Arbeiterschaft schon manchen gesehen, der mit dem Referendum im Jahre 1927 geliebäugelt hat und der uns heute dankt, daß das Beamtengesetz mit seiner Garantie da ist. Warum? Weil er genau wußte, daß die Teuerungszulagen auch heute noch da wären, wenn das Referendum zustande gekommen wäre. Glücklicherweise habt ihr die 30,000 Unterschriften nicht zusammengebracht. Um das auch noch einmal zu registrieren — wenn das Referendum tatsächlich zustande und das Gesetz in der Volksabstimmung zu Fall gekommen wäre, wären die Teuerungszulagen geblieben. Sie hätten Arm in Arm mit Herrn Musy ihm nichts Besseres tun können, als damals die Teuerungszulagen zu belassen. Dann würden wir nicht erst heute das erste Mal über den Abbau der Teuerungszulagen reden. Wir hätten schon letztes und dieses Jahr über den Abbau der Teuerungszulagen gesprochen, der immer und immer wieder durch dringliche Bundesbeschlüsse vollzogen werden könnte. Das Personal hat nun wenigstens das Instrument des Referendums im Kampfe um den Lohnabbau in Händen, während das bei den Teuerungszulagen nicht der Fall wäre. Wenn übrigens Herr Arnold von Streik und Aufruf zum Streik gesprochen hat, so gleicht er mir jenem Arbeiter, der jeweils zum andern sagt: Mer wänds näh, nimms! oder dem General, der vor der Schlacht mit dem gegnerischen General die Aufmarschpläne austauscht und zur Einsicht übermittelt. Herr Arnold, überlassen Sie, was nachher geschehen muß, ruhig den Gewerkschaften und Organisationen, in denen das eidgenössische Personal organisiert ist. Wir werden sicherlich wissen, was zu tun ist, je nach der Sachlage, die sich ergibt. Ich möchte nur betonen, daß ihr Kommunisten dadurch, daß ihr in dieser Frage immer spricht, den Bürgerlichen beweist, daß sie von eurer Seite, solange die Einheitsfront nicht nach unserem Wunsch geschaffen ist, leider sehr wenig oder nichts zu fürchten haben.

Gegenüber Herrn Musy etwas über die Psychose, die durch diese Lohnabbauvorlage im Schweizervolk geschaffen wurde. Herr Bundesrat Musy, haben Sie auch etwas davon gehört, daß im Moment, wo man von Lohnabbau gesprochen hat, ein großer Teil der Bevölkerung sofort zu sparen begann, keine Einkäufe mehr machte, sondern nur noch das Natur-

notwendigste besorgte? Durch diese Psychose, die man mit dem ewigen Reden von der Krise und vom Lohnabbau heraufbeschwor, hat man im Schweizervolk eine Stimmung gezüchtet, daß selbst diejenigen, die heute noch das gleiche Einkommen haben wie früher, dazu gebracht wurden, zu erklären: Jetzt muß im Haushalt gespart werden, es darf nicht mehr eingekauft werden. — Dadurch, daß man in geringerem Maße die Konsumkraft anwendete, wurde die Krise nur vergrößert. Ich glaube, daß gerade von diesem Standpunkt aus Herr Bundesrat Musy gut daran getan hätte, nicht schon letzten Herbst, vor allem nicht im Dezember vor der Altersversicherungsabstimmung, und wiederum nicht im März seine Botschaft über den Lohnabbau in dieser Weise zum Voraus anzumelden.

Nun möchte ich noch betonen, daß gerade beim Bahn- und Postpersonal ein Großteil fortwährend versetzt wird. Wenn dieses Personal an den neuen Wohnort kommt, dann muß es eben diejenigen Wohnungen mieten, die gerade auf dem Markte da sind. Heute sind auf dem Markte nicht die billigen Wohnungen vorhanden, sondern nur die teuren. Wenn einer auf den 1. Oktober irgend wohin versetzt wird, so kann er nicht bis nächstes Jahr warten, eine Wohnung zu mieten, sondern er muß das eben auf den 1. Oktober tun. Da können Sie aber beim Personal mit Recht immer wieder hören, wie gerade heute in solchen Fällen, wo die Hausmieter es tun können, die Mietzinse nicht im Sinken, sondern eher noch im Steigen begriffen sind. (Zwischenruf des **Präsidenten**: Sie haben noch 5 Minuten.) So kommt es, daß, wenn die Leute an ihren neuen Wohnort kommen, sie höhere Zinse bezahlen müssen, als selbst bis heute bezahlt wurden. Das gesteht auch die Botschaft zu. Sie sagt, daß die Mietzinse leider eher noch im Steigen begriffen seien und daß durch Senkung der Zinsfüße bei den Hypothekarbanken eine Senkung der Zinse eintreten sollte. Da haben Sie, Herr Bundesrat Musy, absolut keinen Erfolg gehabt. Es wäre interessant, eine Statistik über die Mietzinse durchzuführen, wie das Basel in verdienstlicher Weise nächstens tun will. Man wird in Basel, Zürich und andernorts sehen, daß eigentlich keine Senkung der Mietzinse eingetreten ist und daß, wo der Zinsfuß gesenkt wurde, der Gewinn in die Tasche der Hausmeister und der Vermieter geflossen ist, keineswegs aber in die der Mieter. Das hat Herr Prof. Marbach gestern ganz richtig gesagt. Also: Auf Konto Mietzins keine Senkung, auf Konto Steuern keine Senkung, auf Konto dringliche Ausgaben ebenfalls keine Senkung. Also bleibt nur noch eine Senkung auf Konto Lebensmittel, Kleider usw. Selbstverständlich nur auf 70 % von Lebensmitteln und Kleidern, weil die andern 30 % gar nicht erfaßt und die Preise bis zur Stunde gleich geblieben sind. Also auf einer ganz schmalen Basis ist diese Senkung von ungefähr 9 % eingetreten.

Was nun das Begehren, daß das Personal Opfer bringen müsse, anbetrifft, so möchte ich an Herrn Musy die Frage stellen: Wo haben die Kapitalisten bis zur Stunde Opfer gebracht? Sie werden mir sagen — und Herr Stampfli hat es gesagt — die Vermögen sind geschwunden. Welche Vermögen sind geschwunden? (Zwischenruf **Stampfli**: Die Industrievermögen.) Bitte, auch die andern Vermögen sind geschwunden, jene Vermögen, die nicht aus Landesinteressen heraus, sondern aus Profitgründen im

Balkan unten, in Kreuger-Konzernen angelegt wurden, ferner die 2,6 Milliarden, die noch in Deutschland als kurzfristige oder langfristige Gelder angelegt sind, von denen kein Mensch weiß, ob sie je wieder zurückkommen. Wenn diese Vermögen, die für Deutschland fast die gleiche Summe betragen wie das gesamte Anlagekapital der Bundesbahnen, womit also das gesamte Anlagekapital der Bundesbahnen getilgt werden könnte, heute gerettet würden, so wären doch im Balkan, in Ungarn usw. große Gelder verloren. Warum hat man das diesen Leuten nicht vorher gesagt und sie gewarnt, sie sollten das Profitstreben ein klein wenig einschränken und mit weniger vorlieb nehmen und im Lande bleiben?

Und nun verlangt man vom Personal, von den Kleinen, die Opfer. An die Großen denkt kein Mensch. Das beweist die Einstellung gewisser Kreise des Landes. Ich anerkenne allerdings, daß die Bauern und andere Kreise für eine Krisensteuer sind.

Noch ein Wort an die Gewerbetreibenden. Ich hätte gerne gesehen, wenn Herren wie Schirmer und Strälle sich ausgesprochen hätten zum Lohnabbau. Jene Kreise sollten doch einsehen, daß im Moment, wo der Lohnabbau eintritt, die Gewerbetreibenden auf der ganzen Linie die ersten Leidtragenden sein werden. Ich hätte also gerne gesehen, daß sie sich nicht irgendwo an die Parole der konservativen oder freisinnigen Partei angeschlossen, sondern erklärt hätten, daß sie im Interesse der Gewerbetreibenden gegen den Lohnabbau auftreten müßten, weil die Schmälerung des Einkommens der eidgenössischen Angestellten in erster Linie sich auch auf sie auswirken wird. Daher möchte ich Sie ersuchen, für Nichteintreten zu stimmen.

Postulat Müller-Zürich,

vom 7. Dezember 1931. — du 7 decembre 1931.

Herr Bundesrat Musy ist kürzlich in der Finanzkommission der eidgenössischen Räte für die Senkung der Löhne und Gehälter in öffentlichen und privaten Unternehmungen eingetreten.

Angesichts der Tatsache, daß die Arbeiterschaft und die Schicht der unteren Kategorien der öffentlichen Bediensteten in Bund, Kanton und Gemeinden eine Verschlechterung ihrer Existenz nicht ertragen kann, ohne in bittere Not zu geraten, wird der Bundesrat ersucht, die Frage zu prüfen und zu berichten, ob nicht ein allgemeines Verbot der Lohnsenkung und der Massenentlassung von Arbeitern und schlecht besoldeten Bediensteten zu erlassen sei, und diesbezüglichen Antrag zu stellen.

M. Musy, conseiller fédéral, s'est prononcé récemment dans la commission parlementaire des finances en faveur d'une réduction des salaires et des traitements dans les entreprises publiques et privées.

Considérant que la classe ouvrière et les classes inférieures du personnel fédéral, cantonal et communal seraient condamnées à la misère par une aggravation de leurs conditions d'existence, le Conseil fédéral est invité à examiner s'il n'y aurait pas lieu d'interdire d'une manière générale toute réduction des salaires et tout renvoi massif d'ouvriers et de fonctionnaires peu payés et à présenter à ce sujet un rapport et des propositions.

Mitunterzeichner: — Cosignataire:
Welti-Bâle.

Müller-Zürich: Ich habe im Dezember folgendes Postulat eingereicht:

« Angesichts der Tatsache, daß die Arbeiterschaft und die Schicht der unteren Kategorien der öffentlichen Bediensteten in Bund, Kanton und Gemeinden eine Verschlechterung ihrer Existenz nicht vertragen kann, ohne in bittere Not zu geraten, wird der Bundesrat ersucht, die Frage zu prüfen und zu berichten, ob nicht ein allgemeines Verbot der Lohnsenkung und der Massenentlassung von Arbeitern und schlecht besoldeten Bediensteten zu erlassen sei, und diesbezüglich Antrag zu stellen. »

Inzwischen hat ein gewaltiger Lohnraub stattgefunden in der Metall- und Textilindustrie. Ich will nicht aufzeigen, wo das überall geschehen ist, Sie müssen es wissen, Sie sind die Vertreter der herrschenden Klasse, die in engster Fühlung stehen mit den Lohnräubern und die Herren Vertreter der Sozialdemokratie wissen es nur zu gut, wie sie die Arbeiter daran gehindert hat, den Kampf gegen die Lohnräuber aufzunehmen. Wir haben einen Beweis, daß dem so ist. Herr Sulzer, Großindustrieller von Winterthur, hat sich bereits genötigt gesehen, eine Broschüre herauszugeben, wo er sich über diese ungeheuren Lohnsenkungen auseinandersetzt. Gleichzeitig schreibt er unter anderem: « Der Bundesrat hatte bei der Vorlage des Beamtengesetzes eine gleitende Skala vorgeschlagen, die dazu bestimmt war, das Niveau der Gehälter und Löhne von Bund und Bundesbahnen den Fluktuationen der Lebenskosten anzupassen und damit ihre Kaufkraft bei steigender wie bei fallender Konjunktur möglichst stabil zu erhalten. » Dann schreibt er weiter: « Entgegen dieser Ansicht, die auch wir nachdrücklich vertraten, haben politische Rücksichten dazu geführt, die Gehälter ohne jede Beziehung zur Wirtschaftslage festzulegen. Eine Anpassung der staatlichen Normen an die veränderten Verhältnisse erscheint durch die gesetzliche Fristlegung heute sehr erschwert, wenn nicht die Einsicht der Beteiligten selbst und ihr Solidaritätsempfinden zur Ausheilung der Schwierigkeit Hand biete. » Diese Einsicht erfolgte bald. Der Bundesrat hat denn auch wenige Wochen nachher schon eine Botschaft herausgegeben, welche beim Bundespersonal einen 10prozentigen Lohnabbau beantragt. Das ist ein deutlicher Beweis dafür, daß das nicht nur ein wirtschaftlicher Angriff ist, sondern auch ein politischer. Wir sehen, daß die herrschende Klasse einen Kampf führt Klasse gegen Klasse. Und da kommen die Herren Sozialdemokraten und betteln um Gnade. Die einen erzählen, der Augenblick sei außerordentlich ungünstig. Der Herr Professor von der sozialdemokratischen Nationalratsfraktion hat uns diesen Sommer erzählt, daß er da einen Silberstreifen am Horizont gesehen habe. Ja, meine Herren, das hat der Theoretiker Hilferding schon im Jahre 1930 gesagt. Inzwischen haben Sie aber gesehen, daß diese Silberstreifen eine ganz gefährliche Sache sind, und die Herren von Zürich haben das auch bereits geändert. Sie haben diesen Silberstreifen auf die Seite gelegt, etwas verhöhnt, und nun dafür einen andern Streifen genommen, der nach ihrer Auffassung etwas stabiler ist. Sie haben am 11. September geschrieben (wenigstens haben Sie das der Jugend so überlassen): Der revolutionäre Ausweg aus der Krise! Ja, wahrscheinlich wird diese Phrase für sie etwas länger bestehen bleiben, als dieser

Silberstreifen des Herrn Professors. Es muß hier gesagt werden: Es handelt sich nicht nur darum, daß der Augenblick ungünstig ist, sondern darum, daß die herrschende Klasse alle Lasten der Krise auf das arbeitende Volk abwälzen will. Das sind die wirklichen Tatsachen, und nichts anderes.

Hier wird von Sparmaßnahmen gesprochen. Das ist ja der reinste Hohn. Noch gestern oder vorgestern hat Herr Bundesrat Schultheß erklärt — man muß das immer wiederholen —: Die Banken sind voll von Geld. Es handelt sich doch nicht um das Geld. Geld ist in Hülle und Fülle vorhanden. Und da kommt man nun und erzählt uns vom Finanzprogramm und Sparmaßnahmen, es handle sich hier um eine vorübergehende Maßnahme. Ja, die Rollen sind bei diesem Schauspiel gut verteilt. Zuerst spricht der Herr Professor von der sozialdemokratischen Fraktion über den Silberstreifen, dann kommen die andern Herren und sprechen über den ungünstigen Augenblick. Wir sehen ja immer, wie gut diese Herren zusammenarbeiten. Wie sich diese Herren erlauben, in solcher Weise das Proletariat zu betrügen. Es wird hier erklärt: Ja, der Silberstreifen bedeutet das nahe Ende der Krise. Aber die Kapitalisten, die wissen, was das bedeutet; sie wissen, daß das Ende der Krise noch nicht zu erwarten ist und überlassen es dem Herrn Professor, das Proletariat damit zu täuschen. So liegen die Dinge. Bei diesem ganzen parlamentarischen Schauspiel zeigt es sich, wie z. B. die freisinnige Partei ihre Sache gut versteht. Sogar Sie verlangen nur 7 % Lohnabbau. So etwas hat man tatsächlich noch nie gesehen. Sie legen sich fest auf 1½ Jahre (bis Ende 1934). Das ist der springende Punkt: diese Leute wissen, daß die Rede vom Silberstreifen nur ein Hohn ist, daß sich im Jahre 1934 die Krise sogar noch verschärfen wird. Sie bereiten so den Augenblick vor, um das Bundespersonal noch einmal zu schröpfen, den Lohn nochmals zu senken. Das sind die wirklichen Tatsachen. Und da betteln nun die Herren Sozialdemokraten um Gnade. Herr Bratschi, der Führer des großen und mächtigen Föderativverbandes, hat gestern hier tief beklagt, daß man ihn nicht einmal begrüßt hätte. Ja, für das Verhalten der Sozialdemokraten haben diese Herren Bundesräte eben die entsprechende Antwort gegeben und die Mitglieder des Föderativverbandes werden sich darüber Rechenschaft geben müssen. Gestern hat Herr Ilg gesprochen. Man hätte ihm fast glauben können, wenn nicht im Monat Mai der Zentralvorstand, dessen Präsident er ist, in Bern eine Broschüre herausgegeben hätte, damals, als die Monteure in Zürich gegen den Lohnraub kämpften. Da schreibt dieser Herr und sein Zentralvorstand in dieser Broschüre:

« Wie es scheint, soll in Zürich in weiten Kreisen der Arbeiterschaft und beim Staats- und Gemeindepersonal die Meinung verbreitet sein, der Lohnabbau bei den Heizungsmonteuren bedeute zugleich auch Lohnabbau bei allen andern Berufskategorien, inbegriffen die Eisenbahn- und Gemeindeangestellten. Eine solche Behauptung hieße doch mit Kanonen auf Spatzen schießen. »

Das sind die Tatsachen was diese Herren anbelangt. So war es vor zwei Monaten. Ja, es ist ganz klar, daß man diese Verbände, deren Führer sich derart benehmen, nicht begrüßt. Im übrigen können sich ja die Herren sonst nicht beklagen, wenigstens

Herr Ilg nicht, daß sie von den Großindustriellen nicht jederzeit herzlich eingeladen werden, wenn es darum geht, das Proletariat im Kampf gegen den Lohnabbau zu verraten. Sie sind immer dabei. Diese Broschüre beweist es. Das sind noch nicht fünf Jahre. Wir müssen nicht zurückgreifen auf das Besoldungsgesetz. Im Monat Mai des Jahres 1932 wurde das geschrieben. So liegen diese Dinge. Wenn hier gesprochen wurde, ja, man solle doch nicht von Streik und dergleichen Sachen sprechen, so wissen wir, was das bei den Herren Sozialdemokraten bedeutet.

Wir erklären, daß wir das Referendum ergreifen werden gegen jeden Lohnabbau bei den untern Schichten des Bundespersonals. Wenn schon abgebaut werden soll, dann sind wir auch dabei, jawohl, aber dann muß oben, bei den Spitzen, abgebaut werden, bei den Herren Bundesräten, die ja sehr gut wissen, in welchem Wohlstand sie leben. Sie haben es ja selbst geschrieben. Es muß auch abgebaut werden bei den Heereskommandanten und Bundesrichtern. Dort wird es ja notwendig sein, vielleicht bis zu 30 % abzubauen. Wir werden ja dann sehen, wie sich diese Herren dazu stellen werden.

Wir erklären ganz offen, daß wir nicht davor zurückschrecken, alles zu tun, um beim Bundespersonal den Kampf vorzubereiten, daß wir nichts unterlassen werden, das Referendum vorzubereiten zum Kampf gegen den Lohnraub und zum Siege für das Bundespersonal.

M. Musy, conseiller fédéral: J'envisagerai tout d'abord du point de vue financier le délicat problème que vous avez à résoudre. Je ferai suivre ces considérations générales de quelques brèves remarques d'ordre économique et politique.

Les traitements et salaires du personnel fédéral sont fixés par la loi votée en 1927, entrée en vigueur à une époque où les chiffres-index indiquent que le coût de la vie était légèrement supérieur à 160% du coût de la vie en 1914. Les chiffres-index sont aujourd'hui heureusement retombés à 137, c'est-à-dire que le coût de la vie a baissé d'un peu plus de 10% depuis 1928. Le pouvoir d'achat des traitements et salaires a donc, depuis cette époque, augmenté d'autant. Par conséquent, si le montant des salaires est numériquement réduit de 10%, le salaire réel restera intact. Il redeviendrait effectivement ce qu'il était en 1927, époque où la loi sur le statut du personnel fut votée par les Chambres et approuvée tacitement par le peuple.

La réadaptation du salaire des fonctionnaires, c'est-à-dire la réduction numérique de 10%, est-elle une nécessité financière ?

Situation financière de la Confédération. Grâce à un effort fiscal courageux et persévérant, la Confédération était enfin sortie de l'ère des déficits. Après avoir soldé ses comptes régulièrement chaque année depuis 1914 par d'inquiétants excédents de dépenses, se chiffrant parfois par plusieurs centaines de millions, elle avait enfin retrouvé son équilibre. La longue période déficitaire a laissé une dette d'un milliard 600 millions qui, dans le bilan, a remplacé la fortune de 100 millions que nous possédions en 1914. Un effort fiscal énorme a permis de redresser la situation et d'organiser un service régulier d'amortisse-

ment. De 1920 à 1930, nos recettes annuelles ont augmenté de 300 millions de francs. Nous avons, en cinq ans, réduit notre dette publique d'environ 300,000,000 de francs. Mais la crise devait brusquement et gravement déséquilibrer toutes nos finances publiques fédérales, cantonales et communales. Epargnés pendant un certain temps, nous souffrons aujourd'hui cruellement financièrement et économiquement de la crise des autres, c'est-à-dire des difficultés dans lesquelles se débattent tous les pays.

Répercussion du bouleversement économique sur les finances fédérales. Le compte administratif fédéral, pour l'exercice 1931, accusait encore un léger excédent de recette, environ deux millions. Mais, dès janvier de cette année, les recettes qui avaient, à la faveur de circonstances exceptionnelles, atteint des chiffres record en 1929, 1930 et 1931, s'affaissent rapidement. Une étude approfondie, effectuée par les services du département des finances, nous oblige à envisager, pour 1932 déjà et pour les années suivantes, une diminution annuelle de 30 millions sur les recettes douanières, de 15 millions sur les recettes de timbres et de 5 millions au moins sur celles de la poste, des télégraphes et des téléphones. Si les chiffres des derniers mois devaient ne pas s'améliorer, nous devrions compter avec une réduction de recettes déjà supérieure à 50 millions. Si la situation devait empirer, le déchet serait encore plus considérable.

Dépenses. Supposons, pour l'instant, que les dépenses ordinaires resteront en 1933 et les années suivantes ce qu'elles ont été en 1931 et 1932. Les dépenses extraordinaires imposées par la lutte contre le chômage atteignent déjà des chiffres inquiétants. Le budget provisoire du département de l'économie publique annonce pour 1933, comme dépenses de chômage, 30 millions. Dans ce chiffre, il n'est rien prévu pour soutenir le prix du lait, rien non plus en faveur des paysans dont la situation est obérée. Les subventions extraordinaires considérables qui seront votées en faveur de l'agriculture, de l'hôtellerie et de l'horlogerie viendront donc s'ajouter à cette somme.

Ces dépenses extraordinaires dureront tant que durera la crise. Il est certain qu'elles ne redescendront pas de si tôt en-dessous de 30 millions. Si j'ajoute ces 30 millions de dépenses nouvelles aux 50 millions, diminution des recettes, je constate que le déficit du compte administratif pour 1933 et les années suivantes doit être évalué à 80 millions au moins.

Et ce n'est pas tout. Il ressort d'une communication faite par la Direction générale des chemins de fer fédéraux, communication confirmée par le département fédéral des postes et des chemins de fer, que la situation financière des chemins de fer est très sérieuse. La Direction générale déclare que, même après une soigneuse rationalisation poursuivie sérieusement jusqu'à complet achèvement dans tous les services, même après la réduction des traitements proposée par le Conseil fédéral, même lorsque les circonstances économiques auront ramené les recettes d'exploitation aux chiffres record de 1929, notre réseau national restera dans l'impossibilité d'équilibrer son compte de profits et pertes. Cela signifie que les chemins de fer fédéraux sont dans la définitive impossibilité de redresser leur situation par leurs propres moyens. L'intervention financière de la Confédération, au profit des chemins de fer fédéraux, est hélas une douloureuse, mais inéluctable nécessité.

L'examen approfondi de la situation a malheureusement obligé la Direction à constater que pour couvrir les dépenses d'exploitation, faire le service de la dette en intérêts et en amortissements et pour reconstituer les fonds de renouvellement, il manquera régulièrement aux chemins de fer fédéraux au moins 30 à 40 millions par an. On a suggéré déjà, pour sauver notre réseau national, que la Confédération leur verse une subvention annuelle du même chiffre. Cette solution me paraît comporter de sérieux dangers. Je lui préférerais, puisqu'un apport extérieur est indispensable, que la Confédération décharge les chemins de fer fédéraux d'une partie de leurs dettes, par exemple de 500 à 600 millions. Elle ajouterait cette somme à la dette fédérale dont elle fait l'intérêt et l'amortissement. Mais il faut qu'après cette radicale et douloureuse opération, les chemins de fer fédéraux assument seuls la responsabilité de se maintenir définitivement en équilibre stable et par leurs propres forces.

Si la Confédération se refuse à venir au secours des chemins de fer fédéraux, la moins-value progressive résultant simultanément de l'utilisation des installations et des progrès techniques, qui exigent de continuelles mises au point, ajouteront chaque année des dizaines de millions au lourd passif à amortir. Le bilan des chemins de fer fédéraux, qui sont la propriété de la Confédération, accusera bientôt un déficit d'un milliard. Il s'impose, par conséquent, sans plus tarder, de redresser énergiquement une situation financière qui menace de devenir dangereuse.

Les 30 millions qu'exigera l'intérêt et l'amortissement de la somme considérable dont la Confédération devra décharger les chemins de fer fédéraux augmentera d'autant le déficit du compte administratif fédéral qui atteindra et même dépassera 100 millions.

Je termine ces quelques remarques en constatant que je n'ai rien prévu pour les interventions inévitables qu'exigera la situation très grave dans laquelle se trouvent certains réseaux ferroviaires privés, dont le maintien est cependant une nécessité nationale.

A travers cette période de graves perturbations, la Confédération doit intervenir en faveur des branches de notre économie les plus douloureusement touchées et fournir l'aide efficace à ceux qui sont sans travail et sans pain. J'entrevois déjà qu'elle devra encore secourir certaines entreprises à caractère d'utilité publique. J'attire tout spécialement l'attention de ceux qui siègent et au Conseil national et au Grand Conseil de certains cantons sur les graves difficultés que plusieurs cantons éprouveront à redresser leur équilibre budgétaire et à renflouer les chemins de fer dont ils garantissent, en tout ou en partie, les engagements. Je puis dire déjà à M. Bratschi et à M. Graf, tous deux conseillers nationaux et députés au Grand Conseil de Berne, que l'exposé fait vendredi dernier par le Gouvernement de Berne et les représentants des communes du Jura à la délégation du Conseil fédéral, chargée de les entendre, ne me laisse, hélas, guère d'illusions sur le futur développement des événements.

La situation est certainement sérieuse. Elle l'est d'autant plus que pour 1932 les cantons envisagent un déficit global de 50 millions. Les communes

solderont leur compte par un déficit probablement au moins égal à celui des cantons.

On conclura de mon exposé que la situation est grave. Et cependant elle reste beaucoup plus solide que celle de la plupart des autres Etats, je pourrais même ajouter que, fort probablement, il n'en est point de meilleure. Je dis cela, non point pour en tirer consolation ou vanité, mais pour constater que le désarroi financier est général et qu'il faudra, par conséquent, dans tous les Etats, un énorme effort de redressement pour rétablir l'équilibre budgétaire. Or, l'équilibre budgétaire qui est dans une large mesure un problème politique est, dans tous les pays, la condition préalable à l'assainissement de la monnaie, condition indispensable au retour à une situation économique normale. Tout ceci nous oblige à admettre qu'il faut se résigner à prévoir que la crise ne s'atténuera que lentement. Le redressement sera dur, lent et par conséquent long. Dans tous les pays, l'équilibre budgétaire est, dans une large mesure, un problème politique. Il exige, hélas, beaucoup de courage, la vertu qui manque le plus à l'humanité d'aujourd'hui.

La situation financière de la Confédération est incontestablement beaucoup plus difficile que pendant la période de guerre. En effet, en 1914, la Confédération avait une fortune de 100 millions, aujourd'hui, elle a 1 milliard 300 millions de dette. En 1914, le peuple suisse payait annuellement à la commune, au canton et à la Confédération 280 millions d'impôt. La charge fiscale actuelle atteint 1 milliard. Pendant la guerre, tout le monde gagnait de l'argent, aujourd'hui nous avons 100,000 chômeurs, beaucoup d'usines travaillent sans bénéficiaires, d'autres restent sans travail.

En décembre dernier, le chef du département des finances, conscient de la gravité de la situation financière et économique, crut de son devoir de dire aux Chambres qu'une compression générale des dépenses publiques et privées serait le régime inexorable de l'avenir et que la Confédération serait à brève échéance, au moins provisoirement, contrainte de demander au contribuable de nouveaux sacrifices. Les événements, hélas, devaient donner raison à ces pénibles et gênantes prévisions.

Pour résoudre les difficultés financières auxquelles on prête un caractère provisoire, on suggère dans certains milieux de couvrir les déficits par des emprunts. Je ne me résignerai point à retomber dans l'ère des déficits. Je n'assumerai point la responsabilité d'une aussi périlleuse politique. Je ne puis me contenter d'être votre ministre des finances, je veux être et rester le ministre de l'équilibre. J'ai rappelé que la génération de 1914 est entrée dans la période de guerre avec une fortune de 100 millions. Aujourd'hui, nous avons 1 milliard 300 millions de dette. C'est un devoir national envers la génération future de ne pas aggraver une situation financière déjà lourde. Personne en effet ne sait ce que l'avenir nous réserve. Le maintien rigide de l'équilibre financier doit garder à la Suisse l'excellent crédit dont nous jouissons. Il nous vaudra la continuation de la confiance générale que le labeur persévérant, le sens de l'économie de notre peuple, l'ordre dans nos finances publiques et privées ont mérité à notre pays.

Les réserves spéciales constituées par les excédents de recettes des dernières années nous permet-

tront de couvrir la totalité du déficit de l'année courante et une partie de celui de l'an prochain. Notre trésorerie est en excellent état, mais dès 1934 le problème du retour à l'équilibre devra être résolu.

Vers l'équilibre budgétaire. Le retour à l'équilibre doit être recherché avant tout par une courageuse réduction des dépenses. C'est dans le domaine des restrictions et des compressions qu'il faut faire un premier effort vers le redressement. Pas de nouvelles recettes avant une compression maximum des dépenses. Cependant, comme l'a dit M. le président Clottu, de nouveaux sacrifices fiscaux seront indispensables pour satisfaire, même dans des proportions réduites, aux exigences du budget et couvrir les besoins d'une politique de subventionnement dont les habitudes tyranniques ont grandi à travers les périodes de prospérité. Mais, la réduction des dépenses d'abord, avant toute aggravation des charges fiscales. Le département des finances a demandé à toutes les administrations de soumettre toutes les dépenses à un examen méticuleux, animé par la volonté ferme de réduire tous les postes susceptibles de compression. Le chapitre des subventions a fait l'objet d'une étude particulièrement attentive. Déjà le Conseil fédéral a fait savoir aux cantons qu'il proposerait, par voie budgétaire, la réduction d'un certain nombre de subventions. L'économie qui en doit résulter sera d'environ 6 millions. La discussion abondante à laquelle donnera lieu la réduction des subventions, les difficultés financières qui résulteront de ces compressions pour les communes et les cantons, pour les travaux destinés à procurer une occupation aux chômeurs, nous permettent de prévoir déjà qu'il faudra un courage certainement au-dessus des forces de beaucoup pour arriver à réaliser, dans ce domaine, une économie globale et définitive de 10 millions.

On réclame un programme d'économies. Il vous sera présenté en la forme de propositions concrètes à l'occasion du prochain budget et des budgets suivants. Nous n'avons que faire d'un programme destiné exclusivement à faire naître des espérances trompeuses et donner l'illusion que quelque chose a été fait. Ce qu'il nous faut, ce sont des décisions aboutissant à des réalisations. Je vous souhaite d'ores et déjà le courage qui transformera nos propositions en réalité. Sans le courage auquel je fais appel, notre programme d'économie restera un stérile programme sur le papier.

Le budget militaire, lui aussi, a été passé au crible d'une critique sévère. J'ai supplié le département militaire de faire l'effort maximum, qu'on supprime impitoyablement tout ce qui peut être réduit sans compromettre l'efficacité de la défense nationale. Le budget de 1933 présentera une première économie de 5 millions environ, comparativement à celui de 1932. Il faudra que celui de 1934 soit ramené à 90 millions, de 99 millions qu'était le compte de 1930.

Une adaptation des traitements qui ne portera pas atteinte au traitement réel, réduira de 10 millions les frais de l'administration des postes, des télégraphes et des téléphones et de 5 millions ceux de l'administration centrale de l'Etat. Je sais déjà qu'une partie des économies qui en résulteront pour l'administration des postes devra être affectée à la réduction des taxes. Je ne puis pas dès lors envisager que l'économie définitive qui en résultera pour le budget dépasse 10 millions.

Les économies qui seront réalisées par la compression de toutes les dépenses susceptibles de réduction ne permettront qu'une économie de 40 millions et encore, à la condition que Conseil fédéral et Chambres fédérales se montrent très courageux, beaucoup plus courageux que nous ne l'avons été jusqu'ici.

Après cette amputation au chapitre des dépenses, il nous restera pour équilibrer le budget à trouver, au moins à titre provisoire, plus de 50 millions. Il n'est pas facile d'ajouter 50 millions d'impôt à une charge fiscale qui dépasse déjà le milliard. Aussi, je n'hésite pas à déclarer que l'affectation d'une portion importante du produit de l'alcool et du tabac sera, pendant toute la période de crise, une inéluctable nécessité. Cette affectation provisoire doit apporter au budget au moins une vingtaine de millions qui serviront à couvrir les dépenses extraordinaires de crise. Le reste devra fatalement être demandé au contribuable par des moyens qui ne sauraient mettre en péril notre économie nationale. Le département des finances a étudié une série de variantes qu'il présentera au Conseil fédéral. Vous aurez ensuite, Messieurs, à faire votre choix. Je réitère que, pour l'instant, je refuse à me prononcer définitivement concernant l'impôt extraordinaire de crise. Je sais cependant déjà que, sous la forme la plus opportune, le revenu devra fournir un certain supplément. Après que le Conseil fédéral aura discuté et mûri les projets du département des finances, nous examinerons avec vous ce grave problème. J'ai noté que M. Clottu, président de la conférence des directeurs cantonaux des finances, demande à la Confédération de voir par quel moyen elle pourrait remplacer le déchet qui résultera, pour les cantons, de la disparition de l'impôt de guerre. Je veux cependant, en fédéraliste convaincu que je suis resté, faire remarquer déjà que c'est aux cantons à créer eux-mêmes les moyens financiers dont ils ont besoin. Ils ne sauraient, sans compromettre leur autonomie politique, s'en remettre à la Confédération du souci d'alimenter leurs caisses. Au moment de se déterminer sur le choix des moyens, il faudra ne point oublier que le contribuable suisse est déjà fortement imposé. Seule de tous les Etats d'Europe, l'Angleterre paie plus d'impôt par tête de population que la Suisse. Il faudra se souvenir aussi que le problème fiscal doit rester toujours en fonction du problème économique et aussi que ce qui enrichit le peuple, ce n'est point ce qu'on lui prend, mais ce qu'on lui laisse.

Ce rapide petit exposé nous fait saisir le sérieux de la situation financière et déjà les très graves difficultés de la dure opération de redressement. Le redressement exige la collaboration de tous. Tous les intérêts habitués à vivre du budget fédéral seront touchés. L'opération est urgente. Il faut sans tarder aborder les différentes questions à résoudre, mais dans l'ordre, qui seul permettra de leur trouver une solution positive. Le peuple qui vote les impôts exige des économies avant de fournir à la Confédération de nouvelles recettes.

Dans l'ordre des économies d'abord: suppression des privilèges. La question que nous avons la pénible obligation de poser devant vous consiste en réalité en ceci. Est-il possible, dans les circonstances actuelles, malgré la misère qui exige l'intervention onéreuse de l'Etat au profit de tous ceux qui manquent de travail et de pain, de conserver au fonctionnaire

le traitement numérique de 1927, c'est-à-dire le bénéfice que signifie pour lui la chute progressive des prix? N'est-il pas, au contraire, indispensable de lui demander de se contenter du salaire réel qui lui fut assuré en 1928 par la loi actuellement en vigueur? Je réitère qu'en 1928, les chiffres-index marquaient environ 160. Aujourd'hui, ils sont tombés à 137. Cet écart de 10% signifie en réalité une augmentation du salaire réel.

La situation des finances fédérales ne nous permet pas, hélas, de lui continuer cet avantage. Le personnel doit comprendre qu'au moment où la Confédération, les cantons et les communes doivent s'imposer des sacrifices énormes, on l'invite à coopérer à l'œuvre de redressement en renonçant au bénéfice résulté de la réduction des prix. Cette renonciation constitue un acte de solidarité en faveur de ceux à qui Confédération, cantons et communes doivent assurer un minimum d'existence.

Ce sacrifice qui signifie simplement le retour à la situation légale de 1928, c'est-à-dire la renonciation à un avantage, sera nécessairement suivi d'une série de mesures qui toucheront toutes les classes de la population et dont plusieurs seront beaucoup plus douloureuses que le sacrifice que nous demandons au fonctionnaire.

Je constate qu'après la réadaptation, c'est-à-dire après la réduction de 10%, le traitement du personnel fédéral restera en moyenne supérieur à 200% de celui d'avant-guerre, alors que le coût de la vie n'est plus que de 137% de celui de 1914. La situation du personnel, après la réduction, reste très supérieure à celle de 1914.

Si je compare nos salaires avec ceux des pays voisins, je me réjouis de constater que nos fonctionnaires sont beaucoup mieux payés que ceux des Etats voisins. Ci-après quelques chiffres à l'adresse de ceux qui s'obstinent à soutenir qu'une réduction n'est pas possible.

Traitements maximums en francs suisses: Mécaniciens avec 4 enfants: à Rorschach 7952 fr., à Constance, 5339 fr.; à Belfort, 5368 fr.; à Milan, 4399 fr. Facteur de lettres marié, sans enfants: à Schaffhouse, 4680 fr.; à Constance, 2898 fr.; à Belfort, 2581 fr.; à Milan, 2668 fr. Dame téléphoniste: à St-Gall, 4365 fr.; à Constance, 3193 fr.; à Belfort, 3274 fr.; à Milan, 2682 fr. Garde-frontière, célibataire: à Chiasso, 4650 fr. à Constance, 3387 fr.; à Delle, 2625 fr.; à Como, 1760 fr.

Je ne veux point tirer argument de ces comparaisons en faveur de la réduction qui ramènerait les traitements suisses au niveau des salaires versés aux fonctionnaires étrangers. Je veux seulement constater qu'après la réduction proposée, nos fonctionnaires resteront beaucoup mieux payés que tous ceux des Etats voisins. Je m'en réjouis. Notre personnel est excellent, il mérite ce traitement de faveur. Je constate encore que si je tiens compte de tous les accessoires dont ils doivent continuer à jouir, nos fonctionnaires sont à l'abri de tout besoin, ce qui est déjà beaucoup par le dur temps qui court.

Sécurité dans le présent, sécurité pour l'avenir grâce à la caisse de retraite qui garantit une pension avantageuse, grâce au sacrifice énorme que la Confédération a fait en faveur de ces généreuses institutions de prévoyance. Il me paraît nécessaire de rappeler ici que le bilan de ces deux caisses accuse un déficit total

de 600 millions de francs, dont la Confédération est garante et qu'il faudra un jour songer à couvrir

La réduction des traitements doit être générale. Elle atteindra tous les magistrats, fonctionnaires et employés. Les circonstances contraindront aussi toutes les entreprises privées, quelles qu'elles soient, à procéder à des réductions générales. Je souhaite que personne n'échappe à cette réduction. Je conteste que la réduction du traitement des fonctionnaires soit, comme on l'a prétendu, le prélude d'une réduction générale dans l'entreprise privée. La réduction dans l'entreprise privée est aujourd'hui déjà un fait accompli, tandis que l'adaptation du traitement fédéral n'interviendra qu'en juillet de l'an prochain, c'est-à-dire beaucoup plus tard.

Permettez ici une petite parenthèse d'ordre personnel. Le conseiller national Oprecht a trouvé de bonne guerre de faire lire avant la discussion des traitements une insidieuse petite question à l'adresse du chef du Département. Espérant mettre mon attitude en contraste avec ma politique, il demande au Conseil fédéral de renseigner le Conseil national sur l'indemnité touchée par le conseiller fédéral Musy en sa qualité de président du comité d'experts, chargé par la Société des nations d'examiner la situation financière de l'Autriche. Il suggère que cette indemnité qui doit être considérable pourrait être portée en réduction du traitement que M. Musy touche comme conseiller fédéral. Je tiens à ne pas laisser clore le débat sur l'adaptation des traitements sans répondre à cette question, qui prend dans les circonstances actuelles un caractère très personnel. Les membres du Comité financier, qui ont siégé à Paris pendant une semaine, qui ont tenu ensuite de nombreuses séances à Genève et à Lausanne, n'ont touché aucune indemnité quelconque. Il leur était toutefois loisible de se faire rembourser leurs frais de voyage et de séjour, ainsi que tous leurs débours par leur Gouvernement respectif. Le conseiller fédéral Musy ne s'est point fait rembourser ses frais par la caisse fédérale. Il les a supportés personnellement.

Portée de la réduction. Les adoucissements votés par la majorité de votre commission ramènent la réduction à un peu moins de 9%. Pour l'année prochaine, la réduction effective ne serait que de 4 1/2%. Pour beaucoup, le pour-cent moyen de la réduction est encore inférieur, l'allocation de résidence ne sera pas touchée et l'allocation pour enfants non seulement n'est pas diminuée, mais est légèrement augmentée. Par conséquent, l'augmentation annuelle à laquelle ont droit pour 1932 et 1933 tous les fonctionnaires n'ayant pas atteint le maximum compensera la totalité de la réduction prévue pour 1933. Les augmentations régulières couvriront déjà deux ans plus tard la totalité de la réduction proposée par le Conseil fédéral.

Je réitère qu'après la réduction proposée, le salaire de 1934 restera pour beaucoup, c'est-à-dire pour toutes les classes inférieures, le 200% du traitement d'avant-guerre, alors qu'aujourd'hui le coût de la vie n'est plus que de 137% de celui de 1914.

Par conséquent, même après la réduction, si l'on tient compte surtout de tous les accessoires et spécialement du grand avantage que signifie la caisse de pension, la situation du fonctionnaire de la Confédération restera très supérieure à celle de l'immense majorité des employés de toutes les autres entre-

prises privées. Elle reste meilleure que celle de l'immense majorité du peuple suisse. Fonctionnaires, pensez en particulier au paysan qui, aujourd'hui, vend la plupart de ses produits au prix d'avant-guerre.

Qui juge objectivement, c'est-à-dire sans parti pris, admettra sans hésitation que la réduction proposée n'est pas seulement une nécessité financière mais encore qu'elle est parfaitement supportable.

Le point de vue économique: l'adaptation du salaire fait partie de l'ensemble des mesures qui doivent contribuer à l'adaptation progressive des prix suisses à la nouvelle situation économique générale. Seule cette adaptation ranimera notre industrie d'exportation et notre hôtellerie. Au risque de répéter ce qui a été dit cent fois, je rappelle que sur le marché des devises, notre franc suisse, qui tient la parité or, est très cher pour tous les acheteurs des pays à change réduit. Par contre, à l'intérieur du pays, parce que nos prix sont très élevés, le pouvoir d'achat de notre devise n'est pas très considérable. Cette situation a fatalement les plus graves conséquences et pour notre industrie d'exportation et pour notre hôtellerie, deux positions importantes de notre économie nationale. Il est de plus en plus certain que les exportateurs suisses et notre hôtellerie ne regagneront définitivement leur position, que lorsque le niveau général des prix aura été ramené au point qui permettra à notre production de concurrencer, avec succès, les autres nations industrielles et l'hôtellerie étrangère. A moins de sacrifier son industrie d'exportation et son hôtellerie, dont le maintien est une nécessité nationale, la Suisse doit se résigner à se rapprocher du niveau général des prix. Rien ne résiste à l'appel du bon marché.

Les événements enseignent encore qu'il n'est plus possible désormais de maintenir dans un seul pays des prix et un standard de vie démesurément élevés et hors de proportion avec tous ceux pratiqués dans les autres pays. La Hollande et la Suisse sont les seuls pays qui ont réussi à conserver jusqu'ici la parité or. Du dernier rapport du gouverneur de la banque nationale de Hollande, le fidèle gardien de la devise hollandaise, je détache le sage avertissement suivant qui vaut pour le peuple suisse au même titre que pour le peuple hollandais:

« Le peuple hollandais a maintenant une décision à prendre: ou bien il s'exposera à un appauvrissement croissant avec toutes les suites qu'un tel appauvrissement peut comporter dans l'avenir, en essayant de se cramponner à un niveau de vie que la situation mondiale et les possibilités de sa vie économique ne justifient plus; ou bien, en facilitant et en favorisant sur toute la ligne l'adaptation nécessaire, il aidera son système de production, base de l'existence de la population toute entière, à franchir les temps difficiles et se tiendra prêt pour le moment où la situation mondiale permettra un élargissement de son activité. Ils n'auront pas de mal à choisir, ceux qui veulent servir les véritables intérêts de la Hollande et de sa population, et qui veulent et osent se rendre compte de l'importance et de la responsabilité que ce choix comportera. Le passé, ainsi que le caractère de notre peuple permettent d'espérer qu'on choisira la solution rationnelle et conforme à l'intérêt national. »

L'heure est venue de prendre pleinement conscience de l'appauvrissement global qui a frappé l'humanité entière et qui doit fatalement avoir une dou-

loureuse répercussion dans un pays comme la Suisse, qui est le type de l'interdépendance économique.

Sous la pression des événements et des circonstances, le rajustement s'effectuera ou par la déflation ou par l'inflation. Les uns après les autres, les pays ont dû choisir entre ces deux systèmes. Nous n'échapperons pas à ce grave dilemme. Il faut procéder à une réduction progressive de tous les prix, de tous les salaires, les loyers, etc. Ce sera le seul moyen d'échapper définitivement à l'inflation, qui serait un désastre pour l'économie de notre démocratie. On a dit que dans notre économie chancelante, une colonne, le franc suisse, est jusqu'ici restée ferme et inébranlable; une politique économique prudente saura garder à notre monnaie sa parité. Pour la Suisse il n'y a qu'une seule politique monétaire, c'est le franc suisse à la parité or. Cette parité est une source de richesses, que nous avons l'obligation de conserver à notre pays. Qui veut la fin doit avoir le courage des moyens!

A ceux qui soutiennent que la réduction des salaires entraînera la diminution du pouvoir d'achat du consommateur, je répons que la diminution du pouvoir d'achat est déjà une réalité. Elle a son origine dans la ruineuse guerre, qui a duré quatre ans, et dans les folles dépenses improductives de l'après-guerre. La question est de savoir comment se répartira cette diminution générale du pouvoir d'achat. Serait-il juste d'écraser le peuple d'impôt pour maintenir un pouvoir d'achat supérieur en faveur d'une classe privilégiée?

Plusieurs orateurs ont répété que seul le salaire élevé maintient le pouvoir d'achat du consommateur et favorise la production. L'Amérique qui a fermement cru au développement indéfini de la production soutenue par le haut salaire, compterait aujourd'hui 7 millions de chômeurs. Tout le système a fait une faillite retentissante. Je ne conteste point que le haut salaire est un moyen de maintenir les prix élevés. Mais encore faut-il que l'employeur, Etat ou particulier, soit en mesure de le payer. Or, entreprises publiques et entreprises privées ne sont plus en mesure, hélas, de payer le haut salaire. Le salut doit, par conséquent, être cherché dans une autre direction.

A ceux qui prétendent que la réduction des salaires diminuerait le pouvoir d'achat de notre peuple, je répons que la réduction des frais de production, permettant une diminution des prix, est au contraire aujourd'hui le seul moyen efficace de maintenir et d'augmenter le pouvoir de consommation.

Je regrette que le temps me prive du plaisir de discuter les savantes théories que nous a faites M. le professeur Marbach. Je ne résiste toutefois point au désir de faire au sujet de son exposé deux remarques:

1. Il est vain de vouloir opposer la science théorique au bon sens et à l'expérience.

2. Suggérer l'impôt de crise qui, pour être efficace, devait dans les circonstances actuelles être général, me paraît un paradoxe dans la bouche de celui qui recommande d'augmenter par tous les moyens le pouvoir d'achat des consommateurs afin de soutenir les producteurs. M. Marbach oublie tout à coup que le prélèvement fiscal diminue fatalement d'autant le pouvoir d'achat de tous ceux qu'il touche.

Je reste convaincu que la politique de déflation prudente, mais courageuse et méthodique, reste le seul moyen pour nous de parer aux graves dangers qui nous menacent.

Je regrette vivement que certains prix de détail et aussi les loyers n'aient pas encore suffisamment baissé. Ils doivent tous être réduits de telle sorte qu'ils soient équitables. Il faut surtout que partout la marge entre prix de gros et prix de détail soit normale. Il est inadmissible, en ce temps de misère, qu'on songe à faire rapide fortune.

L'Etat a un rôle de régulateur, une fonction équilibrante à remplir. Tâche délicate, sans doute, mais à laquelle il n'a pas le droit de se soustraire. Si l'organisation actuelle de notre vie économique devait ne pas permettre d'accomplir cette tâche, il faudra la transformer. Nous ne reculerons point devant cette œuvre de réorganisation, même si elle exige une certaine restauration de l'esprit corporatif. Ce n'est ni dans la routine, ni dans l'étatisation, ni dans le subventionnement à outrance, qui finit par ruiner l'Etat, que l'ordre économique renaîtra sur le chaos actuel.

L'aspect politique. Le peuple doit pouvoir se prononcer sur la grave question que vous avez à résoudre. C'est la raison pour laquelle l'adaptation des traitements doit s'effectuer par le moyen d'une révision de la loi sur le Statut du personnel. Quand le peuple se sera prononcé, tous nous devons nous incliner devant son verdict. Le personnel n'aura plus de droit de récriminer contre le gouvernement qui le nomme, ni contre le peuple souverain qui le nourrit. Le conseiller national Arnold a proclamé hier soir qu'il ne cessait de préparer à la grève tous les fonctionnaires qui font partie des organisations communistes. J'en épargnerai cette peine. Je proposerai au Conseil fédéral, à l'occasion de la réélection générale qui doit intervenir en décembre prochain, d'exclure des services fédéraux tous les fonctionnaires qui font partie des organisations communistes. L'appartenance à une organisation qui prévoit la grève comme moyen d'action est incompatible avec les dispositions impératives de la loi sur le Statut du personnel.

Je savais que la question des traitements est un problème à la fois financier, économique et social. L'expérience vient de m'apprendre que, depuis quelques jours, elle est devenue, hélas, à un degré très aigu, surtout un problème d'ordre électoral. On se préoccupe avant tout de savoir quelle sera la répercussion du vote sur le potentiel électoral du parti et aussi sur les chances de réélection d'un chacun.

Je comprends la situation délicate de quelques-uns; cependant le souci de la popularité et les préoccupations d'ordre électoral ne sauraient devenir la raison dernière de nos attitudes. Au-dessus des préoccupations d'ordre électoral, il y a l'intérêt général à servir, au-dessus de la « Sessel » politique, il y a le pays.

J'ai depuis longtemps banni définitivement de mon esprit et le souci de la popularité et les préoccupations électorales. Vous pouvez me réélire, ne pas me renommer, cela m'est totalement indifférent. Mon siège est à votre disposition. Mais après cette catégorique et très franche déclaration, permettez-moi de croire aussi que la présence de chacun d'entre vous au Conseil national, n'est point une absolue nécessité. Le pays peut se passer de mes services et des vôtres. Mais ce dont le pays a impérieusement besoin, c'est d'un gouvernement et d'un parlement dont l'attitude et les décisions s'inspirent exclusivement des intérêts supérieurs de la patrie.

Notre démocratie est de nouveau mise à rude épreuve. J'espère que le Parlement d'abord et, éventuellement le peuple, si le referendum est demandé, feront la preuve que l'un et l'autre sont capables de résoudre les problèmes les plus délicats de sa vie économique et de sa vie politique.

Deux grands dangers guettent la démocratie: la dictature et la démagogie. La dictature, c'est-à-dire le gouvernement d'un seul, mais aussi la tyrannie d'une classe; et la démagogie qui n'est, en réalité qu'une lâche hypocrisie du progrès. Je souhaite pour l'honneur de notre démocratie, la plus vieille du monde, qu'elle sache échapper toujours à l'une et à l'autre.

Le Conseil fédéral vous a exposé son point de vue il a justifié son attitude, il a pris ses responsabilités. L'heure est venue pour vous de prendre les vôtres.

Präsident: Falls Herr Bundesrat Pilet noch heute morgen spricht, so würde ich bei Beginn der Nachmittagssitzung um 4 Uhr die Abstimmung gemäß Art. 69 vornehmen, weil die Voraussetzungen dazu erfüllt sind, und darüber entscheiden lassen, ob die Diskussion zu schließen sei. Wenn Sie Diskussions-schluß beschließen, so würden wir heute jedenfalls noch Art. 1 erledigen können. Andernfalls wird die Sitzung länger dauern; denn wir werden trotzdem noch die Diskussion über Art. 1 durchführen und dann vielleicht die Abstimmung verschieben.

M. Pilet-Golaz, conseiller fédéral: Je veux tout d'abord, Messieurs, vous tranquilliser. Je ne ferai pas de théorie. Je n'aime pas les théories, surtout pas les théories d'aujourd'hui, ces théories qui poussent comme champignons après l'averse, que l'on invente au jour le jour, selon les goûts et les besoins, qui jaillissent des esprits en mal d'originalité comme les yo-yo sortent des poches des gâteaux; ces théories que l'on voit naître à chaque instant pour n'importe quelle cause, bonne ou mauvaise; ces théories qui veulent bâtir l'économie d'une manière artificielle et qui ne font qu'en compromettre la solidité; ces théories qui interprètent les circonstances contemporaines, encore toutes imprégnées de nos sympathies et de nos antipathies, faussées par nos passions.

Non, je n'aime pas les théories, sauf une, qui, elle, a subi l'épreuve des siècles, n'est pas née de nos crises momentanées, n'est plus soumise à nos impressions fugitives. Elle est « pépère », si j'ose employer ce terme familier et se résume simplement dans ces quelques mots: Les ressources ne doivent jamais rester au-dessous des dépenses et les dépenses ne doivent jamais dépasser les ressources; sinon c'est la faillite.

C'est un principe vieux comme le monde, sans doute un principe de père de famille qui compte sou par sou, mais c'est un principe dont les Gouvernements feraient peut-être bien, un peu partout, de s'inspirer... C'est le principe que le grand financier dont le nom a été prononcé tout à l'heure, M. Caillaux, proclamait en disant: Les difficultés de trésorerie, ce n'est rien, l'équilibre budgétaire, c'est tout.

Et que signifie l'équilibre budgétaire, sinon l'équivalence des recettes et des dépenses.

Je ne voudrais d'ailleurs pas jouer le ministre des finances au petit pied. Je n'ai pas besoin de reprendre le tableau brossé par mon collègue M. le conseiller fédéral Musy. Ce tableau est assez sombre et je pense

qu'il vous a suffisamment impressionné pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y ajouter des touches plus noires. Vous savez en présence de quoi la Confédération se trouve: D'une part, augmentation des dépenses; on a voté depuis le dernier budget une cinquantaine de millions de dépenses nouvelles. D'autre part, diminution des recettes; on vous a annoncé une diminution d'une vingtaine de millions sur le produit du timbre et de 30 à 40 millions sur les revenus des douanes. C'est donc un trou, une rupture d'équilibre, d'une centaine de millions déjà.

Mais on ne vous a parlé que du budget et du bilan de la Confédération. Or, il y en a d'autres qui ont une importance aussi grande dans la vie de notre pays. Je veux parler du budget des P. T. T. d'une part et de celui des C. F. F. d'autre part, budgets qui ne le cèdent en rien comme importance à celui de la Confédération. Aux postes, télégraphes et téléphones, nous avons un compte d'exploitation de 265 millions. Le bilan des P. T. T. est de 900 millions et atteindra bientôt le milliard. Aux C. F. F., le compte d'exploitation pour 1932 est de 388 millions; c'est à peu près l'égal du budget de la Confédération. Quant au bilan — oh! c'est une supériorité dont je ne tire aucun orgueil — il dépasse très sensiblement celui de la Confédération, par son passif de 3 milliards.

Il est donc bon que vous compreniez, avant de prendre vos décisions et d'assumer vos responsabilités, quelle est l'exacte situation de nos grandes régies. Et je vous parlerai bien plus comme chef du Département des postes et des chemins de fer qu'en qualité de conseiller fédéral.

Les P. T. T. ne nous donnent pas de souci pour le moment, mais ne nous donnent plus de satisfaction. Et c'est un avertissement qu'il faut savoir entendre. Adieu les bénéfices que nous avons pu assez libéralement verser, ces dernières années, dans les caisses de la Confédération. En 1930, ces bénéfices étaient encore d'une douzaine de millions. En 1931, ils sont tombés à 8 millions $\frac{1}{2}$. En 1932, d'après les prévisions, nous n'atteindrons que très difficilement 4 millions $\frac{1}{2}$. Pour 1933, c'est l'inconnu. Nous avons inscrit dans notre budget un bénéfice de 3 millions $\frac{1}{2}$. Pourquoi? Pour affirmer notre volonté d'économie, dans le but de faire un effort en faveur de la Confédération, pour adresser en quelque sorte un cri d'appel à notre personnel. Mais je suis loin de croire qu'à la fin de 1933, nous pourrions verser ces 3 millions $\frac{1}{2}$ dans les caisses de la Confédération. Pourquoi cela? Parce que la Poste est atteinte à son tour par la crise. La poste aux lettres, notre source de recettes la plus sûre, puis les messageries, où la diminution est très inquiétante — messageries à l'intérieur du pays, messageries pour l'étranger, messageries qui viennent de l'étranger, messageries en transit. Ces services nous rapportaient un certain nombre de millions qui s'effritent aujourd'hui, parce que le commerce international se meurt; tant qu'on ne lui redonnera pas la vie, nous devons compter avec ce recul de nos revenus. Les services automobiles saisonniers, eux non plus, n'enregistrent pas les recettes d'autrefois, parce que le tourisme est gravement frappé.

En revanche, les services onéreux continuent à se développer. Ce sont tout d'abord les imprimés. M. Musy a dit que nous étions le premier pays de l'Europe pour la solidité financière. Je crois que nous

sommes aussi le premier pays de l'Europe par l'abondance du papier. Tous les jours, nos facteurs doivent parcourir des kilomètres pour distribuer à raison de 3 centimes de petites feuilles imprimées — je ne parle pas des journaux — que bien souvent personne ne lit et qui ne servent qu'à emballer les provisions de ménage. Quant aux journaux — je les réservais pour la bonne bouche — ils sont distribués à raison de 1 ct. $\frac{1}{4}$. Pour ce prix, il faut assurer le transport à la gare, payer le chemin de fer, effectuer le tri pour conduire chaque numéro à sa destination, enfin distribuer à domicile. Tout cela pour 1 ct. $\frac{1}{4}$. Vous pensez bien que cela ne nous rapporte guère. Et c'est une branche qui se développe encore!

Le télégraphe devient un ennemi dangereux de l'équilibre budgétaire des P. T. T., parce que nous avons un réseau extrêmement coûteux à entretenir, tandis que les recettes baissent à une allure vertigineuse. Durant ces dernières années, nous avons eu un million de dépenses environ aux télégraphes qui n'étaient pas couvertes par les recettes. Cette année, ce sera 1 million $\frac{1}{2}$ et l'année prochaine probablement 2 millions.

Les téléphones sont dans une situation meilleure quant aux recettes, mais, cette année, pour la première fois, les conversations internationales — celles qui rapportent — sont en diminution. Les conversations interurbaines ont également fléchi. Il n'y a que les conversations locales, celles pour lesquelles on peut parler des heures pour 10 centimes, qui ont augmenté. Le nombre de nos abonnés continue à progresser, certes, mais sous l'effet de la crise ils éprouvent des difficultés grandissantes à s'acquitter. Il est probable que nous serons bientôt dans l'obligation de les autoriser à régler par mensualité ce qu'ils payaient par semestre. Savez-vous ce que cela fait? Une perte d'un million (900,000 fr. exactement) et de plus serons-nous forcés de faire un ajustement de tarifs d'où découlera une perte nouvelle. Tout ce que je souhaite, c'est que ces années prochaines nous ne soyons pas obligés, sous la pression des circonstances, de faire appel à la Confédération.

Si je n'étais que ministre des postes, télégraphes et téléphones, ce serait une sinécure, malgré le travail qu'elles exigent, mais il y a, à côté, les Chemins de fer fédéraux. Les Chemins de fer fédéraux; alors, c'est une autre affaire!

La situation des chemins de fer n'est pas difficile, elle n'est pas sérieuse: elle est grave. Et j'ai l'habitude de peser mes mots; je n'emploie pas volontiers l'hyperbole; ce n'est pas dans ma manière et quand je dis «grave» cela signifie donc quelque chose. Il convient de s'en rendre compte. Les Chemins de fer fédéraux sont entrés, et je pense pour assez longtemps, dans l'ère des déficits; ces déficits deviennent de plus en plus considérables; ils sont vraiment menaçants. Il suffit d'ailleurs de jeter un coup d'œil sur les statistiques et de lire quelques chiffres.

En 1931, nous avons bouclé avec un déficit d'une dizaine de millions et je vous disais, il n'y a pas si longtemps, en juin, lorsque nous avons discuté les comptes des Chemins de fer fédéraux, que s'il ne s'agissait que de ces 10 millions, nous pourrions les supporter, mais que l'avenir était beaucoup plus sombre. Cet avenir, hélas, ne s'est pas éclairci au fur et à mesure qu'il est devenu le présent.

En 1932, pendant les huit premiers mois de l'année par rapport à 1931, les recettes ont diminué de 28 millions $\frac{1}{2}$. Cela signifie que si pendant les quatre derniers mois de l'année la régression est la même, nous aurons en définitive 42 millions de recettes de moins que l'an passé; mais, l'an passé, nous avons déjà bouclé par un déficit de 10 millions! Nous ferons quelques économies sans doute et c'est la raison pour laquelle la différence des excédents de recettes entre 1932 et 1931 n'est à fin d'août que de 24 millions; nous avons pu économiser 4 millions $\frac{1}{2}$. Restons à ce chiffre de 24 millions; proportionnellement, il faut en ajouter 12 pour les quatre derniers mois. Nous obtenons 36. Avec les 10 millions de l'année dernière, nous arrivons à un déficit probable de 46 millions pour 1932.

Et que sera l'année 1933? On me dira: « L'année 1933 sera ce que vous la ferez en prenant à temps les dispositions qui s'imposent contre l'automobile. Ce qui ruine les chemins de fer, c'est l'automobile. » Nul plus que moi n'est convaincu du tort causé par l'automobile, en particulier, par le camion, et je sais bien qu'il faudra prendre des mesures pour régler la concurrence et faire en sorte qu'elle ne puisse plus se développer indéfiniment d'une manière anarchique. Mais il ne faut pas en conclure cependant que la situation actuelle des Chemins de fer fédéraux soit la conséquence de cette concurrence, parce qu'en 1930 et en 1929 le transport par automobile existait dans une mesure à peu près égale à celle d'aujourd'hui et que nous avons réalisé jusqu'à 30 millions de bénéfice. Pourquoi, en 1932, aurons-nous 40 à 50 millions de déficit? A cause de la crise mondiale. Notre réseau, ne l'oublions pas, n'est point comparable aux autres; ce n'est pas uniquement un réseau interne, c'est un réseau international; ses bénéfices sont essentiellement le fait du trafic avec l'étranger. C'est vrai, non seulement pour les marchandises, mais aussi pour les voyageurs. Les touristes étrangers sont pour nous une véritable aubaine, que nous accueillons à tiroir ouvert, si je puis ainsi dire. Ils nous ont manqué cette année et risquent de nous manquer longtemps encore, vous savez pourquoi. Maintenant, nous n'avons guère que les touristes du pays, voyageant à taxes réduites, d'où répercussion désastreuse dans nos comptes. J'en ai eu la démonstration, il y a quelques jours à peine, en comparant les résultats d'août 1932 avec ceux de juillet 1932. Je m'étais dit: « Août a été beau; nous avons transporté davantage de voyageurs et réduit ainsi un peu la différence qui s'aggrave entre l'année courante et l'année précédente. » Qu'est-ce que j'ai constaté? C'est que si nous avions transporté davantage de voyageurs (100,000 de plus), les recettes étaient moindres, parce que ces voyageurs étaient de ceux qui se laissent tenter par un beau samedi ou par un beau dimanche et qui voyagent à prix réduits profitant des innombrables facilités de transport que les Chemins de fer fédéraux accordent. Nous sommes peut-être allés trop loin dans cette voie. Ces facilités raniment le trafic en apparence, mais finissent par coûter plus qu'elles ne rapportent.

A côté du trafic des voyageurs, il y a le trafic des marchandises qui représente les trois cinquièmes des recettes des Chemins de fer fédéraux. Le trafic marchandise est, pour une grande part, un trafic international qu'il s'agisse d'importation, d'exportation ou de transit. Où en est notre exportation?

Je n'ose pas vous poser cette question, parce que j'ai peur de votre réponse; mais cette réponse, je la connais: les comptes des Chemins de fer fédéraux l'ont donnée. En ce qui concerne l'importation, nous avons dû nous défendre contre l'étranger. Il était nécessaire de soutenir notre commerce et notre industrie, d'éviter l'extension du chômage, de défendre notre marché intérieur contre l'inondation étrangère, de recourir aux restrictions, barricades, qui finiront par étouffer l'Europe si elles continuent à s'élever.

Qu'est devenu le transit, florissant autrefois? On l'a célébré en termes chaleureux lors du cinquanteaire du Gothard! Ce transit est tombé pour certains trafics jusqu'à 50 % de ce qu'il était pendant les années normales. Ne vous étonnez donc pas de ce que la situation des Chemins de fer fédéraux soit devenue si grave. Les Chemins de fer fédéraux ont été atteints par la crise d'une manière d'autant plus sensible et redoutable que leur situation... et là je m'arrête pour bien montrer que je pèse les mots... que leur situation n'était pas saine, du moins qu'elle n'était pas assainie lorsque la crise s'est déclenchée. Les Chemins de fer fédéraux sont endettés jusqu'au cou; ils l'étaient, il y a des années déjà, et ils le sont tous les jours davantage.

M. le conseiller fédéral Musy a fait allusion tout à l'heure aux caisses de pension du personnel. La caisse de pension des Chemins de fer fédéraux, qui équivaut à peu près à celle du surplus du personnel de la Confédération, a un déficit théorique, je veux bien, de 330 millions, exactement 332 millions. Ce déficit est théorique, mais cela n'empêche pas que d'un jour à l'autre, petit à petit, il se transforme en déficit réel, si on n'y prend garde. C'est le motif pour lequel on a entrepris l'assainissement de la caisse de pension. Cette caisse coûte beaucoup aux Chemins de fer fédéraux, actuellement 28 millions par an. Vous croirez peut-être que les chiffres articulés ne sont pas exacts? Prenez les comptes et vous verrez que cette année, nous versons à la caisse de retraite du personnel une somme équivalant à ce que coûte la traction de tous nos transports, frais de personnel à part. Je lis dans notre budget de 1932 que les dépenses pour la caisse de pension s'élèvent à 28 millions et que nous consacrons 28 millions aussi à l'éclairage des voies, à la signalisation, au combustible, à l'énergie électrique, aux diverses matières de consommation. En d'autres termes, pour l'ensemble de nos trains, toute la traction, voyageurs et marchandises, cela ne nous coûte pas davantage que les versements effectués à la caisse des pensions. Loin de moi la pensée de critiquer cette institution et de regretter qu'elle donne aux fonctionnaires la sécurité pour les vieux jours; mais, si je ne me livre pas à des critiques, je ne peux me dérober à une constatation: Nous avons en face de nous un déficit de 330 millions que nous devons amortir et dont nous servons l'intérêt.

Passons maintenant aux autres dettes. J'ai entendu hier un orateur, dont j'ai oublié le nom (il y a eu tant d'orateurs dont les nuances et la valeur ont été si diverses) (Rires)... un orateur déclarer que c'était le service des intérêts qui ruinait les C. F. F., que cette entreprise était « surcapitalisée ». Oh! Messieurs, quelle jolie expression. Mais soyez tranquilles, les C. F. F. ne sont pas « des surcapitalistes »;

ce sont des « superdébiteurs »; ils sont surendettés. Ils ont été trop endettés dès le début.

M. Huggler: A qui la faute ?

M. Pilet-Golaz, conseiller fédéral: Peu m'importe.

M. Huggler: Cela m'importe à moi.

M. Pilet-Golaz, conseiller fédéral: Je n'ai pas à faire de l'histoire. Mais les générations sont solidaires; si mon fils commet une faute, je dois la payer. (Dénégation de **M. Huggler.**) Je suis là pour cela. C'est mon devoir. Il est vrai qu'après avoir payé, je réglerai peut-être mes comptes avec mon fils. (Rires.)

Pour moi, l'essentiel, c'est de rétablir la situation des C. F. F., puis après, si j'en ai le temps, je m'expliquerai avec les morts. (Rires.)

Les C. F. F. ont été surendettés dès le rachat, parce que l'on considérait que les chemins de fer avaient devant eux des possibilités infinies. On a toujours demandé aux C. F. F.; on ne leur a presque jamais rien donné. Pendant la guerre, ils ont rendu de grands services, à l'intérieur du pays et à l'extérieur. Mais ces prestations, il faut les payer. Peu importe que ce soit les C. F. F. ou la Confédération qui les paie, ce qui est essentiel, c'est qu'il faut les payer. Jusqu'à maintenant, ces dépenses ont été transformées en un endettement qui a atteint des centaines de millions. Après la guerre, nous avons eu la crise, pendant laquelle aussi on fit appel aux C. F. F., comme s'ils étaient une entreprise de subventionnement pour les travaux de chômage.

Aujourd'hui, nous sommes en présence de la situation que vous savez. Nous avons une dette de 3 milliards en chiffres ronds, plus de 2 milliards 900 millions exactement. Et dans ce chiffre, je n'ai pas compris l'émission qui s'est clôturée hier et sur laquelle je reviendrai tout à l'heure.

Cette dette, l'amortissons-nous? Oui, en cent ans, à raison de 4 millions $\frac{1}{2}$ par an. C'est là ce qu'exige actuellement la loi: 4 millions 800,000 fr. ou 4 millions 900,000 fr. Cela représente un amortissement de 1,5 pour mille. On pourrait tout aussi bien le supprimer si l'on pouvait supprimer un principe. Mais il n'y a pas de principe plus important dans l'économie — quelle que soit cette économie, que ce soit une économie surcapitaliste, surendettée, une économie collective ou individuelle — que le principe qu'il faut amortir les capitaux engagés dans toute entreprise, sous peine de se trouver brusquement en présence d'un gouffre dans lequel on ne peut plus ne pas tomber.

Ce taux d'un et demi pour mille d'amortissement, on aurait peut-être pu l'expliquer autrefois, quand on s'imaginait que les entreprises de chemins de fer étaient éternelles, que les voies ferrées, les tunnels et les ponts que l'on construisait étaient construits pour toujours et que nous laisserions aux civilisations de plus tard, comme les Romains, les témoignages monumentaux de ce que nous avions édifié. Ces ouvrages étaient bien faits; ils pouvaient résister aux intempéries, mais ils n'ont pas résisté au progrès. Ils ont été dépassés par les exigences de la technique moderne. Je ne peux vous en donner un meilleur exemple que celui de l'électrification. Lorsque nous avons électrifié — et vous savez si ce fut une œuvre

utile pour nos communications — nous avons dû apporter des modifications à nos voies, à nos ponts, à nos tunnels, ce qui a coûté de centaines de millions, alors que l'on avait escompté autrefois que ces ouvrages étaient établis pour l'éternité.

Mais à côté du progrès technique qui exige un amortissement plus rapide qu'on ne l'avait envisagé au début, un autre fait a surgi avec lequel nous devons compter: c'est la concurrence de l'automobile. Le chemin de fer lutte avec l'automobile, qui lui a enlevé une partie de sa clientèle, qui a diminué son rendement. L'automobile a appauvri notre réseau national, comme elle a appauvri les réseaux des autres pays. A cet état de choses, nous ne pouvons rien changer.

Je ne dis pas qu'il faut désespérer de résoudre le problème. Mais surtout faut-il se garder de le résoudre dans le sens où d'aucuns voudraient s'engager. On entend des voix affirmer qu'il faut purement et simplement étrangler l'automobile. On n'étrangle pas un progrès. D'autres disent qu'il faut laisser la concurrence se faire à outrance. Mais la concurrence à outrance, c'est l'anarchie. Un progrès anarchique conduit à la ruine. Il faudra trouver des solutions qui s'inspireront de considérations très diverses et peut-être opposées, des solutions qui seront des conciliations et non des luttes à merci et à mort.

Pour nous, la solution du problème est une adaptation du chemin de fer à l'automobile, adaptation constante, perpétuellement en devenir, parce que les problèmes de la technique changeant eux-mêmes, leur développement se modifiant, les forces en présence seront constamment différentes. N'ayant jamais fini de résoudre le problème, il faudra le résoudre chaque jour à nouveau sans pouvoir jamais s'arrêter à une solution définitive en apparence seulement.

Cette solution, quelle qu'elle soit, fera constater qu'il y a partage entre les transports par voie ferrée et par automobile. Or, qui dit partage, dit réduction de la part de chacun. Nos chemins de fer ne retrouveront jamais leur situation d'autrefois; leur valeur a baissé. C'est là une moins-value qu'il est difficile d'estimer, mais qui, pour moi, correspond à peu près au tiers des frais d'établissement, c'est-à-dire de 800 à 900 millions. Cette moins-value, dans la situation actuelle, peut être plus grande; elle peut être dans d'autres circonstances plus petite, mais c'est une moins-value certaine. Or, nous ne l'amortissons pas; il faut cependant l'amortir, c'est une nécessité. Les chemins de fer doivent travailler à cet amortissement. L'automobile doit y participer, elle aussi. Je considère qu'une des solutions que nous devons envisager consistera à faire appel à l'automobile pour amortir le chemin de fer, comme un industriel qui installe de nouvelles machines entend que le rendement de ces nouvelles machines permette d'amortir les anciennes qu'il est obligé de mettre au vieux fer. C'est un principe valable pour nous également. Enfin, il faudra que la Confédération s'occupe de cet amortissement, parce que c'est elle qu'il intéresse, non l'exploitation des chemins de fer. Le propriétaire du réseau, la Confédération, ne peut pas oublier qu'un jour il devra rembourser 3 milliards et que peut-être il ne trouvera rien en contrepartie. Il faut à bref délai, si nous ne voulons pas laisser aux générations futures un fardeau qui les

écrasera que l'Etat envisage un amortissement de son réseau. C'est une dépense de 30 à 35 millions par an en perspective, dépense inéluctable si nous entendons véritablement assainir la situation.

C'est dire l'extrême urgence des économies, à quel défaut, nous irons toujours plus vers l'endettement, peut-être un jour vers la faillite.

Ces économies, où les faire? On m'a dit: Sur le service des intérêts. J'avais envie de répondre: Mais vous ne lisez donc jamais les journaux? Vous ne savez pas que depuis de nombreuses années, nous nous efforçons précisément de soulager notre service d'intérêt, nous faisons conversions sur conversions, nous sommes tombés de 6 à 3½ %. Nous venons en effet de lancer un emprunt de 100 millions à 3½ % au cours de 97,60, y compris le timbre, qui est le cours le plus haut enregistré jusqu'à aujourd'hui, avec une durée de 30 ans. Il y avait longtemps qu'on n'avait revu des conditions pareilles. Notre emprunt a donné un résultat très satisfaisant, si l'on se souvient qu'il s'agissait de demander de l'argent frais et non d'une conversion.

Voyez donc si nous n'essayons pas de soulager notre service d'intérêt. Nous ne pourrions cependant pas aller beaucoup plus loin dans cette voie sans compromettre le crédit dont les Chemins de fer fédéraux ont besoin. Actuellement, nous payons environ 110 millions d'intérêt par an, pour un capital de 3 milliards. Faites vous-mêmes le calcul et vous verrez que nous avons déjà diminué assez sensiblement, toutes proportions gardées, notre charge d'intérêt. Ce qu'il faut éviter, c'est d'augmenter la charge du capital. Là est le danger.

Il est indispensable de réaliser des économies dans l'exploitation. Mais où? Je vous le demande. Le compte de dépenses des Chemins de fer fédéraux en 1932 (compte d'exploitation) est de 288 millions, y compris les versements aux fonds spéciaux. Dans ce chiffre, les diverses dépenses pour le personnel se montent à 227 millions. Cela représente le 78½ %.

Je pose donc en principe que si l'on ne veut pas faire d'économie sur ce poste principal qui représente les trois quarts des dépenses d'exploitation, il faut franchement renoncer à parler d'économie. Certes, nous pouvons « rationaliser » encore, supprimer par ci par là, un fonctionnaire ou deux, ce qui n'empêchera pas, d'ailleurs, les municipalités du domicile de ces fonctionnaires de protester contre la suppression. Nous pourrions nous en prendre à ces malheureux conseils d'arrondissement, dont quelques-uns proclament l'inutilité. Ce serait une économie de 100 à 150 mille francs, à peine de quoi servir les intérêts de 2 à 3 millions, pas plus.

Non, Messieurs, nous sommes obligés, si nous voulons faire des économies, de demander un sacrifice personnel. Ce sacrifice, nous estimons qu'il est tolérable.

Il est tolérable, tout d'abord parce que le coût de la vie a diminué dans une proportion au moins égale, — si elle ne la dépasse pas sensiblement — à celle du sacrifice que nous demandons.

Ce sacrifice est tolérable, parce que le personnel sait bien que ce n'est pas qu'à lui seul que nous nous adresserons, qu'il ne suffira pas d'une réduction des salaires pour rétablir l'équilibre du budget, mais qu'il faudra d'autres sacrifices encore, plus importants, de la part des contribuables. Si vous admettez les

propositions du Conseil fédéral, les économies pour les C. F. F. seront de 17 millions, chiffre rond. Or, le déficit est de 50 millions. L'économie réalisée par la réduction des traitements ne représenterait que le tiers du déficit. On ne rejeterait donc pas sur le personnel tout le poids de la crise, comme certains orateurs le prétendent et l'affirment. On lui demande un tiers; il nous resterait encore les deux autres tiers à couvrir et il faudra bien les trouver.

Nous estimons que ce sacrifice est tolérable de la part du personnel, parce qu'il a des traitements qui sont très convenables, très honnêtes, vraiment suffisants. J'ai eu l'occasion de m'en convaincre, il n'y a pas longtemps encore, en prenant connaissance d'une statistique étrangère. Je dis « une statistique étrangère », parce que l'on suspecte volontiers les diverses statistiques publiées chez nous. Faites par la Direction des finances, on disait que c'était les statistiques Musy! (Rires.) On n'ajoutait pas: « Honni soit qui mal y pense », mais le contraire. Quand c'était les statistiques des patrons, on prétendait que c'était les statistiques des « Lohnabbauer ». Quand il s'agissait des statistiques des syndicats, c'était alors des statistiques socialistes, destinées à prouver le contraire des précédentes. Non, ici c'est une statistique étrangère, qui n'est donc pas engagée dans le débat. Elle est toute récente, d'ailleurs: du 1^{er} septembre 1932. C'est celle du « Verein deutscher Eisenbahnverbände », qui a une vieille réputation. J'y trouve des chiffres intéressants. Elle donne la moyenne des dépenses de chaque administration par tête de cheminot, non pas dans des pays à change bas ou déprécié, non pas même dans des pays où la vie est particulièrement bon marché, comme l'Italie et la France, mais dans un pays où le niveau de la vie est assez comparable au nôtre, au Danemark, par exemple.

Sans parler des pensions de retraite, ni des indemnités spéciales, un cheminot coûte en Allemagne, 3045 marks. J'ai fait traduire tous ces chiffres en francs suisses. Le cheminot allemand coûte par an, 3806 fr. suisses. En Autriche, c'est 3087 fr.; en Hongrie, 2220; aux Pays-Bas, 4578; au Danemark, 5333; en Norvège, 5373; en Suède, 5390 et en Suisse, 5715 fr. Je ne parle pas des dépenses accessoires que j'ai énumérées tout à l'heure. De ces huit pays, dont quelques-uns ont tout de même un état de civilisation comparable au nôtre — songez à la Hollande, songez au Danemark, songez à la Norvège — et qui n'ont pas tous été administrés par d'affreux réactionnaires qui ont exploité la masse prolétarienne, celui qui paie encore le mieux ses cheminots, — je ne le regrette pas tant que cela est possible — c'est la Suisse. 5715 fr. en Suisse, 2220 fr. en Hongrie. Voilà les limites dans lesquelles on se meut.

J'affirme que, dans ces conditions, il est possible, sans porter atteinte à ses intérêts vitaux, de demander à notre personnel, — à ce personnel que j'apprécie beaucoup, je vais plus loin, à ce personnel que j'aime pour son honnêteté, pour, si j'ose me permettre ce germanisme, sa solidité — un sacrifice qui n'aille pas au delà des propositions du Conseil fédéral. Cela est possible d'autant plus que les cheminots ont été obligés de faire de plus gros sacrifices dans les pays dont je viens de parler. Je ne veux pas citer l'Italie; car vous me direz: Régime dictatorial, ni l'Autriche, ni l'Allemagne, — vous savez ce qui s'y est passé —

je veux parler d'un autre pays ... (Une voix: La Russie?) Est-ce qu'on paie encore là-bas? (Hilarité.) Je veux parler de la Hollande, où l'on paie toujours en bon argent. En Hollande, on a déjà introduit une réduction de 5 % le 1^{er} janvier 1932 et une nouvelle réduction égale est prévue pour le 1^{er} janvier 1933, ce qui fait du 10 %. Sur cinq compagnies, le personnel de quatre a accepté la réduction. En Norvège, la réduction est de 10 %; aux Etats-Unis, les réductions se succèdent de mois en mois. C'est ainsi que la grande compagnie Pennsylvania a diminué de 5 % les salaires du personnel, ce qui porte à 25 % la réduction imposée par le personnel. En moyenne pour les lignes principales, aux Etats-Unis, la diminution de salaire depuis 1929 se monte à 41 %. Je dis bien 41 %. Je suis effrayé moi-même de ce chiffre et c'est parce que je suis effrayé que je vous demande d'accepter nos propositions; c'est parce que je ne voudrais pas que nous soyons obligés de dire à notre personnel: « Ce n'est plus de 10, 20, 30 %, mais de 40 % que sera la diminution, si tu désires être payé ».

Au cours des débats, on a parlé d'inflation. C'est un fait que, si nous ne réalisons pas des économies, si nous ne cherchons pas à rétablir l'équilibre budgétaire, l'inflation nous guette. Les ouvriers, le personnel en seraient les premiers frappés, spoliés, parce que l'inflation, c'est le vol, il ne faut pas avoir peur de le dire. C'est cela que nous devons craindre et je suis heureux que tous ici, socialistes compris, nous soyons sur ce point du même avis. Nous ne nous laisserons donc pas glisser dans l'inflation. Mais si elle ne se réalise pas et que nos caisses se vident? Si cela se produisait un jour; si le chef du Département des postes et des chemins de fer était dans l'obligation de dire à son personnel: « Je ne peux plus vous payer, repassez dans 8 jours, je vais vous donner un acompte. » (Nous n'osons pas concevoir un état de choses pareil chez nous et rappelez-vous cependant qu'il n'est pas nécessaire d'avoir une mémoire bien longue ni d'aller chercher des exemples bien loin.) Si jamais nous nous trouvions dans une situation pareille, alors le personnel pourrait nous faire des reproches, formuler contre nous l'accusation d'imprévoyance. C'est précisément parce que nous ne voulons pas de ces reproches, de cette accusation, que nous estimons de notre devoir d'agir pendant qu'il en est temps encore. C'est ce qui nous donne la force et le courage de remplir ce devoir, si dur soit-il. Je ne souhaite qu'une chose, c'est qu'à votre tour, Messieurs, vous sachiez faire le vôtre! (Bravos!)

Präsident: Ich erteile das Wort Herrn Arnold zu einer persönlichen Erklärung.

Arnold: Ich habe das Wort zu einer persönlichen Erklärung verlangt angesichts von Ausführungen des Ratsmitgliedes Herrn Schneider. Herr Schneider hat den schwersten Vorwurf erhoben, den man gegen den Gegner erheben kann, indem er mich der persönlichen Feigheit in den Kämpfen der Arbeiterschaft beschuldigte. Für einen Kommunisten sind weder sozialdemokratische, noch bürgerliche eidgenössische Räte die Richter darüber, ob man Mut besitze oder sich durch Feigheit auszeichne. Ich halte fest, daß die Ausführungen des Herrn Schneider über mein Verhalten im Generalstreik 1919 nicht richtig sind, sondern daß sie das Gegenteil der Wahrheit darstellen,

ich bin in der Lage, dies zu belegen. Ich habe es nicht nötig, mir von Herrn Schneider Feigheit vorwerfen zu lassen. Mir widerstrebt es persönlich, von diesen Dingen zu sprechen. Ich halte fest, daß ich immerhin bis jetzt ein Jahr im Gefängnis saß und daß ich im Alter von 19 Jahren wegen Antikriegs-Propaganda in Deutschland ins Gefängnis gesetzt wurde. (Bravorufe und große Heiterkeit.)

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Nachmittagssitzung vom 22. September 1932. *Séance de relevée du 22 septembre 1932.*

Vorsitz — Présidence: Hr. Abt.

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Fortsetzung. — Suite.

(Siehe Seite 608 hiervor. — Voir page 608 ci-devant.)

Präsident: Nachdem die Voraussetzungen des Art. 69 des Reglementes erfüllt sind, bin ich verpflichtet, den Rat anzufragen, ob er Schluß der Diskussion beschließen will. Das ist möglich, wenn sich zwei Drittel der Anwesenden für den Schluß aussprechen.

Schmid-Oberentfelden: Ich möchte Ihnen beantragen, die Diskussion hier nicht zu schließen. Es ist ja in der letzten Zeit Mode geworden, daß man zum Schluß einer Diskussion einem oder zwei Vertretern des Bundesrates das Wort erteilt und nachher niemand mehr sprechen läßt. Herr Bundesrat Musy hat heute morgen von einer mutigen und tapfern Politik, einer « politique courageuse » gesprochen. Ich halte dafür, daß es sehr schlecht in den Rahmen dieser Ausführungen paßt, wenn man den Mitgliedern des Rates nicht mehr die Möglichkeit geben will, auf die Ausführungen, die der Bundesrat gemacht hat, zu antworten. Wir halten dafür, daß der Schluß der Diskussion nicht angebracht sei, und bitten Sie, die Diskussion weitergehen zu lassen.

Präsident: Sie werden darüber entscheiden.

Abstimmung. — Vote.

Für Schluß der Diskussion	79 Stimmen
Dagegen	55 Stimmen

Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1932
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2833
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	22.09.1932
Date	
Data	
Seite	608-633
Page	
Pagina	
Ref. No	20 031 274

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

je veux parler d'un autre pays ... (Une voix: La Russie?) Est-ce qu'on paie encore là-bas? (Hilarité.) Je veux parler de la Hollande, où l'on paie toujours en bon argent. En Hollande, on a déjà introduit une réduction de 5 % le 1^{er} janvier 1932 et une nouvelle réduction égale est prévue pour le 1^{er} janvier 1933, ce qui fait du 10 %. Sur cinq compagnies, le personnel de quatre a accepté la réduction. En Norvège, la réduction est de 10 %; aux Etats-Unis, les réductions se succèdent de mois en mois. C'est ainsi que la grande compagnie Pennsylvania a diminué de 5 % les salaires du personnel, ce qui porte à 25 % la réduction imposée par le personnel. En moyenne pour les lignes principales, aux Etats-Unis, la diminution de salaire depuis 1929 se monte à 41 %. Je dis bien 41 %. Je suis effrayé moi-même de ce chiffre et c'est parce que je suis effrayé que je vous demande d'accepter nos propositions; c'est parce que je ne voudrais pas que nous soyons obligés de dire à notre personnel: « Ce n'est plus de 10, 20, 30 %, mais de 40 % que sera la diminution, si tu désires être payé ».

Au cours des débats, on a parlé d'inflation. C'est un fait que, si nous ne réalisons pas des économies, si nous ne cherchons pas à rétablir l'équilibre budgétaire, l'inflation nous guette. Les ouvriers, le personnel en seraient les premiers frappés, spoliés, parce que l'inflation, c'est le vol, il ne faut pas avoir peur de le dire. C'est cela que nous devons craindre et je suis heureux que tous ici, socialistes compris, nous soyons sur ce point du même avis. Nous ne nous laisserons donc pas glisser dans l'inflation. Mais si elle ne se réalise pas et que nos caisses se vident? Si cela se produisait un jour; si le chef du Département des postes et des chemins de fer était dans l'obligation de dire à son personnel: « Je ne peux plus vous payer, repassez dans 8 jours, je vais vous donner un acompte. » (Nous n'osons pas concevoir un état de choses pareil chez nous et rappelez-vous cependant qu'il n'est pas nécessaire d'avoir une mémoire bien longue ni d'aller chercher des exemples bien loin.) Si jamais nous nous trouvions dans une situation pareille, alors le personnel pourrait nous faire des reproches, formuler contre nous l'accusation d'imprévoyance. C'est précisément parce que nous ne voulons pas de ces reproches, de cette accusation, que nous estimons de notre devoir d'agir pendant qu'il en est temps encore. C'est ce qui nous donne la force et le courage de remplir ce devoir, si dur soit-il. Je ne souhaite qu'une chose, c'est qu'à votre tour, Messieurs, vous sachiez faire le vôtre! (Bravos!)

Präsident: Ich erteile das Wort Herrn Arnold zu einer persönlichen Erklärung.

Arnold: Ich habe das Wort zu einer persönlichen Erklärung verlangt angesichts von Ausführungen des Ratsmitgliedes Herrn Schneider. Herr Schneider hat den schwersten Vorwurf erhoben, den man gegen den Gegner erheben kann, indem er mich der persönlichen Feigheit in den Kämpfen der Arbeiterschaft beschuldigte. Für einen Kommunisten sind weder sozialdemokratische, noch bürgerliche eidgenössische Räte die Richter darüber, ob man Mut besitze oder sich durch Feigheit auszeichne. Ich halte fest, daß die Ausführungen des Herrn Schneider über mein Verhalten im Generalstreik 1919 nicht richtig sind, sondern daß sie das Gegenteil der Wahrheit darstellen,

ich bin in der Lage, dies zu belegen. Ich habe es nicht nötig, mir von Herrn Schneider Feigheit vorwerfen zu lassen. Mir widerstrebt es persönlich, von diesen Dingen zu sprechen. Ich halte fest, daß ich immerhin bis jetzt ein Jahr im Gefängnis saß und daß ich im Alter von 19 Jahren wegen Antikriegs-Propaganda in Deutschland ins Gefängnis gesetzt wurde. (Bravorufe und große Heiterkeit.)

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Nachmittagssitzung vom 22. September 1932. *Séance de relevée du 22 septembre 1932.*

Vorsitz — Présidence: Hr. Abt.

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Fortsetzung. — Suite.

(Siehe Seite 608 hiervor. — Voir page 608 ci-devant.)

Präsident: Nachdem die Voraussetzungen des Art. 69 des Reglementes erfüllt sind, bin ich verpflichtet, den Rat anzufragen, ob er Schluß der Diskussion beschließen will. Das ist möglich, wenn sich zwei Drittel der Anwesenden für den Schluß aussprechen.

Schmid-Oberentfelden: Ich möchte Ihnen beantragen, die Diskussion hier nicht zu schließen. Es ist ja in der letzten Zeit Mode geworden, daß man zum Schluß einer Diskussion einem oder zwei Vertretern des Bundesrates das Wort erteilt und nachher niemand mehr sprechen läßt. Herr Bundesrat Musy hat heute morgen von einer mutigen und tapfern Politik, einer « politique courageuse » gesprochen. Ich halte dafür, daß es sehr schlecht in den Rahmen dieser Ausführungen paßt, wenn man den Mitgliedern des Rates nicht mehr die Möglichkeit geben will, auf die Ausführungen, die der Bundesrat gemacht hat, zu antworten. Wir halten dafür, daß der Schluß der Diskussion nicht angebracht sei, und bitten Sie, die Diskussion weitergehen zu lassen.

Präsident: Sie werden darüber entscheiden.

Abstimmung. — Vote.

Für Schluß der Diskussion	79 Stimmen
Dagegen	55 Stimmen

Präsident: Die nötige Zweidrittelmehrheit ist nicht erreicht, die Diskussion geht also weiter. Zu Ihrer Beruhigung kann ich Ihnen mitteilen, daß sich eine Anzahl Redner haben streichen lassen. Ich möchte sagen: *vivant sequentes*.

Schmid-Oberentfelden: Es tut mir sehr leid, daß ich den Herren, die sich haben streichen lassen, nicht folgen kann. Ich halte dafür, daß es nötig ist, auf die Ausführungen des Bundesrates von heute morgen noch ein paar Worte zu sagen. Sie haben gehört, daß der Vertreter des Finanzdepartementes, Herr Bundesrat Musy, darauf hingewiesen hat, daß es kein Vergnügen sei, für die Lohnabbauvorlage einzutreten ... (Unruhe).

Präsident: Die Herren sind verwöhnt; sie sprechen nur in einem ruhigen Saal. Ich will Ihnen helfen, Herr Dr. Schmid, und für Ruhe sorgen, obschon ich keinen Grund zu Entgegenkommen hätte, nachdem ich heute morgen aus Ihrer Richtung (Schneider) schlecht behandelt worden bin. — Ich bitte um Ruhe.

Schmid-Oberentfelden: Wenn Herr Bundesrat Musy heute morgen davon geredet hat, daß es kein Vergnügen sei, für die Abbauvorlage einzutreten, sondern eine Pflicht, die unter Umständen nicht so leicht zu erfüllen sei, dann muß ich immerhin sagen, daß es auch eine Pflicht ist, in diesem Saale auf gewisse Konsequenzen hinzuweisen, die wir in der bundesrätlichen Politik feststellen. Auch das ist vielleicht kein Vergnügen. Wenn Herr Bundesrat Musy von einer mutigen Politik gesprochen hat, so war es zweifellos jener Mut, der rücksichtslos gewisse Konsequenzen der kapitalistischen Politik zum Ausdruck bringt. Ich anerkenne, daß Herr Bundesrat Musy diesen Mut hat. Ich anerkenne, daß er der Exponent dieser absolut kapitalistischen Politik ist, aber ich kann nicht anerkennen, daß das allein Mut bedeutet. Es erfordert vielleicht bedeutend mehr Mut, wenn ein Arbeiter mit 2400 oder 3000 Fr. Jahreseinkommen, der in einem gewissen wirtschaftlichen Abhängigkeitsverhältnis steht, den Mut aufbringt, für eine Politik einzutreten, die den Unternehmern und vielleicht Herrn Musy nicht genehm ist. Wir leben in einer Zeit, wo es oft nicht ungefährlich ist, gewisse Freiheiten, die in der Bundesverfassung niedergelegt sind, zu vertreten, und ich habe mich über den Mut des Herrn Bundesrat Musy nicht gewundert, als er heute morgen darauf hinwies, daß er beabsichtigt, hinsichtlich der Anstellung in der Bundesverwaltung eine Ausnahmegesetzgebung für eine gewisse politische Ueberzeugung zu schaffen. Das ist kein Beweis von Mut, sondern das ist der Beginn einer Unterdrückungspolitik, die beim Fascismus endigt. Das ist eine Politik, die mit Verboten arbeitet. Wenn man Mut für sich in Anspruch nimmt, dann soll man den Mut haben, die politische Ueberzeugung der andern zu achten, auch wenn sie uns un bequem ist. Wir könnten vielleicht mit etwas mehr Recht gegen die Kommunisten auftreten, weil sie ja in ganz gewissenloser Art und Weise jede Angelegenheit, die im Parlament zur Sprache kommt, zum Vorwand nehmen, um gegen uns zu polemisieren und uns zu verleumden. Trotzdem stehen wir — ich glaube da, im Namen aller Fraktionskollegen zu sprechen — auf dem Boden, daß Ausnahmegesetze

einer Demokratie unwürdig sind, und daß sie nicht von Mut zeugen, sondern von einer gewissen Furcht. Es war noch nie so, daß man Mut bekundete dadurch, daß man Ideen oder Auffassungen unterdrücken wollte, sondern man hat damit nur bekundet, daß man einer unbequemen Auffassung einfach nicht Herr wird.

Es ist über das Streikrecht in diesem Saal diskutiert worden. Ich brauche nicht zu sagen, daß zweifellos alle Sozialdemokraten, auch diejenigen, die für das Beamtengesetz gestimmt haben, auf dem Boden stehen, daß in einer Demokratie dem Bürger, auch demjenigen, der im Staatsdienste ist, dieses allererste Recht, seine Existenz zu verteidigen, zukommt. Ich glaube nicht, daß es hier irgendwelche Differenzen innerhalb unserer Fraktion gibt, auch wenn Herr Arnold solche herauskonstruieren wollte. Es handelte sich bei der Schaffung des Beamtengesetzes nicht nur um diesen Punkt, sondern es standen auch andere zur Diskussion. Die Sozialdemokraten haben jedenfalls durch ihre ganze Haltung bei der Beratung gezeigt, daß sie nie der Auffassung beipflichteten, daß man bestimmten Kategorien das Streikrecht nehmen könne.

Das wollte ich vorausschicken, um zu sagen, daß, wenn man auch mit gewisser Offenheit den Standpunkt einer reaktionären Finanzpolitik vertritt, das noch nicht ohne weiteres der Standpunkt des ganzen Volkes sein kann. Jawohl, wenn man einen Betrieb nur vom Standpunkt des finanziellen Gleichgewichts aus, losgelöst von allen übrigen gesellschaftlichen Zusammenhängen, betrachtet, dann kann man unter Umständen die Frage so behandeln, wie das heute morgen Herr Bundesrat Pilet getan hat. Aber auch dann ist dieser Standpunkt einseitig. Auch dann ist er ungerecht. Man kann nicht alle andern Fragen, die bei der Sanierung und Herstellung des finanziellen Gleichgewichtes berücksichtigt werden müssen, vernachlässigen. Herr Bundesrat Pilet hat darauf hingewiesen, wie billig man Zeitungen spediere, hat erklärt, daß es für 1 ¼ Rp. möglich sei, alle diese Funktionen von der Post zu verlangen. Es ist noch nicht sehr lange her, seit man in diesem Saale von Bestrebungen gesprochen hat, die das Briefporto herabsetzen wollten, einzig deshalb, weil die Post gewisse Ueberschüsse aufweisen konnte. Gerade ein Großteil jener Herren, die vor zwei bis drei Jahren diese Bestrebungen vertreten haben, sind die Promotoren dieser heutigen Lohnabbaupolitik. Für sie hat die Ersparnispolitik, die Herstellung des finanziellen Gleichgewichtes immer nur ein Gesicht. Es wird bei den wirtschaftlich Schwachen angesetzt, dort soll gespart werden. Wir haben Sinn dafür, daß gemeinwirtschaftlichen, staatlichen, kommunalen Unternehmungen ermöglicht wird, das finanzielle Gleichgewicht beizubehalten. Wir haben das zu wiederholten Malen bekundet, und es ist natürlich vollständig falsch, wenn beispielsweise der Kommunist Arnold sich auf den Boden stellte, als ob nun die Berücksichtigung dieses Standpunktes, den wir auch gelten lassen, etwas gegen den Sozialismus bedeute. Er möge sich einmal nach Rußland wenden, und er wird sehen, welche Opfer man dort vom Arbeiter verlangt, damit die Betriebe Sowietrußlands aufrecht erhalten und die Wirtschaftslage gehalten werden kann. Er wird mir vielleicht antworten, das sei eine sozialistische Politik in einem sozialistischen Staate.

Ich sage aber, wenn wir auch in einem bürgerlichen kapitalistischen Staat gemeinwirtschaftliche Betriebe haben, haben wir vom Standpunkt des Sozialismus aus ein Interesse daran, daß das finanzielle Gleichgewicht aufrechterhalten werden kann, weil wir der Meinung sind, daß es immerhin besser ist, wenn der Staat diese Betriebe führt, als wenn er sie unter Umständen verpachtet. Solche Bestrebungen aber gibt es heute selbstverständlich in Westeuropa.

Und nun war es Pflicht des Herrn Bundesrat Musy und des Bundesrates überhaupt, in dieser Lage, in der wir uns seit einigen Monaten befinden, von der er gesagt hat, daß es eine harte Zeit ist, daß die Not lange Dauer habe, worin ich mit ihm übereinstimme, nicht in einseitiger Weise nur zu prüfen, ob man dem Personal Jahr für Jahr so und so viele Millionen entziehen kann, um das finanzielle Gleichgewicht zu stützen, sondern auch die Frage zu prüfen, ob man bisherige Einnahmequellen einfach versiegen lassen darf. Wir haben in der letzten Session die Behandlung der Krisensteuer gefordert. Der Präsident des Nationalrates, Herr Dr. Abt, zeigte sich geneigt, das Traktandum auf die Tagesordnung zu setzen. Es ist damals aber am Widerstand des Herrn Bundesrats Musy die Behandlung in diesem Rate gescheitert. Ich bestreite Herrn Bundesrat Musy das Recht, so zu sprechen, wie er heute morgen gesprochen, nachdem er nachweisbar alles getan hat, daß die Vorlage der Krisensteuer nicht rechtzeitig behandelt werden konnte. Ein Mann wie Herr Musy, hätte, nachdem wir die Kriegssteuer seit Jahren haben, die Frage prüfen müssen, ob sie nicht übergeführt werden könne in eine Krisensteuer, damit der ordentliche Gang der Verwaltung nicht tangiert werde. Er hat das nicht getan. Wir wissen nicht, ob er nicht auch in dieser Session wieder alles versuchen wird, um die Begründung der Motion unseres Kollegen Jacques Schmid zu verhindern. Ich führe das an, nicht weil ich Herrn Musy einen persönlichen Vorwurf machen, sondern weil ich seine Finanzpolitik kennzeichnen und feststellen will, daß er dort mit großer Promptheit arbeitet, wo es die Armen und Aermsten trifft, wo es aber die Reichen trifft, eine Nonchalance ohne gleichen an den Tag legt. Es ist vom Standpunkt des finanziellen Gleichgewichtes aus unverantwortlich, daß nicht der Bundesrat selbst in einer Zeit der fortwährend zunehmenden Krise, fortwährenden Verschärfung des finanziellen Notstandes unseres Staates, die Frage geprüft hat, wie man die eidgenössische Kriegssteuer in eine Krisensteuer umwandeln könnte. Zur Zeit des Krieges hat man sich mit Anleihen beholfen und hat schließlich doch nicht anders können, als eine Art direkter Bundessteuer auf großen Vermögen und großen Einkommen zur Deckung der Mobilisationsschuld einzuführen. Hier, wo es sich bei den Bundesbahnen um Defizite von 35 Millionen in diesem Jahr, um Defizite in der Staatsverwaltung von ungefähr 50 Millionen handeln wird, da erklärt man sofort: Bitte, jetzt kommt der Lohnabbau. Man geht nicht gleich vor, wie zur Zeit der Mobilisation, zur Zeit des Weltkrieges. Dort stellte man sich restlos auf den Boden: vorläufig versuchen wir auf dem Anleihswege den finanziellen Haushalt aufrecht zu erhalten, und nachher gehen wir daran, die Defizite zu decken. In der heutigen Zeit hätte man es einfacher gehabt. Man hätte ohne weiteres eine neue Einnahmequelle

schaffen können, wenn man die zur Deckung der Mobilisationsschuld eingeführte Kriegssteuer in eine Krisensteuer umgewandelt hätte. Das muß in diesem Zusammenhang gesagt werden, weil es klar und deutlich zeigt, daß die Politik des Herrn Musy eine absolut einseitige ist.

Ich kann selbstverständlich mit Rücksicht auf die Zeit die mir zur Verfügung steht, nicht auf alles, was in dieser Linie der Politik des Herrn Musy liegt, hinweisen. Aber etwas möchte ich nicht unterlassen, noch zu besprechen. Es handelt sich um die nationale Solidarität, von der Herr Musy gesprochen hat, um die Solidarität zwischen den verschiedenen Generationen. Wie sich die nationale Solidarität den Bundesbahnen gegenüber in jenem Moment zeigte, wo die Bundesbahnen für die Mobilisation in Anspruch genommen worden sind, wissen sie. Haben wir nicht unendlich darum kämpfen müssen, daß schließlich ein paar Millionen den Bundesbahnen als Vergütung zugekommen sind? War es nicht außerordentlich schäbig, wie man sich diesem nationalen Unternehmen gegenüber verhalten hat? Zeugte das von Solidarität, Herr Bundesrat Musy, wie Sie sich dort, im Nationalrat und im Ständerat, verhalten haben? Ich bestreite, daß das Solidarität ist.

In einer stillen Stunde hat Herr Musy in der Finanzdelegation seine weltanschaulichen Auffassungen über die heutige Zeit entwickelt im Zusammenhang mit dem Finanzproblem. Er hat darauf hingewiesen, daß das Leben in der heutigen Zeit zu üppig, zu luxuriös sei, daß die Sitten gegenüber der Einfachheit von früher längst verschwunden seien. Er hat darauf hingewiesen, daß selbstverständlich auf allen Gebieten des Lebens und der Wirtschaft ein gewisser Ausgleich stattfinden sollte. Ich hätte mir gedacht, daß die Konsequenz eines solchen Ausgleiches eventuell die Schaffung von Maximalgehältern oder Maximaleinkommen oder etwas ähnlichem gewesen wäre, damit schließlich keine Möglichkeit mehr besteht, allzu viel auszugeben. Es ist nichts von all dem gekommen. — Herr Müller-Zürich, wenn ich nicht irre, will in dieser Richtung einen Vorstoß machen, er will 30 % der Gehälter des Bundesrates abbauen. Ob Herr Müller nicht bei einzelnen seiner Anhänger ebenfalls in den Geruch kommt, daß er hier eine ganz fade Kompromiß-, und eine Vernebelungspolitik betreibt, daß er den Betrug an der Arbeiterklasse fördert, wenn er beim Bundesrat nur um 30 % herabgehen will, weiß ich nicht. Es macht dies zirka 9000 Fr. aus; die Herren werden nachher noch über 20,000 Fr. Gehalt beziehen. Herr Müller mag selbst seine Kollegen fragen; die haben in dieser Hinsicht, angeleitet durch die kommunistische Politik, eine etwas weitergehende Auffassung, als Herr Müller selbst. — Nach dieser Abschweifung nun zurück zum Thema: Herr Bundesrat Musy hat bei dieser allgemeinen Betrachtung davon gesprochen, daß es eigentlich schrecklich sei, wenn man in den Städten die Steigerung der Bodenpreise sehe; wenn man wahrnehme, wie hier unendlich hohe Zinse für Mietlokale bezahlt werden, die nachher ohne weiteres aus den verkauften Waren heraus müssen. Er hat von der Bodenrente, wir haben von der Wertzuwachssteuer gesprochen. Natürlich ist es immer dasselbe: Man erklärt: in Zeiten der Krise haben solche Wertzuwachssteuern wenig Aussicht, große Erträge abzuwerfen. Es lohne sich

deshalb nicht, so sagte man, hier etwas zu tun. In Zeiten der Prosperität aber denkt kein kapitalistischer Finanzminister an solche Sachen. Seine Weltanschauung, die er entwickelt hat, versagt in jenen Zeiten vollständig. Herr Bundesrat Musy hat davon gesprochen, wie der Zwischenhandel die Leute, welche kaufen müssen, belaste und den Produzenten doch zu wenig gebe. Das berühmte Beispiel vom Wein ist schon genannt worden. Man hat daran erinnert, daß man die Leute eigentlich aufklären und bekannt machen sollte, wie der Wein, der im Wallis oder in der Waadt zu dem und dem Preis per Liter verkauft wird, in den Wirtschaften der deutschen Schweiz so und so viel kostet. Wenn man diese Anschauung des Herrn Musy hat, dann zieht man seine Konsequenzen daraus und unterbreitet dem Parlament eine Gesamtvorlage, die auf allen Gebieten des Lebens gewisse Einsparungen vorsieht, vielleicht auch auf Gebieten, wo wir bei Kleinigkeiten landen; daß man also zum Beispiel nicht, wie es im Nationalrat kritisiert worden ist, dem Bundesrat zu den 32,000 Fr. Gehalt und dem, was drum und dran hängt, noch rasch 3000 km gratis Autofahrt zur Verfügung stellt. Das sind nur Symptome. Ich mache Herrn Musy keinen Vorwurf daraus, daß er die Zeit zu schätzen weiß und das moderne Automobil benützt, statt mit einem alten Postwagen in der Welt herumzufahren. Das Leben ist nun einmal so.

Wenn man aber mit gutem Beispiel vorgehen will, muß man zweifellos nicht unten abbauen und nicht eine solche Vorlage einbringen; man muß uns einen Gesamtvorschlag unterbreiten, wie man einsparen kann. Ich muß es Herrn Bundesrat Musy zum Vorwurf machen, daß er, trotzdem er seit Jahren über die Finanzlage der heutigen Zeit geschrieben hat und noch in der letzten Staatsrechnung feststellte, wie die Situation aussieht, — meiner Auffassung nach hat er richtig gesagt, daß die Krisis sich verschärfen wird — trotzdem es bei diesen einseitigen Maßnahmen bewenden ließ. Das ist eine einseitige Politik, und die heutige Vorlage ist der Ausschnitt aus dieser einseitigen Politik. Ich brauche nicht darauf zu verweisen, daß diese Politik nicht zum Nutzen des Schweizervolkes ist. Sie wissen das schon. Es genügt mir nicht, wenn Herr Musy als Finanzchef und Herr Walter-Olten darauf hinweisen, daß man beim Militär so und so viel einsparen könnte, im kritischen Moment sich doch für eine Vorlage, die den Bund wieder so und soviel kostet, einsetzen. Ich erinnere an die Gasmasken, von denen behauptet wird, daß sie nichts wert seien. Ist es da nicht verdammte Pflicht und Schuldigkeit des Finanzchefs, darauf hinzuweisen, daß man das Geld nicht für so unnütze Sachen wegwirft, sondern daß man spart. Ich habe aber Herrn Musy umsonst im Saale gesucht, als über jene Vorlage debattiert worden ist. Ich brauche, wenn ich diese einseitige Politik hier kennzeichnen will, nur darauf hinzuweisen, wie sich Herr Musy in der Frage der Getreideversorgung unseres Landes verhalten hat. Aus der Not der Zeit geboren, hat man auf diesem Gebiet den Privathandel für die Einfuhr von Getreide ausgeschaltet und hat ein Getreidemonopol geschaffen. Dank der Politik des Herrn Musy ist dieses Getreidemonopol verschwunden. Dank dieser Politik zahlen wir Jahr für Jahr über 20 Millionen Franken aus der Bundeskasse, die man dem Schweizervolk aufladet. Ja,

Herr Musy, ist das dann die berühmte Sparpolitik, die Sie durchzuführen gedenken?

Es ist uns von kommunistischer Seite der Vorwurf gemacht worden — ich will darüber nur ein Wort sagen —, daß man hier die Klassenverhältnisse etwas verschleierte, einen Betrug an der Arbeiterklasse, einen Betrug an den Volksgenossen begehe, daß man von Seite der Reformisten dieses geistige Gift in die Massen streue. Ich muß schon feststellen, daß diese Vorwürfe vollständig haltlos sind, denn es handelt sich gerade in dieser Frage, die wir hier diskutieren, um die wirtschaftlichen Gegensätze, aus denen Tausende und Abertausende von Volksgenossen kennen lernen, daß die Finanzpolitik des Bundes eine kapitalistische ist und in der Vergangenheit immer gewesen ist. Es handelt sich für uns nicht darum, diesen Leuten nur zu sagen: Ihr müßt morgen streiken, wenn sie morgen noch nicht einmal einsehen, wohin sie gehören. Auch ich bin für den Streik, weil ich ihn als ein Lebensrecht der Masse betrachte. Aber die Politik der Kommunisten hat nur dazu geführt, die Arbeiterklasse zu schädigen, und es ist eine große Irreführung, wenn man behauptet, daß die Reformisten die Gewerkschaften gespalten haben. Es waren andere, die die Gewerkschaften spalteten und die Herrn Arnold außerordentlich nahe stehen. Gerade in einer Zeit der Krise, der wirtschaftlichen Not, des wirtschaftlichen Elendes zeigen sich die Klassengegensätze in der Wirtschaft je länger je mehr. Es ist klar, daß, wenn der Bundesrat für Einfachheit und Sparsamkeit ist, er sich nicht gegen die untern Schichten der Bevölkerung, die vom Notwendigsten abbauen müßten, wenn man ihnen den Lohn kürzt, gewendet hätte. Er hat das aber getan. Er gibt nur ein Schema; durchwegs die gleiche Skala, durchwegs zehn Prozent oder vielleicht sieben Prozent. Diese Politik teilen wir nicht. Wir werden sie je und je kritisieren, wir werden je und je darauf aufmerksam machen, daß der Kampf, den wir gegen den Lohnraub führen, nicht ein Kampf allein der Beamten und Angestellten ist, sondern ein Kampf des ganzen lohnarbeitenden Volkes. Wir werden an Hand des gesamten bisherigen Ergebnisses der Finanzpolitik von Herrn Musy, eingeschlossen das Getreidemonopol und all diese Sachen, den Leuten aufzeigen, wie unglücklich sie orientiert waren, als sie in der Vergangenheit gegen uns stimmten. Hier werden Hunderttausende erkennen lernen, daß unsere Politik die richtige ist und nicht die offizielle Politik von Herrn Jean-Marie Musy. Die Situation liegt tatsächlich so, daß man allen Grund hat, das Ergebnis dieser Politik zu fürchten und eines Tages nach jenen Verboten zu rufen, von denen heute morgen der demokratische Herr Musy, der auf anderen Gebieten, z. B. auf konfessionellem, gegen solche Ausnahmegesetze ist, gesprochen hat. Auch ich bin der Meinung, daß der in der Bundesverfassung stehende Artikel über den Jesuitenorden längst geschichtlich überlebt und falsch ist, aber ich bin auch überzeugt, daß es nicht von Demokratie und nicht von sehr zuversichtlichem Mut zeugt, wenn man sich mit solchen Sätzen, wie das geschah, auf den Boden stellt: Wir wollen unangenehme Volksgenossen, die unsere Politik nicht weitgehend billigen, dadurch strafen, daß wir sie aus der Bundesverwaltung ausschließen. Das hat die ganze Schwäche dieser Politik gezeigt.

Präsident: Sie haben noch fünf Minuten.

Schmid: Ich danke sehr, daß Sie mich darauf aufmerksam gemacht haben.

Präsident: Bitte.

Schmid: Ich bin gleich am Ende mit meinen Ausführungen. Ich halte dafür, daß es in der heutigen Zeit nicht so ist, wie Herr Musy gesagt hat, daß das Personal sich in einer privilegierten Situation befindet. Das ist eine allgemeine Phrase. Das gilt unter Umständen für den einzelnen, das gilt meinetwegen für den Bundesrat, für die Chefs in den obersten Rayons, aber das gilt nicht für den armen Streckenarbeiter, nicht für den Briefträger, nicht für alle jene, die vielleicht eine zahlreiche Kinderschar haben, vor denen man eine Verbeugung machen will von gewisser Seite. Alle diese sind nicht in einer privilegierten Situation. Gewiß sind sie besser dran als arme Privatarbeiter, die um einen kärglichen Hungerlohn arbeiten müssen und denen schon auf 14 Tage gekündigt werden kann. Aber jene Löhne sind keine Ziele eines demokratischen und fortgeschrittenen Staates; man kann jene Zustände nicht zum Vergleich heranziehen und sagen: das sind nun Zustände, die man überwunden hat für die eidgenössischen Beamten und Angestellten.

Nein, so liegt die Sache nicht, daß diejenigen, die um ihre Existenz und Lebenshaltung kämpfen müssen, in einer privilegierten Stellung sind, sondern die Situation liegt so, daß wir zum Teil um die Lebensexistenz, um die Lebenshaltung Einzelner kämpfen, die absolut nicht in privilegierter Stellung sind, sondern die ein Einkommen haben, das ihnen gerade noch erlaubt, anständig zu leben. Es geht nicht an, diesen Leuten ihre Lebenshaltung zu verkürzen, ohne den großen Ausgleich eintreten zu lassen, von dem Herr Bundesrat Musy in jener stillen Stunde gesprochen hat. Deshalb müssen wir mit aller Energie gegen jeden Lohnabbau Front machen. Der Lohnabbau in der einseitigen Weise durchgeführt, wie das jetzt der Fall ist, bedeutet trotz den Ausführungen von Herrn Stampfli — er hat sehr unbestimmt gesprochen, er läßt alles Mögliche zu, er kann trotz dem, was er gesagt hat, in seinen Werken schon in einem halben Jahr wieder einen neuen Lohnabbau durchführen — eine Verelendung eines Teiles der arbeitenden Bevölkerung der Schweiz. Und weil diese Leute das Gesicht unserer schweizerischen Demokratie prägen, weil nur dann, wenn sie anständig besoldet sind, unser Land die Möglichkeit hat, aufzusteigen, deshalb kämpfen wir mit aller Energie gegen diese Vorlage. Wir betrachten sie als ein Produkt kapitalistischer Klassenwirtschaft.

M. Perrin: Sur la liste des inscrits auprès de la présidence, j'occupe le vingt-cinquième rang; je n'en suis pas moins le premier orateur de langue française qui prenne part à ce débat.

Messieurs, quand le peuple sera appelé à se prononcer sur le projet du Conseil fédéral qui sortira des délibérations parlementaires, il ne tranchera pas uniquement la question des salaires. C'est toute la politique du Conseil fédéral qui sera alors en jeu; cette politique qui demande toujours de nouveaux sacri-

fications à la classe laborieuse par la voie des impôts indirects; cette politique qui ménage le capital; cette politique du laisser-faire dans l'industrie et le commerce, tandis qu'elle met le nez jusque dans la marmite du salarié; cette politique, enfin, d'augmentation constante des dépenses militaires.

M. Musy nous disait ce matin: Nous ne pouvons pas demander de nouveaux sacrifices aux contribuables avant d'avoir réalisé des économies.

Et ces économies, on les réalise uniquement et seulement sur le dos du personnel, au préjudice des salariés!

En votant non, l'année prochaine, le peuple suisse vous retournera la question et vous dira: Prenez ce qu'il vous faut sur le capital; mettez de l'ordre dans l'anarchie économique actuelle; avant de regarder si nous mangeons du bœuf ou de la vache, réduisez les dépenses militaires — non pas sur les salaires du personnel des ateliers militaires, mais sur les canons, sur les avions, sur les places d'armes et sur les masques à gaz —. Telle sera la réponse que le peuple vous donnera.

Nous n'avons aucune confiance dans les promesses faites concernant la réduction des dépenses militaires. Et, tout dernièrement encore, n'avons-nous pas reçu un message qui propose d'accorder un nouveau crédit de 750,000 fr. pour une place de tir à Liestal? C'est donc la preuve que, dans ce domaine-là, on veut continuer à suivre la voie dans laquelle on s'est engagé. Tout le reste est à l'avenant dans le message du Conseil fédéral. Les nombreux postulats présentés au cours de cette discussion démontrent clairement que nous ne sommes pas les seuls à être sceptiques sur le reste du programme du Conseil fédéral.

Nous sommes dans notre rôle lorsque nous prenons la défense des employés et fonctionnaires de la Confédération contre la rapacité du Conseil fédéral et la brutalité de son projet. Mais nous savons que le Conseil fédéral n'est pas seul à vouloir la baisse des salaires. Il a derrière lui les banques et les industries, qui ont déjà procédé à une réduction des salaires de leur personnel. Le Conseil fédéral a suivi le mouvement. Il est entré dans la voie où ces Messieurs l'ont poussé, sans tenir compte de la situation précaire dans laquelle le projet va jeter des milliers de familles de modestes salariés.

Cette attitude ne saurait diminuer notre opposition au projet; au contraire, elle renforce notre opposition, car elle nous permet de dire qu'en prenant la défense du personnel fédéral, nous prenons aussi celle du personnel des cantons et de l'industrie privée.

On tentera vainement de nier la répercussion qu'aura la baisse des traitements du personnel fédéral sur les autres salaires. M. Clottu a déjà dit que les cantons et les communes pourraient se récupérer de la perte qu'ils vont faire en matière fiscale, en abaissant les salaires de leur personnel. Cette baisse est à l'étude dans le canton de Neuchâtel. Elle l'est aussi dans le canton de M. Grünenfelder, un autre partisan de la baisse de 10 %.

Depuis que le Conseil fédéral a décidé de proposer une baisse des traitements, celle-ci s'est aggravée dans l'industrie privée et elle serait plus forte encore sans la résistance des syndicats. Car il y a des syndicats qui sont en mesure de résister à la baisse des salaires, malgré les difficultés de l'heure. Et les syndicats du personnel fédéral résisteront, eux aussi. Ils résisteront

ici et ils résisteront aussi par d'autres moyens que vous connaissez. Ils résisteront comme les banques qui ne veulent pas baisser le taux hypothécaire. Ils résisteront comme les propriétaires qui ne veulent rien savoir d'une réduction des loyers. Ils résisteront comme les intermédiaires qui veulent maintenir la marge de leurs prix, comme les paysans qui réclament une augmentation du prix de leurs produits et comme certaines industries qui exigent la fermeture des frontières et le contingentement. Il est oiseux de nous jeter réciproquement de la poudre aux yeux et il serait injuste de la part de ceux qui veulent abaisser les salaires de nous reprocher notre attitude.

Nous défendons ici la situation des salariés, quels qu'ils soient. Nous en avons eu la preuve le 11 septembre: les chômeurs eux-mêmes savent que nous sommes dans la bonne voie. Nous avons aussi la conviction de défendre les intérêts généraux du pays. Vous connaissez notre argumentation sur la réduction de la capacité d'achat et la diminution de la consommation, en raison d'une baisse des salaires. Cette argumentation n'a pas été prise au sérieux à Zermatt et l'on s'en est même moqué ici. Je ne veux rien répéter de ce qui a été dit dans le mémoire de l'Union fédérative du personnel, ni de ce qui a été exposé ici jusqu'à maintenant. Je voudrais simplement me permettre d'ajouter que les partisans de la baisse des traitements ont vraiment la mémoire un peu courte. Restons sur le terrain des faits. Je n'aborderai pas les théories; les faits sont suffisamment éloquents. Faut-il vous rappeler les démarches et les requêtes dont on a bombardé le Conseil fédéral et les Chambres à l'occasion de la réorganisation des C. F. F., lorsqu'on a supprimé les deux directions de Bâle et de St-Gall? On a dû pour finir accorder à ces cantons les fameuses compensations que vous connaissez, en raison des pertes que devaient subir le fisc, le commerce et l'agriculture par le fait de la suppression de ces bureaux. C'était en 1922 et un député de St-Gall, M. Mächler, a particulièrement insisté sur le fait que le départ de plus de 100 fonctionnaires C. F. F. de la ville de St-Gall aggraverait les effets de la crise qui sévissait à cette époque.

Chaque fois que les C. F. F. ont centralisé des services, supprimé des ateliers ou des bureaux, les mêmes protestations se sont fait sentir pour les mêmes raisons économiques. On craignait la perte de la capacité d'achat et de consommation représentée par le personnel. En 1930 et en 1931, ces protestations se sont reproduites lorsque de grandes localités risquèrent d'être déclassées ou furent effectivement déclassées en ce qui concerne les allocations de résidence. Des autorités communales et des gouvernements cantonaux sont intervenus pour demander à l'autorité fédérale de maintenir la classification. Il serait curieux qu'on vienne maintenant prétendre que les salaires ne jouent aucun rôle dans la vie économique.

Je m'attendais à ce qu'un de nos collègues du canton du Tessin dise quelques mots sur ce canton. Des calculs très précis ont été faits par l'Office de statistique du canton du Tessin. On a prouvé que le total des salaires payés dans ce canton par la Confédération et les C. F. F. s'élève à 20 millions de francs par an. Une baisse de 10 % lui ferait perdre 2 millions par an. Pour qui connaît l'économie du Tessin, cela représente quelque chose.

Le personnel fédéral est aussi un excellent contribuable, qui ne peut rien cacher au fisc. Il n'y a pas moyen pour lui de ruser comme le font tant d'autres contribuables plus aisés.

Dans un grand nombre de cantons, l'administration remet simplement au fisc cantonal ou communal la liste des salaires du personnel. Pour le canton du Tessin, la baisse de 10% signifiera pour le fisc une perte de 75.000 fr. par an. Les communes de ce canton perdront dans leur ensemble environ 100.000 fr. Cette perte sera tout particulièrement sensible à Bellinzzone, Locarno, Lugano et Chiasso. A plusieurs reprises, dans différents domaines, la Confédération a dû venir en aide à nos Confédérés tessinois, avec raison, car ce canton souffre particulièrement de la crise en raison de l'absence des étrangers. La perte sur les salaires sera particulièrement sensible à ce canton. Je pense aussi au canton du Valais et au canton d'Uri, où la situation est à peu près la même.

Le personnel dépense, quoi qu'on dise, la plus grande partie de son salaire. Que l'on réduise les salaires dans une proportion sensible, comme le prévoit le projet, et c'est autant de perdu pour tous ceux qui ont quelque chose à vendre. Et maintenant, il faudrait pouvoir vendre davantage. Mais pour cela il ne faudrait pas baisser les salaires dans l'industrie. La baisse des salaires diminue le nombre des acheteurs et leur capacité d'achat. Nous sommes donc dans le vrai lorsque nous disons, avec conviction, que la baisse des salaires augmentera la crise et le chômage.

Et voyez les contradictions dans lesquelles vous tombez. Lorsque nous combattons les dépenses militaires, vous alléguiez que cela permet de lutter contre la crise de chômage. Et maintenant, vous ne diminuez le budget militaire qu'en portant atteinte aux salaires et sans toucher aux armements.

Vous savez que les cantons se disputent jalousement les bureaux militaires, les places d'armes, etc. à cause de la capacité d'achat que représente le personnel de ces institutions.

M. Stämpfli a prétendu hier que le projet n'aurait pas de répercussion sur la situation d'autres salariés de ce pays. Nous sommes absolument certains du contraire et les assurances de M. Stämpfli à ce sujet sont pour nous une garantie des plus insuffisantes. Nous craignons non seulement pour nos camarades suisses, mais également pour ceux des pays voisins. Faut-il rappeler qu'au lendemain du discours de M. Musy, les premiers jours de décembre de l'an dernier, le journal français « Le Temps » ainsi que d'autres feuilles financières françaises ont annoncé que la direction générale des C. F. F. avait baissé les salaires de son personnel de 10 % à partir du 15 décembre? Le Gouvernement français a voulu donner la Suisse en exemple à ses cheminots. Heureusement, nos camarades, avertis à temps par nous, ont pu démentir cette fausse nouvelle trop intéressée et les cheminots français n'ont pas subi de baisse de salaire.

Que fait le Conseil fédéral dans son message? N'abuse-t-il pas des renseignements qu'il possède sur les baisses de salaires à l'étranger? Nous en avons administré la preuve dans les pages 18 à 29 du message de l'Union fédérative. J'espère que vous vous êtes donné la peine de lire ce message avec autant d'attention que le message du Conseil fédéral que nous avons trouvé, pour notre part, très superficiel. Si

vous vouliez rétribuer le personnel fédéral d'après le travail qui est fourni, par exemple dans le message, d'après la qualité de ce travail, ce n'est pas 10 % de salaire qu'on devrait baisser, mais bien davantage.

M. le conseiller fédéral Pilet a fait de nouvelles comparaisons que nous n'avons évidemment pas eu le temps de contrôler; il s'est bien gardé cependant de dire un seul mot de la capacité d'achat que représentent les salaires qu'il nous a indiqués en Allemagne, en Hollande, en Suède, en Norvège et ailleurs. Or, c'est cela qui importe. Si vous avez lu nos comparaisons dans le mémoire de l'Union fédérative, vous aurez vu que cette question joue un rôle énorme et que cet élément renverse complètement la situation dans un très grand nombre de cas.

Il n'est donc pas impossible qu'au lendemain du vote, la presse étrangère lui donne une large publicité et si cette décision venait à provoquer de nouvelles baisses des salaires dans les pays qui nous entourent, qu'aurions-nous gagné en fait d'adaptation à leurs conditions et d'amélioration de nos possibilités de concurrence?

M. Stampfli ne veut pas admettre qu'il y ait une légère amélioration dans la situation économique. Il nous a dit ce matin que la hausse américaine était artificielle. Une heure plus tard, nous recevions des journaux qui nous annonçaient qu'après la baisse de ces jours derniers, une nouvelle hausse formidable venait de se produire.

Permettez que j'ajoute encore quelques mots au sujet de la situation du personnel. Quand on parle de ce projet, on prétend toujours qu'il s'agit d'une baisse modeste des salaires. A Zermatt, notre collègue, M. Béguin l'a qualifiée un peu légèrement, je crois, de légère baisse des salaires. S'il avait bien examiné les chiffres et les taux des salaires du personnel fédéral, il n'aurait pu parler ainsi. Notre mémoire vous donne quelques chiffres (page 16). L'ouvrier fédéral qui gagne de 250 à 350 fr. par mois ne la trouvera pas légère, cette baisse! Il la trouvera énorme, parce qu'elle déséquilibre complètement le budget de son ménage. 25 à 35 fr. par mois, c'est une somme considérable pour des salaires de 250 à 350 fr. On se nourrira plus mal, on logera dans des maisons moins saines et moins spacieuses. L'état sanitaire du personnel en souffrira et cela précisément au moment où l'on demande de lui un plus gros effort. L'éducation et l'instruction des enfants en pâtiront très lourdement. On se plaint beaucoup, surtout en Suisse romande, que nous manquons de préparation professionnelle. Malgré la crise, malgré le chômage, on importe encore aujourd'hui chaque année de l'étranger des dizaines de milliers d'ouvriers professionnels et de spécialistes, parce que la main-d'œuvre qualifiée manque dans notre pays. Des patrons sans scrupule engagent des étrangers à la barbe des autorités.

Le pays s'efforce par de nombreuses mesures fédérales ou cantonales de parer à la situation en favorisant l'apprentissage. Mais l'apprentissage coûte cher, non seulement aux communes, aux cantons et à la Confédération, mais encore aux parents, aussi bien à la campagne qu'en ville. Le personnel fédéral a fait des sacrifices énormes dans ce but pour sortir ses enfants des ornières, pour que les fils ne soient pas des manœuvres, pour que les filles ne soient pas des torchons et des «souillons».

Un conducteur me disait, après les séances de

Zermatt: Que vais-je faire de mon garçon si on m'enlève 50 fr. par mois? Je serai obligé de le retirer de l'apprentissage qu'il fait actuellement, parce que je n'aurai plus les moyens d'en payer les frais.

Très souvent, le personnel fédéral fait appel à nos institutions philanthropiques syndicales pour obtenir un prêt ou un secours à fonds perdus afin de chauffer et d'habiller de neuf et de remettre une petite somme d'argent à la jeune fille ou au jeune garçon partant en apprentissage.

Examinons les choses comme elles sont dans la pratique de tous les jours et non dans la théorie.

Mardi dernier encore, un député paysan m'avouait croire qu'il n'y avait qu'un très petit nombre d'agents de la Confédération ne gagnant pas 4000 fr. par an. J'ai dû le détromper. Vous le savez, ils sont des milliers dans les ateliers militaires, dans les chemins de fer, au service de la voie, dans les halles aux marchandises, au service de la traction, à la poste, aux télégraphes, au téléphone.

A Zermatt, M. Béguin nous a dit qu'après la baisse des salaires, tout ce monde n'aurait qu'à rogner sur son superflu. Du superflu! il n'y en a pas chez eux; il n'y en a pas à 3000 ou 4000 fr. par an. C'est plutôt la gêne. Ma profession me l'apprend tous les jours; c'est la gêne permanente qui règne dans ces ménages-là. Je me demande, après la baisse des salaires, ce que mangeront ces gens-là, si votre projet est adopté.

Ce matin, de belles paroles ont été prononcées à l'égard du personnel de la Confédération. On ne conteste pas qu'il donne tout son effort à l'administration, surtout depuis qu'on a tant rationalisé, tant limité les effectifs. En plus des coupes sombres qui ont été faites dans les années précédentes, on a réduit les effectifs de mille hommes aux C. F. F., du mois d'août 1931 au mois d'août 1932. Cela représente pour les C. F. F. une économie de 5 à 6 millions par an.

Vous êtes adversaires des occupations accessoires! Eh bien! Je suis persuadé que la baisse des salaires obligera les mères de familles à rechercher ailleurs des occasions de gain. Elle forcera le personnel lui-même, dans les catégories au bas de l'échelle des traitements, à récupérer dans d'autres occupations le 10 ou le 7 % de son salaire. Et ces occupations ne tomberont pas sous le coup, soyez-en certains, de l'art. 15 du statut des fonctionnaires. Ce personnel ne sera plus aussi frais et aussi dispos pour accomplir sa tâche journalière. Cette crainte, je l'ai, parce que je connais de très près les conditions d'existence du personnel de la Confédération. Il y a dans les administrations une foule de choses que vous ignorez, mais que nous connaissons par le menu.

M. le conseiller fédéral Musy a fait allusion ce matin à la proximité de la nouvelle période triennale et de la réélection du personnel. Les administrations fédérales se servent de cette occasion pour faire un nouveau tri de leur personnel. Tout ceux qui ne sont pas valides au 100 % dans la vue ou dans l'ouïe, sont rétrogradés d'un, de deux ou de trois échelons de 300 fr. dans l'échelle des traitements. La différence par rapport à l'ancienne situation est donc de 300, 600 ou 900 fr., mesure qui est parfois légèrement adoucie par la mise à la retraite partielle. Plusieurs des intéressés sont venus chez moi la semaine dernière; il y en a plus de 40, uniquement pour le 1^{er} arrondissement des C. F. F. Ils ont 20, 25, 28 ans de service. Et vous croyez que lorsqu'ils prennent connaissance

de mesures semblables, ils ne sont pas découragés et démoralisés! Si, là-dessus, vous appliquez encore une baisse de 10 % des salaires, je me demande où ces gens-là iront.

M. le conseiller fédéral Musy nous a reproché de faire de la surenchère électorale. Il pourrait adresser ce reproche à d'autres. Personnellement, je n'en ai pas besoin. Je remplis mon devoir en vous disant ces choses que vous ne pouvez pas connaître.

Il a été question abondamment des subventions au cours de ces débats. J'espère bien que l'on ne met tout de même pas les salaires du personnel sur le même pied que les subventions. Ces privilégiés, comme les appelait encore ce matin M. le conseiller fédéral Musy, touchent un salaire, — c'est entendu, il faut bien qu'ils vivent —, mais ce salaire, ils le gagnent largement, à la sueur de leur front, par tous les temps, à toutes les heures du jour et de la nuit, avec tous les risques et les responsabilités de la profession.

De 1924 à 1930, 32 agents des chemins de fer fédéraux ont été tués et 49 blessés, rien que par le courant à haute tension, sans compter les autres accidents et blessures, coups de tampons, écrasements, etc.

En 1930, il y a eu, par ce moyen-là, 8 tués et 11 blessés; ces chiffres donnent à réfléchir. On a beaucoup rationalisé; les progrès techniques nous ont aidés; mais l'allure des locomotives, la conduite des machines par un seul homme exigent un effort corporel et mental considérable... (sonnette présidentielle). Merci, Monsieur le président. On va de Lausanne à Zurich et retour, non pas dans un coupé de première classe, mais sur une locomotive ou dans le train.

Ce matin, il m'a semblé qu'on noircissait presque à plaisir la situation des chemins de fer fédéraux. Cette situation, elle est due, non seulement à la crise, mais aux charges financières, aux erreurs commises dans la politique tarifaire. Pendant la guerre, des dépenses extraordinaires ont été mises à la charge des chemins de fer fédéraux et la Confédération n'a remboursé qu'une infime partie: cette situation, elle est due à la concurrence de l'automobile et là, permettez-moi un mot. Nous estimons que la manière dont le Conseil fédéral combat la concurrence est fautive et que la Sesa et l'Asso sont des palliatifs qui jamais n'apporteront un remède à la situation.

M. Clottu a dit hier que les chemins de fer fédéraux perdaient 30 à 40 millions par année. Cette somme, ils auraient pu la récupérer en partie, si on avait une meilleure organisation des transports par automobiles, par autocars et par camions, au lieu de laisser cela à l'initiative privée. C'est un point de vue que nous n'abandonnerons jamais et que nous ne cesserons de répéter.

Je voudrais terminer en disant quelques mots à l'adresse des deux partis communistes qui sont représentés ici ensemble par trois députés.

Ces Messieurs, qui ont la science politique et syndicale infuse, devraient bien nous montrer un peu les résultats de leur action révolutionnaire en Allemagne et en Italie. Je suis d'avis que, si le fascisme a pris pied dans ces deux pays et domine complètement le deuxième, c'est en grande partie le fait de l'action communiste. Dans ces deux pays, ils ont promis la lune à la classe ouvrière; elle a reçu Mussolini et Hitler! ce n'est pas la même chose! Notre action raisonnée sert mieux les intérêts des salariés que leurs alures de matamores.

Mais, Monsieur Musy, je voudrais vous prier, puisque l'occasion se présente, de ne pas donner suite à votre intention de prendre des mesures spéciales contre des fonctionnaires ou ouvriers de la Confédération affiliés aux organisations communistes. L'idée, je le sais, vous a été suggérée par la Direction générale des chemins de fer fédéraux...

M. Musy, conseiller fédéral: Non! Non!

M. Perrin: Nous savions depuis deux ou trois jours qu'il se passait quelque chose et je maintiens ce que je viens de dire. La Direction générale des chemins de fer fédéraux manque totalement de psychologie dans ce domaine. Si vous décidez de ne pas les réélire, vous créez une agitation absolument inutile et mettez sur la tête de ces Messieurs la couronne des martyrs; ce n'est guère le but que vous recherchez.

Je vous prie de vous souvenir de ce qui s'est passé l'année dernière à l'occasion des élections des commissions disciplinaires des administrations fédérales. Ces braves communistes de Bâle avaient présenté une liste; le Conseil fédéral l'a déclarée irrecevable, parce que les statuts de cette organisation prévoyaient la grève des fonctionnaires. Les communistes n'ont pas fait de révolution; ils ont dissous cette organisation; ils en ont créé une nouvelle dont les statuts ne prévoient plus la grève des fonctionnaires. Il a donc suffi cette fois-là que le Conseil fédéral lève le petit doigt pour que les communistes tombent à genoux devant lui. Ils crient toujours révolution et grève, mais lorsqu'il s'agit de résister aux empiètements du Conseil fédéral, ils ne viennent pas à la semelle de ces traîtres syndicalistes que nous sommes. Il n'y a pas là de quoi fouetter un chat et je vous prie de renoncer à toutes mesures d'exception; elles iraient à l'encontre du but recherché.

Herr Vizepräsident Perrier übernimmt den Vorsitz.
M. Perrier, vice-président, prend la présidence.

Schmid-Solothurn: Ich hätte als 26. auf der Liste der Redner mit andern Kollegen auf das Wort verzichten können, wenn ich nicht einiges Neues zu sagen hätte.

Während dieser Debatte ist von verschiedenen Rednern die Frage aufgeworfen worden, ob man nicht, ehe man auf das Gesetz des Lohnabbaues eintrete, einen allgemeinen Finanzplan des Bundesrates haben sollte. Ein diesbezügliches Postulat ist eingereicht worden und Herr Kollega Widmer hat einen Antrag gestellt. Der Finanzplan des Bundesrates ist sehr einfach. Wenn Sie heute auf die Lohnabbau-Vorlage eintreten, dann haben Sie bereits den ersten Schritt getan, um den Finanzplan von Herrn Bundesrat Musy und seinen Kollegen anzunehmen. Der erste Schritt dieses Finanzplanes besteht eben in dem Lohnabbau, ein zweiter in der Einsparung von etwa 15 Millionen Franken bei den Subventionen, 4 Millionen Franken sind zu gewinnen durch Konversionen und 4 Millionen Franken will man beim Militärdepartement einsparen. Herr Kollega Walter von Olten, der heute Morgen eine tapfere Attacke gegen die Höhe des Militärbudgets geritten hat, wird enttäuscht sein, wenn ihm in der Dezembersession erklärt werden wird, es könne keine Rede davon sein, beim Militärbudget 17 oder 18 Millionen Franken einzusparen. Herr Bundesrat Minger hat nach langem Rechnen

herausgefunden, daß es nicht mehr als 4 Millionen Ersparnisse sein werden. Insgesamt würden sich die Einsparungen, wenn Sie den Lohnabbau auf 30 Millionen Franken rechnen, auf rund 53 Millionen Franken belaufen.

Diese Einsparung würde aber nicht reichen, denn wir werden in diesem Jahr im Bundeshaushalt zum mindesten ein Defizit von 50 bis 55 Millionen Franken bekommen. Davon können allerdings die 12 Millionen Franken abgezahlt werden, die der eidgenössische Finanzminister bei der letzten Abrechnung in die Reserven gestellt hat. Im nächsten Jahr muß man nach den Berechnungen des eidgenössischen Finanzdepartementes mit einem Defizit von mindestens 65 Millionen Franken im Bundeshaushalt rechnen. Dazu kommt noch das Defizit der Bundesbahnen, das man jetzt zu 50 Millionen veranschlagt und für das man im nächsten Jahr bis zu 100 Millionen Franken vorsieht. Es liegt ein Plan vor, ich weiß nicht, ob er Wirklichkeit werden wird, aus den Bundesmitteln den Bundesbahnen etwa 700 Millionen Franken zu überweisen, um sie zu entlasten, oder dann jährlich 30—35 Millionen Franken zuzusetzen aus der Bundeskasse. Und warum das? Die Automobilkonkurrenz macht es zur Hauptsache aus. Die Bundesbahnen sind überkapitalisiert. Man wagt nicht dort anzusetzen, man wagt nicht dort Konversionen vorzunehmen.

Zu all dem kommen dann noch die Ausgaben für die Bekämpfung der Folgen der Arbeitslosigkeit, die Ausgaben für die produktive Arbeitslosenunterstützung, usw., so daß wir vor einem Defizit stehen, das weit über 100 Millionen Franken betragen wird.

Die Rechnung soll ins Gleichgewicht gebracht werden, indem man beim eidgenössischen Personal anfängt. Zuerst soll dort abgebaut werden und darauf sollen die andern Abstriche kommen, von denen ich bereits gesprochen habe. Weil aber diese Maßnahmen nicht ausreichen, will man dazu später neue Massensteuern einführen. Man hat von einer Kaffeesteuer, von einer Teesteuer, von einer Zündholzsteuer, nebenbei auch von einer Zuckersteuer und sehr ernsthaft von einer Weinsteuern, die allein 30 Millionen Franken ergeben soll, gesprochen. Man will mit diesem Bouquet freilich nicht vor das Volk treten, weil man ganz genau weiß, daß diese indirekten Steuern nicht bewilligt würden. Aber man kann es nach berühmten Mustern durch die Zollbarrieren machen. Durch die Belastung des Massenkonsums hofft man die fehlenden 50—60 Millionen einzubringen.

Uebrigens besteht noch ein weiterer Plan, der gar nicht so dumm wäre, wenn er ausgeführt werden könnte. Wir haben bei der eidgenössischen Kriegsteuer 17 Milliarden Vermögen erfaßt. Bei der Erhebung der Stempelsteuer stellte sich heraus, daß 22 Milliarden Franken zu erfassen sind. Das heißt 5 Milliarden Franken gingen leer aus, um diesen Betrag werden bei den Steuern die Kantone und die Gemeinden betrogen. Unser Volksvermögen wird auf rund 45 Milliarden Franken geschätzt. Ein Teil davon ist öffentliches Gut. Aber wenn Sie damit die andern Zahlen vergleichen, so sehen Sie, daß nicht nur die 5 Milliarden Franken, von denen ich gesprochen habe, sondern noch weitere dazu der Besteuerung durch Kantone und Gemeinden entzogen werden. Hier soll nun etwas im Projekt liegen, ich weiß es nicht genau, daß man die 5 Milliarden, die als Diffe-

renz zwischen Kriegssteuererklärungen und Stempelsteuererfassung errechnet wurden, auf einem Umweg im Steuerwesen erfassen will. Es käme den Kantonen und den Gemeinden zu gut. Ich bezweifle jedoch, ob dieser Weg gangbar ist, ob man so das Geld hereinbringen kann. Denn so gut es bis heute gelungen ist, die Steuer zu hinterziehen, so gut werden diese 5 Milliarden, Franken auch später wieder defraudiert werden.

Der Finanzplan geht also in erster Linie auf den Abbau der Gehälter, den Abbau auf den von mir genannten Positionen und auf Massensteuern. Damit soll der eidgenössische Finanzhaushalt wieder in Ausgleich gebracht werden. Wenn Sie also heute den ersten Punkt genehmigen, wenn Sie heute A sagen zum Lohnabbau, dann müssen Sie B sagen zu den Massensteuern.

Man hat in der Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren auch über die Krisensteuer gesprochen. Herr Bundesrat Musy hat damals dieselbe Erklärung abgegeben wie heute: Wir sagen nicht Ja, und wir sagen nicht Nein. Deshalb hat Herr Bundesrat Musy bis heute verhindern können, daß meine Motion für die Schaffung einer Krisensteuer, die schon im März eingereicht worden ist, zur Behandlung kommen konnte. Ich hege den Verdacht, es werde auch in dieser Session noch einmal verhindert werden, denn man will den andern Weg, den das arbeitende Volk nicht beschreiten will, unter allen Umständen begeben. Man wagte es aber nicht — und das steht nun im Widerspruch zu dem, was Hr. Bundesrat Musy behauptet hat: er führe eine mutige Finanzpolitik — den eidgenössischen Räten Gelegenheit zu geben, um zuerst sich einmal über das ganze Finanzprogramm auszusprechen. Man will es verhindern, daß die eidgenössischen Räte sich über die Krisensteuer aussprechen, ehe sie sich an das Programm gebunden haben, das Hr. Bundesrat Musy in Bereitschaft hält, und das Abbau auf den Gehältern, Abbau auf den kulturellen Leistungen des Bundes und Besteuerung des Massenkonsums bedeutet. Wenn man dann dort angefangen hat, ist es nachher natürlich so, daß die Herren vom Bundesrat erklären, eine Krisensteuer sei nun gar nicht mehr nötig, sie brächten den Ausgleich herbei durch diesen Abbau und durch die Massensteuer.

Die ganze organisierte Arbeiterschaft und mit ihr wahrscheinlich auch die andern, die Angestellten in ihren Resolutionen, auch sogar die Bauern in ihrer Presse und andere weitere Kreise werden diesem Programm des Bundesrates Opposition machen. Es handelt sich um die Frage: Wollen wir die Finanzen des Bundes auf dem Wege, wie Herr Bundesrat Musy ihn vorzeichnet, sanieren, auf dem Wege des Abbaus und der Belastung des Massenkonsums durch neue Steuern, Zölle usw., oder auf dem andern Wege, daß wir dazu übergehen, den großen Besitz zu vermehrten Steuern heranzuziehen?

Es ist ja nicht richtig, wenn hier behauptet worden ist, die Schweiz belaste den Besitz mit Steuern am höchsten. Ja, unten, aber nicht oben. Ich möchte Ihnen für diese Behauptung, aber auch, um Ihnen zu zeigen, wie grau jede Theorie ist, einige Sätze vorlegen aus einem Referat an der Finanzdirektorenkonferenz 1917, gehalten von einem Finanz- und Geschäftsmann, der auch einst hier im Rate gesessen hat und von Ihnen allen anerkannt worden ist. Er

hat damals gesagt: «Vorausgesetzt, daß der Krieg uns weiterhin verschone, hat die Schweiz als Ganzes nach dem Krieg Gelegenheit, ein Lieblingsaufenthalt der Kapitalisten zu werden. Die Notwendigkeit, die ungeheuerlichen Kriegsschulden zu verzinsen und wieder abzutragen, wird in allen Kriegstaaten die Schuldenlast ins Ungemessene steigern . . . da hat er vollständig recht gehabt, das ist so eingetroffen — «und durch die Stärke des Unterschiedes der Steuerbelastung der Schweiz gegenüber dem Ausland wird der Kapitalist sich veranlaßt sehen, von den schweizerischen Steuerprivilegien zu profitieren». Steuerprivilegien — wir haben sie heute noch; wir wissen das nicht nur deshalb, weil sich Millionen und Milliarden in die Schweiz flüchteten, — nicht wegen der Steuern, da sie ja überhaupt keine Steuer bezahlen wegen des Bankgeheimnisses, sondern deshalb, weil sich viele neue internationale Unternehmungen hier niedergelassen haben. «Das ganze Land wird sich die Vorteile zu eigen machen, die bisher Genf und Basel vorbehalten waren. Die Industrie und die öffentliche Finanzverwaltung werden profitieren; für soziale Reformarbeit wird ein fetteres Erdreich vorhanden sein.» Wir stehen nun heute in diesem fetteren Erdreich, wo man beginnt, die Gehälter abzubauen, wo man schon begonnen hat, die Löhne der Industriearbeiter abzubauen, wo man beginnt, an den sozialen Institutionen zu rütteln durch den geplanten Abbau beim Tuberkulosegesetz: ich erinnere an das Kreisschreiben des Bundesrates betr. Subventionen an die Kantone.

Das war die Theorie; ich möchte Ihnen nun etwas aus der Praxis zeigen, im Gegensatz zur Theorie. Es ist behauptet worden, hauptsächlich von Hrn. Dr. Oeri, daß die Millionen, die dem Bundespersonal durch den Lohnabbau weggenommen werden, ja nicht verloren seien, sondern andernorts wieder aufsteigen. Sehr richtig; ich werde Ihnen dann zeigen, wie. Ich habe hier ein Zirkular der Stadt Olten, unterschrieben von Stadtammann Ständerat Dr. Dietschi. Dieses Zirkular ist auch an den Bundesrat geschickt worden; er hat uns zwar bis heute davon keine Kenntnis gegeben. Es richtet sich gegen den Lohnabbau und enthält folgende Stellen, die das widerlegen, was hier behauptet worden ist. Denn es stammt aus der Praxis und nicht aus der Theorie. Es heißt da: «Die Stadt Olten würde vom Lohnabbau besonders hart betroffen. Eine solche Maßnahme würde nicht bloß das Personal treffen, sondern auch die Steuerkraft der Gemeinde arg beeinträchtigen und durch die verminderte Kaufkraft indirekt auch das Gewerbe in Mitleidenschaft ziehen. So ist es erklärlich, daß die ergangenen Beschlüsse unter einhelliger Zustimmung aller Parteien und fast einhelliger Zustimmung der Mitglieder des Gemeinderates ergangen sind und daß die Gemeindebehörden unserer Nachbargemeinden sich einmütig den Beschlüssen des Gemeinderates angeschlossen haben. Es kann keinem Zweifel unterliegen, daß der angekündigte Lohnabbau in großen Kreisen der Bevölkerung bis über die Schichten der direkt Beteiligten weit hinaus Unruhe und Beängstigung getragen hat und daß die angestrebten Maßnahmen schweren sozialen Kämpfen und Erschütterungen rufen müssen.»

Es ist für mich ganz klar, daß wenn hier der Lohnabbau beim eidgenössischen Personal beschlossen wird, daß dann sofort die Nebenbahnen, die Privat-

bahnen, die kantonalen und kommunalen Verwaltungen nachkommen werden. Ich darf dazu hier erklären, daß ich alles daran setzen werde, um im Kanton Solothurn einen Abbau der Gehälter beim Staatspersonal zu verhindern. Den öffentlichen Verwaltungen wird folgen die Privatindustrie, noch einmal, zum zweiten oder dritten Mal, denn abgebaut hat man dort schon und zwar bis auf ein Niveau hinunter, wo kaum mehr zu leben ist. Von diesem Abbau werden betroffen der Handel und das Gewerbe und auch die Bauernschaft, und zwar sehr stark. Ich weiß es aus Erfahrung, daß immer dann, wenn die Löhne zurückgehen, die Arbeiterschaft gezwungen ist, um ihr Leben zu fristen, um überhaupt die Familie durchzubringen, sich auf Nebenbeschäftigungen zu stürzen. Ich will nicht sagen, Nebenbeschäftigungen, die man als Schwarzarbeit kennzeichnet; sondern sie gehen dann selbst auf den Gemüsebau, den Kartoffelbau, auf die Kleinviehzucht über, was bei der heutigen Situation für die Landwirtschaft ein neuer Schaden ist, wo sie von der Milchwirtschaft immer mehr weggehen muß und aus zwingenden Gründen sich dem Gemüsebau zuwendet. Wenn Sie die Konsequenzen dieses Lohnabbaus durchzudenken den Mut haben, müssen Sie mir zugeben, daß nicht nur diese 30-33 Millionen, die dem Bundespersonal abgebaut werden, in Frage kommen, sondern es kommen dazu die Millionen bei den Nebenbahnen, bei den Kantonen und Kommunen, bei der Privatindustrie, bei Handel, Gewerbe und Landwirtschaft; es wird im ganzen vielleicht um 100 oder 200 Millionen gehen: ein ganz empfindlicher Aderlaß am Blutkreislauf unserer Volkswirtschaft.

Und nun, Hr. Dr. Oeri, wo steigt dieses Geld wieder auf? Das, was jetzt angestrebt wird, wozu wir nun den ersten Schritt tun sollen, ist die Deflationspolitik, die Hr. Bundesrat Musy mutig und mit aller Konsequenz seit einem Jahr, vielleicht länger, verfolgt. Diese Deflationspolitik hat zur Folge, daß der Wert des Kapitals steigt, hat zur Folge, daß im Besitz unseres Volksvermögens eine Verschiebung stattfindet von unten nach oben. Es sind nicht die Privatbeiter, Hr. Dr. Oeri, die dadurch gewinnen werden; im Gegenteil, wenn hier der Lohnabbau durchgeführt ist, wird dort noch weiter abgebaut werden. Sondern dieses Geld taucht an einem andern Orte auf; in den Händen derjenigen, die es dann wieder, vielleicht diesmal in Rumänien, ganz «sicher» anlegen, weil Hr. Kreuger nicht mehr da ist — in andern solchen Unternehmungen, wo man diese Kredite einfrieren oder verloren gehen lassen kann; Kreuger ist ja nicht das einzige Beispiel.

Hr. Bundesrat Musy hat in dieser Debatte auf Amerika hingewiesen, wo trotz den hohen Löhnen nachher die Krise eingebrochen sei und wo alle Konsumkraft des Volkes nicht verhütet habe, daß die Industrie zum Stillstand kam, Ja, aber das Gegenstück ist doch Deutschland, wo trotz der Senkung der Löhne dasselbe eingetreten ist. Wir können diese Beispiele nun durch alle Industrieländer hindurch verfolgen. Es ist einfach so: wir stehen in einer industriellen Umwälzung, in einer industriellen Revolution, und was wir hier machen wollen mit dem Lohnabbau, wird diese Verhältnisse nicht verändern, wird sie vielleicht lediglich fördern; ich weiß es nicht und möchte hier nicht prophezeien. Aber ein Einfluß nach der Richtung, wie Sie hier erwarten . . .

M. le Président: Vous avez encore 5 minutes, Monsieur Schmid.

Schmid-Solothurn: Schon wieder . . . daß dadurch bei uns die Krise behoben oder auch nur die Wirtschaft angekurbelt werden könnte, ist nicht da. Im Gegenteil, wir werden den Inlandsmarkt, die schweizerische Volkswirtschaft schwer treffen; und von diesem Standpunkt aus, nicht etwa vom Standpunkt des Personalvertreters, der ich ja längst nicht mehr bin, vom Standpunkt des Volkswirtschafters aus warne ich Sie, diesen ersten Schritt zur Durchführung des Deflationsprogramms von Herrn Bundesrat Musy zu tun.

Ich mache Sie noch auf etwas aufmerksam. Es ist doch ganz ausgeschlossen, daß unsere schweizerische Industrie sich jemals auf die Massenfabrikation stützen könnte, auf den Massenartikel, wie er in den großen Industrieländern, die an den Rohstoffquellen liegen, fabriziert wird, sondern wir werden nach wie vor darauf angewiesen sein, Qualitätsarbeit zu leisten. Wenn Sie nun aber beginnen, die Lebenshaltung der Arbeiterschaft zu senken, so wird davon unsere Qualitätsarbeit in erster Linie betroffen werden. Es wird uns nicht mehr möglich sein, nachher, wenn der Weltmarkt wieder einmal im Gang ist, darauf zu konkurrieren. Das müssen wir mit in Rechnung setzen, darauf müssen wir Bedacht nehmen und uns dementsprechend einstellen.

Ich will auch noch Hrn. Dr. Stampfli nennen. Er hat gesagt, es sei heute unmöglich, an eine neue steuerliche Belastung von Einkommen und Vermögen zu denken, weil beides zusammengeschmolzen sei. Was machen Sie denn, wenn Sie den Lohnabbau beschließen, den Lohnabbau, der sich nicht nur auf das eidgenössische Personal beschränken, sondern der sich wie eine Lawine auf sämtliche Verwaltungen, auf die Privatindustrie, auf den Handel und das Gewerbe überwälzen wird? Damit senken Sie das Gesamteinkommen noch mehr. Es werden noch weniger Steuergelder eingehen. Das ist doch klar. Dazu kommt dann die Belastung des Massenkonsums, wiederum eine Verschlechterung der Lage der gesamten Arbeiterschaft, der Angestellten und der Beamten. Ist das der Weg, um aus dieser Krise herauszukommen? Nein, das ist nicht der Weg. Wir müssen den andern Weg suchen, den Weg der Besteuerung jener großen Vermögen, die heute der Steuer entzogen werden, die heute brach liegen, die nur dann zur Arbeit in die Volkswirtschaft hereingegeben werden, wenn große Profite winken, und die wir deshalb von Staats wegen heranholen müssen, um unsere Volkswirtschaft wieder zu beleben. Deshalb möchte ich Sie auch bitten: Sorgen Sie dafür, daß endlich auch die Frage der Krisensteuer abgeklärt werden kann. Es geht nicht an, daß man eine derartige Frage, die schon im März hier gestellt worden ist, einfach unbeantwortet läßt, um inzwischen Punkt für Punkt die volksfeindliche Politik des Großkapitals durchzuführen.

Oldani: Ich würde auf das Wort verzichtet haben, wenn nicht von meinen Vorrednern Fragen angeschnitten worden wären, die das Problem der Mieten und der kleinen Hauseigentümer angehen. Ueberhaupt vermisste ich in der Vorlage den volkswirtschaftlichen Standpunkt. Ich sehe immer nur den Geschäfts-

standpunkt, den Herr Pilet für die Bundesbahnen und für die Post vertreten hat. Herr Bundesrat Pilet hat heute morgen die Theorien verpönt und behauptet, er stehe in der Praxis, und auf diesem Boden wolle er die Fragen behandeln. Die Vorlage enthält wohl eine Unmenge Zahlen, die die schlechte Finanzlage des Bundes widerspiegeln, eine Menge von Zahlen aus dem Staats- und Finanzhaushalt, aber nicht eine Zahl, die uns Einsicht geben könnte darein, inwieweit der Lohnabbau andere wirtschaftliche und Volkskreise trifft und belastet.

Ich habe immer gemeint, daß der Lohn der Gegenwert der Arbeit sei und daß er nach realen Grundsätzen bemessen sei. Nun will man den Lohn des Bundespersonals zur Verantwortung ziehen für die schlechte Finanzlage des Bundes. Das geht doch wirklich nicht. Man hat das Bundespersonal nicht gefragt, als es sich darum handelte, zu verhindern, daß die Bundesbahnen und die Post in ihre jetzige ungünstige Lage kämen. Man hat den Personal nur immer aufgeladen. Man hat dem Personalbestand verringert und dafür Mehrleistungen des Personals verlangt. Man hat in der Einstellung zum Personal immer im Rahmen von Arbeitgeber zum Arbeitnehmer gestanden und nicht anders.

Herr Nietlispach hat einen Ton angeschlagen, der bereits schon die Presse erobert hat: Man appelliert an den Neid. Man sagt, es geht der Privatarbeiterschaft schlecht, es geht allen andern schlecht, und deshalb soll es nun auch dem Bundespersonal schlecht gehen; denn es ist nicht recht, wenn man einem Teil des Volkes alles aufhalse.

Wenn diese Theorie richtig wäre, dann würde Herr Bundesrat Musy schon andere Gelegenheiten haben, Differenzen im Schweizervolk herauszufischen, wo noch etwas zu holen wäre, viel größere Differenzen, als sie zwischen Privatarbeiterschaft und Bundespersonal bestehen.

Ich vermisste in der Vorlage vor allem eine Statistik über die Auswirkungen des Steuerausfalles auf Gemeinden und Kantone. Dieser Steuerausfall mag ja in Gemeinden, wo nur der Bahnhof ist und die Züge durchfahren, nicht eine wesentliche Bedeutung haben. Es ist aber schon in der Kommission ange-tönt worden, daß Erstfeld ein ausgesprochenes Eisenbahnerdorf, nicht nur an Steuern verliert, wenn der Lohnabbau kommt, sondern, wie Herr Bratschi gesagt hat, sehr große Einbußen an Minderkonsum usw. erleiden wird. Olten hat Ihnen ja gezeigt, daß es nicht eine parteipolitische Frage ist, sondern daß alle Parteien um den Bestand und die Lebensmöglichkeit weiter Volkskreise in der Stadt Olten besorgt sind. Ich kann Ihnen sagen, daß Burgdorf in ähnlicher Lage ist. Die Gemeinden werden durch den Lohnabbau einen gewaltigen Schlag erleiden. Wir lesen in der Vorlage mit keinem Worte, inwieweit der Bund bereit wäre, diesen Gemeinden dann zu helfen.

Wir haben aber noch ein anderes Problem. Es ist die Tragik von Wissenschaft und Technik, die Tragik einer neuen Kultur, von einem Aufstieg der Menschen zu reden, wo unendlich viel gearbeitet wird, um das Kulturniveau zu heben, und dann durch den Fluch der heutigen Wirtschaftsordnung zu verhindern, daß man diese Kultur auch leben kann. Sie mögen sich noch erinnern, wie nach dem Kriege in der Schweiz eine ganz neue Wohnkultur propagiert.

wurde und sich auch eingelebt hat. Viele Hunderte Heimstätten der eidgenössischen Angestellten sind in unserem Lande erblüht. Einfamilienhäuschen, ganze Kolonien sind entstanden, und diese Kolonien haben die wirtschaftliche Kraft der Bewohner auf das äußerste angespannt. Es ist kein schlechtes Zeichen für einen Menschen, wenn er vielleicht die strengen volkswirtschaftlichen Grundsätze der Ausgaben für die Wohnung durchbricht und für seine Wohnung statt der schematischen 20 % vielleicht 25 und 30 % ausgibt, um sich und seiner Familie eine anständige und schöne Wohnung zu geben. Diese Leute haben ihren ganzen Kredit und ihre ganze Kraft daran gesetzt, zum Eigenheim zu kommen. Es sind Genossenschaften entstanden, in die alle Spargelder hineingeworfen wurden, in der Meinung: «Mit unserem Einkommen können wir uns diese Wohnung leisten.» Und nun sind Sie im Begriffe, dem Bundespersonal die Grundlagen dieser Wohnkultur zu unterhöhlen. Sie sind im Begriffe, diese Leute aus ihrem Haus zu treiben. Sie werden vielleicht sagen, es sei nicht so schlimm. Fragen Sie aber einmal nach — ich habe mir die Mühe genommen — die Auswirkungen des Lohnabbaues in bezug auf die Wohnung beim eidgenössischen Personal zu untersuchen. Sie werden finden, daß die Leute mit ihrer Familie ausziehen müssen, wenn sie 400 oder 500 Fr. weniger Salär bekommen. Diese Wohnkultur ist ein Bestandteil unserer Wirtschaft. Das ganze Baugewerbe hat davon profitiert, alle die Industrien, die Baustoffe erzeugen, die Zement- und Backsteinfabriken. Alle haben sie von der Kultur der Siedlungsbewegung gelebt. Es hat genügt, daß der Bundesrat von einem Lohnabbau gesprochen hat, um diese Siedlungsbewegung abzustoppen und sogar zu verhindern, daß gegründete Wohnbaugenossenschaften ihre Aufträge erteilten. Heute liegen Hunderte von Bauaufträgen in fertigen Vorlagen, die nur auf den Moment warten, wo es möglich ist, die Wohnkultur weiter zu tragen. Sie sind gespannt darauf, ob diese Bewegung abgewürgt werden soll. Der Rat hat es in der Hand, diese Bewegung entweder zu ersticken oder weiter leben zu lassen.

Eine andere Frage, die Sie auch kennen: Wenn wir vor 20 Jahren die Hochschulen und die Techniken unseres Landes besucht haben, haben wir festgestellt, daß meistens Söhne der besser situierten Bürger studierten. Heute haben Sie Hunderte und Hunderte Studierender aus den Kreisen der eidgenössischen Funktionäre an den Techniken, alle wissenschaftlichen Gebiete sind besucht von Söhnen und Töchtern des eidgenössischen Personals. Nicht selten spart sich die ganze Familie das Studiengeld vom Munde ab. Und Sie sind im Begriffe, alle jene Hoffnungen zu zerstören, die die Leute hatten, die gemeint haben, sie könnten es wagen, ihre Kinder studieren zu lassen. Sie zerstören damit einem Teile des Volkes nicht nur die Hoffnung, sondern die Möglichkeit des Aufstieges und des Mitgehens im Wettbewerbe des Lebens.

Herr Nietlispach hat ironisch von den vielen Steuern gejammert, mit denen der Schweizerbürger gesegnet sei. Ich will nur eines sagen: Ich habe immer die Meinung gehabt, es sei nicht wesentlich, wie viel Steuern ein Mensch bezahle, aber wesentlich, was der Bürger von seiner Gemeinde und seinem Staate für diese Steuern wieder bekomme. Unter

diesem Gesichtswinkel ist wohl der ganze Jammer überflüssig.

Herr Nietlispach hat auch eine Nebenfrage wegen des teuren Weines gestellt. Es gibt ein einfaches Mittel, den teuren Wein zu coupieren, indem man ihn eben nicht kauft. Dann ist die ganze Schwierigkeit gelöst.

Ich sehe mehr Unheil im Lohnabbau als Nutzen. Der Bundesbahn, dem Bunde nützen diese Lohnabbausummen nichts, wenn sie damit einen Teil des Volkes die Existenzgrundlagen entziehen. Wenn uns Herr Bundesrat Musy Garantien gegeben hätte, daß die Frage des Lohnabbaues in einer Garantieforn gegeben werden könnte, daß man uns ein bindendes Versprechen machen würde. Aber das kann man ja nicht. Dieser Lohnabbau — ich möchte es nochmals betonen — ist doch nichts anderes als die Plattform, von der aus nachher der weitere Lohnabbau der ganzen Privatarbeiterschaft ausgelöst werden soll, auch bei jenen, die schon zweimal Lohnabbau gehabt haben, will man dann noch weiter abbauen; denn man hat dann neue Argumente. Was heißt das? Ueberall da, wo keine Organisationen sind, ist der Lohn in reichlichem Maße abgebaut worden. Dort, wo unsere Organisationen noch festgefügt stehen, wird das eine Reihe von Großkämpfen auslösen, was diese 33 Millionen Franken, die hier hergeholt werden sollen, gar nicht wert sind. Deshalb, meine ich, sollte man das ganze Lohnabbauproblem nicht einfach vom Standpunkte des Kapitalinteresses aus, sondern vom Interesse des ganzen Volkes aus betrachten. Man wird versuchen und hat es schon versucht, den Keil des Neides zwischen Bundespersonal und Privatarbeiterschaft hineinzustoßen. Das mag ja an gewissen Orten, wo gewisse Kräfte im Spiele sind, möglich sein. Nicht möglich aber wird es dort, wo der Gedanke der Solidarität der Arbeiterschaft nicht mehr einfach mit Neid aus der Welt geschafft werden kann. Es wird Ihnen nicht möglich sein, den Keil des Neides zu gebrauchen im Kampfe um den Lohnabbau, sondern wir werden so, wie wir in Bern am 11. September jene 30,000 mobil gemacht haben — das waren nicht nur Bundesangestellte, das war die ganze Lohnarbeiterschaft des Kantons Bern — die ganze Arbeiterschaft des Landes mobilisieren gegen den Lohnraub. Denn der Lohnraub am Bundespersonal ist ebenso ein Lohnraub an der ganzen Arbeiterschaft. Aus diesen Gründen glaube ich, Sie sollten schon noch einen Moment überlegen, ob es nicht besser wäre, andere Argumente als nur den Neid und den Vergleich mit den andern, denen es schlechter geht, und die daraus entstehende Forderung, daß es den Bundesbeamten deshalb auch schlecht gehen soll, herbeizuholen.

Präsident: Zur Orientierung möchte ich Ihnen mitteilen, daß noch sprechen werden, Herr Jäggi-Solothurn und Herr Rochaix-Genf, beide nicht mehr als fünf bis sieben Minuten. Nachher stimmen wir ab, nachdem wir noch das Postulat Müller und die Interpellation Walter-Olten behandelt haben.

Jäggi-Solothurn: Der Ordnungsantrag Widmer, den Ihnen eine Anzahl von Mitgliedern der katholisch-konservativen Gruppe unterbreitet hat, will sowohl der offenkundig ernst gewordenen Finanzlage der Eidgenossenschaft wie auch den gebotenen so-

zialen Rücksichten Rechnung tragen, so, wie Sie es gestern aus der Begründung des Herrn Widmer gehört haben. Im Sinne dieses Ordnungsantrages soll die heutige Vorlage an den Bundesrat zurückgewiesen werden mit dem Auftrag, den eidgenössischen Räten ein allgemeines Finanzprogramm vorzulegen, in welchem die nötigen Sparmaßnahmen sowie die Finanzierung der übrigen unerläßlichen Krisenmaßnahmen einbezogen sind.

Eine gewisse Rückbildung der Besoldungen, entsprechend der eingetretenen Aufwertung des Geldes, wird sich meines Erachtens auf die Dauer ja nicht aufhalten lassen, nachdem Bund und Bundesbahnen vor einem Gesamtdefizit von mindestens 120 Millionen Franken stehen und nachdem die Wirtschaftskrisis andern breiten Schichten unseres Volkes das Einkommen bereits in schärferem Maße vermindert hat. Darüber möchte ich keine Worte mehr verlieren.

Aber sollen die gewaltigen Fehlbeträge dieser Krisenjahre im öffentlichen Haushalt ausgeglichen werden, dann müssen wir dem ganzen Schweizervolk den vollen Ernst der Finanzlage klar machen, d. h. wir müssen von allen Kreisen des Volkes, bzw. auch von allen Verwaltungszweigen des Bundes, schon von Anfang an die nötigen Opfer fordern. Da will mir nun scheinen, liegt ein gewisser taktischer und psychologischer Fehler in der heutigen Vorlage. Sie erweckt, wenn auch ungewollt, den Eindruck, als ob allem voraus und vorderhand allein das eidgenössische Personal die ganze Schwere der Sparpolitik an sich erfahren sollte, als ob es den großen Opfergang eröffnen solle, ohne die Gewißheit, daß dann auch die anderen nachfolgen müssen. Wir wissen ja, daß der Bundesrat Sparmaßnahmen vorschlagen wird; aber wir haben noch keine Gewißheit dafür, daß bei der nächsten Budgetberatung — denn auf diesem Boden wird der Abbau wahrscheinlich versucht werden — solche Sparmaßnahmen nicht abermals einer Koalition von Interessengruppen zum Opfer fallen, wie es früher schon vorgekommen ist. Die Vorlage macht den Besoldungsabbau sozusagen zum erstbesten, statt zum letzten Mittel der finanziellen Gesundung; denn nur als «ultima ratio», nur als letzter Notbehelf, darf die Rückbildung der Löhne und Gehälter nach meinem Erachten in Frage kommen. Ein Lohnabbau bedeutet ja in der Tat eine gewisse Verminderung der Kaufkraft eines beträchtlichen Teiles unseres Volkes. Soll im Staatshaushalte die richtige Ordnung der Sanierungsmittel, die richtige Reihenfolge umgekehrt werden? Soll nun das Erste sein, daß wir einen großen Teil des Personals, daß wir mancher Arbeiterfamilie die ohnehin schmale wirtschaftliche Grundlage verengen?

Sollen wir nicht vorher, oder doch wenigstens gleichzeitig auch andere Verwaltungszweige an die Tatsache erinnern, daß ein allgemeiner Preisabbau bereits eingetreten ist? Meine Herren, wenn dieser zehn- oder zwölfprozentige Preisabbau eine Tatsache ist, dann muß es beispielsweise unserer Militärverwaltung denn doch bei richtigem Haushalten möglich sein, mit entsprechend weniger Mitteln auszukommen als vor fünf Jahren und zwar ohne Schaden für die nationale Verteidigung. Wenn dieser allgemeine Preisabbau eine Tatsache ist, dann ist es gewiß keine ungebührliche Zumutung an das Heer der Subventionsbezüger, sich, wie der notleidende Bund selber, nach der kürzer gewordenen Decke zu

strecken. Dann wird z. B. irgend ein schweizerischer Landesverband mit seinen 40—50,000 Fr. Bundes-subvention — es gibt solche — den Ausfall von 4000 bis 5000 Fr. viel leichter verschmerzen können als etwa eine Eisenbahnerfamilie mit 3000—4000 Fr. Gesamteinkommen einen zehnpromzentigen Lohnabbau zu ertragen vermag. Man hat übrigens den Eindruck, daß in mancher dieser Organisationen, im Vertrauen auf die eidgenössische Subvention, ein wenig mehr aus dem Vollen geschöpft wird, als es sonst der Fall wäre.

Wir meinen also, die Eidgenossenschaft sollte auch nicht einmal den Anschein erwecken, als ob sie einseitig oder doch vorwiegend auf Kosten des eidgenössischen Personals Abbaupolitik betreiben wolle. Darum, und weil wir überzeugt sind vom Ernst der Finanzlage des Bundes, fordern wir ein umfassendes Finanzprogramm, oder besser noch ein übergreifendes Notgesetz, das die Lasten und die Opfer des Abbaues auf die verschiedenen Volksteile gerecht verteilt.

Dann wird es auch eher möglich und finanziell tragbar, die Härten des Lohnabbaues zu mildern, ein bestimmtes Existenzminimum festzusetzen, das nicht angetastet werden sollte, und den Familien entsprechend der Kinderzahl eine besondere Schonung angedeihen zu lassen.

In diesem Sinne empfehle ich angelegentlich die Annahme des Ordnungsantrages von Herrn Kollega Widmer.

M. Rochaix: Je n'avais pas l'intention d'intervenir dans ce débat ni surtout de revenir sur le fond même de la question. J'avais demandé la parole au moment du vote de clôture pour une motion d'ordre. Par erreur, la parole ne m'a pas été accordée. Je puis bien encore choisir cette circonstance, comme tout autre, pour vous faire part d'une petite remarque, d'une constatation, d'une réflexion que j'ai pu faire chaque fois qu'est intervenu un vote de clôture, depuis les quelque quinze ans que j'appartiens à ce Conseil. Je reconnais qu'après un débat aussi copieux, le moment est peut-être mal choisi pour demander, par voie du règlement, un adoucissement à cette mesure. Cependant, j'ai toujours été surpris que lors d'un vote de clôture un certain nombre de nos collègues se prononcent catégoriquement et résolument pour la fermeture d'un débat où ils se sont promenés tout à loisir en long et en large. (Marques d'approbation.) Ils estiment, après avoir parlé copieusement que tout a été dit et que le débat a assez duré. (**Une voix:** C'est une erreur.) Ils n'ont pas le droit de fermer la bouche à ceux de leurs collègues qui peut-être seraient désireux de leur répondre.

Je ne veux pas faire des personnalités. Je n'accuse personne. Je me borne à faire une remarque d'ordre général qui ne s'applique pas exclusivement à la séance d'aujourd'hui, mais j'estime que cette attitude, que le geste — je ne veux pas dire un mot trop fort — manque de courtoisie.

Si l'on ne peut pas obtenir bénévolement à cet égard une élémentaire pudeur, je suggère au bureau une révision du règlement en ce qui concerne le vote de clôture.

Tout à l'heure, j'ai voté contre la clôture, bien que n'étant pas inscrit comme orateur. Je vote contre par principe. Je n'ai demandé la parole que pour une motion d'ordre. La modification que l'on pourrait

faire au règlement serait la suivante. Il suffirait de dire: « Les députés qui sont déjà intervenus dans le débat ne pourront pas prendre part au vote sur la clôture! » Dans un débat comme celui-ci, il peut s'agir d'une vingtaine ou d'une trentaine de députés qui seraient invités à s'abstenir. Sur 187 au total, il en resterait suffisamment pour prendre une décision en connaissance de cause et surtout en toute objectivité.

Je ne fais pas de proposition, c'est là une simple suggestion que je fais au bureau pour étude.

L'idée m'était venue de demander la parole sur cette question d'ordre. La discussion se poursuivant, j'ai maintenant le droit de prendre la parole sur le fond. Cependant, je ne veux pas prolonger le débat. De nombreux arguments ont été donnés de part et d'autre. Permettez-moi toutefois une remarque qui concerne le vote qui va intervenir et surtout le discours de M. le conseiller fédéral Musy.

Nous avons entendu de la bouche du chef du Département des finances ce matin, un fort beau discours. Personne ne reprochera à M. le conseiller fédéral Musy d'avoir pris avec conviction et chaleur la défense de la caisse fédérale. C'est son droit et il est dans son rôle. Mais enfin, les députés ont le droit aussi de dire ici leur opinion et je veux faire allusion à la dernière partie du discours de M. le conseiller fédéral Musy, que je n'ai pas beaucoup aimée — qu'il me permette de lui faire cette petite observation en toute humilité. M. le conseiller fédéral Musy — il n'y avait pas à s'y méprendre pour ceux qui l'ont entendu jusqu'au bout — a divisé ce conseil en deux catégories. D'un côté, ceux qui pensent bien, de l'autre, ceux qui pensent mal, d'un côté les brebis, de l'autre les boucs, les purs et les impurs, ceux qui sont uniquement préoccupés des intérêts généraux et supérieurs du pays et ceux qui n'ont que des préoccupations d'ordre électoral.

M. Musy, conseiller fédéral: C'est bien cela!

M. Rochaix: Je tiens M. le conseiller fédéral Musy comme bien trop intelligent pour ne pas respecter chez autrui toute opinion qui lui paraît sincère et pour ne pas admettre qu'un député peut ne pas avoir la même conception que lui sur la façon de résoudre le problème de la crise. Chacun peut avoir à cet égard son opinion, son avis, ses idées.

Je ne veux pas reprendre le fond du débat, je me suis interdit de le faire, et si mon attitude n'est pas celle qu'espère M. le conseiller fédéral Musy, je serais désolé de descendre dans son estime selon la mesure qu'il a donnée ce matin.

Je pense que tout en étant bon patriote, on peut avoir d'autres idées que les siennes. Et je pense que tout n'a pas été fait, dans le Département des finances et dans l'administration fédérale en général, pour trouver l'économie de quelques millions. Je pense qu'alors que toute l'économie du pays est réglementée à outrance, le marché de l'argent est resté complètement libre. Et je pense que l'épargne suisse, séduite par les banques alléchées elles-mêmes par les fortes commissions, s'en est allée à flots à l'étranger, par centaines de millions et qu'elle n'en reviendra pas. Cela a diminué considérablement la capacité d'imposition du pays. Dans ce domaine, on pourrait peut-être trouver quelques mesures à prendre. Je sais qu'elles sont à l'étude. Je pense aussi à d'autres chapitres de l'administration fédérale où l'on pourrait

faire des coupes sombres sans dommage pour le pays. Nous aurons l'occasion d'y revenir plus tard.

Je ne veux pas enfourcher aujourd'hui mon dada, mais je ne peux pas m'empêcher de constater que nous sommes bien mal venus de vouloir abaisser les salaires avant d'avoir allégé le budget de l'armée d'un bon tiers. (Bravos, très bien.) Il y a quelque chose à prendre de ce côté, car on continue les mêmes errements. On s'obstine à poursuivre des buts qui n'existent pas. On continue comme par le passé avec des défilés et parades qui sont du dernier grotesque, par le temps qui court, et tout cela coûte. De ce côté-là, aucune économie n'est faite et c'est profondément regrettable.

Je n'accuse pas personnellement le chef du Département des finances. Il a affaire à forte partie. Mais il reconnaîtra que de ce côté il reste du travail utile à exécuter dans le sens des économies.

Qu'il me soit permis par conséquent de dire qu'après tout on peut être contre l'entrée en matière sur le projet qui nous est soumis, tout en restant partisan d'une administration parfaitement saine et prudente des affaires fédérales, on peut former l'espoir bien sincère que les caisses vont se remplir et ne point verser dans le défaitisme, mais on peut aussi se demander si la politique des bas salaires est le bon remède à la situation et si nous n'allons pas peut-être, dans une très forte mesure, anémier le pays. Il est donc permis d'affirmer que ce n'est pas de ce côté-là seulement qu'il convient de chercher des remèdes à la crise.

Je n'en dirai pas davantage. Je me suis interdit d'aller trop loin dans ce débat. Je m'en tiens donc à ces deux observations. Je présente mes excuses à M. le conseiller fédéral Musy de l'avoir peut-être importuné en revenant sur cette partie de son discours qui a sonné très mal à mes oreilles, mais j'éprouvais le besoin, un besoin impérieux, de lui dire en toute sincérité ce que j'ai pensé de son attitude de ce matin.

Ilg: Ich habe folgende Erklärung abzugeben:

In der Vormittagssitzung des Nationalrates vom 22. Mai 1932 machte Herr Müller, Zürich, nach dem Stenogramm u. a. folgende Ausführungen:

« Im übrigen können sich ja die Herren sonst nicht beklagen, wenigstens Herr Ilg nicht, daß sie von den Großindustriellen nicht jederzeit herzlich eingeladen werden, wenn es darum geht, das Proletariat im Kampf gegen den Lohnabbau zu verraten ».

Der Sprechende hat sofort nach Schluß der Rede Herrn Müller im Beisein von Zeugen angefragt, ob er zu seinen Ausführungen stehe und bereit sei, diese zu wiederholen. Herr Müller hat, trotzdem er von verschiedenen Mitgliedern des Rates auf sein feiges Benehmen aufmerksam gemacht wurde, beides verweigert. Ich erkläre die Ausführungen des Herrn Müller, die er unter dem Schutz der Immunität getan hat, als gemeine Verleumdung.

Sachlich folgende Bemerkung: Seit 1930 stand ich in Bezug auf den Lohnabbau in der schweizerischen Maschinen- und Metallindustrie mit dem Arbeitgeberverband weder in schriftlichem noch in mündlichem Verkehr. Alle Verhandlungen wurden durch die Arbeiterkommissionen und bei den Einigungsämtern geführt, wo gelegentlich Vertreter der beiden Organisationen zugegen waren. Alle Be-

schlüsse in dieser Frage wurden von den Betriebsversammlungen gefaßt.

Walter-Olten: Ich bin von der Erklärung des Bundesrates nicht befriedigt.

Abstimmung. — Vote.

Für das Postulat Müller-Zürich	Minderheit
Dagegen	Mehrheit
Für den Rückweisungsantrag Widmer	62 Stimmen
Dagegen	85 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit der Kommission (Eintreten auf die Vorlage)	92 Stimmen
Dagegen	68 Stimmen

Artikelweise Beratung. — *Discussion des articles.*

Titel und Ingreß.

Antrag der Kommission.

Bundesgesetz

über

die vorübergehende Herabsetzung der Besoldungen, Gehälter und Löhne der im Dienste des Bundes stehenden Personen.

Die Bundesversammlung
der schweizerischen Eidgenossenschaft,
nach Einsicht einer Botschaft des Bundesrates vom
20. Juni 1932,
beschliesst:

Titre et préambule.

Proposition de la commission.

Loi fédérale

sur

la réduction temporaire des traitements et salaires des personnes au service de la Confédération.

L'ASSEMBLEE FEDERALE
DE LA CONFEDERATION SUISSE,
vu le message du Conseil fédéral du 20 juin 1932

arrête:

Angenommen. — *Adoptés.*

Art. 1.

Anträge der Kommission.

Mehrheit:

¹ In Anpassung an den derzeitigen Stand der Lebenskosten sowie mit Rücksicht auf die wirtschaftlichen und finanziellen Verhältnisse des Landes werden die auf Grund des Beamtengesetzes vom 30. Juni 1927 und der übrigen Bundeserlasse festgesetzten Besoldungen, Gehälter und Löhne der im Dienste des

Bundes stehenden Personen vorübergehend um zehn vom Hundert herabgesetzt.

² Gestrichen.

³ Die Herabsetzung erstreckt sich auch auf den Überschußbetrag nach Art. 71 und 73 des Beamtengesetzes sowie auf andere Vergütungen, die als Entgelt für die Tätigkeit im Dienste des Bundes zu betrachten sind. Ortszuschläge und Kinderzulagen sind von der Herabsetzung ausgenommen.

⁴ Gestrichen.

⁵ Von der Herabsetzung sind die auf den Monat Dezember entfallenden Bezüge ausgenommen.

⁶ Personen mit mehr als zwei Kindern unter 18 Jahren erhalten für jedes dieser Kinder einen Zuschlag von 30 Fr. jährlich.

Minderheit:

(Bratschi, Graf, Hauser, Ilg, Marbach, Meyer-Luzern, Muheim, Perret, Perrin.)

¹ In Anpassung an den derzeitigen Stand der Lebenskosten sowie mit Rücksicht auf die wirtschaftlichen und finanziellen Verhältnisse des Landes werden die auf Grund des Beamtengesetzes vom 30. Juni 1927 und der übrigen Bundeserlasse festgesetzten Besoldungen, Gehälter und Löhne der im Dienste des Bundes stehenden Personen vorübergehend um fünf vom Hundert herabgesetzt.

² Die Herabsetzung erstreckt sich auch auf den Überschußbetrag nach Art. 71 und 73 des Beamtengesetzes sowie auf andere Vergütungen, die als Entgelt für die Tätigkeit im Dienste des Bundes zu betrachten sind. Ortszuschläge sowie Entschädigungen für Dienstreisen und Nebenbezüge sind von der Herabsetzung ausgenommen.

Propositions de la commission.

Majorité:

¹ Afin de les adapter au niveau actuel du coût de la vie, ainsi que pour tenir compte des conditions économiques et financières actuelles, les traitements et salaires, fixés par la loi du 30 juin 1927 et les autres actes législatifs, sont provisoirement réduits de dix-pour cent.

² Biffé.

³ La réduction s'étend aussi à l'excédent au sens des art. 71 et 73 du statut des fonctionnaires, ainsi qu'à toute autre indemnité considérée comme compensation d'une activité exercée au service de la Confédération. Les indemnités de résidence et les allocations pour enfants ne sont pas soumises à la réduction.

⁴ Biffé.

⁵ Au mois de décembre, les traitements et salaires, l'excédent, ainsi que les indemnités, au sens du 3^e al. sont exempts de réduction.

⁶ Les personnes ayant plus de deux enfants de moins de 18 ans reçoivent pour chacun d'eux un supplément de 30 fr. par an.

Minorité:

(Bratschi, Graf, Hauser, Ilg, Marbach-Meyer-Lucerne, Muheim, Perret, Perrin.)

¹ Afin de les adapter au niveau actuel du coût de la vie, ainsi que pour tenir compte des conditions économiques et financières actuelles, les traitements et

salaires, fixés par la loi du 30 juin 1927 et les autres actes législatifs, sont provisoirement réduits de cinq pour cent

² L'adaptation s'étend aussi à l'excédent au sens des art. 71 et 73 du statut des fonctionnaires, ainsi qu'à toute autre indemnité considérée comme compensation d'une activité exercée au service de la Confédération. Les indemnités de résidence ainsi que les indemnités pour voyages de service et les indemnités supplémentaires ne sont pas soumises à réduction.

Eventualantrag der sozialdemokratischen Fraktion.

Art. 1, Abs. 1. ... Personen für die Zeit vom 1. Juli 1933 bis Ende 1934 im folgenden Umfange herabgesetzt: 3 % bei einem Jahreseinkommen von 4001 bis 5000 Fr.; 5 % bei einem Jahreseinkommen von mehr als 5000 Fr. Jahreseinkommen bis zu 4000 Fr. bleiben ohne Abzug.

Proposition subsidiaire du groupe socialiste.

Art. 1^{er}, 1^{er} al. ... sont réduits, pour la période du 1^{er} juillet 1933 à fin 1934: de 3 % pour les traitements de 4001 à 5000 fr.; de 5 % pour les traitements supérieurs à 5000 fr. Les traitements ne dépassant pas 4000 fr. ne subissent pas de réduction.

Anträge der radikal-demokratischen Fraktion.

Art. 1, Abs. 1. Zustimmung zum Antrag der Kommissionsmehrheit mit folgender Aenderung: ... vorübergehend um sieben vom hundert herabgesetzt.

Abs. 2, 3 und 4. Zustimmung zum Antrag der Kommissionsmehrheit.

Abs. 5 und 6. Streichen.

Propositions du groupe radical-démocratique.

Art. 1^{er}, 1^{er} al. Adoption de la proposition de la majorité de la commission, modifiée ainsi: ... réduits de sept pour cent.

2^e, 3^e et 4^e al. Adoption de la proposition de la majorité de la commission.

5^e et 6^e al. Biffer.

Proposta Rossi.

Emendamento all'art. 1, al. 1. ... gli stipendi ed i salari stabiliti dalla legge 30 giugno 1927 e dalle altre disposizioni legislative sono provvisoriamente ridotti del 5 % per gli stipendi fino a 5000 fr.; del 7 % per gli stipendi de 5001 fino a 7000 fr.; del 9 % per gli stipendi de 7001 fino a 9000 fr.; del 10 % oltre i 9000 fr.

Gli stipendi sino a 3000 fr. delle persone al servizio esclusivo della Confederazione sono esenti da riduzione.

Al. 2, 3 e 4. Come la maggioranza della commissione.

Al. 5. Cancellare.

Al. 6. le persone colpite dalla riduzione con più di due figli al disotto dei 18 anni ricevono un supplemento annuo di 30 fr. per ciascuno di questi figli.

Co-firmatari: Bossi-Coira, Nietlispach, Perrier, Gottret, von Streng, Tarchini, von Weber, Z'graggen.

Antrag Rossi.

Art. 1, Abs. 1. ... im Dienste des Bundes stehende Personen vorübergehend in folgendem Umfang herabgesetzt: 5 % bei Bezügen bis 5000 Fr.; 7 % bei Bezügen von 5001 bis 7000 Fr.; 9 % bei Bezügen von 7001 bis 9000 Fr.; 10 % bei Bezügen von mehr als 9000 Fr.

Die im Dienste des Bundes voll beschäftigten Personen mit Bezügen bis zu 3000 Fr. erleiden keine Kürzung.

Abs 2 bis 4. Nach Kommissionsmehrheit.

Abs. 5. Streichen.

Abs. 6. Die von der Herabsetzung betroffenen Personen mit mehr als zwei Kindern unter 18 Jahren erhalten für jedes dieser Kinder einen Zuschlag von 30 Fr. jährlich.

Mitunterzeichner: Bossi-Chur, Gottret, Nietlispach, Perrier, von Streng, Tarchini, von Weber, Z'graggen.

Amendement Rossi.

Art. 1^{er}, 1^{er} al. ... sont provisoirement réduits: de 5 % pour les traitements ne dépassant pas 5000 fr.; de 7 % pour les traitements de 5001 à 7000fr.; de 9 % pour les traitements de 7001 à 9000 fr.; de 10 % pour les traitements supérieurs à 9000 fr.

Les traitements des personnes au service exclusif de la Confédération ne dépassant pas 3000 fr. ne subissent pas de réduction.

Al. 2, 3 et 4. Comme la majorité de la commission.

Al. 5. Biffer.

Al. 6. Les personnes ayant plus de deux enfants de moins de 18 ans qui sont frappés par la réduction reçoivent pour chacun d'eux un supplément de 30 francs par an.

Cosignataires: Bossi-Coire, Gottret, Nietlispach, Perrier, von Streng, Tarchini, von Weber, Z'graggen.

Antrag Z'graggen.

Art. 1, Abs. 6. Personen mit Kindern unter 18 Jahren erhalten für jedes dieser Kinder einen Zuschlag von 40 Franken jährlich.

Amendement Z'graggen.

Art. 1^{er}, 6^e al. Les personnes ayant des enfants de moins de 18 ans reçoivent pour chacun d'eux un supplément de 40 fr. par enfant.

Antrag Arnold.

Art. 1, Abs. 1. ... herabgesetzt. Von dieser Anpassung werden alle eidgenössischen Bediensteten ausgenommen, deren jährliches Lohneinkommen 8000 Fr. nicht überschreitet.

Amendement Arnold.

Art. 1^{er}, 1^{er} al. ... pour cent. Cette mesure ne sera pas appliquée au personnel dont les appointements ne dépassent pas 8000 fr.

M. Clottu, rapporteur de la majorité: Je n'ai pas demandé la parole au sujet du titre et du préambule, mais il est bien entendu que la modification apportée au titre

par la Commission est subordonnée à l'adoption des propositions de celle-ci concernant le fond même de la loi.

En ce qui concerne ces propositions, j'ai déjà eu l'honneur de dire au Conseil national qu'elles ont été prises par 11 membres sur 21. 9 membres s'y sont opposés et 1 membre était absent au moment de la votation.

La différence essentielle entre la proposition du Conseil fédéral, d'une part, et la proposition de la majorité de la commission, d'autre part, consiste en ceci: Le Conseil fédéral proposait deux choses. Il proposait de conférer à l'Assemblée fédérale pendant une période de 5 années, à partir de 1933, le droit d'adapter les traitements, par décision souveraine, aux conditions économiques. Il proposait en outre de diminuer les traitements de 10 % pour 1933 et 1934.

En opposition à cette conception, à cette proposition du Conseil fédéral, votre commission propose de ne pas accorder à l'Assemblée fédérale une délégation de pouvoirs qui lui permettrait de prendre des décisions définitives au cours des cinq années prochaines, sans les soumettre au referendum. La commission estime que cette matière des traitements doit être réglée chaque fois par des décisions pouvant être soumises au referendum et faisant l'objet d'un acte législatif spécial.

En ce qui concerne le taux même de la réduction, le Conseil fédéral proposait du 10 %, sans aucune exception. La majorité de votre commission s'est ralliée à ce taux de 10 % comme taux de base, mais les adoucissements qu'elle y a apportés sous la forme de la suppression de toute réduction sur le traitement du mois de décembre, ramène le taux de la réduction effective à 9,2 %. En outre, pour les chefs de famille ayant plus de 2 enfants de moins de 18 ans, la Commission prévoit l'octroi de suppléments d'allocations pour enfants de 30 fr. par année.

Nous recommandons au Conseil national de se rallier aux deux formules d'adoucissements que nous venons d'indiquer.

La portée financière des propositions du Conseil fédéral représentait une économie de 33 ½ millions dont un peu plus de la moitié pour les chemins de fer fédéraux, un peu moins de la moitié pour le personnel de la Confédération.

Les atténuations introduites par la commission comportent une diminution de 2.800.000 fr. du chef de la non application de la réduction pour le mois de décembre et de 1.200.000 fr. du chef des allocations supplémentaires accordées aux chefs de familles nombreuses.

C'est donc une moins-value de 4 millions sur 33 ½ millions que la commission vous propose d'adopter comparativement aux propositions du Conseil fédéral.

Si donc vous suivez la majorité de la commission, il résultera de votre décision que la Confédération bénéficierait à partir de l'entrée en vigueur de la loi d'une économie annuelle d'un peu plus de 14 ½ millions et les chemins de fer fédéraux d'une économie d'un peu moins de 15 millions.

Voilà les deux propositions essentielles.

A ces propositions, il en est opposé d'autres dont le texte a été distribué aux députés. Tout d'abord, une proposition émanant du groupe socialiste qui tend à exonérer de toute réduction les traitements ne dé-

passant pas 4.000 fr. et à ne frapper les traitements de 4 à 5.000 fr. que d'une réduction de 3 % et ceux qui sont supérieurs à 5000 fr d'une réduction de 5 %.

Si cette proposition devait être adoptée, l'économie qui en résulterait serait de 12 ¼ millions seulement. Cela représente, comparativement aux propositions de la majorité de la commission, une perte d'économies de 17,2 millions et comparativement aux propositions initiales du Conseil fédéral de 22,2 millions.

Une autre proposition opposée à celle de la majorité de la commission a été déposée au nom du groupe radical-démocratique des Chambres. Elle préconise la fixation de la réduction au taux unique et obligatoire pour tous de 7 % sans aucune exception quelconque. Il en découlerait une économie de 23 ½ millions inférieure de 6 millions à celle proposée par la majorité de la commission et de 10 millions au projet du Conseil fédéral.

En opposition, et comme riposte à cette proposition du groupe radical-démocratique, un certain nombre de membres du groupe conservateur catholique des Chambres, parmi lesquels je relève à ma grande surprise, les noms de quatre membres de la majorité de la commission, proposent un système différent et assez compliqué. Seraient totalement exonérés les traitements ne dépassant pas 3.000 fr. La réduction serait de 5 % pour les traitements allant de 3 à 5000 fr., de 7 % pour les traitements de 5 à 7000 fr., de 9 % pour les traitements de 7 à 9000 fr. et de 10 % au delà de 9.000 fr. De plus, il serait accordé un supplément d'allocation pour enfants de 30 fr. conformément à la proposition faite par la majorité de la Commission. L'adoption de cette combinaison ramènerait le chiffre des économies à 20,3 millions.

Je relève que la proposition socialiste, ainsi que la proposition émanant d'un certain nombre de membres de la droite catholique, cherchent à introduire un principe qui n'a pas été discuté par la commission ni à Zermatt, ni à Berne; celui d'un traitement différentiel pour les diverses classes de traitements et de l'application d'une échelle dégressive ou progressive de la réduction, suivant le montant des traitements. La Commission unanime avait admis l'idée qu'il fallait suivre le Conseil fédéral dans ce sens que le taux de réduction serait le même pour toutes les catégories du personnel, sous la seule réserve des allocations éventuelles pour enfants.

La critique fondamentale qu'on peut faire aux deux propositions que nous venons de signaler, c'est qu'elles tendent toutes deux à briser l'égalité devant la loi et à infirmer l'équilibre de l'échelle des traitements très péniblement élaborée, il y a quelques années.

On ne doit pas, pensons-nous, à l'occasion d'un acte législatif temporaire, prendre des mesures qui constituent en réalité une révision des principes sur lesquels repose la loi. Ce serait une erreur au surplus de vouloir corriger une loi dont l'application n'a pas donné lieu à des critiques et qui a été considérée jusqu'à présent par toutes parties comme équitables.

Une autre proposition a été distribuée au nom de M. Z'graggen. Elle prévoit un supplément de 40 fr. par enfant pour tous les enfants de fonctionnaires. Comme M. Z'graggen est en outre cosignataire de la proposition Rossi et consorts, qui propose des suppléments d'allocations pour enfants de 30 fr., je me

demande si la proposition de 40 fr. ne doit pas être considérée comme abandonnée par son auteur.

Enfin, la majorité de la commission ne s'arrête pas à la proposition de M. Müller, Zürich, qui tend à exonérer tous les traitements jusqu'à 9.000 fr. et qui, à partir de ce montant, veut frapper les traitements d'une réduction de 20 à 30 %. M. Müller attache lui-même si peu de valeur à sa proposition qu'il s'est évité la peine d'établir l'échelle d'application des taux de réduction. D'ailleurs, M. Müller prévoyant un mode de réduction qui n'atteindrait que 2100 fonctionnaires sur 66.500, il n'est pas douteux que le sens de l'égalité démocratique des membres de l'Assemblée fédérale lui assure un échec complet.

En ce qui concerne la proposition de MM. Rossi et consorts, d'exonérer tous les traitements jusqu'à 3.000 fr., mentionnons qu'il résulte des renseignements qui nous sont fournis par l'Office fédéral du personnel que le nombre de ces traitements-là est insignifiant. Les 3 classes inférieures à 3.000 fr. débutent avec un minimum respectif de 2.700, 2.800, 2.900 fr. D'après le statut des fonctionnaires, la haute paie s'acquiert à partir de la deuxième année de service, de sorte qu'en réalité, chaque agent arrive rapidement à dépasser un gain de 3.000 fr. Et ceux qui n'ont pas encore atteint cette somme sont de très jeunes gens, généralement célibataires, en faveur desquels il ne se justifierait pas de prescrire une exonération totale de réduction temporaire.

Il convient de relever que les propositions de la majorité de la Commission sont conformes à celles du Conseil fédéral, tant en ce qui concerne la non application d'une réduction aux indemnités de résidence et aux allocations pour enfants, qu'au maintien des conditions d'affiliation à la caisse de pensions et de retraites.

Votre commission est unanimement d'accord de ne pas toucher à ces éléments d'avantages au profit du personnel.

En ce qui concerne les indemnités de résidence, il est intéressant que le Conseil national sache sur 66.500 fonctionnaires fédéraux, 34.000 sont au bénéfice de ces indemnités et que celles-ci sont acquises de plein droit dans 92 communes suisses sur un total de 2986 communes.

Je conclus. Votre Commission ne se laisse pas ébranler — au moins ceux qui rapportent en son nom (M. Dicker: Ce n'est pas beaucoup.) par les propositions contraires qui ont été déposées au cours de ce débat. Elle maintient nettement les résolutions prises à Zermatt et à Berne et vous engage à les adopter telles qu'elles figurent dans le texte imprimé qui vous a été distribué.

Ces propositions prévoient une réduction de base de 10 %, atténuée dans ce sens que la réduction ne sera pas opérée au mois de décembre et qu'il sera bonifié, en outre, aux pères de famille ayant plus de deux enfants mineurs de moins de 18 ans, une allocation supplémentaire annuelle de 30 fr. par enfant.

Reichling, Rapporteur de la majorité: Ich habe in meinem Eintretensreferat bereits hingewiesen auf die Aenderungen, die die Kommission gegenüber der Vorlage des Bundesrates vorgenommen hat. Ich will sie in aller Kürze rekapitulieren. Der Bundesrat hat in seiner Vorlage vorgesehen, die Bundesversammlung für eine beschränkte Zeit zu ermächtigen, die Be-

soldungen abzuändern bis auf 15 %. Diese Lösung hat die Kommission verworfen und hat an deren Stelle eine Fassung gesetzt, die eine Herabsetzung der Gehälter um 10 % für die Dauer von 3½ Jahren vorsieht. Sodann hat die Kommission in Milderung des Ansatzes von 10 % in zwei Richtungen Aenderungen, d. h. Ergänzungen vorgeschlagen, einmal die Ausnahme des Monats Dezember von der Reduktion des Gehaltes; überdies will die Kommission die kinderreichen Familien, d. h. jene Familien, die mehr als zwei Kinder besitzen, in dem Sinne schonen, daß in jenen Fällen pro Kind 30 Fr. Zuschuß pro Jahr gewährt werden sollen. Diese 30 Fr. kommen also zu den 120 Fr. Kinderzuschuß, die das Besoldungsgesetz vorsieht. Soweit die Aenderungen gegenüber der Vorlage des Bundesrates.

Nun beantragt eine Kommissionsminderheit, den Prozentsatz der Ermäßigung der Gehälter auf 5 % herabzusetzen an Stelle von 10 %. Das ergibt eine Herabsetzung der Einsparung von 33½ Millionen auf 16,750,000 Fr. Diese Minderheit will weder den Monatsgehalt im Dezember schonen, noch die kinderreichen Familien berücksichtigen. Diese gleiche Minderheit beantragt weiter, von der Herabsetzung des Gehaltes die Dienstreisen und die Nebenbezüge auszunehmen. Die Kommissionsmehrheit will diese beiden Positionen mit einbegriffen wissen in der Herabsetzung von 10 %. Sowohl bei den Dienstreisen wie bei den Nebenbezügen handelt es sich um Leistungen des Bundes an das Personal, die durchaus im Charakter übereinstimmen mit den übrigen betroffenen Leistungen. Es scheint uns deshalb nicht gerechtfertigt, für diese beiden Positionen eine Ausnahmebestimmung zu schaffen. Es bleibt die Ausnahme, daß die Kinder- und Ortszulagen von der Herabsetzung ausgenommen bleiben sollen.

Ein Eventualantrag der sozialdemokratischen Fraktion geht dahin, daß die Herabsetzung abgestuft werden soll und zwar so, daß bei allen Einkommen bis auf 4000 Fr. eine Herabsetzung überhaupt nicht erfolgen soll. Für die Einkommen von 4000—5000 Fr. soll die Herabsetzung 3 % betragen für die Einkommen über 5000 Fr. soll die Herabsetzung 5 % betragen. Das erbringt eine Totaleinsparung gegenüber dem gegenwärtigen Zustand von 12,3 Millionen Franken, also etwas mehr als ein Drittel dessen, was die bundesrätliche Vorlage an Einsparungen vorgesehen hat. Hier ist zunächst darauf hinzuweisen, daß das Prinzip insofern geändert wird, als hier eine Abstufung vorgeschlagen wird. Sowohl der Bundesrat wie die Kommissionsmehrheit halten dafür, daß für alle Besoldungskategorien die Herabsetzung im gleichen Verhältnis stattfinden soll. Wir halten an diesem Prinzip fest und verwerfen diesen Abänderungsantrag deshalb, weil er erstens die Abstufung bringt, die uns nicht gerechtfertigt erscheint, und zweitens weil er alle Gehälter, die unter 4000 Fr. liegen, von der Herabsetzung ausnehmen will. Es ist hier zu bemerken, daß es sich bei den gänzlich geschonten Kategorien zur Hauptsache um ledige Beamte, Angestellte oder Arbeiter handelt, also solche, die auf jeden Fall gegenüber den Verheirateten keine besondere Schonung erfahren sollten. Zudem bringt dieser Antrag eine Einsparung von nur 12,3 Millionen Franken, die als absolut ungenügend bezeichnet werden muß. Auch von diesem Gesichtspunkt aus beantragen wir Ihnen,

diesen Eventualantrag der sozialdemokratischen Fraktion abzulehnen.

Der Antrag der radikal-demokratischen Fraktion geht dahin, die Herabsetzung nicht mit zehn, sondern mit 7 % zu bemessen. Das erbringt eine Einsparung von 23½ Millionen gegenüber 33½ Millionen nach Vorlage des Bundesrates, 29½ Millionen nach Vorlage der Kommissionsmehrheit. Zu diesem Antrag können wir nur das eine sagen, daß er eine Einsparung bringt, die uns nicht zu genügen scheint. Aus diesem Grunde beantragt die Kommissionsmehrheit Ablehnung.

Der Antrag des Herrn Rossi geht dahin, daß einmal eine Abstufung Platz greifen soll und weiter, daß alle Besoldungen, Gehälter und Löhne unter 3000 Fr. keine Kürzung erfahren sollen. Ich kann mich hier kurz fassen und auf die Ausführungen verweisen, die ich zum Eventualantrag der sozialdemokratischen Fraktion gemacht habe, wo ebenfalls das Prinzip der Abstufung eingebracht wird und eine gewisse Kategorie von der Herabsetzung verschont bleiben soll. Was ich dort gesagt habe, gilt in vollem Umfang auch für den Antrag des Herrn Rossi. Ich muß Sie darüber orientieren, daß dieser Antrag Rossi eine Einsparung bringt von 20,8 Millionen Franken, also rund 9 Millionen Franken weniger als der Antrag der Kommissionsmehrheit. Wir beantragen auch Ablehnung dieses Antrages.

Der Antrag Z'graggen geht dahin, Personen mit Kindern unter 18 Jahren einen Kinderzuschlag von 40 Fr. zu gewähren. Es sollen alle Kinder berücksichtigt werden und zwar an allen Orten, auch dort, wo nur ein oder zwei Kinder vorhanden sind. Das erbringt eine Einsparung im Gesamtbetrage von 28 Millionen Franken. Die Kommissionsmehrheit will in der Berücksichtigung der Kinderzahl nicht so weit gehen. Weder kann sie zur Schonung der Ein- und Zweikinderfamilien Hand bieten, noch der Erhöhung des Ansatzes von 30 Fr. auf 40 Fr. zustimmen.

Ein Antrag des Herrn Arnold geht dahin, daß nur jene Einkommen, die über 8000 Fr. liegen, von diesen Einsparungsmaßnahmen betroffen werden sollen. Das würde bei einem Ansatz von 10 % im Total eine Einsparung von 5,6 Millionen Franken erbringen, eine Einsparung, die wir als absolut ungenügend betrachten, ein System, das uns überdies absolut ungerecht scheint. Wir möchten deshalb diesen Antrag ebenfalls zur Ablehnung empfehlen.

Der Antrag des Herrn Müller-Zürich geht dahin, daß von 9000 Fr. Einkommen an, die Herabsetzung 5—30 % betragen soll. Eine Skala ist in diesem Antrag nicht enthalten; es ist aber approximativ nach einem gewissen Mittel von 15 % für alle diese Gehälter von über 9000 Fr. eine Einsparung von 5,7 Millionen Franken errechnet worden. Aus den gleichen Gründen, wie ich sie für den Antrag Arnold aufgeführt habe, möchte ich beantragen, auch diesen Antrag Müller-Zürich abzulehnen.

Zum Schluß und zusammenfassend beantragt Ihnen die Kommissionsmehrheit, den Prozentsatz für die Herabsetzung der Besoldungen, Gehälter und Löhne auf 10 % festzusetzen und dabei die Milderungen anzunehmen, die darin bestehen, daß die Dezemberbezüge nicht gekürzt werden sollen, und daß im weitem bei Personen mit mehr als zwei Kindern pro Kind ein Zuschlag von 30 Fr. gewährt

werden soll. Alle hievon abweichenden Anträge lehne ich im Namen der Kommissionsmehrheit ab.

Killer: Nachdem Sie Eintreten beschlossen haben, stellt die sozialdemokratische Fraktion Ihnen den Antrag, es seien die Löhne und Besoldungen bis zu 4000 Fr. von einem Abbau zu verschonen, von 4000—5000 Fr. sei der Abbau 3 % und über 5000 Fr. auf 5 % zu bemessen. Im Gegensatz zur bundesrätlichen Botschaft stehen wir also auf dem Standpunkt, daß die untern Kategorien vollständig zu entlasten seien. Der Bundesrat hat auf Seite 37 in etwa 20 Zeilen über den Grundsatz der verhältnismäßig gleichen Anpassung der Abzüge sich ausgesprochen und darauf hingewiesen, daß seinerzeit die Teuerungszulagen den untern Besoldungskategorien in stärkerem Maß ausgerichtet worden seien als den obern. Die Folge sei dann gewesen, daß bei der Festsetzung des Gesetzes diese Teuerungszulagen ebenfalls in stärkerem Maße berücksichtigt worden seien und so die Lage der untern Kategorien wesentlich verbessert wurde. Er glaubt, es wäre weder gerecht noch klug, für die höheren Bezüge eine progressive stärkere Herabsetzung zu verwirklichen. Vom Standpunkt der finanziellen Klugheit aus wird man ihm recht geben müssen, denn 20,000 mal 300 Fr. machen 6 Millionen, während 300 mal 2000 eben nur den zehnten Teil davon ausmachen. Allein diese Klugheit schließt noch lange nicht in sich, daß sie gerecht ist. Wenn Herr Kollege Nietlisbach gestern erklärt hat, der Lohnabbau sei notwendig und sei auch gerecht, so möchte ich doch hinter das Wort «gerecht» namentlich für die untern Kategorien ein großes Fragezeichen setzen. Wir haben uns darüber Rechenschaft zu geben, ob ein Lohnabbau bei den untersten Kategorien wirtschaftlich wirklich tragbar ist. Sie erinnern sich an die Zeiten des Krieges und an die folgenden Jahre, wo die Arbeiterschaft und wo auch die untern Angestellten des Bundes, der Kantone und der Gemeinden sehr schmal durch mußten und, wie die Kurven ja zeigen, mit ihren Besoldungen unter der Indexkurve waren. Eine Statistik über die Lebenshaltung der schweizerischen Arbeiter und Angestellten im Jahre 1921 stellte fest, daß das Einkommen auch der Angestellten und Arbeiter des Bundes zum Teil derart war, daß Nebeneinkünfte notwendig waren, um einen Ausgleich im Haushaltbudget zu ermöglichen. Der Föderativverband hat Ihnen in einer Eingabe dargetan, wie die Nettobezüge sich für verschiedene Personalkategorien der 23. bis 26. Klasse pro Monat gestalten. Da finden wir Nettobezüge nach 15 Dienstjahren, also nach Erreichung des Maximums für Bahnarbeiter von 315 Fr. im Monat, für Weichenwärter, Briefträger von 362 Fr. Das sind offenbar in der Mehrzahl verheiratete Leute, und es stimmt deshalb nicht, wenn Herr Reichling vorhin erklärt hat, daß die Befreiung von Abzügen hauptsächlich Ledige betreffe. Es sind in dieser Kategorie offenbar sehr viele Verheiratete, und wenn das Einkommen dieser Leute beschnitten wird, so wird es einer ganzen Familie beschnitten.

Nun darf ich darauf hinweisen, daß Ihnen gestern mein Parteifreund Dr. Marbach vorgerechnet hat, daß bei einem Einkommen von 5000 Fr. 2300 Fr. zwangsläufige Ausgaben sind, die absolut nicht verändert werden können, so daß nur 2700 Fr. zur

eigentlichen freien Verfügung des Haushaltsvorstandes stehen. Wenn man diese Rechnung auf 4000 Fr. übersetzt, so findet man dort ungefähr 1700 Fr. Zwangsausgaben, und 2300 Fr. freie Ausgaben. Und nun stellen Sie sich vor, daß bei einem Einkommen von 2300 Fr., über das man frei verfügen kann, pro Monat 30—36 Fr. wegfallen, dann werden Sie mir sagen müssen, daß das ein Eingriff in das Haushaltsbudget und in die Lebenshaltung der Familie ist, den man nicht verantworten kann. Wenn Herr Dr. Oeri heute morgen gesagt hat, ja wenn man die verschiedenen Milderungen noch annehme, wie sie beantragt worden sind, kommen wir schließlich auf eine reine Lumperei hinaus, so glaube ich doch, daß dieser Ausdruck hier nicht angebracht ist. Wir dürften eher von «Lumperei» sprechen, wenn wir Familien, die im Monat mit 300 oder weniger Franken auskommen sollen, noch von diesem Wenigen nehmen, und das Wort «Lumperei» wäre vielleicht besser angebracht gewesen für andere Verwalter der Volkswirtschaft. Man hat gestern im Handelsteil der Zeitungen lesen können, daß wir Schweizer bei der Firma Kreuger und Toll diejenigen sind, die mit den Verlusten an dritter Stelle stehen. Nordamerika kommt voraus, dann folgt Schweden und dann kommen wir Schweizer mit 10,4 %; die Engländer mit 8,67 % kommen nach uns. Herr Dr. Niethlisbach hat gestern gesagt, die Engländer seien stärker besteuert als wir. Es wäre wohl für uns in der Schweiz gescheiter gewesen, wir hätten diesen Schweizern durch eine Steuer noch etwas mehr abgenommen, sie hätten es dann nicht Kreuger und Toll in den Sack stecken können. Unsere Sorge für die Volkskraft gerade dieser untersten Kreise ist sicher auch eine Erhaltung des Volksreichtums und ist sicher wertvoller, als wenn schweizerisches Kapital einer hohen Dividende im Ausland nachjagt und dabei zugrunde geht. Herr Stampfli hat gestern erklärt, man werde ja unter Umständen neue Steuern haben müssen, aber diese werden nicht bewilligt werden, bevor nicht Einsparungen auf andern Gebieten gemacht würden. Die Einsparungen auf dem Lohngebiet müssen seiner Meinung nach vorangehen. Wir stehen auf dem Standpunkt, daß die Einsparungen an den allernotwendigsten Lebensbedürfnissen falsche Einsparungen sind, und wenn man solche machen möchte, um neue Steuern zu vermeiden, so geht man einen falschen Weg.

Aus diesen Gründen beantrage ich Ihnen namens unserer Fraktion, die untersten Kategorien bis zu 4000 Fr. frei zu lassen und bei den oberen ein Maß anzusetzen, das noch einigermaßen erträglich ist und das andere Kreise verpflichtet, wirklich solidarisch mitzuhelfen, daß wir aus der Krise herauskommen.

Rossi: Non è senza titubanza, ma nemmeno senza matura riflessione, o egregi colleghi, che mi sono azzardato, ultimo in mezzo a voi per età, senno ed esperienza, a presentare una proposta che, nel sistema e nei risultati, si discosta sensibilmente da quella dell'alto Consiglio federale. Onde vi prego di considerare il mio agire non come il segno di una eccessiva presunzione, ma come l'espressione di un profondo e radicato senso di giustizia. «Amor mi mosse, che mi fa parlare», dirò con Dante, poeta immortale e mas-

simo della italica cultura, l'amore per la giustizia e per la nostra gente.

Siamo chiamati a prendere una misura diretta a fronteggiare le dolorose conseguenze di una crisi che ha sconvolto le basi economiche — e, per riflesso, quelle politiche — di tutto il mondo e che mette a dura prova anche le pur solide costruzioni della nostra patria. E l'alto Consiglio federale, presso cui è alacre il sentimento della responsabilità e la passione del dovere, ci propone di accogliere una riduzione degli stipendi dei funzionari federali nella misura del 10 % la quale determinerebbe un'economia di 33 e 1/2 milioni di franchi.

La situazione è grave. Il bilancio dello Stato nel 1931 si è chiuso con un lievissimo avanzo, quello delle ferrovie federali con un disavanzo di 10 milioni. Le previsioni per il 1932 sono poco rosee: 50 milioni di deficit per la Confederazione, 45 per le ferrovie federali. Per il futuro, perdurando la crisi, le prospettive sono ancora peggiori. L'aiuto all'industria, all'agricoltura, al commercio, i provvedimenti per la disoccupazione assorbiranno altre somme cospicue. Da qui la necessità di parare ai rimedi per mantenere solide le nostre basi finanziarie e per conservare al franco svizzero la forza attuale: economie da una parte, nuove imposte dall'altra parte.

Prima importante economia: la riduzione dei salari. Ho votato l'entrata in materia perchè sono convinto che una riduzione equa degli stipendi dei funzionari federali è una necessità non solo, ma trova giustificazione nei fatti e costituisce un atto di giustizia nei confronti degli altri ceti, delle altre classi della popolazione. Il costo della vita è notevolmente diminuito negli ultimi anni ed ha messo in una situazione di privilegio coloro che si trovano al beneficio di stipendi calcolati in base ai prezzi del 1927. Ma il privilegio non è così sensibile come si vorrebbe far credere. Gli indici dei prezzi, le statistiche sono ottime cose, ma contengono un difetto, un peccato originale: quello di giustificare le più disparate conclusioni, di consentire i più divergenti giudizi a seconda del punto di vista dal quale uno si diparte e delle deduzioni alle quali vuole arrivare.

Quando si afferma che il salario reale del personale federale segna un aumento del 12—13 % su quello del 1927 e che in conseguenza una riduzione dello stesso nella misura del 10 % è giustificata e lascia ancora un margine del 2—3 %, non si afferma una verità assiomatica, inoppugnabile, perchè gli indici dei prezzi, sui quali ci basiamo, riguardano solo il 70 % delle spese di una famiglia — e ancora con relativa approssimazione — e trascurano il rimanente 30 % che, a detta dei competenti, non ha subito ribassi. Per cui il costo della vita, nella migliore delle ipotesi, sarebbe diminuito, in rapporto al 1927, solo dell'8,75 %. Ne consegue che una riduzione degli stipendi nella misura del 10 % è senza dubbio eccessiva. Ma se non lo fosse, si porrebbe immediatamente un'altra questione: nel piano generale della sistemazione finanziaria è giusto, equo, umano che, prima di escogitare e decidere altre economie, si prenda la mano con la massima gravità sulla classe dei funzionari federali? Io non lo penso. Nel 1927 abbiamo creato una posizione decorosa al personale della Confederazione, vantaggiosa per lo stesso, ma altrettanto vantaggiosa per lo Stato che ha ottenuto la completa, devota, assidua ed intelligente cooperazione dei suoi

impiegati. Quando osservo e considero il lavoro prestato dai nostri funzionari ed impiegati federali, il funzionamento perfetto dei nostri pubblici servizi e lo paragono a quello di altri impiegati e di altri Stati, mi sento pervaso da un certo senso di orgoglio nazionale e misuro anche la infondatezza e l'ingiustizia palese dei confronti allestiti tra gli stipendi percepiti in Svizzera e quelli percepiti negli altri Stati vicini, dove, tra altro, il costo della vita è di parecchio inferiore al nostro.

Lo statuto del personale federale del 1927 è una conquista, un progresso sociale e i principi che lo informano non debbono essere intaccati se non quale extrema ratio. Il livello sociale cui è giunto il ceto operaio ed impiegatizio non deve assolutamente essere abbassato, fino a quando non avremo un peggioramento equivalente delle condizioni generali delle altre classi, fin tanto che non avremo posto mano a tutte le economie possibili.

Così penso che non sia ancora giunto il momento — e auguriamoci che non venga — in cui gli stipendi del personale federale debbano essere uniformemente ridotti del 10 %. Così penso che non sia lecito colpire in prima linea, e con tutto il rigore, gli stipendiati della Confederazione senza che siano stati fatti tutti gli sforzi per sgravare il nostro bilancio laddove è possibile.

Nelle spese militari innanzitutto. Credo di essere un buon patriota e uomo d'ordine e sono pertanto fautore della difesa nazionale; ma reputo, anzi sono profondamente convinto, che si spenda eccessivamente per il nostro esercito. 99 milioni nel 1931, senza contare i crediti straordinari che vengono votati quasi ogni anno in misura non indifferente. E dire che nel 1925, se non erro, è stata presa qui una risoluzione nel senso che le spese militari non dovessero sorpassare gli 80 milioni. E dire che abbiamo una commissione per le economie militari la quale, però, non ci ha apportato finora nulla di nuovo. È fatale: se affidiamo ai colonnelli — persone rispettabilissime — il compito di ridurre gli armamenti, vi diranno che ciò non è possibile senza pregiudicare l'efficienza della nostra difesa nazionale; alla stessa stregua il chirurgo vi risponderà che l'ammalato a lui affidato deve essere sottoposto ad operazione e l'avvocato che la vertenza commessa al suo esame deve passare attraverso i tribunali.

L'efficienza dell'armata: grande parola che dovrebbe distruggere ogni critica, ma che purtroppo non mi convince, criterio vago, insufficiente e relativo perchè, a seconda delle opinioni, noi possiamo ritenere di avere un'armata efficiente con 50 milioni di spese ed un'armata insufficiente con 200 milioni di spese. Forse che tutti gli eserciti entrati in lizza nella giostra mostruosa e sanguinosa del 1914 erano efficienti? No, di certo. Forse che l'efficienza di oggi — a seguito di nuove scoperte, di nuovi metodi — sarà sicuramente l'efficienza di domani? Neppure. Ed allora? Allora vi è un unico criterio, un solo termine di paragone: la proporzione tra le spese generali del paese e quelle per l'esercito. Questa proporzione è tale da noi da consentire le critiche anche di coloro che non sono reazionari.

Bisogna ridurre il nostro bilancio militare: è un imperativo che si impone. Ridurlo non nella misura irrisoria di 6 o 7 milioni, ma di 20—30 milioni. Quando penso che in momenti tristi come gli attuali ci si

propongono spese ingenti per l'acquisto di maschere contro i gas, per la creazione di piazze di tiro; quando leggo nel «Bund» di questi giorni intere colonne consacrate a manovre di vasta mole — e la crisi imperversa, ci dilania, ci rovina — io mi domando se non sia lecito affermare che ciò costituisce una provocazione — dico la grave parola — e mi domando pure se non sia doveroso limitare queste parate e questi costosi fuochi d'artificio prima di razionare il pane sul desco della nostra gente.

E anche in altri campi le economie sono possibili: nel ramo delle sovvenzioni possono essere apportate sensibili falcidie, da parte del Consiglio federale e da parte delle Camere se sarà necessario modificare o sospendere l'effetto di talune leggi. Con crescendo rossiniano sono salite le sovvenzioni da 22 milioni nel 1913 a 156 milioni nel 1931. Dobbiamo avere il coraggio di correggere gli errori, se errori furono commessi, di compiere dei sacrifici se questi sono necessari.

E se tutte le misure di economia e la creazione di nuovi possibili cespiti di entrata non basteranno, allora vedremo se sarà il caso di imporre al personale federale un sacrificio di 33½ milioni od anche di più.

Per il momento questa misura non si giustifica, tanto meno ancora dal momento che la Società delle banche svizzere constata con soddisfazione, nel suo recente rapporto, una ripresa dei prezzi all'ingrosso, ripresa che influirà necessariamente anche sui prezzi al minuto. E a chi afferma, a giustificare il provvedimento della riduzione del 10 %, che le altre classi della popolazione hanno subito una diminuzione delle loro entrate superiore ancora al 10 %, risponderò — se così è vero — che queste classi hanno conosciuto periodi di prosperità, di guadagno, con possibilità di risparmio, completamente sconosciuti alla classe del personale federale.

La proposta che ho avuto l'onore di presentare si distingue sotto due aspetti dal progetto federale: 1° per i risultati finanziari ai quali conduce; 2° perchè consacra il principio delle riduzioni scalari.

Prima di illustrare la mia proposta mi permetterò* di rispondere brevemente all'egregio relatore della commissione on. Clottu, il quale ha detto che con la mia proposta veniamo ad introdurre nello statuto dei funzionari dei principi nuovi i quali non figurano nella legge del 1927. Orbene, io dico e domando all'egregio nostro relatore se nella legge del 1927 era inserito il principio che noi oggi dovessimo ridurre i salari del 10 %? No di certo. Ed allora alle misure di eccezione che ci si propongono noi opponiamo delle proposte di eccezione. Le legislazioni degli altri Stati hanno fatto la stessa cosa, hanno seguito la medesima via. Forse che in Germania, in Austria, dove le riduzioni sono pure avvenute secondo il sistema scalare, il principio dei difalchi progressivi era stato consacrato nella legge? No. Il relatore ha detto inoltre che la proposta di assicurare un minimo di esistenza nella misura di 3000 fr. non ha nessun valore pratico. Qui devo attenermi alle statistiche che vengono tanto facilmente e volentieri invocate. Secondo i dati che mi sono stati consegnati ieri dall'ufficio federale, gli stipendi sino a 3000 fr. percepiti dagli impiegati costituiscono una somma di 15 milioni. In conseguenza, pur calcolando per tutto il massimo di 3000 fr., 5000 persone verrebbero ad usufruire dell'esenzione.

Ma se questa mia proposta di esonero di un minimo di esistenza non ha alcuna importanza pratica, come si afferma da parte della maggioranza della commissione, perchè allora combatterla, invece di accettarla? Ho risposto così al relatore della commissione e passo oltre. Secondo il progetto federale le economie previste attraverso la riduzione del 10 % sommano a 33½ milioni di franchi. Le proposte della maggioranza commissionale attenuano gli effetti del progetto federale riducendo l'economia a 29½ milioni. Secondo la mia proposta la riduzione totale degli stipendi comporterebbe in cifra tonda fr. 22 milioni, dalla quale somma devono essere ancora dedotti le allocazioni famigliari (circa 1 milione) per cui si ottiene un'economia complessiva di 21 milioni di franchi approssimativamente. La cifra è già rispettabile ed il sacrificio che si impone al personale federale è molto cospicuo e più che sufficiente almeno per il momento. Il principio della riduzione scalare — già sancito del resto dalla legislazione dell'Italia, della Germania e dell'Austria e previsto per il Cantone di Ginevra — è a mio giudizio logico ed equo. Ammesso che il salario non deve essere solo il prezzo o corrispettivo della merce lavoro, ma deve assolvere una funzione sociale, è naturale che in tempo di crisi debba accentuarsi questo secondo lato nel senso che nella decurtazione dei salari siano risparmiate quelle persone che ricevono appena quanto basta per vivere modestamente. Per contro devono essere chiamati a contribuire maggiormente coloro che attraverso una riduzione non dovranno sacrificare un pezzo del pane quotidiano, ma solo qualche comodo, qualche lusso, una parte delle spese voluttuarie. È il principio della solidarietà cristiana applicato sul terreno sociale.

Una riduzione uniforme dei salari, del 10 o del 7 %, può trovare una giustificazione nella teoria, nella pratica si avvera essere ingiusta, perchè noi dobbiamo considerare che coloro i quali oggi percepiscono degli stipendi di 3000, 4000, 5000 fr. hanno appena quanto basta per vivere. Imporre a costoro una riduzione del 10 % sull'intero onorario significherebbe togliere loro qualche cosa di indispensabile per la vita quotidiana. In queste circostanze e secondo queste considerazioni è giusto che coloro che stanno più in alto nella scala dei salari debbano venire in aiuto di coloro che stanno in basso.

Ammesso il principio dei difalchi progressivi, le soluzioni possono essere multiformi. Colla mia proposta ho cercato di non dimenticare lo scopo del progetto federale — che è quello di realizzare delle economie — e ne ho mitigato la portata nel tentativo di conciliare gli interessi dello Stato con quelli dei suoi dipendenti stipendiati e di ripartire equamente tra questi ultimi l'onere della riduzione.

L'esonero totale degli stipendi fino a 3000 fr. non è molto, ma rappresenta sempre un miglioramento sul progetto federale; andando oltre i 3000 fr. (15 milioni di stipendi) le economie, già ridotte secondo la mia proposta da 33½ milioni a 21 milioni, subirebbero una contrazione troppo forte.

Il torto del progetto subordinato del partito socialista (3 % da 4000 a 5000 fr. e 5 % oltre i 5000 fr.) è quello di ridurre pressochè a niente l'importo complessivo delle economie, assumendo una posizione estrema, agli antipodi di quella del Consiglio federale, e quindi, come questa censurabile, sia pure per opposte

ragioni. Per un simile risultato non varrebbe la pena di perdere il nostro tempo.

La proposta del gruppo liberale-radical ha una portata finanziaria quasi eguale a quella della proposta che io ho avuto l'onore di presentare: 23½ milioni di riduzioni contro 21, ma la stessa non prevede nessun esonero e colpisce in modo uniforme tutti gli stipendi nella misura del 7 %, aggravando la posizione di coloro che sono poco retribuiti.

Infatti, mentre che con la mia proposta gli stipendi fino a 5000 fr. subiscono una riduzione complessiva di 6,600.000 fr., secondo la proposta del gruppo liberale-radical, questa riduzione, sempre per gli stipendi fino a 5000 fr., importerebbe 10,300.000 fr. con una differenza di 3,700.000 fr. a carico delle classi più umili.

In aggiunta alla mia proposta di riduzione scalare ho mantenuto il principio delle allocazioni di famiglia, accolto dalla maggioranza della commissione, nel senso che sia assegnato un supplemento di 30 fr. annui per figlio, alle persone aventi più di due figli sotto ai 18 anni. È poca cosa, ma costituisce sempre un importo globale di 1,200.000 fr. In altri Stati, si può dire in quasi tutti gli Stati che ci circondano, si è fatto molto di più per la protezione della famiglia sul terreno sociale-economico. Ritornate che saranno le condizioni normali di esistenza, questo problema dovrà essere riesaminato a fondo. Allora vedremo se quest'assemblea condividerà l'opinione espressa in forma privata da un nostro collega: « Der Bund bezahlt nicht die Nacharbeit. » La patria non vive di preconcetti e di teorie sorpassate ormai da un decennio per l'incalzare della realtà e degli eventi nuovi, la patria vive per i suoi figli e per l'opera dei suoi figli. Più numerosi sono questi, più forte e più grande è la patria. Onde la figliazione, la paternità non è fattore trascurabile nella vita di un popolo e tanto meno può formare oggetto di un umorismo molto discutibile: essa è invece titolo di nobile distinzione e di meriti verso la patria.

Ho terminato, egregi colleghi. Ho assolto un dovere di coscienza, il mio dovere. L'on. Pilet-Golaz stamane ha ammonito i presenti a voler compiere il loro dovere. Io non credo che il monito fosse specialmente diretto alla mia persona e a coloro che hanno firmato la mia proposta. Tuttavia, formulando questa proposta, ho la profonda convinzione di aver compiuto con rettitudine il mio dovere verso la patria e sento fermamente di non poter essere annoverato fra coloro che un giornale ha definito « les spéculateurs à la baisse qui pensent ménager leur clientèle politique en faisant les généreux aux frais de la communauté ».

Ho seguito ieri con profonda attenzione il discorso del collega Marbach apprezzandone la serenità senza condividerne le idee e le costruzioni sofistiche. Ma ad un suo pensiero credo di poter sottoscrivere senza alcuna riserva: noi dobbiamo evitare, per quanto sia possibile, « die soziale Spannung », di creare una tensione pernicioso tra le diverse classi del nostro popolo. Ritengo che una soluzione intermedia, quale è affacciata nella mia proposta, possa scongiurare questo pericolo. Dobbiamo mantenere l'unità nazionale, costasse anche una diecina di milioni. E l'unità nazionale non consiste solo nell'unità del territorio, nell'identità delle leggi che ci governano, nella comunione della storia, nella corrispondenza delle aspirazioni, ma risiede specialmente nella fusione e

nell'armonia di tutti gli spiriti. Abbiamo vissuto parecchi anni in un'atmosfera di tranquillità e di pace feconda, sforziamoci di mantenere quest'atmosfera per superare più facilmente le difficoltà dell'attuale duro momento poichè, secondo la sapienza romana confermata dai secoli, « concordia parvae res crescunt, discordia maximae dilabuntur ».

Oeri: Ich muß Ihnen eine persönliche Erklärung abgeben. Herr Kollege Killer hat mir den Ausdruck unterlegt, ich hätte gesagt, es handle sich um eine « Lumperei »; wenn man an dem Gesetz die und die Abschwächung anbringe, so bleibe nur noch eine Lumperei übrig. Ich habe diesen Ausdruck « Lumperei » gebraucht, aber nicht in meinem Sinne, sondern ich habe — ich lese das Stenogramm vor — ganz deutlich gesagt, daß « dann die Gegner der Vorlage die ersten sein werden, die sagen: Jetzt ist es doch eine reine Lumperei geworden; um dieser Lappalie willen rüttelt man nicht am Besoldungsgesetz ». Also nicht als meine Meinung, sondern als Meinung der Gegner habe ich das bezeichnet. Ich muß mir ausdrücklich verbitten, daß ich das Gesetz als Lappalie in meinem Sinne und als Lumperei bezeichnet hätte. Es ist mir hier ähnlich gegangen wie dem Mann, dem nachgewiesen wurde, daß die Bibel für den Atheismus sei. Es wurde ihm gesagt, in der Bibel stehe: « Es ist kein Gott. » Aber in der Bibel steht eben: « Der Narr spricht in seinem Herzen: Es ist kein Gott. » Nicht ich, sondern die Gegner werden nachträglich sagen, es sei eine Lumperei. Herr Stadtammann Killer hat sich unterdessen aus meinem Stenogramm überzeugen können, daß es so ist, wie ich gesagt habe. Ich hoffe, damit sei die Sache bereinigt.

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Nachmittagssitzung vom 26. September 1932.
Séance de relevée du 26 septembre 1932.

Vorsitz — Présidence: Hr. Abt.

2874. Taggelder und Reiseentschädigungen des Nationalrats und der Kommissionen der eidg. Räte. Bundesgesetz. Abänderung des Art. 1.

Indemnités de présence et de déplacement des membres du Conseil national et des commissions de l'Assemblée fédérale. Loi.

Revision de l'art. 1^{er}.

Vorlage der Finanzkommission vom 22. September 1932.
Projet de la commission des finances du 22 septembre 1932.

Anträge der Kommission.

Mehrheit:

(Dollfus, ab Yberg, Fazan, Schüpbach, Tschudy, Wunderli.)

Eintreten.

Minderheit:

(Huber, Rosselet, Schmid-Oberentfelden, Walter-Olten.)

Nichteintreten.

Propositions de la commission.

Majorité:

(Dollfus, ab Yberg, Fazan, Schüpbach, Tschudi, Wunderli.)

Passer à la discussion des articles.

Minorité:

(Huber, Rosselet, Schmid-Oberentfelden, Walter-Olten.)

Ne pas passer à la discussion des articles.

M. Fazan, rapporteur de la majorité: Au cours de la session de juin, notre collègue, M. le Conseiller national Meili a déposé une motion de la teneur suivante:

« Le Conseil fédéral est invité à déposer à bref délai un projet de loi réduisant le chiffre des indemnités de présence des membres du Conseil national et des commissions de l'Assemblée fédérale qui est fixé à l'art. 1^{er} de la loi du 6 octobre 1929 ».

Dans sa séance du 21 septembre écoulé, après développement de cette motion et sur proposition de son président, le Conseil national a renvoyé la question à l'examen de la commission des finances en lui demandant des propositions. M. le Conseiller national Meili déclara accepter cette procédure.

La commission des finances a tout d'abord examiné la légalité et la constitutionnalité de la dite procédure et a constaté que rien ne s'y opposait et qu'il était parfaitement logique que le Conseil national,

Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1932
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2833
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	22.09.1932
Date	
Data	
Seite	633-655
Page	
Pagina	
Ref. No	20 031 275

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Bundesrat Häberlin: Ihr Herr Präsident fragt mich, welche Stellung ich einnehme zum Antrag des Herrn Gadiant. Ich muß folgendes sagen:

Wir sind außerordentlich froh, wenn für den Fall, daß wir die Vorlage rechtzeitig zustande bringen, von den beiden Räten bereits eine Kommission bestellt ist, welche die Vorlage noch vor dem Dezember behandeln kann. Wenn ich also den Gedanken des Herrn Vorredners formulieren darf, so wäre es uns sehr angenehm, wenn Sie auf alle Fälle eine Kommission für das angekündigte Traktandum bestellen wollten. Wir können freilich nicht eine absolut sichere Erklärung abgeben darüber, daß die Vorlage rechtzeitig da ist. Es ist aber auch schon in andern Fällen geschehen, daß wir Sie schriftlich um die Bestellung einer Kommission gebeten haben mit dem Beifügen: Wir haben die Vorlage erst in Behandlung.

Präsident: Wir nehmen Kenntnis vom Vorschlage des Herrn Bundesrats Häberlin; wir werden deshalb vorsorglich eine Kommission bestellen.

Zustimmung. — *Adhésion.*

Sechster Abschnitt.

Inkrafttreten und Geltungsdauer.

Art. 52.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluß des Ständerats.

Chapitre sixième.

Entrée en vigueur et durée d'application.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

M. de Muralt, rapporteur: Je n'ai pas besoin de commenter davantage le 1^{er} alinéa de l'art. 52 qui soustrait l'arrêté au referendum. C'était nécessaire, vu l'urgence incontestable des mesures prévues.

En ce qui concerne le second alinéa de cet article, le texte français aurait dû être imprimé autrement dans les propositions qui vous ont été distribuées. En effet, la commission a décidé à Wengen de remplacer la phrase « Le présent arrêté cessera de sortir ces effets le 31 décembre 1926 » par le texte suivant: « L'application du présent arrêté ne pourra plus être demandée à partir du 31 décembre 1936. »

Pourquoi? Pour la raison que tout à l'heure a donnée M. le rapporteur de langue allemande, c'est que la prorogation d'échéance des emprunts peut aller jusqu'à la fin de l'année 1940.

Il n'est donc pas exact de dire que cet arrêté sortira ses effets seulement jusqu'au 31 décembre 1936.

Il y a contradiction entre ce texte et celui de l'art. 7 qui prévoit précisément la prorogation de l'échéance de remboursement des capitaux jusqu'en 1940. Nous vous proposons donc l'adoption du texte français suivant:

« L'application du présent arrêté ne pourra plus être demandée à partir du 31 décembre 1936. »

Angenommen. — *Adoptés.*

Gesamtabstimmung. — *Vote sur l'ensemble.*

Für Annahme des Beschlußentwurfes 94 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat.
Au Conseil des Etats.

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Fortsetzung. — *Suite.*

Siehe Seite 633 hievor. — Voir page 633 ci-devant.

Artikelweise Beratung. — *Discussion des articles.*

Art. 1.

(Fortsetzung — *Suite*)

Frank: Ich habe letzten Donnerstag das Wort verlangt zu Art. 1 der Vorlage und speziell zum Votum des deutschen Referenten der ehemaligen Kommissionsmehrheit. Inzwischen hat die Vorlage Wandlungen durchgemacht, die mich veranlassen, mich möglichst kurz zu fassen.

Herr Reichling hat ausgeführt, daß der Antrag der sozialdemokratischen Fraktion nicht angängig sei, und namentlich deshalb nicht, weil hier verlangt wird, daß Löhne bis zu 4000 Fr. vom Abzug nicht betroffen werden sollen. Er hat erklärt, das gehe zu weit, denn hier handle es sich ja in der Mehrzahl um ledige Angestellte und Arbeiter, die sehr wohl mit diesen Löhnen auskommen könnten. Diese Auffassung ist falsch und irreführend, und zwar deshalb, weil wir Tausende von Familienvätern haben, die kein Einkommen von über 3000 Fr. beziehen und doch Familienlasten tragen müssen.

Auf Seite 14 der Botschaft finden Sie eine Aufstellung, wonach in den Besoldungsklassen 25 und 26 über 8000 Dienstpflichtige eingereiht sind. Die Klasse 25 hat ein Höchstgehalt von 4200 Fr. in städtischen Verhältnissen und Industrieorten und ein Höchstgehalt von 4080 Fr. in ländlichen Verhältnissen. Die letzte Besoldungsklasse, die 26., hat Höchstgehälter von 3900 Fr. bzw. 3780 Fr. in ländlichen Verhältnissen. Hier sind eingereiht die Arbeiterkategorien Bahnarbeiter, Güterarbeiter, Fahrdienstarbeiter, Wagenreiniger der S. B. B., in Klasse 25 die Wärterkategorien und einige untere Chargen der Postverwaltung. Um 3900 Fr. zu erreichen, braucht es volle 15 Dienstjahre; der Betreffende steht also im Alter von 30 bis 40 Jahren. Hier finden wir wohl die meisten Familienväter. Es ist ja immer die alte

Geschichte: je kleiner das Einkommen, desto größer die Kinderzahl; je größer das Einkommen, desto kleiner die Kinderschar. Das gilt für die Herrenbauern, es gilt aber auch für die oberen Beamten. Die ledigen Arbeiter, von denen Herr Reichling gesprochen hat, finden wir in der Hauptsache unter 3000 Fr. Einkommen; und auch für diese ist der Abbau unerträglich. Herr Nietlisbach hat letzte Woche erklärt, der Abbau nach Vorlage des Bundesrats um 10 % bringe keine Verelendung der Massen mit sich. Herr Nietlisbach hat sich inzwischen bekehrt: Er hat ja den Antrag der katholisch-konservativen Fraktion unterschrieben, wonach unter 3000 Fr. kein Abzug erfolgen darf.

Nun die Auswirkungen der Vorlage als solche. Nehmen wir ein Einkommen von 3900 Fr. als Höchstgehalt der Besoldungsklasse 26, so finden wir, daß nach Abzug der 10 % und der Zwangsauslagen für Versicherung und Krankenkasse dem Betreffenden noch ein Monatsverdienst von 274 Fr. 50 bleibt. Davon gehen in Städten und Industrieorten doch über ein Drittel für Miete ab; diese Leute haben Mietzinse genau wie die andern Einwohner zu entrichten, 1200 bis 1400 Fr. Bei einem Einkommen von 3000 Fr. — ich möchte hier vorausschicken, daß es sich nicht um Anfänger handelt, sondern um Leute, die mindestens 6 bis 7 Jahre im Bundesdienste standen — bleibt nach der Vorlage des Bundesrats und nach Abzug der Zwangsauslagen für Versicherung und Pensionskasse noch ein Monatseinkommen von 211 Fr. 50. Ein Familienvater wird mit 211 Fr. 50 kaum noch bestehen können. Bei einem Jahreseinkommen von 2700 Fr. — hier finden wir die Anfänger in der untersten Besoldungsklasse, die ja mit dem Minimum beginnen müssen — ergibt sich nach dem Abzug der 10 % des Bundesrats ein Monatseinkommen von 191 Fr. 50 oder ein Taglohn von 6 Fr. 50. Nun kommt noch das große Arbeiterheer der Saisonarbeiter, der Beamtenanwärter, der provisorischen Angestellten, die nicht dem Besoldungsgesetz unterstehen und selbstverständlich schlechter bezahlt sind als die, die im Gesetze eingereiht sind. Nach dem Antrag des Bundesrats würden diese Leute noch einen Monatslohn von 185 Fr. 50 oder einen Taglohn von 6 Fr. 02 erhalten. Hier ist inbegriffen der Abzug für die Sparsparanlagen, da diese Leute 5 % ihres Lohnes als Sparsparanlage in die Pensionskasse leisten müssen.

Nun zum weiteren Antrag des Bundesrats auf 15 %, der ja glücklicherweise verschwunden ist. Es muß doch darauf aufmerksam gemacht werden, wie sich die Ausführung gestalten würde, wenn dieser menschenfreundliche Antrag Gnade gefunden hätte. Einkommen von 3900 Fr. ergeben unter gleichen Voraussetzungen wie oben angeführt, ein Monatsgehalt von 260 Fr. oder einen Taglohn von 8 Fr. 50; bei 3000 Fr. bliebe noch ein Monatslohn von 199 Fr. 50 oder ein Taglohn von 6 Fr. 75, bei 2700 Fr. ein Monatseinkommen von 179 Fr. 50 oder ein Taglohn von 5 Fr. 50, bei 2600 Fr. Einkommen, also als Einkommen der Nichtangestellten und Arbeiter und der Aspiranten, ein Monatslohn von 175 Fr. 50 oder ein Taglohn von 5 Fr. Das sind nun Krisenlöhne in des Wortes schlimmster Bedeutung, und Sie werden es verstehen, daß das gesamte Personal sich wie ein Mann erhoben hat, als die Vorlage bekannt wurde; und zwar nicht nur das Personal des Bundes, sondern auch die Privatarbeiter. Denn solche Löhne bedeuten Ver-

elendung der Lebenshaltung der untern Schichten und eine Verschlechterung des gesamten Lohnniveaus, für die Arbeiter des Staates und der Privatindustrie. Deshalb unser entschiedener Widerstand. Es ist ausgeschlossen, daß sogar die ledigen Arbeiter mit einem Taglohn, wie ihn der Bundesrat vorgesehen hatte, auskommen könnten. Hier in Bern zahlt man immer noch für das Uebernachten in einem ganz gewöhnlichen Gasthof ohne Frühstück und Nachtessen 4 bis 5 Fr. Dem Bundespersonal mutet man aber zu, mit einem Taglohn von 5 bis 6 Fr. auszukommen. Das ist einfach unmöglich.

Wir haben ja gesehen, daß die Vorlage inzwischen Wandlungen durchgemacht hat und daß aus dem Kuhhandel heraus wahrscheinlich ein Antrag auf 7½ oder 8 % kommen wird. Aber auch dieser reduzierte Ansatz ist für die untern Schichten einfach nicht annehmbar. Eine Senkung des Lohnes um 8 % würde bei 3000 Fr. Einkommen ein Monatsbetreffnis von 210 Fr. 05 oder einen Taglohn von 7 Fr. bedeuten, bei 2700 Fr. einen Monatslohn von 192 Fr. 50 oder einen Taglohn von 6 Fr. 12. Die letzte Kategorie mit 2600 Fr. Einkommen hat dann noch einen Taglohn von 6 Fr., also eine Verbesserung von 1 bis 1 Fr. 50 gegenüber den Anträgen des Bundesrats. Das ist ebenfalls nicht annehmbar. Darum haben wir verlangt, daß Einkommen bis 4000 Fr. vom Abzug verschont bleiben sollen. Ich möchte nur noch verweisen auf eine Stimme in einem bürgerlichen Blatt: «Die ganze Abbauvorlage ist unter dem Druck der Arbeitgeberverbände geboren worden. Wer in den verflossenen Monaten die Presse verfolgt hat, weiß, daß der Kampf sich um viel mehr dreht als nur um die Einsparung für den Bund.» Das ist durchaus richtig. Es geht um die Herabsetzung der Löhne, um die Verelendung der Massen, und deshalb setzen wir uns zur Wehre. Die sozialdemokratische Fraktion steht nach wie vor auf dem Boden der grundsätzlichen Bekämpfung des Lohnabbaues überhaupt. Der Eventualantrag, den wir eingebracht haben, ändert an dieser Tatsache nichts.

Schüpbach: Nachdem Eintreten beschlossen worden ist, erübrigen sich weitere Erörterungen über die grundsätzliche Frage des Lohnabbaues. Immerhin lege ich Wert darauf, Ihnen in Uebereinstimmung mit der Fraktion, der ich angehöre, noch folgendes zur Kenntnis zu bringen:

Unsere Fraktion ist der Meinung, daß die finanzielle Lage des Bundes und der Bundesbahnen eine energische Gesundungsaktion gebieterisch erfordert. Auch eine vorübergehende Reduktion der Besoldungen ist dabei eine harte Notwendigkeit. Dabei müssen wir aber kategorisch verlangen, daß diese Einsparungen nur einen Teil des Sanierungsprogrammes bilden, und um das auch äußerlich zum Ausdruck zu bringen, möchten wir Ihnen beantragen, dem Antrag, den die Kommission als Postulat gestellt hat, im Titel einen etwas imperativen Charakter dadurch zu geben, daß man den Antrag als Motion bezeichnet. Er ist es ja auch dem Inhalte nach.

Eine rechtzeitige Remedur im Finanzhaushalt des Bundes und der Bundesbahnen liegt nicht zuletzt im wohlverstandenen Interesse der Beamten selbst. Längeres Zuwarten müßte schmerzhaftere Eingriffe bringen.

Was das Maß des Abbaues anbetrifft, handelt es sich um eine Ermessensfrage. Es ist zu ermessen, was dem Bund und den Bundesbahnen eine angemessene Entlastung bringt, ohne für den Beamten unerträglich zu werden. Nach unserer Meinung gingen die Anträge des Bundesrats zu weit, und auch die Anträge der Kommissionsmehrheit brachten nicht eine genügende Milderung. Es geht weit, die Gehälter in einem Anlauf um mehr als einen Monatsgehalt zu kürzen. Unsere Fraktion glaubte, den Interessen des Bundes und der Beamten gerecht zu werden, wenn sie einen allgemeinen Besoldungsabbau um 7% vorschlug in der Meinung, daß weitere Milderungen auf dem Gebiete der Sozialzulagen dann nicht eintreten. Im Gesetze, das heute noch gilt und das wir revidieren wollen, ist grundsätzlich auf den Leistungslohn abgestellt; aber es sind bei Wahrung dieses Grundsatzes doch der Idee des Soziallohnes Konzessionen gemacht worden dadurch, daß pro Kind eine Zulage von 120 Fr. ausgerichtet wird, und auch dadurch, daß auf Basis der Ortszulagen allen Verheirateten eine besondere Begünstigung in einem Umfang je nach dem Ort von 30 bis 120 Fr. eingeräumt wird.

Die Anträge des Bundesrats, die von niemandem bestritten sind, bewirken einen weiteren Einbruch in den Grundsatz des Leistungslohnes dadurch, daß die Sozialzulagen (Familienzulage und Kinderzulagen) nicht gekürzt werden sollen. Unsere Fraktion war der Auffassung, mit dieser Regelung sollte es sein Bewenden haben. Nun haben wir aber konstatiert, daß in den beiden eidgenössischen Räten stark die Meinung vertreten ist, es sollte in den Zeiten des Besoldungsabbaues eine weitere Schonung der Familie, und speziell der kinderreichen Familie, vorgenommen werden. Da es sich hierbei nicht um eine grundsätzliche Frage handelt, weil schon im Gesetz der Grundsatz durchbrochen ist und durch die Anträge des Bundesrats und der Kommission diese Durchbrechung erweitert wird, glauben wir, daß es möglich sein sollte, diesen wesentlichen Differenzpunkt zu beseitigen. In der Absicht, diesen Punkt nach Möglichkeit nicht mehr im Streit liegen zu lassen, haben wir uns entschlossen, auf dieser Position gegenüber unserer bisherigen Haltung ein Entgegenkommen zu zeigen, in der Meinung, daß anderseits für den Umfang der Reduktion unserer Auffassung in der Hauptsache zugestimmt wird. Wir modifizieren deshalb den von der radikaldemokratischen Gruppe eingereichten Antrag in folgender Weise: Wir proponieren eine Reduktion von 7½% und gleichzeitig Ausrichtung von Kinderzulagen von 30 Fr. vom dritten Kinde hinweg. Finanzielle Konsequenzen: nach unserem ersten Antrage würden die Einsparungen 23,5 Millionen betragen haben; nach dem modifizierten Beschluß würden sie sich auf 23,95 Millionen Franken belaufen. Das ist der Antrag, den wir Ihnen an Stelle unseres früheren Antrages unterbreiten.

Nun zur Frage der Dauer der provisorischen Regelung. Der Blick in die Zukunft ist mehr denn je verschleiert. Es gibt zwar Leute, die den heute so viel genannten Silberstreifen am Firmament schon sehen. Aber es gibt sehr viele andere, die mit ernstester Besorgnis in die Zukunft blicken. So scheint es uns gerechtfertigt, daß die provisorische Regelung für nicht zu lange Zeit statuiert wird. Wir können deshalb einem Minderheitsantrag, der in der Kommission

gestellt wurde, zustimmen und die provisorische Regelung auf die Zeit vom 1. Juli 1933 bis zum 31. Dezember 1934 beschränken.

Noch ein Wort zu den Anträgen über eine Degression in den Besoldungen nach unten. Unsere Fraktion steht in dieser Beziehung auf dem Boden des Bundesrates und kann sich darauf beschränken, zu erklären, daß sie die Ausführungen in der Botschaft auf Seite 37, Ziff. 4, teilt. Ich bitte Sie, unserem Antrage zuzustimmen.

Meyer-Luzern: Wir haben in der Eintretensdebatte und seither von den Herren Bundesräten Musy und Pilet Darlegungen gehört, die die Lage der Finanzen des Bundes und der Bundesbahnen als höchst bedenklich erscheinen lassen. Dem Eindruck dieser Zahlen hat sich offenbar im Rat niemand entziehen können, und es ist anzunehmen, daß die Zahlen auch im Volk ihre Wirkung äußern werden. Ich glaube, man darf erwarten, daß auch im Personal grundsätzlich der Gedanke nicht von der Hand gewiesen wird, daß ein gewisser Abbau der Saläre infolge der Macht der Verhältnisse, der elementaren Gewalt der Krisis, zur unerläßlichen Notwendigkeit geworden ist. Ich zweifle auch nicht daran, daß das Personal eine gewisse Opferwilligkeit und Solidarität mit dem Volksganzen in diesen ernstesten Zeiten als unabwendbare Pflicht ansieht.

Damit wird die ganze Frage zu einer Frage des Maßes des Abbaues. Wieviel ist abzubauen? Bei Ermessensfragen sind die Faktoren abzuschätzen, aus denen sich schließlich ein gerechtes und billiges Urteil herleiten läßt. Was haben wir hier für Faktoren? In erster Linie den Stand der Lebenskosten, den Index, dann den Stand der Bundesfinanzen und den Stand der Bundesbahnen, in dritter Linie die Möglichkeiten, den Defiziten zu begegnen, und endlich die Tragfähigkeit des Personals in bezug auf den Abbau. Die Faktoren, Stand der Finanzen von Bund und Bundesbahnen und Möglichkeiten zur Deckung und Einsparung, können wir nicht beurteilen, es fehlen uns hier die positiven Unterlagen, die wir in Form eines allgemeinen Finanzprogrammes gefordert haben. Wir können nicht nachgehen, wo etwa Einsparungen möglich sind. Wir können aber auch nicht sagen, welche weiteren Einnahmen zur Verfügung stehen. Es bleibt daher unser Urteil über das Maß des Abbaues beschränkt auf zwei Faktoren, auf der einen Seite die Krisis, die schlechte Lage der Finanzen und auf der andern Seite die Tragbarkeit beim Personal.

Die Vorlage eines allgemeinen Finanzplanes ist durch eine Motion gefordert worden, die offensichtlich allgemeine Zustimmung findet. Es bleibt zu hoffen, daß wir im Laufe der nächsten Monate den Finanzplan erhalten. Denn der Abbau beim Personal darf nicht das einzige Ziel bleiben, wir müssen darauf bestehen, daß ein allgemeiner Finanzplan vorgelegt wird; das Gegenteil davon wäre schließlich ein System der Systemlosigkeit.

Und nun der Abbau im Maße. Ich habe mich in bezug auf die Einsparungen und die Erschließung neuer Finanzquellen in der Kommissionssitzung in Zermatt nicht einfach darauf beschränkt, negativ zu sagen: wir lehnen neue Steuern usw. ab. Ich versuchte vielmehr in positiver Art und Weise auf neue Einnahmequellen hinzuweisen, und habe dabei

in erster Linie und hauptsächlich die Heranziehung eines erheblichen Teiles der heute noch gebundenen Einnahmen aus Tabak und Alkohol genannt. Wenn diese Quellen nicht genügen sollten, Heranziehung auf dem Wege von Zoll oder Steuer auf allen Ausgaben für Luxusartikel, auch für Luxusartikel des täglichen Lebens.

Meine Vorschläge haben besonders bei Herrn Nietlispach Opposition gefunden, er hat mich kritisiert. Ich habe nichts gegen eine sachliche Kritik. Aber Herr Nietlispach übte sich in persönlichen Ausfällen. Ich kann es mir ersparen, hier auf diese persönlichen Ausfälle zu antworten, denn Herr Nietlispach hat durch sein ganzes Verhalten in der Besoldungsabbaufrage bewiesen, daß seine Worte nicht allzu ernst zu nehmen sind.

Die Forderung eines Abbaues von 10 % wird damit begründet, es sei der Index entsprechend gefallen. Man argumentiert, der Lebenskostenindex sei um 13 % niedriger, ergo spare der einzelne 13 % seiner Auslagen. Diesen Irrtum müssen wir immer und immer wieder berichtigen. Die Berichtigung kommt aus der Botschaft selbst, denn auf Seite 25 steht zu lesen: « In zweiter Linie wird eine Reihe von weniger wichtigen, aber ebenfalls unvermeidlichen Ausgaben, die etwa einen Viertel aller Ausgaben ausmachen, vom Index nicht erfaßt. »

Wenn mithin drei Viertel aller Ausgaben 13 % ausmachen, und der letzte Viertel ist nicht erfaßt, so ist effektiv der Rückgang beim einzelnen gemessen nur noch $\frac{3}{4}$ von 13 % oder 9,75 %. Mithin wird nach der Vorlage der Botschaft ein Abbau der Löhne von 10 % schon die ganze Einsparung erfassen. Schon im Rate, aber namentlich auch im Volke, werden Index und Lebenskosten leicht wechselt. Man argumentiert, der Index sei um 10 % gefallen. Also auch die Lebenskosten. Auch das ist unrichtig, und ich verweise wiederum auf die Botschaft, wo es heißt: « Die Bewegung der Indexpreise ist nicht gleichbedeutend mit einer ebenso großen Verminderung der tatsächlichen Lebenskosten. » Unser Index ist ein reiner Preisindex, er vergleicht nur Preise und berechnet die Durchschnitte nur aus den Preisen, er berücksichtigt jedoch weder die Quantitäten, noch die Qualitäten, die ein Haushalt von diesem oder jenem Artikel des Preisindex bedarf. Infolgedessen hält es außerordentlich schwer, wenn es überhaupt möglich ist, einen Preisindex auf die effektiven Kosten einer Haushaltung umzurechnen. Es kommt ganz darauf an, ob eine Haushaltung nur von Kartoffeln und Brot lebt oder ob sie ihre Nahrung auch mit Fleisch oder andern Bedarfsartikeln, wie Milch und Käse, durchsetzt. Hiervon hängt es ab, ob eine Familie diese oder jene Ersparnisse verwirklichen kann. Auch für diese Feststellung kann ich den strikten Beweis aus der Botschaft schöpfen. Sie sagt auf Seite 25: « Bei aller Vorsicht, die eine Umrechnung der Indexzahlen in absolute Beträge erheischt, darf aber doch gesagt werden, daß bei qualitativ und quantitativ gleichbleibendem Verbrauch für den Familienhaushalt in einfachen Verhältnissen gegenüber 1927 eine Minderausgabe von ungefähr 300 Fr. spürbar sein sollte. » 300 Fr. sind also dasjenige, was in Franken und Rappen ausgedrückt durch den Stand des Lebenskostenindex verglichen mit 1927 heute eingespart werden kann. Was sind 300 Fr. in Prozenten? Bei einem einfachen Haushalt,

der, sagen wir, 5000 bis 6000 Fr. zu verbrauchen hat, würden 300 Fr. einer Verminderung der Ausgaben um 5—6 % entsprechen. Unsere Fraktion schlägt dem gegenüber einen Abbau von $7\frac{1}{2}$ % vor, als mittlere Linie, als Ausgleich der verschiedenen Einstellungen und Bedürfnisse. Ich persönlich stehe auf dem Boden, daß 7,5 % zuviel sind. Wenn ich ihnen zustimme, so nur im Sinne eines Ausgleiches der Gegensätze und in der Feststellung, daß darin in weitgehendem Maße ein allfälliges Weitersinken des Lebenskostenindex eskomptiert ist und daß auch eine Verschlechterung der Finanzlage von Bund und Bundesbahnen darin bereits ihre Berücksichtigung gefunden habe. Und ferner mit der weiteren Erklärung, daß in diesen 7,5 % dem Personal ein Opfer zugemutet wird, das bis an die oberste Grenze des Tragfähigen geht.

Die Differenzierung der Abbaupunkte lehne ich mit Herrn Kollege Schüpbach ab. Im Jahre 1927 und noch lange nachher hat es eines ungeheuren Kampfes und vieler Arbeit bedurft, um schließlich zu einer Skala zu kommen, mit der sich Personal und Verwaltung einverstanden erklärten. Wenn Sie in den Abbauverhältnissen mit Progression oder Degression vorgehen, so erschüttern Sie die mühsam gewonnene Skala aufs ernsteste. Durch eine Progression oder Degression würde eine derartige Störung des heutigen Gleichgewichtes erfolgen, daß man diesen Versuch nur noch als ein höchst gefährliches Experiment bezeichnen kann. Deshalb sollte meines Erachtens von einer Progression oder Degression grundsätzlich abgesehen werden, auch im Interesse des Personals und der Ruhe unter dem Personal. Vergessen Sie nie, daß jede Grenze, die gezogen wird, immer eine ganze Reihe von Grenzfällen schafft, indem derjenige, der unmittelbar unter der Grenze steht, schließlich ein höheres Salär bezieht als der, der unmittelbar über der gezogenen Grenze eingereicht ist.

Noch ein Wort zum Soziallohn. Dem Gedanken des Soziallohnes ist im Beamtengesetz genügend Rechnung getragen worden. Das gesamte Personal fordert grundsätzlich Leistungslohn, und nicht Soziallohn. Die Ortszulagen berücksichtigen bereits die Familie in vermehrtem Maße gegenüber den Ledigen. Die Kinderzulage im Beamtengesetz beträgt 120 Fr. Wenn sie auf 150 Fr. erhöht wird, dann doch nur deshalb, und so kann ich ihr zustimmen, weil der Abbau von $7\frac{1}{2}$ % bei einer kinderreichen Familie direkt zu einer untragbaren Unmöglichkeit würde. Jedenfalls darf die vermehrte Kinderzulage nur eine vorübergehende Maßnahme sein und bleiben.

Ich komme zum Schluß. Ich richte an den Bundesrat den Appell, auch seinerseits sich frei zu machen, wie wir alle, von einer rein fiskalischen Betrachtungsweise. Wir müssen uns in die Seele des kleinen Mannes hineindenken, wir müssen uns in die täglichen Sorgen und Nöte eines kleinen Haushaltes versetzen. Unser Bundesrat steht an der Spitze eines Heeres von 66,000 Beamten, Angestellten und Arbeitern, das er regieren und führen muß. Man kann nicht nur mit dem Kopfe allein regieren, nicht nur mit dem rechnenden Verstand. Zum überlegenden Kopf gehört auch ein warmes mitempfindendes Herz. Nur wer mit Kopf und Herz regiert, regiert gut.

Walther-Luzern: Mein Herr Vorredner hat sich gegenüber einem Kollegen meiner Gruppe, Herrn Nietlispach, einen persönlichen Angriff erlaubt, den ich für unrichtig und völlig deplaziert halte. Ich beschränke mich darauf, diesen deplazierten, ungerichten Vorwurf zurückzuweisen, enthalte mich aber im Interesse der Sache aller weiteren Bemerkungen, die sich ohne weiteres aufdrängen würden.

Die Mehrheit der Fraktion, die ich zu vertreten habe, ist bereit, einem Vermittlungsvorschlag, wie er von Herrn Nationalrat Schüpbach eröffnet worden ist, zuzustimmen auf der Basis eines vorübergehenden Abzuges von 7,5 % und einer Erhöhung der Kinderzulagen für Familien mit mehr als zwei Kindern um 30 Fr. für das Kind und auf das Jahr. Unsere Gruppe steht grundsätzlich auf dem Boden, daß der Bedarfslohn jedem anderen System vorzuziehen sei. Der Bedarfslohn schließt sowohl den Gedanken eines Existenzminimums, bzw. eines Minimallohns, als auch des Familienlohns in sich. Der Verständigungsantrag, wie er von Herrn Kollega Schüpbach gestellt worden ist, kommt unserer prinzipiellen Auffassung entgegen, einer Auffassung, die wir bereits seinerzeit beim Besoldungsgesetz konsequent verfolgt haben. Dieser Tendenz und Auffassung entsprang auch der Antrag Rossi und Mitunterzeichner; eine Minderheit unserer Fraktion hat an diesem Antrag festgehalten. Wenn die Mehrheit unserer Fraktion einem Verständigungsantrag zustimmt, so ist dabei der Wunsch begleitend, die ganze Angelegenheit der Besoldungsanpassung, die zu soviel Aufregung und Mißverständnissen und gegenseitigen Vorwürfen Stoff gegeben hat, zu einem raschen Abschluß zu bringen.

Man kann erwarten, daß die allernächste Zukunft, schon das Budget für 1933, sowohl was die allgemeine Bundesverwaltung, als insbesondere die Bundesbahnen anbetrifft, die leider unvermeidliche Notwendigkeit, die Leistungen den verfügbaren Mitteln anzupassen, vor aller Augen demonstrieren wird. Ich bin persönlich überzeugt, daß mit der Bewilligung eines mäßigen Abbaues in diesem Augenblick nicht bloß den Finanzen des Staates und der größten Staatsbetriebe, sondern auch dem Staatspersonal und dem Personal jener Betriebe ein Dienst erwiesen wird im Sinne der Sicherstellung seiner jetzigen und künftigen Bezüge. Eine Verschiebung des Opfers wird das Opfer nur härter gestalten durch den Zwang der Tatsachen und durch den Willen der Volksmehrheit.

Was nun die Dauer der Maßnahme anbelangt, so hätte unsere Fraktion vom Standpunkt des Personals aus der Beschränkung auf bloß 1½ Jahre lieber nicht zugestimmt, sondern vorgezogen, sie auf eine längere Zeit auszudehnen, in der Annahme, eine Regulierung im Sinne der Festlegung auf 3½ Jahre werde sich zu Gunsten des Personals auswirken, denn wir stehen doch wohl alle auf dem Standpunkte, daß nicht anzunehmen ist, daß die Krise auf Ende des Jahres 1934 vollständig überwunden sein wird. Wie die Dinge jetzt liegen, stimmen wir gleichwohl der Beschränkung auf 1½ Jahre zu.

Ueber das Maß und die Modalitäten eines vorübergehenden Abbaues sind in guten Treuen verschiedene Ansichten möglich. Wir verzichteten daher, was uns betrifft, auf verbindliche Beschlüsse, immerhin in der Erwartung, daß das Verantwortlichkeits-

gefühl gegenüber der Gesamtheit einem jeden auch in dieser Angelegenheit als Wegweiser dienen werde.

Arnold: Das Eintreten auf den Besoldungsabbau wurde beschlossen von den bürgerlichen Parteien dieses Parlamentes. Ich habe Ihnen einen Antrag gestellt, worin ich Ihnen zeigte, wie nach der Auffassung des größten Teils der Arbeiterschaft und der unteren Angestelltenschichten ein Besoldungsabbau vollzogen werden sollte, wenn er schon in Frage steht. Unser Antrag geht dahin, daß sämtliche Einkommen der Bundesangestellten, die unter 8000 Fr. liegen, vom Lohnabbau nicht betroffen werden. Wir stellen fest, daß der übergroße Teil der Bediensteten des Bundes Löhne bezieht, die unter dieser Summe liegen. Ungefähr 30,000 Mann beziehen beim Bunde Löhne unter 5000 Fr. per Jahr. Es ist festgestellt, daß auch der allergrößte Teil der Beamten — 40,000 von über 45,000 — Löhne unter 8000 Fr. per Jahr beziehen. Es ist ferner festzustellen, daß seinerzeit nach der Annahme des Besoldungsgesetzes bei der Einreihung in die Gehaltsklassen gerade die Angehörigen der unteren Personalkategorien erkennen mußten, wie sie betrogen und durch das Mittel der Einreihung ganz schwer geschädigt und benachteiligt worden sind, und daß sie gegenüber der vorher innegehabten Position Verluste verzeichnen mußten. Es ist Tatsache, daß die unteren Schichten des Bundespersonals heute miserabel schlecht entlohnt werden. Stationsarbeiter beziehen nach fünf Dienstjahren etwas über 230 Fr. Monatslohn; Handwerker in den Werkstätten beziehen nach dem gleichen Zeitraum Monatslöhne von 238 Fr.; die Wochenlöhne für Briefträger betragen 60, 65, 70 Fr. Wir halten ferner fest, daß bei dem ganzen Systeme, das heute gilt — und das ist auch kennzeichnend für den Mehrheitsantrag — die ledigen Angestellten und die jüngeren Leute gegenüber den Verheirateten immer schlechter gestellt sind. Wir sind der Auffassung und demonstrieren mit unserem Antrage dafür, daß die Arbeiter, die Angestellten und die unteren Beamtschichten von jedem Lohnabbau vollständig befreit und unbelastet sein sollen. Wir wissen zwar, daß in der Zermatter Verhandlung Herr Bundesrat Pilet sehr energisch wurde, als von diesem Ansinnen, die unteren Schichten zu befreien, gesprochen wurde, und daß die Meinung der bürgerlichen Parteien dahingeht, der Lohnabbau sei überhaupt erst ertragreich und bringe etwas ein, wenn er vor allem die zahlenmäßig starken untersten Personalschichten belaste. Unser Antrag ist unbehelligt von derartigen Ueberlegungen, wie sie Herr Reichling vor einigen Tagen hier vorgetragen hat, um uns vorzurechnen, um wie viele Millionen die Einsparung dann geringer sei. Wir orientieren uns nicht an den Einsparungsmöglichkeiten, sondern gehen einzig und allein von den Existenzmöglichkeiten der unteren Personalschichten aus. Deshalb unser Antrag, es seien alle Gehälter, die unter 8000 Fr. liegen, vom Besoldungsabbau freizulassen.

Bratschi: Ich erlaube mir noch einige Bemerkungen anzubringen in grundsätzlicher Hinsicht sowie zu den gestellten Anträgen.

Vorerst aber möchte ich auf eine Kuriosität hinweisen, die bei der Behandlung dieses Geschäftes besteht. Das ist die Stellung der vorberatenden Kommission.

Wir haben eine Kommission eingesetzt, die uns einen Mehrheits- und einen Minderheitsantrag unterbreitet hat. Schon im Zeitpunkte, als die beiden Herren Mehrheitsreferenten den angeblichen Mehrheitsantrag auf 10 % vertraten, hat dieser Antrag nicht mehr bestanden. Vier Mitglieder der Kommissionmehrheit hatten schon damals einen andern Antrag unterstützt. Inzwischen haben zwei andere Mitglieder einen andern Antrag unterstützt, und, wie man hat lesen können, nehmen auch die Mitglieder der Bauernfraktion einen andern Standpunkt ein, so daß schließlich von der ganzen Mehrheit der Kommission Herr Clottu als letzte Säule stehen geblieben ist.

Man hat versucht, die Sache heute wiederum einigermaßen einzurenken; aber das ist nur sehr mangelhaft gelungen. Wir sind heute rasch zu einer Kommissionssitzung eingeladen worden. Dabei konnten bei einer etwas merkwürdigen Abstimmungsweise acht Stimmen für den Antrag, der hier unterbreitet worden ist, zusammengebracht werden, also für 7½ %, während 11 Stimmenthaltungen zu verzeichnen waren. Also eine Kommissionmehrheit ist auch jetzt nicht vorhanden. Es referieren die Vertreter einer Minderheit für einen vollständig neuen, aus der Mitte einer Fraktion gestellten Antrag.

Wir haben letzte Woche zwei Bundesräte gehört. Sie haben sich mit aller Macht grundsätzlich für den Lohnabbau, und zwar in der Höhe von 10 % eingesetzt. Ich weiß nicht, ob der Bundesrat in bezug auf die Höhe heute noch auf dem gleichen Standpunkt steht oder ob die Ausführungen, die letzte Woche gemacht worden sind, für 10 % und gar nichts anderes, heute gelten sollen für die 7½ %, die nun vorgeschlagen werden, nachdem die Herren Meister der Regie und des Kompromisses die Front hergestellt haben, von denen wir die Anträge soeben gehört haben.

Man hat uns letzte Woche erklärt, die von uns vertretene sogenannte Kaufkrafttheorie sei überholt, und werde von uns nicht verstanden. Ich möchte heute darauf hinweisen, daß sich zwei bedeutende Autoritäten in neuester Zeit im gleichen Sinne geäußert haben. Die eine davon ist vielleicht auch bis zu einem gewissen Grade maßgebend für Herrn Bundesrat Musy und die katholisch-konservative Fraktion. Man hat dieser Tage lesen können, daß sich der Papst sehr kategorisch gegen den Lohnabbau ausgesprochen habe mit Gründen, die ganz ähnlich lauten, wie diejenigen, die wir vorgetragen haben, daß die Kaufkraft durch den Abbau der Löhne geschwächt und die Krise verschärft werde, statt daß sie gemildert würde. Eine andere Autorität ist der Präsident der Vereinigten Staaten von Nordamerika, Herr Hoover, der in den letzten Tagen den großen amerikanischen Eisenbahngesellschaften den dringenden Rat gegeben hat, ja keinen weitem Lohnabbau durchzuführen, weil nachgewiesen sei, daß er nicht zum Ziele führe, sondern das Gegenteil erreiche von dem, was man von ihm erhoffe.

Herr Bundesrat Musy hat letzte Woche in den Saal hinausgerufen: Es müssen endlich Taten kommen und nicht nur Worte! Das ist ja gerade unsere Meinung. Taten erwartet das Volk vom Bundesrat, und insbesondere vom Finanzdepartement. Wir erwarten Taten in bezug auf den Abbau der Militärlasten; wir erwarten Taten in bezug auf den Abbau

der Zinsverpflichtungen und Kapitallasten, und wir erhalten nichts als Worte und leere Versprechungen. Wir haben in der Botschaft nichts als Worte, wir haben hier nichts als Worte, und auch die Aenderung des Postulates der Kommissionmehrheit in eine Motion ist wieder nur eine Redensart. Ob Sie dazu Motion oder Postulat sagen, deshalb sind wir heute gleich weit. Statt daß irgendeine Einschränkung einträte, tritt sogar eine Vermehrung der Ausgaben für das Militär ein. Wir haben einer Publikation des Militärdepartements: «Einsparungen beim Militärbudget» entnehmen können, daß tatsächlich keine Einsparungen zu erwarten sind. Für 1933 steht ein Budget von 94—95 Millionen in Aussicht, gegenüber einem Budget von 96 Millionen im Jahre 1932. Wir haben also einen Rückgang von einer bis ein und einer halben Million bei einem Lohnabbau, der beim Militärdepartement gegen 3 Millionen Franken ausmachen soll. In Wirklichkeit würde beim Militärdepartement nicht gespart, sondern es würde sogar im nächsten Jahr mehr als in diesem Jahr ausgegeben, d. h. die beim Personal erzielte Einsparung wird durch anderweitige Mehrausgaben zum Teil wieder illusorisch gemacht. Also da hätten wir gerne Taten gesehen, und nicht nur die Worte, wie sie in der Botschaft zu lesen sind und hier vorgetragen wurden und an die wir nicht mehr glauben können.

Wenn von mutiger Politik gesprochen worden ist, so sagen wir: Jawohl, meine Herren, machen Sie diese mutige Politik; aber wenn Sie den Kleinsten, die sich am wenigsten wehren können, rücksichtslos von ihrem kleinen Besitzstand wegnehmen, dann ist das alles andere als mutige Politik. Herr Bundesrat Musy mag diese mutige Politik einmal anwenden denen gegenüber, die ihm viel näher stehen und die ihn besser zur Verantwortung ziehen können, beim Großkapital. Er mag sie anwenden bei der Herabsetzung der Lasten, die auf das Großkapital zurückzuführen sind; dann wollen wir diese Worte von der mutigen Politik ernst nehmen. Aber vorläufig können wir das nicht; denn es braucht keinen Mut, von jemandem, dem man nicht verantwortlich ist und von dem man nicht zur Verantwortung gezogen werden kann, Opfer zu fordern.

Man hat wieder die Vergleiche mit dem Ausland gebracht. Der Umstand, daß in zwei Reden zweier Mitglieder des Bundesrats wiederholt worden ist, was schon in der Botschaft steht und was wir nicht anerkennen können, macht diese Vergleiche nicht richtiger. Sie bleiben im höchsten Grade mangelhaft und unzulässig, wie wir bereits dargetan haben.

Es ist mir auch aufgefallen, daß man nun im letzten Stadium der Beratung auch noch das Defizit der Pensionskassen der Bundesbahnen und des Bundes herangezogen hat. Wir haben vor vier Jahren an anderer Stelle über die Sanierung der Pensionskasse gesprochen. Die Generaldirektion der Bundesbahnen hat Fachleute herangezogen. Es wurde eine vollständig neue finanzielle Grundlage geschaffen, unter Mehrbelastung der Bundesbahnen und entsprechender Heranziehung des Personals. Das Personal hat seine Leistungen an die Pensionskasse ganz bedeutend erhöhen müssen. Es hat das auf sich genommen. Die Generaldirektion hat dem Verwaltungsrate erklärt, die Pensionskasse könne nun als saniert betrachtet werden. Entweder ist das wahr; dann ist das, was uns hier erzählt worden ist über die Defizite, die der

Bund tragen müsse, nicht richtig, oder das, was im Verwaltungsrat der Bundesbahnen gesagt worden ist, entspricht nicht den Tatsachen. Aber vorläufig habe ich Ursache, anzunehmen, daß die Pensionskasse der Bundesbahnen saniert ist, obschon ein technisches Defizit vorhanden ist, von dem man aber weiß, daß es nicht mehr weiter wächst. Daß die Bundesbahnen finanziell überlastet sind, ist sicher längst bekannt. Daß Maßnahmen getroffen werden müssen, weiß man auch. Ich habe immer noch den Eindruck, daß man den Ernst der Situation noch nicht richtig erkannt hat, insbesondere in bezug auf die Automobilkonkurrenz; sonst würde man endlich auch von Palliativmaßnahmen Umgang nehmen und kräftigere Mittel in Vorschlag bringen. Ich habe in der Junisession darüber eine Bemerkung gemacht, und das hat mir eine wenig freundliche Gegenbemerkung des damaligen Referenten, Herrn Dr. Seiler, eingebracht, als ich darauf hinwies, daß hier die Beschlüsse gefaßt werden müssen, und daß man das nicht irgendjemandem überlassen kann. Ich hatte damals nur zu recht. Es wird sich bald zeigen, ob hier mutige Politik gemacht werden darf, wenn es gilt, etwas zu tun, was den Interessen des privaten Kapitals nicht gefällt. Dort wird der Mut des Bundesrats am Platze sein.

Man erklärt vom Bundesratstische aus, das Bundespersonal sei gut, ja sehr gut bezahlt. Es ist doch den Herren Bundesräten bekannt, daß wir mehr als 35,000 Mann im Bundesdienst haben mit weniger als 5000 Fr. Jahreseinkommen, daß mehr als 10,000 Mann im Bundesdienst stehen mit weniger als 4000 Fr. Jahreseinkommen. Von diesen Beträgen kommen noch die obligatorischen Einlagen in die Versicherung in Wegfall. Ich weiß, daß die Versicherung für die Bundesbahnen und für den Bund eine Last bedeuten. Aber auch das Personal erbringt Leistungen und nicht nur 18 Fr., wie sie die Mehrheit des Volkes für die allgemeine Volksversicherung abgelehnt hat, sondern Hunderte von Franken im Jahr, auch bei den kleinen Einkommen. Und diese Hunderte von Franken, die in die Versicherung bezahlt werden müssen, fehlen für den Unterhalt der Familie. Wenn Herr Reichling gemeint hat, daß die Leute mit unter 4000 Fr. Einkommen nur Anfänger und Ledige seien, so irrt er sich. Der große Teil sind verheiratete Leute, Familienväter, Tausende von Bahnarbeitern, von Werkstattearbeitern, bei den Bundesbahnen und den übrigen Bundesbetrieben. Dort gibt es Löhne von 200 Fr. netto im Monat bis zu 350 und 360 Fr. Das sind die Löhne von Zehntausenden. Da komme man doch nicht mit der Behauptung, daß 10 %, wie das letzte Woche gesagt worden ist, eben recht und gut tragbar seien und keine Bedeutung hätten; das Gegenteil ist wahr. Es ist auch wahr bei 8 % oder 7 % oder 7½. Bei 200 oder 300 oder 350 Fr. Monatseinkommen muß man am Munde absparen. Die Nahrung wird sich verschlechtern, die Wohnungen müssen bescheidener werden. Sie werden erfahren, daß mit dem Lohnabbau Schwierigkeiten bei den Wohnungen eintreten, insbesondere bei zahlreichen Genossenschaften, an denen das eidgenössische Personal beteiligt ist.

Auch die Kleidung wird schlechter werden. Man komme doch nicht mit den Behauptungen vom Preisabbau. Man weiß doch, wie das bei der Kleidung gemacht wird. Dort herrscht gegenwärtig starke

Konkurrenz; jeder will billiger liefern können. Es ist nicht Sache eines jeden, bei der Kleidung die Qualität zu prüfen. Der tiefere Preis wird einfach wettgemacht durch eine Qualitätsverschlechterung. Der Käufer, der dann glaubt, gut und billig gekauft zu haben, ist in Wirklichkeit geprellt. Es ist also so, daß mit diesem Lohnabbau die soziale Stellung des Bundespersonals in Frage gestellt ist und daß in sehr vielen Fällen auch die Gesundheit der Familie auf dem Spiele steht. Spott und billige Scherze und kleine Verdrehungen, wie wir sie von Herrn Kollege Oeri gehört haben, ändern an dieser Tatsache nichts.

Die beiden Sprecher des Bundesrats haben dem Personal im großen und ganzen ein gutes Zeugnis ausgestellt. Das könnte das Personal freuen, wenn nicht sofort wieder erklärt worden wäre, in Wirklichkeit sei das Bundespersonal privilegiert. Das ist eine Beleidigung des Bundespersonals. Das Bundespersonal will keine privilegierte Stellung, es verlangt eine rechte Bezahlung seiner Arbeit, die es bereit ist zu leisten und die anerkannt wird und anerkannt werden muß. Es will nur den gerechten Lohn für seine Leistungen, die es für die Öffentlichkeit und unserer Wirtschaft gerne auf sich nimmt. Man spricht allzu gerne von privilegierten Eisenbahnern mit 3000—5000 Fr. Gehalt, um die wirklich Privilegierten, die man nicht und nie erfassen will, vergessen zu lassen. Nur deshalb spricht man von Privilegien, die in Wirklichkeit nicht vorhanden sind.

Man hat auf das Ausland hingewiesen, z. B. auf Holland. Holland hat abgebaut, die Regierung, das Parlament haben den Abbaubeschluß gefaßt, er ist für das Staats- und Gemeindepersonal mit 3 % durchgeführt worden. Dieser Abbau hat die Demission von Gemeindebehörden zur Folge gehabt, die überhaupt keinen Abbau wollten. Die Eisenbahnen haben auf 1. Juli um 5 % abgebaut, das weiß ich auch, und Herr Bundesrat Pilet hat uns erklärt, auf 1. Januar werde ein neuer Abbau kommen. Der Abbau ist aber noch nicht beschlossen und vor allem noch nicht durchgeführt, und der Widerstand in Holland gegen jeden Lohnabbau ist stark im Versteifen begriffen. Soeben hat mit Rücksicht auf einen geplanten Lohnabbau ein großer Streik stattgefunden in allen holländischen Häfen, der Streik ist erfolgreich abgeschlossen worden, alle Reedereien haben auf die Durchführung des geplanten Lohnabbaues verzichtet, der Lohnabbau ist unterblieben. Der Widerstand gegen den Lohnabbau macht sich in Holland stärker geltend als bei uns, oder mindestens ebenso stark, trotzdem die landwirtschaftlichen Produkte ungefähr auf der Hälfte der Preise stehen wie bei uns in der Schweiz. Ich habe das aus eigener Erfahrung feststellen können.

Eines will ich noch sagen, wenn Sie auf das Ausland verweisen. Wenn man mit Ausländern redet, begreifen sie nicht, daß in der Schweiz ein solcher Lohnabbau durchgeführt werden soll. Wenigstens nicht die Kreise, die mit den Volksmassen in Fühlung stehen. Sie erklären, sie könnten es nicht verstehen, daß für die Schweiz ein solcher Lohnabbau durchgeführt werden wolle und sie fragen, was dann die andern Staaten tun sollen, wenn in der Schweiz ein derartiger Lohnabbau notwendig sei.

Wir haben eine Staffelung des Abbaues vorgeschlagen für den Fall, daß Sie Eintreten beschließen, was ja geschehen ist. Ist diese Staffelung begründet

oder nicht? Die Herren Redner der freisinnigen Fraktion nehmen doch etwas zu bestimmt und kategorisch gegen jede Stafflung Stellung. Eine gewisse Degression nach unten ist am Platze. Es handelt sich ja auch nach der Ansicht der freisinnigen Fraktion, so habe ich die Redner bis jetzt verstanden, um eine Uebergangsmaßnahme. Dabei muß in billiger Weise auf die soziale Tragfähigkeit Rücksicht genommen werden. Die schweizerischen Banken haben, soviel ich weiß, dadurch auf die untern Kategorien Rücksicht genommen, daß sie Besoldungen bis 4000 Fr. ohne Abbau gelassen haben. Sie gehen sicher alle mit mir einig, wenn ich Ihnen sage, daß ein Abbau von 3000 Fr. auf 30,000 Fr. etwas ganz anderes ist als 300 Fr. auf 3000 Fr. So etwas läßt sich gar nicht vergleichen, da haben wir nur noch die Gleichheit des Prozentsatzes. Der hohe Beamte wird wegen 10 % Abbau von seinem Komfort, von seinem Aufwand oder Luxus nichts preisgeben, er wird ihn vor und nach dem Abbau haben können. Aber er wird nicht des Abbaues wegen seine Lebenshaltung ändern, er wird nicht die Wohnung ändern, er braucht sich deswegen nicht fühlbar einzuschränken. Anders ist es beim kleinen Mann mit 3000 Fr. Gehalt. Man hat in der Eintretensdebatte ausgeführt, wieviel Bewegungsfreiheit dieser Mann noch habe neben den Ausgaben, die nicht geändert werden können. Es bleiben von diesen 3000 oder 4000 Fr. noch 40 bis 50 %, die beweglich sind. Wenn Sie 7,5 % davon abbauen, so macht das 15 % oder mehr auf den beweglichen Teil. So empfindet er den wirklichen Abbau. Wie ist man sodann vorgegangen im Jahre 1927? Ich will niemandem nahetreten, sondern nur Tatsachen feststellen. Die Mitglieder des Bundesrats haben damals eine Erhöhung von 7000 Fr. erhalten oder ungefähr 28 %, die Direktorengelöhner wurden um 4000—5000 Fr., oder um ungefähr 20 % erhöht, die Chefbeamten erhielten ca. 2000 Fr. mehr, das waren noch 10, 12—15 %, aber bei den untersten Beamten mußten wir die Besitzstandsgarantie einschalten, damit keine Verschlechterung eintrat. Wenn man das in Betracht zieht, so muß man sicher sagen, daß eine Stafflung nicht so sehr abwegig ist, ganz abgesehen davon, daß, sofern die Botschaft richtig berichtet, die obern Beamten gegen einen höhern Abbau wenig einzuwenden hätten. Ich glaube zwar nicht ganz daran; wenn eine Volksabstimmung kommt, sind die obern Beamten sicher bald gezählt, die zu ihrem Abbau stimmen. Dort werden sie eine andere Haltung einnehmen als im Amte, wo sie vor dem Bundesrat gute Figur machen wollen und wo sie sich bereit finden, schließlich die Pille zu schlucken.

Ich will Ihnen aber noch einen andern Grund nennen. Sie haben einen Antrag vor Ihnen, in dem auch eine Milderung enthalten ist. Es ist der Zuschlag für einen Teil der Kinder, Herr Walther hat ihn uns zur Annahme empfohlen. Die vorgesehene Milderung wirkt in gewissen Fällen auch jetzt noch fast grotesk. Es ist in dem Antrag keine obere Gehaltsgrenze vorgesehen. Es würde bei einem hohen Beamten, der drei Kinder hat auch bei einem Gehalt von 15,000 Fr. und mehr eine Milderung eintreten, aber nicht beim kleinen Angestellten mit 3000 Fr. Gehalt, der zwei Kinder hat, trotzdem diese Milderung sozial gesehen dort ungleich wichtiger wäre als im ersten Fall. Die katholische Fraktion hat übrigens die Konsequenz ihres Bedarflohnsgrundsatzes nicht

ganz gezogen, das wichtige Existenzminimum schützt sie nicht, sie legt nur Wert auf die Kinderzulagen, die nur einen kleinen und weniger wichtigen Bestandteil des Bedarflohnsystems darstellen.

Eine Bemerkung sei noch gestattet zu Abs. 3, der für einen Teil des Personals von sehr großer Wichtigkeit ist. Es handelt sich um die Ausdehnung des Abbaues auf Entschädigungen, die mit der Dienstleistung nicht in direktem Zusammenhange stehen, wie Nebenbezüge, Nachdienstentschädigungen und ähnliches. Es liegt in der Natur des Eisenbahndienstes und anderer Verkehrsbetriebe, daß sich ein großer Teil der Arbeit auswärts abwickelt. Diese auswärtigen Dienstverrichtungen bringen natürlich entsprechende Auslagen mit sich, die zurückerstattet werden müssen. Es geschieht jedoch nicht so, daß man die Rechnungen vorweist, sondern in Form von pauschalisierten Beträgen, in Form von Kilometergeldern, Diätentschädigungen usw. Es hat sich im Laufe der Jahre ein ganzes System herausgebildet. Nach der Absicht des Bundesrats, wenigstens nach den Mitteilungen in der Kommission, sollen diese Bezüge auch von der Reduktion betroffen werden. Nach alledem, was man uns über die Aufrechterhaltung des Reallohnes erzählt hat, ist diese Absicht sehr merkwürdig, denn der Preisrückgang kommt bei diesen Ausgaben gar nicht zur Geltung. Wir stützen uns dabei auf Erhebungen in 13 Schweizerstädten. Wir haben in Wirtschaften und Gasthöfen unter Einbeziehung von 13 Bahnhofrestaurants der Bundesbahnen festgestellt, daß seit Inkraftsetzung des Beamtengesetzes ein Preisrückgang von 2,8 % eingetreten ist, der sich fast ausschließlich auf Getränke bezieht. Die Mahlzeiten und die Kosten für das Uebernachten haben fast keine Preisänderung erfahren. Wenn man wünscht, daß die Behauptung, man wolle am Reallohn von 1927 festhalten, ernst genommen werden soll, muß man unter allen Umständen auf die Einbeziehung dieser Nebenbezüge verzichten. Man hat uns erklärt, dadurch würde der Abbau um 2½ Millionen Franken reduziert, ergo sei daran festzuhalten, die Einsparung sei nötig.

Man kann sich auch fragen, ich habe diese Frage an anderer Stelle wiederholt aufgeworfen, ob es überhaupt richtig sei, hier von Personalauslagen zu sprechen. In Wirklichkeit sind es zu 70—80 % Sachauslagen, weil es nichts anderes als Rückerstattungen von Auslagen der betreffenden Angestellten ist, die mit der Dienstabwicklung nun einmal im engen Zusammenhange stehen. Ich bitte Sie dringend, unserem Ergänzungsantrag zu Abs. 3 zuzustimmen.

Ich komme zum Schluß, um die Redezeit nicht zu überschreiten. Wir haben uns erlaubt, Ihnen einen besondern Fraktionsantrag zu unterbreiten, der einen gestaffelten Abbau vorsieht, um die Maßnahme wenigstens einigermaßen erträglich zu machen. Wir stimmen auch in den übrigen Abstimmungen jeweilen den günstigeren Lösungen zu, ohne unsere grundsätzliche Stellungnahme gegenüber dem Gesetz, wie wir sie in der Eintretensdebatte umschrieben haben, in irgendeiner Weise zu ändern.

Präsident: Ich möchte nach dem Geschick des Antrages der Kommissionsminderheit fragen. Nachdem Herr Dr. Meyer das sinkende Schiff des Antrages der Kommissionsminderheit verlassen hat, weiß ich nicht, wer diesen Antrag aufrechterhält.

Bratschi: Ich halte den Antrag der Kommissionsminderheit aufrecht. Die Minderheit wird auch dabei bleiben und ich möchte den Präsidenten bitten, ihn zur Abstimmung zu bringen.

Präsident: Sobald ich jemanden habe, der zu diesem Antrag steht, ist die Sache in Ordnung. Es ist allerdings die Merkwürdigkeit vorhanden, daß die gleichen Mitglieder andere Anträge unterstützen, die sich bekämpfen. Das ist so eine kleine Anomalie. Aber das ist Politik. Das Wort hat Herr Canova.

Canova: Ich habe zur Eintretensfrage nicht geredet; darum werden Sie mir wohl einige Worte an dieser Stelle gestatten. Herr Bundesrat Musy hat den Ehrgeiz, der Minister des Gleichgewichts zu sein. Wenn er diesen Ehrgeiz nicht hätte, wäre er kein Finanzminister. Ich begreife das sehr wohl. Ich begreife auch seine Angst vor einer eventuellen Inflation, vor einem Schwund des Schweizerfrankens. Alles, was er ausgeführt hat über die Notwendigkeit und Erhaltung des Gleichgewichtes, wird richtig sein. Worin ich mit ihm nicht einig bin, sind die Wege, die er zur Erhaltung des Gleichgewichtes beschreiten will. Besonders darin kann ich nicht einig gehen, daß er ausgerechnet den Lohnabbau als den ersten, hauptsächlichsten Schritt betrachtet, und uns gar kein anderes Mittel zur Finanzsanierung angegeben bzw. unterlassen hat, einen Finanzplan aufzustellen. Dieser Vorwurf ist ihm von verschiedenen Seiten mit Recht gemacht worden. Es ist auch gesagt worden, daß der Lohnabbau zuletzt, als äußerstes Mittel, und nur unter dem Druck absoluter Notwendigkeit erfolgen dürfe. Durch den Eintretensbeschluß hat sich Ihr Rat auf den Standpunkt gestellt, daß diese Notwendigkeit vorliege, daß dem Personal unbedingt ein Opfer zugemutet werden müsse. Ich bestreite diese Notwendigkeit. Ich will mich aber darüber nicht weiter äußern; das war Sache der Eintretensdebatte.

Heute stehen wir vor der Frage: Wie soll das dem Personal zugemutete Opfer verteilt werden; wie groß soll es sein? Hier nun setzt ein Markten ein, das in meinen Augen geradezu beschämend ist, beschämend nicht nur in der Art und Weise, wie es vor sich geht, sondern vor allem in der Art der Begründung. Man spricht von Gerechtigkeit, Grundsätzen usw. Die freisinnige Fraktion begründet ihren Standpunkt der gleichmäßigen Verteilung der Lasten von 7,5 % auf alle damit, daß sie sagt, sie stehe auf dem Standpunkt des Leistungslohnes. Die konservative Fraktion sagt: Wir stehen nicht auf dem Grundsatz des Leistungs-, sondern des Gebrauchs-, des Bedarfslohnes; um aber zu einem Resultat zu kommen, machen wir die Konzession unter der Bedingung, daß dem Personal, das eine Familie hat, eine Kinderzulage von 30 Fr. vom dritten Kind an gegeben wird. Ich stehe weder auf dem Standpunkt des Leistungslohnes, noch des Bedarfslohnes, sondern auf dem Standpunkt des gerechten Lohnes, auf dem Standpunkte, daß das Existenzminimum, das jedem Schweizerbürger, überhaupt jedem Menschen in unserem Lande gewährleistet sein soll, nicht angestastet werde und im übrigen die Lasten nach der Tragfähigkeit verteilt werden.

Wenn ich mich nun frage: Wollt ihr die Opfer, die man dem Personal zumutet, gerecht verteilen, so

muß ich mit Nein antworten. Was ihr da wollt, ist nicht gerecht und die großen Massen des Volkes werden es nicht verstehen. Niemals wird das Volk verstehen, daß einem Familienvater, der nur 3000 bis 4000 Fr. Einkommen hat, wofür er das ganze Jahr schwer arbeiten muß — er hat nicht die leichtere Arbeit der höheren Kategorien, er hat die schwerste, die unangenehmste und eine sehr verantwortungsvolle Arbeit zu leisten —, auch nur ein Centime abgezwickelt werde, solange es Bundesbeamte gibt, die 30,000 Fr. und mehr Lohn beziehen, ohne daß sie selbst Abbau getrieben haben. Ich hätte es gerne gesehen, und man sollte es von unserem Bundesrat erwarten, daß er käme und sagte: die Eidgenossenschaft befindet sich in Not, die Notlage zwingt uns, euch Opfer aufzuerlegen, wir fangen bei uns an. — Man hätte als Notmaßnahme mit dem guten Beispiel vorangehen und vom eigenen Lohn einen Teil in die Bundeskasse abführen sollen. Der Bundesrat mit 20,000 Fr. käme auch aus, wenigstens so gut, wie der Gramper mit seinen 2700 Fr. Das Schweizervolk erwartet, Herr Musy, daß, wenn Sie den andern Leuten Opfer aufdrängen, auch selbst Opfer bringen, und zwar nicht geringe.

So wird es also der gerecht denkende Mann nicht verstehen, daß man diesen untersten Kategorien auch nur einen Rappen wegnimmt, so lange in höheren Klassen Leute sind, die 20,000 Fr. und mehr beziehen und auch nur diese 7,5 % leisten und ihre 30 Fr. pro Kind erhalten sollen. Es ist deshalb nur ein Begehren der Gerechtigkeit, wenn wir eine Staffelung verlangen. Wenn schon dem Personal Opfer zugemutet werden müssen, weil die Notwendigkeit hierzu da sein soll, was wir ja bestreiten, dann verlangen wir, daß dieses Opfer nach der Tragfähigkeit des Personals verteilt werde. Das geschieht durch die Vorlage nicht. Es geschieht auch nicht, wenn Sie den gemeinsamen Antrag der bürgerlichen Parteien mit 7,5 % für alle annehmen. Ich hätte es gerne gesehen, wenn die sozialdemokratische Partei ein höheres Existenzminimum festgesetzt hätte, als nur 4000 Fr., daß man mindestens bis 5000 Fr. überhaupt nichts verlangt und dann eine Progressionsskala eingesetzt hätte, die die höheren Bezüger, jene, die am besseren Teil der Bundeskrippe stehen, entsprechend mehr belastet hätte. Die höchsten Klassen hätten auch 30 % getragen, nicht nur 10 %. Wenn es eine vorübergehende Maßnahme, wenn es ein Notopfer sein soll, dann sollen jene dieses Notopfer tragen, die es zu tragen vermögen. Aber hier haben Sie die Schwächsten am härtesten hergenommen. Solange einer nicht am Hungertuch nagt, muß ihm abgezwickelt werden. Die große Masse muß auf ein Existenzminimum gedrückt werden, das nicht mehr menschenwürdig ist. Das ist Ihr Standpunkt. Das ist aber ein schlechter, undemokratischer, ungerechter Standpunkt.

Von Solidarität ist bei uns keine Rede mehr, aber auch nicht mehr von Demokratie. Was ist denn das für eine Demokratie, die derartige Unterschiede in der Belohnung, die diese 26 Besoldungsklassen schafft? Das ist für eine Demokratie etwas Skandalöses. So große Unterschiede in den Leistungen gibt es nicht. So viel mehr Wert hat die Geistesarbeit vieler Leute, die sie sich teuer bezahlen lassen, wahrhaftig nicht. Die Verantwortung, die die Höheren zu tragen vorgeben, um ihre hohen Löhne zu rechtfertigen, ist meistens rein illusorisch, denn sie werden immer die

Möglichkeit finden, die Verantwortung auf die Untergebenen abzuwälzen. In der Regel gilt für die niedrigsten Kategorien das Wort: Mit einem Fuße im Grab, mit dem andern im Zuchthaus. Es gilt nicht für die Generaldirektoren und Bezüger von 20,000 Fr. und mehr. Ausgerechnet jene, die die gefährlichste und auch verantwortungsvollste Arbeit zu leisten haben, werden am schlechtesten entschädigt; sie wollen Sie heute am meisten hernehmen, am schwersten bedrücken, denn für sie machen die 7,5 % schon einen Abstrich vom Lebensnotwendigen aus, während die höheren Kategorien von 10,000 Fr. an aufwärts bis 30,000 nichts vom Lebensnotwendigen abstreichen müssen, sondern nur vom Ueberfluß, eventuell vom Angenehmen und Nützlichen etwas abgeben. Das Notwendige sollte jedem belassen werden. Das ist der Zweck des Vorschlages der sozialdemokratischen Partei. Dieser Zweck soll dadurch erreicht werden, daß Gehälter bis 4000 Fr. unangetastet bleiben. Man sollte erwarten dürfen, daß Sie soviel Verständnis diesen Kategorien des Personals entgegenbringen könnten dort, wo nur das Notwendigste vorhanden ist, nichts wegnehmen, um dann die Lasten nach oben etwas gerechter zu verteilen.

Ich fühle mich verpflichtet, die Ungerechtigkeit, die in dieser Belastung liegt, zu betonen. Sie mögen Ihren Standpunkt vertreten, wie Sie wollen. Sie mögen noch so viele Sophismen in den Saal hineinreden, das Volk wird die Ungerechtigkeit fühlen und es fühlt richtig. Von unserem Standpunkt aus, vom Standpunkt der Referendumsfreunde aus — wir werden das Referendum ja ergreifen — könnten wir es nur begrüßen, wenn Sie die Sache so ungerecht als möglich machten, aber trotzdem ist es unsere Pflicht, hier zu sagen, was wir als das Rechte empfinden und was geschehen sollte und was nicht.

Foppa: Ich habe mir erlaubt, zu Art. 1 im Anschluß an Abs. 1 einen neuen Abs. 1bis mit folgendem Wortlaut zu beantragen: « Bei Belohnungen, die sich nach dem Verkehr der Dienststelle richten, werden die durch den bereits eingetretenen Verkehrsrückgang erlittenen Einkommensverluste berücksichtigt. » Dieser Antrag nimmt Bezug auf eine Kategorie von Bundesangestellten, die dem Beamtenengesetz vom Jahre 1927 nicht unterstellt sind.

Der Geltungsbereich des Lohnabbaugesetzes wird aber gemäß Abs. 1 von Art. 1 und gemäß Art. 2 f auf alle im Dienst des Bundes stehenden Personen ausgedehnt. Es gibt eine große Anzahl von Personen, die nicht Beamte im Sinne des Beamtenengesetzes sind. Ihr Bundesdiensteinkommen wird nicht durch die Lohnskala, sondern gestützt auf Art. 62 und 76 des Beamtenengesetzes vom Bundesrat bestimmt. Formellrechtlich wäre der Bundesrat zuständig, die Gehälter und Löhne der nicht in der Eigenschaft als Beamte der Dienstgewalt des Bundes unterstellten Personen von sich aus den veränderten Verhältnissen anzupassen. Es erscheint indessen dem Bundesrat doch richtiger, diese Maßnahme für alle im nämlichen gesetzgeberischen Erlaß anzuordnen, im Sinne einer einheitlichen und gleichen Behandlung hinsichtlich des Ausmaßes der Anpassung und der jeweiligen Dauer ihrer Wirksamkeit, wie dies auf Seite 36 der bundesrätlichen Botschaft ausdrücklich festgestellt wird. Unter den außerhalb des Beamtenengesetzes entlohnten Bundesangestellten gibt es eine Kategorie, deren

Diensteinkommen sich nach dem Verkehr der von ihnen besorgten Dienststellen richtet. Es sind dies vor allem die Posthalter und Inhaber von Landbureaux. Es gibt 3248 Postbureaux, 279 Ablagen und 108 Vertragsstellen, die zu dieser Kategorie gehören. Der Arbeitsaufwand für ihre Dienstobliegenheiten wird in Verkehrsnoten ausgedrückt und dementsprechend besoldet. Jede dienstliche Beanspruchung, soweit sie durch Zählung erfaßt werden kann, wird mittels dieses Verkehrsnotensystems gewertet. Das Diensteinkommen richtet sich somit nach der Höhe des Verkehrs, ohne Rücksicht auf die effektive Arbeitszeit. Aus diesem Entlohnungssystem, das zum großen Vorteil des Bundes auf die Menge des durch Zählung erfaßbaren Verkehrs abstellt, ergibt sich die Tatsache, daß sich jeder Verkehrsrückgang in einer Herabsetzung des Bundesdiensteinkommens auswirkt. Keine andere Kategorie des Bundespersonals hat eine ähnliche Regelung des Entgeltes für die geleistete Arbeit aufzuweisen. Während die Beamten im Sinne des Beamtengesetzes unabhängig vom Verkehr Anspruch auf die gesetzliche Besoldung haben, wird das Diensteinkommen der Posthalter und Inhaber von Landbureaux von der Wirtschaftskrise durch den damit verbundenen Rückgang des Verkehrs unmittelbar erfaßt und automatisch reduziert. Die Zahl der Dienststunden, während derer die Stelleninhaber dem Publikum zur Verfügung stehen oder außerhalb der Schalterstunden dienstliche Verrichtungen vornehmen müssen, bleibt dabei unverändert und unberücksichtigt.

Die Wirtschaftskrise hat nun schon im Krisenjahr 1931 einen Verkehrsrückgang bewirkt, der auf die Diensteinkommen dieser Poststellinhaber sich ausgewirkt hat. Die dadurch erlittenen Gehaltsverminderungen betragen rund 52,000 Fr. Wie sich diese Einkommenseinbuße im Jahre 1932 auswirken wird, das ergibt sich aus einigen Beispielen auf Grund von Angaben des schweiz. Posthalterverbandes. Ein Bureau z. B., das im Jahre 1931 5525 Fr. erhielt, bezieht im Jahre 1932 nur noch 4950 Fr.; Verlust infolge der Krise 575 Fr. oder 10,4 %. Andere Beispiele: 1931 5725 Fr., 1932 5075 Fr., Verlust 650 Fr. oder 11,3 %; 1931 5600 Fr., Verlust 575 Fr. oder 12,6 %; 1932 6175 Fr., Verlust 13,3 %; 1931 6100 Fr., Verlust 950 Fr. oder 15,5 %.

Anhand von Verkehrszahlen des Jahres 1932 läßt sich feststellen, daß im Jahre 1933 noch weitere Gehaltsreduktionen eintreten müssen. Wenn nun noch ein weiterer Lohnabbau gemäß dem vorliegenden Beschluß auch bei dieser Kategorie von Bundesangestellten, unbekümmert um die bereits erlittene Lohneinbuße, zur Anwendung kommen sollte, so wird der vom Bundesrat in der Botschaft aufgestellte Grundsatz der Gleichberechtigung und der Billigkeit mißachtet und verletzt. Die Anwendung eines Lohnabbaues von 10 % nebst den bereits festgestellten Lohneinbußen infolge der Krisenwirkungen würde bei den Posthaltern eine Einkommensverminderung von 15—24 % zur Folge haben, wodurch die betroffenen Kategorien des Bundespersonals in eine unerträgliche Situation versetzt würden. Eine derartige Doppelbelastung mit ihren untragbaren Auswirkungen kann nicht im Willen der Bundesbehörden liegen. Mein Antrag will dem Grundsatz der Gleichberechtigung dieses Bundespersonals im Lohnabbaugesetz verankern.

Vor uns liegt noch eine Motion der Herren Meyer und Konsorten, die den gleichen Zweck verfolgt, die auch eine besondere Berücksichtigung dieser Kategorie von Bundesbeamten zum Ziele hat.

Ich glaube aber, wenn man das, was ich vorgebracht habe, berücksichtigen will, so soll man eine entsprechende Regelung im Lohnabbaugesetz selbst vornehmen und nicht auf dem Motionsweg, wodurch die Sache nur auf die lange Bank geschoben wird. Mein Antrag hat seine volle Berechtigung; ich bitte Sie um Ihre Zustimmung.

Ast: Unsere Fraktion hatte heute nochmals zu Art. 1, d. h. zum Verständigungsvorschlag Stellung zu nehmen. Der Sprechende ist für diesen Verständigungsvorschlag eingetreten. Da nun heute unser Fraktionspräsident abwesend und der Vizepräsident als Kommissionsreferent in Anspruch genommen ist, wurde der Antragsteller beauftragt, Ihnen folgende Meinung als Ausdruck der Fraktion zu übermitteln:

Unsere Fraktion hält in überwiegender Mehrheit grundsätzlich daran fest, daß im Hinblick auf die Finanzlage des Bundes und der Bundesbahnen ein Abbau der Löhne um 10 % gerechtfertigt gewesen wäre. Aber auch im Hinblick auf die heutigen Lebensmittelkosten und angesichts der allgemeinen Wirtschaftslage glauben wir, daß es keine Unbilligkeit dem Personal gegenüber gewesen wäre, wenn man ihm diese Quote mit den eventuell beantragten Sozialerleichterungen zugemutet hätte.

Wir sind nun aber mehrheitlich bereit, in entgegenkommender Weise dem heutigen Verständigungsvorschlag von 7½ % zuzustimmen, unter Vorbehalt eventuell veränderter Verhältnisse nach Behandlung der Vorlage durch den Ständerat.

In diesem Sinne bringe ich Ihnen die Meinung unserer Fraktion zum Ausdruck.

Müller-Zürich: Wir haben den Antrag eingereicht: «Die Lohnanpassung beginnt mit 5 % bei einem Lohn Einkommen von 9000 Fr.» Wir sind der Meinung, daß insbesondere die Herren Bundesräte und die Herren Generaldirektoren mit 30 % betroffen werden sollten. Die bundesrätliche Vorlage läßt ja Tür und Tor offen für eine Lohnerhöhung bei den obern Beamten. So heißt es da in der bundesrätlichen Vorlage: «Der Vergleich ergibt also, daß der Arbeiter des Bundes besser bezahlt ist als derjenige der Privatindustrie. Das gleiche gilt für die Mehrzahl der Beamten der untern und mittleren Besoldungsklassen. Dagegen werden bei gleichen Anforderungen und bei gleicher Verantwortlichkeit die obern Beamten der Privatunternehmungen besser entschädigt, als diejenigen des Bundes». Diese oberen Beamten haben begreiflicherweise schon früher vorgesorgt, daß sie für sie günstige Maßnahmen erreichen können. In Art. 37 des Beamtengesetzes heißt es unter Abs. 2: «Ausnahmsweise kann die Wahlbehörde zur Gewinnung oder Erhaltung hervorragender Arbeitskräfte mit Zustimmung des Bundesrats Besoldungen bewilligen, welche die in Abs. 1 festgesetzten Höchstbeträge bis auf 20 % übersteigen.»

Es ist ganz klar, daß, wenn man schon in der bundesrätlichen Botschaft die obern Beamten daran erinnert, daß sie zu schlecht bezahlt seien, diese sich dann auf diesen Abs. 2 berufen werden. Der Waffenchef z. B., der unter die 1. Besoldungsklasse fällt,

wird selbstverständlich sagen, es sei, wenn man ihn dem Bundesdienst erhalten wolle, notwendig, Abs. 2 des genannten Artikels anzuwenden.

Ich glaube, das wird dem Volke dann doch zeigen, wie es die Herren Bundesräte und die Herren Generaldirektoren im allgemeinen meinen. Ich glaube, daß es unbedingt notwendig ist, hier einen solchen Antrag anzunehmen.

Weibel: Nachdem bereits 40 Herren aus dem Rat gesprochen haben, erübrigt es sich, noch auf weiteres einzugehen. Das Pro und Kontra ist in hinreichendem Maße auseinandergesetzt worden. Ich glaube auch, feststellen zu dürfen, daß die Meinungen ziemlich gemacht sind. Ich möchte mich daher, meinem Versprechen gemäß, auf eine kurze Erklärung beschränken, die an die Adresse des Herrn Bundesrat Musy geht. Ich schicke aber zugleich voraus, daß ich damit weder sein religiöses Gefühl, noch sein Glaubensbekenntnis in irgendeiner Weise antasten möchte. Herr Bundesrat Musy schwört auf die heilige Dreifaltigkeit, auf Gott Vater, Sohn und Heiligen Geist. Er schwört auf die alleinseligmachende katholische Kirche, und als deren treuer Sohn anerkennt er auch die zehn Gebote Gottes. Das siebente Gebot lautet: «Du sollst nicht stehlen!» Ich bin natürlich weit davon entfernt, etwa Herrn Bundesrat Musy des Diebstahls zu bezichtigen, aber in seiner Vorlage, die wir noch in Behandlung haben und wo wir vor einer sehr wichtigen Abstimmung stehen, kommt er doch dem Spruch ziemlich nahe: Nehmen ist seliger denn Geben. Herr Bundesrat Musy, ich möchte Sie darauf aufmerksam machen, daß Ihre Haltung und Vorlage und dasjenige, was darin zum Ausdruck kommt, doch sehr nahe an das herangeht, wo das Personal sagen muß: Wir können einen solchen Abbau nicht ertragen, das bedeutet für uns ein Abnehmen oder ein Abstehlen vom Notwendigsten von unserem Gehalt, das wir einfach nicht tragen können. Meine Liebe zu Herrn Bundesrat Musy ist so groß, daß ich ihn aber vor einem solchen Sündenfall behüten möchte. Mit Rücksicht darauf ersuche ich den hohen Rat, den Anträgen der sozialdemokratischen Fraktion zuzustimmen, in der Meinung, daß damit der Sündenfall des Herrn Bundesrat Musy gemildert oder beschworen ist.

M. Bujard: Je suis chargé par mon groupe de vous faire, messieurs, la déclaration suivante: Le groupe du centre qui était partisan des propositions du Conseil fédéral, regrette que les concessions apportées par la commission au projet du Conseil fédéral n'aient pas été jugées suffisantes par les grands groupes nationaux; toutefois, il déclare se rallier momentanément aux dernières propositions faites par ces groupes.

Cependant, il entend garder sa liberté de décision jusqu'au moment où le Conseil des Etats aura pris position et pour le cas où la situation économique serait modifiée en décembre.

M. Clottu, rapporteur de la majorité: La commission a tenu ce matin une brève séance.

Elle a constaté que les propositions de la majorité, exposées par les rapporteurs en séances des 21 et 22 septembre, sont abandonnées par la plupart des membres qui les avaient adoptées. En présence de cette situation, la Commission s'est prononcée tout

à l'heure, par toutes les voix exprimées — la moitié environ des commissaires s'étant abstenus — de se rallier à la formule de compromis présentée par plusieurs groupes de l'assemblée. Cette formule comporte la réduction de 7,5 % à partir du 1^{er} juillet 1933 pour une période de 18 mois expirant le 31 décembre 1934, des traitements et salaires de toutes les personnes au service de la Confédération. En outre, les fonctionnaires ayant plus de deux enfants de moins de 18 ans recevraient pour chacun d'eux un supplément d'allocation de 30 fr. par année. La portée financière de la formule transactionnelle représente une économie annuelle de 24 millions environ dont un peu plus de la moitié en faveur des C. F. F. et un peu moins de la moitié en faveur du budget fédéral. Rappelons que le résultat financier des propositions de la majorité de la commission assurait une réduction totale de dépenses de 29 ½ millions par an.

Il y a lieu de s'arrêter un instant à un amendement déposé par M. le conseiller national Foppa dans le sens de l'adjonction à l'art. 1^{er} d'un al. 1bis stipulant ce qui suit: « Pour les appointements qui dépendent de l'intensité du trafic, il sera tenu compte des réductions déjà subies à la suite de la diminution de ce trafic. »

La situation du personnel, peu nombreux paraît-il, visé par M. Foppa, mérite d'être examinée, afin d'éviter des injustices. Mais il est extrêmement difficile d'arrêter au pied levé un texte tenant équitablement compte des cas envisagés. Il vaut mieux, en conséquence, charger le Conseil fédéral, par voie de motion ou de postulat, de régler par voie d'ordonnance, de simple décision administrative, les conditions des réductions de salaires à appliquer aux burocrates postaux et les autres employés dont le montant de la rétribution dépend de l'importance du trafic.

Le rapporteur français de la commission tient à ajouter au bref exposé qu'il vient de faire à titre officiel, quelques considérations personnelles.

Persuadé de la nécessité pour le Conseil national d'arriver à mettre sur pied au cours de la présente session, une solution pouvant servir de base aux discussions du Conseil des Etats qui devra, à son tour, arrêter ses décisions dans la session de décembre, il votera en faveur de l'acceptation de la formule transactionnelle, parce que celle-ci apparaît comme la seule formule susceptible de grouper aujourd'hui une majorité dans cette salle.

Celui qui vous parle demeure toutefois convaincu que les propositions primitives de la majorité de la commission étaient pleinement justifiées en regard de la gravité de la situation budgétaire de la Confédération et des C. F. F. et qu'elles auraient pu être appliquées sans compromettre les conditions d'existence du personnel.

Aussi, le rapporteur français se réserve-t-il, si l'occasion lui en est offerte en décembre prochain, de donner son appui à une autre solution qui accentuerait davantage le montant des économies.

Reichling: Berichterstatter der Mehrheit: Seit Eintreten auf Art. 1 der Vorlage ist neu eingegangen ein Ergänzungsantrag des Herrn Foppa. Er will bei jenen Beamten oder Angestellten, deren Entlohnung von dem Geschäftsumsatz auf den betreffenden Dienststellen abhängig ist — es handelt sich

einzig und allein um Posthalter, deren Belohnung zum Teil von Eingang und Ausgang der Postsachen abhängig ist, — eine Berücksichtigung in dem Sinne eintreten lassen, daß der bereits eingetretene Rückgang der Bezüge zufolge verminderten Umsatzes auf diesen Poststellen in Anrechnung gebracht wird. Diese Frage ist bereits in der Kommission aufgegriffen worden. Sie wurde dort in dem Sinne erledigt, daß der Antragsteller, Herr Meyer, ersucht wurde, seinem Antrag die Form eines Postulates zu geben.

Heute liegt eine Motion Meyer vor, die diese Angelegenheit ordnen soll. Es handelt sich nach unseren Erkundigungen um maximal 40 Betroffene, die hier in Frage kommen können. Da hält die Kommissionsmehrheit dafür, daß die Lösung nicht in einem Annex zu Art. 1 gefunden werden soll, sondern, wie die Motion anstrebt, in einer Weiterleitung dieses Postulates an den Bundesrat, mit dem Ersuchen, diesen wenigen Betroffenen in geeignet erscheinender Weise entgegenzukommen. Wir beantragen Ihnen deshalb die Ablehnung dieses Antrages, werden Ihnen aber in der Folge Zustimmung zu der Motion des Herrn Meyer empfehlen, die in der gleichen Richtung geht.

Nur eine Bemerkung zu den in der Diskussion gefallenen Voten, und zwar zu denjenigen der Herren Killer und Bratschi. Man hat mir vorgeworfen, daß ich unrichtig orientiert habe, als ich erklärte, daß bei Besoldungskategorien unter 4000 Fr. zur Hauptsache die ledigen Funktionäre betroffen werden. Ich halte daran fest, daß das Hauptkontingent dieser Ledigen in diese Kategorie unter 4000 Fr. fällt. Wenn Sie diese Kategorie von der Einsparung ausnehmen, so wird das das Ergebnis zeitigen, daß ein Großteil der Ledigen eben an diese Einsparung nichts beizutragen haben wird. So habe ich mich dannzumal ausgedrückt, so drücke ich mich heute wieder aus, und es kann keine Rede davon sein, daß ich erklärt hätte, daß in diesen Kategorien keine Verheirateten figurieren würden. Das habe ich nicht gesagt, deshalb nicht, weil das nicht zutreffen würde.

Und nun die neue Situation. Die Kommission hat heute früh Kenntnis genommen von dem von allen bürgerlichen Fraktionen eingebrachten und mehrheitlich beschlossenen Verständigungsantrag. Er geht auf 7 ½ % Abbau und überdies auf eine Kinderzulage von 30 Fr. bei mehr als zwei, oder bei drei und mehr Kindern. Nachdem wir den ursprünglichen Antrag der Kommissionsmehrheit als aussichtslos betrachten müssen, haben wir uns diesem Verständigungsantrag, wie er hier vorgetragen und begründet worden ist, angeschlossen. Er bringt eine Einsparung von rund 24 Millionen, gegenüber einer solchen von 29 ½ Millionen nach dem ursprünglichen Antrag der Kommissionsmehrheit, 7 % gegenüber 8,7 %. Die Befristung hat insofern eine Aenderung erfahren, als dieser Verständigungsantrag eine Gültigkeit bis Ende Dezember 1934 vorzieht, also eine Gültigkeitsdauer von 1 ½ Jahren gegenüber 3 ½ Jahren nach dem ursprünglichen Antrag der Kommissionsmehrheit. Diese Kürzung der Frist hat zweifellos den Vorteil, daß veränderten Verhältnissen besser und rascher Rechnung getragen werden kann, als das nach der ursprünglichen Fassung der Fall gewesen wäre.

Das die Aenderungen, die der Verständigungsantrag, dem die Kommission in ihrer Mehrheit zustimmt, gegenüber dem ursprünglichen Antrag der

Kommissionsmehrheit bringt. Ich persönlich halte nach Kenntnisnahme der finanziellen Verhältnisse, sowohl beim Bunde als bei den Bundesbahnen, dafür, daß das für heute hier im Nationalrat wohl das Maximum des Erreichbaren darstellt, und speziell aus diesem Grunde kann ich auch meinerseits auf Grund der momentanen Sachlage diesem Verständigungsantrag meine Zustimmung geben, ebenfalls mit dem Vorbehalt, daß ich mich bei veränderten Verhältnissen im Dezember nicht unter allen Umständen an diesen Antrag gebunden fühle. Das wird auch die Kommissionsmehrheit an ihrem Ort nicht tun.

M. Pilet-Golaz, conseiller fédéral: Je n'ai rien juré ni rien promis à M. le président du Conseil national, mais j'espère néanmoins respecter sa parole. Je m'efforcerai d'être très bref et je m'excuse d'avance si la clarté de mes explications s'en ressent.

J'ai à vous fournir des éclaircissements sur les propositions présentées par M. Foppa et M. Bratschi d'une part et l'ancienne minorité de la commission d'autre part.

La proposition de M. Foppa tend à introduire dans le projet un art. 1bis ainsi conçu:

« Pour les situations qui dépendent de l'intensité du trafic, il sera tenu compte de la réduction déjà subie de ce fait. »

Il s'agit en réalité de régler autrement qu'on ne l'avait prévu la situation des buralistes de la poste, du téléphone et du télégraphe dans les bureaux de III^e classe, c'est-à-dire de 3 à 4000 employés de la Confédération. Je dis bien employés, et non fonctionnaires, parce que ces personnes n'ont pas la qualité ni les droits de fonctionnaires, mais n'en ont pas non plus les obligations. Ce sont en quelque sorte des entrepreneurs et le contrat qui les lie à l'Etat est un contrat d'entreprise dont les conditions ont été fixées par le Conseil fédéral au moyen d'une ordonnance. Ces conditions sont tout à fait différentes de celles des fonctionnaires. On ne peut régler ces deux situations simultanément dans un même texte. C'est ce que vous avez reconnu lorsque vous étiez au travail pour l'élaboration du statut et que vous aviez tout le temps nécessaire. A cette époque, en 1927, vous avez reconnu que vous deviez laisser au Conseil fédéral la compétence de régler cette question, parce que le Conseil fédéral seul pouvait tenir compte des circonstances si diverses qui peuvent se présenter. Je ne vois pas pourquoi aujourd'hui, vous viendriez renverser le système d'il y a 4 ans et qui est le seul applicable.

Le trafic dans les bureaux de troisième classe aux postes, télégraphes et téléphones dépend de quantité de conditions dont nous ne sommes pas les maîtres. Il ne dépend pas seulement de la crise. Il suffit par exemple que dans une vallée de montagne, l'été soit beau pour que le trafic augmente. L'année suivante, si l'été est pluvieux, le trafic diminue. Il faut aussi considérer le cas où des travaux sont entrepris dans une localité. Il suffit qu'une grande entreprise soit engagée dans une localité, — je pense par exemple à Klingnau, pour que son trafic augmente. Le buraliste appellera des auxiliaires à son aide, devra les rémunérer. Une fois l'entreprise terminée, le travail cessera et les dépenses connexes aussi.

Des situations de ce genre se présentent fréquemment à l'occasion de manifestations fédérales ou cantonales, fêtes de tir, expositions ou autres; on ne peut, chaque fois, tenir compte des modifications qui en résultent dans le trafic. Ce serait une perturbation constante. Il ne faut envisager que les grandes fluctuations qui peuvent se produire. Jusqu'à maintenant, elles ne sont pas encore venues. Lorsque j'aurai, cet après-midi ou demain, l'occasion de répondre à la motion déposée par M. Meyer, je pourrai donner à cet égard quelques explications complémentaires. Je vous lirai quelques chiffres tirés de statistiques et qui vous persuaderont qu'il n'y a ni urgence, ni péril.

Dans ces conditions, je ne puis que vous demander de repousser purement et simplement la proposition de M. Foppa. Cet art. 1bis qu'il voudrait introduire dans notre loi n'a rien à y faire. Il compliquerait la situation et rendrait une solution impossible au lieu de la faciliter.

Je vous dois encore quelques mots — je persisterai à être bref — sur les réflexions et suggestions formulées par M. le conseiller national Bratschi au sujet des indemnités auxiliaires. M. Bratschi a insisté auprès de vous pour que vous compreniez dans l'exclusion prévue par le projet de loi en faveur des allocations de résidence et d'enfants, également les indemnités accessoires qui sont payées à notre personnel. Il n'a envisagé, en bon cheminot qu'il est, que les chemins de fer fédéraux, mais il ne faut pas oublier qu'à côté des cheminots, il y a encore des postiers, des télégraphistes, des téléphonistes qui travaillent dans des conditions à peu près analogues. Ces indemnités sont payées aux uns et aux autres suivant divers modes de procéder, mais qui présentent cependant entre eux une très grande ressemblance. Les indemnités accessoires sont la contrepartie d'un travail supplémentaire ou plus pénible. C'est la rémunération d'un travail. Vous le verrez quand je vous indiquerai en quoi consistent ces indemnités supplémentaires. Elles ont été fixées en tenant compte des traitements arrêtés pour le personnel en 1927 concernant son activité ordinaire. Il y a là une liaison étroite, qu'on ne peut pas rompre, entre les indemnités supplémentaires d'un côté et le traitement de l'autre. Si une diminution des traitements de 7,8 ou 10 % intervient, il n'y a pas de motif pour que nous laissions intacte la rémunération complémentaire.

En quoi consiste-t-elle? Je vais vous lire quelques lignes d'un rapport remis par la Direction générale des C. F. F.

Vergütung für Dienstreisen und auswärtige Verwendung.

Il s'agit des indemnités de déplacement. M. Bratschi a dit que les dépenses que le personnel doit supporter lorsqu'il est employé en dehors du lieu de résidence n'ont pas diminué. Vous savez aussi bien que moi que précisément les dépenses d'alimentation — ce sont celles qui entrent en première ligne en considération — ont subi une réduction très sensible depuis 1927. Il ne s'agit pas de 10 ou de 15 %, mais de bien davantage. Il vous suffirait de vous renseigner auprès de nos buffets de gare, puisque ce sont eux qui fournissent les repas à notre personnel, pour vous convaincre que les prix sont modestes. Ils ont baissé, surtout entre 1930 et 1931. Depuis lors, cette réduction a continué. Nous savons de plus que si la vie baisse

encore — et, nous l'espérons, si les traitements sont réduits — nos buffetiers sont disposés à faire un effort complémentaire. Pour le prix de 1,70 fr. ou 1,80 fr. vous pouvez prendre dans les buffets de nos gares des repas normaux. On ne vous servira pas d'ortolans, certes, mais une viande, un légume, plus de quoi étancher la soif et un petit dessert. Que voulez-vous de plus? A cet égard la réduction des indemnités supplémentaires se justifie tout autant qu'une réduction des traitements.

Vergütung für Ueberzeitarbeit.

Il est naturel qu'un travail supplémentaire soit payé. On ne comprendrait pas cependant qu'il fût payé davantage qu'un travail ordinaire. Si l'on gagne tant pour 8 heures de travail, le jour où l'on fait une neuvième heure, on doit toucher une rémunération spéciale correspondant à une heure de travail, pas davantage.

Vergütung für Stellvertretung in einem höher eingereihten Amte.

C'est là une de ces indemnités supplémentaires que je n'ai jamais pu comprendre. Lorsqu'un fonctionnaire inférieur est appelé à remplacer un fonctionnaire supérieur, il devrait être enchanté de cette occasion qui lui est offerte de se former à une activité plus étendue. Il devrait être fier de remplacer son chef et il serait bien inspiré de remercier l'administration de ce choix, qui est peut-être pour lui la condition d'une promotion, le début d'un avenir meilleur. On n'en a pas moins décidé de payer une indemnité supplémentaire dans ce cas, si le remplacement dure plus de 30 jours. Là encore, il n'y a pas de motif pour maintenir une majoration par rapport au traitement ordinaire.

Vergütungen für Nacharbeit, Tunnelzulagen und Verschiedenes. Vergütungen für Nachtdienst.

C'est la même chose. Le travail de nuit doit être rémunéré et la proportion avec la rémunération du travail de jour respectée.

Nebenbezüge des Lokomotiv- und Zugpersonals.

C'est un poste assez important. C'est pour tenir compte de la dépense supplémentaire, de la fatigue ressentie dans le service des trains qu'on a prévu cette indemnité. Cela pouvait se justifier, dans une très grande mesure, au temps où nous avions partout la traction à vapeur. C'était alors pénible. Mais aujourd'hui que la traction électrique est généralisée, je me demande jusqu'à quel point cette indemnité-là est fondée. Raison de plus pour lui faire subir la réduction ordinaire.

Funktionszulagen.

C'est peu de chose. Il s'agit d'activités spéciales.

Dienstaltersgeschenke. Verpflegungszulage an die Arbeiter des Bahnunterhaltungsdienstes.

Cela non plus ne joue pas un rôle considérable. Toutefois, l'ensemble forme un total assez coquet.

Je vous mets en garde contre les décisions qui sont sollicitées, car elles réduisent encore sensiblement les économies que nous avons envisagées et ne seraient pas justifiées.

La progression, je n'en parlerai pas longuement. J'ai entendu avec beaucoup de plaisir un certain nombre d'orateurs, et non des moindres, déclarer qu'ils ne pouvaient pas se rallier au système de la progression. J'ai été surpris par contre d'entendre M. Bratschi, qui est certainement un homme intelligent et qui con-

naît les besoins de l'administration, laisser supposer que nous pouvions porter à nos hauts fonctionnaires un coup aussi dur que celui auquel quelques-uns ont pensé. Ce serait une décision non seulement injuste, mais dangereuse. Ce qui fait la valeur de notre administration, ce qui fait la valeur des services de la Confédération, en particulier de ses régies, c'est le cadre du haut personnel. Ce haut personnel n'a pas été traité comme il l'aurait mérité en 1927. Déjà, à cette occasion, on a rapproché ses appointements de ceux des classes inférieures. A vouloir poursuivre cette œuvre de nivellement, on n'arriverait qu'à faire baisser le niveau général de l'administration et à nous priver peu à peu de collaborateurs conscients de leur responsabilité, capables d'assumer des compétences et de prendre des initiatives — c'est ce dont nous avons besoin. En définitive, ce ne serait pas une économie qu'on réaliserait; on aboutirait plutôt à une dépense supplémentaire que vous mettriez à la charge de la Confédération.

Permettez-moi de rappeler à ce propos que ces hauts fonctionnaires ont des charges très lourdes, notamment dans la ville de Berne, charges que connaissent beaucoup moins les fonctionnaires moyens. C'est la charge des impôts. Est-il un canton où l'impôt ne soit pas progressif? Est-il un canton où les hauts fonctionnaires n'aient pas à payer un chiffre d'impôt beaucoup plus élevé que celui des petits fonctionnaires? Les impôts n'ont pas baissé et vous savez qu'ils ne baisseront pas. Nul ne peut demander une atténuation des impôts, parce que ce serait une impossibilité. Les hauts fonctionnaires seront toujours fortement frappés. Les petits le sont moins — et j'en suis content pour eux — parce qu'ils bénéficient des défalcatons pour charges de famille, que connaissent les législations fiscales. Il ne serait donc pas indiqué d'aggraver la situation du haut personnel.

Quant aux traitements de 3000 fr., j'avoue que j'ai entendu avec un peu d'étonnement certaines affirmations qui ont été lancées ici. Ceux qui gagnent 3000 fr., a-t-on dit, ne peuvent pas supporter une réduction de leur traitement; ce ne sont pas seulement des débutants, des célibataires; il y a des petits employés, des pères de famille, et l'on a indiqué toute une série.

Mais on aurait dû dire aussi dans quelles circonstances ces traitements se présentaient. Il y a trois classes de traitements commençant à moins de 3000 fr.: les 26^e, 25^e et 24^e; mais toutes les trois se terminent par un traitement très supérieur au chiffre initial. La 26^e classe commence à 2700 fr.; elle atteint le maximum de 3900. La 25^e classe débute à 2800 pour aboutir à 4200. La 24^e classe commence à 2290 et va jusqu'à 4500. Par conséquent, les gens qui, chez nous, gagnent 3000 fr., viennent d'entrer dans l'administration, ou ce sont des jeunes gens qui font leur apprentissage, ou de simples manœuvres. Et je n'ai pas parlé des indemnités de résidence et des allocations pour enfants, qui viennent s'ajouter aux maxima. On peut parler de traitements qui dépassent 4000 ou même 5000 fr., avec les familles de deux ou trois enfants. 3000 fr., ce sont des débutants, des célibataires, qui les reçoivent et qui, mieux que tous nos autres fonctionnaires, peuvent supporter cette réduction. Précisément, parce qu'il s'agit de célibataires, je n'admettrai pas qu'on puisse exonérer ces traitements-là.

Enfin, j'ai à remettre au point une contestation sur les renseignements fournis la semaine dernière quant à la caisse de pension des C. F. F. Vous me permettez de le faire, même s'il me faut une ou une minute et demie. Mais je n'aime pas qu'on me reproche de ne pas avoir dit la vérité. Je me suis toujours imposé le devoir, qu'il soit dur, désagréable ou pas, de dire la vérité, et quand j'articule un chiffre, il est exact, à moins qu'on ne m'ait trompé moi-même.

Le 28 août 1932, comme salut de joyeux retour, j'ai trouvé, à mon bureau, un dossier, une note de la direction générale des C. F. F., où j'ai lu entre autres:

« Das versicherungstechnische Defizit der Pensions- und Hilfskasse, welches durch die im Jahre 1928 vorgenommene Statutenänderung von 399 Millionen auf 322 Millionen gesenkt werden konnte, ist seither wieder auf 332 Millionen angewachsen. Trotzdem die Leistungen der Verwaltung für die Kasse von 14 Millionen im Jahre 1923 auf 28,3 Millionen im Jahre 1932 gesteigert worden sind, ist die Sanierung der Kasse keine vollständige, indem das versicherungstechnische Defizit nicht verzinzt wird. Für diesen Zweck wären jährlich 10 weitere Millionen notwendig. Die Pensions- und Hilfskasse kann auch insofern zu einer Steigerung der Ausgaben führen, als erfahrungsgemäß die menschliche Lebensdauer und damit auch die Lasten der Kasse stetig zunehmen. »

10 millions encore en plus des 28 millions que nous dépensons aujourd'hui, vous entendez bien! Par conséquent, loin de vous peindre trop en noir la situation des C. F. F., j'ai peut-être laissé quelques ombres à côté de mon tableau. Dans ces conditions, je suis persuadé que vous écarterez toutes les propositions qui pourraient émasculer le projet et, d'avance, je vous en remercie.

M. Musy, conseiller fédéral: Vous êtes en présence d'une série de propositions:

La proposition de la majorité de la commission a disparu. Je ne la cite que pour mémoire. Nous aurions pu nous y rallier. Elle aurait procuré à la Confédération une économie de 29 millions.

Il y avait ensuite la proposition de M. Z'graggen (10 % avec allocation de 40 fr. pour tous les enfants). L'économie aurait été de 28 millions. Cette proposition a été retirée.

Ensuite, vient la proposition de la minorité de la commission. Ceux qui l'ont présentée la retirent, mais j'ai entendu M. Bratschi déclarer qu'il la faisait sienne. Elle comporte une réduction de 5 %, sauf pour le mois de décembre et un supplément de 30 fr. par enfant dans toutes les familles où il y a plus de deux enfants. L'économie réalisée ne serait plus que de 14 millions. Nous avons ensuite la proposition de M. Rossi: système dégressif, économie de 21 millions.

Puis, la proposition de la fraction socialiste, différente de celle de M. Bratschi. Il s'agit d'une réduction de 3 % pour les traitements de 4000 à 5000 fr. et d'une réduction de 5 % pour les traitements de plus de 5000 fr. L'économie serait de 12 millions.

Les communistes ne sont que deux dans cette salle et trouvent moyen de ne pas se mettre d'accord. M. Müller propose une réduction progressive de 5 à 30 % sur les traitements dépassant 9000 fr. La pro-

position de M. Arnold est une atténuation du système précédent. Les deux propositions entraîneraient une économie de 5 millions à peu près.

Si vous aviez suivi le Conseil fédéral sur le terrain où il se plaçait, nous ne serions pas en présence de toutes ces propositions, notamment pas de la proposition comportant un système dégressif défendue par M. Rossi. Le Conseil fédéral avait estimé qu'il ne s'agissait pas d'une réduction du traitement réel, mais d'une adaptation du traitement nominal au niveau actuel du coût de la vie. La question ne devait porter que sur la réduction effective du coût de la vie. Le problème qui s'était posé au Département des finances et au Conseil fédéral était celui-ci: déterminer la réduction effective du coût de la vie depuis 1927 jusqu'à aujourd'hui. Les index nous renseignent suffisamment pour que je puisse affirmer que la réduction du coût de la vie est approximativement du 12 %. M. Bratschi nous a dit que tous les éléments qui entrent dans les dépenses d'une famille ne sont pas envisagés dans le calcul des index. C'est précisément pour tenir compte de cela que nous avons fixé notre proposition de réduction, non pas à 12 %, mais à 10 %.

Si vous comparez les traitements des fonctionnaires avec ceux de l'immense majorité des autres salariés qui n'ont pas l'avantage d'être au service de l'Etat, il est incontestable que cette réduction est équitable.

J'insiste sur un point: La proposition d'adaptation que nous avons faite laisse intactes l'allocation de résidence qui coûte de 8 à 9 millions, l'allocation pour enfants, qui coûte à peu près la même somme et toutes les prestations supplémentaires de la Confédération en faveur du personnel, en particulier celles qu'elle verse à la caisse de retraite. Mon honorable collègue, M. Pilet-Golaz, vous a rappelé tout à l'heure que les C. F. F. se trouvent en présence d'un déficit technique de plus de 300 millions. Nous logeons à la même enseigne. La caisse d'assurance de l'administration centrale de la Confédération, y compris les postes, télégraphes, téléphones, a également un déficit de 300 millions environ. Nous n'avons rien amorti de tout cela. Il faudra un jour que mon collègue et moi cherchions les moyens d'amortir petit à petit ce passif. Je suppose que la réduction du versement annuel que vous devrez faire aux C. F. F. et à la caisse de retraite du personnel de l'administration centrale pourra être continuée sur la base des chiffres qui ont été ceux de ces dernières années, de façon à commencer un amortissement. Mais ce sera long.

J'attire votre attention sur d'autres prestations, encore, en particulier sur les uniformes. Ceux-ci coûtent 4 millions à la Confédération. Je ne veux pas vous donner lecture de cette longue liste des prestations supplémentaires que la Confédération veut maintenir en faveur de son personnel. J'aurais l'air de regretter ces suppléments que nous avons accordés de bon cœur au personnel. Il faut tout de même que ceux surtout qui, comme M. Bratschi, vivent dans notre administration, se rappellent que ces prestations signifient pour la Confédération une dépense très lourde, un nombre important de millions qui ne sera pas affecté par l'adaptation proposée.

M. Bratschi nous a dit que nous proposons des réductions qui ne se justifiaient point, que nous allions beaucoup trop loin, que le Conseil fédéral devrait

faire une « mutige Politik » en particulier contre le capital et que nous arriverions à redresser la situation par d'autres moyens.

Le budget provisoire de 1932, préparé sur la base des précisions communiquées au Département des finances est prêt. Il se solde par un déficit qui dépasse 80 millions, compte tenu des économies réalisables sur les subventions, sur la base des communications faites aux cantons. Et cependant toute une série de dépenses extraordinaires que vous avez votées et que vous voterez encore ne sont pas comprises dans ce budget. Il n'y a rien en particulier pour vous, mon honorable collègue du Département des postés et des chemins de fer, il n'y a rien pour les C. F. F., alors qu'on parle déjà d'un secours absolument nécessaire de 30 millions.

Un mot en particulier des dépenses d'ordre social. Le Département de l'économie publique avait l'année dernière un budget total de 80 millions. Il m'annonce pour 1933 un budget de 106 millions. C'est 26 millions de plus. Et encore n'y sont pas compris 1,200,000 francs que l'on va voter aux petits industriels horlogers, 2 millions pour la broderie, 3 millions (sur 12) pour les agriculteurs, 120,000 fr. à l'industrie à domicile. On n'a rien prévu pour le lait. Or, d'après les calculs qui ont été faits au service de l'agriculture et contrôlés chez nous c'est pour 1932 une dépense de 7 millions environ. Si vous additionnez aux 106 millions indiqués tout à l'heure les 14 millions que je viens d'énumérer, vous arrivez à un total de 120 millions, c'est-à-dire, pour un seul département, environ 40 millions de plus que les dépenses correspondantes que vous avez approuvées en décembre de l'année dernière.

Messieurs, réfléchissez à ces chiffres, surtout au déficit des C. F. F. Je sais que le budget qui va vous être présenté en décembre prochain, annonce un déficit de 45 ou 48 millions de francs (M. Pilet, conseiller fédéral: 45 millions); mais pour procéder aux amortissements nécessaires, dont mon cher collègue vous avait parlé avec beaucoup d'éloquence l'autre jour, il vous faudrait avoir 30 à 35 millions de plus. Le déficit réel n'est pas de 45 millions, mais de 80 millions.

Cela ne signifie pas le moins du monde que nos chemins de fer nationaux soient plus mal en point que les chemins de fer des autres pays, mais nous devons avoir le courage d'établir une comptabilité et une situation nettes.

Vous voyez que, sur la base des dépenses annoncées par les départements, sans tenir compte des dépenses extraordinaires que vous avez votées, nous aurons un déficit de 80 millions, plus celui des C. F. F.

Si j'ajoute les dépenses supplémentaires que vous voterez encore, nous arriverons à un déficit total s'approchant de 100 millions seulement pour la Confédération.

M. Bratschi voudrait que nous couvrions une bonne partie de ce déficit par un appel supplémentaire aux contribuables. Ce sera probablement nécessaire, dans une certaine mesure. Je ne me prononce pas encore et ne veux dire pour l'instant, ni dans quelle mesure, ni comment. Mais je ne puis pas tolérer — je suis comme mon collègue, M. Pilet, j'aime beaucoup la vérité, j'aime la réalité des choses — qu'on vienne prétendre que la fiscalité suisse soit insuffisante.

Les impôts que l'on paie en Suisse ne ménagent point le capital, comme on le prétend à tort. J'ai des chiffres sous les yeux. En 1914, le contribuable suisse payait à la commune, au canton et à la Confédération, comme impôt direct, 160 et quelques millions; disons: 170 millions.

Que paie-t-il actuellement? Il a payé 611 millions en 1931.

D'autre part, les impôts indirects, eux aussi, sont en augmentation, mais dans une proportion un peu moins forte. Le total de la charge fiscale est actuellement d'un milliard, chiffre rond.

Je constate que, par tête de population, comme impôt direct, le peuple suisse paie 151 fr.

Voici quelques autres chiffres. Il faudrait que vous les reteniez. Je vous les ai déjà indiqués je ne sais combien de fois, pour démontrer que la charge fiscale était trop lourde; mais, comme on conteste l'exactitude de cette affirmation, il faut que je la répète.

Voici donc l'imposition moyenne de différents pays: en Belgique, 70 fr.; Danemark, 40; Allemagne, 86; Finlande, 23; Italie, 43; Pays-Bas, 51; Norvège, 36; Autriche, 50; Pologne, 17; Suède, 76; Tchecoslovaquie, 19. Chez nous, en Suisse, 151 fr., Messieurs! Il n'y a que l'Angleterre, pour les raisons que j'indiquais l'autre jour, qui paie, par tête de population, un impôt supérieur au nôtre.

Il est donc injuste de venir prétendre ici que la politique fiscale de la Suisse ait été pusillanime. Cette affirmation n'est pas fondée. Nous avons fait, au contraire, une politique courageuse. Nous avons demandé au contribuable des sacrifices importants. Nous lui demanderons des sacrifices supplémentaires, qui seront durs à accepter. Mais je maintiens que, en perspective des sacrifices nécessaires, il était indispensable de commencer par réadapter les traitements pour les ramener au chiffre effectif de 1927.

Il faut être juste, Messieurs. M. Meyer me disait: « Ministre des finances, écoutez donc votre cœur! » Mais oui, je dois tâcher de concilier — ce n'est pas toujours facile — les tendances de mon cœur avec les exigences de la raison.

L'honorable M. Bratschi invoque les sacrifices qu'on a faits pour ceux-ci et pour ceux-là. Il a parlé tout à l'heure des paysans. Messieurs, je me suis mis en relations, hier soir, avec quelqu'un qui pouvait me renseigner exactement sur les résultats de la grande foire de Bulle. J'ai demandé comment les transactions s'étaient faites. Mal, m'a-t-on répondu. — A-t-on vendu? — Oui, parce qu'il fallait de l'argent, mais le résultat est celui-ci: ce que l'on vendait l'année dernière 1000, 1100, 1200 fr., il a fallu le donner pour 600, 650, 700 fr. Le déchet est tel que c'est le retour au prix d'avant-guerre. Et je ne comprends pas qu'on puisse parler d'équité et de justice et prétendre que nous abandonnons ces principes, qui doivent rester la base de tout Etat bien organisé, en vous proposant une solution qui laisse au personnel un traitement de 100 % supérieur à celui d'avant-guerre, alors que quantité de producteurs doivent se contenter des prix de 1914.

Nous devons avoir le cœur ouvert à tous les besoins, et non pas seulement à l'égard des fonctionnaires. Je pense à la lutte contre le chômage, à ceux qui n'ont pas de pain, et qu'il faudra soutenir. Au mois de décembre prochain, on vous demandera l'autorisation de continuer à verser la part de la

Confédération en faveur des chômeurs. Mais il y aura plus; un canton nous a déjà déclaré qu'il était dans l'impossibilité de continuer ses propres sacrifices et que, par conséquent, il fallait que la Confédération, tout en continuant à verser son apport, fasse au canton une avance à un taux réduit, qui lui permette de continuer son action en faveur des chômeurs. Je plains le Département des finances de ce canton obligé d'emprunter, qui s'arrête devant l'émission publique parce qu'il pense que son crédit est sérieusement compromis et qui s'adresse à la Confédération en lui disant: «Epargnez-nous l'obligation de placer des titres dans le public; faites-nous l'avance d'un certain nombre de millions à des conditions modérées.» Un autre canton est encore venu et même une ville du canton de Berne (ce n'est pas la ville de Berne) qui nous a déclaré qu'à la fin de l'année, il lui fallait 10 millions! Voilà la situation dans laquelle nous nous trouvons.

M. Bratschi évidemment a une situation extrêmement délicate; il veut avoir dans sa poitrine deux amitiés: celle de l'administrateur des chemins de fer fédéraux (il est membre du conseil d'administration des chemins de fer fédéraux) et celle de représentant attitré du personnel. Je me rends parfaitement compte, M. Bratschi, que vous devez avoir des conflits de conscience extrêmement pénibles. S'il n'avait dépendu que de moi, vous ne les auriez jamais connus. (Hilarité.)

Par conséquent, regardez tous ces chiffres, comparez les budgets de cette année avec ceux de l'année dernière et vous arriverez à cette conclusion que le Conseil fédéral, en faisant sa proposition, n'a fait qu'obéir à des nécessités urgentes sans se départir des exigences de la justice et de l'équité.

On nous a donné connaissance du compromis qui est intervenu. Je suis très heureux de constater que le Conseil national a voté l'entrée en matière sur le projet de loi concernant l'adaptation des traitements, c'est-à-dire qu'il a décidé en principe la réduction des salaires nominaux. Le Conseil fédéral prend acte de ce que les partis politiques, à l'exception du parti socialiste, ont accepté un compromis comportant une réduction uniforme de 7½ %, appliquée à tous les traitements et salaires pendant 12 mois de l'année, l'allocation pour enfants étant portée de 120 fr. à 150 fr.; pour les familles ayant plus de deux enfants. Ce régime provisoire ira jusqu'à la fin de 1934.

Je constate par conséquent qu'il est inutile et inopportun dans les conjonctures actuelles d'opposer une contre-proposition à celle du compromis. Le Conseil fédéral examinera cependant d'ici à décembre, c'est-à-dire avant les délibérations du Conseil des Etats, si les circonstances lui permettent d'adhérer aux décisions du Conseil national ou si, au contraire, le développement des éléments lui imposera de maintenir une proposition comportant une réduction plus forte que celle prévue par le compromis.

Voilà le point de vue du Conseil fédéral. Nous entendons nous réserver pleine et entière liberté d'action devant le Conseil des Etats. Si, au mois de décembre la situation s'aggrave, il est très certain que le Conseil fédéral sera obligé de demander que la réduction soit supérieure à celles qui sont prévues dans le compromis. Car — je réponds encore une fois à MM. Meyer et Bratschi — nous voulons la justice, mais la justice pour tous, c'est-à-dire que nous vou-

lons que les finances fédérales puissent satisfaire aux exigences de tous les groupes économiques.

On nous dira peut-être que le Conseil fédéral a eu tort de ne pas accepter votre proposition; on veut la paix et la concorde. Messieurs, comme chef du Département des finances, je suis obligé de vouloir la paix et la concorde, mais dans la sécurité.

Präsident: Es muß noch eine kleine Richtigstellung angebracht werden. Nicht die Herren Bundesräte haben mir versprochen, sich in ihren Schlußvoten kurz zu halten, sondern die Diskussionsredner und die Referenten. Wenn die Herren Bundesräte die promise eingegangen wären, daß sie sich in ihren Schlußvoten kurz fassen wollten, hätten sie sie sicher auch gehalten. (Heiterkeit.)

Abstimmung. — Vote.

Präsident: Ich denke bei der Abstimmung folgendenmaßen vorzugehen.

Es stehen sich zwei Systeme von Anträgen gegenüber, die ich zum Ausgangspunkt der Abstimmung machen will: 1. die Herabsetzung nach einem Einheitsprozentsatz, wie es die Kommission und die Kommissionsminderheit, die heute noch auf Herrn Bratschi als rocher de bronze ruht, wollen. 2. die Herabsetzung mit Differenzierung.

Zuerst behandeln wir die Anträge, die zu beiden Systemen passen, und zwar 1. den Kommissionsminderheitsantrag zu Al. 3 des Art. 1, dann den Antrag Foppa; dann möchte ich die Kinderzulagen, zu denen ich bemerken muß, daß Herr Z'graggen seinen bezüglichen Antrag nicht zurückgezogen hat, sondern nur den Antrag auf 10 %, bereinigen und subeventuell abstimmen lassen über den Antrag der Kommission und den Antrag Rossi. Dann bereinige ich das erste System mit dem einheitlichen Abzug, indem ich entscheiden lassè zwischen dem Antrag der Kommissionsmehrheit und dem Kompromißantrag auf 7½ %; der Antrag auf 10 %igen Abbau ist ja dahingefallen. Dann bereinige ich das zweite System, also die Abstufung nach Gehaltshöhe, und zwar kommen in Betracht die Anträge Müller-Zürich und Arnold, dann die der Sozialdemokratie und von Herrn Rossi, die in eventueller Abstimmung zu bereinigen sind; was dabei herauskommt, werde ich dem gegenüberstellen, was das Resultat der Bereinigung des ersten Systems ist, also Minderheits- und Mehrheitsantrag der Kommission. Am Schluß dieser Eventualabstimmung frage ich Sie, ob Sie den so abgeänderten Art. 1 annehmen wollen oder nicht.

Sind Sie mit diesem Abstimmungsmodus einverstanden? Es ist der Fall.

A. Erledigung der Anträge, die zu beiden Systemen passen.

1. Für den Antrag der Kommissionsminderheit (Ergänzung von Ziff. 3 dahin, daß auch Kinderzulagen einbezogen werden, Dienstreisen und Nebenbezüge aber ausgenommen sind) Minderheit
2. Für den Antrag Foppa + 67 Stimmen
Dagegen 69 Stimmen
3. Für den Antrag der Kommissionsminderheit (Ausnahme im Dezember) 53 Stimmen
Dagegen 95 Stimmen

4. Kinderzulagen

Subeventuell: — Souséventuellement:

Für den Antrag der Kommission
und Z'graggen (Kinderzulagen
für alle Familienväter) Mehrheit

Für den Antrag Rossi (Zulagen nur
für die von der Herabsetzung be-
troffenen Familien) Minderheit

Subeventuell: — Souséventuellement:

Präsident: Jetzt handelt es sich darum, zu ent-
scheiden, ob Sie, nach Antrag der Kommission, die
Kinderzulagen nur geben wollen bei mehr als zwei
Kindern, oder in allen Fällen.

Für den Antrag der Kommission Mehrheit

Subeventuell: — Souséventuellement:

Festsetzung der Kinderentschädigungen
Für den Antrag Rossi (30 Fr.) 103 Stimmen
Für den Antrag Z'graggen (40 Fr.) 57 Stimmen

Präsident: Damit ist die Frage der Kinderzulagen
im Sinne der Formulierung der Kommissionsmehrheit
erledigt.

Nun erfolgt die Bereinigung des ersten Systems,
das den Einheitsprozentsatz zur Grundlage hat, in
eventueller Abstimmung.

B. Bereinigung des ersten Systems (Einheitsansatz).

Für den Antrag Schüpbach (7½ % Ab-
bau) 96 Stimmen

Für den Antrag der Kommissions-
minderheit (5 % Abbau) 51 Stimmen

C. Bereinigung des zweiten Systems (Abstufungen).

Präsident: Es erfolgt die Bereinigung des zweiten
Systems auf Grund der Abstufung nach der Gehalts-
höhe. Hier haben wir in subeventueller Abstimmung
zu entscheiden zwischen den Anträgen Arnold, der
bei 8000 Fr. anfangen will, und Müller-Zürich, der
erst bei 9000 Fr. beginnen will. (Heiterkeit.)

Subeventuell: — Souséventuellement:

Für den Antrag Arnold 2 Stimmen

Präsident: Jetzt haben wir einmal das Vergnügen
erlebt, daß Herr Müller gegen seinen eigenen Antrag
gestimmt hat (**Müller:** Das ist nicht wahr); ich darf
also annehmen, daß in subeventueller Abstimmung
der Antrag Arnold angenommen sei.

Subeventuell: — Souséventuellement:

Für den Antrag der sozialdemokrati-
schen Fraktion 77 Stimmen

Für den Antrag Rossi 56 Stimmen

Eventuell: — Eventuellement:

Für den Antrag Arnold Minderheit

Definitiv: — Définitivement:

Präsident: Es stehen sich zwei Hauptanträge
gegenüber: Der Antrag auf 7½ % plus 30 Fr.
Kinderzulagen und der Antrag der sozialdemokrati-
schen Fraktion.

Für den Antrag auf 7½ % plus Kinder-
zulagen 90 Stimmen

Für den Antrag der sozialdemokrati-
schen Fraktion 54 Stimmen

Definitive Abstimmung: — Vote définitif.

Für Annahme des so bereinigten Art. 1 90 Stimmen

Für Ablehnung des Art. 1 60 Stimmen

Präsident: Damit sind alle Hauptfragen der Vor-
lage entschieden. Sie werden in ein paar Minuten
den Entwurf durchberaten haben. (Schlußrufe.) Ich
mache insbesondere darauf aufmerksam, daß mit der
Abstimmung über Art. 1 auch Art. 4 präjudiziert ist.
(Wiederholte Schlußrufe.)

Art. 2.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrats.

Proposition de la commission.

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Angenommen. — *Adopté.*

Art. 3.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrats.

Proposition de la commission.

Adhérer au projet du Conseil fédéral.

Angenommen. — *Adopté.*

Art. 4.

Antrag der Kommission.

Dieses Gesetz tritt am 1. Juli 1933 in Kraft. Es
gilt bis zum 31. Dezember 1934. Der Bundesrat ist
mit der Vollziehung beauftragt.

Proposition de la commission.

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} juillet 1933.
Elle porte effet jusqu'au 31 décembre 1934. Le
Conseil fédéral est chargé de son exécution.

M. Graber: Je propose de suspendre la séance et
je crois être l'écho de tout le Conseil en vous le de-
mandant.

Präsident: Wollen Sie darüber entscheiden, ob
Sie Art. 4 noch behandeln oder ob Sie die Sitzung
aufheben wollen. Ich kann Ihnen dabei wiederholen,
was ich Ihnen bereits gesagt habe: daß Art. 4 prä-

judiziert und damit angenommen, die Vorlage materiell erledigt ist, und zwar trotz allen Schlußrufen.

Es bleibt noch zu behandeln das Postulat Meyer und das der Kommission, die wir ohnehin zurücklegen wollten.

Angenommen. — *Adopté.*

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 29. September 1932.
Séance du matin du 29 septembre 1932.

Vorsitz — Présidence: Hr. *Abt.*

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Fortsetzung. — *Suite.*

Siehe Seite 694 hievor. — Voir page 694 ci-devant.

Gesamtabstimmung. — *Vote sur l'ensemble.*

Für Annahme des Gesetzentwurfes	83 Stimmen
Dagegen	53 Stimmen

Motion Meyer-Luzern.

Der Bundesrat wird eingeladen, den prozentualen Abbau der Bezüge der Posthalter und Ablagehalter derart durchzuführen, daß das durch den Rückgang der Verkehrsnoten bereits reduzierte Einkommen mit eingerechnet wird.

Als Grundlage gilt der durchschnittliche Stand der Verkehrsnoten der Jahre 1928 bis 1931.

Mitunterzeichner: ab Yberg, Berthoud, Burri, Flückiger, Keller, Lachenal, Rais, Schüpbach, Stampfli.

Motion Meyer-Lucerne.

Le Conseil fédéral est invité à faire entrer en compte dans le calcul de la réduction des traitements des buralistes et dépositaires postaux la diminution de revenu qu'ils ont déjà subie par suite du recul du trafic.

Le nombre moyen des notes des années 1928 à 1931 sera pris comme base.

Cosignataires: ab Yberg, Berthoud, Burri, Flückiger, Keller, Lachenal, Rais, Schüpbach, Stampfli.

Meyer-Luzern: Die Ihnen vorgelegte Motion hat folgenden Wortlaut:

«Der Bundesrat wird eingeladen, den prozentualen Abbau der Bezüge der Posthalter und Ablagehalter derart durchzuführen, daß das durch den Rückgang der Verkehrsquote bereits reduzierte Einkommen mit eingerechnet wird. Als Grundlage gilt der durchschnittliche Stand der Verkehrsquote in den Jahren 1928 bis 1931.»

In der Botschaft des Bundesrats sind die Posthalter und Ablagehalter auf Seite 14 erwähnt und zwar als diejenigen Angestellten des Bundes, welche nicht unter die Klasseneinteilung des Beamtengesetzes fallen, deren Besoldung mithin nicht durch das Beamtengesetz geordnet ist. Zu diesen Posthaltern und Ablagehaltern gehören — es sei dies beigefügt — noch die Landtelephonisten. Alle diese Angestellten des Bundes sind in der Hauptsache Akkordarbeiter. Ihre Besoldungsverhältnisse sind höchst eigenartig. Unser verehrter Herr Kollege Foppa hat gestern die materielle Seite dieser Besoldungsspezialität vollkommen richtig dargestellt. Ich kann ihm in allen Teilen zustimmen und deshalb meine eigene Begründung heute kürzer fassen. Nur in der Form weiche ich ab von seiner Auffassung, weil eben die Besoldungsverhältnisse der Posthalter auf einer Verordnung des Bundesrats beruhen und nicht auf dem Beamtengesetz. Wenn also die beiden Räte sich maßgeblich über die Frage der Ordnung der Besoldung der Posthalter äußern wollen, können sie das in formeller Beziehung nicht auf dem Wege des Beamtengesetzes tun, sondern wir müssen es tun auf dem Wege einer besondern Motion oder eines Postulates. Daher also diese Motion, die ja sonst schwer verständlich wäre.

Die Vorschriften für die Besoldung der Posthalter und Postablagehalter sind niedergelegt in der im Personal bekannten Vorschrift C 3, einer Verordnung der schweizerischen Postverwaltung. Diese bestimmt in § 3: «Die Vergütung für den Bürodienst richtet sich nach dem Verkehr der Dienststellen. Der zur Bedienung dieses Verkehrs erforderliche Arbeitsaufwand wird in Verkehrsnoten ausgedrückt». Ferner kommt hier in Betracht § 11 der genannten Vorschrift, welcher bestimmt: «Jedes Jahr auf 1. April findet auf Grund des Verkehrs des Vorjahres eine Neufestsetzung der Vergütungen statt».

Diese zwei Bestimmungen zeigen Ihnen mit aller Deutlichkeit, daß es sich hier um eine Art Besoldung handelt, die am besten mit einem Akkord zu vergleichen ist. Steigt der Verkehr eines Büros, dann steigen die Einnahmen; fällt er, so fällt auch das Einkommen. Infolgedessen ist konsequenterweise das Einkommen dieser Posthalter und Postablagehalter durch die Krise beeinflusst; soweit die Krise den Verkehr reduziert, fällt auch das Einkommen. So haben wir bei dieser Kategorie in einem großen Teil der Schweiz sehr einschneidende Wirkungen festzustellen, namentlich in denjenigen Gebieten, wo die Industrie zufolge der Landes- oder Weltkrisis zurückgegangen ist, so insbesondere im Jura, in den Gebieten der Uhrenfabrikation. Die gleiche Erscheinung sehen wir in der Ostschweiz, in den Stickergebieten, oder dort, wo der Fremdenverkehr vorherrschend den Postverkehr beeinflusst, wie in Graubünden — Herr Foppa hat ja eine Reihe von

Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1932
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2833
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	28.09.1932
Date	
Data	
Seite	694-712
Page	
Pagina	
Ref. No	20 031 279

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

judiziert und damit angenommen, die Vorlage materiell erledigt ist, und zwar trotz allen Schlußrufen.

Es bleibt noch zu behandeln das Postulat Meyer und das der Kommission, die wir ohnehin zurücklegen wollten.

Angenommen. — *Adopté.*

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 29. September 1932.
Séance du matin du 29 septembre 1932.

Vorsitz — Présidence: Hr. *Abt.*

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Fortsetzung. — *Suite.*

Siehe Seite 694 hievor. — Voir page 694 ci-devant.

Gesamtabstimmung. — *Vote sur l'ensemble.*

Für Annahme des Gesetzentwurfes	83 Stimmen
Dagegen	53 Stimmen

Motion Meyer-Luzern.

Der Bundesrat wird eingeladen, den prozentualen Abbau der Bezüge der Posthalter und Ablagehalter derart durchzuführen, daß das durch den Rückgang der Verkehrsnoten bereits reduzierte Einkommen mit eingerechnet wird.

Als Grundlage gilt der durchschnittliche Stand der Verkehrsnoten der Jahre 1928 bis 1931.

Mitunterzeichner: ab Yberg, Berthoud, Burri, Flückiger, Keller, Lachenal, Rais, Schüpbach, Stampfli.

Motion Meyer-Lucerne.

Le Conseil fédéral est invité à faire entrer en compte dans le calcul de la réduction des traitements des buralistes et dépositaires postaux la diminution de revenu qu'ils ont déjà subie par suite du recul du trafic.

Le nombre moyen des notes des années 1928 à 1931 sera pris comme base.

Cosignataires: ab Yberg, Berthoud, Burri, Flückiger, Keller, Lachenal, Rais, Schüpbach, Stampfli.

Meyer-Luzern: Die Ihnen vorgelegte Motion hat folgenden Wortlaut:

«Der Bundesrat wird eingeladen, den prozentualen Abbau der Bezüge der Posthalter und Ablagehalter derart durchzuführen, daß das durch den Rückgang der Verkehrsquote bereits reduzierte Einkommen mit eingerechnet wird. Als Grundlage gilt der durchschnittliche Stand der Verkehrsquote in den Jahren 1928 bis 1931.»

In der Botschaft des Bundesrats sind die Posthalter und Ablagehalter auf Seite 14 erwähnt und zwar als diejenigen Angestellten des Bundes, welche nicht unter die Klasseneinteilung des Beamtengesetzes fallen, deren Besoldung mithin nicht durch das Beamtengesetz geordnet ist. Zu diesen Posthaltern und Ablagehaltern gehören — es sei dies beigefügt — noch die Landtelephonisten. Alle diese Angestellten des Bundes sind in der Hauptsache Akkordarbeiter. Ihre Besoldungsverhältnisse sind höchst eigenartig. Unser verehrter Herr Kollege Foppa hat gestern die materielle Seite dieser Besoldungsspezialität vollkommen richtig dargestellt. Ich kann ihm in allen Teilen zustimmen und deshalb meine eigene Begründung heute kürzer fassen. Nur in der Form weiche ich ab von seiner Auffassung, weil eben die Besoldungsverhältnisse der Posthalter auf einer Verordnung des Bundesrats beruhen und nicht auf dem Beamtengesetz. Wenn also die beiden Räte sich maßgeblich über die Frage der Ordnung der Besoldung der Posthalter äußern wollen, können sie das in formeller Beziehung nicht auf dem Wege des Beamtengesetzes tun, sondern wir müssen es tun auf dem Wege einer besondern Motion oder eines Postulates. Daher also diese Motion, die ja sonst schwer verständlich wäre.

Die Vorschriften für die Besoldung der Posthalter und Postablagehalter sind niedergelegt in der im Personal bekannten Vorschrift C 3, einer Verordnung der schweizerischen Postverwaltung. Diese bestimmt in § 3: «Die Vergütung für den Bürodienst richtet sich nach dem Verkehr der Dienststellen. Der zur Bedienung dieses Verkehrs erforderliche Arbeitsaufwand wird in Verkehrsnoten ausgedrückt». Ferner kommt hier in Betracht § 11 der genannten Vorschrift, welcher bestimmt: «Jedes Jahr auf 1. April findet auf Grund des Verkehrs des Vorjahres eine Neufestsetzung der Vergütungen statt».

Diese zwei Bestimmungen zeigen Ihnen mit aller Deutlichkeit, daß es sich hier um eine Art Besoldung handelt, die am besten mit einem Akkord zu vergleichen ist. Steigt der Verkehr eines Büros, dann steigen die Einnahmen; fällt er, so fällt auch das Einkommen. Infolgedessen ist konsequenterweise das Einkommen dieser Posthalter und Postablagehalter durch die Krise beeinflusst; soweit die Krise den Verkehr reduziert, fällt auch das Einkommen. So haben wir bei dieser Kategorie in einem großen Teil der Schweiz sehr einschneidende Wirkungen festzustellen, namentlich in denjenigen Gebieten, wo die Industrie zufolge der Landes- oder Weltkrisis zurückgegangen ist, so insbesondere im Jura, in den Gebieten der Uhrenfabrikation. Die gleiche Erscheinung sehen wir in der Ostschweiz, in den Stickergebieten, oder dort, wo der Fremdenverkehr vorherrschend den Postverkehr beeinflusst, wie in Graubünden — Herr Foppa hat ja eine Reihe von

Beispielen zitiert — dann in der Zentralschweiz, im Berner Oberland usw. Alle diese Poststellen sind nun zum Teil in sehr erheblichem Maße vom Rückgang des Verkehrs betroffen, mit andern Worten: sie haben der Krisis schon ihr Opfer gebracht.

Nun verlangt ja der Bundesrat mit seiner Abbauvorlage eine Anpassung der Einkommensverhältnisse des Personals, die von der Krisis bisher nicht betroffen wurden, an die Einkommensverhältnisse der übrigen Bevölkerungskreise. Dieser Zweck der ganzen Abbauvorlage ist bei den Posthaltern und Postablagehaltern, wenigstens bei einem großen Teil, automatisch erreicht worden. Das ganze Begehren der Motion geht nun dahin, es sei dieser bereits eingetretenen Reduktion der Einkommen wegen krisenmäßig zurückgegangenen Verkehrs der Poststellen Rechnung zu tragen. Man solle also nicht etwa doppelt abbauen, einmal durch den Rückgang des Verkehrs und dann durch die vorgeschlagenen Abbaumaßnahmen. Die Motion bringt das dadurch zum Ausdruck, daß sie sagt: «in dem durch den Abbaubeschluß festgesetzten Rahmen des zu reduzierenden Einkommens ist derjenige Teil des Einkommens einzurechnen, der zufolge der Krise automatisch schon eingetreten ist». Inhaltlich stimmt also meine Forderung mit derjenigen des Herrn Foppa überein.

Ich möchte nun doch noch darauf hinweisen, daß es sich hier um eine bedeutende Zahl von Dienern des Bundes handelt. Die Posthalter und Postablagehalter zusammen machen etwa rund 4500 Personen aus, 4500 Personen zerstreut in Tausenden von Dörfern und Dörfchen unserer ganzen Schweiz bis hinauf in die höchsten Berggegenden. Alle diese Personen haben einen verantwortungsvollen, ernsten und nicht immer leichten Dienst. Diese Staatsdiener dem Gerechtigkeitssinn namentlich aber auch dem Wohlwollen der Spitze unserer Postverwaltung zu empfehlen, das ist der Zweck meiner Motion.

Postulat der Kommission.

Der Bundesrat wird eingeladen, den eidgenössischen Räten beförderlichst ein Programm für die Erhaltung des finanziellen Gleichgewichtes beim Bund und bei den Bundesbahnen vorzulegen. Neben den Einsparungen auf den Besoldungen, Gehältern und Löhnen des Bundespersonals sind dabei auch solche auf andern Ausgabeposten und nötigenfalls neue Einnahmen ins Auge zu fassen.

Postulat de la commission.

Le Conseil fédéral est invité à présenter dans le plus bref délai aux chambres fédérales un programme assurant l'équilibre financier de la Confédération et des chemins de fer fédéraux. En plus des économies sur les traitements et salaires du personnel, il y aura lieu d'envisager d'autres réductions de dépenses et, au besoin, de prévoir de nouvelles recettes.

M. Clottu, rapporteur: Je renonce à la parole pour laisser parler M. le rapporteur allemand.

Reichling, Berichterstatter: Das Postulat der Kommission, das Sie im Wortlaut auf der vor Ihnen

Nationalrat. — *Conseil national*. 1932.

liegenden Beratungsvorlage vorfinden, ist geboren worden aus den Beratungen der Kommission. Es ließe sich vielleicht auf eine Begründung verzichten, wenn nicht Herr Bratschi uns Postulatstellern den Vorwurf gemacht hätte, es sei uns mit diesem Postulat nicht ernst, und wir wollten mit diesem Postulat die Vorlage des Finanzprogramms nur verschleppen. Nachdem diese Vorwürfe speziell auch hier im Rate erhoben worden sind, läßt sich wohl eine kurze Begründung dieses Postulates kaum umgehen. Ich will mich aber aller Kürze befleißigen.

In der Kommission hatten wir der Auffassungen dreie über das Verhältnis der Anpassung der Besoldungen zu weiteren Einsparungen und der allfälligen Erschließung weiterer Finanzquellen. Die einen erklärten: Wir wollen auf diese Vorlage nicht eintreten, bis ein Finanzprogramm vorliegt; eine andere Gruppe sagte: Wir wollen eintreten, wünschen aber, daß die Detailberatung so lange verschoben wird, bis ein Finanzprogramm vorliegt; die dritte Gruppe endlich erklärte — und das ist die Mehrheit der Kommission —: Wir treten ein, wir wollen diese Vorlage durchberaten; das soll uns aber nicht davon abhalten, anschließend daran den Wunsch zu äußern, daß nach weiteren Einsparungen Umschau gehalten und daß auch die Frage der Erschließung neuer Finanzquellen studiert werde. Diese dritte Gruppe hat dann dieser ihrer Auffassung mit dem vorliegenden Postulat noch nachdrücklich Ausdruck geben wollen. Es ist in den Beratungen über die Besoldungsanpassung mehrfach und von verschiedenen Seiten die Finanzlage des Bundes, der Bundesbahnen, der Kantone und der Gemeinden dargelegt worden. Sie werden es mir deshalb ersparen, auf all das nochmals zurückzukommen. Ich möchte nur die Schlußfolgerung nochmals ziehen und wiederholen, die dahingeht, daß es sich nicht darum handeln konnte, das Gleichgewicht herzustellen ausschließlich auf den Schultern des Personals, sondern daß von allem Anfang an auch für uns Klarheit darüber bestand, daß diese Anpassung der Besoldungen und Gehälter nur einen Bestandteil des Sparprogramms, das zur Wiedererlangung des finanziellen Gleichgewichtes führen soll, bilden kann. Beim Studium dieser Frage, wenn man überhaupt auf deren Details eintreten wollte, müßte man die Struktur der Einnahmen und Ausgaben neuerdings Revue passieren lassen. Man müßte sich fragen: Wo kann man weiter Einsparungen machen. Man müßte die Frage erörtern: Wo besteht die Möglichkeit, bestehende Finanzquellen ergiebiger fließen zu lassen, und wo wäre es möglich, neue, bis heute noch nicht beanspruchte Finanzquellen zu erschließen. Das alles kann nicht die Aufgabe des Referenten der Kommission sein; denn das ist ja das, was wir — die Mehrheit der Kommission oder die Kommission insgesamt — vom Bundesrate wünschen, was wir postulieren, und was von Seiten des Bundesrates auch bereits zugesagt worden ist.

Ich möchte nur noch auf einen Punkt eintreten, nämlich auf die erwähnte Auflage eines Programms, aus dem der Weg zur Wiederherstellung des Finanzgleichgewichtes zu ersehen wäre. Herr Bratschi hat hier im Rate erklärt, er müsse jeden als Verbrecher am Wohle unseres Volkes betrachten, der ein solches Programm in der Mappe habe, es aber nicht auspacke.

Demgegenüber möchte ich erinnern an eine kleine Episode in der Kommission, als Herr Prof. Marbach erklärte: Ich besitze dieses Programm, ich habe diese Vorschläge in der Mappe und bin nur nicht ermächtigt, sie hier zu veröffentlichen und der Kommission zur Kenntnis zu bringen. Ich muß vorerst meine Fraktionskollegen darüber orientieren. Ich möchte deshalb in diesem Zusammenhange — weil das hierher gehört — Herrn Bratschi ersuchen, sein Begehren um Veröffentlichung aller Vorschläge, die geeignet sind, uns aus dieser Entwicklung herauszuführen, bei seinem Fraktionskollegen, Herrn Prof. Marbach, anzubringen.

Die Kommission steht auf dem Standpunkt, daß versucht werden soll, das Finanzgleichgewicht des Bundes und der Bundesunternehmungen mit allen verfügbaren Mitteln wieder herzustellen. Die zunehmenden Defizite führen zu einer Erhöhung unserer Staatsschulden. Diese sind in den letzten Jahren von 1,6 auf 1,3 Milliarden zurückgegangen. Mit Eintritt in eine neue Defizitwirtschaft würde diese Staatsschuld neuerdings anwachsen. Das würde dem Staatskredit, das würde dem Vertrauen gegenüber unserem Lande, das würde auch unserer Währung Eintrag tun.

Nun wissen wir, daß ein erster Schritt auf diesem Wege durch den Beschluß Ihres Rates getan worden ist, ein bescheidener Schritt allerdings, aber immerhin ein Anfang. Diesem Schritte sollen weitere folgen in der Richtung neuer Einsparungen und der Erschließung neuer Finanzquellen. Der Herr Finanzminister hat durch seine Ausführungen ein solches Programm bereits in Aussicht gestellt, indem er erklärte, daß schon in Verbindung mit dem Vorschlag für 1933 der Nationalrat und die Bundesversammlung Gelegenheit haben werden, auf diese Materie praktisch einzutreten. Ich halte deshalb dafür, daß wir mit Sicherheit für die allernächste Zeit ein solches Programm erwarten können.

Zum Schlusse möchte ich noch daran erinnern, daß der Sprecher der freisinnig-demokratischen Fraktion gestern erklärte, seine Fraktion möchte das Postulat in eine Motion umgewandelt wissen, um dem Postulat etwas imperativeren Charakter zu geben. Ob dem Postulat oder der Motion der Vorzug gegeben wird, ist schließlich eine Ermessensfrage. Wenn man dem Bundesrate das Vertrauen entgegenbringt, daß an seinem Orte alles getan werde, um unser finanzielles Gleichgewicht wieder zu erlangen, dann kann man sich wohl mit einem Postulat begnügen. Wenn dieses Vertrauen nicht vorhanden ist, kommt man dazu, die Motion zu wünschen. Ich habe nur die Aufgabe, das Postulat zu begründen, und möchte deshalb die Begründung des Begehrens um Umwandlung des Postulates in eine Motion dem Sprecher der freisinnig-demokratischen Fraktion überlassen.

Das sind in kurzen Ausführungen die Beweggründe, die die Kommission veranlaßt haben, dieses Postulat zu stellen und Sie und den Bundesrat zu ersuchen, ihm zuzustimmen.

M. Pilet-Golaz, conseiller fédéral: J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer sur la question des buralistes. Je reconnais que je l'ai fait de façon très sommaire en répondant à M. Foppa. Je voulais d'ailleurs éviter de vaines redites, puisque je devais me déterminer aujourd'hui sur le même objet. Il n'est donc peut-être

pas mauvais que je fournisse maintenant quelques explications complémentaires.

La situation de nos bureaux de poste, de téléphone et de télégraphe de troisième classe est extrêmement diverse. L'activité de ces bureaux varie beaucoup d'une localité à l'autre, selon la densité de la population, selon qu'il s'agit de populations agricoles ou industrielles, de localités où le tourisme a pénétré ou de régions où l'on ne vit que de l'existence indigène. Certains bureaux ont une activité très intense en été ou en hiver, alors qu'ils s'endorment presque le reste de l'année. Vous avez des bureaux où il suffit d'une à deux heures de travail par jour pour liquider tout le service. Vous en avez d'autres où un buraliste travaille du matin au soir. Il y en a où il faut engager des auxiliaires.

A cette diversité correspond la diversité de l'activité déployée par le titulaire. Vous avez des buralistes qui sont à la fois hommes de bureau et facteurs; vous en avez qui ne sont que buralistes proprement dits et laissent à un facteur spécial le soin de la distribution du courrier, vous avez des buralistes qui s'occupent eux-mêmes du travail et d'autres qui se déchargent sur des employés du soin d'expédier ce travail. Vous en avez qui travaillent seuls, vous en avez d'autres qui sont obligés de faire appel à des auxiliaires, parce qu'ils ne pourraient pas liquider toute la besogne seuls.

En présence d'une diversité qui tient à la nature des choses et que nous ne pouvons pas supprimer, nous avons dû envisager un système qui s'éloigne assez sensiblement de celui des traitements fixes appliqués aux fonctionnaires de la Confédération. C'est celui qui vous a été exposé par M. le conseiller national Meyer. On s'est demandé à quel travail correspondait l'activité normale d'un bureau de poste, combien d'heures il fallait que le buraliste consacre à l'expédition de la besogne de chaque jour. On a traduit le résultat de cette enquête dans des notes, en partant de l'idée que le travail correspondant à 30 notes nécessitait une heure de travail par jour. C'est sur cette base qu'on calcule le traitement du buraliste. Ce traitement est payé au buraliste suivant le trafic que son office indique chaque année.

La dernière fois que l'établissement de la clé de répartition fut effectué, c'est en 1928. On a voulu, à ce moment-là, adapter le traitement des buralistes aux traitements nouveaux des fonctionnaires de la Confédération.

Mais la situation n'est pas immuable, parce que le trafic subit des fluctuations très considérables pour des motifs divers et indépendants de la crise. Je ne dis pas que la crise n'a pas exercé son influence sur le trafic, mais il peut y avoir d'autres causes de fluctuation: il y a le trafic saisonnier, la marche générale des affaires. Selon que les années sont belles ou mauvaises, qu'il pleut ou qu'il neige, vous avez davantage de travail pour tous les buralistes de nos stations. Puis, vous avez des manifestations qui peuvent assez profondément modifier le trafic d'un bureau pendant quelque temps. L'établissement ou la disparition d'une industrie peut aussi changer complètement les conditions de travail des buralistes. Il fallait donc pratiquer ici un système très souple. C'est la raison pour laquelle on a traité avec eux selon le système de l'entreprise. Notre buraliste postal est un entrepreneur payé selon la tâche qui lui incombe, selon le travail

fourni et non pas selon le temps qu'il met à la disposition de l'administration fédérale.

Il va sans dire que ce système comporte des avantages, mais aussi des inconvénients. Il faut en accepter, non seulement les profits mais les risques. Lorsque le trafic augmente, les buralistes sont payés plus, et quand le trafic diminue, ils sont payés moins. Jusqu'à maintenant, ils ne s'étaient pas plaints parce que le trafic n'avait guère cessé d'augmenter. Depuis 1928 la plupart d'entre eux ont perçu des majorations sensibles. Il y a chaque année des hauts et des bas, mais en général les hauts sont plus importants que les bas. C'est ainsi qu'en 1929, 904 buralistes (nous en avons 3600 au total) ont bénéficié d'une augmentation de traitement, parce que le trafic s'était développé, 29 seulement ont subi une réduction. En 1930, encore une année prospère pour les postes: 959 ont de nouveau été augmentés, 41 ont subi une perte chiffrée par 100, 200 ou 250 fr. en général. En 1931, 916 buralistes ont touché davantage qu'avant et 61 seulement ont perdu. En 1932, d'après ce que nous connaissons, nous avons 915 buralistes qui ont été augmentés et 116 qui ont subi une diminution; ce qui prouve d'ailleurs que la situation de nos buralistes ne s'est pas aggravée sensiblement depuis 1928, depuis le jour où on a adapté leur traitement aux traitements fixés pour les fonctionnaires.

Une autre preuve, ce sont les sommes que l'administration des postes a dû payer en suppléments, pour cause d'augmentation du trafic: en 1929, 268.000 fr.; en 1930, 455.000 fr.; en 1931, 370.000 fr.; par conséquent, pour l'ensemble de nos buralistes, la situation de 1932 n'est pas inférieure à celle de 1928, mais très sensiblement supérieure.

Je reconnais que quelques offices ont été touchés. J'ai fait faire une statistique des bureaux qui, en 1932, par rapport à 1930, (j'ai pris l'année où le trafic a été le plus élevé) ont vu se réduire le trafic de 5 %, (parce qu'évidemment les fluctuations inférieures à 5 % sont normales et qu'on ne peut pas les éviter); ils sont au nombre de 161 et là-dessus 67 seraient des victimes de la crise. Il n'en reste pas moins que pour l'ensemble de ces 161 bureaux, le total des notes est encore supérieur à 1928; par rapport à l'année précédente une diminution de 3,5 %, mais par rapport à l'année base de 1928, une augmentation encore de de plus de 0,8 %. Nous ne sommes donc pas tombés pour ces bureaux au-dessous de la situation de 1928 et c'est ce qui me permettait de vous dire qu'il n'y avait ni urgence ni péril en la demeure quant aux mesures à prendre en faveur de nos buralistes, d'autant plus que ces mesures ne peuvent revêtir la forme d'une décision uniforme et rigide. Il y a quantité de cas particuliers à distinguer: Il y a des cas où le buraliste fait faire son travail ou une partie de son travail; d'autres buralistes pour lesquels c'est le seul gagne-pain, pour d'autres encore, un simple accessoire et des buralistes enfin dont la principale activité est de servir l'administration des postes. Nous ne pourrions adopter une solution unique. C'est pour cela que je me suis opposé à l'inscription dans la loi, d'un article et que je ne puis accepter la motion de M. le conseiller national Meyer. Une motion est un ordre et un ordre pour être exécuté doit être précis, concis, catégorique et rigide. Or, je ne peux pas m'accommoder d'une rigidité quelconque dans cette affaire.

Il me faut envisager les diverses situations; si elles méritent de l'intérêt, nous ne les négligerons pas, mais pour la plupart, il n'y a véritablement pas de plaintes justifiées à élever.

C'est la raison pour laquelle je déclare à M. Meyer que j'accepterai sa motion s'il veut bien la transformer en un postulat; je l'accepterai pour étude et je dirai même pour étude bienveillante parce que le premier, je désire éviter toute injustice et toute iniquité, mais avant l'achèvement de cette étude je ne puis, cela va de soi, prendre un engagement quelconque sur la solution à laquelle elle me conduira.

M. Musy, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral accepte le postulat de M. Meyer. D'après sa teneur, il aurait plutôt l'allure d'une motion. Vous ferez comme vous voudrez. Je souhaite simplement au Conseil national, d'ici au mois de décembre, de s'armer de courage, de façon à voter des recettes nouvelles sans doute, mais surtout des réductions de dépenses.

M. Perrier, vice-président, prend la présidence.
Hr. Vizepräsident Perrier übernimmt den Vorsitz.

M. le Président: Je prie M. Meyer de déclarer s'il est d'accord de transformer sa motion en postulat.

Meyer-Luzern: Der Chef des Postdepartementes hat erklärt, er sei bereit, die Motion als Postulat entgegenzunehmen et de la soumettre à un examen bienveillant. Indem ich auf diese Worte besonders Gewicht lege, kann ich mich mit der Umwandlung in ein Postulat einverstanden erklären.

M. le Président: Le postulat et la motion de la commission — je crois que M. le conseiller fédéral Musy est d'accord de la considérer comme une motion — ne sont pas combattus par le Conseil fédéral.

Est-ce que le postulat et la motion sont combattus au sein de l'assemblée?

Ce n'est pas le cas; la motion et le postulat sont donc acceptés.

An den Ständerat.
(Au Conseil des Etats.)

2847. Kredithilfe für notleidende Bauern. Agriculteurs dans la gêne. Prêts.

Siehe Seite 529 hiervor. — Voir page 529 ci-devant.
Beschluss des Ständerats vom 28. September 1932.
Décision du Conseil des Etats du 28 septembre 1932.

Differenzen. — Divergences.

Titel und Ingeß.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates.

Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1932
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2833
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	29.09.1932
Date	
Data	
Seite	712-715
Page	
Pagina	
Ref. No	20 031 280

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Stutz, Berichterstatter: Hier haben wir eine Kleinigkeit, indem der Ständerat beim zweiten Alinea das Wort «jährliche» eingeschoben hat. Der Bundesrat soll ermächtigt sein, die jährlichen Abrechnungen prüfen zu lassen.

M. Rochaix, rapporteur: L'adjonction qui a été voulue par le conseil des Etats va de soi. Elle se passe de commentaire. Il s'agit de comptes annuels, bien entendu.

Angenommen. — *Adopté.*

Art. 9.**Antrag der Kommission.**

Zustimmung zum Beschluß des Ständerats.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Stutz, Berichterstatter: In Art. 9 ist auf Art. 4 Bezug genommen und durch den Ständerat im Grunde gar nichts Neues geschaffen worden; es handelt sich lediglich um eine Verdeutlichung. Wenn ein Kanton die Mittel bezieht, die ihm für die Kredithilfe zugesprochen werden, so verpflichtet er sich, mit der Entgegennahme des Betrages eine gleich große Summe von sich aus zuzulegen. Es entspricht das dem Prinzip dieses Bundesbeschlusses. Deshalb empfehlen wir Zustimmung zum Ständerat.

M. Rochaix, rapporteur: Le conseil des Etats a estimé qu'il était utile à l'article 9 de préciser que les dispositions de cet article sont connexes avec celles de l'article 4, en ce qui concerne leur application et surtout l'effort demandé aux cantons. Il est bien entendu que si certains cantons décident d'employer les crédits à autre chose qu'aux prêts proprement dits, par exemple à des oeuvres diverses comme cela est prévu, il faut que ces cantons, en vertu de l'article 4, fassent, pour leur part, le même effort.

La commission vous propose donc d'adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Angenommen. — *Adopté.*

Motion des Ständerats.

Der Bundesrat wird eingeladen, zur wirksamen Durchführung der Kredithilfe für notleidende Bauern, bis zur Dezembersession eine Vorlage über rechtliche Schutzmaßnahmen einzubringen.

Motion du Conseil des Etats.

Le Conseil fédéral est invité, à l'effet de rendre efficace l'aide financière temporaire en faveur des agriculteurs dans la gêne, à présenter avant la session de décembre un projet relatif à des mesures de protection d'ordre juridique.

Stutz, Berichterstatter: Sie kennen den geschichtlichen Werdegang der Motion. Art. 51 des Bundesbeschlusses über das Pfandnachlaßverfahren für Hotelgrundstücke wurde gestern von uns gestrichen; es muß eine andere gesetzliche Grundlage gesucht werden. Vorher sind jedoch noch viele Fragen abzuklären; die Sache ist dringlich, darf aber nicht überstürzt werden, weil, ich betone es, das Ansehen des bauerlichen Hypothekarkredites nicht gefährdet werden darf. Würde dies eintreten, so dürfte die ganze Vorlage mehr schaden als nützen, Vorsicht ist also am Platze.

Herr Bundesrat Häberlin hat gestern im Ständerat die Motion entgegengenommen und infolgedessen auch unsere Stellung erleichtert. Wir empfehlen, der Motion zuzustimmen.

M. Rochaix, rapporteur: Dans le débat sur l'hôtellerie, le conseil a refusé d'insérer une disposition étendant les effets de l'arrêté au crédit hypothécaire agricole.

Dans ces conditions et pour tenir compte de cette motion, le Conseil fédéral étudiera d'ici à décembre un projet spécial qui sera présenté aux Chambres.

Il y a lieu de prendre quelques précautions et de ne pas mettre en danger le crédit hypothécaire tout en voulant le faciliter; il ne faut pas compliquer la situation de telle sorte qu'elle serait rendue plus mauvaise après qu'avant.

Le département fédéral de justice et police a promis de déposer, par l'intermédiaire du Conseil fédéral, d'ici à décembre, un projet contenant les dispositions juridiques désirées.

Präsident: Die Postulate sind angenommen und der Motion haben Sie nun auch zugestimmt.

Ich beantrage Ihnen, auf die Ueberweisung der Vorlage an die Redaktionskommission zu verzichten.

Zustimmung. — *Adhésion.*

An den Ständerat.
Au Conseil des Etats.

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Fortsetzung. — *Suite.*

Siehe Seite 712 hievor. — Voir page 712 ci-devant.

Präsident: Wie ich mich erinnere, hat der Herr Vizepräsident eine Promise abgegeben an die Herren Bratschi und Marbach, ihnen das Wort zu persönlichen Erklärungen zu gestatten.

Bratschi: Ich wollte keine persönliche Erklärung abgeben, sondern hatte einfach das Wort verlangt zum Votum von Herrn Reichling zum vorhergehenden Geschäft. Der Herr Vizepräsident hat aber übersehen, mir das Wort zu erteilen, und nun muß ich doch eine Erklärung abgeben, die dahingeht, daß Herr Reichling über die Beratung in der Kommission und hier im Rat eine sehr reiche und lebhaft Phantasie entwickelte, indem er Dinge behauptete, die ich weder hier noch in der Kommission gesagt habe. Ich hätte gesagt, ich halte jeden für einen Verbrecher, der ein Finanzprogramm in der Tasche habe und es nicht auspacke. Ich habe mich weder hier noch in der Kommission so oder ähnlich ausgedrückt, ich möchte das ausdrücklich feststellen und Herrn Reichling bitten, auch als Kommissionsreferent in Zukunft etwas besser bei den Tatsachen zu bleiben, als er es heute Vormittag getan hat.

Marbach: Herr Reichling hat heute morgen nach Erledigung des Haupttraktandums in einer Weise Bericht erstattet, die meiner Ansicht nach nicht richtig ist. Er hat mir unterschoben, ich hätte mich sozusagen geweigert, ein Finanzprogramm vorzulegen, das in meiner Tasche bereit sei. Ich kann Ihnen mit zwei Sätzen sagen, wie die Dinge liegen. Ich halte es in Krisenzeiten für eine Pflicht eines jeden Parlamentariers, für sich darüber nachzudenken, wie man das Loch im Budget stopfen könnte. In Zermatt habe ich erklärt, daß es angemessen wäre, wenn man uns ein fertiges Programm vorlegen wollte, wie es übrigens auch die freisinnige Partei gewünscht hat. Ich fügte bei, ich hätte mir ein solches Programm zurechtgelegt, das eine Diskussionsgrundlage abgeben könnte. Es war aber nicht möglich, es zu diskutieren, weil man uns von vornherein erklärt hat, daß vor allem der Lohn abgebaut werden müsse, daß man also darüber zu sprechen habe, wie und in welchem Ausmaße die Löhne abzubauen seien. Das habe ich in der Kommission gesagt. Daß die Annahme richtig war, daß in dieser Kommission ein Finanzprogramm nicht diskutiert werden könne, hat die Kommission dadurch bewiesen, daß es notwendig geworden ist, eine neue Sitzung einzuberufen, nur damit die Kommission instand gesetzt werde, einen Kommissionsreferenten zu finden.

Präsident: Die beiden persönlichen Erklärungen sind damit erledigt.

Nachmittagssitzung vom 29. September 1932.
Séance de relevée du 29 septembre 1932.

Vorsitz — Présidence: Hr. *Abt.*

**2866. Einfuhrbeschränkungen. 3. Bericht
des Bundesrats.**

Limitation des importations. 3^e rapport du Conseil fédéral.

Botschaft und Beschlusentwurf vom 12. September 1932 (Bundesblatt II, 467). — Message et projet d'arrêté du 12 septembre 1932 (Feuille fédérale II, 457).

Beschluß des Ständerats vom 27. September 1932.
Décision du Conseil des Etats du 27 septembre 1932.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluß des Ständerats.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil des Etats.

Berichterstattung. — Rapports généraux.

Tschumi, Berichterstatter: Der dritte Bericht des Bundesrats an die Bundesversammlung über die gemäß Bundesbeschuß vom 23. Dezember 1931 getroffenen Maßnahmen umfaßt vier Abschnitte, überschrieben: I. Einfuhrbeschränkungen zum Schutze der Produktion; II. Clearingverträge; III. Kompensationsverkehr; IV. Wirkungen auf die Preislage und Beschäftigung. Zugefügt ist diesem Bericht eine Botschaft des Bundesrats betreffend die Verlängerung des soeben zitierten Bundesbeschlusses.

1. Was den I. Abschnitt des Berichtes anbelangt, so ist darüber nichts wesentlich Neues auszuführen, was nicht schon bei Anlaß der Behandlung des I. und II. Berichtes des Bundesrats über die Einfuhrbeschränkungen Gegenstand der Verhandlungen gebildet hätte. Bedauerlicherweise hat sich unsere wirtschaftliche Lage seit der Einführung der Einfuhrbeschränkungen nicht verbessert, sondern eher verschlechtert, und wenn man auch aus gewissen Erscheinungen den Schluß ziehen möchte, der Tiefpunkt der Krise sei nun bereits überwunden, so ist diese optimistische Auffassung skeptisch aufzunehmen.

Gemäß Antrag der begutachtenden Expertenkommission erließ der Bundesrat die im Anhang des Berichtes aufgenommenen weiteren Beschlüsse Nr. 6 vom 3. Juni, Nr. 7 vom 29. Juni, Nr. 8 vom 4. Juli und Nr. 9 vom 2. September 1932 betreffend die Einfuhrbeschränkung, und das Volkswirtschaftsdepartement die Verfügungen Nr. 9 vom 3. Juni, Nr. 10 vom 24. Juni, Nr. 11 vom 4. Juli, Nr. 12 vom 12. Juli, Nr. 13 vom 6. August, Nr. 14 vom 15. August, Nr. 15 vom 24. August und Nr. 16 vom 2. September 1932. Es ergab sich eben die zwingende Notwendigkeit, stets neue Produkte einheimischer Arbeit zu schützen, um verschiedenen Erwerbszweigen die Beschäftigungsmöglichkeit zu erhalten. Der Bericht

Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1932
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2833
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	29.09.1932
Date	
Data	
Seite	718-719
Page	
Pagina	
Ref. No	20 031 282

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Widmer: Man hat diesen Vorschlag in weiten Kreisen des Volkes überhaupt nie verstanden, und man könnte es am allerwenigsten verstehen, wenn der Nationalrat, entgegen diesem starken Mehrheitsbeschluß des Ständerates, daran festhalten würde. Für mich ist es eine selbstverständliche Sache, daß wir nicht so weit gehen, die Institute auch miteinander zubeziehen. Ich möchte Ihnen wirklich empfehlen, sich dem Beschluß des Ständerates anzuschließen.

Abstimmung. — *Vote.*

Für den Antrag der Kommission: Mehrheit

Schlußabstimmung. — *Vote final.*

Für Annahme des Beschlußentwurfes: 82 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat.
(Au Conseil des Etats.)

2858. Hotelgrundstücke. Nachlaßverfahren. Immeubles hôteliers. Procédure de concordat.

Siehe Seite 679 hievov. — Voir page 679 ci-devant.

Beschluß des Ständerats vom 29. September 1932.

Décision du Conseil des Etats du 29 septembre 1932.

Vorlage der Redaktionskommission vom 29. September 1932.
Projet de la commission de rédaction du 29 septembre 1932.

Schlußabstimmung. — *Vote final.*

Für Annahme des Beschlußentwurfes: 73 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat.
(Au Conseil des Etats.)

2866. Einfuhrbeschränkungen. 3. Bericht des Bundesrats.

Limitation des importations. 3^e rapport du Conseil fédéral.

(Siehe Seite 719 hievov. — Voir page 719 ci-devant.)

Beschluß des Ständerates vom 30. September 1932.

Décision du Conseil des Etats du 30 septembre 1932.

Schlußabstimmung. — *Vote final.*

Für Annahme des Beschlußentwurfes: 68 Stimmen
(Einstimmigkeit)

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Fortsetzung. — *Suite.*

Siehe Seite 718 hievov. — Voir page 718 ci-devant.

Präsident: Herr Reichling erhält das Wort zu einer persönlichen Erklärung.

Reichling: In der gestrigen Vormittagssitzung haben die Herren Bratschi und Dr. Marbach in meiner Abwesenheit hier im Rate Erklärungen abgegeben, die dem Sprechenden gegenüber den Vorwurf der Unwahrhaftigkeit enthalten und die deshalb der Richtigstellung bedürfen.

Herrn Bratschi gegenüber berufe ich mich auf das amtliche Stenogramm über unsere Verhandlungen. Nach dieser einwandfreien Quelle hat Herr Bratschi in seiner Erklärung folgendes ausgeführt: «Ich muß eine Erklärung abgeben, die dahingeht, daß Herr Reichling über die Beratung in der Kommission und hier im Rate eine sehr reiche und lebhaft Phantasie entwickelte, indem er Dinge vorbrachte, die ich weder hier noch in der Kommission gesagt habe. Ich hätte gesagt, ich halte jeden für einen Verbrecher, der ein Finanzprogramm in der Tasche habe und es nicht auspacke. Ich habe mich weder hier noch in der Kommission so ausgedrückt. Ich möchte das ausdrücklich feststellen und Herrn Reichling bitten, auch als Kommissionsreferent in Zukunft etwas besser bei den Tatsachen zu bleiben, als er es heute Vormittag getan hat.» Soweit Herr Bratschi. Wie sind die Tatsachen? Als Kommissionsreferent habe ich folgendes ausgeführt, und zwar wieder nach amtlichem Stenogramm unserer Verhandlungen: «Herr Bratschi hat hier im Rate erklärt, er müsse jeden als Verbrecher am Wohle unseres Volkes betrachten, der ein solches Programm, nämlich ein Finanzprogramm, in der Mappe habe, es aber nicht auspacke. Nach amtlichem Stenogramm hat Herr Bratschi als Berichterstatter der Minderheit über die Krisenrezepte folgendes ausgeführt» — ich zitiere das amtliche Stenogramm der Verhandlungen vom Mittwoch vor 8 Tagen —: «Wenn man aber etwas weiß und es nicht sagt, dann ist es ein Verbrechen an der Wirtschaft, insbesondere an der kapitalistischen Wirtschaft, die von diesen Volkswirtschaftlern verteidigt wird.» Ich gebe zu, daß ich das Wort «Wirtschaft» durch «Volk» ersetzt habe. Das dürfte aber am Sinn der Erklärung nichts ändern. Das entspricht aber inhaltlich vollständig, dem Wortlaut nach beinahe vollständig den von mir gemachten Ausführungen. Ich möchte es nun Ihnen, meine Herren, überlassen, zu entscheiden, ob ich oder Herr Bratschi phantasiert hat, ob ich oder Herr Bratschi die Tatsachen unrichtig wiedergegeben hat.

Und nun Herr Dr. Marbach. Leider kann ich mich ihm gegenüber nicht auf ein amtliches Steno-

gramm berufen, denn ein solches existiert für die Kommissionsberatungen nicht. Dafür stehen mir eine Mehrzahl einwandfreier Zeugen zur Verfügung. Nach dem amtlichen Stenogramm hat Herr Dr. Marbach gestern Vormittag mir gegenüber den Vorwurf erhoben, ich hätte in einer Weise Bericht erstattet, die nach seiner Ansicht nicht richtig sei. Er habe sich nicht geweigert, sein Finanzprogramm vorzulegen, sondern es sei dessen Besprechung mangels Zeit nicht möglich gewesen. (Zwischenruf: Nicht mangels Zeit.) Ich habe das Stenogramm über die Ausführungen des Herrn Dr. Marbach bei den Akten. Wenn Sie es wünschen, kann ich es Ihnen zur Kenntnis bringen. Der Kürze halber will ich zunächst darauf verzichten.

Diesen Einwendungen gegenüber halte ich meine als Kommissionsreferent . . .

Präsident: Ich möchte Sie darauf aufmerksam machen, daß Sie das Wort nur zu einer persönlichen Erklärung haben.

Reichling: Ich kann wohl nicht anders, als auf die beiden Vorbehalte der Herren Bratschi und Marbach zu antworten. Nur noch zwei Sätze.

Diesen Einwendungen gegenüber halte ich meine als Kommissionsreferent gemachten Ausführungen in allen Teilen aufrecht. Hr. Dr. Marbach hat in der Kommission von einem Finanzprogramm gesprochen, das in seiner Mappe sich befindet, das er aber nicht bekanntgeben dürfe, da er dasselbe vorerst seinen Fraktionsgenossen vorlegen müsse. (Zwischenruf: Sehen Sie das Protokoll nach.) Die von Herrn Dr. Marbach gestern hier im Rat gegebene Darstellung ist unrichtig und steht mit den Tatsachen in direktem Widerspruch.

Ich halte somit meine Aussagen, die ich gestern als Kommissionsreferent gemacht habe, sowohl gegenüber Herrn Bratschi wie auch gegenüber Herrn Dr. Marbach aufrecht und berufe mich wiederholt zu deren Bestätigung auf das amtliche Stenogramm und auf die in der Kommissionssitzung anwesend gewesenen Herren als Zeugen.

M. Graber: C'est un scandale. Ce n'est plus une déclaration personnelle, mais un grand discours . . .

Präsident: Wenn Sie nicht ruhig sind, unterbreche ich die Sitzung für eine Stunde. Sehr einfach. Bevor ich nun Herrn Bratschi und Herrn Dr. Marbach das Wort erteile, die ebenfalls persönliche Bemerkungen bezüglich der Ausführungen des Herrn Reichling machen wollen, behandeln wir die immer noch bestehende Differenz mit dem Ständerat bei dem Geschäft: Kredithilfe für notleidende Bauern.

Ich bitte um Ruhe.

Schmid-Oberentfelden: Gegenüber den Ausführungen des Präsidenten muß ich im Namen der sozialdemokratischen Fraktion verlangen, daß den Kollegen Bratschi und Marbach das Wort zu einer persönlichen Aussprache sofort erteilt wird. Nachdem Herrn Reichling das Wort jetzt erteilt worden ist, geht es nicht, die Angegriffenen nicht sofort zu Worte kommen zu lassen.

Wir protestieren dagegen, daß das Wort zu persönlichen Bemerkungen erst erteilt wird, wenn die Mitglieder des Rates verschwunden sind.

Dann möchte ich sagen, daß der Rat keine Schuld trägt, wenn Herr Reichling gestern nicht hier war. Ich bin erstaunt, daß er am andern Tag eine derart lange Rede halten kann, die nicht bloß eine persönliche Erklärung darstellt. Im übrigen möchte ich die Gelegenheit benützen, um bezüglich der Geschäftsordnung festzustellen, daß wir Sozialdemokraten es ablehnen, daß man uns zum Vorwurf macht, wir hätten die Verhandlungen verzögert, so daß eine Reihe von Motionen und Interpellationen nicht behandelt werden können. Schließlich ist ein Nationalrat dazu da, daß er sich die Zeit nimmt, wichtige Geschäfte zu behandeln, auch wenn er etwas länger tagen muß.

Präsident: Ich möchte feststellen, daß sich auf sozialdemokratischer Seite eine Gepflogenheit herausgebildet hat, die unparlamentarisch ist, und dahingehend, dem Präsidenten in die Geschäftsordnung in einer Weise hineinzureden, die sich ein Präsident auf die Dauer überhaupt nicht gefallen lassen kann. Ich erinnere daran, wie mir gestern Herr Nobs ins Wort gefallen ist. Auch heute betrachte ich die Art, wie sich Herr Dr. Schmid wieder ausgedrückt hat, als eine gänzlich unzulässige Einmischung in die Geschäftsführung des Parlaments. Es hat Herr Reichling auf persönliche Angriffe geantwortet, die gegen ihn erhoben wurden und in seiner Abwesenheit erhoben wurden. Die Erklärungen der Herren Bratschi und Marbach waren auch ziemlich lang; die Differenz in der Länge ist außerordentlich bescheiden. Ich habe das Wort Herrn Reichling geben müssen, nachdem er erfahren hat, daß er der Unwahrheit bezichtigt wurde. Daran gibt es nichts zu deuteln.

Ich empfinde es weiter als Zumutung, daß man mich verhindern will, ein Geschäft, das dringlich ist und an den Ständerat zurückgehen muß, sofort zu behandeln, und daß man es wiederum für nötig findet, mir am Zeug zu flicken. Das lasse ich mir einfach nicht gefallen. (Zwischenruf **Bratschi:** Ich habe die Verhandlungen nicht unterbrochen.)

Ich habe sie unterbrochen. Ich will sagen, warum. Morgens um 8 Uhr stand Herr Reichling hier und verlangte das Wort; Herr Bratschi war noch nicht da. (Zwischenruf **Bratschi:** 2 Minuten nach 8 Uhr war ich da.) Dann war das erste Geschäft schon angefangen. Es tut mir leid. Ich habe gefunden, es sei sehr anständig und rücksichtsvoll, wenn ich Herrn Reichling erst das Wort erteile, wenn Herr Bratschi da sei; ich lasse mir auch deswegen keine Vorwürfe machen; sie sind so ungerecht wie die andern.

Nun fahren wir weiter und behandeln das Geschäft: Kredithilfe für notleidende Bauern.

Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1932
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2833
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	30.09.1932
Date	
Data	
Seite	738-739
Page	
Pagina	
Ref. No	20 031 287

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

2847. Kredithilfe für notleidende Bauern.

Agriculteurs dans la gêne. Prêts.

Siehe Seite 715 hievor. — Voir page 715 ci-devant.

Beschluß des Ständerats vom 29. September 1932.

Décision du Conseil des Etats du 29 septembre 1932.

Differenzen. — Divergences

Art. 2, Abs. 2.

Antrag der Kommission.

Festhalten am früheren Beschluß.

Proposition de la commission.

Maintenir la décision antérieure.

Stutz, Berichterstatter: Der Ständerat hat gestern mit 16 gegen 11 Stimmen das zweite Alinea von Art. 2 gestrichen. Unsere Kommission hält einstimmig an diesem zweiten Alinea fest.

Wir wollen nicht wiederholen, was wir schon zweimal gesagt haben. Es werden auf die Ausschreibungen hin alle Begehren miteinander kommen. Allerdings hat der Ständerat recht, wenn er verlangt, daß die Gesuche genau geprüft werden und daß vorsichtig operiert wird. Aber zwei bis drei Jahre dürfen wir die hilfsbedürftigen und hilfswürdigen Bauernfamilien nicht warten lassen. Trifft man aber unter diesen eine Auswahl, dann entstehen Mißgunst und Eifersüchteleien.

Die Kommission hat seinerzeit ihre Forderung von 4 Millionen Franken pro 1933 bis 1936 per Jahr in der bestimmten Voraussetzung zurückgezogen, daß die Vorlegung möglich sei. Dieser Ansicht haben Sie sich auch angeschlossen. Die Anforderung der vier Quoten in den ersten zwei Jahren wird möglicherweise auch nicht allgemein verlangt, und der Bundesrat wird die Bedingungen für die Auszahlung scharf genug umschreiben. Jeder Mißbrauch ist infolgedessen ausgeschlossen. Auch ist nicht daran zu denken, daß durch dieses Entgegenkommen die Begehrlichkeit etwa geweckt werde, denn letzten Endes entscheidet immer die Bundesversammlung.

Die einstimmige Kommission beantragt Festhalten an diesem zweiten Alinea.

M. Rochaix, rapporteur: Le Conseil des Etats n'a pas voulu adhérer à notre décision, maintenue hier encore, de modifier l'art. 2.

Nous avons adopté une adjonction, un deuxième alinéa de l'art. 2 et nous avons expliqué dans notre séance d'hier, une fois de plus, qu'il était nécessaire, à notre avis, de concentrer l'effort sur les deux premières années. Cela a été souligné déjà bien des fois, la portée de cet arrêt est excessivement faible; en faisant porter l'action sur deux ans au lieu de quatre, on espère accorder un secours plus efficace et surtout plus rapide à un grand nombre d'agriculteurs dans la gêne.

La commission a pris connaissance ce matin des arguments présentés par quelques députés au Conseil des Etats contre la décision du Conseil national. Cependant, à l'unanimité, après mûr examen de la

question, la commission vous propose de maintenir la décision prise dans votre séance d'hier, soit de permettre au Conseil fédéral d'employer les crédits déjà en 1933 et 1934, s'il y a nécessité.

Angenommen. — *Adopté.*An den Ständerat.
(Au Conseil des Etats.)**2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.**

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Fortsetzung. — Suite.

Siehe Seite 738 hievor. — Voir page 738 ci-devant.

Bratschi: Der Herr Vorsitzende hat soeben erklärt, daß ich gestern Herrn Reichling in dessen Abwesenheit angegriffen hätte.

Ich stelle dazu folgendes fest: Ich habe das Wort verlangt in Anwesenheit von Herrn Reichling. Er war nachher noch mindestens eine halbe Stunde hier. Inzwischen haben zwei Bundesräte gesprochen; ich habe das Wort nicht erhalten. Nachher ist ein anderes Geschäft behandelt worden. Inzwischen ist Herr Reichling weggegangen. Das ist nicht meine Schuld. Ich habe gesprochen, sobald mir vom Herrn Präsidenten das Wort erteilt wurde. Ich lehne also den Vorwurf, daß ich irgendetwas an die Adresse des Herrn Reichling während seiner Abwesenheit sagen wollte, ab.

Ich stelle sodann fest, daß die Behandlung des Geschäftes Bauernhilfe nicht durch unsere Schuld unterbrochen worden ist. Dieses Traktandum ist unnötigerweise durch Vertreter der Bauernfraktion selbst unterbrochen worden.

Materiell habe ich folgendes zu sagen. Ich halte den Vorwurf an Herrn Reichling, daß er gestern phantasiert habe, aufrecht. Ich dehne ihn aus auf das, was er heute erzählte. Er hat die Sache verdreht, einen Satz aus dem Zusammenhang herausgerissen und auf etwas anderes bezogen, als ich das tat.

Ich hatte von der Kaufkrafttheorie gesprochen und erklärt — lesen Sie bitte das Stenogramm nach —, daß man uns unsere Auffassung streitig mache. Ich habe mich dabei bezogen auf einen Bericht, der im «Bund» (vom volkswirtschaftlichen Mitarbeiter) erschienen ist, und in diesem Zusammenhang gesagt, daß die bürgerlichen Volkswirtschaftler bis dahin den Beweis schuldig geblieben seien, daß sie die Mittel zur Bekämpfung der Krise kennen, und dann brauchte ich den Satz: «Wenn man aber etwas weiß und es nicht sagt, dann ist es ein Verbrechen an der Wirtschaft.»

Und nun kommt Herr Reichling und sagt, ich hätte gesagt, jeder, der ein Finanzprogramm in der Tasche habe und es nicht hervorbringe, sei ein Verbrecher. Ich sage noch einmal: Ich habe mich weder in der Kommission noch hier im Rate so oder ähnlich geäußert. Herr Reichling hat gestern und heute phantasiert und verdreht. Ich halte diesen Vorwurf in aller Form aufrecht.

Marbach: Ich kann außerordentlich kurz sein. Etwas kann ich nicht verstehen; vor allem verstehe ich nicht, wie es in diesem Saal herauskommen müßte, wenn jedermann so empfindlich wäre, wie Herr Reichling, der es als großen Vorwurf empfindet, wenn man sagt — laut Stenogramm —, daß Herr Reichling in einer Weise Bericht erstattet habe, die meiner Auffassung nach nicht richtig ist. Das ist, glaube ich, ich möchte sagen: ein außerordentlich vornehmer parlamentarischer Ausdruck. Was ich erkläre, das gebe ich jetzt schriftlich ab, damit Herr Reichling nicht noch einmal Veranlassung hat, neuerdings eine Erklärung abzugeben.

Ich erkläre:

«Ich habe laut Stenogramm gesagt, daß Herr Reichling in einer Weise Bericht erstattet hätte, die meiner Ansicht nach nicht richtig ist. Ich halte diese Ansicht deshalb aufrecht, weil Herr Reichling weiß, daß der Bundesrat in Zermatt den Lohnabbau als andern Maßnahmen vorgängig erklärt hat. Betreffend den Sinn meiner Zermatter Erklärungen verweise ich auf das Zermatter Protokoll.»

Ich habe dieser Erklärung beizufügen, daß es meiner Ansicht nach nicht angängig ist, im Plenum des Rates irgendeinen Ausdruck oder irgendeinen Satz, der in der Kommissionssitzung gemacht worden ist, herauszuzerren aus seinem Zusammenhang und ihn dann in einem andern Zusammenhang den Räten zu präsentieren. Ich kann mir vorstellen, daß hier in diesem Rate bürgerliche Herren sitzen, denen wir außerordentliche Verlegenheiten bereiten können, wenn wir bestimmte Sätze, welche sie in Zermatt geäußert haben, hier zitieren wollten. Ich finde, daß das nicht angängig ist, und möchte das meinerseits unterlassen. Aber was wir andern nicht antun, das sollen die andern auch uns nicht antun.

Präsident: Herr Bratschi hat sich beklagt, er hätte das Wort nicht erhalten. Die Situation ist die: er hatte das Wort verlangt, als das Postulat Meyer und die Motion der Kommission betreffend Gehalts-

abbau noch in Behandlung standen. Da konnte ihm der Herr Vizepräsident das Wort nicht erteilen, weil keine Diskussion zulässig war, da das Postulat nicht bekämpft wurde. Nachher hat dann Herr Bratschi das Wort verlangt — etwas später — zu einer persönlichen Erklärung. So sagte es mir der Herr Vizepräsident. Dann übernahm ich wieder die Leitung und mußte warten, bis das nächste Traktandum erledigt war.

Ich möchte, was die Empfindlichkeit anbelangt, nur das eine konstatieren: Es gibt hier Leute, die sehr oft das große Wort führen und große Sprüche machen und andere Leute derart angreifen, daß der Präsident nie weiß, ob er ihnen das Wort entziehen oder sie wenigstens zur Ordnung rufen soll. Gerade diese Herren sind außerordentlich empfindlich, und zwar gegenüber den geringsten Angriffen!

Bratschi: Wen betrifft das? Das ist eine taktlose Bemerkung!

2897. Kredithilfe für notleidende Bauern.

Agriculteurs dans la gêne. Prêts.

Siehe Seite 740 hiervor. — Voir page 740 ci-devant.

Beschluß des Ständerats vom 30. September 1932.

Décision du Conseil des Etats du 30 septembre 1932.

Präsident: Ich kann Ihnen die erfreuliche Mitteilung machen, daß der Ständerat dem Beschluß betreffend Kredithilfe für notleidende Bauern beigestimmt hat und daß damit das Geschäft schlußabstimmungsreif ist. Auf die Ueberweisung an die Redaktionskommission haben Sie bereits früher verzichtet.

Schlußabstimmung. — Vote final.

Für Annahme des Beschlußentwurfes 100 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat.
(Au Conseil des Etats.)

Schluß des stenographischen Bulletins der Herbst-Session.

Fin du Bulletin sténographique de la session d'automne.

Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1932
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2833
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	30.09.1932
Date	
Data	
Seite	740-741
Page	
Pagina	
Ref. No	20 031 289

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Vormittagssitzung vom 15. Dez. 1932.
Séance du matin 15 décembre 1932.

Vorsitz — Présidence: Hr. *Dollfus*.

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Siehe Seite 467 hiavor. — Voir page 467 ci-devant.

Beschluss des Ständerats vom 8. Dezember 1932.

Décision du Conseil des Etats du 8 décembre 1932.

Vorlage der Redaktionskommission vom 13. Dezember 1932.

Projet de la commission de rédaction du 13 décembre 1932.

Schlussabstimmung. — *Vote final.*

Für Annahme des Gesetzesentwurfes 77 Stimmen
 Dagegen 57 Stimmen

An den Ständerat.
 (Au Conseil des Etats.)

2911. Interpellation Joss. Vorkommnisse in Genf. Evénements de Genève.

2912. Interpellation Rochat. Massnahmen gegen die revolutionäre Propaganda. Mesures contre la propagande révolutionnaire.

2906. Interpellation Rosselet. Massnahmen gegen die revolutionäre Propaganda. Mesures contre les menées révolutionnaires.

2904. Postulat Reinhard. Genfer Ereignisse. Evénements de Genève.

2911. Interpellation Joss, vom 12. Dezember 1932 — du 12 décembre 1932.

Ist der Bundesrat bereit, dem Nationalrat noch im Verlaufe dieser Session über das Ergebnis der militärgerichtlichen Untersuchung der Vorfälle vom 9./10. November in Genf Auskunft zu geben?

Le Conseil fédéral est-il disposé à communiquer au Conseil national encore dans la présente session le résultat de l'enquête ouverte par la justice militaire sur les événements qui ont eu lieu à Genève les 9 et 10 novembre?

Die Interpellation wird unterstützt von den Herren:

La demande d'interpellation est appuyée par MM.:

Ast. Baumann, Berthoud, Bertschinger, Bürki, Carnat, Fazan, Gafner, Gnägi, Guntli, Hadorn, Held, Heller, Jäggi, Jenny-Ennenda, Jenny-Worblauf, Keller, Mäder, Moser-Hitzkirch, Nietlisbach, Oehninger, Pfister-Frauenfeld, Pitton, Rais, Reichen, Reichling, Rochat, Roulet, Ruh, Schmutz, Schüpbach, Siegenthaler, Stähli Berne, Steinmetz, Sträuli, von Streng, Tschumi, Walther-Luzern, Weber-Grasswil, Widmer, Wunderli, Zingg, Zschokke.
 (43)

Joss: Ich mache mich zum Sprecher der Mitunterzeichner und eines grossen Teiles des Schweizervolkes, wenn ich den Bundesrat ersuche, der Bundesversammlung und damit der breiten Öffentlichkeit über das Ergebnis der militärgerichtlichen Untersuchung der Vorfälle vom 9./10. November in Genf Auskunft zu geben.

Die Interpellation ist der ernsten Sorge um die Zukunft unseres Landes entsprungen; ihr einziger Zweck ist erreicht, wenn der Bundesrat uns über die Vorfälle aktenmässig Auskunft erteilt und uns auch die Versicherung abgibt, dass er bereit ist, alle vorsorglichen Massnahmen zu treffen, die eine Wiederholung ähnlicher blutiger Vorfälle unmöglich machen.

Durch unser Volk geht seit zwei, drei Jahren eine starke Beunruhigung und Erregung über die offensichtliche Radikalisierung der politischen Linken, über die bedenkliche Schreibweise der Blätter sozialistischer und kommunistischer Richtung, über die hemmungslose Tonart gewisser Redner, über die planmässige Verwischung der Grenzen zwischen Kommunismus und Sozialismus, über die Aktivierung der Massen, über die offene Aufforderung gewisser Führer, den Rahmen von Verfassung und Gesetz gewaltsam zu sprengen und zur Revolution zu schreiten.

Was in unsern Kreisen schon lange befürchtet werden musste, ist am 9. November in Genf eingetreten: Die überhitzte Atmosphäre hat sich entladen; die aufgepeitschten Massen haben sich über behördliche Massnahmen hinweggesetzt, haben sich an behördlichen Sicherheitsorganen tätlich vergangen, haben den Einsatz von Militär, der letzten Macht zur Aufrechterhaltung von Ruhe und Ordnung, nötig gemacht und haben die Truppen zum Waffengebrauch gezwungen.

Ein Schrei der Empörung ist durch das ganze Schweizervolk gegangen, nicht eine Empörung gegen die Truppe und ihre Führer, die in Genf nur ihre Pflicht erfüllt haben, sondern eine tiefe Empörung darüber, dass es soweit kommen musste, dass nicht vorher der Vergiftung, der Ueberhitzung und Aufpeitschung Einhalt geboten werden konnte, und aus Hunderttausenden von Schweizerherzen ist die Frage an den Bundesrat gerichtet worden, ob denn eigentlich keine Möglichkeit bestehe, dem revolutionären Treiben inländischer und ausländischer Hetzer Einhalt zu gebieten, bevor es zur gewaltsamen Auseinandersetzung kommt, ob keine Möglichkeit besteht, die masslose Schreibart einer aufwieglerischen Presse und die unqualifizierbaren Reden gewisser revolutionärer Elemente zurückzubinden auf ein vernünftiges Mass.

Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1932
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2833
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	15.12.1932
Date	
Data	
Seite	901-901
Page	
Pagina	
Ref. No	20 031 333

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

sich die wilden Milchkäufer der Milchkäuferorganisation anschliessen, werden sie alle Vorteile erhalten, aber auch die Pflichten erfüllen müssen, die eben die Organisation übernimmt. Ich habe das bereits in meinem Referat gesagt, halte es aber für nützlich, es hier noch einmal zu sagen.

Als Präsident der Kommission möchte ich sagen, dass wir damit einverstanden sind, die Verhältnisse der Käseunion und der Milchproduzentenverbände zu untersuchen. Ich glaube aber, dass das nicht die Finanzkommission des Rates, sondern diejenige Kommission zu tun hat, die diese Vorlage behandelt. Sie ist ebenso gut qualifiziert wie die Finanzkommission. Man kann ihr auch das Vertrauen schenken, dass sie ihre Pflicht erfüllen werde.

Präsident: Ich stelle fest, dass nunmehr die Vorlage des Bundesrates und der Kommission zur Behandlung steht. Herr Böhi hat seinen Antrag auf Ueberweisung an die Finanzkommission fallen gelassen.

Damit wären wir am Schlusse der Diskussion angelangt. Ich stelle die Frage, ob Sie damit einverstanden sind, über die Vorlage in globo abzustimmen.

Sie sind damit einverstanden.

Gesamtabstimmung. — *Vote sur l'ensemble.*

Für die Annahme des Beschlusentwurfes
29 Stimmen (Einstimmigkeit).

An den Nationalrat — Au Conseil national.

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Botschaft und Gesetzentwurf vom 20. Juni 1932 (Bundesblatt II, 101). — Message et projet de loi du 20 juin 1932 (Feuille fédérale II, 81).

Beschluss des Nationalrates vom 29. September 1932.
Décision du Conseil national du 29 septembre 1932.

Antrag der Kommission:

Eintreten.

Proposition de la commission:

Passer à la discussion des articles.

Berichterstattung. — *Rapport général.*

Baumann, Berichterstatter: Mit einer Botschaft vom 20. Juni 1932 unterbreitete der Bundesrat den eidg. Räten den Entwurf zu einem Bundesgesetz, durch welches die derzeitigen Besoldungen, Gehälter und Löhne der im Dienst des Bundes stehenden Personen den veränderten Verhältnissen angepasst werden sollen. Der Nationalrat, dem die Priorität der Beratung zugeteilt war, behandelte diese Vorlage in der vergangenen Herbstsession, wobei die Ansichten nicht bloss mit Bezug auf die grundsätzliche Frage des Eintretens, sondern auch hinsichtlich des Ausmasses einer Herabsetzung der Bezüge stark auseinandergingen. Das Ergebnis der Verhandlungen war schliesslich ein Kompromiss, dessen Gestaltung durch vorausgegangene Fraktionsbeschlüsse nicht wenig beeinflusst wurde. In einer Fassung, die gegenüber dem Entwurf des Bundesrates wesentliche Milderungen zu Gunsten des Personals enthält, wurde die Vorlage in der Gesamtabstimmung vom Nationalrat mit 83 gegen 53 Stimmen angenommen.

Die ständerätliche Kommission nahm am 2. November Stellung zu den vom andern Rat gefassten Beschlüssen. Sie stimmte nach eingehender Besprechung, an der sich alle Kommissionsmitglieder beteiligten, mit allen gegen eine Stimme der Beschlussfassung des Nationalrates vollinhaltlich zu und beantragt Ihnen, im gleichen Sinne zu beschliessen. Namens der Kommission habe ich Ihnen die Gründe mitzuteilen, die uns zu dieser Stellungnahme veranlassen. Dabei darf ich wohl den Inhalt der sehr eingehenden Botschaft des Bundesrates als bekannt voraussetzen und mich auf eine verhältnismässig kurze Wiedergabe der für unsere Kommission leitenden Gesichtspunkte beschränken.

Ausgangspunkt unserer Vorlage ist die wirtschaftliche Krise, die sich seit längerer Zeit in der ganzen Welt fühlbar macht und seit etwa zwei Jahren auch bei uns immer schärfere Formen angenommen hat. Ueber die Ursachen dieser Krise

mich auszusprechen, wäre vollständig überflüssig. An ihrer Beseitigung arbeiten viele Doktoren des In- und Auslandes, bisher ohne sichtbaren Erfolg. Sie wird, wie jede schwere Erkrankung, für ihre Ausheilung einer gewissen Zeit bedürfen, über deren Dauer wir leider im Ungewissen sind. Unter dieser Krise leiden weite Kreise unserer Volksgenossen, am meisten wohl diejenigen, denen sie für längere Zeit Arbeit und Verdienst geraubt hat. Das Schicksal der andauernd Arbeitslosen erfüllt uns mit aufrichtigem Mitleid, denn zu der äussern Sorge gesellt sich noch jene seelische Bedrückung, die von vielen beim Mangel einer regelmässigen Betätigung empfunden wird. Unter der Wirtschaftskrise leiden aber auch die öffentlichen Gemeinwesen, Bund, Kantone und Gemeinden. Sie alle sehen ihre Einnahmen zurückgehen und ihre Ausgaben infolge erhöhter Inanspruchnahme der öffentlichen Mittel anwachsen.

Das Budgetgleichgewicht der Eidgenossenschaft, das nach dem Weltkrieg und der Nachkriegszeit allmählich wieder hergestellt werden konnte, ist so schwer gefährdet, dass wir verpflichtet sind, alles vorzukehren, um einer weitem Verschuldung entgegenzutreten. Die Jahre 1928 und 1929 brachten uns noch ansehnliche Ueberschüsse von über 23 Millionen Franken. Dann zeigten sich die ersten Warnungszeichen des kommenden Rückganges. Die Rechnung für das Jahr 1930 wies noch einen Einnahmenüberschuss von 6,7, diejenige des Jahres 1931 nur noch einen solchen von 2,3 Millionen Franken auf. Die Rechnung des laufenden Jahres (1932) wird wesentlich ungünstiger abschliessen, denn die Zolleinnahmen werden nach vorläufiger Berechnung einen Rückgang von ca. 30 Millionen und die Stempelabgaben einen solchen von 15—20 Millionen Franken zu verzeichnen haben. Auch die Einnahmen aus dem Post- und Telegraphenbetrieb im laufenden Jahre weisen eine rückläufige Bewegung auf, so dass wir für 1932 mit einem Einnahmefehl von ca. 50 Millionen gegenüber dem Vorjahre zu rechnen haben werden. Inwieweit die Rechnung 1932 noch von andern Faktoren massgebend beeinflusst wird, entzieht sich unserer Voraussicht. Aber zweifellos wird der Fehlbetrag der eidgenössischen Staatsrechnung 1932 ansehnlich sein; er wird den im Budget vorgesehenen Fehlbetrag von rund 9 Millionen Franken möglicherweise überschreiten. Noch unerfreulicher ist der Ausblick in die Zukunft. Der Voranschlag des Bundes für das Jahr 1933 rechnet mit einem mutmasslichen Ausgabenüberschuss von 70 Millionen Franken, trotzdem Ersparnisse durch Kürzung der Bundessubventionen und der Ausgaben für die Landesverteidigung vorgesehen und im Budget berücksichtigt sind und trotzdem die Konversion hochverzinslicher Anleihen der Eidgenossenschaft in solche mit stark reduzierten Zinsfuss dem Bund eine Zinsersparnis bringt, die gegenüber früheren Jahren viele Millionen ausmacht. Dieser enorme Fehlbetrag wird eine Folge verminderter Einnahmen einerseits und vermehrter Ausgaben andererseits sein. Zu den letztern gehören nicht weniger als 34 Millionen für ausserordentliche Krisenaufwendungen, wie Arbeitslosenversicherung, Krisenhilfe, Notstandsarbeiten und derartige Zwecke. Dieses Defizit

von 70 wird sich übrigens auf ca. 80 Millionen Franken erhöhen, wenn gewisse neue Hilfsaktionen, die noch nicht beschlossen sind, aber vor der Türe stehen, verwirklicht werden.

Ebenso schlimm, wenn nicht noch schlimmer, steht es um die Finanzlage der Bundesbahnen. Nicht weniger als 3 Milliarden Franken sind in deren Verkehrsnetz und Anlagen investiert, eine gewaltige Summe, wenn man an die Schwierigkeiten denkt, mit denen die Bundesbahnen infolge der Automobilkonkurrenz und anderer ungünstiger Faktoren zu kämpfen haben. Mag auch die Krise sich allmählich wenden und der Reisenden- und Güterverkehr wieder zunehmen, so bleibt doch die grosse Gefahr, mehr und mehr vom Motorwagen beiseite geschoben zu werden. Gesetzgeberische Erlasse und technische und kommerzielle Anpassungen an diese Konkurrenz werden dem Uebel bis auf einen gewissen Grad wehren können, aber mit dem Verkehrsmonopol der Bundesbahnen ist es endgültig vorbei. Schon das letzte Jahr hat mit einem Defizit von 10 Millionen Franken abgeschlossen. Gestützt auf die bisherigen Monatsergebnisse der Bundesbahnen ist mit einem Fehlbetrag von ca. 45 Millionen für 1932 zu rechnen. Ein ebenso grosses Defizit sieht das Betriebsbudget der Bundesbahnen für das Jahr 1933 vor.

So sehen wir, ob es sich nun um den Bund oder um die Bundesbahnen handelt, eine überaus gespannte Finanzlage, die das ganze Volk und vorab die verantwortlichen Behörden zum Aufsehen mahnt und sie zwingt, alles vorzukehren, um einer weitem unaufhaltsamen Verschuldung entgegenzutreten. Denn es ist eine unleugbare Tatsache, dass die zunehmende Verschuldung eines Staates, wenn ihr nicht schon in den Anfängen mit aller Energie entgegengearbeitet wird, den Kredit des Landes und seine Währung bedroht und damit Unheil über die ganze Bevölkerung bringt. Es ist unsere elementare Pflicht, die drohende Defizitwirtschaft zu bekämpfen und damit unser Staatswesen zahlungsfähig und unsern Schweizerfranken vollwertig zu erhalten.

Wie soll nun dem Uebel, das, wie wir hoffen, ein vorübergehendes sein wird, abgeholfen werden? Der Bundesrat schlägt in seinem Entwurf als eines der Mittel die vorübergehende Anpassung der Besoldungen und Löhne des Bundespersonals an die veränderten Verhältnisse vor. Dieses Mittel kann und soll nicht das einzige sein. Wir werden noch andere anzuwenden haben. Heute aber steht dieses Mittel in Frage. Wir werden es anwenden, wenn es wirksam ist, ohne ungerecht oder auch nur unbillig zu sein. Ueber die finanzielle Auswirkung einer Gehaltsreduktion ist folgendes zu bemerken: Es standen am 30. September 1932 im Dienste: bei der allgemeinen Bundesverwaltung 32,437, bei den Bundesbahnen 33,063, zusammen 65,500 Personen. Die Personalkosten machen in allen Verwaltungen des Bundes zusammen rund $\frac{2}{5}$ sämtlicher Ausgaben aus. Ihr Anteil geht bis auf 70% der Betriebsausgaben bei der Post und auf 79% der Betriebsausgaben bei den Bundesbahnen. Daraus ist ersichtlich, eine wie grosse Bedeutung den Personalkosten im Haushalt des Bundes und seiner Betriebe zukommt.

Nun ist die weitere Frage zu erörtern, ob die geplante Herabsetzung der Besoldungen für das Personal tragbar und ihm billigerweise zuzumuten sei. Die Belohnung des Personals des Bundes und der Bundesbahnen beruht heute auf dem Bundesgesetz über das Dienstverhältnis der Bundesbeamten vom 30. Juni 1927, das am 1. Januar 1928 in Kraft getreten ist. Es ist bekannt, dass dieses Gesetz ganz wesentlich über dasjenige hinausgeht, was der Bundesrat im Jahre 1924 in seinem Entwurfe bei einem damaligen Lebenskostenstand von 169 (gegenüber 100 im Juni 1914) vorgeschlagen hatte. Mit Ausnahme der durch besondere Gesetze geordneten Besoldungen der Mitglieder des Bundesrates, des Bundesgerichts, der Professoren der technischen Hochschule und der Direktoren der grossen Verkehrsbetriebe werden die Gehälter der Beamten nach Art. 37 des genannten Gesetzes im Rahmen von 26 Besoldungsklassen festgesetzt. Jedes Amt wird durch den Bundesrat in eine der 26 Besoldungsklassen eingereiht. Für jede Besoldungsklasse ist ein Mindest- und ein Höchstbetrag festgesetzt. So beträgt z. B. bei der tiefsten, der 26. Klasse, das Minimum 2700 Franken, das Maximum 3900 Franken. Zur Erreichung der Höchstbesoldung benötigen die Beamten der 26. Klasse 12 Dienstjahre, diejenigen der 25. Klasse 14 und alle übrigen Beamten 15 Dienstjahre. Wo die Kosten der Lebenshaltung das Landesmittel übersteigen, kommt zur Besoldung ein Ortszuschlag, der für Verheiratete jährlich 120—480, für Ledige 90—360 Franken beträgt. Ausserdem erhält der Beamte für jedes Kind unter 18 Jahren eine Kinderzulage von 120 Franken.

Beim Inkrafttreten des neuen Beamten- und Besoldungsgesetzes hatten wir einen Landesindex der Kosten der Lebenshaltung von 160 Punkten. Er steht heute nach amtlicher Feststellung auf 136, also 24 Punkte tiefer. Das macht einen prozentualen Rückgang von 15% aus. Nun ist es richtig, dass eine Reihe von weniger wichtigen, aber ebenfalls unvermeidlichen Ausgaben, die etwa ein Viertel aller Ausgaben ausmachen, vom Index gar nicht erfasst werden. Auch wenn angenommen wird, dass auf diesen vom Index nicht erfassten Ausgaben kein oder ein nur unbedeutender Abschlag erfolgt sei, so beträgt die Verbilligung der Lebenshaltungskosten nach genauer Berechnung immer noch 11 $\frac{3}{4}$ %. Daher bedeutet ein 10%iger Abbau, wie ihn der Bundesrat vorgeschlagen hat, zum mindesten noch keine Verschlechterung des Einkommens gegenüber dem Jahre 1927. Der Reallohn, d. h. der im Verhältnis zu den Lebenskosten berechnete Lohn, würde auch bei einem Abbau von 10% der heutigen Besoldung nicht kleiner sein als die zu Anfang 1928 ausbezahlte Belohnung. Der Bundesrat hat sich nun auf den Standpunkt gestellt, dass unter den heutigen misslichen finanziellen Verhältnissen des Bundes und seiner Regieanstalten das Bundespersonal sich damit abfinden sollte, vorübergehend nur denjenigen Reallohn zu beziehen, den es im Jahre 1927 durch das Gesetz zugesprochen erhalten hat. Neben der Rücksicht auf die Finanzlage des Bundes und der Bundesbahnen fallen auch in Betracht die Vergleiche mit den Besoldungen der Gehälter und

Löhne in der schweizerischen Privatindustrie, die Erwerbsverhältnisse unserer Landwirtschaft und die Bezüge des Staatspersonals im Ausland. Dass die Löhne in der Privatindustrie unter dem Druck der Krise und der ausländischen Konkurrenz in viel weitergehendem Masse herabgesetzt werden mussten und dass der Landwirt heute unter einem bis auf 18 Rp. gesunkenen Milchpreis pro Liter und stark reduzierten Fleischpreisen leidet, ist zu bekannt, als dass es noch näher erläutert werden müsste. Diese Verhältnisse sind in der Botschaft des Bundesrates zahlenmässig so einlässlich dargestellt, dass ich auf eine Wiedergabe verzichten kann. Das gleiche ist zu sagen von den Bezügen der staatlichen Beamten und Angestellten im Ausland. Seit Erlass der Botschaft sind die Verhältnisse in der Schweiz in Industrie, Landwirtschaft und Gewerbe nicht besser, sondern eher noch schlechter geworden. Zu diesem Unterschied in der Belohnung gesellt sich für die privaten Angestellten und Unternehmer die Unsicherheit der Lebensstellung. Während der Beamte, sofern er seine Pflicht tut, sein sicheres Auskommen findet und im Falle von Alter, Invalidität oder Tod auf die schönen Leistungen einer wohlgeordneten Alters-, Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung zählen kann, entbehren weite Kreise unseres werktätigen Volkes sowohl der Sicherheit der Anstellung wie der Wohltaten einer solchen Versicherung. Das grosse Heer der Arbeitslosen zeigt drastisch den hohen Wert einer sicheren Lebensstellung. Von den Sonderleistungen der Verwaltungen für das Bundespersonal, wie sie in einer längeren Aufzählung vor mir liegen und wie sie teils allen Beamten, teils nur bestimmten Kategorien zukommen, will ich hier nicht sprechen. Sie bilden aber in ihrer Gesamtheit ebenfalls einen nicht zu unterschätzenden Vorteil, den unsere Bundesbeamten gegenüber andern in einem Dienstverhältnis stehenden Personen geniessen. Es ist denn auch nicht verwunderlich, wenn der Zudrang zu den vom Bunde zu vergebenden Stellen so ausserordentlich gross ist. Eine gewisse Senkung der derzeitigen Besoldung des Bundespersonals unter Aufrechterhaltung des zu Anfang 1928 bezogenen Reallohnes ist daher auch im Hinblick auf die Lage der andern Erwerbsgruppen ein Gebot der Billigkeit. Wo alles sich mit weniger Einkommen behelfen muss und so viele sogar der Arbeit und des Verdienstes entbehren, soll da der Stand der Beamten und Angestellten des Bundes allein von den Wirkungen der Krise unberührt bleiben und sogar infolge der eingetretenen Preissenkung sich noch besser stellen als zuvor und dies trotz der schlechten Finanzlage des Bundes und der Bundesbahnen? Wir glauben, dass mit dem Bundesrat und dem Nationalrat der überwiegende Teil unseres Schweizervolkes diese Frage verneinen wird. Es ist dem Bundespersonal in den bisherigen Verhandlungen hinsichtlich Fleiss und Zuverlässigkeit ein gutes Zeugnis ausgestellt worden. Wir halten dafür, dass das Personal dieses Zeugnis verdient und dass die Beamten, Angestellten und Arbeiter des Bundes in ihrer Gesamtheit ihre Pflichten, wie es das Schweizervolk als Arbeitgeber auch verlangen darf, treulich erfüllen. Vereinzelt Ausnahmen,

wie sie in einem so grossen Personalbestand immer und überall vorkommen werden, können dieses günstige Urteil nicht beeinträchtigen. Aber diese verdiente Anerkennung vermag an den tatsächlichen Verhältnissen, wie sie hinsichtlich Finanzlage des Bundes und wirtschaftliche Situationen der übrigen Bevölkerung derzeit nun einmal vorliegen, nichts zu ändern.

Von den grundsätzlichen Einwendungen gegen den vorgesehenen massvollen Lohnabbau möchte ich diejenige der Verminderung der Kaufkraft erwähnen. Ueber die Richtigkeit der sog. Kaufkrafttheorie ist im Nationalrat viel gesprochen worden. Es ist behauptet worden, durch den Lohnabbau werde die Kaufkraft der davon betroffenen Kreise herabgesetzt. Das trifft meines Erachtens zu, wenn der Lohnabbau ein gewisses Mass überschreiten und der neue Lohn erheblich unter den frühern Reallohn sinken würde. Das ist nun aber hier nicht der Fall. Der Abbau ist nach den Beschlüssen des Nationalrates sogar bedeutend kleiner als die eingetretene Verbilligung der Lebenshaltung. Uebrigens wäre auch bei einem weitergehenden Abbau die eingesparte Summe kein für die Volkswirtschaft verlorenes Geld. Wenn wir uns das Budget vor Augen halten, so sehen wir, dass eine gewisse Verschiebung eintritt in dem Sinne, dass der Bund die hier und auf andern Posten eingesparten Mittel für diejenigen Kreise verwendet, die unter der herrschenden Krise wirklich leiden und ohne Hülfe des Staates unter der Last der heutigen Zustände fast zusammenbrechen.

Ein anderer Einwand geht dahin, dass einer Lohnreduktion vorgängig andere Ersparnisse gemacht und neue Einnahmen erschlossen werden sollten. Wir haben bereits ausgeführt, warum sich die Anpassung der Besoldungen an die veränderten Verhältnisse in erster Linie aufdrängt. Einverstanden ist unsere Kommission damit, dass daneben noch, andere Ersparnisse gemacht werden müssen. Dass der Bundesrat bestrebt und gewillt ist, auch auf andern Gebieten Einsparungen zu erzielen, das beweist er durch seinen Voranschlag. Die Militärausgaben sollen nach den Anträgen des Bundesrates gegenüber dem Jahre 1931 eine Verminderung von 5 Millionen Franken erfahren. Es ist zu hoffen, dass der Bericht der Ersparniskommission für die eidgenössische Militärverwaltung, der in der ersten Hälfte des nächsten Jahres zu erwarten ist, weitere Wege zeigt, wo Ersparnisse ohne Nachteil für die Zuverlässigkeit unseres Wehrwesens gemacht werden können. Auch die Subventionen will der Bundesrat, wo immer es angängig ist, beschneiden und es bleibt nur zu hoffen, dass in den eidgenössischen Räten diesem Bestreben Verständnis entgegengebracht und zum Durchbruch verholfen wird, auch wenn es manchmal weh tut. Die Ersparnis an Zinsen, die sich infolge der Konversion von Bundesanleihen in niedrig verzinsliche Anleihen ergibt, habe ich schon angedeutet. Diese Ersparnis geht zu Lasten der Obligationäre, wie denn auch das Kapital der Krise seinen Tribut zu entrichten hat, und zwar keinen kleinen. Man braucht da nicht nur an die Kursverluste auf Anlagewerten oder an das Betriebskapital der Industrie, das vielfach unter der Ungunst der

Zeit so schwer gelitten hat, zu denken. Auch die Besitzer kleinerer Vermögen und die glücklicherweise in unserem Lande so zahlreichen Sparrer sehen mit Unbehagen und zum Teil mit Sorge, wie sie für die angelegten Ersparnisse nicht mehr wie vor wenigen Jahren $4\frac{1}{2}$ bis 5%, sondern nur noch $3\frac{1}{2}$ % Zins und noch weniger bekommen, bei Obligationenzinsen unter Abzug der Couponsteuer.

Was nun die Erschliessung neuer Einnahmen anbetrifft, so ist es mehr als wahrscheinlich, dass man um solche nicht herumkommen wird. Der Bundesrat selbst sagt es in seiner Botschaft zum Voranschlag der Eidgenossenschaft für 1933, dass der Bund vorübergehend weitere Einnahmen nötig habe. Welcher Art dieselben sein sollen, darüber glaubt sich die Kommission nicht aussprechen zu sollen. Es liegen noch keine Entwürfe vor und darum fehlt eine Diskussionsgrundlage. Aber die Vorschläge werden kommen und man wird alles prüfen und das Gute behalten.

Aus den angeführten Gründen schliesst sich Ihre Kommission einstimmig bei einer Enthaltung der Auffassung des Bundesrates und der Beschlussfassung des Nationalrates über die Notwendigkeit einer Anpassung der Bezüge des Bundespersonals an die veränderten Verhältnisse an.

Was nun den Umfang und die zeitliche Begrenzung des Abbaues anbetrifft, so hat der Bundesrat in seinem Entwurfe vorgesehen, dass die Bundesversammlung zu ermächtigen sei, während 5 Jahren d. h. für die Jahre 1933 bis 1937 die Besoldungen und Löhne im Maximum bis um 15% abzubauen, mit der Einschränkung, dass für die Jahre 1933 und 1934 die Herabsetzung nur 10% betragen soll. Der Bundesrat rechnet also mit der Möglichkeit einer Verschlechterung der Lage in den kommenden Jahren, doch gibt seine Fassung auch das Recht, in den Jahren 1935 und folgende einen geringeren Abbau als 10% eintreten zu lassen. Indem der Bundesrat für die ersten zwei Jahre einen festen Abzug von 10% und für die folgenden drei Jahre eine Lösung vorschlägt, welche eine Anpassung nach unten wie nach oben zulies, zog er die Schlussfolgerungen, die er aus seiner Darstellung der tatsächlichen Verhältnisse zu ziehen berechtigt war.

Nun hat der Nationalrat nach ausgiebiger Diskussion den Entwurf des Bundesrates in ganz wesentlichen Punkten geändert. An Stelle der erwähnten Ermächtigung wurde vom Nationalrat eine Gehaltskürzung von $7\frac{1}{2}$ % für die Dauer von nur $1\frac{1}{2}$ Jahren beschlossen. Von der Herabsetzung ausgenommen sollen die Ortszuschläge und Kinderzulagen sein, wie es übrigens auch der Bundesrat vorgeschlagen hatte. Zur Erleichterung kinderreicher Familien soll ein weiteres Entgegenkommen gezeigt werden, in dem Sinne, dass Personen mit mehr als zwei Kindern unter 18 Jahren für jedes dieser Kinder einen Zuschlag von 30 Franken jährlich erhalten. Die gesetzliche Kinderzulage erhöht sich also für diese Fälle und für die Dauer der Gültigkeit des Gesetzes von 120 Franken auf 150 Franken. Diese Bestimmung bringt allein einen Ausfall von 1,2 Millionen Franken. Das Gesetz soll am 1. Juli 1933 in Kraft treten und bis zum 31. Dezember 1934, also während 18 Monaten

gelten. Nach dem Entwurf des Bundesrates würde sich die gesamte Minderausgabe für Bundesverwaltung und Bundesbahnen jährlich zusammen auf 33 Millionen Franken belaufen, nach dem Beschluss des Nationalrates wird sie nur 24 Millionen betragen. Die Beschlüsse des Nationalrates bedeuten also gegenüber den Anträgen des Bundesrates ein weitgehendes Entgegenkommen an die Auffassung derjenigen, welche aus diesen oder jenen Gründen eine Lohnreduktion des Bundespersonals nicht oder nur in ganz bescheidenem Umfange zulassen wollen.

Die ständerätliche Kommission hat die vom Nationalrat angenommene Lösung einlässlich besprochen. Sie sagte sich, dass angesichts des bereits angekündigten Referendums und der grundsätzlichen Opposition einzelner Gruppen und Persönlichkeiten gegen jeden Abbau eine möglichst geschlossene Stellungnahme der zustimmenden Mehrheit des Parlaments wünschbar sei. Die Verhandlungen des Nationalrates endigten hinsichtlich des Inhalts des Gesetzes mit einem nach langen Verhandlungen zustande gekommenen Kompromiss. Unsere Kommission war sich, wohl mit dem Bundesrat, darüber klar, dass grundsätzliche oder einschneidende Aenderungen, die unser Rat vornehmen würde, zu neuen Debatten und möglicherweise zu einer Verzögerung der Angelegenheit führen würden, die vom Standpunkte der Bundesfinanzen nicht erwünscht wäre. Denn nachdem der Beginn der Gehaltsanpassung bis zum 1. Juli 1933 hinausgeschoben worden ist, verträgt die Sache keine weitere Verzögerung. Wir möchten jedoch nicht verschweigen, dass es auch in unserer Kommission an Stimmen nicht gefehlt hat, die materiell die Beschlüsse des Nationalrates als zu wenig weitgehend bezeichneten und einer Lösung in der Linie der bundesrätlichen Anträge den Vorzug gegeben hätten. Auch mit Bezug auf die vom Nationalrat beschlossene Dauer der Gültigkeit des Erlasses war man nicht allseitig einverstanden. Es wurde geltend gemacht, dass bald nach Inkrafttreten der Vorlage schon wieder zu prüfen sei, wie die Sache für das Jahr 1935 und später zu halten sei. Es ist richtig, dass gerade dieser Punkt geeignet ist, schweren Bedenken zu rufen. Man sagte sich in unserer Kommission, dass eine längere Dauer, wie sie auch die Mehrheit der nationalrätlichen Kommission vorgeschlagen hatte, vielleicht auch im Interesse des Personals gelegen wäre. Denn es ist anzunehmen, dass der Abbau mit dem Ende des Jahres 1934 nicht wegfallen kann, wenn die Verhältnisse alsdann gleich oder noch schlechter sind als bisher. Vielmehr dürfte sich dann die Verlängerung der Gesetzesvorlage oder eine Aenderung des Abbaues als notwendig erweisen und von den zuständigen Behörden, immer unter Referendumsvorbehalt, beschlossen werden. Umgekehrt ist es ja auch nicht ausgeschlossen, dass bis zu diesem Zeitpunkt die Zustände sich dermassen gebessert haben, dass eine Milderung oder Aufhebung des Abbaues sich als gerechtfertigt erweist. Es ist ferner in unserer Kommission der Gedanke erwogen worden, an Stelle einer einheitlichen Quote von $7\frac{1}{2}\%$ eine Staffel zu setzen, welche die untern Gehälter weniger, die höhern mehr betroffen hätte. Der Gedanke scheint

auf den ersten Blick viel für sich zu haben. Die grosse Mehrheit des Nationalrates hat sich jedoch mit dem Bundesrat für das gleiche prozentuale Mass der Herabsetzung also gegen eine Degression nach unten ausgesprochen. Die Begründung ist auf Seite 37, Ziffer 4, der bundesrätlichen Botschaft enthalten. Es wird dort namentlich darauf hingewiesen, dass die frühern Teuerungszulagen für die unter Personalkategorien von Anfang an höher gewesen seien, als für die mittleren und obern Kategorien. Da das System der Teuerungszulagen stark eingewirkt habe auf die Besoldungsansätze des Besoldungsgesetzes, sei dann bei Schaffung dieses Gesetzes die Lage der untern Personalschichten in stärkerem Masse verbessert worden, als diejenige der obern. Das Verhältnis habe sich damals schon zu Gunsten der untern Besoldungsklassen verschoben. Es sei daher weder gerecht noch klug, für die höhern Bezüger eine progressiv stärkere Herabsetzung verwirklichen zu wollen. Diesen Erwägungen pflichtete auch unsere Kommission bei. Mit allen Stimmen gegen diejenige des Antragstellers, Herrn Burklin, lehnte sie ferner einen schon im Nationalrat von den Sozialdemokraten eingebrachten Antrag ab, der dahin ging, für Bezüge bis 4000 Franken keinen Abzug, für solche von 4—5000 Franken einen Abzug von 3 % und für Bezüge über 5000 Franken einen Abzug von 5 % zu machen. Bei Annahme dieses Antrages würde die jährliche Minderausgabe nur noch 12 Millionen betragen. Die Frage kann ja freilich gestellt werden, ob nicht für die unterste Kategorie, sagen wir einmal für Besoldungen unter 3000 Franken, gänzliche Befreiung vom Lohnabbau eintreten sollte. Da ist nun zunächst zu bemerken, dass, selbst wenn man die Ortszuschläge und Kinderzulagen ganz bei Seite lässt, nur eine verhältnismässig kleine Zahl von Angestellten weniger als 3000 Franken per Jahr beziehen, z. B. bei den Bundesbahnen von rund 33,000 nur 1500 Personen. Zu einem grossen Teil handelt es sich dabei um junge, ledige Leute, die ihre dienstliche Tätigkeit beim Bunde kaum begonnen haben und infolge der jährlichen Erhöhungen nach kurzer Zeit mehr als 3000 Franken verdienen. Manche Angehörige dieser untersten Lohnstufe sind sodann nicht alle Tage im Bundesdienst oder ihre Tätigkeit im Bundesdienst macht nicht ein volles Tagewerk aus, wie z. B. bei vielen Posthaltern auf dem Lande und den Schrankenwärterinnen der Bundesbahnen. Auch für diese Leute ist daher nach Ansicht des Nationalrates und unserer Kommission der Abbau tragbar, zumal sie an teureren Orten den Ortszuschlag erhalten.

Wenn es also auch in unserer Kommission an individuellen Wünschen und entgegengesetzten Anschauungen nicht gefehlt hat, so einigte man sich aus den bereits angeedeuteten praktischen Erwägungen mit allen Stimmen gegen diejenige des Herrn Kollegen Burklin auf die Zustimmung zu den nationalrätlichen Beschlüssen. Würde es sich um eine Gesetzesänderung dauernden Charakters handeln, so würde unsere Kommission vielleicht Abänderungsanträge stellen. So aber wird man in zwei Jahren vermutlich von der Sache wieder reden müssen. Auch in redaktioneller Beziehung verzichten wir auf Gegenanträge, obschon

der Text unseres Erachtens Anlass zu Verbesserungen bieten würde. So ist z. B. die keineswegs klare Fassung von Art. 1, Abs. 5, der nationalrätlichen Fassung dahin zu verstehen, dass der Zuschlag von 30 Franken zur Kinderzulage von 120 Franken für jedes Kind unter 18 Jahren zu bezahlen ist, sobald der Bedienstete mehr als zwei Kinder unter 18 Jahren hat. Ich möchte das hier ausdrücklich festlegen, denn in der Kommission ist der Passus auch so ausgelegt worden, dass der Zuschlag nur für diejenigen Kinder zu bezahlen sei, die über die Zahl von zwei hinausgehen.

Der Nationalrat hat im Anschluss an das Bundesgesetz noch eine Motion und ein Postulat angenommen. Ich nehme das Postulat voraus, weil es direkt zum Inhalt des Gesetzes gehört. Der Bundesrat wird darin eingeladen, zu prüfen, ob nicht der prozentuale Abbau der Bezüge der Posthalter und Ablagehalter derart durchzuführen sei, dass das durch den Rückgang der Verkehrsnoten bereits reduzierte Einkommen mit eingerechnet wird. Als Grundlage hätte der durchschnittliche Stand der Verkehrsnoten der Jahre 1928 bis 1931 zu gelten. Es handelt sich um folgende Verhältnisse: Unter den Bundesangestellten gibt es eine gewisse Kategorie, deren Angehörige nicht als Beamte im Sinne des Beamtengesetzes zu betrachten sind und deren Besoldung nicht durch die Besoldungsskala geordnet, sondern gestützt auf Art. 62 und 76 vom Bundesrate festgesetzt wird. Es sind das vor allem die Posthalter und Ablagehalter. Ihr Dienst-einkommen richtet sich nach dem Verkehr der betreffenden Dienststellen. Der zur Bedienung dieses Verkehrs erforderliche Arbeitsaufwand wird in Verkehrsnoten ausgedrückt. Jede dienstliche Beanspruchung, soweit sie durch Zählung erfasst werden kann, wird durch das Verkehrsnotensystem gewertet. Das Dienst-einkommen richtet sich somit nach der Höhe des Verkehrs ohne Rücksicht auf die effektive Arbeitszeit. Es wird nun seitens der Posthalter und Ablagehalter geltend gemacht, dass die wirtschaftliche Krise sich an verschiedenen Orten in der Form eines namhaften Verkehrsrückganges und damit auch einer Schmälerung ihrer bisherigen Bezüge ausgewirkt habe und dass sie daher bei einem Lohnabbau doppelt unter den Krisenfolgen leiden müssten. Das Gesuch dieser Funktionäre um Berücksichtigung ihrer besondern Stellung und der eingetretenen Verkehrsabnahme wurde im Nationalrat von verschiedenen Seiten befürwortet und führte, da es auch vom Bundesrat nicht bekämpft wurde, zur Annahme des erwähnten Postulates. Da es sich um eine blosse Einladung an den Bundesrat zur Prüfung der aufgeworfenen Frage handelt, bedarf dasselbe formell der Zustimmung unseres Rates nicht. Wir beantragen Ihnen gleichwohl die Annahme dieses Postulates, um zu bekunden, dass auch wir diese Prüfung, nachdem die Frage einmal aufgeworfen ist und eine nähere Abklärung angezeigt erscheint, wünschen.

Durch eine Motion ist ferner der Bundesrat vom Nationalrat eingeladen worden, den eidgenössischen Räten beförderlichst ein Programm für die Erhaltung des finanziellen Gleichgewichts beim Bund und bei den Bundesbahnen vorzulegen. Neben den Einsparungen

auf den Besoldungen, Gehältern und Löhnen des Bundespersonals sind dabei auch solche auf andern Ausgabeposten und nötigenfalls neue Einnahmen ins Auge zu fassen. Die Motion, die gewissermassen imperativen Charakter hat, bedarf der Zustimmung des Ständerates.

Unsere Kommission ist, wie ich bereits in anderem Zusammenhange ausgeführt habe, durchaus der Meinung, dass nicht bloss auf den Besoldungen und Löhnen des Bundespersonals, sondern auch auf andern Ausgabeposten Ersparnisse gemacht werden sollen und dass vermutlich auch die Erschliessung neuer Einnahmequellen nicht zu vermeiden sein wird. Der Bundesrat teilt diese Auffassung. Er hat bereits im Budget des Bundes für 1933 solche Abstriche auf andern Ausgabepositionen vorgesehen und wird auf diesem Wege noch weiter gehen müssen. Er hat auch bereits zugesichert, dass er nötigenfalls neue Einnahmen ins Auge fassen und näher prüfen werde. Ein Teil des gewünschten Programms ist also bereits aufgestellt und die Ergänzung und Vervollständigung wird folgen, wenn die einlässliche Prüfung der einzelnen Punkte stattgefunden hat. Mit der Aufzählung blosser Möglichkeiten ist uns nicht gedient. Ein Programm hat erst dann einen Wert, wenn dessen Punkte genau durchstudiert und sich zu bestimmten Anträgen und Entwürfen verdichtet haben. Schritt um Schritt wird dieses Programm ergänzt werden und das Volk wird zu den einzelnen Programmpunkten das entscheidende Wort zu sprechen haben. Unsere Kommission beantragt Ihnen ohne Gegenstimme bei zwei Enthaltungen, auch Ihrerseits die Motion anzunehmen.

Ich bin damit am Schluss meiner Bericht-erstattung angelangt. Die Kommission hält es für ihre Pflicht, dem Ständerat die Gutheissung der Beschlüsse des Nationalrates zu empfehlen. Wir wissen, dass mit der geplanten Massnahme dem Personal des Bundes und der Bundesbahnen ein gewisses Opfer auferlegt wird, das je nach den persönlichen Verhältnissen für die Betroffenen leichter oder schwerer fühlbar wird. Aber die Kommission erachtet den beantragten Abbau in dem vorgesehenen Ausmass bei den heutigen Verhältnissen für tragbar und hält ihn angesichts der leider kritisch gewordenen Finanzlage des Bundes und der Bundesbahnen und der drückenden Last, die infolge der Wirtschaftskrise auf den übrigen Berufsständen ruht, für notwendig.

Namens der nahezu einstimmigen Kommission beantrage ich Ihnen, auf die Vorlage einzutreten, den vorliegenden Gesetzesentwurf nach den Beschlüssen des Nationalrates unverändert anzunehmen und auch der Motion und dem Postulat, wie sie vom Nationalrat angenommen worden sind, zuzustimmen.

Allgemeine Beratung. — *Discussion générale.*

M. Riva: Vous me permettez bien quelques observations à propos de l'adaptation des traitements, ou plutôt je tiens à répéter ici ce que j'ai déjà déclaré au sein de la commission. J'avais manifesté l'opinion qu'il me paraissait nécessaire — ou tout au moins prudent — d'adhérer à la décision du Conseil national.

Nous connaissons tous le développement de la discussion qu'a pris cet objet en la session de septembre dernier au Conseil national. Un bon tiers des membres de ce Conseil y ont participé.

Comme notre rapporteur vient de le déclarer, il ne faut pas oublier que la décision du Conseil national a été un compromis. Avec quelles difficultés ce compromis a-t-il été obtenu? Nous le savons tous, il n'est pas nécessaire de les répéter ici. Je considère qu'il serait très difficile, sinon impossible, de réunir une majorité sur une autre formule. Pourquoi risquer, dans le désir de trouver une solution meilleure, de faire tout sombrer et d'ouvrir de nouveau cette discussion, qui, selon moi, a été quelque peu exagérée?

Comme le faisait observer le rapporteur de la commission, ce matin, s'il s'agissait de fixer une législation nouvelle, on comprendrait que le problème eût mérité d'être soumis à un examen plus approfondi. Mais, il ne s'agit que d'une mesure temporaire, pour une durée de 4 ans, suivant le Conseil fédéral, et que le Conseil national a ramenée à une année et demie. Le problème, ayant ainsi perdu de son importance, n'aurait pas mérité l'honneur d'une si longue discussion.

Une divergence avec le Conseil national aurait pour conséquence de retarder encore une décision définitive, de perpétuer une agitation chez les intéressés et de causer un dommage considérable aux finances publiques.

Le principe d'une adaptation des salaires au coût de la vie a été combattu, non seulement par les intéressés, mais par d'autres. Plus tard, il faut constater, avec satisfaction, un certain revirement dans l'opinion publique. Même dans les milieux intéressés, on a reconnu la nécessité d'une telle mesure. Je lisais, il y a quelque temps, un ordre du jour voté par une association de postiers, ordre du jour dans lequel on admettait l'opportunité même d'introduire une réduction de salaires.

On aurait désiré, dans les milieux les plus directement intéressés, qu'un minimum d'existence fût assuré, exonéré de toute réduction. Cependant la mesure proposée est une mesure d'équité à l'égard de tous ceux qui souffrent de la crise. Qu'ils soient agriculteurs, ouvriers inoccupés ou travaillant pour un salaire réduit, industriels ou même capitalistes vivant des revenus de leurs capitaux ou immeubles, tous subissent la crise. C'est une égalité qui atteint les différentes classes de la population. On ne peut pas ne pas admettre que, dans un moment difficile pour tous, il soit indiqué de perpétuer une situation privilégiée en faveur des serviteurs de l'Etat. Il est pénible de devoir demander des sacrifices aux fonctionnaires, personnel intelligent et fidèle, qui ont voué leur longue activité au bien-être de l'Etat. Cependant, tout le monde concède aujourd'hui que c'est une nécessité et, si tel n'était pas le cas, ce serait une œuvre d'équité toute naturelle.

En 1934, nous serons de nouveau appelés à examiner ce problème et à le résoudre en tenant compte de la situation économique devant laquelle nous nous trouverons à ce moment. Il faut espérer qu'à cette époque les conditions économiques seront meilleures qu'aujourd'hui et que nous pourrions alors renoncer au sacrifice que nous demandons aux fonctionnaires de l'Etat.

Mais, comme on l'a observé au sein de la commission, il est même possible que les conditions économiques, en 1934, soient encore plus graves qu'aujourd'hui. Et alors, Messieurs, au lieu de renoncer à demander ce sacrifice, nous serons obligés de demander des sacrifices encore plus forts.

Il est bien entendu que les économies ne doivent pas être réalisées complètement au dépens des fonctionnaires, mais que toute l'administration de l'Etat doit être soumise à un examen sévère, pour trouver les économies partout où elles sont possibles. Mais on doit admettre que, s'il est facile de dire qu'il faut trouver ailleurs des économies, en réalité, lorsque l'on examine ce problème de plus près, les difficultés surgissent.

Une considération qui a pour moi beaucoup d'importance, c'est qu'il est difficile de faire des réductions dans d'autres domaines sans que cela ait pour effet de diminuer les occasions de travail et, par conséquent, d'augmenter le chômage.

Les autres dépenses de notre budget ne sont pas entièrement improductives. Beaucoup sont même productives. Les subventions que nous donnons à l'agriculture ou pour des travaux publics sont de l'argent qui n'est pas sans avoir un correspondant: ces subventions facilitent la création de nombreuses occasions de travail; elles permettent de donner de l'ouvrage aux chômeurs, ce qui rentre bien dans le cadre des devoirs de l'Etat. Même ce budget militaire, contre lequel tout le monde s'agite, comporte, dans sa plus grande partie, des dépenses qui fournissent du travail à beaucoup d'ouvriers de l'industrie suisse. Ce sont donc des dépenses que l'on ne pourrait pas supprimer purement et simplement.

D'autre part, les subventions ne sont pas d'un jour à l'autre réductibles dans une mesure considérable, parce qu'elles sont, en général, liées à des lois qu'il faudrait tout d'abord reviser si l'on voulait modifier ces subventions. Il y a donc des difficultés énormes, et parfois insurmontables, à réaliser, sur d'autres terrains, des économies considérables. Il faut donc recourir aux économies qui, d'une part, sont plus faciles à obtenir et, d'autre part, ne constituent pas une injustice, comme on a voulu le faire croire au début.

Toutefois, j'aurais vu avec satisfaction qu'un minimum d'existence fût assuré. Le rapporteur de la commission a reconnu dans son rapport qu'il y avait beaucoup à dire en faveur de ce mécanisme d'exonération. Pour assurer l'exonération des traitements jusqu'à un certain chiffre, j'aurais vu avec plaisir une réduction plus forte des hauts traitements. Le Conseil fédéral prévoyait le 10 % pour tous. Je pense que l'on aurait pu fixer la réduction à 10 % pour les traitements dépassant 10,000 frs. par an. Si la diminution du traitement est mise en rapport avec le coût de la vie et si le coût de la vie est uniforme pour tous les fonctionnaires, quel que soit le niveau de leur traitement, il faut admettre que la proposition du Conseil fédéral qui prévoyait une réduction uniforme est parfaitement justifiée: la baisse du coût de la vie étant égale pour tous, la réduction de salaire doit être aussi la même pour tous. Cependant, je pense qu'il s'agit là d'une égalité théorique. Si nous considérons les choses du point de vue pratique, nous

devons admettre qu'en réalité il est plus facile d'économiser sur un appointement de 10,000 frs. que sur un salaire de 3000 frs. Nous aurions donc envisagé une autre solution exonérant de toute réduction les fonctionnaires, employés et ouvriers des classes 24, 25, 26 et en partie aussi ceux de la classe 23, de la loi sur le statut des fonctionnaires, nous atteindrions 11,000 agents avec une réduction prévue de 2,200,000 francs.

Messieurs, on a dit qu'il s'agit de jeunes employés, de jeunes filles, ou bien d'employés qui ne donnent pas toute leur activité au service de l'Etat. C'est vrai seulement en partie. Si nous examinons la loi fédérale sur la classification des fonctionnaires, nous voyons qu'il y a aussi des ouvriers au service permanent de l'Etat qui ne touchent pas au commencement, un traitement de 3000 francs. Naturellement, si ces ouvriers ont déjà atteint le maximum de leur classe, il est possible qu'ils reçoivent plus de 3000 francs; mais, dans ce cas, d'après mon projet, ils ne seraient pas exonérés de la réduction.

Il y a cependant, Messieurs, même parmi ces jeunes gens, quelques-uns qui ont charge de famille, soutenant de vieux parents, ou aidant des frères plus jeunes, des sœurs sans travail. Et il me semble qu'il aurait été prudent d'envisager leur situation avec plus de sympathie. Mais; si nous introduisons un écart de 2,200,000 francs, dans les économies envisagées, j'avais pensé trouver dans l'augmentation de la réduction de 7,5 à 10 % pour les traitements supérieurs à 10,000, le correctif, la compensation convenables.

Nous avons pour ces traitements une dépense annuelle progressive de 17 millions. Si donc nous aurions augmenté la réduction de 7½ au 10 %, sur cette somme-là, nous aurions réalisé une plus forte économie de 420 à 450,000 francs. Cela n'aurait pas encore suffi. J'ai alors pensé à une autre solution, qui n'a pas été envisagée dans le message du Conseil fédéral et qui, cependant, aurait mérité d'être examinée.

L'article 40 de la loi sur le statut des fonctionnaires assure à chacun d'eux une augmentation annuelle de traitement. N'aurait-on pas pu suspendre ces augmentations? On a dit: «C'est un droit acquis.» Je ne veux pas ici faire une distinction juridique; cependant, si l'on invoque le droit acquis, il existe aussi pour tous les traitements prévus dans la loi de 1927. Cette loi ne pourrait donc subir aucune révision, attendu qu'elle a créé des droits en faveur des fonctionnaires! Je pense que la situation juridique est la même, qu'il s'agisse de la fixation ou de l'augmentation du traitement. Si nous avons la faculté juridique de réviser l'échelle des traitements dans le sens d'une réduction, nous avons aussi le droit de modifier l'article 40, de le suspendre dans ses effets et de décider que pendant une année et demie les augmentations ne seront pas servies.

Savez-vous quelle serait la conséquence d'une telle mesure? J'ai demandé aux organes compétents des renseignements et l'on m'a dit que, pour 1932, les augmentations arrivent à la somme de 3,400,000 francs et que, pour 1933, ces augmentations atteindront aussi la somme de 3 millions. Si nous avons pu introduire un principe tel que

celui que je viens de poser, nous aurions, pour le second semestre de 1933, une économie de 1,5 million et pour 1934, de 3 millions.

Cette question que j'ai soulevée au sein de la commission eût mérité d'être examinée d'une façon un peu plus approfondie, afin de pouvoir se faire une opinion à son sujet. Or, le message du Conseil fédéral n'en parle pas; la commission elle-même n'a pas cru devoir s'en occuper. Je n'insisterai donc pas sur ce point. Je trouve toutefois qu'il est utile de dire que la question eût mérité l'examen et méritera peut-être, à l'avenir, d'être étudiée plus à fond.

Une autre considération pratique et de bon sens est qu'il m'eût semblé plus facile de renoncer à quelque chose dont on n'a pas encore bénéficié, plutôt qu'à un traitement déjà acquis. C'est ainsi que la suppression temporaire des augmentations aurait été acceptée plus facilement qu'une réduction des traitements. On a parlé d'une certaine injustice. Est-ce que les lois fiscales ont toujours à leur base la justice véritable et complète? Elles répondent plutôt à la nécessité qu'à un principe de justice. En cette matière, on doit créer une justice spéciale, qui n'est pas la justice générale, c'est ce qu'on appelle: la justice fiscale. Même si l'égalité absolue avait été réalisée dans la loi sur le statut des fonctionnaires, il faudrait reconnaître que la conception du salaire n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était autrefois. Le salaire n'est plus l'équivalent d'un travail donné; c'est plutôt la possibilité, pour celui qui l'accomplit, de vivre et de faire vivre sa famille. Je ne veux pas dire par là que ce soit une conception moderne, car celles-ci ne sont pas toujours les meilleures. Néanmoins, c'est une conception plus juste de la philosophie moderne.

N'y a-t-il pas injustice à mettre sur le même pied d'égalité le fonctionnaire célibataire et le fonctionnaire marié, celui qui ne pense qu'à lui-même et celui qui doit se soucier encore d'assurer l'existence de sa femme et de ses enfants?

Je ne veux pas demander une révision de la loi sur le statut des fonctionnaires.

Cependant, si cela devait arriver un jour, je souhaiterais que ce principe d'une distinction entre le fonctionnaire célibataire et celui qui est chargé de famille, fût pris en considération.

Je constate avec plaisir et satisfaction que le principe de l'existence d'une famille a déjà été prévu dans la loi sur le statut des fonctionnaires et dans le projet soumis aujourd'hui à nos délibérations, par l'introduction d'allocations pour enfants. Les progrès se réalisent lentement, mais j'espère que notre législation restera toujours en contact avec les exigences de l'heure et les plus saines conceptions de l'économie sociale.

J'ai l'impression qu'une solution basée sur le principe de l'exonération des traitements jusqu'à 3000 francs, d'une réduction de 10 % pour les traitements supérieurs à 10,000 francs, de la suspension des augmentations pour la durée prévue, avec allocations de famille, aurait donné un résultat plus favorable au point de vue des finances de l'Etat que la solution qui a été envisagée par le Conseil national. D'autre part, elle aurait soulevé moins de mauvaise humeur et d'agitation chez le personnel

Il serait toutefois imprudent; en voulant obtenir le mieux, de risquer le pire et de perdre l'avantage obtenu. Je me suis donc abstenu au sein de la commission, de présenter des propositions divergentes, comme je m'abstiens d'en formuler ici. Je déclare, au contraire, donner mon adhésion à la proposition de la commission exposée par le rapporteur, M. Baumann.

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 8. Dez. 1932.
Séance du matin du 8 décembre 1932.

Vorsitz — Présidence: Hr. Laely.

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Fortsetzung. — Suite.

Siehe Seite 588 hierov. — Voir page 588 ci-devant.

M. Burklin: Monsieur le Président, Messieurs les Conseillers. Il n'est pas dans mes intentions de reprendre le débat général, ni de faire une proposition de non entrée en matière. D'autre part, le fait que M. Baumann, rapporteur de la commission, vient d'expliquer en détail l'attitude des membres de la commission et le résultat de leurs délibérations, me facilite également la tâche. Cela me permettra de ne pas retenir trop longtemps votre attention.

Je tiens simplement, pour compléter l'exposé en question, à constater que, lorsque le rapporteur de la majorité de la commission a parlé de l'échelle des traitements issue de la loi du 30 juin 1927, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1928, il a, peut-être dans le désir de ne pas vous prendre trop de temps, fait abstraction de l'élément d'appréciation suivant. C'est que pour le personnel, il existe deux échelles: l'échelle B, dont a parlé M. le rapporteur, et l'échelle A. L'échelle B est encore susceptible d'augmentation par le moyen des allocations de résidence prévues dans la loi, indépendamment des minima et des maxima qui y sont articulés. Quant à l'échelle A, elle trouve son application dans les localités où les fonctionnaires ne sont pas au bénéfice d'un salaire suffisant pour être classés dans l'échelle B, et éventuellement, pour avoir droit à

des indemnités de résidence. Cette échelle A, comme vous le savez, diminue les minima de 100 francs et les maxima de 120 francs.

Quand on examine les chiffres des catégories inférieures, il peut se trouver des fonctionnaires, des employés et des ouvriers qui sont au bénéfice de traitements inférieurs de 100 francs lorsqu'ils ne sont pas au maximum, et inférieurs de 120 francs lorsqu'ils sont au maximum de leur classe respective.

Cela dit, je dois immédiatement ajouter que l'examen de ce projet de loi, lors de la discussion qui a eu lieu au sein de la commission du Conseil des Etats, n'a pas été guidé par le souci d'apprécier objectivement la modification proposée et d'adapter au prix de la vie actuelle toutes les classes de traitements. On s'est trouvé en présence de situation suivante:

Le Conseil national avait accepté le projet diminuant de 7,5 % les traitements; la commission du Conseil des Etats a estimé que, si l'on voulait mettre en vigueur cette réduction de traitements pour le 1^{er} juillet de l'année prochaine, il était indispensable qu'aucune divergence ne fut créée entre les deux Conseils. Si la discussion ne se terminait pas au cours de la session de décembre, la reprise du débat aurait lieu seulement à la session de printemps du Conseil national. De ce fait-là, le délai référendaire et la votation populaire éventuelle n'auraient pas permis la mise en vigueur de la modification pour le 1^{er} juillet 1933. Cela vous a du reste été démontré par l'exposé de M. le vice-président Riva, qui vous a également fait part de son intention, de son impression, estimant qu'il n'était pas équitable d'imposer à tout le monde une réduction uniforme, sans aucune dégression ou progression des chiffres, et surtout — j'insiste d'une manière particulière là-dessus — sans prévoir un minimum d'existence en faveur des fonctionnaires de la Confédération.

Donc, si le message insistait surtout sur l'abaissement du coût de la vie et sur le programme de déflation que le Conseil fédéral voulait réaliser, nous constatons que les normes adoptées ont tenu uniquement compte des besoins d'ordre financier et des perspectives d'économies.

Je dois déclarer que, dans le personnel fédéral les fonctionnaires, employés et ouvriers se rendent compte de la situation financière difficile de la Confédération, et l'on peut dire qu'ils sont prêts à faire un sacrifice, à condition que ce sacrifice soit équitable. Pour que le projet à adopter soit équitable, il faut tout d'abord que certaines catégories de traitements — les petites et les moyennes — soient exonérées de toute réduction. Je suis d'autant mieux placé pour articuler cette affirmation, que, par ma profession je suis classé dans les catégories supérieures. Dans les milieux où je suis en activité, on considère que, si une modification à la loi sur le statut des fonctionnaires se justifie, elle devrait prévoir des réductions plus fortes pour les catégories supérieures du personnel, tandis que les petites catégories, celles des dernières classes de traitements, seraient exonérées de toute participation à cette réduction, enfin que les classes moyennes soient soumises à des réductions moins fortes.

Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1932
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2833
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.12.1932
Date	
Data	
Seite	588-596
Page	
Pagina	
Ref. No	20 031 372

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Il serait toutefois imprudent; en voulant obtenir le mieux, de risquer le pire et de perdre l'avantage obtenu. Je me suis donc abstenu au sein de la commission, de présenter des propositions divergentes, comme je m'abstiens d'en formuler ici. Je déclare, au contraire, donner mon adhésion à la proposition de la commission exposée par le rapporteur, M. Baumann.

Hier wird die Beratung abgebrochen.
(Ici, le débat est interrompu.)

Vormittagssitzung vom 8. Dez. 1932. Séance du matin du 8 décembre 1932.

Vorsitz — Présidence: Hr. Laely.

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Fortsetzung. — Suite.

Siehe Seite 588 hierov. — Voir page 588 ci-devant.

M. Burklin: Monsieur le Président, Messieurs les Conseillers. Il n'est pas dans mes intentions de reprendre le débat général, ni de faire une proposition de non entrée en matière. D'autre part, le fait que M. Baumann, rapporteur de la commission, vient d'expliquer en détail l'attitude des membres de la commission et le résultat de leurs délibérations, me facilite également la tâche. Cela me permettra de ne pas retenir trop longtemps votre attention.

Je tiens simplement, pour compléter l'exposé en question, à constater que, lorsque le rapporteur de la majorité de la commission a parlé de l'échelle des traitements issue de la loi du 30 juin 1927, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1928, il a, peut-être dans le désir de ne pas vous prendre trop de temps, fait abstraction de l'élément d'appréciation suivant. C'est que pour le personnel, il existe deux échelles: l'échelle B, dont a parlé M. le rapporteur, et l'échelle A. L'échelle B est encore susceptible d'augmentation par le moyen des allocations de résidence prévues dans la loi, indépendamment des minima et des maxima qui y sont articulés. Quant à l'échelle A, elle trouve son application dans les localités où les fonctionnaires ne sont pas au bénéfice d'un salaire suffisant pour être classés dans l'échelle B, et éventuellement, pour avoir droit à

des indemnités de résidence. Cette échelle A, comme vous le savez, diminue les minima de 100 francs et les maxima de 120 francs.

Quand on examine les chiffres des catégories inférieures, il peut se trouver des fonctionnaires, des employés et des ouvriers qui sont au bénéfice de traitements inférieurs de 100 francs lorsqu'ils ne sont pas au maximum, et inférieurs de 120 francs lorsqu'ils sont au maximum de leur classe respective.

Cela dit, je dois immédiatement ajouter que l'examen de ce projet de loi, lors de la discussion qui a eu lieu au sein de la commission du Conseil des Etats, n'a pas été guidé par le souci d'apprécier objectivement la modification proposée et d'adapter au prix de la vie actuelle toutes les classes de traitements. On s'est trouvé en présence de situation suivante:

Le Conseil national avait accepté le projet diminuant de 7,5 % les traitements; la commission du Conseil des Etats a estimé que, si l'on voulait mettre en vigueur cette réduction de traitements pour le 1^{er} juillet de l'année prochaine, il était indispensable qu'aucune divergence ne fut créée entre les deux Conseils. Si la discussion ne se terminait pas au cours de la session de décembre, la reprise du débat aurait lieu seulement à la session de printemps du Conseil national. De ce fait-là, le délai référendaire et la votation populaire éventuelle n'auraient pas permis la mise en vigueur de la modification pour le 1^{er} juillet 1933. Cela vous a du reste été démontré par l'exposé de M. le vice-président Riva, qui vous a également fait part de son intention, de son impression, estimant qu'il n'était pas équitable d'imposer à tout le monde une réduction uniforme, sans aucune dégression ou progression des chiffres, et surtout — j'insiste d'une manière particulière là-dessus — sans prévoir un minimum d'existence en faveur des fonctionnaires de la Confédération.

Donc, si le message insistait surtout sur l'abaissement du coût de la vie et sur le programme de déflation que le Conseil fédéral voulait réaliser, nous constatons que les normes adoptées ont tenu uniquement compte des besoins d'ordre financier et des perspectives d'économies.

Je dois déclarer que, dans le personnel fédéral les fonctionnaires, employés et ouvriers se rendent compte de la situation financière difficile de la Confédération, et l'on peut dire qu'ils sont prêts à faire un sacrifice, à condition que ce sacrifice soit équitable. Pour que le projet à adopter soit équitable, il faut tout d'abord que certaines catégories de traitements — les petites et les moyennes — soient exonérées de toute réduction. Je suis d'autant mieux placé pour articuler cette affirmation, que, par ma profession je suis classé dans les catégories supérieures. Dans les milieux où je suis en activité, on considère que, si une modification à la loi sur le statut des fonctionnaires se justifie, elle devrait prévoir des réductions plus fortes pour les catégories supérieures du personnel, tandis que les petites catégories, celles des dernières classes de traitements, seraient exonérées de toute participation à cette réduction, enfin que les classes moyennes soient soumises à des réductions moins fortes.

Si l'on relève que la 26^e classe de traitements commence à 2700 francs, la 25^e à 2800, si l'on remarque, d'autre part, le nombre d'années de service exigé pour atteindre le maximum, on est obligé de constater que, dans les grandes agglomérations, la vie devient très difficile pour ceux qui sont dans les échelons inférieurs. Si sur un traitement de 2700 francs, on enlève une vingtaine de francs par mois à un fonctionnaire en activité dans une grande agglomération, il faut bien reconnaître, sans aucune idée de parti pris, mais très objectivement, que la vie devient pour lui insupportable, surtout s'il est marié et s'il a famille.

M. le vice-président Riva a attiré notre attention sur le fait que, dans la dernière classe, se trouvent des ouvriers relativement jeunes, ayant peu d'années de service; mais il en est qui n'ont aucune possibilité de sortir jamais des trois dernières classes. Ainsi, pour eux, ce qui est prévu dans la loi, est déterminant; prendre quelque chose sur ces salaires modiques, c'est difficile et c'est insupportable pour eux.

Du reste, lorsqu'on argumente et qu'on dit qu'en enlevant à tous le 7,5 % — puisque c'est de cette norme qu'il s'agit — il faut malgré tout penser que, s'il est possible à un salaire oscillant de 7000 à 9000 francs, de s'arranger avec une telle réduction, il sera très difficile, impossible même, d'opérer semblable réduction pour les employés des 25^e et 26^e classes.

On dit toujours qu'en temps de crise et de difficultés financières, il faut s'arranger, s'adapter. On conseille d'organiser son train de ménage et son budget familial de manière que les dépenses n'excèdent pas les recettes.

Cet argument pourrait être pris en considération s'il était possible de compresser toutes les dépenses d'un budget; mais ceux d'entre nous qui ont suivi les statistiques sur les loyers et les impôts, auront constaté que, dans certaines grandes localités, les loyers au lieu de baisser, ou d'être simplement stabilisés, continuent à augmenter à tel point qu'en ce qui concerne les indemnités de résidence, une enquête nouvelle a démontré que, depuis la dernière époque triennale, une nouvelle hausse des loyers se manifestait dans un certain nombre de localités de la Suisse.

Si d'un budget de 2800 francs, vous enlevez le loyer et les impôts, qui ne sont pas compressibles, vous admettez qu'avec la somme qui reste disponible, ou susceptible d'être modifiée lorsqu'on organise son budget, ce n'est plus du 7,5 % de réduction que vous imposez au personnel de la Confédération, mais du 10, du 12 % et même davantage, suivant le prix du loyer.

Les économistes ont prétendu, à un moment donné, que, pour que le budget d'un salarié à traitement fixe soit normal, la dépense pour le loyer ne devait pas dépasser le 20 % du revenu annuel. Pour les petites catégories de salariés habitant la grande ville ou la grosse agglomération, ce pourcentage a été depuis fort longtemps dépassé. Il n'est pas possible, sur un traitement de 2800 francs, d'exiger que le prix normal du logement d'une famille se tienne dans les limites du 20 %, accepté comme maximum par différents économistes.

D'autre part, si l'on veut argumenter sur l'abaissement du prix de la vie et sur la répercussion des décisions prises par les autorités dans les temps actuels, on est obligé de constater que ce programme de déflation qui devait se réaliser ne s'est accompli jusqu'à présent que d'un côté, c'est-à-dire qu'on a pris des décisions et qu'on a proposé des modifications de lois uniquement en ce qui concerne les salaires des travailleurs, du personnel des entreprises publiques. Mais, d'un autre côté, les différentes décisions intervenues, telles que les restrictions d'exportation, les contingentements et autres mesures d'un ordre fiscal, contribuent plutôt à laisser le prix de la vie stationnaire si non à l'augmenter. Lorsqu'on veut argumenter sur le prix de la vie et sur le projet soumis à nos délibérations, on peut poser un point d'interrogation. On se laisse trop guider par des mesures d'ordre financier, par des mesures d'économie au préjudice du personnel, mesures que l'on estime nécessaires dans les temps difficiles que nous traversons. Mais cette tendance à l'économie ne devrait pas porter uniquement et unilatéralement sur les salaires.

C'est le motif pour lequel le personnel estime que le projet, tel qu'il est issu de nos délibérations, ne peut lui donner satisfaction; et c'est pourquoi il s'y oppose. Il estime que la répartition telle qu'elle est prévue, avec un pourcentage uniforme pour tous les traitements, n'est pas équitable. Le personnel est prêt à faire œuvre de solidarité, en acceptant une répartition qui garantirait un minimum d'existence et qui permettrait de diminuer dans une proportion moins élevée les traitements moyens et selon un autre pourcentage les traitements dépassant une certaine norme.

En ce qui concerne cette méthode de répartition, j'arrive à des conclusions à peu près identiques à celles développées par notre collègue M. Riva. En ce qui regarde les chiffres que je me permettrai de proposer lors de la discussion des articles, j'aurais peut-être pu me rallier à une proposition transactionnelle, si elle avait été formulée. Malheureusement, les membres de la commission, qui étaient plutôt favorables à un pourcentage différentiel, avec un minimum d'existence garanti, n'ont pas pu — pour les motifs que je vous ai exposés il y a un instant — se rallier à une proposition ferme, parce qu'ils estimaient que le temps pressait et que l'essentiel de nos délibérations devait consister dans l'acceptation du projet par le Conseil des Etats pendant la présente session; il ne fallait, par conséquent, pas créer des divergences, sinon le projet ne pouvait plus entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1933.

Voilà les motifs pour lesquels, sans m'opposer à l'entrée en matière, je me suis permis, déjà en cette discussion générale, de vous faire part de quelques observations et de vous annoncer par anticipation que, à l'occasion de la discussion de l'article 1^{er}, j'aurai l'honneur de vous soumettre une proposition divergente de celle de la majorité de la commission.

Hauser: Ich unterstütze den auf Eintreten lautenden Antrag der Kommission.

Es ist Pflicht des Bundesrates und der eidgenössischen Räte, alle geeigneten Massnahmen zu

ergreifen, um das gestörte Gleichgewicht im Haushalt des Bundes und seines grossen industriellen Betriebes, der Bundesbahnen, sobald als möglich wieder herzustellen. Zur Erreichung dieses Zieles gibt es nur zwei Wege, von denen jeder trotz grossen Widerständen beschritten werden muss: der eine heisst Ersparnisse, der andere neue Einnahmen. In erster Linie kommen Ersparnisse in Betracht, weil das Volk nur dann neue Steuern bewilligt, wenn mit der Durchführung von Sparmassnahmen Ernst gemacht wird.

Die Vorlage, die wir beraten, will einen Teil der Fehlbeträge durch einen zeitlich beschränkten Lohnabbau des Bundespersonals decken. Leute, die einem starken Optimismus huldigen, haben den Bundesrat getadelt, weil er die Vorlage zu früh, nämlich in einem Zeitpunkt eingebracht habe, wo sich Anzeichen einer Besserung der Wirtschaftslage zeigten. Dieser Tadel ist vollständig unbegründet. Leider ist die jetzige Krise eine solche von langer Dauer, die weder bald noch plötzlich ihr Ende erreicht. Nach der Statistik des internationalen Arbeitsamtes hat in den drei Monaten Juli bis September 1932 die Arbeitslosigkeit im Vergleich zur gleichen Zeit des Vorjahres zugenommen. Die Zahl der Arbeitslosen ist in vielen Ländern ausserordentlich hoch. Wohl ist die erfolgreich abgelaufene Konferenz von Lausanne ein Ereignis von grosser moralischer Bedeutung. Im Wirtschaftsleben hat die Konferenz indessen keine Besserung gebracht. Die Arbeiten der Abrüstungskonferenz nehmen einen langsamen Verlauf. Niemand kann heute mit Sicherheit sagen, zu welchem Resultat sie führen und wann eine fühlbare Entlastung der verschiedenen Militärbudgets eintreten wird. Die im nächsten Jahr in London zusammen tretende Weltwirtschaftskonferenz bildet eine Hoffnung, die im besten Fall eine langsame Gesundung des Wirtschaftslebens erwarten lässt.

In der Schweiz hat die Textilindustrie eine leichte Besserung zu verzeichnen, die Metall- und Maschinenindustrie ist dagegen mit ganzer Wucht von der Krise erfasst worden. Heute beträgt die Zahl der gänzlich Arbeitslosen in der Schweiz 60,000.

Die Personalkosten des Bundes erreichen mit 430 Millionen Franken jährlich nahezu 40 % aller Ausgaben des Bundes und der Bundesbahnen. Es würde im Volke nicht verstanden, wenn die eidg. Behörden beim Suchen nach Ersparnissen den grössten Posten der Ausgaben unberührt liessen, dagegen die wohltätig wirkenden Subventionen kürzen würden.

Das am 1. Januar 1928 in Kraft getretene Gesetz über das Dienstverhältnis der Bundesbeamten hat den Beamten und Arbeitern des Bundes befriedigende Arbeits- und Lebensbedingungen gebracht. Diese Tatsache wurde vom Bundespersonal dadurch anerkannt, dass es vom Referendum gegen das Gesetz keinen Gebrauch gemacht und das von kommunistischer Seite angestrebte Referendum mit Erfolg bekämpft hat. Auch das Volk schätzt die eidgenössischen Stellen hoch ein, eine Tatsache, die seit 1928 im grossen Wettbewerb um die Bundesstellen deutlich zum Ausdruck kommt. Damit ist die von den Vertretern des Personals aufgestellte Behauptung, dass die durch die Senkung der

Lebenskosten seit 1928 erfolgte zehnpromtente Aufwertung der Gehälter und Löhne für den grössten Teil des Personals unentbehrlich und daher unantastbar sei, vollständig widerlegt. Eine teilweise Inanspruchnahme dieser Aufwertung zur Verbesserung der durch die Krise notleidend gewordenen Staatsfinanzen ist daher gerechtfertigt.

Von den Gegnern des Lohnabbaus wird behauptet, jeder Lohnabbau verschärfe die Krise. Diese Behauptung geht viel zu weit. Nach der Zählung vom Jahr 1929 unterstanden dem Fabrikgesetz rund 410,000 Arbeiter; davon waren gegen 170,000 in Industrien beschäftigt, die über 90 % ihrer Produktion im Auslande absetzen müssen. Weitere ca. 120,000 Arbeiter waren in Industrien tätig mit Exportquoten von 60—90 %. Die Prosperität unserer Exportindustrie hängt vom Auslande ab. Das Gleiche gilt von der Fremdenindustrie. Die Konkurrenz und Kaufkraft des Auslandes beeinflussen die Preise und Löhne unserer Exportindustrie. So kam es, dass grosse Industrien unseres Landes wie die Textilindustrie, die Metall- und Maschinenindustrie, die Uhrenindustrie, gezwungen wurden, die Löhne ihres Personals wesentlich herabzusetzen. Dieser Lohnabbau hat in der Schweiz eine Verschärfung der Krise verhindert. Dies haben die Arbeiter eingesehen und sich mit dem Lohnabbau abgefunden. Hätten sie auf den frühern Löhnen beharrt, wäre eine Schliessung zahlreicher Betriebe unvermeidlich geworden, der Auslandsmarkt wäre für diese verloren gegangen und das Heer der Arbeitslosen hätte eine starke Vermehrung erfahren. Auch die Fremdenindustrie kann die verlorene ausländische Kundschaft nur durch eine Reduktion der Preise und damit auch der Löhne wiedergewinnen.

Weiter wird gesagt, jeder Lohnabbau schwäche die Kaufkraft der Konsumenten und schädige daher das Wirtschaftsleben. Es ist selbstverständlich, dass nach Kürzung der Gehälter und Löhne die dadurch betroffenen Personen weniger Geld ausgeben können. Das Gleiche ist aber der Fall, wenn die durch den beabsichtigten Lohnabbau einzubringenden Millionen durch direkte und indirekte Steuern aufgebracht werden müssen. Der Unterschied besteht nur darin, dass auch die Kaufkraft anderer Leute entsprechend geschwächt wird.

Ohne sachlichen Hintergrund, sondern ausschliesslich auf die Gewinnung von Freunden zur Unterstützung bei der Volksabstimmung berechnet ist der Einwand, der Lohnabbau beim Bundespersonal bilde das Signal zu einem allgemeinen Lohnabbau. Es gibt keinen Kanton, der seinen Beamten und Arbeitern zu hohe Besoldungen und Löhne verabfolgt. Kein Kanton wird daher bei seinem Personal einen Lohnabbau vornehmen, wenn er nicht durch eine Notlage dazu gezwungen wird. Er wird auch den Abbau nicht in einem Umfang vollziehen, der den Beamten und Arbeitern den ganzen Vorteil wegnimmt, der ihnen durch das Sinken der Lebenskosten zuteil geworden ist. Das Gleiche gilt von den Gemeinden. Auch bei Industrien, die noch keinen Lohnabbau vorgenommen haben, wird nicht das Vorgehen des Bundes eine Lohnreduktion verursachen, vielleicht aber das Bedürfnis, die Produkte billiger auf den Markt zu bringen.

Zuzugeben ist, dass die Vorlage des Bundesrates vom 20. Juni 1932 zu weit geht, indem sie dem Bundespersonal den ganzen Vorteil der seit 1928 eingetretenen Verbilligung der Lebenshaltung wegnehmen wollte. Der Widerstand des Bundespersonals gegen diese Vorlage war daher begründet und hat mit Recht einen Erfolg erzielt. Dagegen hätte es im Volke einen bessern Eindruck gemacht, wenn sich die Personalverbände zu einem für das Personal erträglichen Opfer gegenüber seinem Arbeitgeber bereit erklärt hätten, statt sich auf einen schroff ablehnenden Standpunkt zu stellen. Dann wäre es vielleicht gelungen, den Prozentsatz der Lohnreduktion für die kleineren Einkommen von $7\frac{1}{2}$ auf 5 oder 4 % zu senken. Es ist eine unbestreitbare Tatsache, dass ein Lohnabbau bei den kleineren Einkommen ungleich empfindlicher wirkt als bei den grössern, weil dort bei notwendigen Ausgaben gespart werden muss. Obschon ich es als einen Fehler der Vorlage betrachte, dass die kleineren Einkommen nach dem gleichen Prozentsatz abgebaut werden wie die grössern, nehme ich von der Stellung eines Antrages auf Aenderung des Gesetzes Umgang, da ein solcher keine Aussicht auf Annahme hätte.

Ich will nicht unterlassen, noch auf die Stellungnahme des schweizerischen Gewerkschaftsbundes und der Angestelltenverbände kurz einzutreten, und zwar nur hinsichtlich eines einzigen Gegenstandes, nämlich des Begehrens auf Einführung einer Krisensteuer. Dieses Begehren steht in engstem Zusammenhange mit der Frage des Lohnabbaues; denn jene Körperschaften glauben, mit der Krisensteuer den Lohnabbau beim Bundespersonal als überflüssig darstellen zu können. Sie befinden sich damit in einem schweren Irrtum. Die vorgeschlagene Krisensteuer würde bei weitem nicht genügen, die jährlichen Fehlbeträge des Bundes und der Bundesbahnen von mehr als 100 Millionen Franken zu decken. Die Krisensteuer würde zudem einen viel geringeren Ertrag abwerfen als die Kriegsteuer, und zwar nicht nur wegen der ungünstigen wirtschaftlichen Verhältnisse, sondern auch deshalb, weil die Initiative auf Einführung einer Krisensteuer mehr als 95 % aller Erwerbenden von der Erwerbssteuer befreien würde. Um das Gleichgewicht des Staatshaushaltes der Eidgenossenschaft wieder herzustellen, sind nicht nur Lohnabbau und andere Ersparnisse, sondern auch neue, aber gerechte, und für das Volk tragbare direkte und indirekte Steuern notwendig. Bei dieser Sachlage darf keine Volksklasse die Tragung eines Opfers ablehnen. Die Solidarität des Volkes verlangt, dass alle seine Glieder nach Massgabe ihrer Kraft bei der Sanierung der Staatsfinanzen mitwirken. Jeder Bürger hat ein grosses Interesse daran, dass das Finanzgebaren des Staates solid ist. Nur so ist es möglich, seinen Kredit unversehrt zu erhalten und dafür zu sorgen, dass die Schweizer Währung keinen Schaden leidet. Das Bundespersonal aber hat wegen seiner engen Verbundenheit mit dem Staat als Arbeitgeber eine höhere Pflicht als alle anderen Bürger, ihm in schweren Zeiten ein Opfer zu bringen. Keine Theorie vermag das Bundespersonal von dieser Pflicht zu entbinden.

Rudin: Gestatten Sie mir zu der vorliegenden wichtigen Frage auch einige kurze Ausführungen. Zunächst möchte ich dem Gefühl des Dankes gegenüber dem hohen Bundesrate Ausdruck geben für die ebenso klare wie auch offene Darlegung der finanziellen Lage des Bundes sowohl als der Bundesbahnen. Der Bundesrat hat im Gefühl seiner Verantwortung nicht gezögert, aus der gewiss schwierigen Situation die Konsequenzen zu ziehen und den eidgenössischen Räten gewisse Vorschläge zu unterbreiten, Einsparungen auf gesetzlich nicht gebundenen Ausgabeposten zu erzielen, worüber wir uns bei der Beratung des Voranschlages auszusprechen haben. Der Herr Kommissionspräsident hat in seinem Eintretensvotum bereits auf diese Möglichkeiten der Einsparung hingewiesen. Eine weitere Folge von Einsparungen soll nun aber auch durch vorübergehende Aenderung gesetzlicher Bestimmungen erzielt werden, so einmal durch Entlastung des Militärbudgets gemäss der Botschaft vom 23. September und nun auch durch die Herabsetzung der Besoldungen und Gehälter des im Dienste des Bundes stehenden Personals gemäss der Botschaft vom 20. Juni. Angesichts der in der Begründung des Bundesrates niedergelegten und auch im Kommissionsreferat festgehaltenen Zahlen über die bedenklichen Ergebnisse der laufenden Staatsrechnung, wie auch über die zu erwartenden Fehlbeträge auf Grund der Voranschläge für das Jahr 1933 muss leider festgestellt werden, dass die vorgeschlagenen Vorkehrungen bei weitem nicht ausreichen werden, um das finanzielle Gleichgewicht im Bund sowohl wie auch bei den Bundesbahnen wieder herzustellen. Es erscheint deshalb ohne weiteres gegeben, der vom Nationalrat vorgeschlagenen Motion über die Vorlage eines Finanzprogramms zuzustimmen.

Ich möchte ferner aber auch unserer Kommission danken für das gründliche Studium, das sie der uns heute beschäftigenden Frage zu Teil werden liess. Wenn auch das ganze Programm in diesem Zeitpunkt durch zwei Tatsachen wesentlich präjudiziert erscheint, und zwar einestheils durch den Kompromissbeschluss des Nationalrates und auf der anderen Seite durch die Stellungnahme des Föderativverbandes und der übrigen Angestelltenorganisationen, die den Ruf auf Ablehnung jeglichen Lohnabbaues ins Land hinausgetragen haben, so muss es uns doch gestattet sein, an der Vorlage wenige kritische Bemerkungen anzubringen. Einmal über die Veränderlichkeit des Lohnes. Der Bundesrat hat in der Botschaft auf Seite 31 hierüber folgendes ausgeführt: „So wenig wie alle übrigen Elemente kann sich der Lohn den wirtschaftlichen Schwankungen entziehen. Wird einerseits die Lohnbildung von der Depression beeinflusst, so sollen ihm andererseits auch die günstigen Umstände zugutekommen. Die Gerechtigkeit verlangt, dass die Lohnbildung so gut vom Nutzen des Wohlstandes profitiere, wie sie die Wirkungen der Krise über sich ergehen lassen muss.“

Dieser Auffassung wird man ohne weiteres zustimmen müssen. Weder die Lohnregelung vom dem 1. Januar 1928 noch die Ansätze des gegenwärtigen Besoldungsgesetzes konnten und können als unveränderliche Tatsachen angesprochen werden. Grundsätzlich wird der Lohn immer von der

wirtschaftlichen Tragfähigkeit eines Unternehmens in Verbindung mit einer billigen Rücksichtnahme auf einen von sittlichen Rücksichten bestimmten Lebens- und Kulturstandard bedingt sein. Der Bundesrat führt treffend aus, die Gerechtigkeit verlange, dass die Lohnbildung auch vom Nutzen des Wohlstandes profitieren solle, wie sie auch die Wirkungen der Krise über sich ergehen lassen müsse. Frage: Ist das Lohneinkommen der Beamten und Angestellten des Bundes im Verhältnis des vermehrten Wohlstandes in den Zeiten guter Konjunktur gesteigert worden? Man wird hierauf nicht schlechtweg mit Ja antworten dürfen. Es sei nur an die Beratungen bei Anlass der Besoldungsreform von 1927 erinnert, auf die ich nicht mehr eintreten möchte. Eine der charakteristischen Eigentümlichkeiten des Beamtenstatuts scheint mir in der Stabilität, in einer gewissen Unabhängigkeit von der Konjunktur zu liegen. Diese Eigentümlichkeit, die gerade nur und fast ausschliesslich dem Beamtenstande zugute kommt, hat ja ihren Ausdruck auch darin gefunden, dass sie gesetzlich verankert ist und dass sie nur auf dem durch die Verfassung vorgezeichneten Wege modifiziert werden kann. In Konsequenz dessen soll und darf aber nicht jedes erste günstige oder jedes erste ungünstige Jahr zur Abänderung der Lohnbezüge führen. Aus dieser Tatsache heraus erklärt sich auch die Haltung verschiedener Kantone, wie Herr Ständerat Hauser mit Recht ausgeführt hat, in der umstrittenen Frage der Lohnanpassung. Wie man in sogenannten guten Jahren da und dort zögerte, an sich notwendige Besoldungserhöhungen zu dekretieren, so legt man sich heute gewisse Zurückhaltung auf, die momentan ungünstige Wirtschaftslage zu einem Abbau der Lohnbezüge zu benützen. Diese Zurückhaltung hätte m. E. auch in den Erwägungen des Bundesrates etwas deutlicher zum Ausdruck kommen dürfen.

In bezug auf den Einfluss des Lohnabbaues auf die Kaufkraft spricht sich der Bundesrat auf Seite 3 der Botschaft meiner Ansicht nach zu optimistisch aus, indem er glaubt, eine ungünstige Auswirkung verneinen zu dürfen. Ich möchte hier nicht auf lange theoretische Erörterungen über die Kaufkrafttheorie eintreten, sondern nur die aus der Praxis geschöpfte Tatsache festhalten, dass jede Schrumpfung des Lohneinkommens sich in einer Herabminderung der Kaufkraft Ausdruck schafft. Bedenkt man ferner, dass die wirtschaftlichen Massnahmen des Bundes der letzten Zeit vornehmlich der Stützung und Belebung des inneren Marktes dienen wollen, so wird man zugeben müssen, dass die Aufnahmefähigkeit gerade dieses Marktes steigt oder fällt, je nach dem Umfang der Verbrauchsmittel, der Erwerbseinkünfte und des Lohnes.

Welches ist nun aber die soziale Auswirkung der vorgeschlagenen Herabsetzung der Gehälter und Löhne? Nach meiner Ansicht und nach der Ansicht vieler Kreise unseres Volkes hätte gerechterweise eine Differenzierung oder zum mindesten ein abbaufreies Minimum vorgesehen werden sollen. Die Begründung des gleichen Abbauansatzes auf Seite 37 der Botschaft scheint mir der Situation nicht ganz gerecht zu werden. Richtig ist ja, dass seinerzeit die Löhne unten prozentual stärker erhöht

wurden als oben. Richtig ist aber andererseits auch, dass die sogenannten festen, gebundenen Ausgaben gerade die unteren Klassen verhältnismässig stärker belasten als die oberen Kategorien. Deshalb kann und muss gefolgert werden, dass die unteren Kategorien durch den einheitlichen Abbauansatz verhältnismässig stärker belastet werden als ihrer wirtschaftlichen Tragfähigkeit angemessen erscheint. Die absolute Ablehnung jeglicher Lohnänderung von seiten des Personals erscheint eine feststehende Tatsache, sie ist aber nicht logisch, wenn man sie mit der lancierten Krisensteuer-Initiative in Verbindung bringt.

Man kann nicht den absoluten Schutz des Lohneinkommens verlangen und zugleich das Mittragen der gemeinsamen Last für den Grossteil der also Begünstigten ablehnen. Es ist wohl von Gutem, dass das Volk sich letzten Endes wird auszusprechen haben, so sehr man die Aufregungen eines scharfen Referendumskampfes in der gegenwärtigen ersten Zeit bedauern muss.

Ich nehme davon Umgang, formelle oder materielle Abänderungsanträge zu stellen, ich glaubte aber, auch vom bürgerlichen Standpunkt einige kritische Einwendungen im Schosse unseres Rates zum Ausdruck bringen zu sollen.

M. Musy, conseiller fédéral: Nous avons eu l'occasion, déjà au Conseil national, d'exposer, mon collègue M. le Conseiller fédéral Pilet et moi, le point de vue du Gouvernement dans cette très délicate question. Je suppose que vous n'exigez, ni de lui, ni de moi, que nous entrions de nouveau dans les détails qui ont été abondamment servis au public par les journaux et sur lesquels vous aurez certainement déjà réfléchi. J'ai eu l'occasion, hier, de traiter au Conseil national, la situation financière actuelle de la Confédération; avant-hier, M. le Conseiller fédéral Pilet a dépeint aussi celle des Chemins de fer fédéraux. Je ne l'ai malheureusement pas entendu, ni M. le rapporteur au Conseil national, M. Keller, qui, m'a-t-on dit, a donné avec clarté et netteté, un tableau — forcément sombre — de la situation alarmante — le terme n'est pas excessif — des C. F. F. Pour cette année, le compte se soldera par un déficit assez considérable. Le budget pour l'an prochain prévoit un déficit de 70 millions, sans compter certaines dépenses extraordinaires que vous voterez encore au cours de la présente session. La question urgente qui se pose est le redressement du budget. Je disais, hier, au Conseil national, que, pour les C. F. F. comme pour l'administration centrale, l'origine principale de la situation financière dans laquelle se trouve le budget, c'est la crise. Je puis dire, en ce qui concerne la Confédération, que, sans la crise, nous vous aurions présenté, très certainement, un budget qui se serait soldé par un boni.

La diminution des recettes résultant de la crise, comparativement aux chiffres de 1931, s'élève à 60 millions environ. Les dépenses extraordinaires de crise s'élèvent à 35 millions. Cela fait un total de 95 millions. Par conséquent, si nous n'avions pas réduit les dépenses ordinaires d'une vingtaine de millions, le budget afférent à l'exercice prochain, — celui que vous discuterez la semaine prochaine —

se solderait par un déficit de 90 millions. Nous avons déjà fait des compressions sur les dépenses ordinaires. En cet instant même, au Conseil national, M. le Conseiller fédéral Meyer se défend contre des demandes d'augmentation de subventions. Quel sera le vote qui interviendra tout à l'heure? J'ai supplié M. le Conseiller fédéral Meyer de rester inflexible, en lui disant: Si vous perdez cette première bataille, ce sera le commencement de la débâcle; sur toute la ligne, on reprendra les positions anciennes et toute la politique de réduction dont M. Pilet et moi nous sommes faits les champions courageux, malheureusement pas toujours suivis, serait incontestablement une politique qui n'aboutirait à rien!

Le redressement de la situation budgétaire fédérale ne sera pas facile. Il faudra faire là un effort énorme. J'ai expliqué, hier, quelles étaient les intentions du département des finances. J'ai déclaré — et je suis certain que personne ici, quel que soit le parti auquel il appartient, ne pourrait me contredire — que le peuple suisse n'acceptera pas de nouveaux impôts, à moins qu'il n'ait la conviction que ces impôts sont une inéluctable nécessité. Nous devons donc, avant tout, faire la preuve que nous avons économisé partout où cela était possible. C'est la raison pour laquelle j'ai résisté quand on m'a demandé d'élaborer un vaste programme financier. On voulait avoir un programme financier comportant de nouveaux impôts. Non, Messieurs! Si l'on avait présenté aux Chambres un projet concernant de nouvelles recettes, et que les Chambres les eussent votées, la situation du Conseil fédéral eût alors été beaucoup plus difficile pour obtenir ensuite des économies. M. Pilet et moi avons déjà suffisamment de difficultés à réaliser ces économies, sans attendre, pour faire l'effort décisif, que la situation soit devenue encore plus périlleuse qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Il faut donc avant tout un programme de réduction et d'économie. C'est une nécessité, non seulement financière et budgétaire, mais encore d'ordre politique — puisque les cantons ont, eux aussi, besoin de combler des déficits qui sont aussi inquiétants. — Je connais le budget du canton de Bâle, celui du canton de Soleure, celui de Neuchâtel. J'ai vu également le budget bernois. Or, dans ce dernier, il n'y a rien pour les chemins de fer et, pourtant ce canton est engagé, dans les lignes secondaires, jusqu'à concurrence de 200 millions. Il a été courageux. Nous ne devons rien regretter de ce qu'il a fait et de l'audacieux courage de ceux qui ont créé le Lœtschberg, réseau qu'il ne pourrait plus être question de construire aujourd'hui. Heureusement qu'il a été construit dans le passé. Il y a là cependant une charge très considérable. Lorsqu'un canton, si grand soit-il, comme celui de Berne, a la responsabilité de 200 millions engagés dans des chemins de fer secondaires, étant données les conditions d'exploitation et la crise économique, il y a là de quoi s'inquiéter.

Par conséquent, dans la direction de la politique cantonale, des soucis existent, dont nous devons tenir compte au moment où nous envisageons le redressement de la situation budgétaire fédérale.

Première conclusion: il s'impose de faire des économies; c'est une nécessité; et il faut les réaliser

partout où elles sont possibles. Nous avons examiné les différentes positions sur lesquelles des réductions peuvent être faites. Je les ai exposées, hier, au Conseil national, et nous aurons l'occasion d'en parler, la semaine prochaine, devant vous.

La première mesure qui s'est imposée à l'esprit, c'était l'adaptation des traitements. Le coût de la vie a incontestablement baissé. Cette baisse ne s'est pas produite dans la mesure où je l'aurais souhaité. Convaincu de la nécessité de la déflation, qui, seule, peut permettre, non seulement à la Suisse, mais à l'ensemble des pays, de sortir de la crise, j'aurais voulu que le coût de la vie baissât plus rapidement encore. Cela n'empêche pas que la baisse est actuellement de 11 à 13%; elle crée en faveur du fonctionnaire une situation qui justifie une réduction correspondante de son traitement nominal, sans que le traitement effectif en souffre.

En 1927, le Parlement a pris une décision favorable à l'ensemble du personnel. Le peuple a ratifié tacitement cette décision, puisque ceux qui avaient voulu lancer le referendum ont trouvé sur leur chemin une opposition acharnée, organisée par le parti socialiste. La décision des Chambres était donc favorable au personnel. Les socialistes ont défendu des intérêts avantageusement cristallisés dans une loi considérée comme un statut parfaitement acceptable. Mais, les chiffres fixés par cette loi de 1928 correspondaient à une autre situation. On a calculé les salaires de cette époque, en tenant compte du coût de la vie à ce moment-là. La décision de 1928 ne trouve plus sa pleine justification dans la situation actuelle. Aujourd'hui, l'écart est de 12 à 13%, en Suisse.

La question qui se pose est celle-ci: Au moment où le budget se solde par un déficit formidable, au moment où M. le Conseiller fédéral Pilet a encore plus besoin de réaliser des économies, pour essayer, dans la mesure du possible, de redresser la situation des chemins de fer, il s'impose de façon urgente d'examiner si ce que vous appelez en allemand une «Anpassung», n'est pas une urgente nécessité.

Lorsque le Conseil fédéral a examiné la proposition de réduction formulée par le département des finances, il s'est rallié à l'idée de 10%. Nous n'avons pas discuté entre 10, 9, 11, ou 12%. Certains chefs de groupes politiques sont venus me demander: N'avez-vous pas eu l'intention de proposer 8%; n'avez-vous pas, en fin de compte, demandé le 10 pour obtenir le 8%? — J'ai répondu: Jamais nous n'avons songé à des manœuvres de ce genre. D'ailleurs, j'ai toujours comme ligne politique l'habitude de demander exactement ce que j'estime être juste et de tenir à ma proposition avec la dernière férocité. Je ne joue jamais à ce jeu de demander davantage pour me ménager une certaine marge de façon à obtenir ce que j'avais devers moi prévu dès le premier moment. Il n'est nullement dans notre intention, — ni dans celle de M. Pilet, ni dans la mienne, — de procéder de cette manière. Ce que nous avons voulu, c'est une adaptation des traitements. La question qui se pose n'est pas de savoir s'il faut réduire de 10, de 9, de 8, de 7, de 11, de 12, ou de 13%, mais de savoir combien il fallait réduire, mathématiquement, pour que les salaires de 1932 correspondissent aux salaires réels de 1928. Les

calculs ont été faits par les services du personnel de l'administration. Pour déterminer la proportion de réduction, on a consulté les index, qui ne sont ni dressés ni publiés par nos soins, mais qui sont l'œuvre d'une instance neutre. Est-ce que ces index sont absolument, mathématiquement exacts? Ne faut-il pas concéder un demi pour cent de plus ou de moins? Je ne sais pas; on nous affirme cependant que c'est approximativement ainsi. Les indications chiffrées des derniers index auraient même permis de proposer une réduction de 13%. Nous nous sommes arrêtés à 10%, afin d'être bien certains de ne demander au personnel aucun sacrifice comparativement aux garanties qui lui avaient été fournies par la loi de 1928.

J'ai regretté pour le personnel qu'il n'ait pas accepté le 10%, réduction valable, selon la proposition du Conseil fédéral, pour 4 ans. Je suis sûr que, l'année prochaine, le personnel regrettera à son tour de n'avoir pas adhéré à cette proposition. Il aurait été beaucoup plus prudent pour lui d'accepter un 10% pour 4 ans que d'obtenir, en fin de compte, faute de mieux, une atténuation à 7,5%, mais seulement pour une année et demie. Au point de vue tactique, ni M. Pilet, ni moi, ni M. Oetiker, ne désirons devoir à chaque instant discuter cette question, très pénible, des salaires. J'ai déjà eu pendant 8 ans les questions d'allocations sur le tapis et je dois dire que c'était un des travaux les plus désagréables, — non pas que le personnel y ait toujours mis de la mauvaise volonté, mais plutôt, très souvent, un désir de conciliation. — Mais enfin s'il est aisé d'offrir des augmentations, il est toujours désagréable, très dur d'imposer des réductions. Cela est surtout difficile si l'on fait entrer en ligne de compte des préoccupations d'ordre politique et électoral. Je n'ai pas le droit de tenir compte de telles considérations; elles passent au dernier plan. Je ne veux pas répéter ce que j'ai dit au Conseil national. Vous savez à quel point de vue nous nous plaçons, M. Pilet et moi. Si nous étions au Conseil fédéral uniquement pour notre plaisir, il y a longtemps que nous en aurions disparu tous les deux. Il y a 13 ans que je suis ici; j'ai eu chaque année beaucoup de difficultés; ce ne sont pas des préoccupations de popularité qui nous dicteront notre attitude dans cette question des traitements; c'est la défense des intérêts supérieurs de l'Etat; rien d'autre; un point, c'est tout!

Le coût de la vie ayant diminué de 13%, si nous la comparons à celle d'autres pays, la situation de notre personnel est satisfaisante, pleinement satisfaisante sur la base du salaire réel que nous proposons. Il faut en même temps apprécier la sécurité dont il jouit à un moment où le chômage menace tout le monde, non pas seulement les petits ouvriers, mais également les patrons, parce que le chômage existe aussi pour le propriétaire d'une usine dont l'activité se trouve paralysée! Cette sécurité dans le présent et dans l'avenir est un élément à considérer. Les propositions que le Conseil fédéral avait faites pouvaient incontestablement être acceptées par tout le personnel.

Je voudrais attirer aussi votre attention sur la situation des caisses d'assurance. Je ne parle pas des chemins de fer fédéraux. Ils nous font beaucoup de soucis; je les partage avec mon col-

lègue; les CFF ne pourront pas se tirer d'affaires tout seuls. Songez à ceci. Quelle serait la situation des CFF s'ils appartenaient à une société privée? Quelle serait la tenue de ce papier qui, maintenant, est sur le marché et dont la signature de la Confédération garantit les porteurs? Que coûterait-elle? Nous avons l'obligation, à l'égard de tous ces porteurs de titres, d'assurer le service de l'intérêt et nous le ferons toujours — je l'espère — sur la base du franc à parité-or.

Mais je pense aux amortissements qu'on ne fait pas, je songe aux déclarations de l'honorable chef du département des chemins de fer, quand il disait au Conseil national — en septembre dernier: Aucune illusion à se faire; il faudra que la Confédération fasse annuellement 30 à 40 millions aux CFF pour que, même après la crise, ils puissent se redresser. C'est là une perspective extrêmement douloureuse. Le personnel attaché à cette entreprise ferroviaire et dont il vit, sachant qu'elle est dans une situation inquiétante, devrait comprendre la nécessité de l'adaptation imposée par les circonstances.

Comparons les traitements qu'il touche avec les traitements des employés italiens, français, autrichiens, allemands. On a déjà indiqué des chiffres. Je suis certain que, quand vous les aurez examinés, vous en tirerez les conclusions qui s'imposent. Qu'on voie tout cela et qu'on tienne compte aussi de la situation économique de l'ensemble de notre pays! Il faut voir l'état désastreux de l'agriculture dont on parle à chaque session et dont M. Schulthess vous entretiendra à nouveau la semaine prochaine ou dans quinze jours. Il viendra vous demander une subvention formidable en faveur du prix du lait... (Une voix: C'est déjà fait.) Cela n'a pas duré longtemps! Aujourd'hui, avec mon collègue, M. Pilet, nous vous demandons de songer à tout cela, et non pas seulement de voter de nouvelles dépenses, mais de procéder à des compressions.

Un argument, aussi très important, me semble-t-il, est celui de la situation financière des caisses de pension. M. le directeur Oetiker me disait ce matin: «Il manque au moins deux fois 300 millions, soit 600 millions, pour continuer à verser les pensions aux retraités des chemins de fer fédéraux, des postes, télégraphes et téléphones, et de l'administration centrale.» Nous devrions avoir comme compte capital dans le bilan de la caisse des pensions, 600 millions qui n'y sont pas. Il faut servir l'intérêt de cette somme et en effectuer l'amortissement. La situation est incontestablement au moins aussi difficile que M. Pilet et moi vous le disons. Si nous n'avions pas le souci d'éviter de dire des choses qui pourraient alarmer certains milieux de déposants, de créanciers, de porteurs de nos titres, peut-être insisterions-nous davantage sur le déséquilibre que nous constatons, chez lui, comme chez moi! Nous n'avons jamais rien dit qui ne soit pas en dessous de la réalité vraie; nous n'avons jamais avancé de chiffres enflés, exagérés à dessein d'entraîner votre décision en ce qui concerne la réduction des traitements. Ce que nous avons dit est la vérité; mais nous aurions pu, tout en restant dans la marge du vrai, faire un tableau encore plus sombre, soit en ce qui concerne les postes, télégraphes et télé-

phones et les chemins de fer fédéraux, soit à l'égard de l'administration centrale de la Confédération.

Cela ne veut pas dire le moins du monde que notre situation ne soit actuellement meilleure que toutes les autres, mais ce n'est pas une consolation. Je disais au Conseil national: Le fait que les autres Etats, en particulier ceux qui étaient nos gros clients pour l'industrie d'exportation avant la guerre — je pense à l'Angleterre, à l'Allemagne, au Japon — le fait que la situation financière, économique, de tous ces Etats est incontestablement très ébranlée, n'est pas une raison pour nous consoler d'être nous-mêmes aux prises avec les difficultés financières. C'est au contraire, une raison de plus pour croire que la crise actuelle durera longtemps. Nous avons discuté de cette durée probable de la crise; M. Schulthess a dit ce qu'il en pense. L'année dernière, au mois de décembre, lorsque j'ai annoncé au Conseil national la nécessité de nous résigner à un régime d'économie et que j'ai représenté la réduction des traitements comme une nécessité aussi inéluctable — car je prévoyais que la crise durerait longtemps — j'ai rencontré beaucoup d'opposition. Je suis sûr, maintenant, que les esprits ont évolué sous la pression des événements, des réalités de l'heure. Je ne veux pas être prophète de malheur, mais j'ai l'impression que, dans six mois, la situation ne sera pas meilleure qu'aujourd'hui. Soyons satisfaits si elle n'est pas pire.

Cette crise, dis-je, durera beaucoup plus que ne le prétendaient ceux qui la voyaient brève. Nous devons au moins avoir la prudence de faire tout ce qui dépend de nous pour l'atténuer.

Il n'y a qu'une seule manière d'atténuer la crise. C'est de pratiquer la déflation, de réduire les dépenses publiques et privées, les bénéfices prélevés par les producteurs et surtout par les intermédiaires et d'arriver à un abaissement du prix de la vie.

On a beaucoup discuté de ces questions d'inflation et de déflation. Dans les articles de revues publiés sur ce sujet, je constate que partout les ministères des finances — dernièrement encore le rapporteur du budget français — les uns après les autres, finissent par déclarer que le seul moyen de réduire l'intensité de la crise est de tâcher de diminuer le prix de la vie.

Evidemment, quand on vit à Berne, on n'a pas l'impression qu'il y ait une crise. J'ai rencontré récemment quelqu'un — c'était un excellent Berinois — qui me disait: „Die Krise, sie existiert nur im Kopf des Finanzministers.“ Et l'on me dit que c'est aussi l'impression que l'on a lorsque l'on entre — je n'y vais pas beaucoup — dans les confiseries, les brasseries. On me dit que certains magasins ont fait tout récemment des recettes de 20% supérieures à celles de l'année dernière.

Mais tout cela ne signifie pas le moins du monde que ce que nous avons dit concernant la crise ne soit pas vrai. A Berlin, il y a deux ans, on ne trouvait pas de place dans les brasseries. Les cinémas et les théâtres étaient pris d'assaut. Partout on dépensait comme s'il n'y avait pas de crise.

Ici, à Berne, ville de fonctionnaires par excellence, il n'est pas étonnant que l'on ne s'aperçoive pas de la crise. Les CFF et l'administration centrale de la Confédération paient 40 millions par an au

personnel fédéral domicilié à Berne. A côté de cela, il y a les fonctionnaires du canton, ceux de la ville, ceux de la compagnie du Lötschberg, — laquelle ne fait pas le service des intérêts de ses emprunts, mais paie ses fonctionnaires mieux que les CFF — (cela soit dit en passant, sans méchanceté). Et enfin, il y a à Berne 36 légations. Additionnez tout cela et vous constaterez que cette bonne ville de Berne a bien de quoi donner l'impression de la prospérité. Les prix de gros ont diminué, les prix de détail n'ont pas diminué dans la même proportion. Le détaillant fait de bonnes affaires. Le consommateur, c'est-à-dire le fonctionnaire, dont le traitement est resté le même qu'en 1928, a une force d'achat supérieure, parce qu'avec le même traitement il achète à meilleur marché. Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, mais à condition que cela puisse durer! C'est là qu'est la question. Si vous sortez de Berne, vous verrez une situation différente. Allez, par exemple, à Zurich et renseignez-vous auprès des commerçants. Allez à Lausanne, à la Chaux-de-Fonds, à Bienne, ou au Locle. Comparez ce qui se passe dans ces villes avec l'activité commerciale de Berne: vous verrez que ce qui manque dans ces villes, ce sont les fonctionnaires, qui, à Berne, font marcher les affaires.

Au Conseil national, M. Schmid a dit: «Wir sind gegen eine Reduktion der Besoldung, weil die Kaufkraft darunter leidet.» Sans doute, il est désirable que la force d'achat soit maintenue et je suis d'accord avec le Dr Laur, lorsqu'il dit que, pour que le producteur touche un prix élevé, il faut que quelqu'un puisse le payer. Sans doute, le meilleur moyen de maintenir des prix élevés, c'est de payer de hauts salaires... à condition qu'il y ait aussi de quoi en assurer la continuité. La Confédération et les CFF peuvent-ils continuer à payer ces traitements élevés? Non! L'industrie privée le peut-elle? Non! Elle a déjà dû réduire les salaires. J'ai vu, l'autre jour, le directeur d'une grande entreprise, qui me disait: «Nous avions en Allemagne une sur-salade dont les affaires allaient très mal. Nous avons décidé de fermer l'usine. Le personnel nous a alors demandé de continuer à travailler, en nous offrant d'accepter une réduction des salaires de 50%. Malgré cela, nous n'avons pas pu continuer. C'était une machine qui tournait à vide. Nous ne gagnions plus rien, même en réduisant les traitements d'une façon aussi considérable.»

Lorsqu'on examine la situation, on est obligé de reconnaître qu'au point de vue économique et financier, l'adaptation des traitements est une nécessité. Je lisais, l'autre jour, dans une revue, des considérations très intéressantes à ce sujet. C'était la reproduction des paroles prononcées par le Gouverneur de la Banque néerlandaise, qui, dans son rapport annuel, disait: «Les Pays-Bas ne pourront pas maintenir leur situation si le peuple néerlandais ne se résigne pas à modifier son train de vie.»

Nous vivons très bien; mais nous avons nettement l'impression que ce train de vie ne correspond plus à la situation réelle de notre pays.

Voyez la balance commerciale. Pour cette année, ce sera 950 millions de déficit. On me dira que nous avons toujours eu une balance commerciale déficitaire; oui, mais ce déficit, qui était d'environ 500 millions chaque année, avait une

contre-partie en la forme de positions actives invisibles, notamment le revenu des placements suisses à l'étranger et l'argent apporté en Suisse par la clientèle de nos hôtels (300 à 400,000 fr. par an). Que reste-t-il, hélas! de tout cela? On peut dire que le peuple suisse vit maintenant de son capital; — dans une mesure difficile à déterminer: ce peut être 200 millions, un peu plus ou un peu moins. — Cela ne veut pas dire que nous ne puissions pas tenir encore quelques années. Le peuple suisse a accumulé des réserves, surtout pendant la période où la vie était simple, modeste et bon marché. Le Gouvernement anglais avait envoyé en Suisse, en 1832, une mission pour se renseigner sur les conditions qui étaient à l'origine de la prospérité de notre industrie. Cette mission est allée à Genève, à Neuchâtel, à Berne, à Zurich, à St-Gall, à Appenzell. Dans son rapport, on trouve toujours et partout la même réflexion: Vie simple, vie modeste, partout économie et travail persévérant. Au sujet du canton d'Appenzell, les enquêteurs disent que le seul luxe de ses habitants est d'avoir un habit tant soi peu brillant pour le dimanche. En dehors de cela, économie sur toute la ligne. Et le rapport anglais ajoutait: Les impôts très bas partout.

Il n'en est plus ainsi aujourd'hui. Nous avons complètement modifié notre standing et la structure de notre économie. A l'époque où notre industrie d'exportation était fructueuse, où nos hôtels faisaient de brillantes affaires, notre compte général de profits et pertes se soldait par un gros bénéfice. Je ne serais pas étonné si, certaines années, — bien qu'il soit difficile de la déterminer — la fortune du peuple suisse se fût augmentée de 500 millions à 1 milliard.

Nous avons subi des pertes, pendant la guerre. Si j'additionne celles que nous avons subies, en Russie, par exemple, à celles que nous avons supportées du fait de la chute des changes, l'évaluation peut donner environ 7 milliards. Ce fut dur. Actuellement, nos réserves sont réduites. Nous pouvons continuer à en vivre, mais il serait imprudent de se résigner à vivre d'une façon durable sur des réserves qui ne pourront évidemment pas durer éternellement.

Il y a quelques jours, on nous disait, à Lausanne: Au fond, on peut bien vivre sur sa graisse. — Oui, on peut faire comme la marmotte. Elle vit de sa graisse en hiver, mais si le printemps tarde trop à venir, la marmotte reste dans son trou et n'apparaît plus jamais sur son terrier. Il faut songer à cela.

Je crois donc que, pour des raisons d'ordre financier, la proposition que le Conseil fédéral avait faite se justifiait pleinement. Pour des raisons d'ordre économique, elle était une nécessité et un moyen inévitable de contribuer à la diminution du coût de la vie.

Si les prix de détail ne baissent faute de mesures directes, ils baisseront le jour où le consommateur ne disposera que de moyens réduits.

J'ai regretté que le Conseil national n'ait pas accepté en plein la proposition du Conseil fédéral. Il l'a ramenée de 10 à 7½%. Votre commission s'est ralliée à cette proposition. Je le regrette, parce que j'ai la conviction que cette solution ne répond pas aux exigences de la situation actuelle. Cepen-

dant, je me rends parfaitement compte qu'au point où nous en sommes, il serait difficile au Conseil des Etats d'agir autrement.

L'économie qui en résultera sera de 24 millions: 12 millions aux CFF et 12 millions à partager encore: entre les postes, télégraphes, téléphones (7½ millions) et à l'administration centrale (4½ millions). Par conséquent, l'économie qui résultera de cette mesure pour l'administration sera seulement de 4½ millions. Comparativement à la situation et aux exigences actuelles, c'est trop peu.

On nous dit que, malgré cela, nous aurons le referendum contre la réduction des traitements. Je souhaite vraiment qu'il vienne, je le souhaite ardemment. Je ne demande qu'une chose: que le peuple se prononce! C'est lui qui est souverain. Quand il se sera prononcé, s'il n'accepte pas cette réduction, il devra se résigner à augmenter les impôts et à faire une politique qui pourrait être ruineuse. J'ai la conviction que le peuple suisse est sage; j'ai la conviction qu'il considère que la réduction envisagée est un minimum. Je regrette pour les chefs socialistes, secrétaires des organisations du personnel, qu'ils aient annoncé trop tôt leur intention de demander le referendum. Ils sont maintenant sans une situation très difficile, prisonniers de leur propre déclaration. Je suis persuadé que, si on avait gardé un prudent silence, en présence de la situation actuelle on ne parlerait pas de referendum dans ce milieu. Si les communistes veulent le lancer, qu'on les laisse donc aller tout seuls! J'ajoute que, même si le referendum demandé par les communistes était appuyé par les socialistes, cela ne suffirait pas pour obtenir la majorité du peuple.

Je crois que tout à l'heure le Conseil des Etats se ralliera, à la presque unanimité, à la solution du Conseil national. Le peuple approuvera cette décision. Je suis très heureux qu'on n'ait pas proposé l'urgence, car il s'agit d'une question extrêmement grave. M. le conseiller fédéral Pilet l'a dit, au Conseil national, et je suis pleinement d'accord avec lui sur ce point: il faut que le peuple suisse ait l'occasion de se prononcer. Une fois qu'il aura dit son dernier mot, nous nous inclinons tous. Dans une démocratie, c'est le peuple qui commande; ce ne sont, ni les organisations du personnel, ni le Parlement, ni le Conseil fédéral qui détiennent la souveraineté.

Par conséquent, attendons sans crainte le verdict du peuple suisse. Pour l'instant, la seule chose que nous puissions vous demander, c'est de constater, avec nous, que la solution la meilleure était celle du Conseil fédéral et non celle du Conseil national.

Schöpfer: Die Diskussion über den Lohnabbau im Ständerate plätschert in einer so ruhigen und friedlichen Weise und es herrscht hier eine so grosse Karfreitagsstimmung, dass es eigentlich überflüssig wäre, noch weitere Worte dem schon Gesagten beizufügen. Ich möchte mich auch enthalten, über alle Kaufkrafttheorien und über die schlimme Finanzlage des Bundes und der Bundesbahnen auch nur ein einziges Wort anzuführen. Wenn ich zum Worte greife, so geschieht es deshalb, weil ich der Auffassung bin, dass drei Voten anlässlich der Eintretensdebatte, nämlich die Voten von Kollege

und Ständeratsvizepräsidenten Riva, von Herrn Hauser und von Herrn Rudin, doch nicht so ganz un widersprochen bleiben dürfen. Man könnte sonst der ständerätlichen Besoldungskommission den Vorwurf machen, sie hätte die Motive und Gedanken, die von den drei Herren ausgesprochen worden waren, nicht genügend gewürdigt.

Diese drei Votanten stellen sich auf den Boden, es wäre ein Gebot der Gerechtigkeit gewesen, dass man ein abzugsfreies Minimum geschaffen und dann in Form einer Degression die Abzüge gestaltet hätte.

Diese Gedanken sind in der ständerätlichen Kommission auch gewürdigt worden, allein jedes abzugsfreie Minimum, jede Degression in dem Sinne, dass vielleicht zunächst 3—4%, nachher 5—6% und schliesslich bei den oberen Besoldungsklassen 7,5% abgezogen worden wären, jede derartige Ordnung hätte zur notwendigen Folge gehabt, dass die Einsparungen, welche wir ja machen wollen, um ca. 12 Millionen Franken geringer wären. Wir machen doch ein Sparprogramm. Der Bundesrat wollte 30 oder 31 Millionen Franken einsparen. Die Räte haben diesen Betrag auf 24 Millionen Franken heruntergedrückt und heute machen sich Stimmen bemerkbar, welche zwar eintreten wollen, aber sagen, man hätte noch weiter, um 12 Millionen Franken, heruntergehen sollen, das ist schon vom Gesichtspunkte des Sparens aus unzweckmässig.

Aber ich bestreite auch, dass es gerecht wäre. Das ist deshalb nicht gerecht, weil die neu vorgesehenen Besoldungen den verminderten Lebenskosten bei allen Besoldungsstufen angepasst werden. Wir machen ja nichts anderes, als dass wir den Reallohn schützen. Wir passen den veränderten Lebensverhältnissen die Löhne an. Diese Aenderung der Lebensverhältnisse treffen denjenigen, der in der 25. oder 26. Besoldungsklasse eingereiht ist, ganz gleich wie denjenigen, der unter die 1. Besoldungsklasse fällt. Es wäre also geradezu eine Ungerechtigkeit gegenüber den Besserbesoldeten, wenn man eine Degression eintreten liesse. Das ist der eine Gedanke, den ich zum Ausdruck bringen wollte.

Des weitern möchte ich meinem Erstaunen Ausdruck geben, wie in der sozialdemokratischen Presse unseres Landes diejenigen Leute, welche aus Besorgnis für die finanzielle Existenz unseres Landes und die zukünftige Finanzlage dazu gekommen sind, für einen Lohnabbau einzutreten, behandelt werden. Im demokratischen Volksstaat ist sonst, um mit Gottfried Keller zu sprechen, „Ein leidenschaftlich freies Wort“ gestattet und Montesquieu, der grosse Denker, hat die Demokratie nur deshalb als oberste und schönste Staatsform gepriesen, weil sie vom Staatsbürger die Tugend und auch das höchste Verantwortlichkeitsgefühl verlangt. Alle diejenigen aber, welche aus Verantwortlichkeitsgefühl und gestützt auf reifliche und lange Ueberlegungen dazu gekommen sind, dafür einzutreten, dass die Besoldungen abgebaut und dem gegenwärtigen Lebensstandard angepasst werden, alle diese werden in der sozialdemokratischen Presse an den Schandpfahl gebunden, als hartherzig, wenig einsichtsvoll, und unsozial denkend hingestellt. Das ist meiner An-

sicht nach eine der allerschlimmsten Erscheinungen, welcher dieser Lohnkampf mit sich bringt. Ich möchte von meinem Standpunkte aus dagegen Protest einlegen. Wahrscheinlich kommt der oder jener aus unserem Kollegium auch wieder in die Zeitung und vielleicht mit wenig liebenswürdigen Worten. Da möchte ich Ihnen empfehlen, darüber zu denken wie ich das gewöhnlich zu tun pflege. Ich sage mir:

„Was die Zeitung von Dir schreibt, macht Dir selten Kummer;

Denke: morgen schon erscheint eine neue Nummer.“

M. Pilet, conseiller fédéral: Après tout ce qui a été dit, et tout ce qui a été écrit sur la question de l'adaptation des traitements, après le rapport si fouillé que vient de présenter M. le président de votre commission, après l'exposé général, fait tout à l'heure par M. le Chef du Département des finances de la Confédération, je pourrais m'abstenir de prendre à mon tour la parole. J'avoue que je le ferais très volontiers. Je ne tiens pas à perdre mon temps, ni à vous en faire perdre, uniquement pour des mots.

Toutefois, lors des délibérations de la commission, à Lausanne, celle-ci a exprimé le désir que je fournisse au Conseil des Etats, non pas tant pour lui seul que pour éclairer l'opinion publique en général, les renseignements donnés sur la situation de nos régies, sur leur rôle dans l'équilibre budgétaire et les finances de la Confédération, sur l'état de ces régies, sur leur importance, dont on ne se doute généralement pas.

Quand on discute des finances de la Confédération, on ne pense presque toujours qu'au budget, au budget ordinaire de l'Etat, aux bonis qu'il laisse ou aux déficits qu'il fait prévoir. Puis, on pense à la dette de guerre, assumée par la Confédération, à ce milliard et demi qu'il s'agit de réduire, d'amortir. Mais on se soucie fort peu des deux grandes régies fédérales: Postes, télégraphes et téléphones, d'une part; Chemins de fer fédéraux, d'autre part. Du moins, jusqu'à ces derniers temps, on ne s'en préoccupait guère.

Et cependant, Messieurs, les budgets et les bilans de ces régies ont une importance capitale pour la Confédération; ils sont très supérieurs aux budgets ordinaires et à la dette courante de la Confédération. Quelques chiffres vous le feront comprendre, sans discussion possible.

Je les prends dans les comptes de l'année 1931, qui est celle pour laquelle nous avons des renseignements absolument exacts. Si je m'étais basé sur le budget de 1932, ou sur le projet du budget de 1933, on aurait pu me répondre qu'il s'agissait là d'appréciations, de perspectives, d'approximations discutables. Pour 1931, les comptes sont bouclés, et nous savons à quoi nous en tenir, exactement.

En 1931, les comptes d'exploitation des PTT se sont élevés à 263 millions; — je vous fais grâce des centaines de mille francs. — Pour les CFF, le compte d'exploitation s'est élevé à 406 millions. Total pour ces deux régies (compte ordinaire d'exploitation): 668 millions.

Je suis très content que mon collègue M. Musy ne soit pas là pour m'entendre. Peut-être ressen-

tirait-il une certaine jalousie en constatant que nous brassons les millions davantage encore que lui: 668 millions pour nos deux régies, alors que la Confédération, elle, se borne à 420-430 millions dans son budget ordinaire. Ce n'est pas grand'chose! Si, du compte d'exploitation, nous passons au bilan, la différence est peut-être plus sensible. Savez-vous que les PTT, cette administration si agréable et dont on ne parle guère, sinon pour demander des réductions de tarifs, celle qui semble ne point donner de souci aux pouvoirs publics, avait, toujours à fin 1931, un bilan de 908 millions, — presque le milliard, il ne s'en faut pas de beaucoup. — Et les CFF, à la même époque, avaient un bilan de 3 milliards 127 millions de francs, si bien qu'au total, pour ces deux régies, le bilan dépassait les 4 milliards: 4 milliards 35 millions.

Vous voyez par là l'importance que peut prendre la bonne marche de nos régies, pour la Confédération; l'importance qu'il y a à ce que leur développement soit assuré, à ce que leur situation soit saine. Si les régies venaient à s'effondrer, la Confédération pourrait faire à ce moment-là ce qu'elle voudrait; ce serait sans doute trop tard; elle serait entraînée, elle aussi, dans la débâcle! Cela résulte également du chiffre des dettes de nos régies. La Confédération doit 1 milliard et demi, à peu près; et, pour amortir ce milliard, ou les deux milliards auxquels cette dette s'est élevée, on n'a pas hésité à prélever un impôt de guerre, un impôt qui s'est répété pendant quelques années, afin de permettre au peuple suisse de diminuer sensiblement cette charge dont on s'effrayait, avec raison. Il reste aujourd'hui 1 milliard et demi.

Pour les CFF — je ne parle pas ici des postes, télégraphes, téléphones, puisque leur fortune est incorporée à celle de la Confédération, — la dette est de 3 milliards, à quelques millions près, c'est-à-dire le double de celle de la Confédération. Il vaut la peine qu'on s'y arrête.

C'est le motif pour lequel il nous a semblé utile de vous donner, aussi brièvement que nous pourrions le faire, quelques renseignements sur l'état actuel de nos régies, les perspectives qui s'ouvrent devant elles et les craintes que l'on peut nourrir à leur sujet, ou les assurances que les circonstances peuvent nous fournir.

Je commencerai par les postes, télégraphes, et téléphones. La situation des PTT est saine. Sans doute, avons-nous fait, ces dernières années, d'assez gros investissements de capitaux, nécessaires entr'autres pour l'automatisation des téléphones, la mise sous câbles de nos fils téléphoniques. Ces capitaux se sont élevés à des centaines de millions. Actuellement, les téléphones et le télégraphe doivent 350 millions de ce chef à la Confédération; mais, si on a dépensé, on a eu la sagesse d'amortir et tout particulièrement ces dernières années, nous avons fait des amortissements, sinon suffisants, du moins estimables. On peut compter qu'on amortit aux PTT le 7 ou 8% par an en moyenne. Ce n'est pas trop; loin de là; je voudrais les pousser à 10%.

Il ne faut pas oublier que les progrès de la technique nous menacent — je dis bien: nous menacent. Je ne suis pas un admirateur sans réserve des progrès de la technique, parce qu'ils ne sont souvent

que des changements coûteux; mais je suis obligé, comme chef d'un département dont on dit qu'il a le caractère technique, de compter avec ces modifications de la technique, et peut-être, dans 10 ans, la plupart des installations qui, aujourd'hui, sont considérées comme des modèles, qui le sont peut-être — je le crois — seront dépassées, surannées; on devra les remplacer par d'autres et, si nous n'avions pas eu la sagesse d'amortir ce qui est nécessaire pour payer ce nouvel outillage, je devrais alors m'adresser à la Confédération et la charger d'une dette supplémentaire.

C'est le motif pour lequel j'ai toujours insisté, contre le département des finances — qui s'est rendu pour finir à nos désirs — contre le Parlement — qui aurait voulu qu'on donnât davantage à la caisse de la Confédération — en faveur d'un amortissement suffisant, et de la constitution d'un fonds de réserve. Aujourd'hui, nous nous félicitons de l'existence de ce fonds de réserve et peut-être la caisse de la Confédération doit-elle s'en féliciter avec nous. Nous reviendrons sur ce point quand nous envisagerons la situation d'ensemble des postes, télégraphes et téléphones et sur le bénéfice probable que cette régie réalisera ou ne réalisera pas ces années prochaines. Car, si la situation est saine, elle a cessé, je dois le dire cependant, d'être prospère; les postes, télégraphes et téléphones ne fleurissent plus comme ils ont fleuri dans la période de 1926 à 1930-31. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les résultats des comptes pour s'en apercevoir.

En 1930 — la meilleure année pour les postes — le bénéfice net, tous amortissements déduits, versés par les PTT à la caisse de la Confédération, se sont élevés à 12 millions. C'était un beau denier dont on peut leur être reconnaissant. Mais, en 1931, nous sommes retombés déjà à 8 millions et demi. Pour 1932, l'état des comptes me permet d'espérer que nous pourrions verser encore 4 millions, peut-être 4 millions et demi, à la caisse de la Confédération; mais certainement, pas davantage. Pour 1933 — vous l'avez vu par le projet du budget — afin de ne pas trop réduire la contribution aux charges du ménage fédéral, nous avons été dans la nécessité — et nous n'avons pas songé à nous y soustraire — de puiser dans le fonds de réserve les bénéfices que, l'an prochain, les postes, télégraphes et téléphones verseront dans la caisse de la Confédération. Ce ne seront pas de véritables bénéfices; mais un bénéfice puisé dans le fonds de réserve constitué dans le passé en prévision de circonstances moins favorables. Toutes nos recettes sont en baisse, à la poste comme ailleurs, et dans une mesure extrêmement inquiétante pour certains de nos services.

Je ne veux pas vous parler ici du télégraphe. Evidemment, vous savez à quoi vous en tenir, aussi bien que moi. Le télégraphe est aujourd'hui un vieillard, un vieillard très respectable comme tous les vieillards; mais c'est un vieillard que nous devons entretenir, car il n'a plus la force de subvenir à ses propres besoins. Chaque année, les charges de cet entretien augmentent. On ne peut pas se passer du télégraphe, indispensable, dans certaines occasions. Du reste, les installations sont là; le personnel aussi, on ne peut pas le congédier. Il faut travailler avec cet instrument dont nous avons

hérité, mais le produit de ce travail devient des plus réduits. J'ai sous les yeux les comptes à fin octobre 1932; ceux de novembre ne sont pas encore bouclés, nous sommes le 8, c'est en général le 17 ou le 18 que je reçois ces récapitulations. A fin octobre 1932, les recettes du produit des télégraphes étaient de 3,458,000 francs, alors qu'à la même époque, l'année dernière, c'était 4,587,000 francs. Il y a donc un fléchissement de plus d'un million, et nous pouvons compter que, jusqu'à la fin de l'année, la moins-value sera de 1,200,000 francs ou même de 1,300,000 francs par rapport à 1931.

Mais, en 1931, le télégraphe nous a coûté déjà 1,5 million. En 1932, il faut nous attendre à consacrer 2,5 millions de nos autres recettes à couvrir les pertes de l'administration des télégraphes.

On me dira que nous avons le téléphone, qui ne cesse de se développer et qui nous donne toute satisfaction. Prenez bien garde. Il est vrai que le téléphone ne cesse de se développer; nul ne pourrait le contester. Mais c'est un développement qui coûte de l'argent. Il y a eu une immobilisation de capitaux, assez considérables, dont nous devons assurer le rendement au moyen de la recette du téléphone. Une fois le service des capitaux déduit des recettes des téléphones, on constate que le bénéfice qui subsiste est très minime. Ce n'est vraiment pas une source de profit pour la Confédération. J'ajoute que, pour la première fois, les deux derniers mois d'exploitation, septembre et octobre, ont donné, en ce qui concerne le produit des taxes des conversations téléphoniques, un résultat inférieur à celui des mois correspondants de l'année précédente. La baisse n'est pas sensible, mais elle s'est produite. Il s'agit d'une différence de 30 à 40,000 francs. C'est un indice, dont nous ne pouvons pas faire abstraction.

Quant à la poste, elle est assez touchée aussi. Ce n'est certes pas en ce qui concerne les imprimés, que nous distribuons à raison de trois centimes, ni en ce qui concerne les journaux, que nous transportons à raison d'un centime $\frac{1}{2}$. Tous ces papiers, dont je veux croire qu'ils sont intéressants, continuent à surcharger nos services et à occasionner des frais très considérables. Il n'y a hélas pas de diminution de ce côté-là. Mais la poste aux lettres, qui est la veine la plus abondante des ressources postales, diminue. Les messageries, elles aussi, ont subi, depuis un an ou deux, une régression qui est inquiétante, conséquence également du marasme des affaires. Il y a moins d'expéditions à l'intérieur du pays, moins d'expéditions de l'intérieur vers l'extérieur et vice-versa. Moins de transit également. Ces diminutions valent la peine d'être citées.

Dans le service intérieur, la diminution est de 392,000 colis, sur un total de 32 millions — également pour les 10 premiers mois —. Cela fait du 3 ou du 4%. C'est déjà important, parce que le bénéfice de la poste ne représente guère que le 3 ou 4% des recettes totales. Pour les expéditions à l'étranger, la baisse est de 30%. Pour les expéditions de l'étranger à l'intérieur, baisse de 25%! Dans le transit, la diminution représente 33%, presque le tiers. Le reste est à l'avenant.

C'est dire combien nous devons nous montrer soucieux de maintenir l'équilibre de nos finances

aux PTF. Nous ne pouvons plus compter sur une augmentation de nos recettes; au contraire, il faut envisager une réduction sensible pendant quelques années. Si nous ne parvenons pas à comprimer nos dépenses dans une mesure à peu près correspondante, ce sera le déficit.

Depuis 10 ans, la poste contribue à alimenter la caisse de la Confédération. Si nous n'y prenons pas garde, dans les années qui viendront ce sera le service de la poste, du télégraphe et du téléphone qui contribuera à vider cette même caisse de la Confédération.

Je viens de vous rendre attentifs à la situation des PTT. Que dois-je vous dire de celle des CFF? Mon collègue M. Musy, qui est très inquiet — je le comprends et à sa place je le serais autant, sinon davantage — vous a déclaré que cette situation était alarmante. Oui, elle est grave, très grave. Il n'y a pas de raison de dissimuler ce fait, quelles que soient les réactions que cette déclaration puisse provoquer. J'estime qu'il est préférable d'envisager la réalité telle qu'elle est. C'est le seul moyen d'y porter remède. Les CFF sont déjà dans l'ère des déficits. Ils y sont hélas plongés jusqu'au cou. En 1931, les CFF ont bouclé leurs comptes par un déficit de 10 millions. Ce n'était qu'un premier pas. Si nous avons eu le sentiment que cela ne se répéterait pas de si tôt, nous ne nous en serions pas autrement préoccupés. Mais je prévoyais que 1932 serait, hélas, beaucoup plus mauvaise et ne répondrait pas aux prévisions inscrites dans le budget avec un optimisme auquel je rends hommage, mais que je n'ai jamais partagé.

En effet, durant 1932 — toujours pour les dix premiers mois de l'année, — nous constatons, sur les recettes du trafic voyageurs 12 millions de moins, et aux marchandises, 25 millions de moins. Cela représente, par mois, une diminution moyenne de 3,7 millions. Pour 12 mois, c'est une quarantaine de millions de déchet. Comme en 1931 le déficit fut déjà de 10 millions, on arrive à un total d'environ 50 millions. Heureusement que nous avons comprimé les dépenses de 6 à 8 millions; ainsi le déficit de 1932 sera probablement ramené à environ 45/46 millions.

Pour l'année prochaine, nous avons envisagé un déficit de 45 millions. Je souhaite de toutes mes forces et de tout mon cœur que, cette fois-ci, nos prévisions ne soient pas trop optimistes et que nous ne nous en écartions pas trop.

On ne peut évidemment pas continuer de la sorte.

Pourquoi des déficits aussi considérables et aussi rapides? Je vous répondrai très franchement: Parce que, déjà avant la crise actuelle, la situation financière des CFF n'était pas des plus solides. Elle avait fortement besoin d'être assainie, à tous égards, à commencer par sa caisse de pension. M. le conseiller fédéral Musy vous disait tout à l'heure que, d'après les chiffres de l'Office du personnel, les déficits des caisses de pension étaient de 2 fois 300 millions. J'ai vu certains d'entre vous hausser les épaules d'un air un peu sceptique et inquiet à la fois, mais plus sceptique qu'inquiet. Ce scepticisme n'est pas de mise. Pour les seuls CFF, le déficit théorique de la caisse de pension était, il y a quel-

ques mois, de 332 millions exactement. Ce déficit augmente depuis un an ou deux. Pour le moment, c'est un déficit théorique, direz-vous. Oui, déficit théorique, mais il suffit de quelques années pour le transformer en un déficit réel, si l'on ne prend pas à temps les mesures nécessaires d'atténuation. Les CFF les ont prises, ces mesures. Ils ont envisagé un plan d'assainissement de la caisse de pension en vigueur depuis 10 ans bientôt. Ils ont ainsi contribué à ne pas laisser s'aggraver davantage la situation. Mais ce que coûte l'exécution de ce plan d'assainissement à l'entreprise, c'est ce dont on ne se doute peut-être pas suffisamment.

En 1931, les CFF ont versé à la caisse de pension, la somme de 28,564,000 frs., soit à peu près 29 millions. Pour 1932, c'est une somme de 30 millions; à cause du plan d'assainissement, les prestations de l'administration vont constamment en augmentant. Restons-en cependant à l'exercice 1931 connu et indiscutable. 28,564,000 frs.! Savez-vous ce que les CFF ont dépensé, cette même année, pour assurer la traction de tous les trains (trains de voyageurs et trains de marchandises) depuis le 1^{er} janvier au 31 décembre (dépenses de combustible, d'énergie électrique, d'autres matières premières) pour tout l'horaire? 27,504,000 frs. Vous voyez ainsi que les dépenses de l'exploitation pour la traction de tous les trains sont inférieures, en 1931, aux charges de cette même administration pour la seule caisse de pension! A la longue, pareille situation ne peut pas durer.

Et la dette! Elle explique aussi la situation actuelle des CFF, cette dette qui devient de plus en plus lourde et qui n'a pas été amortie, cette dette qui se chiffre par 3 milliards, cette dette à laquelle on aurait dû songer depuis longtemps pour la composer et dont on a pensé qu'elle se payerait toute seule.

Je n'adresse de reproche à personne. Je ne veux pas même jeter un regard critique vers le passé. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas ce qu'on aurait dû décider autrefois, — en supposant qu'on aurait pu prendre d'autres déterminations que celles qui ont été arrêtées, — mais les décisions que nous devons prendre pour l'avenir. Je m'explique, au surplus, très bien la confiance qu'on avait placée dans les CFF il y a 30 ou 40 ans, l'assurance qu'on avait de pouvoir dépenser à peu près sans compter, parce qu'on était sûr que le développement du trafic irait en augmentant, que ce trafic était réservé aux chemins de fer et que, par conséquent, les entreprises ne pourraient pas ne pas faire de bénéfices et d'assez larges bénéfices. On était d'ailleurs confirmé dans cette opinion par ce qui s'était passé en Allemagne, où l'on constatait que les chemins de fer de l'État prussien couvraient, par des versements qu'ils effectuaient à la caisse de la Prusse, chaque année, à peu près le 40% des dépenses de la nation. On se disait qu'un jour il en serait, sans doute, de même pour la Suisse. On est peut-être venu un peu tard, je n'en sais rien. Ce que je sais, c'est que les circonstances sont profondément modifiées, pour ne pas dire qu'elles sont renversées. Au lieu de s'améliorer, la situation des chemins de fer, depuis leur rachat, s'est aggravée. Elle était déjà alourdie par les indemnités libérales qui ont été payées et qui ont, dès le début, constitué un poids, ne disons pas mort,

mais un poids lourd, à la charge de l'administration ferroviaire.

Puis la guerre a imposé des prestations nouvelles. On a exigé beaucoup de nos CFF. On a exigé énormément à l'intérieur et à l'extérieur. On s'est dit, sans doute, qu'il en résulterait des déficits momentanés, mais que plus tard, les bonnes années revenues, on pourrait rattraper tout cela, rembourser, éteindre. Et l'on n'est pas allé plus avant dans l'examen de la situation, on s'est contenté d'enregistrer un déficit global d'environ 500 millions pour cette période de guerre.

L'après-guerre s'est jointe à la guerre avec la crise et le chômage. Là encore, on s'est dit que les CFF pouvaient fournir un gros effort pour réduire le chômage en Suisse. Si cela coûtait quelque chose, on espérait en profiter plus tard. De nouveau, on n'a pas hésité à augmenter la dette, si bien que cette dette, aujourd'hui s'élève, — je vous l'ai déjà déclaré, — à 3 milliards environ. Songe-t-on, à son amortissement? Oui, on y songe à raison de 4,500,000 fr. par an, pour 3 milliards, ce qui donne environ du 1 $\frac{1}{2}$ pour mille. Il va sans dire que c'est manifestement insuffisant. Ce n'est pas même assez pour compenser l'usure matérielle du réseau, si l'on ajoute les versements aux fonds de renouvellement, l'usure matérielle à côté de laquelle il y a encore cette usure technique, qui est beaucoup plus considérable et beaucoup plus onéreuse. Il faut y penser quand on dresse un plan d'amortissement.

On s'est dit, au début de la construction des chemins de fer, — je vous l'ai rappelé déjà lundi ou mardi — que ces ouvrages seraient effectués pour toute une éternité, que c'étaient des arcs de triomphe de Constantin que l'on érigeait ainsi sur le territoire du pays et qui devaient proclamer plus tard la gloire de nos ingénieurs. Hélas! il a fallu assez rapidement déchanter, précisément parce que ces ouvrages sont restés en arrière des exigences du trafic. Il a fallu modifier les voies; il a fallu changer les ponts; il a fallu repercer des tunnels. Tout cela a coûté beaucoup d'argent et tout cela n'est pas amorti. Puis, est venue l'automobile, l'automobile dont nous avons déjà surabondamment discuté, et qui, très certainement, a chassé le chemin de fer des positions inattaquables sur lesquelles il croyait s'être installé, l'automobile qui a arraché, — et définitivement arraché, ne nous faisons pas d'illusion — au chemin de fer le monopole de fait qu'il détenait.

Il en résulte une moins-value des installations des chemins de fer sur l'importance de laquelle on peut hésiter. Certains disent 800 millions, M. le conseiller fédéral Musy s'est arrêté au chiffre de 1 milliard. Je ne voudrais pas paraître trop pessimiste, mais si j'étais président d'une société anonyme qui ait à reprendre les CFF, je n'irais certainement pas au-delà de 800 millions, ce qui veut dire que je considère la moins-value comme étant de 1,200 millions au minimum.

Comment rembourser cette somme? Il faut pourtant se poser cette question. Aux CFF c'est impossible; on les a trop chargés; il faut aujourd'hui les décharger.

La Confédération peut-elle attendre d'être en présence des échéances, d'avoir brusquement à déboursier une somme si formidable? Evidemment pas; son crédit n'y résisterait pas. Il faut, dès

maintenant prendre des mesures pour organiser l'amortissement de cette moins-value. Ces mesures comporteront des sacrifices très sensibles de la part de la caisse de la Confédération, sacrifices d'ailleurs utiles, puisque, sans cela, nous verrions un jour nos finances fédérales irrémédiablement compromises. Il s'agit là d'une somme de 30 à 40 millions, par an que l'on procède d'une manière ou d'une autre, qu'on aille petit à petit en besogne, ou que l'on prenne brusquement une tranche de 7, 8 ou 900 millions de la dette des CFF pour la faire passer aux comptes de la Confédération. C'est donc une somme de 30 à 40 millions qu'il faudra assurer chaque année.

Le déficit des CFF n'en subsistera pas moins pour l'exploitation et c'est là que la nécessité des économies se fait sentir d'une manière impérieuse. Il faut économiser aux CFF. Sur ce point, tout le monde est d'accord. La difficulté commence quand on indique où l'on peut économiser. On songe souvent à l'organisation des CFF. Que de fois ai-je entendu dire à des gens bien intentionnés: Pourquoi gardez-vous les arrondissements? Pourquoi vous encombrez-vous de ces trois conseils, composés sans doute de gens très estimables, parfaitement honorables, animés des meilleurs sentiments, mais qui ne rendent pas véritablement des services indispensables aux CFF? Si l'on supprimait les conseils et les directions d'arrondissement, — sans pouvoir supprimer le travail qu'ils effectuent, cela va sans dire, — l'économie serait d'un demi-million, peut-être 600,000 fr. Elle n'est pas négligeable, mais elle est loin de suffire à rétablir l'équilibre.

Non! Il faut avoir le courage de le constater: le poste principal sur lequel doit porter l'effort d'économie, c'est le poste des traitements, des salaires. Je vais vous indiquer immédiatement pourquoi. En 1931, les dépenses d'exploitation se sont élevées — écoutez-moi bien; le chiffre a son éloquence — à 283 millions; les dépenses pour le personnel atteignent 223 millions. C'est donc une différence de 60 millions seulement sur 283. Cela ne représente pas le 25% entre le total des dépenses et les dépenses pour le personnel. Ces dernières représentent le 78,5% des dépenses d'exploitation.

Comment voulez-vous effectuer des économies sérieuses aux CFF si vous ne vous en prenez pas aux traitements? C'est absolument indispensable. Mais si le peuple suisse, et non pas le Parlement, renonce à demander des économies au personnel de la régie, il faut, du même coup, que ce même peuple suisse renonce à ce que les chemins de fer fédéraux fassent de sérieux abattements dans leurs dépenses. Ce serait la quadrature du cercle; tous les pays du monde n'ont pu parvenir à résoudre ce problème et nous n'hésitons pas à affirmer, avec M. le chef du département des finances, que nous aurions voulu, dès le début, le 10%. C'était un minimum parfaitement justifié, commandé par les circonstances, un minimum qui était d'ailleurs très acceptable par le personnel, un minimum qui résultait de la diminution du coût de la vie.

M. Burklin disait tout à l'heure dans son intervention: «On prétend que le coût de la vie a baissé; en réalité, il n'a pas baissé de 7½%; certains postes sont très élevés, ils ont continué à augmenter, ainsi les loyers, ainsi les impôts.»

On a tenu compte de toutes ces circonstances dans l'établissement de l'index général. S'il ne s'agissait que des aliments et des vêtements, on constaterait que le prix de la vie, en Suisse, a baissé beaucoup plus du 10, 12 ou 13%: de 20 à 25%. Mais c'est parce que l'élément du loyer et celui des impôts n'ont pas baissé dans la même mesure que la moyenne n'est que de 12 à 13%. Cette moyenne reste supérieure à la réduction des traitements que proposait le Conseil fédéral.

Lorsque M. Burklin, au cours de la discussion de détail, fera la proposition qu'il a annoncée et qu'il a défendue devant la commission, lorsqu'il vous demandera d'opérer une différenciation entre les fonctionnaires à hauts et bas traitements, je vous démontrerai, à ce moment-là, que ceux qui bénéficient le plus de la réduction du coût de la vie, ce sont précisément les petits et ceux qui en bénéficient le moins, ce sont les fonctionnaires moyens et supérieurs parce que ce sont ces fonctionnaires-là qui ont des dépenses de loyer considérable et surtout parce qu'ils paient les impôts dans la mesure que vous connaissez, pour peu que vous jetiez un coup d'œil sur la législation du canton de Berne, par exemple.

Mais ce qui permet de demander à notre personnel cette réduction de traitements, ce n'est pas seulement que le coût de la vie a baissé chez nous, mais le fait que ce personnel est très largement payé, en comparaison avec l'étranger qu'il est dans une situation tout à fait favorable.

J'ai eu l'occasion, il n'y a pas si longtemps, de prendre connaissance d'une statistique relative à l'année 1931 et publiée en Allemagne, avec le soin, l'objectivité, la *Gründlichkeit* qu'on apporte à Berlin à établir ces sortes de documents. Je ne pense pas que ces travaux soient sans valeur.

On y indique ce que coûte un cheminot dans divers pays. Cela va de soi, les chiffres sont en Rentenmark; je les ai fait transformer en francs or pour l'intelligence de mon exposé. Voici ces résultats.

En Hongrie, un cheminot coûte en moyenne — nous laissons de côté les accessoires, notamment les dépenses pour la caisse de pension — 2220 fr. par an. En Autriche, 3087 fr., en Allemagne, 3806 fr., au Pays-Bas (où le niveau de la vie est actuellement encore comparable à celui de la Suisse) 4578 fr., au Danemark, 5333 fr. (le Danemark est gouverné depuis longtemps par une coalition radicale-socialiste), en Norvège, 5373 fr., en Suède (on sait le prix de la vie dans les pays scandinaves) 5390 fr.; enfin, en Suisse: 5715 fr.; — nous battons tous les records. En Suisse, 5715 fr., sans les prestations pour la caisse des pensions et les accessoires, et en Hongrie, 2220 fr.! Dans ces conditions, prétendre que notre personnel n'est pas suffisamment payé, ou que en lui demandant une réduction qui correspond à peine à la baisse du coût de la vie chez nous aujourd'hui, on lui arrache le pain de la bouche, c'est formuler des affirmations qui sont en contradiction absolue avec les faits.

Surtout, l'on oublie qu'ailleurs, où le personnel est moins bien payé, on lui a demandé des sacrifices supérieurs à ceux que nous attendons du nôtre.

C'est ainsi qu'en Hollande — je ne veux pas parler de l'Italie, de l'Autriche, de l'Allemagne; vous

savez abondamment qu'en Allemagne on a pris ces mesures par nécessité — en Hollande on a déjà réduit de 5% le traitement des cheminots, dès le 1^{er} juillet de cette année, et on le réduira encore de 5% l'année prochaine. Le personnel de quatre compagnies sur cinq a déclaré être d'accord avec cette réduction de traitements. En Norvège, on a diminué les traitements de 10% et pourtant les traitements sont moins élevés que chez nous. Aux Etats-Unis, la moyenne pour les grandes compagnies depuis 1929, accuse une réduction de 25%; dans certaines entreprises, on est allé même jusqu'à 41%. Pourquoi? Parce que la nécessité ne connaît pas de loi et, quand il n'y a plus d'argent dans la caisse, on est bien obligé de réduire les traitements. C'est pourquoi je n'ai aucune hésitation quelconque à recommander l'effort qu'on demande au personnel, effort équitable, juste, qui doit être effectué, sinon les dangers qui en peuvent résulter pour l'Etat d'abord, pour l'économie suisse après et en définitive pour le personnel, sont beaucoup plus considérables que les quelques inconvénients qui découlent de la baisse des traitements.

Je ne suis pas un homme à théorie. Lorsque je vous faisais des exposés, vous avez constaté que je ne perdais pas mon temps en considérations philosophiques. J'ai toujours aimé me sentir sur le ferme plancher des vaches, comme on dit dans mon canton. Je ne me perds pas volontiers dans les nuages et c'est pourquoi je n'aborderai pas la discussion en ce qui concerne la puissance d'achat, dont on a tant parlé, qui semble avoir dominé le débat au Conseil national et qui a fait retentir quelques échos ici. La théorie de la puissance d'achat, hélas! c'est une théorie. La vie, elle, est faite de réalités pratiques et ces réalités pratiques nous enseignent que la puissance d'achat d'une nation ne peut pas être librement modifiée. Elle est régie par les conditions de son économie, par sa production, par ses besoins, par ses réserves. La puissance d'achat d'une nation forme un tout intangible; on peut le répartir différemment, le distribuer autrement, mais on ne peut ni l'augmenter, ni le diminuer à volonté, pas plus qu'on ne peut faire la pluie et le beau temps.

Supposons que nous ne réduisions pas le traitement du personnel, que nous laissions s'élargir le trou du déficit dans la caisse de la Confédération, que nous soyons obligés, pour combler ce déficit, de faire appel au contribuable, de lui demander la somme correspondante: 24 à 25 millions. Le contribuable ne disposerait plus de ces millions; il serait obligé de les donner, non pas au commerce, à l'industrie, ni aux arts et métiers, mais à la Confédération. Par conséquent, les 25 millions, qu'on enlèverait ainsi diminueraient d'autant la puissance d'achat du peuple suisse; on n'obtiendrait pas un résultat différent de celui auquel on arrive en demandant au personnel de réduire les traitements de 25 millions. Le total reste toujours le même. C'est, je le répète, la répartition qui varie.

Mais alors, ce qui pourrait se produire, c'est que, si l'on constatait qu'en Suisse, dans une situation difficile, — situation qui n'est pas désespérée, je le reconnais, mais qui est difficile, qui est grave, — nous n'avons pas l'énergie, — Gouvernement, Parlement et peuple, — de prendre les mesures qui s'imposent, nous n'avons pas la volonté fermement

arrêtée de rétablir l'équilibre des finances, de faire une saine administration, alors on pourrait perdre confiance dans la valeur de notre monnaie. A ce moment, nous pourrions connaître des fluctuations qui seraient dangereuses pour notre devise. A ce moment, on pourrait parler, mais pas avant, d'inflation. Il n'y a pas de plus sûrs moyens de diminuer la *Kaufkraft* de notre nation qu'en la laissant se perdre dans l'inflation. Ce jour-là, la réalité triompherait de toutes les résistances théoriques et l'on verrait dans quelle situation nous nous serions laissés tomber, par des considérations souvent nubuleuses et absolument étrangères aux nécessités de la pratique. Ce jour-là, le personnel regretterait de ne pas avoir accepté une réduction de traitement, parce que celui qui lui serait versé, nominalement aussi considérable que celui de 1928, en fait, vaudrait beaucoup moins, tandis que celui que nous vous proposons de lui assurer, si vous acceptez nos propositions, est encore supérieur à celui de 1927. Il ne faut pas oublier, ni pour l'Etat, ni pour l'économie nationale, ni pour notre personnel — et il ne doit l'oublier, moins que personne — que le premier principe d'une politique, que la première condition qu'elle doit remplir pour assurer l'avenir d'un Etat, c'est le principe de l'équilibre budgétaire. A cette considération de l'équilibre budgétaire, nous devons sacrifier toutes les autres d'un caractère secondaire. Si nous ne le faisons pas, la réalité se chargera de nous assagir.

Mais je suis sans inquiétude; je connais vos sentiments; je sais que vous voterez les propositions qui vous sont soumises et je suis convaincu que, si le peuple suisse est appelé à donner son avis, il confirmera avec une éclatante majorité, les décisions du Parlement.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen.
(Le Conseil passe sans opposition à la discussion des articles).

Artikelweise Beratung. — *Discussion des articles.*

Titel und Ingress. — Titre et préambule.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrats.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil national.

Angenommen. — *Adopté.*

Art. 1.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrats.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil national.

M. Burklin: Ainsi que je l'avais annoncé, dans la discussion d'entrée en matière, je me permets de vous faire la proposition suivante en modification:

du premier alinéa de l'article premier. Cet alinéa serait, à la fin, rédigé comme suit: «... sont réduits pour la période du 1^{er} juillet 1933 à fin 1934, de 3%, les traitements de 4000 à 5000 frs.; de 5%, les traitements supérieurs à 5000 frs. Les traitements ne dépassant pas 4000 frs. ne subissent pas de réduction.»

J'ajouterai ici quelques considérants à l'appui de mon amendement. Je répète, tout d'abord, que, si au sein de la commission, un membre de celle-ci avait envisagé une proposition de pourcentage différentiel, j'aurais pu la discuter et peut-être serions-nous arrivés à une solution. Mais tel n'a pas été le fait.

Je reprends donc les normes qui ont été proposées par les représentants du parti socialiste suisse au sein du Conseil national, bien qu'elles n'aient pas eu l'heur de plaire à la majorité de ce Conseil.

Je veux encore ajouter que j'ai entendu avec beaucoup d'intérêt les renseignements statistiques qui viennent de nous être fournis et dont je ne mets pas en doute l'exactitude. Mais il ne s'agit pas ici, pour nous, et avec la proposition que je me suis permis de déposer, de prétendre que la rémunération du cheminot suisse soit inférieure à celle du cheminot hongrois, ou du cheminot d'autres pays. Ce que je veux démontrer, c'est que ma proposition d'un pourcentage différentiel est justifiée pour la réduction qui est prévue dans les trois dernières classes de traitements du statut des fonctionnaires, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1928.

A l'appui de ce raisonnement, je voudrais me permettre de citer un exemple. Je prends un traitement de 2800 frs. classé dans la zone b; il faut y ajouter, dans une agglomération importante, un montant d'indemnité de résidence de 120 frs., ce qui porte ce traitement à 2920 frs. Si, en tenant compte de normes qui ne sont pas du tout exagérées, nous prévoyons un montant de 1000 frs. pour le loyer et les impôts — je prends un loyer bas, puisque j'ai prévu une famille sans enfant — il reste 1920 frs. pour toutes les autres dépenses, à l'exclusion du loyer et des impôts. Une réduction de 7,5% aurait pour effet de diminuer ce salaire de 210 frs. Vous voyez donc que le montant qui resterait pour la nourriture, les vêtements, toutes les dépenses importantes et indispensables d'une famille, ne serait plus que de 1710 frs. et que la réduction proposée ferait une diminution de plus de 11%.

Poser le problème sous cet angle et dire qu'avec 140 et quelques francs par mois, cet employé va subvenir à une charge semblable dans une grande agglomération, c'est démontrer que son revenu sera un minimum difficile à franchir.

D'autre part, j'aimerais également reprendre quelques points soulevés dans la discussion. On nous a dit: «Il faut que le revenu soit adapté au prix de la vie», c'est-à-dire qu'il doit suivre les fluctuations de l'index, de façon que le salaire réel soit à peu près toujours le même: on a affirmé que le salaire ne peut pas être immuable, qu'il doit suivre la hausse ou la baisse. C'est une idée qui a été développée jusqu'à présent, avec cette différence que chaque fois qu'il s'agit d'une baisse du coût de la vie, on est très pressé de réduire les

traitements; mais par contre, s'il s'agit d'une hausse du prix de la vie, on ne se hâte pas de les élever.

Je rappelle ce qui s'est passé depuis la déclaration de guerre, en 1914. Les derniers mois de 1914, certaines denrées avaient renchéri, parce qu'une quantité de personnes avaient fait des provisions, ce qui a eu pour effet de rendre ces denrées plus rares et d'en faire monter les prix.

Le premier acte des autorités fédérales a été de supprimer les augmentations triennales prévues pour le 1^{er} avril 1915; au lieu de lui donner une augmentation, on a privé le personnel d'une partie de ses revenus. Le prix de la vie a augmenté, en 1916 et en 1917, et c'est seulement dans cette dernière année qu'on a cherché à compenser, très faiblement et insuffisamment, les possibilités de revenus du personnel de la Confédération. Ceci simplement pour signaler qu'en cas de baisse du coût de la vie, on est très pressé de réduire les salaires, mais s'il s'agit de hausse, d'une hausse devenue inévitable parce que l'index du prix de la vie s'est élevé, on doit attendre plus longtemps.

Le personnel a de la peine à comprendre cela.

Je suis d'accord pour dire que l'instance suprême pour décider, c'est le peuple; on fera ce que le peuple dira d'après son esprit démocratique et, au sein de nos associations, on est respectueux de la démocratie; à ce que le peuple décidera, le personnel devra se soumettre, quitte à voir s'il pourra rectifier par la suite certaines décisions qui iraient trop loin; mais nous sommes d'accord de ce côté-là.

Je ne voudrais pas entrer dans les détails. Chacun sait à quoi s'en tenir; mais, pour terminer, je voudrais relever un mot repris par M. Schöpfer, lorsqu'il est venu affirmer que certains journaux du parti socialiste ou des associations du personnel s'étaient permis de critiquer très vivement les hommes politiques de certains groupements qui n'appartiennent pas au parti socialiste, en ce qui concerne leur attitude et leur action dans les discussions au sujet de la réduction des salaires du personnel de la Confédération.

Je pense que M. Schöpfer est suffisamment averti, comme homme politique, pour savoir qu'il est impossible de s'occuper de la chose publique sans être critiqué et je voudrais lui demander s'il lui est arrivé, à l'occasion, de lire dans certains journaux de la bourgeoisie des louanges à l'égard des socialistes et de leurs chefs. S'il fait la preuve de ce que je dis, je suis prêt à intervenir, quoique je n'aie aucune influence dans les journaux politiques du parti auquel j'ai l'honneur d'appartenir, mais s'il peut me prouver que les journaux de la bourgeoisie ont toujours été bienveillants, objectifs, à l'égard des militants du parti socialiste, je suis prêt à faire l'impossible pour qu'on ne publie rien de désobligeant à l'égard de n'importe quel homme politique.

En restant dans les limites des objectivités, il ne faut pas oublier que, chacun de nous, quels que soient les intentions et les intérêts particuliers que nous pouvons avoir, s'expose à la critique et, de ce côté-là, les journaux qui touchent de près à M. Schöpfer, s'en sont donné à cœur joie pour critiquer les représentants socialistes. Il n'y a donc pas lieu de s'émouvoir de ces critiques; chacun fait son travail au plus près de sa conscience, mais chaque

homme politique peut être critiqué sur les actes de son activité politique.

Voilà quels sont les motifs pour lesquels je vous prie de bien vouloir examiner avec bienveillance la modification que je propose au sujet de la loi sur les traitements.

Schöpfer: Da der Herr Kommissionsberichterstatte, Herr Ständerat Baumann, momentan abwesend ist, habe ich ihn zu vertreten. Ich beantrage Ihnen namens der Kommission, den Antrag Burklin abzulehnen. Sie haben gehört, dass Herr Burklin statt einen Lohnabbau von durchschnittlich und allgemein $7\frac{1}{2}\%$ einen Abbau vorschlägt von 3% für die Besoldungen von 4000 Fr. bis 5000 Franken und von 5% für Besoldungen über 5000 Fr. Das macht im Sparprogramm des Bundes glatt 12 Millionen Franken aus. Wir dürfen also bei Annahme des Antrages Burklin die Sparmassnahmen glatt um 12 Millionen Franken reduzieren. Ich beantrage Ihnen unter Berufung auf das, was Herr Baumann in seinem Eintretensvotum sagte und unter Berufung auf die Ausführungen, die ich Ihnen ebenfalls im Eintretensvotum gemacht habe, Ablehnung des Antrages und Zustimmung zur Beschlussfassung des Nationalrats und der Kommission.

Gestatten Sie mir noch eine kurze, rein persönliche Bemerkung.

Herr Burklin sagte, er sei bereit, für Remedur in der Journalistik der sozialdemokratischen Presse zu sorgen, wenn ich ihm den Nachweis erbringen könne, dass die bürgerliche Presse auch immer korrekt sei. Diesen Nachweis kann ich natürlich nicht erbringen. Gewiss wird auch die bürgerliche Presse gelegentlich über die Schnur hauen, darüber besteht kein Zweifel. Denn wie man in den Wald hineinschreit, Herr Burklin, so klingt es heraus. Im übrigen meine ich, dass gerade jetzt nach den Genfer Vorfällen und nach dem, was man über diese Genfer Vorfälle in der sozialdemokratischen Presse gelesen hat, der Moment der denkbar ungünstigste ist, um für die sozialdemokratische Presse auch nur ein Wort der Entschuldigung zu finden.

Allerdings werden wir mit unserer Pressedebatte die Pressesitten nicht verbessern. Die Journalistik wird sich gleich bleiben. Es ficht eben jeder mit der Waffe, die ihm in die Hand passt, der eine mit dem eleganten Fleurette und der andere mit dem Knüppel des Knoten.

Moser: Ich möchte als Mitglied der Kommission auch beantragen, keine Aenderungen vorzunehmen.

Erstens aus dem Grunde, weil ja das Gesetz nur für $1\frac{1}{2}$ Jahre geschaffen wird, also für eine sehr kurze Zeit. Kaum wird das Gesetz angenommen und in Kraft getreten sein, muss man sich schon wieder mit der Neuordnung befassen.

Zweitens möchte ich darauf hinweisen, dass das Beispiel, das der Herr Vorredner Kollege Burklin anführte, doch etwas zu Kritik Anlass gibt. Denn man kann nicht mit einem einzigen Beispiel kommen und sagen: Wenn der Lohn so und so viel beträgt und die und die Ausgaben ge-

deckt werden müssen, dann kann der Betreffende nicht existieren. Es ist eben doch darauf hinzuweisen, dass die untern Besoldungen für die jüngsten Jahrgänge passen und dass sehr rasch eine Erhöhung eintritt.

Also nach dieser Richtung ist das Bundespersonal gegenüber den vielen kantonalen und Gemeindebeamten und namentlich gegenüber Freierwerbenden, vor allem gegenüber den Inhabern von landwirtschaftlichen Betrieben, gegenüber den Kleinbauern, in einer verhältnismässig günstigen Lage, und weil dieser Lohnabbau nur für $1\frac{1}{2}$ Jahre berechnet ist, hat er nicht die Bedeutung und rechtfertigt den Aufwand nicht, den man mit der Sache bis jetzt hat machen müssen.

Aus dem Grunde bitte ich den Rat, keine Abänderung vorzunehmen, sondern dem Beschlusse des Nationalrates zuzustimmen, damit keine Differenz geschaffen wird.

M. Pilet, conseiller fédéral: Il va sans dire que le Conseil fédéral vous prie de repousser la proposition de M. Burklin. Si vous étiez disposés à accueillir une telle proposition, nous serions dans l'obligation de vous demander de repousser purement et simplement toute adaptation des salaires. Il va de soi qu'une réduction des traitements resserrée dans des limites aussi modestes que celles que désire M. Burklin n'apporterait plus du tout aux finances de la Confédération, pas plus qu'à ses régies, les PTT et les CFF, un soulagement, le soulagement dont les unes et les autres ont un urgent besoin.

Cela résulte encore une fois des chiffres. Il est si simple de faire quelques calculs, et après, la conviction est arrêtée. Si vous adoptiez la proposition de M. Burklin, les économies possibles aux CFF seraient de 6 millions par an. Pour les traitements de 4 à 5000 fr., la réduction de 3% ne donnerait que 1,591,000 fr. et pour les traitements de 5000 et au-dessus, frappés d'une réduction de 5%, l'économie ne serait que de 4,337,000 fr. Au total: pas même 6 millions! Si en présence d'un total de 45 à 50 millions de dépenses, vous n'envisagez qu'une réduction de 5 à 6 millions, il ne faudrait plus alors nous demander de rétablir l'équilibre du budget.

Si l'on appliquait la proposition de M. Burklin, savez-vous quelle serait l'économie réalisée au télégraphe et au téléphone? Pas même un million. 995,000 fr. A la poste, 3,196,000 fr. Au total, ce serait 4,196,000 fr. Ce sont là des chiffres qui ne valent plus la peine d'être discutés. Pour si peu, nous ne devrions pas mettre en mouvement l'appareil parlementaire. Nous ne devrions surtout pas provoquer une campagne référendaire et un débat devant le peuple, qui risqueraient de coûter bien davantage que les misérables petites économies que l'on effectuerait.

Je pense qu'il est inutile d'en dire davantage; je m'en tiens à ces quelques constatations au sujet de la proposition de M. Burklin. Je dois toutefois vous recommander de ne pas trop vous préoccuper des petits traitements inférieurs à 3000 fr., parce qu'ils sont, pour ainsi dire, inexistantes. Vous connaissez la classification des traitements adoptée par le Conseil fédéral sur la base du statut de 1927. Il

n'y a que trois classes, sur 26, dont le minimum soit inférieur à 3000 fr. Dans ces trois classes le minimum de traitement est de: 2700 fr. pour la 26^e classe, de 2800 fr. pour la 25^e classe et de 2900 fr. pour la 24^e classe. Les maxima sont très supérieurs à 3000 fr. Ils sont pour la 26^e classe de 3900 fr., pour la 25^e classe de 4200 fr. et pour la 24^e classe de 4500 fr.

N'oublions pas que tous les fonctionnaires qui résident dans une localité où la vie est relativement chère touchent des allocations de résidence assez coquettes. M. Burklin a pris l'exemple d'une grosse localité où cette indemnité n'était que de 120 fr. Je ne nie pas que cela soit possible en théorie et peut-être aussi en pratique. Mais si cette allocation n'est que de 120 fr., c'est que la localité est une de celles où la vie est moins chère que dans d'autres, en particulier en ce qui concerne les loyers, — comme c'est le cas à Genève. — D'ailleurs il n'y a, pour ainsi dire, pas de fonctionnaires de la Confédération qui, ayant atteint l'âge de 22, 24 ou 25 ans, touchent moins de 3000 fr. Je vous ai indiqué tout à l'heure les minima des trois classes inférieures. Vous savez que les traitements passent du minimum au maximum grâce à des augmentations annuelles, au nombre, en général, d'une douzaine. Le fonctionnaire touche chaque année une augmentation de 100 à 120 fr. En trois ans, un fonctionnaire classé dans la 26^e catégorie atteint déjà le chiffre de traitement de 3000 fr. Or, quand engageons-nous nos fonctionnaires? Aux télégraphes, aux téléphones, aux CFF, c'est à l'âge de 17, 18 ou 19 ans. Par conséquent, ils sont encore fort jeunes lorsqu'ils arrivent au traitement de 3000 fr. dont on nous a parlé tout à l'heure. Ceux qui n'ont pas ce chiffre de traitement ne sont, en général, pas mariés et n'ont pas d'enfants. Ils sont dans une situation tout à fait transitoire lorsqu'ils reçoivent ce traitement inférieur à 3000 fr.

Quant à la situation d'un célibataire qui habite une ville, comme Berne, et qui touche 2700 ou 2800 fr., si un tel fonctionnaire ne peut supporter une diminution de 7½%, il faut renoncer à toute diminution. Combien de gens, dans l'agriculture, dans le commerce, dans l'artisanat, pourraient envier un homme qui gagne 220 à 240 fr. par mois et qui n'a pas le souci d'assurer l'existence de sa femme et de ses enfants. Et l'on viendrait soutenir que ces fonctionnaires doivent être particulièrement protégés?

Pensez à nos innombrables demoiselles du téléphone qui, en général, n'ont à gagner que leur propre vie. Ce sont elles qui bénéficieraient d'une disposition exonérant les traitements jusqu'à 3000 fr. Et pourtant, c'est là que nous devrions commencer à faire des réductions plutôt qu'en ce qui concerne les fonctionnaires qui ont famille.

Ce qui prouve le peu d'importance de ces traitements de moins de 3000 fr., c'est le chiffre pour lequel ils interviennent dans les dépenses totales pour le personnel. Aux CFF en 1931, sur 166 millions de salaires — je parle du pur salaire, sans tenir compte des allocations de résidence et d'enfants, ni des indemnités de voyage — il n'y avait que 3 millions de salaires revenant à des fonctionnaires ne gagnant

pas 3000 fr. Car nous avons à peine 1700 agents, sur 23000, qui ne touchent pas 3000 fr. par an.

Les traitements les plus nombreux sont ceux de 4 à 10000 fr. Les traitements de 3 à 4000 fr. représentent 22 millions au total, les traitements de 4 à 5000 fr. 53 millions, les traitements de 4 à 10000 fr., 70 millions.

Quant aux traitements de plus de 10000 fr., ils représentent à peine 8 millions au total pour les CFF. Huit millions pour l'état-major dont dépend toute la valeur d'une administration!

Quand j'ai entendu dire que l'on voulait demander un sacrifice supplémentaire aux traitements de plus de 10000 fr., je me suis bien promis de protester. Ce n'est, certes, pas que je pense à mon propre traitement. Celui-là, faites-en ce que vous voudrez. Ce n'est pas pour le traitement que l'on accepte d'être conseiller fédéral. Si l'on pensait au traitement, on refuserait cette charge. Mais il s'agit du traitement des hauts fonctionnaires. Nous avons déjà tant de peine à les recruter. Ils ont une situation si inférieure à leur mérite et à leur travail. Ils ont une position si peu comparable à celle qu'ils auraient dans le commerce ou les entreprises privées. Vous êtes-vous déjà demandé à quels soucis, à quelles préoccupations, à quelle tension d'esprit étaient soumis nos directeurs généraux des CFF, nos chefs d'exploitation? Et l'on viendrait leur marchander un traitement qui ne vaut pas seulement la moitié de ce qu'il faudrait leur payer? Ce serait la plus mauvaise opération financière que l'on pourrait faire, parce que petit à petit, on verrait baisser le niveau de nos cadres administratifs et les quelques centaines de mille francs que l'on économiserait seraient compensés par des pertes de millions et de dizaines de millions de francs qu'occasionnerait la mauvaise gestion.

Savez-vous combien il y a de fonctionnaires des CFF qui gagnent plus de 10000 fr.? Il y en a 90. Que vous preniez 2 ou 3% de plus à ces 90 traitements, le déficit de notre compte restera le même.

Ce sont les raisons pour lesquelles je ne peux pas du tout m'associer aux réserves faites par plusieurs orateurs dans cette salle et surtout pas à la proposition de M. Burklin. Je préférerais ne pas avoir de réduction du tout qu'une proposition de réduction comme celle-là, qui tromperait le peuple en lui laissant croire que nous réalisons des économies, alors qu'en réalité nous en resterions à la même situation qu'auparavant.

M. Musy, conseiller fédéral: Un mot encore après les réflexions de mon collègue M. le conseiller fédéral Pilet.

Je regrette énormément de devoir constater — je vous prie de ne pas prendre en mal ce que je vais dire — qu'il est encore au Parlement des députés qui soient aussi loin de la réalité financière où nous nous trouvons.

Je viens d'avoir une conférence avec le représentant d'un canton qui nous demande d'accorder un prêt de 10 millions en justifiant sa requête comme suit: Si vous ne nous accordez pas ce prêt à des conditions favorables, pour venir en aide aux communes dans la détresse, celles-ci seront dans l'im-

possibilité, à partir du 1^{er} janvier, de continuer à payer l'indemnité de chômage.

Je n'ai pas encore fini de discuter avec le représentant de ce canton qu'il me vient un autre représentant d'un autre canton me dire: Nous avons envoyé au Conseil fédéral une requête; nous désirerions avoir 5 millions, à un taux très bas, pour nous permettre d'accorder des prêts à des conditions favorables à telles ou telles communes — il me les a indiquées — qui ont déclaré que, depuis le 1^{er} janvier, elles n'auront plus rien en caisse. Ces communes ne peuvent pas contracter d'emprunts auprès des banques, qui ne leur avancent plus rien, estimant que leur crédit n'est pas suffisant. Le canton lui-même ne peut rien prêter, parce qu'il est dans une situation inextricable. Pourtant, c'est l'un de nos grands cantons.

En présence d'une situation aussi dure que celle-là, quand on sait que la crise va durer encore des années, je ne comprends pas que l'on puisse résister aux propositions modestes du Conseil fédéral. Ou bien on ne comprend pas la situation, ou bien on se laisse guider par des préoccupations d'ordre électoral, qui ne devraient pas entrer en ligne de compte.

Il ne s'agit pas seulement de donner aux fonctionnaires pendant un ou deux ans un traitement sur la base des propositions de M. Burklin. M. le conseiller fédéral Pilet et moi sommes obligés de nous tenir sur le terrain suivant: Pendant combien de temps la Confédération pourra-t-elle faire face à toutes ses obligations? Le personnel a intérêt non pas à toucher un gros traitement pendant un ou deux ans, mais il a intérêt à ce que cette situation dure. C'est là qu'est pour nous la grave question. Comparez donc la situation des chômeurs. Je ne pense pas qu'à la longue la Confédération puisse continuer à payer les indemnités de chômage sur la base de la classification actuelle. Nous serons obligés de réduire et ce sera très dur. Je sais que dans certaines communes, les chômeurs, avec l'indemnité que l'on donne, ont une peine extrême à couvrir les besoins de première nécessité. Comparez la situation de ces gens-là à celle des autres qui ne seront jamais menacés par le chômage, parce qu'ils sont au bénéfice d'une retraite pour le moment où ils auront droit au repos. Nous n'avons pas le droit de ne penser qu'aux uns. Je suis certain d'ailleurs que la majorité du personnel le comprend. Il a l'obligation de songer, lui qui est assuré du présent et de l'avenir, à la situation de ceux qui manquent de travail et de pain.

Je sentais le besoin de vous dire ces choses, pressé par les communications qui m'ont été faites ce matin sur la situation de quantité de communes où le nombre de chômeurs ira encore en augmentant.

Réfléchissez à tout cela. Je suis sûr que, contrairement à ce qu'on a prétendu au Conseil national et ici, la grande majorité du personnel le comprend et que, s'il n'y avait pas certains agitateurs qui le conduisent dans un chemin dangereux, il aurait accepté les propositions du Conseil fédéral.

Abstimmung. — Vote.

Für den Antrag der Kommission 31 Stimmen
Für den Antrag Burklin 4 Stimmen

Art. 2.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrats.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil national.

Angenommen. — Adopté.

Art. 3.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision de Conseil national.

Angenommen. — Adopté.

Art. 4.

Antrag der Kommission.

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrats.

Proposition de la commission.

Adhérer à la décision du Conseil national.

Angenommen. — Adopté.

Präsident: Die Motion und das Postulat werden wir noch behandeln. Es ist jetzt Gelegenheit geboten, auf irgend einen Artikel des Bundesgesetzes zurückzukommen.

Dietschi: Sie gestatten mir, zur Stimmabgabe eine persönliche Erklärung abzugeben. Der Gemeinderat von Olten, dem ich seit mehr als 30 Jahren vorzustehen die Ehre habe, beschloss am 20. Mai 1932 sogut wie einstimmig, bei 28 anwesenden Mitgliedern mit 27 Stimmen bei einer Enthaltung, unter Zustimmung aller drei politischen Parteien, an den h. Bundesrat und an die eidg. Räte eine Kundgebung gegen die Vornahme des Lohnabbaues beim eidg. Personal zu richten. Dieser Schritt war diktiert von der Sorge um unsere städtischen Interessen, welche durch einen Lohnabbau weitgehend in Mitleidenschaft gezogen werden. Er ist verständlich, wenn man weiss, dass 1/4 der Bevölkerung der Stadt Olten dem Bundespersonal angehört. Die Kundgebung wurde auch von der Bevölkerung unserer Stadt in ihrer weit überwiegenden Zahl, ohne Unterschied der politischen Partei, mit einziger Ausnahme der Industrie, deren Auffassung ebenfalls eine gegebene ist, gebilligt. Herr Ständerat Burklin hat in den Beratungen der ständerätlichen Kommission auf diese Eingabe Bezug genommen.

Dadurch scheint mein Verhalten gegenüber der heutigen Vorlage vorgezeichnet. Es würde darin bestehen, sie kurzerhand abzulehnen. Meine Mitbürger würden es nicht verstehen, wenn ich mich in dieser bedeutungsvollen Sache zu ihnen in direktem Gegensatz stellen und der Vorlage zustimmen würde.

Ich bin mir indessen bewusst, dass ich mit einer solchen Stellungnahme in einen gewissen Konflikt geraten würde, nicht bloss mit der überwiegenden Mehrheit meiner Parteifreunde, welche sich für einen Kompromiss eingesetzt haben, der einen Ausgleich zwischen den Interessen des Bundeshaushaltes und des eidg. Personals herbeizuführen bestrebt ist, sondern noch viel mehr mit meiner Stellung als Präsident der Finanzkommission Ihres Rates. Ich kann nicht verkennen, dass diese Stellung mir bestimmte Pflichten auferlegt, zumal bei der heutigen Notlage der Bundesfinanzen.

Auch ich hätte es freilich lieber gesehen, wenn der Lohnabbau als Bestandteil eines umfassenden Finanzprogramms eingebracht worden wäre, das einerseits alle ins Auge zu fassenden Ersparnismöglichkeiten umschrieben und andererseits auch die notwendige Erschliessung neuer Einnahmequellen vorgezeichnet hätte. Beim heutigen Stand der Dinge und nachdem sowohl meine Parteifreunde als auch die grosse Mehrheit des Parlaments zu der Frage des Lohnabbaues in einem der Kompromisslösung zustimmendem Sinne Stellung bezogen haben, will es indessen müssig erscheinen, sich auf einen solchen Standpunkt zu versteifen. In dem so vorwaltenden Konflikt der Interessen wird man es mir nicht verargen, wenn ich mich in der heutigen Abstimmung der Stimme enthalte. Um allen Missdeutungen von vornherein zu begegnen, hielt ich es für angebracht, Ihnen diese Erklärung abzugeben.

Gesamtabstimmung. — *Vote sur l'ensemble.*

Für Annahme des Gesetzentwurfes 33 Stimmen
Dagegen 1 Stimme

Präsident: Wir haben noch die Motion und das Postulat zu erledigen. Die Motion hat imperativen Charakter und muss hier behandelt werden.

Motion.

Der Bundesrat wird eingeladen, den eidgenössischen Räten beförderlichst ein Programm für die Erhaltung des finanziellen Gleichgewichtes beim Bund und bei den Bundesbahnen vorzulegen. Neben den Einsparungen auf den Besoldungen, Gehältern und Löhnen des Bundespersonals sind dabei auch solche auf andern Ausgabeposten und nötigenfalls neue Einnahmen ins Auge zu fassen.

Motion.

Le Conseil fédéral est invité à présenter dans le plus bref délai aux Chambres fédérales un programme assurant l'équilibre financier de la Confédération et des chemins de fer fédéraux. En plus des économies sur les traitements et salaires du personnel, il y aura lieu d'envisager d'autres réductions: de dépenses et, au besoin, de prévoir de nouvelles recettes.

Abstimmung. — *Vote.*

Für Annahme der Motion 28 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Postulat.

Der Bundesrat wird eingeladen, zu prüfen, ob nicht der prozentuale Abbau der Bezüge der Posthalter und Ablagehalter derart durchzuführen sei, dass das durch den Rückgang der Verkehrsnoten bereits reduzierte Einkommen mit eingerechnet wird.

Als Grundlage hätte der durchschnittliche Stand der Verkehrsnoten der Jahre 1928 bis 1931 zu gelten.

Postulat.

Le Conseil fédéral est invité à examiner s'il n'y aurait pas lieu de faire entrer en compte dans le calcul de la réduction des traitements des buralistes et dépositaires postaux la diminution de revenu qu'ils ont déjà subie par suite du recul du trafic.

Le nombre moyen des notes des années 1928 à 1931 serait pris comme base.

Abstimmung. — *Vote.*

Für Annahme des Postulates 22 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat und an die Redaktionskommission.

(Au Conseil national et à la commission de rédaction.)

Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1932
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2833
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	08.12.1932
Date	
Data	
Seite	596-615
Page	
Pagina	
Ref. No	20 031 373

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

2833. Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

Siehe Seite 588 hiervor. — Voir page 588 ci-devant.

Vorlage der Redaktionskommission vom 13. Dezember 1932.
Projet de la commission de rédaction de 13 décembre 1932.

Beschluss des Nationalrats vom 15. Dezember 1932.
Décision du Conseil national du 15 décembre 1932.

Baumann, Berichterstatter: Art. 1, Abs. 5, jetzt Abs. 3 der von uns durchberatenen Vorlage, sagte, dass Personen mit mehr als zwei Kindern unter 18 Jahren für jedes dieser Kinder einen Zuschlag von 30 Fr. jährlich erhalten. In den Kommissionen beider Räte bestand Ungewissheit darüber, ob der Zuschlag von 30 Fr. zugunsten von Familienvätern mit mehr als zwei Kindern nur bezahlt werden soll für das dritte und die folgenden Kinder, nicht aber auch für das erste und zweite, oder ob der Zuschlag für jedes Kind unter 18 Jahren zu bezahlen sei, sobald ein Bediensteter mehr als zwei Kinder unter 18 Jahren habe. Der Text liess tatsächlich beide Auffassungen zu; gemeint war die letztere Lösung, also die Berücksichtigung aller Kinder unter 18 Jahren. Auf dieser Annahme beruhte auch die Ihnen zur Kenntnis gebrachte Berechnung der finanziellen Auswirkung dieser Gesetzesbestimmung.

Die Bereinigung des deutschen und des französischen Textes dieses Alineas, die von der Redaktionskommission vorgenommen worden ist, schliesst nun jeden Zweifel aus. Materiell wird an der Sache nichts geändert. In Abs. 1 des gleichen Artikels ist eine redaktionelle Verbesserung des französischen Textes auf Vorschlag der zuständigen Mitglieder der Redaktionskommission angebracht worden. Namens der Redaktionskommission beantrage ich Ihnen, die Vorlage in der bereinigten Fassung anzunehmen.

Schlussabstimmung. — *Vote final.*

Für Annahme des Gesetzentwurfes: 29 Stimmen
(Einstimmigkeit).

An den Bundesrat.
(Au Conseil fédéral.)

Vormittagssitzung vom 21. Dez. 1932. Séance du matin du 21 décembre 1932.

Vorsitz — Présidence: Hr. *Laely*.

2874. Taggelder des Nationalrats und der Kommissionen der Räte. Vorübergehende Aenderung des Bundesgesetzes.

Indemnités de présence des membres du Conseil national et des commissions de l'Assemblée fédérale. Modification temporaire de la loi.

Siehe Seite 656 hiervor. — Voir page 656 ci-devant.

Beschluss des Nationalrats vom 20. Dezember 1932.
Décision du Conseil national du 20 décembre 1932.

Schlussabstimmung. — *Vote final.*

Für Annahme des Gesetzentwurfes Einstimmigkeit.

An den Bundesrat.
(Au Conseil fédéral.)

2869. Betäubungsmittel. Abkommen. Stupéfiants. Convention.

Siehe Seite 616 hievor. — Voir page 616 ci-devant.

Beschluss des Nationalrats vom 16. Dezember 1932.
Décision du Conseil national du 16 décembre 1932.

Schlussabstimmung. — *Vote final.*

Für Annahme des Beschluss-
entwurfes

Einstimmigkeit.

An den Nationalrat.
(Au Conseil national.)

Bundespersonal. Vorübergehende Anpassung der Bezüge an die veränderten Verhältnisse.

Personnel fédéral. Adaptation temporaire des appointements aux nouvelles conditions.

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1932
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	2833
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	15.12.1932
Date	
Data	
Seite	658-658
Page	
Pagina	
Ref. No	20 031 379

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.